

Paul Mattick

Marx et Keynes

Les limites
de l'économie mixte

*Traduit de l'anglais (États-Unis)
par Serge Bricianer*

Gallimard

Titre original :

MARX AND KEYNES, THE LIMITS
OF THE MIXED ECONOMY

© *Éditions Gallimard, 1972, pour la traduction française.*

INTRODUCTION

Ce livre a été rédigé à une époque qualifiée par le président des États-Unis en personne d'époque du « plus extraordinaire essor de la prospérité que l'histoire ait connu ». Dans d'autres pays, on parlait alors de « miracle économique », ou l'on affirmait que « jamais, au grand jamais, ça n'a si bien marché ». Les économistes ne se tenaient plus de joie à l'idée que leur « science » se révélait enfin être l'espoir du monde. Leur savoir théorique et ses possibilités de mise en application en imposait aux gouvernants comme aux chefs d'entreprise. À l'exception d'une petite minorité, qui d'ailleurs n'arrivait pas à se faire entendre, on s'accordait du « haut » en « bas » de l'échelle sociale à trouver la situation excellente et à penser qu'il en serait toujours ainsi. Certes, la splendeur de l'Occident était encore quelque peu ternie par l'existence d'îlots de misère et de phénomènes de chômage dont la persistance n'allait pas sans causer de vagues inquiétudes, tandis que le problème non résolu du « sous-développement » interdisait à la plus grande partie du monde de bénéficier du bien-être général, en suscitait de beaucoup plus nettes. Mais un jour ou l'autre, disait-on, les pays pauvres réussiraient à « décoller » et finiraient par rattraper l'Occident; dès lors, les bienfaits du capitalisme s'étendraient à la terre entière.

Si j'ai vécu cette période de « prospérité sans précédent », j'ai aussi connu la grande crise économique de l'entre-deux-guerres. Rares étaient en ce temps-là ceux qui faisaient confiance au ressort du capitalisme et les théories ne manquaient pas qui prédisaient le déclin du système

et sa disparition certaine. On assistait à un renouveau du marxisme, renouveau qui manifestait à tout le moins l'écart grandissant qui séparait l'idéologie capitaliste d'avec les réalités immédiates. Les interventions de l'État dans l'économie et la deuxième guerre mondiale mirent fin à ces tendances. Dans l'intervalle, John Maynard Keynes avait élaboré sa théorie, qui proposait une ligne de conduite en matière monétaire et fiscale de nature à assurer le plein emploi dans le cadre d'une économie en stagnation. Les gouvernants mirent ces propositions en pratique afin d'affermir dans la mesure du possible la stabilité sociale et économique de leurs pays respectifs. Ces tentatives ayant été couronnées de succès, on modifia une vieille formule pour lui faire dire : « Maintenant, nous sommes tous des keynésiens ! »

La thèse centrale de ce livre, c'est qu'aux problèmes économiques assaillant le monde capitaliste, Keynes n'a pu proposer qu'une solution toute provisoire et que les conditions qui rendaient cette solution efficace sont en voie de disparition. C'est aussi la raison pour laquelle la critique de l'économie politique, telle que Marx l'a conçue, loin d'avoir perdu sa validité, trouve un surcroît de pertinence grâce à la faculté qui la caractérise de comprendre et de dépasser à la fois les « anciennes » et les « nouvelles » théories économiques. On va donc soumettre la théorie et la pratique keynésiennes à une critique marxiste. En outre, on s'efforcera d'élucider à l'aide de la méthode d'analyse marxienne le cours des événements et les grandes tendances politiques et économiques.

Le présent ouvrage n'a pas été rédigé d'une seule traite ; certaines de ses parties le furent en des occasions diverses et à des dates différentes. Mais elles s'insèrent néanmoins dans un tout qui prend pour thème essentiel l'« économie mixte » (mixed economy) et les différences entre Marx et Keynes. D'un chapitre à l'autre, il y a sans doute des chevauchements d'idées, voire des répétitions, mais l'auteur aime à espérer que cela facilitera plutôt la lecture de l'ouvrage.

CHAPITRE I

La « révolution » keynésienne

Les économistes bourgeois ont, jusqu'à Ricardo, élaboré leurs théories sans percevoir vraiment les problèmes vitaux de la société capitaliste. Ricardo, dit Marx, a fait « délibérément de l'antagonisme des intérêts de classe, de l'opposition entre salaire et profit, profit et rente, le point de départ de ses recherches. Cet antagonisme (...), il le formule naïvement comme la loi naturelle, immuable, de la société humaine. C'était atteindre la limite que la science bourgeoise ne franchira pas ¹. » En effet, pousser la critique plus loin ne pouvait aboutir qu'à mettre en lumière les contradictions et les limitations propres au système de production capitaliste. Tout en parvenant à des résultats que les économistes bourgeois étaient décidément incapables d'obtenir, Marx avait le sentiment d'être tout à la

1. K. Marx, *Le Capital*, liv. I, trad. J. Roy — ci-après abrégé en : *Capital*, I —, postface de la deuxième édition allemande, E.S., 1, p. 24; P. I, p. 553*.

* Autant que faire se pouvait, on a renvoyé aux versions françaises des textes cités en note. Toutefois, en ce qui concerne les œuvres de Marx, il y a parfois pluralité. On a pris pour base les *Œuvres complètes de Karl Marx et de Friedrich Engels*, publiées aux Éditions sociales — édition ci-après abrégée en : E. S. —, sous la direction générale de M. Gilbert Badia. Ces traductions présentent l'avantage d'être conformes à l'édition de référence aujourd'hui utilisée par les chercheurs : les *Marx-Engels Werke* (M.E.W.). On a cependant cru bon de renvoyer en même temps, le cas échéant, aux *Œuvres. Économie*, dont les deux tomes sont parus aux éditions Gallimard dans la Bibliothèque de la Pléiade — édition ci-après abrégée en : P. I et P. II —, sous la direction de M. Maximilien Rubel; moins complète pour ce qui est des grands textes « posthumes », cette publication, d'un format plus maniable, se distingue souvent, en effet, par un louable souci de style. (N.d.T.)

fois l'héritier authentique et le destructeur de l'économie politique classique.

Si cette dernière, comme Marx l'avait affirmé, s'est révélée hors d'état de progresser, elle n'en a pas moins su changer de visage. Les économistes classiques avaient mis l'accent sur la production et sur le système en tant que totalité; leurs successeurs le mirent sur l'échange et sur l'entreprise en tant qu'unité particulière. Les théories économiques prirent un caractère de plus en plus apologétique, jusqu'au jour où le problème tout entier des rapports sociaux qui sous-tendent le processus économique fut éliminé, la théorie classique de la valeur se trouvant dès lors écartée au bénéfice de la théorie subjective de la valeur, professée par l'école marginaliste. Avec l'aggravation des difficultés économiques toutefois, il fallut se pencher sur le cycle industriel, les facteurs contribuant à engendrer la prospérité comme les crises et les dépressions. L'école néo-classique — dont le représentant le plus connu reste Alfred Marshall — s'efforça de transformer l'économie politique en une science susceptible d'être appliquée, c'est-à-dire de découvrir des moyens d'influer sur les fluctuations du marché, afin d'accroître la rentabilité du capital et le bien-être social en général.

C'est au beau milieu de la « grande crise » des années 1930 que parut la *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, due à John Maynard Keynes. Cet ouvrage, qu'on ne tarda guère à glorifier comme une « révolution » de la pensée économique, devait amener la formation d'une école nouvelle, l'école « keynésienne ». Tandis que les économistes fidèles à l'« orthodoxie » prenaient position contre cette tendance, la qualifiant les uns de « socialiste », les autres de « chimérique », certains socialistes à l'esprit peu rigoureux cherchaient à amalgamer Marx et Keynes ou, plus exactement, à faire passer les théories du second pour le « marxisme de notre temps ». Marx avait contesté toutes chances de développement à l'économie bourgeoise; on présentait maintenant ce scepticisme comme la marque de l'incapacité où il se trouvait de critiquer les classiques d'une manière *constructive*, ou du parti pris qui l'en avait éloigné. Par contre, Keynes avait, disait-on, donné corps aux aspirations d'Alfred Marshall : la réforme et le progrès du système capitaliste.

La notoriété de Keynes est de vieille date; elle remonte en effet à l'ouvrage qu'il consacra en 1920 aux *Conséquences économiques de la paix*. Il s'y élevait contre la durée du traité de Versailles, en alléguant que « le système économique européen avait pour pivot l'Allemagne et [que] la prospérité du reste du continent dépendait principalement de la prospérité et de l'esprit d'entreprise germaniques² ». D'aucuns ne se privèrent pas de dire que ces dispositions conciliantes avaient pour cause la peur qu'une révolution anticapitaliste n'éclatât en Allemagne à la suite de la guerre. D'autres soupçonnèrent ces propositions de « paix constructive » de tendre par la bande à favoriser la poursuite de la politique étrangère traditionnelle de l'Angleterre. Mais, bien que ces deux préoccupations aient indiscutablement joué un rôle en l'occurrence, Keynes s'opposait au traité avant tout pour des raisons économiques, convaincu comme il l'était que le monde capitaliste peut se plier à une rationalité.

A ses yeux, la guerre n'était en soi qu'un intermède malheureux et fortuit dans le processus de la formation de capital, au sein d'une économie libérale. En 1919, il craignait de voir l'accumulation du capital compromise du fait que « les classes laborieuses peuvent ne plus vouloir pratiquer un si large renoncement. La classe capitaliste, ayant perdu confiance dans l'avenir, peut chercher à jouir plus complètement de ses possibilités de consommation tant qu'elles dureront et hâter ainsi l'heure de leur confiscation³. » Il fallait donc reprendre l'« habitude d'accumuler »; à ce moment, Keynes se prononçait en effet inconditionnellement pour l'« inégalité dans la répartition des richesses », le moyen le meilleur selon lui d'amasser du capital en très grandes quantités. Il escomptait que la fin de la guerre entraînerait un retour à la liberté du commerce international et ouvrirait à l'investissement des possibilités illimitées. La méthode la plus simple pour revenir « à la normale » consistait donc à rétablir les conditions d'avant-guerre, d'où la nécessité de traiter l'Allemagne comme si la guerre n'avait pas eu lieu.

2. J. M. Keynes, *Les Conséquences économiques de la paix*, trad. P. Franck, Paris, 1920, p. 25.

3. *Ibid.*, p. 29.

Cependant, après avoir pu observer directement le « socialisme de guerre » en Angleterre et sur le continent européen, et suivre aussi l'« expérience » bolcheviste en Russie, Keynes rompit avec la thèse qui veut que le capitalisme soit synonyme de ce « laissez-faire » dans lequel il voyait désormais « une légende, un tour de métaphysique ». Dorénavant, telle était sa conviction, la possibilité s'offrait d'organiser l'économie d'une manière propre à faciliter sa bonne marche, sans lui enlever pour autant son caractère capitaliste. En outre, et de même qu'on pouvait orienter les diverses économies nationales dans un sens déterminé, on pouvait les coordonner en fonction des besoins mondiaux. Ainsi des schémas de contrôle étaient concevables et, fort de ce sentiment, Keynes pensait que leur réalisation pratique était uniquement affaire d'une poignée d'hommes dévoués et compétents. « Il croyait dans la valeur suprême de l'autorité intellectuelle, dans la sagesse d'une élite triée sur le volet ⁴ » et dans l'aptitude des ses membres à infléchir les processus économiques pour le plus grand bien de tous.

La doctrine économique bourgeoise postule que les hommes se comportent de manière rationnelle sur un marché où les intérêts des uns et des autres s'affrontent en permanence, chacun rivalisant pour l'emporter et assignant ainsi des limites à l'action de chacun. C'est grâce au libre jeu qui existe entre toutes ces tentatives d'individus visant à satisfaire au mieux leurs désirs que le marché établit des rapports de prix qui tendent à réaliser une allocation optimale des ressources. Si Keynes ne mit pas en cause la thèse suivant laquelle mieux l'intérêt personnel est satisfait, plus grand est le bien-être social, il professait néanmoins que les hommes savent rarement où se trouve leur intérêt réel. En effet, le principe individualiste à lui seul ne permet pas de discerner le véritable intérêt propre. A certains moments, par exemple, l'épargne et une consommation restreinte peuvent se révéler salutaires tant pour l'individu que pour la société, alors qu'à d'autres elles risquent de les appauvrir l'un comme l'autre. Pour découvrir quelle est exactement la politique appropriée à la situation, il faut donc adopter un point de vue social.

Ayant ainsi admis que la satisfaction de l'intérêt personnel

4. Cf. R. F. Harrod, *The Life of John Maynard Keynes*, Londres, 1951, p. 332.

exige qu'il soit tenu compte des besoins du système social, Keynes se vit obligé d'abandonner la « micro-économie » de ses contemporains pour revenir à la « macro-économie » des Classiques. Voilà qui devait l'obliger également à reprendre à son compte, en partie du moins, la théorie de la valeur-travail, car les notions applicables à l'entreprise particulière et à la fixation individuelle des prix ne cadrent nullement avec une théorie traitant d'agrégats sociaux tels que le revenu global, la consommation, l'investissement, l'emploi, et leur interdépendance économique. On a voulu présenter ce revirement comme la conséquence d'« une critique fondamentale implicite de l'ordre établi ⁵ », mais en vérité il démontre seulement que Keynes accordait désormais la priorité aux interventions de l'État, « seul moyen possible d'éviter une complète destruction des institutions économiques actuelles » et « condition nécessaire d'un fructueux exercice de l'initiative individuelle ⁶ ».

Les économistes, désireux de faire face à des difficultés allant croissant et, donc, d'agir sur le cycle économique, revenaient alors aux théories monétaires. Keynes était à cet égard l'homme de la situation. De la première (*Indian Currency and Finance*, 1913) à la dernière de ses œuvres, un essai sur le Fonds monétaire international, ce grand spéculateur boursier devait en effet se consacrer aux problèmes de la monnaie et de sa réforme. Dès cette époque, on voyait dans l'encadrement du crédit par le biais du taux de l'intérêt, le grand moyen de régler le système monétaire. Selon Keynes, l'excès d'inflation comme l'excès de déflation — ces deux phénomènes étant également de nature à nuire à la stabilité de l'économie — provient d'une rupture d'équilibre entre l'épargne et l'investissement. Que le volume de la première excède le volume du second, et l'on court à l'inflation; dans le cas contraire, c'est la déflation. Le déséquilibre a donc pour cause un défaut d'ajustement de celle-ci à celui-là, ou inversement. Individus et groupes sociaux prenant chacun de son côté toute décision relative à l'épargne ou à l'investissement, on ne saurait attendre

5. D. Dillard, *The Economics of John Maynard Keynes*, New York, 1948, p. 195.

6. J. M. Keynes, *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, trad. J. de Largentay, Paris, 1942 (1^{re} édition; on a utilisé la version entièrement revue, publiée en 1969 dans la « Petite Bibliothèque Payot ») — ci-après abrégé en : *Théorie générale* —, p. 373.

de telles décisions qu'elles se complètent harmonieusement les unes les autres. Aussi le bon fonctionnement de l'économie a-t-il pour préalable un taux de l'intérêt apte à maintenir la proportion voulue entre l'épargne et l'investissement, avec pour effet la stabilité générale des prix.

Toujours selon Keynes, la grandeur de la production est commandée par le taux de l'intérêt, attendu que ce taux détermine le niveau de rentabilité des investissements. Ces derniers à leur tour dépendent des entrepreneurs qui investissent en fonction du profit qu'ils espèrent retirer de leurs placements et fondent leurs calculs sur une comparaison entre leurs profits éventuels et le taux d'intérêt qu'ils auront à payer pour l'argent emprunté. Ainsi donc une baisse du loyer de l'argent stimulera utilement l'incitation à investir. Keynes ne conteste certes pas qu'une dépression prolongée rétablira en fin de compte la relation « idoine » entre le profit, l'intérêt et les salaires. Mais, à son avis, une forte dose d'inflation aura le même résultat tout en causant des privations moindres. Il ne voit dans ses propositions inflationnistes rien qui aille à l'encontre de la doctrine classique; loin de là, elles sont à ses yeux une réponse à la violation de cette doctrine que constitue d'ores et déjà l'abaissement du taux de l'intérêt par des moyens artificiels. Bref, il se dit convaincu que le contrôle des allocations d'argent et de crédit à l'économie peut instaurer un taux de l'intérêt optimal, qui servirait à équilibrer l'épargne et l'investissement et créerait les conditions psychologiques propices à l'expansion « normale » du capital.

Il est inutile pour le moment d'examiner les techniques monétaires mises au point par Keynes en vue de soulager l'économie des maux qui l'accablaient. Son « originalité » se trouve en effet ailleurs que sur ce plan-là, où il ne s'éloigne guère en définitive des Hawtrey, Harrod, Cassel, Wicksell, Fisher et d'une foule de théoriciens « excentriques » de la monnaie, depuis longtemps tombés dans l'oubli, en particulier Proudhon et Silvio Gesell⁷. Proudhon rêvait d'un système économique « mutualiste », dont la condition première n'était autre que la suppression du capital productif d'intérêt. C'est pourquoi il

7. Cf. S. Gesell, *Die natürliche Wirtschaftsordnung durch Freiland und Freigeld*, Berlin, 1916.

proposait de fonder une banque nationale qui prêterait gratis à quiconque en ferait la demande, dans le cadre d'une société composée de producteurs indépendants et d'associations ouvrières. Alors que Proudhon se figurait que l'abolition de l'intérêt permettrait à coup sûr de passer au « socialisme », Gesell ne voyait pour sa part rien à redire au libre-échange. Il considérait l'intérêt et la rente foncière comme des facteurs préjudiciables à l'essor continu de la production. Du fait que l'argent, selon lui, constituait non seulement un agent d'échange, mais aussi un potentiel de richesses, il avait tendance à quitter le processus de la circulation, avec pour conséquence la stagnation et le déclin. Que si l'on coupait court, disait Gesell, à la thésaurisation en faisant supporter à la monnaie de très lourds frais de conservation, la production pourrait progresser de manière ininterrompue. Dès lors, professait-il, l'argent liquide, plutôt que de s'amasser dans des conditions devenues ainsi ruineuses, préférerait aller s'investir dans du « capital réel » et l'augmentation des investissements ouvrirait la voie à une économie d'abondance et à la prospérité générale.

Sans partager les aspirations utopistes de Proudhon, Keynes prenait position contre tout versement d'un loyer de l'argent et pour l'« euthanasie graduelle du rentier ». Et, bien qu'il trouvât irréalisables les théories de Gesell, il les estimait fondées dans leur principe. Il pensait, lui aussi, que la doctrine du laissez-faire était fautive dans la mesure où elle postulait l'existence de mécanismes permettant au taux de l'intérêt de s'ajuster automatiquement au volume des investissements. Tout en faisant grand cas de l'« œuvre de pionnier » accomplie par Gesell, Keynes ne croyait pas nécessaire de la mettre en application; n'avait-on pas la possibilité, selon lui, de moduler le taux de l'intérêt de manière à exercer sur l'investissement un contrôle suffisant à maintenir l'expansion du capital au niveau requis?

À la différence des économistes qui soutenaient qu'on pouvait résoudre tous les problèmes économiques à l'aide de moyens monétaires et d'eux seuls, Keynes présentait ses idées comme une « théorie complète de l'économie monétaire », intégrant théorie de la monnaie et théorie de la valeur. S'il avait intitulé son livre « Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie », c'est parce qu'à son avis « les postulats

de la théorie classique ne s'appliquent qu'à un cas spécial et non au cas général, la situation qu'elle suppose étant à la limite des situations d'équilibre possible. Au surplus, les caractéristiques du cas spécial auquel cette théorie s'applique se trouvent ne pas être celles de la société où nous vivons réellement. Son enseignement ne peut donc être que trompeur et néfaste, si on prétend appliquer ses conclusions aux faits que nous connaissons⁸. »

La théorie traditionnelle ou habituellement reçue ne rendait nullement compte du chômage, et, jusqu'à la *Théorie générale*, Keynes ne se soucia guère du problème. Certes, dès 1930, dans le *Treatise on Money*, on le voit aborder la question de la production et de l'emploi dans son ensemble, anticipant ainsi la *Théorie générale*. Mais c'est seulement dans ce dernier ouvrage qu'il s'attaqua vraiment aux problèmes du volume et de la répartition de la main-d'œuvre comme des facteurs qui en déterminent l'évolution.

Les adeptes de la doctrine traditionnelle s'obstinaient à postuler un plein emploi parfaitement imaginaire, attendu qu'ils tenaient pour établi que les salaires étant soumis à la loi de l'offre et de la demande ne pouvaient en aucun cas rester assez longtemps à un niveau suffisamment élevé pour créer du chômage ou pour l'entretenir. Convaincus que les basses rémunérations ont pour effet d'accroître l'emploi, ils ne doutaient pas que le chômage entraînaît des réductions de salaires. Si Keynes s'accordait avec eux sur le premier point, il s'en séparait sur le second. Il soutenait en effet que d'une « propension à consommer » donnée et d'un taux d'investissement donné, il s'ensuit un niveau d'emploi déterminé et conforme à l'équilibre économique. Si ce niveau ne peut par définition aller au-delà du plein emploi, il peut bien entendu lui être inférieur. En fait, si dans des conditions de plein emploi un équilibre reste concevable, c'est seulement comme un cas particulier. En général, toute élévation du niveau de l'emploi exige au préalable un changement intéressant soit la propension à consommer, soit le taux d'investissement.

Keynes ne remet pas en cause la thèse qui veut que le chômage, dans certaines conditions, dénote l'existence de salaires

8. *Théorie générale*, p. 29.

réels incompatibles avec l'équilibre économique et que, si on les diminuait, l'emploi croîtrait par suite de l'augmentation de la rentabilité du capital et donc du taux de l'investissement. Mais, en revanche, il s'aperçut que les salaires étaient bien moins élastiques qu'on ne l'admettait généralement. Les ouvriers avaient appris à faire face aux réductions de salaires. Et tant qu'on ne pouvait recourir, disait Keynes, à la « méthode socialiste » des baisses autoritaires de salaires, on ne disposait d'aucun moyen assez efficace de réaliser une réduction uniforme des rémunérations de toutes les catégories de la main-d'œuvre. Keynes faisait aussi observer que les travailleurs résistaient plus vivement à une baisse des salaires nominaux qu'à une baisse des salaires réels. Voilà certes un fait indiscutable, serait-ce uniquement parce qu'il est plus facile de se mettre en grève que de résister à une hausse des prix. Keynes vit là une possibilité de réduire les salaires par des voies plus raffinées que les voies traditionnelles. Et, à ses yeux, le moyen le plus raffiné était aussi le plus efficace et le plus susceptible d'applications généralisées. A condition que les salaires nominaux restent stationnaires ou augmentent plus lentement que le niveau général des prix, un accroissement de la masse monétaire a pour effet une hausse des prix, qui revient à une diminution des salaires réels. « Connaissant la nature humaine et les institutions existantes, assurait Keynes, il faudrait être dépourvu de bon sens pour préférer une politique de salaires souple à une politique souple de la monnaie, si l'on ne peut invoquer en faveur de la première aucun avantage qui ne puisse être obtenu de la seconde⁹. »

Allant au-delà de ces considérations toutefois, Keynes soutenait qu'au sein d'un capitalisme développé, le niveau de l'emploi est déterminé non par des négociations salariales entre patrons et travailleurs, mais par la « demande effective », laquelle dépend de la propension à consommer et du taux d'expansion du capital. Aucune politique des salaires, si souple qu'elle soit, n'empêchera jamais le chômage de s'étendre en cas de baisse de la demande. La « loi de Say », cette hypothèse généralement admise qui dit que « l'offre crée sa propre demande », est tout bonnement fausse; le capitalisme n'est pas ce système capable

9. *Théorie générale*, p. 271.

de s'adapter automatiquement à n'importe quelle situation que la doctrine classique voyait en lui. S'il est vrai qu'une augmentation des salaires nominaux, n'affectant en rien la demande globale du moment, aura pour effet d'accroître l'emploi, il en sera tout autrement si la demande globale s'amointrit. D'un point de vue « social », les diminutions de salaires n'ont de sens que si elles amènent une expansion de la production et, par là, stimulent la demande effective. Or le marché par lui-même est hors d'état de sécréter une « politique des revenus » de nature à assurer le plein emploi et à élargir la demande. Seules des mesures d'ordre monétaire, voire extra-monétaires, peuvent donner un tel résultat et surtout permettre de maintenir ensuite l'équilibre du marché. Bref, la loi de Say, inapplicable au marché, doit être mise en application par le biais d'interventions extérieures au marché.

D'après Say, tout le monde produit en vue ou bien de consommer, ou bien de vendre et, en ce cas, de vendre pour acheter une autre marchandise à utiliser ou à consommer; par voie de conséquence, l'offre et la demande sont vouées à s'équilibrer. En cas de pléthore d'une certaine marchandise, son prix baissera; en cas de pénurie, il augmentera. Ces fluctuations, grâce auxquelles un équilibre économique tend à s'établir, ont pour effet d'exclure la possibilité d'une surproduction générale. Les rouages du marché apparaissent, suivant cette conception, comme un mécanisme qui parvient automatiquement à l'équilibre et n'exige que d'être laissé à lui-même pour réaliser l'allocation des ressources productives et la répartition des marchandises la plus économique et rationnelle. Comme corollaire de la même doctrine, écrivait Keynes, « on a supposé que tout acte individuel d'abstention de consommer conduisait forcément à investir dans la production des biens capitaux le travail et les marchandises ainsi soustraites au circuit de la consommation¹⁰. »

Malgré certaines inconséquences, la pensée économique moderne — disait Keynes — « est encore tout imprégnée de l'idée que, si on ne dépense pas l'argent d'une façon, on le dépensera d'une autre¹¹ ». Keynes considérait comme plau-

10. *Théorie générale*, p. 44.

11. *Ibid.*, p. 45.

sible la thèse selon laquelle « les *coûts* de la production sont dans leur ensemble toujours couverts par les produits des ventes résultant de la demande ». Partant de là, ajoutait-il, « il est naturel de penser que l'acte par lequel un individu s'enrichit sans apparemment rien prendre à autrui doit aussi enrichir la communauté tout entière, de telle sorte que [...] un acte d'épargne individuel conduit nécessairement à un acte parallèle d'investissement. Car il est incontestable que la somme des accroissements nets de la richesse des individus est exactement égale à l'accroissement global net de la richesse de la communauté. » Mais il concluait par ces mots : « Ceux qui ont raisonné ainsi n'en ont pas moins été victimes d'une illusion d'optique qui fait confondre deux activités essentiellement distinctes¹². »

Dans le cadre de la théorie néo-classique de l'équilibre, une fois admise l'hypothèse selon laquelle le prix de demande de la production globale est égal à son prix d'offre, tout le reste s'ensuit. Or voilà qui explique uniquement le « chômage volontaire » et le « chômage de frottement » (dû, par exemple, « à un déséquilibre des ressources spécialisées »), non le « chômage involontaire ». Keynes ne manqua pas de relever cette lacune. Et de souligner : « Il n'est pas très plausible d'affirmer que le chômage aux États-Unis en 1932 ait été dû, soit à une résistance opiniâtre de la main-d'œuvre à la baisse des salaires nominaux, soit à sa volonté irréductible d'obtenir un salaire réel supérieur à celui que le rendement de la machine économique pouvait lui procurer. Le volume de l'emploi connaît d'amples variations, sans qu'il y ait des changements apparents ni dans les salaires réels minima exigés par la main-d'œuvre ni dans sa productivité¹³. »

A ses yeux, l'existence d'un chômage massif et prolongé démontrait que la « loi de Say », loin d'avoir une validité générale, n'était applicable que dans des conditions très particulières et caractérisées par le plein emploi. Or, selon Keynes, l'équilibre du système économique ne dépend nullement du plein emploi, les entrepreneurs pouvant même faire des profits plus élevés en restant largement en deçà. Aussi bien, un certain état d'équilibre étant réalisé, rien n'oblige à ce qu'il y ait du travail pour tous.

12. *Théorie générale*, p. 46.

13. *Ibid.*, p. 35.

Le seul moyen d'y arriver consistait donc, toujours d'après Keynes, à intervenir extérieurement au marché, en choisissant parmi toutes les variables économiques interdépendantes, celles que « l'autorité centrale est à même de contrôler ou de gouverner délibérément dans le genre de système où nous vivons réellement ¹⁴ ». Ces variables sur lesquelles on pouvait agir n'étaient autres que la propension à consommer et l'incitation à investir. Si on les manipulait convenablement, il serait possible d'obtenir à la fois l'équilibre et le plein emploi. Une fois cela démontré, l'analyse statique de l'équilibre recouvrait toute sa validité. Keynes mettait en cause non la possibilité d'un tel équilibre, mais la possibilité pour le système d'un ajustement spontané et de nature à créer cet équilibre. A la théorie incapable de correspondre à la pratique, il opposait une pratique visant à correspondre à la théorie.

Keynes croyait bon de marquer sa sympathie pour la doctrine qui dit que « tout est produit par le travail ». N'était-il pas convaincu au demeurant que « lorsqu'on traite du système dans son ensemble, on peut s'épargner beaucoup de tracas inutiles en se limitant strictement aux deux unités, la monnaie et l'emploi ¹⁵ »? Dans son système, l'unité servant à mesurer le volume de l'emploi est l'heure de travail de productivité moyenne et, comme chez Marx, il y a réduction du travail qualifié au travail non qualifié. L'unité de salaire correspond à la rémunération d'une heure de main-d'œuvre ordinaire. La production globale, le revenu et l'emploi ont une valeur déterminée en unités de salaire, lesquelles sont censées avoir une grandeur constante. C'est la quantité d'emploi, mesurée en unités de salaire, qui sert d'étalon pour mesurer les fluctuations du système économique.

Réduit à sa plus simple expression, le modèle de Keynes se présente comme un système clos divisé en deux secteurs de production : celui des biens de consommation et celui des biens capitaux. Le revenu total correspond au total de l'argent dépensé dans ces deux secteurs. Quand la demande globale — soit la somme de la demande de biens de consommation et de la demande de biens capitaux — est égale au revenu total, ce qui

14. *Théorie générale*, p. 253.

15. *Ibid.*, p. 65.

implique que le total de l'épargne est égal à celui de l'investissement —, le système est censé se trouver en équilibre. Une baisse de la demande globale, laissant supposer une disparité entre l'épargne et l'investissement, a pour effet de réduire le revenu total et de provoquer du chômage. Si l'on veut sortir de cette situation, il faut faire en sorte d'accroître la demande globale et de la porter au niveau où le revenu total implique le plein emploi.

Reprochant à Ricardo d'avoir « négligé la fonction de la demande globale », Keynes se rangeait aux côtés de Malthus pour faire de la « demande effective » le principe fondamental d'une économie axée sur le plein emploi. Mais, alors que « Malthus s'était révélé incapable d'expliquer clairement pourquoi et comment la demande effective pouvait être insuffisante¹⁶ », Keynes pensait en avoir découvert la raison dans une « propension à consommer » toute psychologique. Malthus soutenait que la demande des classes laborieuses était trop restreinte pour permettre aux capitalistes de réaliser leurs profits. Ceux-ci ne pouvaient par ailleurs être réalisés au moyen d'échanges entre capitalistes, du fait que les prix comprennent le profit. Ainsi, selon Malthus, le rapport capital-travail renfermait et créait un manque de demande qui annihilait l'incitation à accumuler du capital. Dès lors, cette demande ne pouvait provenir que de catégories sociales n'appartenant ni aux classes laborieuses ni aux classes capitalistes. Malthus considérait donc comme bénéfique la survie de la classe non productive des féodaux, dont il jugeait la consommation indispensable au bon fonctionnement de l'économie. Toutefois, « la grande énigme de la demande effective à laquelle Malthus s'était attaqué disparut de la littérature économique¹⁷ » jusqu'au jour où Keynes l'aborda de nouveau. Il est donc permis de voir dans la théorie de ce dernier une version moderne, repensée et sans doute affinée, de la théorie de l'accumulation élaborée par Malthus.

C'est la consommation qui, aux yeux de Keynes, constitue le but évident et l'objet de l'activité économique. Le capital, note-t-il, « n'est pas une entité se suffisant à elle-même et ne peut exister indépendamment de la consommation¹⁸ ». Selon notre

16. *Théorie générale*, p. 56.

17. *Id.*

18. *Ibid.*, p. 124.

auteur, les individus, en vertu d'une « loi psychologique », tendent à consommer une fraction de plus en plus réduite de leur revenu à mesure que ce revenu augmente. Par conséquent, c'est seulement dans les sociétés économiquement arriérées que la propension à consommer revêt une ampleur telle qu'elle permet l'emploi de tous les bras disponibles; mais dans une société arrivée à « maturité », elle va déclinant. Or, comme la propension à consommer faiblit à mesure que l'enrichissement de la société, c'est-à-dire la formation de capital, progresse, il s'ensuit que pour accélérer celui-ci il faut encourager le recul de celle-là. Par conséquent, l'accumulation du capital doit aboutir à un recul de la propension à consommer, *clé* du fléchissement de la demande effective. Keynes s'était proposé de réfuter la loi de Say sur la base même de cette loi, c'est-à-dire de l'hypothèse qui fait de la consommation le régulateur suprême de la production. Et comment y arriver mieux qu'en essayant de démontrer que l'offre ne crée pas sa propre demande en raison précisément de ce « fait » que la production est en tout subordonnée à la consommation?

Keynes considérait que la consommation des masses populaires — si misérables que celles-ci puissent être au regard de la production virtuelle, voire réelle — découlait d'un choix fait par la communauté et exprimant sa propension à consommer véritable. Pourtant, il avait la conviction qu'au stade de la société « mûre » il devenait possible d'accroître la demande effective en modulant cette propension. Voilà qui revenait donc à admettre l'existence d'une différence entre le modèle de consommation qu'il disait choisi par la communauté et les besoins sociaux réels en matière de consommation. N'était-ce pas aussi admettre du même coup, implicitement s'entend, que dans le cadre du capitalisme l'activité économique n'a nullement pour but la consommation? Au demeurant, si tel était le cas, le problème de la demande effective ne se poserait pas.

Avec la croissance de l'emploi, écrivait Keynes, « le revenu réel global augmente. Or l'état d'esprit de la communauté est tel que, lorsque le revenu réel global croît, la consommation globale augmente, mais non du même montant que le revenu. Par suite, les employeurs réaliseraient une perte, si l'emploi supplémentaire était consacré en totalité à produire des biens de consommation immédiate. Pour qu'un certain volume

d'emploi soit justifié il faut donc qu'il existe un montant d'investissement courant suffisant pour absorber l'excès de la production totale sur le volume que la communauté désire consommer lorsque l'emploi se trouve à ce niveau. Car, faute d'un tel montant d'investissement, les recettes des entrepreneurs seraient inférieures au chiffre nécessaire pour les décider à offrir ce volume d'emploi¹⁹ ». Du même coup, Keynes réfutait lui-même ses propres assertions, à savoir : que le capital « n'est pas une entité se suffisant à elle-même » et que « la production n'a pas d'autre but que la consommation ».

Il est exact qu'en général les économistes bourgeois ont laissé de côté la question de la demande effective. Le marxisme pour sa part ne l'a pas négligée, même si Keynes a pu prétendre que ce dernier ne s'y intéressa jamais qu'« à la dérochée, en s'arrêtant à la surface des choses, sans sortir des bas-fonds » de la théorie économique. Selon Marx, la production capitaliste est axée non point sur les exigences de la consommation mais sur la production de capital. Le système doit produire pour pouvoir consommer, c'est évident; mais, pour produire, il doit attendre que le feu vert de la rentabilité s'allume. La demande effective se compose de la demande de biens de consommation et de celle de biens de production. C'est le rapport entre ces deux composantes qui indique si la rentabilité du capital est en hausse ou en baisse. Dans le cadre de l'accumulation, la consommation diminue par rapport à la croissance plus rapide du capital. En ce sens-là, la formation de capital a sans doute pour effet de restreindre la propension à consommer, mais cela revient tout bonnement à dire qu'en système capitaliste, il y a accumulation du capital.

Parler d'un « manque de demande effective », c'est parler d'un manque d'accumulation, mais cela n'explique pas le phénomène. Keynes lui-même professait que « l'emploi ne peut progresser qu'au rythme auquel s'accroît l'investissement, sous réserve bien entendu que la propension à consommer reste invariable²⁰ ». Voilà toutefois qui ne l'empêchait aucunement de soutenir qu'à présent le seul moyen rationnel et efficace de remédier au chômage consistait à accélérer la formation de

19. *Théorie générale*, p. 51.

20. *Ibid.*, p. 115.

capital. On peut certes résoudre le problème en réduisant la durée du travail au détriment de l'investissement et de la consommation; mais, comme la plupart des gens qui ne travaillent pas, Keynes tenait pour « manifeste que la grande majorité des individus préfère voir augmenter leurs revenus plutôt que leurs loisirs²¹ ». De surcroît, Keynes, tout en se disant « frappé par les grands avantages sociaux d'une accumulation de l'équipement en capital qui suffirait à mettre fin à sa rareté », admettait volontiers que « la sagesse serait de progresser dans les deux directions à la fois [...]: accroître l'investissement et, dans le même temps, porter la consommation non seulement au niveau qui, dans l'état actuel de la propension à consommer, correspond au flux accru de l'investissement, mais à un niveau plus élevé encore²² ». Seulement, voilà le hic : dans les conditions propres au capitalisme, une consommation « plus élevée encore » ne manquerait pas d'amoinrir la rentabilité du capital, de faire baisser le niveau de l'emploi et de rendre nécessaire une augmentation des investissements, condition première de tout accroissement de la consommation.

Il a toujours été de tradition de considérer le profit comme la rémunération perçue par les capitalistes pour prix de leur activité ou, quand ils demeurent oisifs, pour prix de leur bonne volonté à investir leur « épargne » plutôt que de la consommer. Le profit est aussi censé rémunérer les « risques » qu'ils ont pris ou le rôle social qu'ils ont joué en permettant la mise au point de « méthodes indirectes » de production qui, si elles finissent par élever la productivité, exigent cependant des investissements qui ne rapportent pas avant un certain temps. Dans les deux cas, fait-on également valoir, les capitalistes, s'étant abstenus de consommer à un moment donné, ont gagné le droit de consommer plus à un autre moment; sauf, il va de soi, s'ils tiennent à s'abstenir derechef. Mais il arrive aussi que les capitalistes refusent de prendre des « risques » et gardent par devers eux leur argent et celui des autres, au lieu de l'investir, attitude que Keynes appelle la « préférence pour la liquidité ». L'histoire récente offrant plus d'un exemple de « grèves de l'investissement », Keynes jugea bon de modifier la théorie qui fait de

21. *Théorie générale*, p. 323.

22. *Ibid.*, pp. 322-323.

l'abstinence la source du profit et de l'intérêt. Loin de voir en ces derniers la rémunération de l'effort pour épargner et pour investir, il les présentait comme la récompense de ceux qui avaient su vaincre en eux le désir de ne pas investir, la « préférence pour la liquidité » — en d'autres termes, comme la récompense attribuée au capitaliste en échange de la bonne volonté qu'il mettait à rester un capitaliste.

Dire que les profits rétribuent l'effort pour investir revient en vérité à dire qu'ils récompensent le renoncement à la « liquidité ». Les économistes n'ont cessé de se disputer à ce propos, les uns voyant dans la préférence pour la liquidité la cause de la stagnation, les autres soutenant le contraire. Ainsi Joseph Schumpeter écrivait-il un jour : « Quand les choses ont l'air d'aller mal et qu'on s'attend uniquement à subir des pertes de tous les côtés, on se refuse, c'est évident, à investir l'épargne courante [...], à moins qu'on ne décide de différer l'investissement en vue de mettre à profit une baisse de prix plus grande encore. Dans une telle conjoncture, l'épargne sera réduite en un sens, mais par ailleurs tous ceux qui prévoient une baisse imminente de leurs revenus, en raison soit du marasme des affaires, soit du chômage, se mettront à épargner plus que jamais. Cette tendance ne saurait cependant justifier en rien les diverses théories de la "surépargne", parce qu'elle n'est que la conséquence d'une dépression et ne peut donc s'expliquer par elle-même²³. » Chez Keynes, au contraire, la « préférence pour la liquidité » se manifeste avant la stagnation, en raison de la tendance psychologique à thésauriser qui va de pair avec le recul de la propension à consommer.

Selon Keynes, répétons-le, quand le revenu augmente, la consommation augmente à son tour, mais moins que le revenu. A supposer, comme il le fait, que tout investissement ait pour conséquence ultime de combler les exigences de la consommation, on verra le volume de l'épargne s'élever plus vite que celui des investissements. Que tel soit le cas, et la demande globale fléchira et le niveau effectif de l'emploi en fera autant, faute

23. J. A. Schumpeter, *Capitalism, Socialism and Democracy*, New York, 1947, p. 395. [Le chapitre « les conséquences de la Seconde Guerre mondiale », d'où ces lignes sont extraites, ne figure pas dans la traduction française de ce livre (Paris, 1951) (N.d.T.)]

d'offre du côté de la main-d'œuvre. Voilà un phénomène qui caractérise les sociétés « mûres », où la quantité énorme de l'équipement en capital déjà en place contribue à déprimer l'efficacité marginale (rentabilité) du capital et à décourager l'espérance de gros rapports. Dès lors, les possesseurs de richesses préfèrent conserver leur épargne sous forme liquide plutôt que de l'investir dans des entreprises qui ne paraissent guère prometteuses, voire pas du tout. Leurs prévisions à court terme, dit Keynes, sont liées à des prévisions à long terme, que l'abondance croissante des capitaux rend nécessairement pessimistes. Keynes ne démontre pas clairement comment cette tendance à long terme — la baisse de l'efficacité marginale du capital — modifie les décisions d'investissement dans l'immédiat. Il se contente d'affirmer que les capitalistes estiment que toute baisse de la rentabilité annonce une baisse plus grande encore; et cette sombre perspective a pour effet de ralentir les transactions plus que jamais. Autrement dit, la perspective à court terme détermine la perspective à long terme, celle-ci déterminant à son tour les attitudes à court terme. Le capitaliste, se fiant à son « intuition », à sa « perspicacité » ou à son « instinct », démontre qu'il préfère tenir que courir le risque de procéder à de nouveaux investissements.

De cette théorie, il s'ensuit que, l'écart entre le revenu et la consommation étant voué à grandir, « chaque fois que nous assurons l'équilibre d'aujourd'hui en augmentant l'investissement, nous aggravons la difficulté que nous aurons à assurer l'équilibre de demain ²⁴ ». Mais, en ce qui concerne le proche avenir, Keynes jugeait ces difficultés surmontables grâce à une série de réformes visant à lutter contre la « préférence pour la liquidité » et à stimuler la « demande effective » malgré le recul de la propension à consommer. A ses yeux, la possibilité d'arriver à un taux d'investissement capable d'assurer le plein emploi subsistait. Même « la construction des Pyramides, les tremblements de terre, voire les guerres, peuvent contribuer à accroître la richesse, si l'éducation des hommes d'État dans les principes de l'économie classique s'oppose à une solution meilleure ²⁵ ». La Première Guerre mondiale n'avait-elle pas

24. *Théorie générale*, p. 123.

25. *Ibid.*, p. 145.

montré que « le socialisme de guerre est indiscutablement parvenu à produire de la richesse en quantité infiniment plus grande que ce n'était le cas en temps de paix, car les biens et services fournis, quoique destinés à une extinction immédiate et stérile, n'en restaient pas moins de la richesse ²⁶ » ? Abstraction faite de la guerre, cet « accident », si l'emploi — comme « fonction de la consommation et de l'investissement prévus » — n'atteignait pas le degré optimal, en raison du caractère peu rassurant de la perspective, on pouvait pallier ce que les prévisions avaient de pessimiste grâce à une planification optimiste et nullement appelée à saper les bases de l'édifice social. Selon Keynes, le plein emploi, loin d'impliquer la guerre, la destruction du capital ou la production d'articles superflus, pouvait être réalisé par le biais de travaux publics, d'une utilité évidente ou douteuse, qui contribueraient à augmenter le revenu sans accroître l'épargne et, par là, maintiendraient les travailleurs en activité.

La théorie keynésienne de la « demande effective », liée au recul de la « propension à consommer », ne rendait compte que fort imparfaitement des crises réelles, ou cycle économique, étant donné que celui-ci a caractérisé les phases les plus importantes du développement capitaliste, et pas seulement son stade de « maturité ». Il fallait désormais le considérer comme un phénomène en grande partie révolu et ne servant plus guère qu'à faire plus ou moins bien ressortir le processus de « maturation » de la société — au cours duquel des prévisions de profit, d'une ampleur considérable mais allant diminuant, et le pouvoir « générateur de richesses », inhérent à la guerre, pouvaient encore pallier les conséquences du recul de la « propension à consommer ». Keynes devait plus d'une fois exprimer la conviction que le capitalisme avait depuis longtemps perdu son aptitude à surmonter les crises et que cette stagnation constituait son état « normal », à défaut d'une intervention de l'État sur le marché des investissements. Certains de ses disciples n'ont pas cru « exagéré de dire qu'au stade présent du développement capitaliste l'inflation et le plein emploi sont des caractéristiques normales de l'économie de guerre, tandis que la déflation et le

26. J. M. Keynes, *Laissez-faire and Communism*, New York, 1926, p. 48.

chômage sont des caractéristiques normales de l'économie de paix ²⁷ ».

Dès lors que les économistes jugent impossible d'assigner aux crises des causes objectives, les seules données sur lesquelles ils peuvent se fonder sont relatives à la psychologie de la classe qu'ils représentent. Cette psychologie, il est possible de l'expliquer sans tenir compte des mouvements réels de la production de capital; mais elle ne saurait, quant à elle, rendre compte de ces mouvements réels. Keynes lui-même, sentant à certains moments combien cette méthode était imparfaite, cherchait à donner une base matérielle à ses interprétations psychologiques. C'est ainsi qu'en contraste frappant avec son mode d'argumentation habituel, il faisait observer qu'« il doit exister un certain rapport entre la durée du marasme et la longévité des biens durables ainsi que le taux normal de croissance à une époque donnée ». Au début du marasme, ajoutait Keynes, « il y a probablement une bonne partie du capital dont l'efficacité marginale est devenue infime, voire négative. Mais le laps de temps qui doit s'écouler avant que l'usure, le délabrement et l'obsolescence provoquent une rareté assez évidente du capital pour que son efficacité marginale croisse peut être une fonction relativement stable de la longévité moyenne de l'équipement à une époque donnée ²⁸ ».

La raison de la basse efficacité marginale du capital au début du marasme (et pendant celui-ci) se révèle être un manque de rentabilité, lié à la pléthore du capital. D'où il s'ensuit que le fait d'accélérer l'usure, le délabrement et l'obsolescence du capital devrait en accroître la rareté et, par là, la rentabilité. Or la préférence pour la liquidité, notamment, permet de raréfier le capital. Voilà qui implique un arrêt des investissements car, lorsque le marasme règne, des investissements nouveaux auraient pour effet d'augmenter encore la quantité du capital, déjà trop élevée pour donner des profits satisfaisants. Ainsi la préférence pour la liquidité serait un moyen parmi d'autres — tels que la construction des Pyramides et la guerre — de maintenir la rareté du capital et donc sa rentabilité. A l'inverse de la construction des Pyramides et de la guerre toutefois, la préférence pour

27. D. Dillard, *op. cit.*, p. 241.

28. *Théorie générale*, p. 315.

la liquidité constitue un facteur de chômage. C'est pour cette raison-là que Keynes s'y montrait tellement hostile.

Selon lui, la stagnation du capital exprime l'incapacité ou la mauvaise volonté des capitalistes de se résigner à une baisse de la rentabilité. La crise découle d'un « surinvestissement » suscité par « des espoirs destinés à être déçus ». Elle survient non parce que « la communauté dans son ensemble ne peut raisonnablement employer davantage l'équipement en capital », mais parce que « la confiance dans le rendement escompté se trouve tout à coup ébranlée » et que « le doute, aussitôt apparu, se propage avec rapidité ». Dans les derniers stades du boom, « la désillusion s'abat sur un marché surévalué et trop optimiste », provoquant dès lors « une forte augmentation de la préférence pour la liquidité ». D'où la crise.

S'il y a surinvestissement, c'est parce qu'on a investi en fonction de prévisions de profit par trop dénuées de réalisme. « Au lieu d'avoir le rendement espéré, disons 6 %, les investissements ne rapportent que 2 %. Lorsque la désillusion se produit, on se met à "pécher par pessimisme" après avoir "péché par optimisme", avec cette conséquence que des investissements qui en état de plein emploi rapporteraient effectivement 2 % paraissent devoir rapporter moins que rien. » La chute brutale de l'efficacité marginale du capital, « suscitée par l'état d'esprit versatile des milieux d'affaires », est « de nature à affaiblir la propension actuelle à consommer, en raison de la baisse accentuée de la valeur boursière des actions qu'elle entraîne²⁹ ». Cela étant, la baisse se nourrit d'elle-même jusqu'au moment où une augmentation de l'efficacité marginale du capital dans le cadre de la crise, voire une expansion ayant lieu malgré une faible efficacité marginale, y met fin.

Espérer que l'efficacité marginale du capital va croître, alors que la crise bat son plein, c'est escompter un rétablissement suffisant de la valeur conférée au capital par sa rareté. Or voilà qui, au stade du capitalisme « mûr », risque d'être désastreux : le chômage massif et prolongé a de graves conséquences sociales. Pour sortir de la crise, il faut faire en sorte tout à la fois d'améliorer la rentabilité du capital et de porter la production au-delà des limites inhérentes à la formation de capital privé. Bien que

29. Cf. *Théorie générale*, pp. 313-316.

Keynes en fût arrivé à considérer les manipulations du taux de l'intérêt comme un moyen sinon totalement inefficace, du moins mineur, de stimuler l'incitation à investir, il persistait cependant à recommander cette technique dans le cadre d'une offensive généralisée contre la « préférence pour la liquidité ». Il se prononçait — nous l'avons déjà vu — pour une baisse du taux d'intérêt non seulement parce que celui-ci « joue dans la limitation du volume de l'emploi un rôle singulier, attendu qu'il fixe un seuil que l'efficacité marginale d'un type de capital est obligée d'atteindre pour que ce capital puisse faire l'objet d'une production nouvelle ³⁰ », mais encore parce qu'il visait l'élimination de l'« investisseur sans fonction », « l'intérêt ne rémunérant aujourd'hui aucun sacrifice véritable non plus que la rente foncière ³¹ ». Étant donné que le capitalisme « mûr » se caractérise par une faible efficacité marginale du capital, il fallait réduire au moins en partie le risque plus grand que comportent des investissements nouveaux en supprimant radicalement l'allocation correspondant aux « risques courus par le prêteur ».

Keynes, vu la précarité du marché des investissements, finissait par conclure qu'« on ne peut sans inconvénient abandonner à l'initiative privée le soin de régler le flux courant de l'investissement ³² ». Le plein emploi, tel devait être le but de tout gouvernement digne de ce nom, car c'est seulement à cette condition qu'« une faible propension à consommer favorise la croissance du capital ³³ ». Et comme c'est seulement pendant un boom que le capitalisme se rapproche le plus de cet état, le « vrai remède au cycle économique » consistait, selon Keynes, « à supprimer le marasme et à maintenir en permanence une situation voisine du boom ³⁴ ». Une fois le plein emploi réalisé, il devenait possible de mesurer par des moyens expérimentaux le rendement des diverses interventions de l'État. Et toute politique qui n'arrivait pas à créer le plein emploi réclamait une révision.

30. *Théorie générale*, p. 229.

31. *Ibid.*, p. 369.

32. *Ibid.*, p. 317.

33. *Ibid.*, p. 366.

34. *Ibid.*, p. 319.

CHAPITRE II

Marx et Keynes

Il y a sans doute exagération à qualifier de « révolutionnaires » les théories keynésiennes. Mais, chacun pouvant utiliser ce mot à son gré, on les a dites telles « en ce sens qu'elles produisent des résultats théoriques absolument différents du corps d'idées économiques existant à l'époque de leur mise au point¹ ». Pourtant, comme le corps d'idées précité n'était autre que la doctrine néo-classique de l'équilibre, la « révolte » de Keynes paraît se ramener surtout à un retour à la doctrine classique. Et cela, en dépit même de l'hostilité que Keynes manifestait à l'endroit de la doctrine en question, laquelle, dans la singulière définition qu'il en donnait, englobait la pensée économique dans son intégralité, de Ricardo à ses contemporains.

Bien que Keynes se jugeât pour sa part un anti-ricardien, ses critiques n'ont pas manqué de relever qu'il s'efforçait d' « atteindre la vérité économique en procédant à la manière de Ricardo et de ses disciples² ». Quant aux amis de Keynes, ils se disaient convaincus que, grâce à lui, « l'étude des agrégats économiques a pris la place qui lui revenait au centre de la science économique et ne pourra plus jamais être repoussée à la périphérie où ses prédécesseurs l'avaient reléguée : on ne peut pas ne pas découvrir l'Amérique³ ». Mais Keynes n'était pas un Christophe Colomb; le concept d'agrégat économique

1. L. R. Klein, *The Keynesian Revolution*, New York, 1947, p. VII.

2. A. F. Burns, *Economic Research and the Keynesian Thinking*, New York, 1946, p. 4.

3. *The Economist* (Londres), 27 janvier 1951.

remonte en effet à deux siècles en arrière, soit au *Tableau économique* de Quesnay, puis à Ricardo et à Marx.

C'est le rejet par Keynes de la « loi du marché » due à Jean-Baptiste Say qui confère à sa théorie un cachet « révolutionnaire ». Près de soixante-quinze ans plus tôt cependant, Marx faisait déjà observer qu'une expansion accélérée du capital permet d'accroître l'emploi. Quant à Say, il estimait inutile de démolir ce « comique prince de la science », quand bien même « ses admirateurs sur le continent l'ont célébré comme l'inventeur de ce fameux trésor de l'équilibre métaphysique des achats et des ventes ⁴ ». Aux yeux de Marx, la loi de Say perdait toute espèce de fondement dès qu'on tenait compte de la disparité croissante entre les exigences de profit inséparables de l'expansion du capital et celles de la société en matière de production considérées dans une optique rationnelle, entre la demande sociale et les besoins sociaux effectifs; et Marx avait démontré que l'accumulation du capital présuppose une armée de réserve industrielle de chômeurs.

Il existe certes un rapport entre Marx et Keynes. Le premier nommé anticipa en effet la critique que le second devait adresser à la théorie néo-classique tout en attaquant la doctrine classique; et les deux hommes se penchèrent l'un et l'autre sur le dilemme devant lequel le capitalisme se trouve placé en cas de baisse du taux de formation de capital. Mais, là où Keynes diagnostiquait un manque d'incitation à investir, Marx allait radicalement à la racine des choses : le caractère de la production en tant que *production de capital*. Il est donc assez surprenant de voir Keynes reléguer Marx « dans les bas-fonds de la pensée économique, en compagnie de Silvio Gesell et du major Douglas ⁵ ». Bien qu'il ne dédaignât point de fréquenter les « bas-fonds » en question — ses affinités avec les idées de Gesell en font foi —, Keynes estimait que « l'avenir aura plus à tirer de l'œuvre de Gesell que de celle de Marx ». Il s'en disait persuadé pour cette raison que, contrairement au premier, le second avait fondé ses théories « sur l'acceptation des hypothèses classiques, sur la pleine liberté de concurrence et non sur son abolition ⁶ ».

4. K. Marx, *Contribution à la critique de l'économie politique*, trad. L. Lafargue, Paris, 1909, p. 136 sq., n. 1; P. I, p. 353, n. a.

5. *Théorie générale*, p. 56.

6. *Ibid.*, p. 350.

Un examen même superficiel du *Capital* aurait révélé à Keynes que les théories de Marx, qu'il jugeait « illogiques, vieilles, erronées du point de vue scientifique, sans intérêt ni utilité pratique pour le monde moderne ⁷ », menaient à des conclusions très semblables à celles qui constituaient le noyau « révolutionnaire » de ses propres thèses. Mais, les assimilant à la doctrine classique, il ne les étudia pas sérieusement. Il écrivait un jour à G. B. Shaw qu'il venait de « tenter une fois de plus de lire le vieux Karl Marx [...], sa correspondance avec Engels », mais sans y trouver autre chose que des « chicanes désuètes ». En outre, il faisait part à Shaw de sa volonté de poursuivre la rédaction d'« un ouvrage appelé à révolutionner singulièrement — non pas tout de suite mais au cours des dix ans à venir — la façon de penser les problèmes économiques. Il y aura un grand changement et, en particulier, les fondations ricardiennes du marxisme seront pulvérisées ⁸. » Keynes se figurait qu'en se dressant contre la « doctrine classique », il atteignait le marxisme par ricochet ⁹. Mais, en vérité, loin de traiter de l'une ou de l'autre, il attaquait la théorie néo-classique du marché qui avait cessé de présenter des rapports un tant soit peu sensibles avec les idées de Ricardo.

Si Keynes avouait préférer Gesell à Marx, c'est parce qu'il s'instituait l'avocat de politiques économiques, surtout en matière monétaire et fiscale, qu'il jugeait aptes à débarrasser le capitalisme de ses tares sans rien changer à sa structure sociale de base. Marx, quant à lui, et bien qu'il eût étudié à fond les questions monétaires, accordait la priorité aux facteurs extra-monétaires. Selon lui, on ne peut aborder ces questions qu'en partant des rapports de production capitalistes, « des conditions économiques fondamentales, distinctes pour l'acheteur et pour le vendeur [de force de travail], bref, des rapports de classes. Ce n'est pas l'argent qui, par essence,

7. J. M. Keynes, *Laissez-faire and Communism*, *op. cit.*, p. 48.

8. R. F. Harrod, *op. cit.*, p. 462.

9. Keynes s'opposait d'ailleurs à Marx du fait même de son option de classe. « S'il s'agit de la lutte des classes, écrivait-il, mon patriotisme personnel et étroit, ainsi que celui de tout le monde [...], s'attache à mon propre milieu. Je ne puis demeurer insensible à ce que je crois être la justice et le bon sens; mais la lutte des classes me trouvera du côté de la bourgeoisie instruite. » (*Essais de persuasion*, trad. H. Jacoby, Paris, 1933, p. 233).

crée ce rapport; au contraire, c'est l'existence de ce rapport qui permet de transformer une simple fonction monétaire en fonction capitaliste¹⁰. » Et c'est seulement dans cette acception qu'il offre un intérêt de nos jours.

Selon Marx, l'argent est important non point en sa qualité de mesure de la valeur et d'agent de circulation, mais parce qu'il constitue « la forme indépendante d'existence de la valeur d'échange ». Au sein du processus de circulation, la valeur revêt tour à tour l'aspect d'argent et celui d'autres marchandises. Elle se conserve et s'élargit sous la forme argent. L'économie de marché et l'accumulation du capital se heurtent à des obstacles qui apparaissent comme des embarras d'origine monétaire. Quant au processus même de la vente et de l'achat, en conférant à l'argent une double fonction, il renferme un facteur de crise du fait que le vendeur n'a pas l'obligation d'acheter mais peut conserver sa richesse par devers soi, sous la forme argent. Et si la quantité d'argent existante est trop faible pour pouvoir fonctionner comme capital additionnel, une phase de thésaurisation peut se révéler nécessaire, d'où, en ce cas encore, un facteur de crise au moins virtuel. Une pénurie relative comme une pléthore relative de capital risque toujours de provoquer des difficultés économiques qui prennent l'apparence d'une crise monétaire.

La nécessité de thésauriser pour satisfaire aux besoins de l'accumulation de capital productif a été en grande partie supprimée grâce au développement de la banque et du crédit. Les ressources monétaires ayant été mises en commun, les opérations industrielles et commerciales connurent un essor prodigieux. Mais aussi, la production de capital revêtant un aspect de plus en plus spéculatif, on se mit à investir de trop ou pas assez, avec pour effet d'accentuer les traits irrationnels du système de la concurrence. Bien entendu, on ne voyait en cela rien qui relevât de la « spéculation » au sens péjoratif¹¹ du fait

10. K. Marx, *Le Capital*, liv. II — ci-après : *Capital*, II —, E. S. trad. Erna Cogniot, 1952 sq., I, pp. 33-34; P. II, p. 517.

11. Même quand ses entreprises sont sévèrement jugées, le capitaliste arrivé, spéculateur et financier, se voit posé en bienfaiteur du pays. Ainsi S. H. Holbrook écrit qu'à peu près tous les grands brasseurs d'affaires (*moguls*) américains, si les lois aujourd'hui en vigueur leur étaient appliquées, devraient faire une bonne centaine d'années de prison. Cela ne l'empêche pourtant pas d'ajouter que, « quelle

que le capital était censé avoir pour fonction d'« anticiper » le cours des choses et de « créer » les conditions indispensables à une formation accélérée de capital. Malgré tout, on ne saurait exclure la possibilité d'une crise strictement monétaire, due aux mouvements relativement autonomes de l'argent sous forme de capital financier. Keynes, distinguant en conséquence la « finance » d'avec l'« industrie », voulait qu'on encourageât cette dernière. Quant à la première, il la définissait comme l'ensemble des opérations liées au marché de l'argent, à la spéculation, aux activités boursières et au financement de la production. Tout en soutenant qu'« en cas de courant régulier d'affaires, les spéculateurs peuvent rester aussi inoffensifs qu'un fétu de paille », il professait que « la situation devient grave quand l'entreprise n'est plus qu'un fétu de paille dans le tourbillon de la spéculation ¹² ».

Cette distinction entre « industrie » et « finance », entre « capital productif » et « capital parasitaire », est aussi vieille que le capitalisme lui-même. Elle a servi de couverture à une lutte fallacieuse contre le « joug de l'intérêt » et les spéculateurs irresponsables. Aujourd'hui, cette lutte entre cliques capitalistes constitue pour l'essentiel un phénomène dépassé, car la fusion de l'industrie et de la finance est si complète qu'elle exclut toute distinction « morale » entre celle-ci et celle-là. Mais, même auparavant, tous les capitalistes, et pas seulement les financiers, ne voyaient dans la production rien d'autre qu'« un mal nécessaire pour faire de l'argent ». Et, quand bien même seul le processus de production est générateur de profits, on a toujours « voulu faire de l'argent sans son intermédiaire ¹³ ». C'est en particulier aux moments où le capital demeure « oisif » et où le taux d'investissement stagne que les capitalistes redoublent d'efforts en vue de faire de l'argent aux dépens des autres détenteurs de monnaie et de titres, par le biais de manipulations financières et de coups de Bourse.

La spéculation contribue à aggraver la crise dans la mesure

que soit la manière dont ces hommes ont amassé leurs fortunes, ils ont grandement contribué à donner aux États-Unis leur situation actuelle, leur position incomparable dans le monde des affaires et de l'industrie ». (*L'Age des colosses*, trad. P. et M. Péju, Paris, 1955, p. 10.)

12. *Théorie générale*, p. 171.

13. *Capital*, II, E. S., 1, p. 54.

où elle permet une surévaluation fictive du capital, lequel ne peut plus dès lors que décevoir les espérances mises en lui¹⁴. Mais les « gains d'argent » réalisés grâce à la spéculation représentent autant de « pertes »; hormis le cas où la spéculation sert d'instrument pour concentrer le capital, elle se ramène en effet à une redistribution de la valeur d'échange disponible. La concentration des richesses reste parfaitement vaine du point de vue économique, si elle ne s'accompagne pas d'une réorganisation structurelle du capital de nature à relancer l'expansion.

La répartition de la plus-value (profits) entre capitalistes « actifs » et capitalistes « inactifs » — cette distinction que Keynes se plaisait tant à faire — n'est, selon Marx, qu'un aspect de la concurrence générale que les capitalistes et tous ceux qui vivent du surproduit se livrent en vue d'accaparer la plus grande part possible de la plus-value. Marx ne contestait pas que dans certaines conditions une baisse du taux de l'intérêt aurait pour effet de modifier dans un sens positif le flux de l'investissement. Car plus les prêteurs d'argent empochent, moins les entrepreneurs sont en mesure d'augmenter la production. Mais il s'agit là d'une simple éventualité sur laquelle on ne saurait fonder la moindre généralisation concernant le comportement et l'importance du taux de l'intérêt. Il n'y a pas incompatibilité entre des taux d'intérêt élevés et des taux de profit qui le sont tout autant. Quand tout va pour le mieux dans la sphère de la création de profit, un taux d'intérêt relativement élevé ne freinera pas la formation de capital. Il peut même en accélérer le rythme, si la productivité s'accroît à une vitesse suffisante pour satisfaire à la fois le capital prêteur et le capital productif. En fait, le taux de l'intérêt peut augmenter ou diminuer en cas de baisse comme en cas de hausse des profits, puisque dans les deux cas la demande d'argent reste susceptible d'excéder l'offre et vice-versa.

Aux yeux de Marx, l'intérêt ne constitue qu'une fraction du profit moyen. Il prend son origine dans les deux rôles qui reviennent au capital : en qualité de capital productif d'intérêt

14. « Quand il suffit d'acheter des actions de la " Du Pont " pour faire de l'argent plus vite que la société Du Pont n'a elle-même la possibilité d'en faire en fabriquant du nylon, du dacron et des produits chimiques, l'heure de tirer le signal d'alarme est venue », « The Senate Banking Committee's Report on its Stock Market Survey », *New York Times*, 27 mai 1955.

aux mains du prêteur d'argent, en qualité de capital industriel aux mains de l'entrepreneur. En tant que *capital* cependant, il ne fonctionne qu'une fois, et c'est seulement en une fois qu'il a la faculté de créer du profit. La rente foncière mise à part, ce profit se répartit en profit et en intérêt. C'est là une répartition qui a lieu souvent d'une manière arbitraire et qui ne modifie nullement les problèmes fondamentaux de la production de capital. Du fait qu'il est limité en général par le taux de profit, le taux d'intérêt ne saurait revêtir l'importance que la théorie monétaire lui assigne.

A ce propos, il faut souligner que la thèse qui s'est vue confirmée en temps de crise fut celle de Marx, non celle de Keynes. En effet, la baisse subie par le taux de l'intérêt de 1929 à 1939 n'affecta pas sérieusement les décisions d'investir. On a cessé de considérer les manipulations de ce taux comme le principal instrument pour orienter le courant des affaires et, « dans les milieux académiques, il semble acquis que la théorie traditionnelle a considérablement exagéré l'importance du taux de l'intérêt et que Marx n'eut pas tellement tort, en fin de compte, de l'avoir absolument négligé¹⁵ ». On ne devait d'ailleurs pas tarder à professer un peu partout que les décisions d'investir sont rarement prises en fonction du niveau du taux d'intérêt¹⁶ et que, « dans les conditions modernes, le flux de l'épargne paraît obéir dans une mesure relativement modeste » à ses fluctuations¹⁷.

Keynes se vit en fin de compte obligé d'admettre que les manipulations du taux de l'intérêt n'ont qu'une portée économique des plus limitées et que « la baisse de l'efficacité marginale du capital peut être si profonde qu'aucune réduction effective du taux de l'intérêt ne suffirait à la contrebalancer », à relancer les investissements¹⁸. « Dans l'état actuel d'organisation

15. J. Robinson, *An Essay on Marxian Economics*, Londres, 1942, p. 84.

16. En Angleterre, le *Committee on the Working of the Monetary System (Radcliffe Report)*, Londres, 1959, n'a-t-il pas reconnu que les techniques monétaires de nature à modifier le taux de l'intérêt sont en elles-mêmes parfaitement inaptes à stimuler l'économie et n'ont d'efficace que dans le cadre d'une politique économique d'ensemble comprenant des mesures d'ordre fiscal et des interventions directes de l'administration centrale ?

17. *The Statist* (Londres), 24 septembre 1955.

18. *Théorie générale*, p. 314.

des marchés et des influences qu'ils subissent, ajoutait-il, l'estimation boursière de l'efficacité marginale du capital est sujette à des fluctuations si énormes qu'elles ne peuvent être suffisamment compensées par des modifications correspondantes du taux de l'intérêt¹⁹. » Il en tirait cette conclusion que le gouvernement peut se voir contraint d'orienter lui-même, directement, le flux de l'investissement.

Avant Keynes, il n'existait en économie politique que deux écoles, ou, plus exactement, seules existaient l'économie bourgeoise et sa critique marxiste. Assurément, l'économie bourgeoise n'allait pas sans manifester de multiples divergences d'opinion quant aux difficultés surgissant au sein du système, à leur origine et aux moyens d'y mettre fin. Et l'optique généralement adoptée du « laissez-faire » s'accommodait d'une foule de déviations théoriques. Certaines d'entre elles étaient liées aux besoins spécifiques et fluctuants de groupes capitalistes particuliers et d'autres aux problèmes que, dans le cadre du marché mondial, créaient les différences entre pays capitalistes. Cependant, quelles qu'en fussent les nuances, l'économie bourgeoise considérait le système présent de production capitaliste comme une chose établie et ne mettait en cause ni la création de profits, ni la propriété privée, ni l'accumulation concurrentielle du capital. Tant que les rapports de marché paraissaient sécréter un certain genre d'ordre économique, la doctrine du laissez-faire restait de taille à résister à toute attaque en ce sens.

Mais les grandes commotions sociales et économiques que le système capitaliste subit au xx^e siècle devaient ruiner la confiance dans la validité de cette doctrine. Il devenait impossible de dédaigner plus longtemps la critique que Marx avait faite de la société bourgeoise et de son économie. La pléthore des capitaux associée à une rentabilité en baisse accentuée, l'arrêt de l'investissement, la surproduction des marchandises et la prolifération du chômage, tout cela — que Marx avait prédit — était maintenant indiscutable et constituait la cause évidente des bouleversements politiques qui allaient se succédant. Quand bien même on se plût à y voir des phénomènes de dislocation tout provisoires et appelés à disparaître avec la relance de la production de capital, la nécessité d'interventions

19. *Théorie générale*, p. 317.

étatiques n'en demeurerait pas moins urgente tant pour atténuer la gravité de la crise que pour assurer la stabilité sociale autant que faire se pouvait. La théorie de Keynes s'adaptait fort bien à la situation. Adoptant les analyses de Marx sans adopter ses conclusions, elle n'était dans son essence et sur le plan bourgeois qu'une manière de répétition abâtardie de la critique marxienne et visait à couper court au déclin du capitalisme, à parer à son effondrement éventuel.

CHAPITRE III

La théorie de la valeur-travail de Marx

Si Keynes portait un si vif intérêt aux questions monétaires, c'est parce qu'il entendait veiller au bon fonctionnement du système capitaliste. En revanche, Marx, cherchant à formuler une théorie du développement du capital, devait les négliger au moins relativement. Cette théorie, la théorie de la valeur-travail, il lui donna pour base une critique de la doctrine classique de la valeur.

Du fait que les automatismes du marché ont des effets régulateurs, on peut conclure à l'existence d'un principe régissant l'échange et expliquant les prix et leurs fluctuations. Un prix donné varie selon le jeu de l'offre et de la demande mais, cela posé, la question de savoir ce qui détermine les prix reste entière. Pour les Classiques, les prix découlaient de la valeur, celle-là étant fonction de la quantité de travail incorporée aux marchandises. Cette interprétation n'excluait pas d'ailleurs la possibilité de cas spécifiques où le prix est sans rapport avec le temps de travail. Marx, quant à lui, considérait la théorie de la valeur-travail comme indispensable à comprendre les tendances évolutives de la production de capital et, en fait, comme le seul « fondement rationnel de l'économie politique ».

La théorie de la valeur-travail sous-tend et la doctrine économique bourgeoise — celle de la première grande phase, s'entend — et la critique qu'en fit Marx. Dans le premier cas comme dans le second, elle concerne la production sociale et sa répartition entre les diverses classes composant la société. Selon Marx, l'économie classique, qui atteint son apogée avec Ricardo, était l'expression de l'essor du capitalisme industriel

au sein du système féodal en voie de déclin. Elle se donnait, quant à elle, pour une théorie des *classes productives*, dressées face aux classes non productives dont les privilèges consistaient dans l'accaparement de l'intérêt et de la rente foncière. L'économie classique ne s'étant nullement préoccupée jusqu'alors du prolétariat d'industrie pouvait ainsi faire du « travail » le seul créateur et la seule mesure de la valeur économique.

La théorie de la valeur-travail se mit à gêner la classe au pouvoir dès que l'affrontement entre la bourgeoisie et le prolétariat vint remplacer et éclipser la lutte des capitalistes contre les féodaux. En effet, si la valeur des marchandises est déterminée par la quantité de temps de travail dépensée à les fabriquer, et si le produit du travail social global se divise en rente, profit et salaires, on peut avoir l'impression qu'il suffirait d'abolir le profit et la rente pour pouvoir échanger les marchandises sur la base du temps de travail qu'elles renferment. La doctrine de Ricardo servit d'assise théorique à l'école dite du « socialisme ricardien », laquelle préconisait l'instauration d'un système d'échange capable de faire bénéficier les producteurs de la valeur intégrale de leur travail.

Marx devait tirer de la théorie de la valeur-travail des conclusions tout autres. Néanmoins, comme Friedrich Engels le notait un jour, « en tant que le socialisme moderne, à quelque tendance d'ailleurs qu'il appartienne, procède de l'économie politique, il se rattache presque exclusivement à la théorie de la valeur de Ricardo¹ ». C'est pourquoi l'on a maintes fois présenté Marx comme « le dernier, mais aussi le plus grand, des économistes classiques² ». Voilà un jugement qui répond à un double objet : rendre hommage aux mérites incontestables de Marx tout en écartant ses théories sous prétexte qu'elles sont périmées. Or, si Marx a bien adopté et raffiné la doctrine économique de Ricardo, il fut non point « le plus grand » des économistes classiques, mais leur adversaire. Ne savait-il pas que le processus du travail social lui-même n'a rien à voir avec la valeur ou le prix, mais qu'il est lié à l'usage jusqu'à épuisement des facultés physiques et mentales de la population

1. F. Engels, préface à K. Marx, *Misère de la philosophie*, E. S., Paris, 1961, p. 26.

2. G. Lichtheim, *Marxism*, Londres, 1961, p. 175.

laborieuse, et que la « valeur » et le « prix » constituent des catégories fétichistes travestissant les rapports sociaux réels ? En critiquant l'économie politique, Marx entendait participer à une lutte sociale visant à abolir le capitalisme en même temps que les théories économiques qui servaient à justifier son existence en raison.

La doctrine économique bourgeoise voit dans les rapports de production actuels des rapports naturels, c'est-à-dire laisse supposer que « ce sont là des rapports dans lesquels se crée la richesse et se développent les forces productives conformément aux lois de la nature. Donc ces rapports sont eux-mêmes des lois naturelles, indépendantes de l'influence du temps. Ce sont des lois éternelles qui doivent toujours régir la société. Ainsi, il y a eu de l'histoire, mais il n'y en a plus³. » Marx, à l'inverse, devait démontrer que le capitalisme n'est qu'une forme historique de production sociale et qu'à la base de cette forme spécifique, se trouve un processus de développement social — dont la conception matérialiste de l'histoire rend compte —, lequel s'est exprimé dans toute une gamme de formations socio-économiques liées à des niveaux de productivité du travail différents. Ce processus tire son origine de la lutte de l'homme pour l'existence dans le cadre de la nature, lutte qui lui permet et le force d'accroître sa capacité de travail et d'organisation sociale. Si les origines de ce processus se perdent dans la préhistoire, en ce qui concerne l'histoire connue on peut mettre en ordre les divers stades de l'existence humaine et sociale en fonction des changements d'outils et de modes de production.

Quand Marx disait de la loi de la valeur qu'elle *se rattache* à une réalité plus profonde, qui sous-tend l'économie capitaliste, il entendait par là « la vie sociale, dont la production matérielle et les rapports qu'elle implique forment la base⁴ ». Il avait la conviction qu'aucune société — pas même la société socialiste tant espérée — ne saurait se passer d'une répartition du travail social proportionnelle aux besoins de la société et aux exigences de la reproduction. « N'importe quel enfant, écrivait-il à Kugelmann, sait que toute nation crèverait, qui

3. K. Marx, *Misère de la philosophie*, E. S., *op. cit.*, p. 129; P. I., pp. 88-89.

4. *Capital*, I, E. S., I, p. 24, P. I., p. 553.

cesserait le travail, je ne veux pas dire pour un an, mais ne fût-ce que pour quelques semaines. De même, cet enfant sait que les masses de produits correspondant aux divers besoins exigent des masses différentes et quantitativement déterminées de la totalité du travail social. Il est "self-evident" [il va de soi] que cette *nécessité* de la *répartition* du travail social en proportions déterminées n'est nullement supprimée par la *forme déterminée* de la production sociale : c'est la façon dont elle se manifeste qui peut seule être modifiée. Des lois naturelles, par définition, ne sauraient être abolies. Ce qui peut être transformé, dans des situations historiques différentes, c'est uniquement la *forme* sous laquelle ces lois s'imposent. Et la forme sous laquelle cette répartition proportionnelle du travail se réalise, dans un état social où la structure du travail social se manifeste sous la forme d'un *échange privé* de produits individuels du travail, cette forme, c'est précisément la *valeur d'échange* de ces produits ⁵.»

On a prétendu que ces assertions et d'autres du même genre « infirment l'idée généralement reçue selon laquelle Marx considérait *toutes* les lois économiques comme douées d'un caractère historique relatif ⁶ ». D'après Oscar Lange, par exemple, Marx aurait professé que « les lois économiques de validité universelle vont tellement de soi qu'il est rarement utile de faire appel pour les étudier à une technique scientifique spécifique et que l'économie devrait par conséquent tendre essentiellement à élucider la forme particulière que ces lois revêtent dans un contexte institutionnel déterminé ⁷ ». Or, sur ce point, Marx s'est borné à dire qu'aucune *loi économique* ne saurait enfreindre très longtemps certaines lois naturelles et certaines nécessités sociales sans entraîner de ce fait la disparition de la société. Ces lois et ces nécessités ne sont pourtant pas des « lois économiques universelles », même si en système capitaliste, où elles sont abandonnées à elle-mêmes, il leur arrive de se faire valoir en prenant la forme de la loi économique de la valeur propre à ce système. Dans la postface de la deuxième édition du livre premier du *Capital*, Marx citait en l'approu-

5. Cf. Marx-Engels, *Lettres sur le Capital*, E. S., trad. G. Badia et J. Chabert, Paris, 1964 — ci-après abrégé en : *Lettres* —, pp. 229-230.

6. O. Lange, *On the Economic Theory of Socialism*, Minneapolis, 1938, p. 132.

7. *Id.*

vant le jugement qu'un critique russe avait porté sur son œuvre, assurant que lui, Marx, contestait que « les lois générales de la vie économique sont unes, toujours les mêmes, qu'elles s'appliquent au présent ou au passé [...]; pour lui, ces lois n'existent pas. Au contraire [...], chaque période historique a ses propres lois. Dès que la vie s'est retirée d'une période de développement donnée, dès qu'elle passe d'une phase dans une autre, elle commence aussi à être régie par d'autres lois ⁸. »

A l'instar de toutes les autres formes de production sociale, la production de valeur ne va pas, d'après Marx, sans une répartition du travail social conforme à des nécessités d'ordre social ou naturel. La loi de la valeur, telle est à ses yeux la seule forme *indirecte* que pouvait prendre l'organisation sociale dans le cadre de la production marchande; mais en même temps elle ne concernait que ce mode de production et lui seul. Pour se faire mieux comprendre, Marx a décrit des processus semblables, soit réels soit imaginaires, survenant dans un cadre non capitaliste. Les conditions précapitalistes, dont il a traité à cette occasion, ne nous intéressent pas ici. S'agissant des conditions imaginaires, Marx recourait à l'exemple de Robinson Crusôé qui n'ignorait pas que son travail, quelle qu'en fût la forme, n'avait d'autre fin que d'assurer son existence propre. Robinson répartissait donc le temps dont il disposait selon les différents types de travail qu'exigeait sa survie. Et enfin, disait Marx, « représentons-nous une réunion d'hommes libres travaillant avec des moyens de production communs, et dépensant, d'après un plan concerté, leurs nombreuses forces individuelles comme une seule et même force de travail social. Tout ce que nous avons dit du travail de Robinson se reproduit ici, mais socialement et non individuellement [...]. Le produit total des travailleurs unis est un produit social. Une partie sert de nouveau comme moyen de production et reste sociale; mais l'autre partie est consommée et, par conséquent, doit se répartir entre tous. Le mode de répartition variera suivant l'organisme producteur de la société et le degré de développement historique des travailleurs. Supposons, rien que pour faire un parallèle avec la production marchande, que la part accordée à chaque travailleur soit en raison de son temps de travail, le temps de travail jouerait ainsi un

8. *Capital*, I, E. S., 1, p. 28; P. I, p. 557.

double rôle. D'un côté, sa distribution dans la société règle le rapport exact des diverses fonctions aux divers besoins; de l'autre, il mesure la part individuelle de chaque producteur dans le travail commun, et en même temps la portion qui lui revient dans la partie du produit commun réservée à la consommation. Les rapports sociaux des hommes dans leurs travaux et avec les objets utiles qui en proviennent restent ici simples et transparents dans la production aussi bien que dans la distribution⁹ ».

Aucune « loi de la valeur » n'intervient dans ce système hypothétique où tout est *directement* déterminé par les décisions mûries des producteurs. Il est vrai, certes, que Marx a affirmé que, même après la suppression du mode capitaliste de production, « la détermination de la valeur restera dominante, en ce sens qu'il sera plus essentiel que jamais de régler le temps de travail et la répartition du travail social entre les divers groupes de production et, enfin, de tenir la comptabilité de tout cela¹⁰ ». Mais, dans ce contexte, le terme de *valeur* n'est qu'une simple façon de parler. Il est évident, en effet, que Marx voulait ainsi signifier que l'abolition du capitalisme ne met pas fin à la nécessité de répartir le travail en fonction des exigences de la vie sociale. Dans une société socialiste, disait Engels avec une précision plus grande, « les gens régleront tout très simplement sans intervention de la fameuse "valeur"¹¹ ».

Toujours à propos de la répartition du travail social, on a vu soutenir également que le socialisme ne fait que rendre manifeste et, par là, plus efficace la force qui au sein du capitalisme s'affirme comme « la puissance régulatrice de la loi de la valeur ». Dans cette optique, c'est seulement la *mystification* inhérente à l'organisation sociale du travail prise en tant que « loi de la valeur » qui disparaît avec le capitalisme. Les conséquences de cette loi réapparaissent, mais sous une forme désormais *démystifiée* dans le cadre d'une économie consciemment réglée. Selon Rudolf Hilferding, par exemple, la théorie de la valeur « concerne uniquement l'époque à laquelle le travail, et le pouvoir d'en disposer, n'a pas encore été élevé consciemment au rang

9. *Capital*, I, E. S., 1, p. 90; P. I, p. 613.

10. K. Marx, *Le Capital*, liv. III — ci-après : *Capital*, III — E. S., trad. Cohen-Solal et Badia, 1957 sq., 3, p. 228; P. II, p. 1457.

11. F. Engels, *Anti-Dühring*, E. S., trad. E. Bottigelli, Paris, 1950, p. 349.

de principe régulateur du métabolisme social et du gouvernement de la société, mais où ce principe se réalise de façon automatique et inconsciente comme une propriété matérielle des choses [...]. Si le travail constitue le principe de la valeur et si la loi de la valeur est douée de réalité, c'est parce que le travail est le lien qui unit la société décomposée en atomes, et non parce qu'il est le facteur techniquement le plus pertinent ¹² ». Et Hilferding d'ajouter que Marx, en définissant le travail comme le principe de la valeur, avait fait ressortir « le facteur dont la qualité et la quantité — l'organisation et le pouvoir productif — régissent causalement la vie sociale ¹³ ». D'où cette conclusion : le principe de la valeur n'est autre que « le concept fondamental de la conception matérialiste de l'histoire ¹⁴ ».

Ainsi la loi de la valeur remplit chez Hilferding les fonctions qui revenaient chez Adam Smith à la « main invisible ». Mais tandis que, suivant la doctrine bourgeoise, la répartition correcte du travail social et des produits de ce travail a lieu grâce au processus de l'échange, d'après Hilferding, c'est le travail lui-même et la répartition nécessaire de ce travail qui a pour effet de régler la vie sociale à l'insu des producteurs. Dans les deux cas, des nécessités sociales s'affirment indépendamment de l'intervention des hommes et leur imposent un modèle de comportement bien déterminé.

La nécessité sociale est posée de la sorte en force qui, perçue ou non, gouverne à son gré toutes les activités humaines qui auraient pu chercher à se dresser contre elle. Si, aux yeux d'Hilferding, elle revêt à l'époque capitaliste l'aspect de la loi de la valeur, c'est parce que les rapports sociaux des personnes entre elles se rattachent à des choses et apparaissent comme des choses, comme des rapports marchands, et non comme ce qu'ils sont en réalité, à savoir : des rapports sociaux de production entre personnes. Quand on aura éliminé le fétichisme de la production marchande, écrit Hilferding, la loi de la valeur se révélera ce qu'elle est véritablement : la nécessité de régler le processus du travail social en fonction des besoins sociaux

12. R. Hilferding, « Böhm-Bawerks Marx-Kritik », *Marx-Studien* (Vienne), t. I, 1904, p. 11 sq.

13. R. Hilferding, *op. cit.*, p. 11 sq.

14. *Id.*

directement perçus à travers les besoins des personnes. Et c'est seulement en ce sens-là, assure-t-il, que la loi de la valeur est historique. Au stade du socialisme, il faudra lui substituer une organisation sociale de la production et de la distribution fondée sur le principe du travail et de sa répartition appropriée. Toutefois, cette métamorphose ne fera que rendre manifeste et direct ce qui jusqu'alors s'affirmait indirectement et inconsciemment sous la forme de rapports de valeur.

D'après Paul Sweezy, un autre marxiste, « l'une des fonctions premières de la loi de la valeur consiste à élucider le fait qu'en société marchande, malgré l'absence d'instances de décision centralisées et coordonnées, il existe un ordre et non pas le chaos pur et simple. Personne ne décide la manière dont l'effort productif sera réparti ni celle dont nombre de marchandises des plus diverses seront produites; pourtant le problème finit par être résolu, et cela d'une façon qui n'est pas purement arbitraire et inintelligible. La loi de la valeur a pour objet de rendre compte de ce phénomène dans ses détails et dans ses résultats ». D'où il s'ensuit, d'après Sweezy, que « dans la mesure où la répartition de l'activité productive est consciemment organisée, la loi de la valeur perd sa validité et son importance; elle est remplacée par le principe du plan. La théorie de la planification devrait avoir dans la doctrine économique du socialisme le même rang, le rang fondamental, que la théorie de la valeur dans celle du capitalisme ¹⁵ ».

Ainsi donc, la différence entre production de valeur et production planifiée est affaire, suivant Sweezy, de gestion inconsciente ou de gestion consciente. Les fonctions de la loi de la valeur, c'est-à-dire la détermination des « taux d'échange entre marchandises, de la quantité à produire de chacune de ces marchandises et de l'allocation de force de travail aux diverses branches de la production ¹⁶ » sont également celles du principe du plan, à cette différence près toutefois que ce dernier seul procède du savoir et de la vision à long terme.

D'après Marx, « en fin de compte, c'est à l'économie de temps que se réduisent toutes les économies ¹⁷ ». Mais si, dans le

15. P. M. Sweezy, *The Theory of Capitalist Development*, New York, 1942, p. 53.

16. *Id.*

17. K. Marx, *Fondements de la critique de l'économie politique* (1857-1858), trad. R. Dangeville, 2 vol., Paris, 1969 — ci-après abrégé en : *Fondements* —, I, p. 110.

socialisme comme dans le capitalisme, la répartition du travail se fait en fonction de l' « économie de temps », elle diffère du tout au tout dans chacun de ces systèmes. Au sein du capitalisme, elle est en effet déterminée par la production de capital en tant que valeur d'échange, alors que dans le socialisme la production est par hypothèse une production pour l'usage, dégagée de la valeur. Dans le premier cas, la nécessité de répartir le travail selon des proportions déterminées se trouve modifiée dans un sens spécifique. Et c'est précisément en raison de cette modification que la répartition du travail affecte en système capitaliste les apparences d'une loi agissant aveuglément, à la manière d'une loi naturelle. Car c'est la nature du processus de production qui détermine cette répartition en fonction des exigences inhérentes à l' « économie de temps ». Bien qu'à la façon des autres modes de production la production de valeur ait pour base le travail social et l'économie de temps, elle n'est pas issue du processus du travail lui-même. Plus exactement, elle est issue de ce processus dans la mesure où il a été transformé par les rapports de production capitalistes. Quand Marx parle de « nécessité rationnelle et naturelle » et de « processus de la vie sociale reposant sur le processus de la production matérielle », il désigne ainsi non une catégorie économique ou une « loi économique de validité universelle », mais simplement la condition première de toute existence et de toute évolution sociales.

Quoi qu'il ait pu dire Hilferding, il n'y a pas identité entre conception matérialiste de l'histoire et théorie de la valeur-travail. La première concerne le développement social en général, dont le capitalisme est un cas particulier; la seconde s'applique aux rapports sociaux spécifiques qui caractérisent la production de capital. Et c'est la production de capital qui transforme le processus du travail en un processus de production de valeur et les rapports sociaux en catégories économiques. La théorie de la valeur-travail se rattache incontestablement au besoin inéluctable — et commun à toutes les sociétés — de travailler et de répartir le travail social selon des proportions déterminées. Mais cette nécessité générale prend la forme de la loi de la valeur uniquement en système capitaliste, et uniquement pour cette raison que, dans le cadre de l'économie de marché, le processus de la production de valeur reste inséparable du processus de la production tout court. La loi de la

valeur n'opère pas en dehors des rapports de marché et n'est pas un préalable nécessaire à l'organisation sociale du travail. Mais celle-ci est indispensable à la production sociale et le capitalisme répond à cette nécessité par le truchement de la loi de la valeur.

Ainsi donc, aucun système de production n'est concevable à défaut d'une répartition proportionnelle du travail social. Cette dernière n'en varie pas moins en fonction des différences existant entre ces systèmes — et le type de mise en ordre de la production qu'engendre la loi de la valeur reste spécifique au capitalisme. Les exigences les plus générales de la production, qui peuvent conserver leur validité à tous les stades du développement social, revêtent elles-mêmes un caractère historique spécifique dès lors qu'elles concernent des systèmes de production différents. Il ne s'agit donc pas tellement en l'occurrence d'une forme d'organisation consciente de la production qui se substituerait à une organisation fonctionnant à l'aveuglette, comme Sweezy paraît vouloir le dire en parlant de remplacer la loi de la valeur par le principe du plan. En effet, la production se trouvera réglée en fonction du plan tout différemment qu'elle ne l'est en fonction de la loi de la valeur.

Marx a fait observer que « même les catégories les plus abstraites, dont la validité — en raison justement de leur nature abstraite — s'étend à toutes les époques, n'en demeurent pas moins le produit de conditions historiques et ne s'appliquent intégralement qu'à ces conditions-là ¹⁸ ». Il relevait par exemple que le fait et la notion du travail abstrait, du « travail en général », sont l'un comme l'autre assez anciens. Pourtant, c'est seulement à l'époque moderne qu'on est arrivé au travail abstrait en tant que *catégorie économique*. Les physiocrates voyaient encore dans le travail agricole le seul type de travail générateur de valeur. Chez Adam Smith, en revanche, c'est déjà le travail comme tel, qu'il soit mis en œuvre dans l'industrie, le commerce ou l'agriculture, qui crée la richesse des nations. Sont sources de richesse tous les types de travaux, le travail en général. « Tout se passe, a pu écrire Marx, comme si l'on venait de découvrir du même coup l'expression abstraite du rapport le plus simple et le plus originaire par quoi les hommes

18. *Fondements*, I, p. 35.

interviennent en qualité de producteurs, quelle que soit la forme de société. En un sens, c'est exact; dans un autre, c'est faux. Car, *pour qu'il y ait indifférence à tous les types de travaux particuliers, il faut qu'il existe au préalable une totalité hautement diversifiée de types de travaux et qu'aucun d'eux ne prédomine sur les autres.* [...] C'est à partir de là seulement, par conséquent, que la catégorie abstraite du " travail ", " travail en général ", travail sans phrase, point de départ de l'économie moderne, acquiert une vérité pratique. Ainsi l'abstraction la plus simple, que l'économie politique place au premier rang et qui exprime un rapport originaire et valable pour toutes les formes de société, n'apparaît comme vérité pratique que sous cette forme abstraite de catégorie de la société la plus moderne ¹⁹. »

C'est parce que le capitalisme constitue l'organisation de production sociale la plus développée que le monde ait connue jusqu'à présent, que les catégories économiques qui le caractérisent permettent de comprendre les rapports sociaux de production passés. De même, écrivait Marx, que « l'anatomie de l'homme permet de comprendre l'anatomie du singe », la société bourgeoise permet de comprendre les rapports de production propres aux formations sociales qui l'ont précédée. Mais, s'il en est bien ainsi, c'est dans un sens tout autre que celui de la doctrine économique bourgeoise qui, faisant fi des différences historiques, ne découvre dans toutes les sociétés passées que ses catégories économiques propres. S'il est possible de rendre compte des conditions communes à toutes les formations sociales à l'aide de ces catégories-là, voilà qui ne signifie nullement qu'on puisse découvrir de la sorte « des lois économiques de validité universelle ». La théorie de la valeur, c'est-à-dire la *réduction de la richesse sociale en général au travail social en général*, qui a aussi permis de saisir la « nécessité rationnelle et naturelle » commune à toutes les formations sociales, va continuer à l'avenir comme elle l'a fait dans le passé d'avoir une validité générale dans la mesure où elle est *elle-même* une expression de cette « nécessité », mais non dans celle où elle est une expression des rapports de production spécifiques au capitalisme.

En tant que moyen de mesurer la valeur et de répartir le

19. *Fondements*, I, p. 35. (Souligné par P. M. N.d.T.)

travail social, la théorie de la valeur a évolué au profit et dans le cadre des rapports de production bourgeois. C'est le surtravail qui engendre le capital et donc c'est le temps de travail qui sert à mesurer la richesse sociale. Mais la formation de la richesse, prise en tant qu'accumulation de plus-value, n'est qu'une forme particulière de production de richesse, une forme conditionnée par l'histoire et liée aux rapports de classes et de propriété spécifiques au capitalisme. Certes la richesse en tant que capital peut augmenter par suite d'un accroissement du surtravail en tant que plus-value; cela est imputable toutefois non pas au processus de production matérielle de la richesse, mais à la forme que ce processus revêt dans le cadre des rapports sociaux capitalistes. Si le capital procède du temps de travail, la richesse sociale ne dépend quant à elle que de la productivité effective du travail et que des conditions de production réelles; elle n'est donc pas nécessairement fonction de la grandeur du temps de travail extorqué.

Pour Marx et Engels, la valeur est une « catégorie qui ressortit à la production marchande et qui, de même qu'elle n'existait pas avant lui, disparaît avec ce mode de production ²⁰ ». Les catégories économiques prépondérantes, en effet, « ne sont que des abstractions des rapports [sociaux de production] » et « ne sont des vérités que pour autant que ces rapports subsistent ²¹ ». Mais aussi, pour autant qu'ils subsistent, ils déterminent l'activité économique. C'est pourquoi une critique de l'économie politique doit partir de l'analyse des rapports de valeur.

Les produits du travail acquièrent sur le marché un statut social uniforme, la qualité de marchandise. Ce statut est distinct de celui qu'ils peuvent avoir en qualité d'objets d'usage. Selon Marx, cette scission du produit en objet utile et en objet valorisable, loin de prendre naissance dans le processus du travail, conçu comme échange organique entre l'homme et la nature, a une origine essentiellement *sociale* et « s'élargit dans la pratique dès que l'échange a acquis assez d'étendue et d'importance pour que des objets utiles soient produits en vue de l'échange

20. F. Engels à K. Kautsky in : *Marx-Engels Werke* (M.E.W.), 36, p. 210 (fragment absent in : *Lettres*, p. 344).

21. K. Marx à P. Annenkov, *Lettres*, p. 31; P. I, p. 1444.

de sorte que le caractère de valeur de ces objets est déjà pris en considération dans leur production même ²² ». Que si le travail privé de chaque producteur est socialement égal à celui de n'importe quel autre, la seule et unique cause en est le fait que l'échangeabilité réciproque de tous les types de travaux et de produits utiles constitue un acquis social. Et cette « égalité de travaux qui diffèrent entièrement les uns des autres ne peut consister que dans une abstraction de leur inégalité réelle, que dans la réduction à leur caractère commun de dépense de force humaine, de travail humain en général ²³ ».

C'est précisément la différence que les divers types de travaux présentent entre eux qui forme la condition première de l'échange des marchandises « mesurées » en temps de travail abstrait. Loin d'être un simple postulat théorique, la réduction de tous les types de travaux — indépendamment de toute question de productivité ou de qualification — au travail abstrait ou travail simple se trouve effectivement et constamment vérifiée dans l'échange. « Lors même qu'une marchandise est le produit du travail le plus complexe, sa valeur la ramène, dans une proportion quelconque, au produit d'un travail simple dont elle ne représente par conséquent qu'une quantité déterminée ²⁴ » En outre, la valeur d'une marchandise quelconque est fixée en fonction non d'une productivité individuelle donnée, mais de la productivité socialement nécessaire (ou productivité moyenne) du travail dépensé pour la fabriquer. Ce n'est pas plus la qualification particulière à un individu quelconque qui se trouve prise en considération dans le processus de l'échange, mais l'évaluation sociale de la qualification considérée. Et cette évaluation, par définition, ne peut être que quantitative : un certain multiple d'unités de travail simple exprimé en argent.

Le capitalisme se définit non comme une société de producteurs indépendants qui échangent leurs produits sur la base du temps de travail qui s'y trouve incorporé, mais comme une économie produisant de la plus-value et lancée à la recherche concurrentielle du capital. Dans ce cadre, la force de travail est une marchandise dont la valeur (valeur d'échange) est

22. *Capital*, I, E. S., 1, p. 85; P. I, p. 607.

23. *Ibid.*, E. S., 1, p. 86; P. I, p. 607.

24. *Ibid.*, E. S., 1, p. 59; P. I, p. 572.

déterminée par ce qu'il en coûte (en temps de travail) pour la produire et reproduire. Elle a pour valeur d'usage la capacité de créer une plus-value excédant sa valeur d'échange propre. Ce mode de production doit d'avoir vu le jour au fait que les travailleurs, ayant été séparés des moyens de production, sont contraints de vendre leur force de travail aux propriétaires du capital. Quant à l'échange « égal » entre le capital et le travail, il repose sur cet autre fait qu'une partie du travail social n'est pas échangée du tout, mais que les acheteurs de force de travail se l'approprient purement et simplement.

Qu'il soit échangé ou extorqué, le produit social total arrive sur le marché sous la forme de marchandises. Si une partie de ces dernières ne peut être vendue, elle n'a aucune valeur, quand bien même elle renferme du travail. En ce cas, il y a gaspillage de surtravail; la somme de la plus-value est tout bonnement moindre que celle du surtravail. Pour réaliser l'ensemble de la plus-value créée, il faut fabriquer des marchandises pour lesquelles il existe une demande suffisante. C'est en procédant par tâtonnements que le capitaliste individuel parvient à ajuster sa production aux fluctuations de la demande telles que le marché les enregistre.

Tout entrepreneur a pour premier souci le travail et le temps de travail, même si, voulant porter ses profits au maximum, il a l'œil fixé sur les prix du marché. Car, pour obtenir ces profits, il lui faut au préalable extraire du processus de production le plus de surtravail possible. Il existe deux méthodes qui permettent cela : ou bien allonger la durée du travail, ou bien accroître l'intensité et la productivité du travail pendant un certain laps de temps. Dans les deux cas, on cherche, pour une dépense donnée de force de travail, à réduire au minimum la valeur d'échange de celle-ci tout en élevant au maximum la masse de la plus-value produite. Ce qui vaut pour l'entrepreneur particulier vaut aussi pour la société : la production totale doit fournir un maximum de profits pour un minimum de salaires.

CHAPITRE IV

Valeur et prix

Tout entrepreneur capitaliste qui veut rester dans la course doit tâcher d'accaparer un maximum de surtravail, car c'est seulement de la sorte qu'il peut réaliser un profit maximal par le biais des prix du marché. Ce profit n'est qu'en partie déterminé par son effort propre en vue de maintenir et d'élever le taux d'exploitation; il est *codéterminé* par les efforts que les autres capitalistes font dans le même sens. Pour qu'augmente la rentabilité d'un capital quelconque, il faut qu'augmente la rentabilité du capital social total, faute de quoi il deviendrait impossible de s'approprier une masse accrue de surtravail, en tant que profits réalisés sur le marché. Étant donné que le surtravail sous forme de marchandise *tombe en dehors du rapport capital-travail*, il doit être échangé entre les capitalistes eux-mêmes dans le cadre de leurs tentatives d'augmenter leur capital, seul moyen de le conserver.

La croissance d'un capital quelconque dépend de l'accumulation du capital social total. Ce fait assigne des limites déterminées à l'expansion de tous les capitaux particuliers. Le propriétaire d'une affaire en expansion s'en aperçoit dès que la diminution de ses bénéfices lui indique que toute extension nouvelle de son entreprise a cessé d'être rentable. Pourtant le capital, à la façon de la force de travail dans l'abstrait, ne se différencie que du point de vue quantitatif. Quel que soit le type de production, le capital sera mis en œuvre tant que des perspectives de profits suffisants continueront de se présenter. Si une voie se ferme à l'expansion, le capital essaiera d'en trouver d'autres. Les investissements se répartissent entre les diverses

sphères et branches de la production en fonction du principe de la rentabilité, l'allocation du travail social s'effectuant ainsi conformément aux exigences de l'accumulation du capital en matière de plus-value. Et c'est le flux concurrentiel du capital qui engendre une tendance à la péréquation des taux de profit.

Bien que le marché ne fasse par la distinction entre investissements de capital et investissements de travail, cette distinction n'en affecte pas moins l'économie. La nature matérielle du processus de production détermine le rapport capital-travail et, par voie de conséquence, la proportion de l'investissement qui revient à chacun des deux facteurs. Pour s'exprimer en termes marxistes, la « composition organique » des capitaux varie selon les sphères de production. Certains processus exigent en effet de gros investissements de capital et des investissements relativement faibles de travail, alors que pour d'autres c'est le contraire qui se passe. Marx parlait de composition organique « élevée » du capital dans le premier cas, et de composition « basse » dans le second. Le travail constituant la source exclusive de la plus-value (ou profit), et les profits se mesurant au capital total (soit la somme des moyens de production et de la force de travail,) il semble à première vue que selon la théorie de la valeur-travail des capitaux de composition organique différentes doivent donner des taux de profit différents. En réalité, c'est cependant une *tendance* à la péréquation des taux de profit qui prévaut.

Si l'on fait abstraction de questions telles que les variations du taux de plus-value par entreprises, le fait qu'il y ait à l'origine des taux de profit différents dénote l'existence de degrés divers de composition organique du capital. Or ces différences de composition organique ne sauraient être éliminées, étant donné qu'elles sont liées aux processus de production propres aux industries concernées. Il est certes possible qu'au sein d'une branche d'industrie particulière il apparaisse une composition organique moyenne du capital mais tel ne peut être le cas entre des sphères de production totalement différentes. Aussi la péréquation des taux de profit particuliers doit-elle avoir lieu dans la sphère de circulation.

Pour comprendre ce mécanisme, il faut faire intervenir le caractère « social » de la production capitaliste et la double

nature de la marchandise, à la fois valeur d'usage et valeur d'échange. Il existe un besoin réel de coordonner la production du point de vue de la valeur d'usage. En système capitaliste, c'est le marché qui remplit cette fonction. Si seule la masse de ce qui a été produit peut y être échangée, elle reflète aussi l'état de la demande sociale à un moment donné du développement capitaliste. La « demande sociale », telle que le marché la met en lumière, correspond non aux besoins sociaux effectivement existants, mais à ces besoins tels qu'ils se présentent dans le cadre de la production de capital. Pourtant la demande sociale déterminée par le système revêt la forme d'une demande de valeurs d'usage. Quand une industrie particulière voit la composition organique de son capital s'élever, cela signifie que la demande pour les marchandises qu'elle fabrique s'est accrue. Et c'est grâce à cette demande sociale qu'elle peut vendre à des prix lui garantissant une rentabilité. Comme la basse composition organique des autres industries ne confère nullement par elle-même à leurs marchandises une valeur d'usage sociale plus grande que celle qu'elles possèdent en fait, ces industries resteront incapables de réaliser un profit excédant celui qui est compatible avec la demande sociale existante, telle que le système économique dans son ensemble l'a déterminée.

A mesure que progresse l'accumulation du capital, presque toutes les industries finissent par voir leurs investissements de capital augmenter plus vite que leurs investissements de travail. Des capitaux, naguère de basse composition organique, peuvent se transformer en capitaux de composition organique élevée, et vice-versa. En raison de l'interdépendance sectorielle caractérisant le mode de production capitaliste, la croissance et les variations structurelles du capital total se répercutent dans toutes les sphères particulières de la production et sur les relations des diverses industries entre elles. Ainsi un renforcement de l'industrie lourde par rapport à l'industrie légère modifiera la relation existant entre industries minières et industries manufacturières. Tant que le produit de chaque industrie reste nécessaire au fonctionnement du système dans son ensemble, celui-ci pourra bénéficier de prix lui permettant de subsister et de se développer.

Tous les capitalistes visant à réaliser les profits les plus

hauts sur un marché où la demande est prédéterminée par le système de production dans son ensemble, la répartition de la plus-value constitue une affaire « sociale ». Comme telle, elle exclut les considérations particulières, les compositions organiques spécifiques des capitaux indépendants, par exemple. La plus-value sociale globale comprend une quantité déterminée de travail social incorporée aux marchandises. Outre le sur-travail, le produit social total — ou la grande masse de celui-ci — doit passer par le processus de la circulation. L'impossibilité de dégager la plus-value de sa forme marchandise et la nécessité d'offrir au marché presque toute la production sociale font de la réalisation et de la répartition de la plus-value des actes séparés de sa création.

Si l'échange se faisait strictement à la valeur, les entreprises douées d'une composition organique élevée ne pourraient grandir faute de rentabilité, tandis que les autres ne pourraient grandir faute de marchés additionnels. Mais l'accumulation du capital privé implique des rapports concurrentiels de marché, lesquels ont pour effet de « convertir » la valeur des marchandises en prix de production. Parler de « conversion » à ce propos revient uniquement à dire, il va de soi, que, bien que dans l'échange tout se traduise en prix, ces prix restent néanmoins fixés par des rapports de valeur que les producteurs ignorent. Cette détermination du prix par la valeur *ne peut pas être démontrée empiriquement* ; on ne peut que la déduire du fait que toutes les marchandises sont les produits du travail, de quantités de travail différentes, et de la répartition nécessairement proportionnelle de l'ensemble du travail social. Il n'existe aucun moyen direct de découvrir le prix d'une marchandise dans sa « valeur » ni, par une procédure inverse, de découvrir sa « valeur » dans son prix. Il n'existe pas de « conversion » observable des valeurs en prix ; et le concept de valeur n'a de sens que par rapport au capital social total.

La « conversion » précitée résulte de la concurrence, de cette course au profit et au surprofit qui constitue la contribution et la réaction du système à l'élévation constante de la productivité du travail. Comme on l'a déjà noté, les capitaux rivalisent entre eux pour les affaires les plus lucratives et, le cas échéant, sautent d'une activité économique à une autre. Ils tentent alors de s'évader des sphères de production à renta-

bilité faible pour gagner les sphères à rentabilité forte. En régime de concurrence pour les débouchés et les investissements, n'importe quel capital particulier réalisera un taux de profit voisin de la moyenne. Dans les faits, sans doute, « les taux de profit varient en fonction de multiples circonstances, d'une entreprise à l'autre et d'une année à l'autre, et le taux général n'existe qu'en tant que moyenne de nombreuses entreprises et sur toute une série d'années. [...] [Il est de] la nature du taux de profit et des lois économiques en général de n'exister toutes que dans l'approximation, la tendance, la moyenne, mais non pas dans la réalité *immédiate* ¹ ». Soumise en ce sens-là à la « péréquation » des taux de profit, la part du profit social total qui revient à une entreprise donnée est liée au volume de son capital. D'où une raison supplémentaire d'accélérer l'accumulation du capital. L'interdépendance capitaliste — c'est-à-dire le fait que chaque producteur dépend de tous les autres et que tous sont obligés de passer par le marché pour transformer en profits le surtravail dont ils disposent —, cette interdépendance, donc, tend à créer une espèce de « communisme capitaliste » ².

Selon Marx, des taux de profit différents à l'origine s'égalisent sous l'influence de la concurrence et forment un taux général de profit, lequel correspond à la moyenne des divers taux particuliers. Cette péréquation a pour effet de « convertir » les valeurs en prix de production et de répartir la plus-value sociale entre les capitaux individuels d'une manière égale, au prorata de leur volume respectif. Le monde des prix, voilà le seul univers que les capitalistes connaissent ! A leurs yeux, la fraction de la valeur des marchandises qu'ils ont à payer constitue le prix de revient de celles-ci, ce qui exclut le fait de la part non payée du travail. Ils voient dans le profit l'excédent du prix de vente sur le prix de revient. Les marchandises peuvent conséquemment être vendues au-dessous de leur valeur, pour autant qu'elles le soient au-dessus de leur prix de revient. C'est autour de ce prix de revient, ou prix de production, qu'oscillent les prix de marché.

Si les prix de revient sont spécifiques, le profit qui vient s'y

1. F. Engels à C. Schmidt, *Lettres*, p. 417.

2. Marx à Engels, *ibid.*, p. 211.

ajouter ne l'est pas. Comme Marx le souligne, « pour trop de plus-value dans telle marchandise il y a, dans telle autre marchandise, trop peu de plus-value, si bien que les écarts entre les valeurs et les prix de production se compensent réciproquement. Dans le système de production capitaliste, la loi générale ne s'impose comme tendance dominante que d'une manière approximative et complexe, tel un terme moyen et invérifiable entre d'éternelles fluctuations ³ ». S'il arrive que les marchandises s'échangent sur la base de leur valeur en temps de travail, c'est là, dit-il, chose purement fortuite. Certes, le temps de travail détermine le processus de production des marchandises, mais voilà un fait dont le processus de l'échange ne tient nullement compte. Dès le premier volume du *Capital*, où Marx s'en tient à l'analyse sur la base de la valeur, il met en évidence la possibilité d'« un écart, [d'] une différence quantitative entre le prix d'une marchandise et sa grandeur de valeur, et cette possibilité gît dans la forme prix elle-même. C'est une ambiguïté qui, au lieu de constituer un défaut, est, au contraire, l'une des beautés de cette forme, parce qu'elle l'adapte à un système de production où la règle ne fait loi que par le jeu aveugle des irrégularités qui, en moyenne, se compensent mutuellement. » Qui plus est, « la forme prix n'admet pas seulement la possibilité d'une divergence quantitative entre le prix et la grandeur de la valeur [...], mais encore elle peut cacher une contradiction qualitative, de sorte que le prix cesse tout à fait d'exprimer de la valeur. Des choses qui, par elles-mêmes, ne sont point des marchandises, telles que, par exemple, l'honneur, la conscience, etc., peuvent devenir vénales et acquérir ainsi par le prix qu'on leur donne la forme marchandise. Une chose peut donc avoir un prix formellement sans avoir une valeur ⁴ ».

Selon Marx, par conséquent, les marchandises ne sont ni ne peuvent être échangées en fonction du temps de travail socialement nécessaire qui s'y trouve incorporé. Pourtant, et Marx insiste sur ce point, « quelle que soit la manière dont les prix sont fixés, il n'en reste pas moins que [...] leur mouvement est régi par la loi de la valeur, toute diminution ou augmentation du temps de travail faisant monter ou baisser les prix de produc-

3. *Capital*, III, E. S., I, p. 177; P. II, p. 933.

4. *Capital*, I, E. S., I, pp. 111-112; P. I, pp. 640-641.

tion ⁵ ». Et, puisque « la valeur totale des marchandises détermine la plus-value globale et que celle-ci règle le niveau du profit moyen, partant, le taux général de profit [...], il s'ensuit que la loi de la valeur règle les prix de production ⁶ », quand bien même les prix des marchandises particulières ne correspondraient pas à des valeurs en temps de travail. En vérité, il n'existe bien entendu que des prix particuliers et la seule raison qui permette de déduire qu'ils sont « réglés » par la loi de la valeur, c'est que même s'il est impossible en système capitaliste d'appréhender la production sociale totale, cette dernière n'en demeure pas moins une réalité primant tous les rapports d'échange particuliers.

Partisans et adversaires de Marx l'ont également accusé de se contredire, étant donné qu'il professait la théorie de la valeur-travail tout en soutenant que les marchandises ne peuvent s'échanger à leur valeur. Ainsi Böhm-Bawerk, l'un des adversaires en question, alléguait-il que « de deux choses l'une : ou bien les produits s'échangent effectivement sur longue période au prorata du travail qu'ils renferment — et une péréquation des gains de capital est dès lors impossible; ou bien une telle péréquation a lieu — et dès lors il est impossible que les produits continuent de s'échanger au prorata du travail qu'ils renferment [...]. La théorie du taux de profit moyen et des prix de production est inconciliable avec la théorie de la valeur ⁷ ».

Marx n'a cependant jamais prétendu que « sur longue période » les produits s'échangent sur la base du temps de travail. La loi de la valeur « régit » les prix de production et le taux de profit moyen, dit-il, en ce sens que c'est elle qui détermine si leurs *niveaux* sont hauts ou bas par rapport à la valeur et à la plus-value *totales*. De même, elle commande les *mouvements* des prix liés à des changements survenus dans la productivité du travail. Point n'est besoin de « concilier » la loi de la valeur avec les prix de production et le taux de profit moyen. En fait, la valeur ne gouverne pas les termes quantitatifs de l'échange sur le marché des marchandises. Mais la hausse ou la baisse globale des prix

5. *Capital*, III, E. S., p. 195; P. II, p. 972.

6. *Ibid.*, E. S., I, p. 196; P. II, p. 972, n. a.

7. E. von Böhm-Bawerk, « Zum Abschluss des Marxschen Systems », in *Festgaben für Karl Kries*, Berlin, 1896, pp. 109 et 111.

de production et du taux de profit moyen est provoquée par les fluctuations des rapports de valeur des marchandises entre elles et de la valeur qu'elles renferment par suite de gains de productivité et de transformations structurelles de la composition organique du capital.

Ainsi que Marx l'écrivait à Kugelmann, « ce que la raison exige et que la nature rend nécessaire, ne se réalise que sous la forme d'une moyenne agissant aveuglément. Et alors l'économiste vulgaire croit faire une grande découverte, lorsque, se trouvant devant la révélation de la connexité interne des choses, il se targue avec insistance que ces choses, telles qu'elles apparaissent, ont un tout autre aspect. En fait, il tire vanité de son attachement à l'apparence qu'il considère comme la vérité dernière. Alors, à quoi bon encore une science⁸ ? ». A ses yeux, le concept de valeur est en effet « science », l'instrument pour aborder et pour comprendre la nature et l'histoire du capitalisme. Mais, bien qu' « un concept possède le caractère essentiel d'un concept, donc qu'il ne coïncide pas d'emblée avec la réalité dont il a fallu l'abstraire en premier lieu⁹ », l'abstraction, telle que la pratique Marx « ne fait que restituer sous forme conceptuelle le contenu qui gît au préalable dans les choses¹⁰ ». Même s'il n'y avait pas de chapitre sur la valeur dans *Le Capital*, « mon analyse des conditions réelles, Marx *dixit*, fournirait la preuve et la démonstration du véritable rapport de valeur. Tout ce verbiage à propos de la nécessité de démontrer le concept de valeur ne repose que sur une ignorance totale, non seulement du problème en cause, mais aussi de la méthode scientifique¹¹ ».

Si l'on veut comprendre le système capitaliste et sa dynamique, il faut en mettre à nu les rapports de production sociaux réels et en analyser le développement dans sa *détermination fétichiste*, c'est-à-dire en tant que *processus d'expansion-valeur*. Cette analyse n'exige nullement qu'on se mette à démontrer que les rapports effectifs des marchandises entre elles se ramènent en fin de compte au temps de travail. Tout ce qu'elle nécessite en effet, c'est que soit reconnu le fait patent qu'en système capitaliste,

8. *Lettres*, p. 230.

9. Engels à C. Schmidt, *ibid.* p. 416.

10. Engels à K. Kautsky, *ibid.*, p. 344.

11. Marx à Kugelmann, *ibid.*, p. 227.

comme en n'importe quel autre système économique, l'existence sociale et l'évolution de la société sont indissolublement liées aux rapports de temps de travail à l'intérieur du processus de la production. Quelle que soit la manière dont les prix viennent à dévier des valeurs, ces déviations ne sont explicables qu'au moyen de ces rapports-là — lesquels ont également pour effet de leur assigner des limites — soit, *en termes capitalistes*, au moyen de la loi de la valeur.

Marx s'est employé à démontrer la validité de la loi de la valeur en ce qui concerne un système ignorant la valeur d'échange. Ce faisant, il ne cherchait nullement à rendre cette loi « opérationnelle », à lui faire confirmer le fait que les rapports d'échange ont les prix pour expression. Loin de là, ses efforts sur ce plan se rattachaient à la nécessité théorique de vérifier la validité de la loi face à une réalité qui paraissait la contredire. Pour établir que les rapports de marché et de prix reposent vraiment sur les rapports de valeur, il fallait une théorie des prix qui s'accordât avec la théorie de la valeur. La « conversion » des valeurs en prix de production devait satisfaire à ce besoin théorique. Aux yeux de Marx, le problème de la détermination des prix particuliers ne présentait pas le moindre intérêt réel; seuls importaient les rapports de valeur et la certitude que la différence entre valeur et prix, telle qu'elle se manifeste dans la réalité, n'infirmit ni logiquement ni effectivement le concept de valeur pris en tant que *clé* des « lois fondamentales » de la production de capital.

Fort ainsi de la conviction que si le prix dévie de la valeur, cela ne l'empêche pas d'en dériver, même s'il n'est pas d'autre moyen que la déduction pour établir cette dérivation, Marx ne jugeait nullement étonnant que la bourgeoisie en place trouvât que la théorie de la valeur n'avait rien à voir avec ses problèmes pratiques à elle. Mais si, du fait même de l'existence d'un taux de profit moyen sécrété par la concurrence, la question du mode de formation et des fluctuations quantitatives de ce taux devenait un problème transcendant les réalités du marché et, du même coup, les cadres de la pensée économique bourgeoise, Marx put en revanche démontrer grâce à ce fait-là le bien-fondé de la théorie de la valeur-travail. N'ignorant pas que « la conversion des valeurs en prix de production contribue à obscurcir la base de la détermination même de la valeur », il estimait parfaitement

« logique que le capitaliste perde en l'occurrence la notion même de valeur¹² ». Car, s'agissant du taux précité, « le capitaliste individuel [...] pense avec raison que son profit ne provient pas seulement du travail exploité par lui ou dans sa branche d'industrie », et Marx d'ajouter : « Comment le travail vivant pourrait-il être la source exclusive du profit, puisqu'une diminution de la quantité de travail nécessaire à la production ne semble pas amoindrir le profit¹³ ? »

Tout en ayant pour effet d'égaliser entre eux les divers taux de profit, la concurrence ne détermine pas la grandeur du taux de profit moyen à un moment donné, pas plus qu'elle ne provoque les fluctuations de ce taux. Elle ne peut, soulignait Marx, « agir sur le taux de profit qu'autant qu'elle agit sur les prix des marchandises. Elle peut seulement obliger les producteurs au sein du même secteur de la production à vendre leurs marchandises aux mêmes prix, et à les vendre dans des secteurs différents, à des prix qui leur assurent le même profit [...]. Par conséquent, la concurrence peut seulement niveler les inégalités dans le taux de profit. Ce nivellement présuppose l'existence du profit comme élément du prix des marchandises. Ce n'est pas la concurrence qui crée le profit¹⁴ ». C'est bien plutôt l'existence du profit qui conditionne la concurrence; pour rendre compte du taux de profit moyen, il faut donc d'abord en avoir décelé l'origine dans ses liens avec la valeur et la plus-value. Le taux de profit moyen indique que les prix sont déterminés par le système dans son ensemble, auquel est applicable l'analyse sur la base de la valeur.

La concurrence engendre la division de la plus-value et son emploi à des fins d'accumulation. Et elle ne va pas non plus sans impliquer une déviation des prix par rapport aux valeurs, étant donné qu'elle se déroule dans le cadre d'une société axée sur la production de valeur et de plus-value, où « la répartition du travail social, la manière dont les produits se complètent et s'interpénètrent, la subordination au mécanisme social et l'enfournement dans ce mécanisme, tout cela est abandonné aux agissements aléatoires des capitalistes individuels dont les actes

12. *Capital*, III, E. S., 1, p. 182; P. II, p. 960.

13. *Ibid.*, E. S., 1, p. 186; P. II, pp. 962-963.

14. *Ibid.* E. S., 3, p. 240; P. II, p. 1464.

s'annulent mutuellement¹⁵ ». Au sein des mécanismes du marché, la répartition effective des produits (lesquels renferment la valeur globale du temps de travail nécessaire), comme la répartition effective de la plus-value entre les capitalistes et les catégories sociales non productives, sont déterminées par les activités concrètes des hommes, qui rivalisent entre eux pour faire triompher leurs intérêts respectifs, en fonction des possibilités socialement conditionnées mais néanmoins variables qui s'offrent à eux. Et, sur ce plan, il n'existe que la guerre de tous contre tous, de l'intérêt propre contre l'intérêt d'autrui, une mêlée générale et compacte qui a pour but la conquête des richesses, ou la survie pure et simple. Tant sur le marché qu'en dehors de lui, on assiste à un indescriptible chassé-croisé d'activités, où il devient impossible de percevoir les rapports d'échange bien nets, tels qu'ils apparaissent dans la théorie de la valeur ou dans celle des prix. Mais, même d'un point de vue purement économique, la multiplicité des degrés d'exploitation, les différences de rendement des diverses sortes de capitaux, les effets de la rente et de l'intérêt sur le niveau du taux de profit, etc., excluent la possibilité de faire de la valeur la base du prix des marchandises. Cette base « n'apparaît plus directement que dans l'influence que la productivité variable du travail exerce sur la hausse ou la baisse des prix de production¹⁶ ».

Marx n'envisagea jamais « de partir du concept général de valeur [...] pour arriver finalement, en y introduisant des déterminants de plus en plus proches, à une fixation directe des prix¹⁷ ». En ce qui concerne le problème valeur-prix, il s'efforça essentiellement de montrer que le fait que le marché ne tienne pas compte de la valeur n'infirmait nullement l'analyse du capital sur la base de la valeur. En dehors de la thèse qui dit que les rapports de prix présupposent l'existence de rapports de valeur, ceux-ci déterminant ceux-là et leur assignant des limites, point n'est besoin en effet d'une « théorie marxienne des prix ». L'objectif que poursuivait Marx — formuler une théorie du développement du capital — exigeait une analyse du capital en termes de travail et aussi de surtravail, valeur et plus-value.

15. *Capital*, III, E. S., 3, p. 254; P. II, p. 1478.

16. *Ibid.* E. S., 3, p. 206; P. II, p. 1437.

17. K. Korsch, *Karl Marx*, trad. S. Bricianer, Paris, 1971, p. 159.

Qu'il y ait conversion de la valeur en prix, voilà qui ne s'oppose en rien au schéma abstrait de la valeur, mais ne fait qu'en marquer les bornes. Pour aborder la déroutante réalité capitaliste et le cours ininterrompu de son développement, Marx ne voyait pas d'autre voie que le concept de valeur — et, à ce jour, aucune autre que celle-là n'a été trouvée.

Ce problème de la transformation valeur-prix a donné lieu à une controverse qui a fini par cesser. Personne ne conteste plus aujourd'hui qu'il soit « possible de construire un modèle économique dans lequel la théorie de la valeur rend compte du système de répartition, mais dans lequel les marchandises ne s'échangent pas au prorata de la quantité de travail entrant respectivement dans leur production¹⁸ ». Cependant, l'économie bourgeoise s'intéresse non à l'origine du profit, mais à sa fabrication. Elle s'intéresse au marché, non à ce qui en alimente et détermine les mécanismes et les variations structurelles. Que le prix dévie de la valeur, cela ne l'empêche pas d'en dériver, pour cette simple et bonne raison que la production sociale représente du temps dépensé dans le processus du travail et que la quantité de produits qu'elle englobe ne peut en aucun cas excéder celle qu'une quantité équivalente de temps de travail est capable de fabriquer. Mais le fait de cette déviation, provoquée par les rapports de marché, qui reflètent des nécessités sociales *inhérentes* au système de production capitaliste, empêche, lui, de déceler la valeur dans le prix.

Pareille entreprise n'est pas seulement impossible : au demeurant, elle serait aussi parfaitement vaine, car ce n'est que dans sa forme prix, non dans sa forme valeur, que l'évaluation des marchandises dans le processus de l'échange reflète les besoins sociaux modifiés dans un sens capitaliste, lesquels déterminent à leur tour la production de capital et son processus d'expansion. L'indifférence à l'égard du contenu-valeur des marchandises, que cache la déviation du prix par rapport à la valeur, dénote l'étendue de la « socialisation » possible au sein de la société capitaliste par ailleurs asociale. Tant que cette déviation permet d'une façon ou d'une autre la nécessaire répartition proportionnelle, déterminée dans un sens capitaliste, du travail social par

18. J. P. Henderson, « Marx, Classical Economics, and the Labor Theory of Value », *The Centennial Review of Arts and Science*, III, 1959, p. 448.

le biais des rapports concurrentiels de marché, la théorie comme la pratique bourgeoise ne se soucie que des prix et du marché. Privée de toutes possibilités d'application idéologique ou pratique, la théorie de la valeur-travail n'a pu subsister que dans le cadre de la critique marxiste de l'économie bourgeoise.

CHAPITRE V

De la loi de la valeur comme « mécanisme d'équilibre »

La critique marxiste de la société bourgeoise ne devait pas se contenter de démontrer que le capital exploite le travail. L'idée de la plus-value était inhérente à la théorie de la valeur-travail et les socialistes l'utilisaient déjà avant Marx. Voulant prouver à son tour que le profit (ou plus-value) est réalisé dans la production, non dans l'échange, Marx trouva expédient de négliger les effets de la concurrence sur les rapports de valeur. C'est là chose possible seulement sur le plan théorique, étant donné que le processus de la production ne saurait être détaché en permanence de celui de l'échange. Pourtant, selon Marx, les lois de la production capitaliste « ne peuvent évidemment pas s'expliquer par l'interaction de l'offre et de la demande [...], car ces lois ne semblent se réaliser pleinement que lorsque l'offre et la demande cessent d'agir, c'est-à-dire quand elles coïncident¹ ». Il ne faudrait pas en conclure cependant que pareil équilibre soit possible en fait, l'offre et la demande ne coïncidant jamais dans la réalité.

Suivant la doctrine économique bourgeoise, les prix sont déterminés par l'offre et la demande. Une fois posé en hypothèse que les disparités de l'une et de l'autre s'annulent réciproquement en « longue période », il semble raisonnable d'en faire abstraction et de considérer le marché comme un mécanisme d'équilibre. Même lorsqu'on admet que des forces extra-économiques viennent modifier les rapports de prix, on continue de soutenir que les interventions de ce genre, en agissant soit sur l'offre soit

1. *Capital*, III, E. S., I, p. 205; P. II, pp. 980-981.

sur la demande, auront finalement pour conséquence de créer un état d'équilibre.

Pour la doctrine économique bourgeoise, il n'existe pas d'exploitation de classe; en effet, les marchandises offertes au marché ne portent pas la marque de la division entre travail et surtravail qui découle du double caractère de la force de travail, à la fois valeur d'échange et valeur d'usage. Elle proclame, cette doctrine, que, grâce aux rapports de marché, chacun reçoit l'équivalent de son apport individuel au processus de la production et que c'est justement la satisfaction maximale de l'intérêt personnel qui engendre le summum de bien-être pour tous. Mais, comme Marx l'a fait observer, cette satisfaction peut fort bien avoir des effets radicalement opposés, car l'intérêt personnel « est déjà un *intérêt privé socialement déterminé* et ne peut être réalisé que dans les conditions imposées par la société et avec les moyens qu'elle propose; il est donc lié à la reproduction de ces conditions et de ces moyens ² ». En d'autres termes, cet intérêt-là risque tout aussi bien de déboucher dans le chaos absolu, dans la guerre de tous contre tous. C'est la loi de la valeur qui sert à exprimer la nature socialement déterminée des intérêts privés et qui, du même coup, rend compte de l'« ordre » capitaliste, de quelque espèce qu'il soit.

Cet « ordre » est lui-même fonction de l'évolution de la production de capital. Selon Marx, rien ne permet de contester que la concurrence sur le marché modifie les rapports de prix et la répartition du travail et du capital. Voilà toutefois qui ne signifie nullement que les divers mécanismes tendant à établir une péréquation et une harmonie effectives engendrent, comme le soutient la doctrine bourgeoise, l'équilibre du marché. Tout ce que cela veut dire, c'est qu'en raison du caractère social de la production, les producteurs individuels sont soumis à une série de restrictions auxquelles ils ne peuvent échapper en rien.

Le marché exerce ainsi un empire absolu, avec cette conséquence de subordonner en tout l'économie à la dynamique de l'accumulation du capital. Parler de loi de la valeur revient à dire qu'au sein du capitalisme les rapports d'échange se révèlent une puissance indépendante qui dirige les producteurs au lieu d'être dirigée par eux. Ce qui renvoie à ce fait historique très simple que

2. *Fondements*, I, p. 275; P. II, p. 208.

la « socialisation » croissante de la production et de l'échange se met en place sous le couvert des rapports inhérents à la propriété privée, de telle sorte que les conditions de production individuelles sont au niveau social étroitement assujetties aux rapports de production. Les succès ou les échecs d'ordre privé, enregistrés sur le marché, provoquent des changements dans la sphère de la production, lesquels suscitent à leur tour sur le marché une situation nouvelle, en vertu de quoi les producteurs se voient sommés, sous peine de disparition, de changer de comportement. Mais le succès consiste en l'occurrence à réaliser la plus-value extraite, sous forme de profits, dans le cadre du mécanisme des prix, tel que le détermine le jeu de l'offre et de la demande résultant de la concurrence et servant d'indicateur des « besoins sociaux » spécifiques de la production de capital.

Les rapports de marché doivent à la quantité de valeur et de plus-value effective produite la forme qu'ils revêtent à n'importe quel moment. Ils sont « essentiellement conditionnés par les rapports des classes entre elles et par la position économique respective de celles-ci; donc, d'abord par le rapport de la plus-value totale au salaire et ensuite par le rapport entre les diverses fractions qui composent la plus-value (profit, intérêt, rente foncière, impôts, etc.)³ ». Tout phénomène survenant dans la sphère du marché ne peut évoluer que dans un cadre nettement délimité et que lui assignent d'une part le cours des choses au sein de la production, d'autre part les particularités inhérentes à la répartition sociale du travail social.

Voilà qui ne signifie pourtant pas que les disparités de l'offre et de la demande ne soient pas de nature à affecter indépendamment l'économie; tel est au contraire constamment le cas. Mais dire cela, c'est aussi admettre que les rapports de marché sont des rapports dérivés par définition, puisque circonscrits par les capacités et par les limitations du processus de la production. Attendu qu'il est impossible en pratique de séparer ce processus-là d'avec le processus de la circulation, les gains de productivité exercent sur les rapports fondamentaux de production, pris en tant que rapports de valeur, des effets qui ne se manifestent que sous la forme modifiée de rapports de prix et de profit régis par les mécanismes de l'offre et de la demande. Que les rapports de

3. *Capital*, III, E. S., I, p. 197; P. II, p. 974.

marché soient des rapports de prix et ne puissent être autre chose, voilà qui ne change rien cependant à ce fait essentiel que le volume de l'offre et de la demande est circonscrit au préalable par les rapports sociaux de production et par le caractère de la production sociale en tant qu'accumulation du capital. Dans l'optique marxienne, l'économie capitaliste est « réglée » non par le système des prix mais par les nécessités de la production — qui restent inconnues tout en étant déterminées par le système lui-même — *agissant par la médiation du mécanisme des prix*. Quant au mécanisme « régulateur » des prix, lié à la concurrence, il est lui-même « réglé » par la loi de la valeur, de même que cette dernière peut à son tour se trouver régie par des nécessités naturelles et sociales transcendant le capitalisme.

Étant donné que « la société ne peut pas plus cesser de produire qu'elle ne peut cesser de consommer », le processus de la production sociale est un processus continu. En système capitaliste, il constitue en même temps un processus de reproduction élargie. « Le développement de la production capitaliste, écrivait Marx, nécessite un agrandissement continu du capital placé dans une entreprise, et la concurrence impose les lois immanentes de la production capitaliste comme lois coercitives externes à chaque capitaliste individuel. Elle ne lui permet pas de conserver son capital sans l'accroître, et il ne peut continuer de l'accroître à moins d'une accumulation progressive ⁴ ». C'est la nécessité d'accumuler qui commande les activités de tous les capitalistes et c'est vu dans le prisme de *leurs* activités que le processus de la production et de la reproduction prend l'aspect d'une « expansion automatique » du capital. Ainsi donc il y a emprise simultanée du marché sur les producteurs et de l'accumulation du capital tant sur les producteurs que *sur le marché*.

Le capital n'étant rien d'autre que de la plus-value extorquée, la nature qualitative et quantitative du processus de la production sociale dépend des possibilités qui s'offrent en matière d'extraction de plus-value fraîche. L'accumulation, telle est la source, tel est aussi le but de la production capitaliste. Toutefois, le capitaliste ne s'intéresse ni à la production sociale globale ni à la relation proportionnelle entre travail nécessaire et surtravail.

4. *Capital*, I, E. S., 3, p. 32; P. I, p. 1096.

En ce qui concerne la reproduction de la main-d'œuvre, « il n'a pas besoin d'y veiller; il peut s'en fier hardiment aux instincts de conservation et de propagation du travailleur libre [...]. Son unique souci est de limiter la consommation individuelle des ouvriers au strict nécessaire ⁵ ». Les travailleurs, de leur côté, aspirent à voir leurs salaires augmenter au détriment des profits, sans se soucier des exigences de la production de capital en matière d'accumulation. Ces deux attitudes trouvent leurs limites — qui pour être inconnues n'en sont pas moins déterminées — dans les conditions imposées par les rapports sociaux de production en tant que rapports de valeur.

Le marché sert de cadre au déroulement de toutes les activités liées à la concurrence. Mais ce cadre lui-même dépend de la nature de classe inhérente à l'édifice social. Les rapports de marché, quels qu'ils soient, doivent s'adapter aux rapports sociaux de production : pour que le marché puisse fonctionner et s'élargir, il faut que la plus-value soit proportionnelle à la valeur du capital. Le critère de cette bonne adéquation, c'est l'accumulation, car, sans accumulation, il peut sans doute y avoir production, mais non production capitaliste, c'est-à-dire *production de capital*. Le taux d'accumulation — en d'autres termes : taux de plus-value ou taux de profit —, voilà l'élément de la « mise en ordre » sur lequel reposent toutes les fonctions régulatrices du marché.

La concurrence aboutit à établir une moyenne des prix ainsi que des taux de profit. D'évidence, ce processus de péréquation présuppose des différenciations individuelles. C'est la sphère de production qui détermine le volume de l'offre sociale, et la demande sociale ne tient aucun compte des différenciations individuelles qui se manifestent à l'intérieur de cette sphère. Quant à la demande de la population laborieuse, elle ne saurait excéder l'équivalent du capital versé en salaires et consiste généralement en biens de consommation. La plus-value, appelée à être réalisée en dehors de l'échange capital-travail, se décompose fondamentalement en profit, intérêt et rente foncière. Une partie en est réinvestie, une autre, consommée. Si la plus-value est convertible en capital, c'est donc uniquement « parce que le produit net, dont elle est la valeur, contient déjà

5. *Capital*, I, E. S., 3, p. 15; P. I, pp. 1083-1084.

les éléments d'un nouveau capital ⁶ ». L'accumulation, qui s'ensuit de l'abstention de consommer l'ensemble de la plus-value, prend aux yeux des capitalistes l'aspect d'un « processus d'épargne », et le profit, celui de la rémunération de cette « abstinence ». En réalité, il va de soi, « plus le capital grossit, au moyen d'accumulations successives, plus grossit aussi la valeur à diviser en fonds de consommation et en fonds d'accumulation ultérieure. [Le capitaliste peut donc mener grand train tout en faisant montre d'un renoncement plus grand.] En outre, tous les ressorts de la production jouent d'autant plus énergiquement que son échelle s'élargit avec la masse du capital avancé ⁷ ». Quoi qu'il en soit, le fonds d'accumulation ne peut pas dépasser ce qui reste de plus-value une fois que la demande de la population non travaillante en matière de consommation a été couverte. Plus le montant de la consommation sociale par rapport au produit social total est réduit, plus le reliquat de plus-value accumulable est élevé.

Il n'est qu'un moyen qui permette de consommer plus à l'avenir, dit la théorie bourgeoise : « reporter à plus tard » la consommation courante en l'« épargnant ». Mais ce « report » est continu, quelle que soit l'importance du capital ainsi épargné et réinvesti dans des moyens de production additionnels. Si la consommation augmente à mesure que le capital s'élargit, l'accumulation progresse plus vite encore. Il ne peut y avoir « équilibre » entre la production et la consommation, ni à un moment quelconque ni sur longue période, parce que l'expansion graduelle du capital a pour effet d'accroître l'écart entre l'une et l'autre. L'« équilibre » n'est concevable qu'en termes de valeur abstraits; pour qu'il existe, il faut que la situation du marché soit telle que la demande permette de réaliser la plus-value. C'est donc seulement dans le cadre du processus d'accumulation que peut naître l'impression qu'un « équilibre » offre-demande s'est établi. Et c'est aussi seulement en ce sens que la loi de la valeur réalise « l'équilibre social de la production au milieu des fluctuations accidentelles de celle-ci ⁸ ».

6. *Capital*, I, E. S., 3, p. 22; P. I, pp. 1083-1084.

7. *Ibid.*, E. S., 3, p. 49; P. I, p. 1116. (La phrase entre crochets ne figure pas dans la version française approuvée par Marx. *N.d.T.*)

8. *Capital*, III, E. S., 3, p. 255; P. II, p. 1479.

Même de la sorte, c'est-à-dire en réalisant « l'équilibre social de la production », la loi de la valeur se manifeste de la manière dont « la loi de la pesanteur se fait sentir à n'importe qui lorsque sa maison s'écroule sur sa tête ⁹ ». Elle se manifeste au travers de crises qui restaurent non l'équilibre disparu de l'offre et de la demande au niveau de la production et de la consommation, mais un « équilibre » provisoirement disparu et néanmoins indispensable entre le processus de la production matérielle et celui de l'expansion-valeur. Loin que les rouages du marché expliquent l'existence apparente d'un « équilibre » de l'offre et de la demande, c'est l'accumulation du capital et elle seule qui permet à ces rouages d'apparaître à certains moments comme un « mécanisme d'équilibre ».

9. *Capital*, I, E. S., 1, p. 86; P. I, p. 609.

CHAPITRE VI

Accumulation du capital et baisse du taux de profit

Marx eut assurément pour cadet de ses soucis de démontrer la viabilité de l'anarchique système capitaliste. En se penchant sur la loi de la valeur, il visait à « dévoiler la loi économique du mouvement de la société moderne ¹ ». Et il précisait un jour à l'intention d'Engels que ce qu'il y a de meilleur dans *Le Capital*, c'est « 1^o la mise en relief du *double* caractère du travail selon qu'il s'exprime en valeur d'échange ou en valeur d'usage (toute l'intelligence des faits repose sur cela); 2^o l'analyse de la plus-value indépendamment de ses formes particulières, le profit, l'intérêt, la rente foncière, etc. ² ». Il y a indiscutablement équivalence entre le double caractère de la force de travail et les rapports sociaux inhérents à la production de capital en tant que production de plus-value. Et l'analyse indépendante de la plus-value a pour objet la relation sociale de base que dissimulent les diverses catégories selon lesquelles la plus-value se répartit entre ceux qui se l'approprient.

La production capitaliste se définit comme production de valeur d'échange par le biais de la production marchande. Son but n'est autre que la plus-value sous forme de valeur d'échange additionnelle. La plus-value représente la différence entre la valeur d'échange de la force de travail et la capacité de production effective de cette dernière. Elle se ramène au rapport de temps entre le travail nécessaire à l'entretien et à la reproduction de la main-d'œuvre et le travail qui revient aux capitalistes sous

1. *Capital*, I, E. S., 1, p. 19; P. I, p. 550.

2. *Lettres*, p. 174; P. II, p. cxxx

forme de surproduit destiné à être réalisé comme profit. Du point de vue de la théorie de la valeur-travail, la valeur d'échange d'une marchandise diminue de manière proportionnelle à l'élévation de la productivité du travail. Le surplus de valeur d'usage lié à la forme marchandise s'exprime dans une valeur d'échange égale ou moindre à mesure que s'amenuise le temps de travail socialement nécessaire incorporé aux marchandises.

Quant aux gains de productivité sociale, ils ont pour effet simultané de diminuer la valeur d'échange des marchandises relativement à leur valeur d'usage et d'augmenter la masse des valeurs d'usage, ce qui contrebalance la diminution de la valeur d'échange. Dans l'optique capitaliste, un gain de productivité n'a de sens que s'il entraîne une augmentation de la plus-value exprimée en valeur d'échange. Voilà qui nécessite un accroissement du taux d'exploitation, du « taux de plus-value », lequel transforme à son tour le rapport du temps de travail nécessaire au temps de surtravail. Cette transformation peut résulter soit d'un allongement de la durée du travail, soit d'une réduction du temps de travail requis pour couvrir la valeur d'échange de la force de travail. Tout semble indiquer cependant qu'il existe dans l'expansion du capital en système clos un seuil à partir duquel il devient impossible d'accroître le nombre des ouvriers, de prolonger la durée du travail et de réduire plus encore la fraction du temps de travail pendant laquelle les ouvriers produisent leurs moyens de subsistance propres. Que ce seuil soit atteint, et l'heure dernière de l'accumulation du capital aura sonné.

L'accroissement de la productivité du travail, de la plus-value et de l'accumulation constitue un seul et unique processus. Sous ses trois aspects, il implique que le capital investi en moyens de production grossit aussi vite que le capital investi en force de travail. Marx a construit dans *Le Capital* un modèle-valeur du développement capitaliste axé sur l'entité conceptuelle « capital total » et les grandeurs sociales qui lui sont liées : salaires, profits, investissements. Bien que dans le processus effectif de l'échange toutes les connexions directement discernables entre valeur et prix disparaissent, il suffit de prendre en considération la « société globale » pour s'apercevoir que la somme des prix — indépendamment des rapports des prix entre eux — correspond à la valeur totale. Voilà qui permet

d'analyser sur la base de la valeur le développement du capital. Le concept de « société globale », comme le concept de valeur lui-même, est ainsi justifié du fait qu'il constitue non seulement un indispensable instrument théorique, mais aussi une abstraction du réel on ne peut plus fondée.

Le développement social en général repose sur l'essor des pouvoirs productifs du travail social. On dit qu'il y a gain de productivité quand on arrive à produire plus avec une somme de travail moindre. Ces gains s'ensuivent de la mise au point de moyens et de méthodes de production nouveaux — soit, en système capitaliste, de l'accumulation du capital. A mesure que le capital s'élargit, sa composition organique change. Mais reprenons la définition que Marx en personne a donnée de ce terme : « La composition du capital se présente à un double point de vue. Sous le rapport de la valeur, elle est déterminée par la proportion suivant laquelle le capital se décompose en partie constante (la valeur des moyens de production) et partie variable (la valeur de la force de travail). Sous le rapport de sa matière, telle qu'elle fonctionne dans le procès de production, tout capital consiste en moyens de production et en force de travail agissante, et sa composition est déterminée par la proportion qu'il y a entre la masse des moyens de production employés et la quantité de travail nécessaire pour les mettre en œuvre. La première composition du capital est la *composition-valeur*, la deuxième, la *composition-technique*. Enfin, pour exprimer le lien intime qu'il y a entre l'une et l'autre, nous appellerons *composition organique* du capital sa composition-valeur, en tant qu'elle dépend de sa composition technique, et que, par conséquent, les changements survenus dans celle-ci se reflètent dans celle-là³. »

Il découle de cette définition qu'il existe une différence entre l'élévation de la composition-valeur du capital et celle de sa composition matérielle et technique. Par exemple, « si la valeur-capital engagée aujourd'hui dans la filature est pour $7/8$ constante et pour $1/8$ variable, tandis qu'au commencement du XVIII^e siècle elle était moitié l'un, moitié l'autre, par contre la masse du coton, des broches, etc., qu'un fileur use dans un temps donné, est de nos jours des centaines de fois plus consi-

3. *Capital*, I, E. S., p. 3, p. 55; P. I, pp. 1121-1122.

dérable qu'au commencement du XVIII^e siècle. La raison en est que ce même progrès des puissances du travail, qui se manifeste par l'accroissement de l'outillage et des matériaux mis en œuvre par une plus petite somme de travail, fait aussi diminuer de valeur la plupart des produits qui fonctionnent comme moyens de production. Leur valeur ne s'élève donc pas dans la même proportion que leur masse. L'accroissement de la partie constante du capital par rapport à sa partie variable est par conséquent de beaucoup inférieur à l'accroissement de la masse du travail employé. Le premier mouvement suit le dernier à un moindre degré de vitesse ⁴ ».

La composition organique du capital reflète cette relation particulière entre composition-valeur et composition matérielle du capital. C'est plus ou moins dans toutes les sphères et branches de la production que survient un changement progressif de la composition organique. La moyenne des compositions individuelles donne la composition du capital total d'une branche de production déterminée, et par péréquation des moyennes de toutes les branches de production on obtient la composition du capital social total. Lorsque Marx aborde l'examen de la loi générale de l'accumulation du capital, il le fait sur la base de cette péréquation finale.

Répetons-le, l'élévation de la composition organique du capital a pour effet d'accroître la masse des moyens de production, et la production elle-même, à un rythme plus rapide que la composition-valeur du capital; ce qui s'ensuit du jeu de la loi de la valeur, c'est-à-dire de la diminution de la valeur d'échange par suite de gains de productivité. Si le taux de plus-value reste constant, cette élévation aboutit à la baisse graduelle du taux de profit, étant donné que seule la partie variable du capital est génératrice de plus-value, alors que le taux de profit se « mesure » à l'investissement global, partie constante et partie variable confondues.

La baisse tendancielle du taux de profit est contrecarrée par les gains de productivité consécutifs à l'élévation de la composition organique. Selon Marx, l'accumulation du capital s'exprime, « d'une part, dans la tendance à une baisse graduelle du taux de profit et, d'autre part, dans la croissance constante de la masse

4. *Capital*, I, E. S., 3, p. 65; P. I, p. 1135.

absolue de la plus-value ou du profit accaparés; si bien que, dans l'ensemble, à la baisse relative du capital variable et du profit, correspond une hausse absolue de l'un et de l'autre. Ce double effet, redisons-le, ne peut se traduire que par un accroissement du capital total à un rythme plus rapide que celui de la baisse du taux de profit ⁵ ».

Pour que le capital puisse s'accumuler et conserver un taux de profit donné, il faudrait que la valeur du capital variable et celle du capital constant augmentent à la même vitesse. Or cela voudrait dire que le capital a la possibilité de s'élargir en l'absence de tous gains de productivité, chose inconcevable comme le prouve le développement réel du capitalisme, en particulier ses énormes progrès technologiques. Certes, un arrêt de l'accumulation du capital ne provoque pas obligatoirement une baisse du taux de profit. Mais ce n'est jamais que provisoirement, quand il traverse une crise, que le capital cesse de s'accumuler. Car la production capitaliste est inséparable de l'accumulation. En général, la formation de capital entraîne des compressions de main-d'œuvre et, dans cette mesure, elle a pour effet de réduire le taux de profit tout en accroissant simultanément le taux et la masse de la plus-value.

Tant que le taux de plus-value peut être suffisamment accru, la tendance du taux de profit à baisser reste à l'état latent. On peut sans doute, en vue de « démontrer » la baisse du taux de profit, supposer un taux de plus-value stationnaire dans le cadre d'un système par ailleurs en expansion. Mais c'est là une hypothèse d'école, car rien ne permet de prévoir qu'un jour arrivera où l'exploitation ne pourra être accrue dans une mesure suffisante à contrebalancer la baisse tendancielle du taux de profit. Marx a lui-même eu soin de souligner que le schéma abstrait du développement du capital ne donnait nullement les moyens de prévoir le cours réel des choses. Toutes les crises capitalistes doivent être expliquées en partant du donné empirique, « du mouvement réel de la production, de la concurrence et du crédit ⁶ ». L'analyse du capital sur la base de la valeur postule « la possibilité des crises [...], en fonction d'une réflexion sur la

5. *Capital*, III. E. S., I, p. 234; P. II, p. 1008.

6. K. Marx, *Theorien über der Mehrwert*, Stuttgart, 1905, vol. II, p. 286 (cf. trad. Molitor : *Histoire des doctrines économiques*, Paris, 1925, t. V, p. 60).

nature générale du capitalisme faisant abstraction de ces facteurs additionnels et concrets qui servent de conditions premières au processus réel de la production⁷ ».

Cela n'empêchait pas Marx de juger la loi de la baisse du taux de profit « la plus importante de l'économie politique moderne⁸ ». Si simple qu'apparaisse cette loi, les économistes classiques n'avaient pas « su la découvrir⁹ ». Et s'ils n'y étaient pas arrivés, c'est parce qu'ils avaient « tâtonné autour de la distinction entre capital constant et capital variable sans réussir à la formuler de manière précise¹⁰ ». Ainsi Ricardo donnait « le profit comme l'équivalent de la plus-value¹¹ », mais sans apercevoir pourtant son rapport au capital total. Dès lors, il se trouvait incapable de découvrir dans la baisse du taux de profit une loi *immanente* de l'accumulation du capital. Bien qu'elle ne permette en aucun cas spécifique de prédire la fin du capitalisme, la découverte de cette loi en tant que telle fit voler en éclats l'illusion selon laquelle le capitalisme pourrait connaître à jamais cet état de tranquillité que ses apologistes lui traçaient comme perspective. Cette loi ne dit-elle pas que toutes les contradictions concrètes survenant dans la réalité ne sauraient être tenues pour des maux accidentels ou curables ? Qu'on les prenne une à une, ou dans le cadre d'un modèle de croissance, ces difficultés découlent en effet d'une tendance inhérente à la production de capital elle-même. Une fois qu'on a tiré au clair les connexions internes du système capitaliste, écrivait Marx à Kugelmann, « toute croyance théorique dans la nécessité permanente de l'état de choses actuel s'effondre, avant que l'effondrement ait lieu dans la pratique¹² ».

A ses premiers stades, la formation de capital paraissait une simple augmentation quantitative du capital. Mais, avec l'élévation de la composition organique, elle revêtit un caractère qualitatif. Le capital supplémentaire attire proportionnellement à sa grandeur un nombre de travailleurs toujours décroissant, et le capital reproduit, qui procède de la composition organique

7. *Theorien über der Mehrwert* II, p. 264 (manque in trad. Molitor, *op. cit.*, V, p. 37).

8. *Fondements*, II, p. 275 ; P. II, p. 271.

9. *Capital*, III, E. S., I, 227 ; P. II, p. 1003, n. a.

10. *Ibid.*, E.S., *id* ; P. II, *id*.

11. *Fondements*, II, p. 281.

12. *Lettres*, p. 231.

changée, repousse un nombre de plus en plus grand de travailleurs jusqu'alors attirés par lui. Pourtant, l'accumulation du capital ne va pas sans un accroissement de la population travailleuse, puisqu'elle implique qu'une fraction de la plus-value est reconvertie en capital variable additionnel. Or voilà qui exige une expansion *accélérée*. Suivant Marx, « une accumulation accélérée, et accélérée toujours davantage, du capital total est nécessaire pour absorber un nombre additionnel de travailleurs, voire même, en raison de la métamorphose constante de l'ancien capital, pour occuper ceux qui sont déjà employés. A son tour, cette accumulation et centralisation accrue se change en source de transformations nouvelles de la composition organique du capital, d'une diminution toujours plus accélérée de sa partie variable par rapport à sa partie constante¹³ ».

Toutefois, l'élargissement de la production a pour effet d'introduire dans l'économie de marché des capitaux nouveaux, de basse composition organique. Ainsi donc, la baisse relative du capital variable se trouve-t-elle atténuée par sa croissance absolue. Le développement technologique réduit la valeur-capital des moyens de production et diminue par là l'écart entre le capital constant et le capital variable, écart qui tend à aller croissant. Ces « contre-tendances » et quelques autres encore freinent la tendance du taux de profit à baisser. Mais reste à savoir si tel peut toujours être le cas.

Comme on l'a signalé ci-dessus, il existe deux grands moyens de relever le taux de plus-value d'un capital donné : allonger la durée du travail, ou raccourcir la fraction de la journée de travail pendant laquelle les ouvriers produisent l'équivalent de leur valeur d'échange. Voilà qui s'applique aussi à l'imaginaire « société globale », c'est-à-dire le monde « considéré comme une seule nation », où la production capitaliste prédomine partout, « pour débarrasser l'analyse générale d'incidents inutiles¹⁴ ». Ce modèle de production de capital offre la possibilité de relever le taux de plus-value soit en augmentant le temps de travail total, soit en diminuant la fraction du temps de travail total

13. *Capital*, I, cf. E. S., 3, p. 70; P. I, pp. 1141-1142. Marx ayant sensiblement remanié ici la version française de son texte, on suit ici M. E. W., 23, p. 658. N.d.T.)

14. *Ibid.*, E. S., 3, p. 22, n. 1; P. I, p. 1084, n. a.

équivalant au capital variable. Mais il existe des barrières au-delà desquelles on ne peut ni accroître le temps de travail absolu, ni diminuer le temps de travail nécessaire (celui qui revient aux ouvriers). Cela vaut aussi bien pour la masse globale du travail social que pour le travailleur individuel. Mais si ces barrières sont perceptibles dans le cas du travailleur individuel, celles qui servent de limites à la « société globale » — ou à n'importe quelle société existante — ne le sont pas. Pour prendre un exemple extrême : pas plus que la durée du travail ne saurait excéder vingt-quatre heures par jour, le temps de travail ne peut être réduit à zéro. L'extraction de la plus-value a des bornes d'ordre naturel comme d'ordre social.

Il faut voir dans la « baisse tendancielle du taux de profit » une conséquence théorique de l'application de la théorie de la valeur-travail au processus de la formation de capital. Rappelons que, par suite de l'élévation de la productivité du travail, la valeur des marchandises baisse et, de même, le temps de travail exigé pour les fabriquer. Mais on produit désormais une quantité plus grande de marchandises dans le temps qu'il fallait jusqu'alors pour en produire une quantité moindre. Répartie sur une masse accrue de valeurs d'usage, la valeur d'échange se trouve en outre élargie, quoique dans des proportions inférieures, et le capital s'accumule. Quand bien même l'élévation de la composition organique du capital fait baisser le taux de profit, la masse de la plus-value s'accroît en même temps que la masse du capital accumulé. Si le taux de profit par unité de capital *déterminée* est moindre, la plus-value augmente malgré tout du fait que la masse globale du capital a grossi et le capital réalisé des profits égaux, voire accrus. Pour reprendre les termes de Marx, les mêmes causes « qui produisent une diminution absolue de la plus-value, donc du profit par rapport à un capital donné, et en conséquence font de la sorte baisser le taux de profit calculé en pourcentage, provoquent un accroissement de la masse absolue de plus-value et donc de profit que s'approprie le capital social¹⁵ ». S'il en est ainsi, c'est parce que « chaque fraction du capital social égale a 100 et partant chaque tranche de 100 unités de capital de composition organique moyenne constituent une grandeur donnée ; si donc pour elles la diminution du taux de

profit coïncide avec la diminution de la grandeur absolue de celui-ci, c'est précisément parce que dans ce cas le capital, auquel on les rapporte et mesure, est une grandeur constante; par contre, la grandeur du capital social total, de même que celle du capital se trouvant entre les mains des capitalistes individuels, [...] varie en raison inverse de la diminution de sa fraction variable¹⁶ ». En dépit de la baisse du taux de profit, « le nombre des ouvriers employés par le capital [...], donc la masse absolue du surtravail qu'il absorbe, la quantité de plus-value qu'il crée, donc la quantité de profit qu'il produit, peuvent, par conséquent, s'accroître et s'accroître progressivement. En système capitaliste, il s'agit là non seulement d'une possibilité, mais encore d'une nécessité, abstraction faite de fluctuations temporaires¹⁷ ».

L'essor de la productivité sociale du travail ne va pas sans un accroissement de la production de valeurs d'usage, y compris les moyens de production, et exige par conséquent du travail additionnel. Celui-ci dépend « non de la valeur, mais de la masse de ces moyens de production (y compris les moyens de subsistance), puisque le travailleur n'a pas affaire, dans le processus de travail, à la valeur, mais à la valeur d'usage des moyens de production¹⁸ ». L'accumulation s'accompagne ainsi d'« un accroissement de la masse du surtravail, objet d'appropriation possible et réelle, donc de la quantité absolue de profit que le capital social s'approprie¹⁹ ». Tout ce qu'il faut pour cela, c'est que « le multiplicateur qui indique l'accroissement du capital social soit égal au diviseur qui indique la baisse du taux de profit²⁰ ». En d'autres termes, « il faut que le capital s'accroisse dans une proportion plus grande que ne baisse le taux de profit^{21*} ». Et, « pour que la partie variable du capital total ne reste pas seulement la même, mais augmente, absolument parlant, bien qu'elle diminue en pourcentage par rapport au capital total, il faut que celui-ci augmente dans une proportion plus forte que ne baisse en pourcentage le capital variable^{21**} ».

16. *Capital*, III, E. S., I, p. 234-235. (Souligné par P. M. N.d.T.)

17. *Ibid.*, E. S., I, p. 231; P. II, p. 1006.

18. *Ibid.*, E. S., I, p. 232; P. II, p. 1007.

19. *Ibid.*, E. S., *id.*; P. II, *id.*

20. *Ibid.*, E. S., I, p. 236.

21*. *Ibid.*, III, E. S., I, p. 236.

21**. *Ibid.*, E. S., *id.*; P. II, p. 1008.

C'est donc le processus de l'accumulation lui-même qui annule la baisse du taux de profit. Que ce dernier revête une ampleur suffisante, et la masse accrue du capital de composition organique plus élevée rapportera un profit égal ou supérieur à celui que fournissait un capital total plus faible et de basse composition organique.

Dans l'optique propre à la théorie de la valeur-travail, l'accumulation — exprimée en valeur d'échange — est contre-carrée par la baisse du taux de profit, tandis que la croissance simultanée de la valeur d'usage, sous forme de capital additionnel, a pour effet d'augmenter la masse du profit et, par là, la rentabilité *effective* du capital. Néanmoins, l'accumulation se caractérise d'après Marx par ces deux traits : « 1^o L'augmentation du surtravail, c'est-à-dire la réduction du temps de travail exigé pour la reproduction de la force de travail; 2^o la diminution de la quantité de force de travail (nombre d'ouvriers) généralement employée pour mettre en œuvre un capital donné²². » Ces deux phénomènes se conditionnent réciproquement et modifient chacun de son côté le taux de profit dans un sens opposé. Alors que dans un sens le taux de plus-value s'élève, dans l'autre, le nombre d'ouvriers s'amenuise. « Pour autant que le développement des forces productives diminue la partie payée du travail employé, il augmente le taux de la plus-value, donc cette dernière; mais, dans la mesure où il diminue la masse totale du travail mis en œuvre par un capital donné, il diminue le facteur par quoi se multiplie le taux de plus-value pour produire sa masse. Deux ouvriers travaillant 12 heures par jour ne peuvent produire la même masse de plus-value que 24 ouvriers ne travaillant chacun que 2 heures, même s'ils pouvaient vivre de l'air du temps et n'avaient donc pas à travailler pour leur propre compte²³. »

Étant donné que « le rapport entre capital et travail salarié détermine le caractère tout entier du mode de production²⁴ », l'accumulation peut faire échec à la baisse du taux de profit, sans pouvoir y mettre radicalement fin cependant. Il est en effet impossible de compenser « éternellement » la réduction du

22. *Capital*, III, E. S., 1, p. 260; P. II, p. 1029.

23. *Ibid.*, E. S., 1, p. 260; P. II, pp. 1029-1030.

24. *Ibid.*, E. S., 3, p. 254; P. II, p. 1478.

nombre des travailleurs par une exploitation accrue, cette compensation devant à la fin des fins trouver une limite absolue dans la masse en augmentation constante du capital reproductible et dans les besoins de son expansion. Quelle que soit la masse de force de travail existant dans le monde capitaliste réel, il est inévitable que, par rapport à la croissance non moins constante mais relativement plus rapide du capital, la quantité de la force de travail *génératrice de plus-value* soit appelée à diminuer relativement.

Poussée jusqu'à son « terme logique », une expansion perpétuellement accélérée du capital transformera la baisse relative du taux de profit en une baisse absolue, en raison d'un manque de plus-value au regard de la masse gonflée du capital. Que cela se produise, et la réalité correspondra au modèle d'expansion du capital qu'avait construit Marx.

CHAPITRE VII

Le « cycle économique »

Le modèle-valeur marxien du développement du capital constitue un instrument méthodologique pour « tirer au clair les connexions internes » de ce développement, lesquelles ne peuvent être observées dans la réalité immédiate. Pour mettre au point une théorie de ce développement, il fallait, grâce à la « force d'abstraction », aller au-delà des apparences de la concurrence. Le schéma abstrait de la valeur fait voir en effet que, hormis la concurrence en tant que force motrice de la formation de capital, la création de profit se heurte à un facteur limitatif qui n'est autre que le rapport capital-travail.

L'accumulation doit se poursuivre sans trêve ni repos, faute de quoi la rentabilité décline. D'où aussi la nécessité d'extraire une masse de plus-value toujours accrue; à cette fin, la production doit être régulièrement bouleversée de fond en comble et les marchés constamment élargis. Le double caractère de la production marchande, à la fois production de valeur d'usage et production de valeur d'échange, détermine celui du processus d'accumulation et les fluctuations de la plus-value qui s'ensuivent nuisent de plus en plus au bon fonctionnement du système.

Le double caractère de la marchandise, comme valeur d'échange et comme valeur d'usage, et les mouvements en sens inverse que subissent chacune de ces deux composantes à mesure que la productivité du travail s'élève, réapparaît sur le plan social plus large de l'accumulation du capital et sous forme cette fois d'une expansion conflictuelle de la production et de la plus-value. Seule une accumulation accélérée peut mettre fin à ce conflit. Toutefois, selon Marx, la croissance du capital qui

en résulte ne se fait pas sans à-coups. En effet, le capital « a tendance à développer absolument les forces productives, sans tenir compte de la valeur et de la plus-value qu'il renferme », et cela, bien que la production ait pour but « la conservation de la valeur-capital existante et sa valorisation maximale ¹ ». Quand l'expansion de la production outrepassa sa rentabilité, le processus d'accumulation subit un coup d'arrêt.

Cette interruption est synonyme de crise, d'une crise revêtant l'aspect d'une surproduction de capital, laquelle, disait Marx, « ne signifie jamais que surproduction de moyens de production — instruments de travail ou moyens de subsistance — qui peuvent fonctionner comme capital, c'est-à-dire servir à l'exploitation du travail à un degré donné d'exploitation; une baisse du degré d'exploitation au-dessous d'un certain point provoque en effet des perturbations [...], des crises, la destruction du capital ² ». Aux termes de l'analyse-valeur abstraite de l'accumulation du capital, celle de Marx, cela correspondrait à une situation dans laquelle une force de travail diminuée se trouverait incapable de reproduire et d'élargir la masse totale du capital. Le schéma-valeur abstrait du développement du capital est conforme en gros au processus effectif de l'accumulation. Mais ce qui constitue au niveau théorique le résultat « ultime » d'une évolution ininterrompue prend dans la réalité l'aspect d'un cycle périodique; chaque cycle est pour ainsi dire une réplique condensée de la tendance à « long terme » de l'expansion du capital.

La crise capitaliste ne se présente comme une surproduction de capital qu'en égard à un degré donné d'exploitation. Que cette dernière s'accroisse dans des proportions suffisantes, et l'accumulation reprendra, car la raison pour laquelle elle avait subi un temps d'arrêt, c'est que le capital accumulé s'était révélé pléthorique par rapport au taux de profit qu'on pouvait en retirer. Les capitalistes n'ayant qu'un moyen et un seul de conserver et d'élargir leur capital, accumuler, ils accumulent sans tenir compte — ni d'ailleurs pouvoir tenir compte — de l'indispensable rentabilité du capital total, rentabilité dont dépend en dernière analyse la rentabilité de tous les capitaux

1. *Capital*, III, E. S., I, p. 262; P. II, p. 1030.

2. *Ibid.*, E. S., I, p. 268; P. II, p. 1038.

privés. Lorsque le taux de profit n'augmente pas au même rythme que la masse du capital, l'élévation de la composition organique de celui-ci cesse d'être contrebalancée par une masse de plus-value plus grande et la baisse de la rentabilité du capital met un terme à l'expansion.

Marx n'a pas toujours décrit les processus économiques avec une précision parfaite; aussi ses thèses ont-elles pu faire l'objet d'interprétations contradictoires. Pour juger de la validité propre à l'une quelconque de ces thèses, il suffit d'examiner si elle est compatible ou non avec la loi de la valeur, la théorie de Marx dans son ensemble reposant en effet sur elle. Ainsi la thèse qui dit que le capital « a tendance à développer absolument les forces productives sans tenir compte de la valeur et de la plus-value *qu'il renferme* », a plus d'une fois conduit à soutenir que le manque de rentabilité a pour seule cause l'expansion du processus de la production matérielle. Or, si tel était le cas, il deviendrait impossible de comprendre comment le système arrive à surmonter ses crises, puisqu'il y parvient justement grâce à l'essor des forces sociales de production. Si celui-ci outrepassé les besoins de l'accumulation exprimés en valeur, il ne le fait que dans le sens suivant : « C'est l'appropriation du travail non payé et le rapport entre ce travail non payé et le travail matérialisé en général ou, pour parler en langage capitaliste, c'est le profit et le rapport entre ce profit et le capital employé, donc un certain niveau du taux de profit, qui décide de l'expansion ou de la contraction de la production, et non le rapport entre la production et les besoins sociaux ou besoins d'individus socialement développés. Voilà aussi pourquoi le mode de production capitaliste se heurte à des barrières une fois atteint un certain degré d'extension qui, dans des conditions différentes, paraîtrait singulièrement insuffisant. Il s'arrête à un moment qui est fixé non par la satisfaction des besoins, mais par la production et la réalisation du profit ³. »

Seul l'accroissement du travail non payé a pour effet de bonifier la relation entre le travail extorqué, non payé, et la masse du capital. Mais il engendre à son tour une nouvelle augmentation de cette masse. Vue sous l'angle de la rentabilité, la crise de surproduction est donc liée à une situation que

3. *Capital*, III, E. S., 1, p. 271; P. II, p. 1041.

caractérise le fait que le capital existant est *simultanément trop grand et trop petit* : trop grand par rapport à la plus-value obtenue, mais pas assez pour faire place à la pénurie de plus-value. Ainsi donc l'accumulation du capital, tout en étant la cause de la crise, apparaît comme l'unique moyen de la surmonter. La crise s'ouvre dès que l'expansion de la production cesse de se trouver en corrélation avec la rentabilité du capital, de sorte que, du point de vue de cette dernière, il y a surproduction de capital. Cette absence de l'indispensable corrélation entre production et rentabilité peut aussi s'exprimer sous forme d'une disparité entre la production matérielle et la production de valeur, disparité imputable au double caractère de la production, à la fois production de valeur d'échange et production de valeur d'usage.

Bien qu'il soit constamment repoussé au bénéfice de la valeur d'échange, l'aspect valeur d'usage du capital — pris en tant que processus de la production matérielle — continue de jouer un rôle relativement indépendant au sein de la production de capital. Que l'existence du système se poursuive, voilà qui démontre néanmoins que la « contradiction interne » entre les deux aspects de la valeur ne change rien au fait que la production matérielle se trouve en tous points soumise à des considérations de valeur. Et que ce règne de la valeur devienne toujours plus précaire, voilà ce que révèlent, sous l'angle historique, la gravité et la fréquence sans cesse accrues des crises, et finalement l'émergence des conditions d'une crise permanente, assez bizarrement glorifiée de nos jours comme la mise au pas du cycle économique par le biais d'interventions conscientes dans les mécanismes du marché.

Les effets de l'aspect valeur d'usage de la production capitaliste sur l'accumulation du capital se font sentir notamment en ce qui concerne la détermination de la masse de capital additionnel que requiert la continuation de l'expansion. Pour que celle-ci se fasse à un rythme accéléré, il faut en effet disposer d'une certaine somme de capital frais, qui se trouve déterminée par la grandeur du capital déjà existant. Cette masse donnée de plus-value se rapporte à la plus-value sociale *totale* considérée relativement au capital social *total*. Si les conditions du moment s'opposent à la création de cette masse donnée de plus-value, il n'y aura pas d'expansion rentable du capital. On peut donc se

trouver face à une certaine « abondance » de fonds investissables, mais qui ne suffit pourtant pas à couvrir les besoins d'une accumulation rentable. Dans le monde capitaliste réel, il est bien entendu impossible de savoir si la masse de plus-value disponible correspond aux exigences d'une phase d'expansion nouvelle. La relation entre la masse du capital existant et la masse de la plus-value nécessaire à reproduire ce dernier à grande échelle n'est discernable que d'une manière indirecte, à travers les rapports de prix et de marché qui indiquent si l'économie se dirige vers l'expansion ou, au contraire, vers la contraction.

Cette façon de faire tout indirecte reste fort aléatoire, étant donné que des facteurs nullement imputables à une disparité entre la production matérielle et la production de valeur peuvent se trouver à l'origine d'une basse conjoncture. Dans la réalité, en effet, « la conversion de la plus-value en profit est déterminée tout autant par le processus de circulation que par le processus de production ⁴ ». L'existence d'un écart entre l'offre et la demande risque d'empêcher la réalisation de la plus-value quand bien même la plus-value effectivement créée correspondrait — dans des conditions de marché différentes — à ce qu'exige la formation de capital. Le cas échéant d'ailleurs, et en supposant même qu'*aucun problème de réalisation n'existe*, il n'en resterait pas moins qu'une disparité entre la production matérielle et la production de valeur est susceptible d'apparaître; dès lors, il serait nécessaire de l'éliminer pour rendre possible une relance de l'accumulation.

A condition qu'il ne survienne pas de difficultés dans le processus de circulation, une masse de plus-value suffisante permettrait l'expansion simultanée de la production matérielle et de la production de valeur, ce qui ne serait pas le cas si elle était insuffisante. Comme on l'a déjà souligné, l'arrêt de l'accumulation signifie la crise, qui a pour mode de manifestation une baisse soudaine de la rentabilité. Une fois entré dans la crise, le capitalisme ne peut reprendre son expansion qu'en procédant au sein de la sphère de production à des transformations capables d'accroître la plus-value relativement à la valeur du capital existant. Des transformations de ce genre

4. *Capital*, III, E. S, 3, p. 206; P. II, p. 1436.

exigent un « point de départ » différent de celui qui constituait le « point d'aboutissement » de la phase précédente d'expansion, car c'est ce dernier qui s'est révélé être le « point d'éclatement » de la crise. En d'autres termes, un nouvel essor présuppose et la crise, et la destruction et dévaluation du capital qui s'ensuit.

La crise ne concerne guère l'aspect valeur d'usage du capital, sauf lorsque les moyens matériels de production sont effectivement anéantis, en temps de guerre par exemple. Mais, par suite de la destruction des valeurs-capital que provoquent la crise et la période de dépression qui la prolonge, elle modifie la valeur du capital constant total. Désormais, une même quantité de valeurs d'usage représente une valeur d'échange inférieure à ce qu'elle était avant, et la plus-value, déterminée par la valeur d'usage inchangée du capital, se rapporte à une valeur totale du capital églament diminuée. S'agissant de son aspect matériel, la composition organique du capital n'a pas bougé, mais, s'agissant de son aspect valeur, elle a baissé. Tel ajustement a pour conséquence d'accroître la rentabilité des capitaux survivants.

Il peut se faire que la stagnation n'ait pas de causes physiques, car la crise n'affecte pas les forces matérielles de production existantes, prises à la fois comme moyens de production et comme forces de travail. Pas plus ne saurait-elle avoir pour cause une surproduction matérielle de moyens de production, attendu qu'à cet égard le monde est manifestement sous-capitalisé : il n'existe pas assez de moyens de production pour satisfaire les besoins, même les plus élémentaires, de la population mondiale. Seul un tassement des rapports de valeur, c'est-à-dire le passage d'une rentabilité suffisante à une rentabilité insuffisante, permet d'expliquer la chute de la prospérité dans la dépression. En d'autres termes, et le profit n'étant qu'un autre nom pour désigner la plus-value, ou surtravail, le cycle des crises s'explique par la disparition et la résurgence successives d'un taux d'exploitation idoine. Comme la plus-value ne faisait visiblement pas défaut au cours de la phase d'accumulation ayant précédé la dépression, c'est le processus d'accumulation lui-même qui, en modifiant la composition organique du capital, doit avoir provoqué une pénurie relative de plus-value, d'où la crise. La reprise de ce processus

indique qu'on a découvert des moyens d'augmenter la production de plus-value dans une mesure permettant de neutraliser les effets de l'élévation de la composition organique du capital sur le comportement du taux de profit.

La loi de l'élévation de la composition organique, donc de l'accroissement progressif du capital constant par rapport au capital variable, est, comme Marx le faisait observer, « confirmée par l'analyse comparée du prix des marchandises, soit qu'on compare différentes époques économiques chez une même nation, soit qu'on compare différentes nations dans la même époque ⁵ ». Le niveau de la composition organique à un moment donné ne signifie rien, il va de soi, quant aux perspectives de la production de capital. Que cette composition soit élevée ou basse, le capital peut en effet s'accumuler tant que le taux d'exploitation progresse à l'avenant. La suraccumulation — ou surproduction de capital « mesurée » aux possibilités existantes d'exploitation du travail — a pour effet de diminuer le taux d'accumulation ou de le réduire à zéro. Pourtant, la crise qui s'ensuit permet de réorganiser la structure du capital dans son ensemble, ouvrant ainsi la voie à une phase d'expansion nouvelle. Par suite de la dévaluation du capital, non seulement une masse donnée de plus-value se rapporte désormais à un capital total réduit, mais encore la concentration du capital, qui résulte de cette dévaluation, met cette masse de plus-value à la disposition d'entrepreneurs relativement moins nombreux. Tandis que le capital le moins productif disparaît pour céder la place à celui qui l'est le plus, la recherche de nouveaux moyens d'économiser du capital et du travail est stimulée par la concurrence à laquelle se livrent les capitaux restants en lice, jusqu'au jour où l'accroissement de la plus-value permet de relancer l'expansion. Toutefois, cet accroissement doit être d'un ordre de grandeur tel que le capital total atteigne une taille supérieure à ce qu'elle était à l'apogée de la phase d'expansion précédente.

Bien qu'il soit impossible de prévoir ni la date ni l'ampleur de la crise, cette dernière n'en constitue pas moins une conséquence obligée de l'incapacité que marque, à partir d'un certain seuil, le processus d'accumulation à créer la somme de profit

5. *Capital*, I, E. S., 3, p. 64-65; P. I, pp. 1134-1135.

indispensable à sa bonne continuation. Du fait que la baisse de la rentabilité, et la « surproduction » de capital qui s'ensuit à un niveau de production déterminé, se manifeste dans la sphère du marché, elle paraît un simple problème de marché, l'effet d'un déséquilibre provisoire de l'offre et de la demande. Un capitaliste n'acceptera jamais d'aller au-delà, car attribuer la crise au jeu des rapports de valeur sous-jacents à la production de capital signifierait, pour lui, endosser la responsabilité de la crise en tant qu'elle constitue l'expression sur le plan économique des rapports d'exploitation capital-travail.

CHAPITRE VIII

La réalisation de la plus-value

D'après Marx, « le mouvement contradictoire de la société capitaliste se fait sentir au bourgeois pratique de la façon la plus frappante, par les vicissitudes de l'industrie moderne à travers son cycle périodique, dont le point culminant est ... la crise générale¹ ». Pendant tout le XIX^e siècle, les crises ne firent que se succéder à la cadence d'une tous les dix ans ou peu s'en faut. La périodicité des crises découle, selon Marx, de l'incapacité pure et simple où le capitalisme se trouve de venir à bout de la surproduction en transformant les conditions de production de manière à augmenter la masse de la plus-value par rapport au capital existant. Le cycle *déterminé* de crises, que le siècle dernier a traversé, constitue cependant un donné empirique dont la théorie marxienne n'a pas traité directement. Certes, Marx devait s'efforcer de rattacher cette périodicité fixe à la rotation du capital. Mais il n'insista guère cependant sur la validité de cette interprétation, et, de toute façon, sa théorie ne prend pas pour base une périodicité particulière des crises. Elle se borne à dire en effet que des crises éclatent forcément, sous forme de surproduction de capital et comme instruments pour assurer la reprise de l'accumulation.

Dans le schéma-valeur abstrait de Marx, une surproduction absolue, ou suraccumulation de capital, se produit dès qu'un nouvel élargissement du capital total ne rapporte plus qu'une masse de plus-value inférieure à celle qui était réalisée précédemment. Bien que les conditions en fonction desquelles

1. *Capital*, I, E. S., 1, p. 29; P. I, p. 559.

le schéma-valeur est construit soit hypothétiques et donc n'existent pas dans la réalité, il n'en reste pas moins évident que les capitaux individuels, et le capitalisme dans son ensemble, se trouvent de temps à autre dans des situations qui assignent à leur croissance des limites précises. Que ces limites soient enfreintes, et c'est la crise; c'est pourquoi l'on cherche à lever ces barrières grâce à une réorganisation structurelle du capital total. Celle-ci a toutefois pour effet de mettre en place des conditions qui, à leur tour, renferment leurs limites spécifiques propres.

L'expansion du capital se heurte à des barrières qui sont toujours déterminées par les conditions générales de la société : le niveau de la technologie, le volume du capital déjà accumulé, la quantité de main-d'œuvre salariée disponible, le degré possible d'exploitation, l'étendue du marché, les rapports politiques, les ressources naturelles repérées, etc. Ce n'est donc pas le marché, et lui seul, mais l'ensemble de la situation sociale, dans toutes ses ramifications, qui permet l'accumulation du capital ou lui assigne des limites. Étant donné qu'on ne peut calculer le moment où l'expansion du capital, à l'échelon des capitaux individuels ou à leur échelon d'ensemble, trouve ses limites dans le cadre des conditions sociales existantes, il est nécessaire, pour saisir la signification du processus en question, de poser en hypothèse l'existence de conditions limitatives.

Dans le cadre de l'économie capitaliste, la production et la distribution forment un corps unique. Il est nécessaire d'arriver à vendre la grande masse des marchandises produites, faute de quoi le capital et la plus-value qu'elles renferment ne pourraient être réalisés, et l'exploitation accrue qui a permis de les fabriquer n'empêcherait pas les profits de s'amenuiser. Ainsi le défaut d'ajustement entre la production de la plus-value et sa réalisation prend sur le marché l'aspect d'une pléthore, d'une surproduction de marchandises, laquelle, vue sous l'angle du développement de la production, et non sous celui de ses résultats, se présente comme une surproduction de capital. Aux yeux de Marx, celle-ci implique celle-là, mais il reste important de bien distinguer l'une de l'autre. Car, loin de diminuer la productivité du travail, la surproduction de capital et de marchandises ne fait que l'élever, démontrant

par là que le défaut d'ajustement précité tire son origine d'une baisse du taux d'accumulation. Si le taux d'expansion du capital était suffisant, il n'y aurait en effet pas de surproduction, et dès la reprise du processus d'accumulation, malgré la quantité plus grande de marchandises mises en vente, le marché reviendrait à l'état qu'on est convenu d'appeler « normal ». On se trouve donc face non point à une surproduction de marchandises par rapport au pouvoir de consommation absolu de la société, ou au pouvoir de consommation relatif du capitalisme, mais à une surproduction de marchandises par rapport à une demande restreinte du fait du système, dans les conditions particulières d'une stagnation relative du capital.

La surproduction de capital représente inmanquablement le « point d'aboutissement » d'une phase de formation de capital pendant laquelle l'essor de la production est allé de pair avec celui du capital existant. Pour éviter d'arriver à ce point-là, il faut modifier les conditions de production. Sans doute celles-ci se transforment-elles au cours même du processus d'accumulation. Mais rien n'autorise cependant à supposer que ces transformations se produiront toujours de manière conforme aux besoins de l'expansion du capital, et cela d'autant moins que les premières concernent les conditions sociales générales de la production, alors que les seconds ont un caractère spécifique et lié uniquement à la relation d'exploitation capital-travail. Et, bien qu'il soit exact que la demande sociale, en réagissant sur la répartition de la plus-value sociale totale, a pour effet d'établir par le biais de la concurrence un taux de profit moyen, tantôt met des barrières au développement des capitaux individuels, tantôt les supprime, cette demande ne représente pas la réalité des conditions sociales mais se trouve elle-même déterminée en grande partie par la production de capital.

En tout état de cause, une crise constitue une interruption du processus d'accumulation. Quelles que soient les théories des crises avancées depuis Marx, on tient en général pour acquises les propositions suivantes : un taux d'expansion suffisant à écarter tout risque de stagnation et de déclin de la production est fonction de la rentabilité du capital; il devient de plus en plus ardu de conserver ce niveau optimal de rentabilité eu égard aux dimensions que revêt déjà le capital; seul un accroissement de la rentabilité peut mettre un terme à la

stagnation économique. Ce sont là thèses communes à toutes les théories du cycle économique.

A ce jour, toutes les crises ont été précédées d'une expansion de la production et du crédit grossie par la spéculation. Cela ne signifie nullement toutefois que la surproduction est provoquée par la spéculation et l'extension du système de crédit, celui-ci n'étant que « la forme sous laquelle se dissimule la surproduction de capital ² ». Quant à cette dernière, vu le double caractère-valeur de la production et l'obsession qu'exerce la valeur d'échange, elle fut d'emblée inhérente au processus concurrentiel d'accumulation du capital. « L'expansion et la contraction du profit sont simplement autant de symptômes des changements périodiques du cycle industriel ³. » Quand la rentabilité fléchit, il y a contraction du crédit, ce dernier s'élargissant dans la conjoncture inverse. Et s'il reste vrai que la concurrence a pour effet de relancer l'expansion sans tenir compte de la rentabilité du capital total, il n'en va de la sorte que parce que la tendance du taux de profit à baisser est inhérente au processus de production, indépendamment du rôle qui revient aux mécanismes de la concurrence.

Dans ses premières phases, la formation de capital — abstraction faite des rapines coloniales — revêtit un cours assez uniforme en raison tant du rythme encore ralenti du progrès technologique que des barrières sociales qui s'opposaient à la création d'un grand prolétariat d'industrie. Le poids des secteurs extra-capitalistes demeurait tel dans l'économie que la production donnait l'impression d'avoir la consommation pour seul objet. Ce caractère arriéré explique également les horreurs qui marquèrent l'aurore du capitalisme comme cette fantastique avidité de plus-value qui devait avoir pour effet de paupériser les masses laborieuses. D'où aussi le pessimisme avec lequel les économistes classiques envisageaient l'avenir du système et leur incapacité d'aborder de façon satisfaisante le problème de la baisse du taux de profit *. Ce n'est qu'avec

2. Engels à Marx, *Lettres*, p. 76.

3. *Capital*, I, cf. E. S., 3, pp. 76-77; P. I, pp. 1135-1136. (Marx a sensiblement remanié ce passage dans la version française citée ici. Voir à ce propos : MEW, 23, p. 662, n. 1. N.d.T.)

* Ainsi, Adam Smith professait que l'accumulation du capital faisait baisser le taux général de profit de la manière même dont l'expansion des divers corps

l'essor de l'industrie moderne, les débuts du marché mondial et la prépondérance des rapports capital-travail dans la production, que l'expansion du capital devint en fait le principal facteur déterminant le développement de la société. Jusqu'à ce moment, étant donné la complexité moindre des conditions sociales, les besoins matériels des hommes fournirent au développement capitaliste un élément de « mise en ordre » qui ne lui était nullement propre.

Bien qu'en ces premières phases la demande sociale restât déterminée d'emblée par la répartition du travail en travail nécessaire et en surtravail, elle représentait surtout une demande de biens de consommation. De là, l'idée selon laquelle les exigences de la production pour la consommation, et elles seules, étaient à l'origine de l'équilibre qui sur le marché s'établissait entre l'offre et la demande. Mais à mesure que le capitalisme devenait le mode de production dominant et que le rythme de l'accumulation s'accélérait, la « demande sociale » se transformait toujours davantage en demande de capital. L'offre et la demande au sens traditionnel cessèrent de déterminer le processus de production; dès lors en effet ce fut à la production de capital *en tant que capital* qu'il revint de déterminer la grandeur et la nature de la demande du marché.

La production marchande crée son propre marché dans la mesure où elle est capable de convertir la plus-value en capital additionnel. La demande du marché concerne tant les biens de consommation que les biens capitaux. Mais seuls ces derniers sont accumulables, le produit consommé étant par définition appelé à disparaître. Et seule la croissance du capital sous sa forme matérielle permet de réaliser la plus-value en dehors des rapports d'échange capital-travail. Tant qu'il existe une demande convenable et continue de biens capitaux, rien ne s'oppose à ce que soient vendues les marchandises offertes au marché.

Selon Marx, l'« équilibre » du marché sur le plan des prix suppose un « équilibre » sur le plan des valeurs et a pour préalable

de métier sous le fouet de la concurrence réduisait les profits réalisés par ces corporations; quant à David Ricardo, il soutenait que le taux de profit général était voué à baisser parce que l'accumulation, tout en contribuant à augmenter la productivité de l'industrie, diminuait celle de l'agriculture du fait de la dépréciation toujours accrue des ressources naturelles.

la réalisation parfaite de la plus-value. Dans le cadre d'une période donnée, ce n'est qu'à partir du moment où la part non consommée de la plus-value, renfermée dans des marchandises, a été convertie en capital frais, qu'il est tenu compte du travail social total et que s'établit une « harmonie » entre le processus de circulation et le processus de production. A défaut de cette accumulation, les prix baisseront par suite non seulement des gains de productivité, mais aussi de l'excès de l'offre de marchandises sur la demande. En revanche, si la demande de capital excède l'offre, les prix monteront malgré l'élévation de la productivité du travail. Ainsi donc les prix montent ou baissent en fonction des fluctuations *et* de la productivité du travail *et* de l'offre et de la demande. Toutefois, les fluctuations de l'offre et de la demande sont liées au taux d'expansion, et celui-ci l'est de son côté à la productivité du travail (rentabilité) relativement à la masse du capital existant. Autrement dit, les variations de prix, dues au jeu de l'offre et de la demande, découlent des rapports de valeur et de plus-value déterminant le taux d'accumulation.

A aucun moment, les prix — quels que soient leurs mouvements dans le cadre de l'accumulation et leurs fluctuations en temps de crise — ne tendent à « harmoniser » l'offre et la demande et donc à ajuster la production à la consommation sociale. Les variations de prix sont toujours fonction ou de l'expansion ou de la contraction du processus d'accumulation. Un taux d'expansion peu élevé sera considéré comme la conséquence d'une offre excessive provoquant une baisse des prix. Un taux élevé aura pour effet de renverser la conjoncture et de faire monter les prix.

Sans accumulation, pas de production de capital, et la « plus-value » alimenterait uniquement le fonds de consommation de la population non travailleuse. Mais la production de capital interdit tout rétablissement de la reproduction simple. Les capitalistes individuels, poussés par la concurrence, se voient contraints d'accumuler, serait-ce uniquement pour conserver ce qu'ils possèdent déjà. Mis en œuvre dans le processus de production en tant qu'élément du coût de production, le capital est récupéré dans le processus de circulation en tant qu'élément du prix des marchandises. En général, tout capital particulier, dont la productivité n'aura pas augmenté au cours

de la phase d'expansion, disparaîtra, car il ne peut réaliser sa plus-value que sur le marché, et ce dernier établit une moyenne des prix au prorata des changements survenus dans la productivité du travail.

On verra un entrepreneur investir dans des équipements neufs et plus productifs, même si le profit qu'il retire de sa production courante ne l'y incite pas, dans l'idée que cet investissement supplémentaire va lui permettre de renforcer sa compétitivité et de gagner de nouveaux marchés au détriment de ses rivaux. Autant d'investissements additionnels, autant de tentatives en vue de bénéficier de l'augmentation prévue de la demande, ou encore de se tailler une place plus grande sur un marché stable, sinon même en voie de contraction.

L'élargissement du marché a pour préalable évident une production élargie, quand bien même celle-ci risque de ne pas trouver face à elle une demande correspondante. Pour conserver leur capital grâce au seul moyen dont ils disposent donc pour l'augmenter, les capitalistes accumulent à un rythme accéléré. Or cette accélération elle-même a pour effet d'étendre le marché, dans la mesure où elle stimule la demande de moyens de production. Si, par voie de conséquence, il y a augmentation de la demande dans toutes les sphères et branches de la production, une période de « prospérité » s'ensuivra, laquelle sera perçue comme un « état d'équilibre » de l'offre et de la demande. Dans le cas où l'accumulation du capital aurait cet effet, la seule raison concevable d'un éventuel arrêt de cette dernière ne peut être qu'un manque de plus-value; et cette pénurie-là ne prend pas son origine ailleurs que dans le processus d'accumulation, même si c'est en dépit de celui-ci.

Dans la réalité, il va de soi, tout porte à croire exactement le contraire et à se figurer que la plus-value est irréalisable par suite d'une pléthore de valeurs d'usage (marchandises). Et le capitaliste individuel est de fait poussé à voir dans l'absence de demande le facteur qui l'empêche d'écouler ses stocks et qui le dissuade d'accroître sa production par le biais d'investissements nouveaux. Mais, en subordonnant ainsi l'accumulation à la demande du marché, il ne fait que réagir à sa manière à la pénurie sociale de plus-value, ou surtravail. Mieux dit, il s'agit là d'une pénurie de la *valeur d'usage des travailleurs* (de leur capacité de travail) qui échoit aux capitalistes en contre-

partie du prix qu'ils ont versé pour sa valeur d'échange (les salaires), ou, ce qui revient au même, d'une diminution de l'exploitabilité du travail au regard de la somme de profit qu'exige désormais la bonne continuation de l'accumulation.

Voilée comme elle l'est au sein du processus de production, cette situation n'est pas contredite par la pléthore du marché. Il ne faut jamais perdre de vue que la production capitaliste vise le profit et le capital : produire des marchandises, en tant que valeurs d'usage concrètes, a pour seul objet de produire du capital en tant que valeur d'échange abstraite. Il faut aussi se rappeler que, par rapport à la rentabilité, la dépréciation de l'élément valeur d'échange de la production marchande est contrebalancée par des gains de productivité sur le plan de la production de valeur d'usage. De même, la baisse de rentabilité, que connaît une unité donnée de capital, se trouve compensée par la croissance du capital total. Dès lors, on voit pourquoi une augmentation de la quantité de travail non payé — laquelle se traduit par une masse de marchandises accrue — fait échec à la baisse tendancielle du taux de profit. S'il y a pléthore du marché, la cause en est par conséquent que le travail ne produit pas assez pour satisfaire aux exigences de l'accumulation en matière de profit. Ou encore : c'est parce qu'il n'a pas été produit assez que le capital ne peut se développer à un rythme permettant de réaliser intégralement ce qui a été produit. La pénurie relative de surtravail au niveau de la production prend au niveau de la circulation l'aspect d'une pléthore absolue du marché et d'une surproduction de capital. Voilà ce que démontre nettement le fait que les périodes de surproduction se terminent toujours par un accroissement, et non par un fléchissement, de la production et des moyens de production, accroissement dû à une exploitation plus poussée du travail.

Bien que l'expansion de la production dépende de la réalisation de la plus-value dans la sphère de la circulation et subisse de temps à autre un temps d'arrêt en raison de la saturation du marché, l'accumulation ne constitue pas vraiment un problème de réalisation. Certes, elle est aussi cela, mais si la réalisation fait problème, c'est parce que la production de capital est un processus d'expansion-valeur. A supposer même que le problème de la réalisation n'existât point, disait Marx en

substance, le processus d'accumulation ne rencontrerait pas moins ses limites historiques, étant donné qu'il anéantit sa propre source d'existence (et le secret de son développement) par suite de la baisse du taux de profit que provoque l'élévation de la composition organique du capital.

Il est possible assurément de décrire ce processus sous la forme moins abstraite de la réalisation de la plus-value. Mais ce serait pour arriver à des résultats identiques. La sphère de la circulation se dilate en même temps que le capital s'accroît. Toutefois, l'expansion du capital va de pair avec sa concentration et centralisation. Voilà qui entrave l'extension spatiale de la production de capital. Comme il devient toujours plus ardu de maintenir le taux de profit à un niveau qui permette au capital actuel de s'élargir, la capacité et la volonté d'implanter le système dans les régions sous-développées du monde tendent à disparaître. Loin de progresser dans la voie de la capitalisation, ces régions restent dans une large mesure des réservoirs de matières premières destinées à être échangées à bon marché contre les produits finis des pays capitalistes avancés.

L'accumulation implique une extension constante de la production capitaliste, consécutive à la transformation de modes de production plus primitifs en mode de production marchand. Tel est l'un des moyens de freiner l'élévation de la composition organique du capital et de stabiliser le taux de profit. Mais l'accumulation ne va pas non plus sans entraîner une concentration et centralisation qui ralentissent la formation de capital additionnel et réduisent d'autant les effets « bénéfiques » que le nouveau capital pourrait avoir sur le comportement du taux de profit. Selon Marx, « la tendance à créer le marché mondial est donnée immédiatement dans le concept même de capital ⁴ » ; mais aussi l'essor du capitalisme, en raison des tendances immanentes de ce dernier à monopoliser le processus d'accumulation, empêche le développement d'une production capitaliste mondiale.

On veut dire par là, non que le capitalisme soit responsable de l'existence de régions sous-développées, mais que l'accumulation du capital privé est incapable d'industrialiser le globe. La croissance et la monopolisation de la richesse privée freine

4. *Fondements*, I, pp. 364-365.

et dénature la formation de la richesse sociale. A coup sûr, rien dans le système capitaliste ne l'empêche d'extraire du profit de n'importe quel point du monde, et le capital pénètre en tout lieu où il a avantage à le faire. Nonobstant, la concentration de la richesse, fondée sur la propriété privée a pour effet de diviser la planète en régions riches et en régions pauvres en capital, exactement comme elle suscite dans chaque pays une polarisation des classes : capitalistes, d'une part, salariées, de l'autre.

Le capitalisme avait ainsi un intérêt évident à restreindre le développement industriel aux territoires où il était déjà implanté. Dès que cette position de monopole fut obtenue et consolidée, il lui devint impossible d'y renoncer sans ébranler du même coup les fondements de l'édifice social en Occident. Tous les pays développés cherchaient donc à faire des régions non industrialisées des chasses gardées pour l'écoulement de leurs produits finis et appliquaient de force cette politique dans les pays placés sous leur coupe. La nature elle-même, disait-on, destinait certaines régions à produire des articles manufacturés et les autres à produire des matières premières. Et d'ajouter que cette division du monde n'était pas seulement un « fait naturel », mais encore et surtout qu'elle correspondait à une rationalité économique, comme la théorie des coûts comparés prétendait le démontrer. Celle-ci visait à justifier cette répartition des rôles en invoquant une « division internationale du travail », censée être profitable à tous. Dans la réalité toutefois, l'échange entre les deux catégories de pays s'est toujours fait au seul et plus grand avantage des contrées développées.

Telle est l'une des voies par lesquelles le capital s'oppose à l'essor des forces sociales de production. Mais si l'expansion du capital monopolisé se trouve de la sorte accélérée pendant un certain temps, il y a là une cause de stagnation supplémentaire pour l'avenir. En effet, alors que les capitaux actuels, arrivés à un degré de concentration élevé, ont besoin de masses croissantes de plus-value pour pouvoir continuer de s'accumuler, les régions sous-développées, à la production stagnante, fournissent de moins en moins de plus-value fraîche. Elles sont hors d'état de former du capital productif en faisant face à la concurrence de capitaux déjà hautement monopolisés; aussi des capitaux nouveaux et indépendants ne peuvent se

développer qu'à condition de rester relativement coupés du marché mondial.

Les pays capitalistes avancés disposent de capacités productives qui, conçues et mises en œuvre en fonction du marché mondial et de son expansion, excèdent les facultés d'absorption de leur marché national respectif. Du fait que cette situation se retrouve peu ou prou dans toutes les régions industrielles, leur production globale ne peut qu'excéder à son tour les facultés d'absorption du marché mondial, sauf si ce dernier s'élargit au même rythme que la production, par suite d'une formation rapide et *généralisée* de capital. Cas rare sans doute, mais néanmoins concevable. Le modèle d'accumulation élaboré par Marx le suppose possible et restreint par conséquent la tendance à la baisse du taux de profit à ce qui se passe dans la sphère de production. Dans la réalité, bien entendu, l'écart de productivité qui ne cesse d'augmenter entre pays capitalistes avancés et régions sous-développées nuit à la réalisation de la plus-value, en raison de la paupérisation croissante de ces dernières. Comme les pays avancés cherchent uniquement à exploiter les ressources naturelles des autres et, en leur imposant des termes de l'échange favorables à eux seuls, à transférer chez eux les profits réalisés de la sorte, les contrées sous-développées voient en effet diminuer leur capacité d'acheter des articles manufacturés. Plus elles s'appauvrissent, plus le marché qu'elles offrent à la production de leurs partenaires avancés se restreint, et moins aussi elles sont en mesure de s'industrialiser et donc d'accroître la demande générale. Si la demande fait ainsi défaut, la véritable raison en est le manque de plus-value régnant dans des pays privés de pouvoir d'achat. Ce qui, dans les systèmes capitalistes avancés, semble un *problème de réalisation* constitue, dans les régions sous-développées, un *problème de production*. Mais l'effet global n'en reste pas moins une pénurie de plus-value néfaste à la bonne marche du processus *général* de l'accumulation du capital.

Qu'il s'agisse de créer de la plus-value ou de la réaliser, le problème réel du capitalisme, considéré sous l'angle du capital total, demeure la pénurie et non la pléthore de plus-value. Ce n'est que si l'on prend isolément un pays capitaliste particulier, ou que si l'on sépare du monde dans son ensemble le monde capitaliste développé, que le manque effectif de plus-

value apparaît comme une surproduction de marchandises. De même, c'est seulement du point de vue propre au producteur individuel de chaque pays capitaliste qu'une pénurie effective de plus-value socialement créée revêt l'aspect d'une baisse de la demande. Mais, dans le monde en général comme dans chaque pays pris séparément, la cause de la surproduction n'est autre que le degré insuffisant de l'exploitation. Voilà pourquoi une exploitation accrue permet de la résorber — à condition, il va de soi, que cet accroissement soit assez fort pour relancer l'expansion du capital et, par là, celle de la demande du marché.

CHAPITRE IX

La crise du capitalisme

En raison du caractère fétichiste inhérent à la production de capital, il est permis de dire que dans toutes ses phases et dans tous ses détails le système capitaliste se trouve d'une certaine façon en état de crise permanente : la dépression est le préalable de la prospérité de même que la prospérité aboutit à la dépression. L'une comme l'autre sont pour ainsi dire les deux côtés d'une seule et même médaille. Les capitalistes intervenant sur le mode individuel dans le cadre d'une production sociale de caractère mondial, et ne pouvant comprendre les possibilités et limitations effectives du « système global », la « surchauffe » économique dans certaines branches de production ou dans certains pays risque toujours de provoquer une surchauffe dans d'autres branches et pays, et de finir par gagner le monde entier. L'âpreté de la concurrence, jointe au désir de tirer parti du boom, transforme le bond en avant de la conjoncture en une expansion qui se nourrit d'elle-même, laquelle stimule les investissements jusqu'au point à partir duquel ceux-ci ne peuvent plus rapporter les profits qu'on en escomptait.

Pour qu'il y ait surproduction de capital, il faut qu'un seuil de développement déterminé ait été franchi. Le problème ne se pose donc pas au cours des premiers stades du capitalisme, mais devient de plus en plus pressant à mesure que le capital s'accumule. En un certain sens, chaque crise est plus grave que la précédente, vu l'interdépendance accrue de la production et de la vie sociale en général. Dans un autre sens, chacune des crises, qui se succèdent ainsi, ouvre des avenues nouvelles,

attendu que l'ampleur des transformations structurelles qu'exige toute reprise de l'expansion ne cesse de grandir. Au-delà d'un certain point toutefois, la nécessité d'une extension spatiale propre à l'expansion du capital achoppe aux barrières nationales à l'intérieur desquelles le système s'est développé. Tandis que les pays atteints par la crise cherchent à s'y soustraire aux dépens de leurs rivaux, les virtualités de croissance passent d'une contrée à une autre, d'un continent à un autre. On assiste non seulement à une rationalisation de l'industrie, mais encore à une réorganisation générale des structures économiques, sociales et politiques dans le monde entier.

La crise met à nu l'antinomie de la production matérielle et de la production de valeur. N'a-t-elle pas pour signes avant-coureurs le ralentissement de l'accumulation, la surproduction de marchandises et la croissance du chômage? De même, pour sortir de la crise, il faut supprimer, grâce à de nouveaux investissements et à la « normalisation » des marchés du travail et des marchandises, la solution de continuité qui s'est créée entre l'expansion et la rentabilité. Le démarrage de la crise n'est nullement généralisé. Même si elle est provoquée par la conjoncture d'ensemble, la crise démarre en effet dans des industries spécifiques. L'essor économique prend naissance, lui aussi, dans des branches spécifiques avant de se propager cumulativement à l'économie globale. Étant donné que l'accumulation n'est rien d'autre que la reproduction élargie des moyens de production, l'essor ou le déclin de l'activité économique, si généraux que soient ces phénomènes, se manifestent en tout premier lieu dans la sphère de fabrication des biens de production.

Cependant, la crise ne reflète nullement la situation réelle. Si l'expansion conduit à exagérer les prévisions de profit, la crise a le même effet sur les prévisions touchant la baisse de la rentabilité. Pour recourir à la terminologie subjective chère à Keynes, à l'« optimisme » bien peu réaliste de la phase de prospérité succède un « pessimisme » qui ne l'est pas plus. Sur un autre plan, la concurrence tend à pousser les choses aux extrêmes : elle a pour conséquence d'accélérer tant la surproduction de capital que la réorganisation structurelle du capitalisme. Une dépression peut gagner doucement de proche en proche, dans le cadre d'un déclin graduel et lent de l'activité

économique ou, au contraire, avoir pour point de départ un « krach » spectaculaire, assorti d'une panique boursière et de brutales faillites bancaires. Quant à l'ouverture de la crise, elle se confond tout bonnement avec le point à partir duquel le retournement de la conjoncture est un fait admis par tous.

Quelle que soit la manière dont le renversement de tendance a lieu, il s'accompagne d'une surproduction de marchandises. On constate après coup que les dernières phases du boom ayant précédé la crise étaient déjà non rentables; mais, pour s'en apercevoir, il fallait que le marché eût tout d'abord rendu son verdict. Il devient impossible d'honorer les engagements contractés en prévision d'une expansion continue. La conversion du capital de l'état de marchandises à celui d'argent se heurte à des obstacles sans cesse accrus. La crise de production se double toujours en effet d'une crise financière. Tandis que le besoin de liquidités et le désir de réduire les pertes contribuent à précipiter la chute des cours de la Bourse et l'effondement des prix, la concurrence s'exaspère comme jamais et, dans plus d'un secteur, les prix baissent au point d'entraîner des banqueroutes en chaîne. Dès lors, les valeurs-capital se déprécient rapidement, des fortunes se défont, des sources de revenus s'évanouissent. La demande sociale diminue à mesure que le chômage s'étend; seul le fléchissement plus vif encore de la production vient enrayer la pléthore du marché. La crise gagne toutes les sphères et branches de la production. Dans sa forme générale, elle met en lumière le degré d'interdépendance sociale auquel est parvenu le mode de production capitaliste, en dépit des rapports de propriété privée qui le régissent.

Cependant, après une période de panique, l'économie s'oriente de nouveau vers la stabilité, dans des conditions changées. La stagnation — ou dépression — qui s'ensuit ruine une foule d'entreprises mais augmente, du même coup, la rentabilité des entreprises survivantes en les faisant bénéficier de marchés élargis. Désormais, un capital concentré a la haute main sur une sphère d'opérations commerciales plus étendue. Pour défendre et renforcer les positions qu'il vient d'acquérir, il réduit ses coûts salariaux en investissant de nouveau dans l'innovation technologique. La concurrence oblige peu ou prou tous les capitaux survivants à en faire autant, et une

vague d'investissements, modifiant le rapport profits-salaires, amorce une phase nouvelle de production de capital. Portés au premier plan par le marché, les problèmes du capitalisme trouvent une première solution dans la sphère de production, mais celle-ci ne sera vraiment définitive qu'à partir du moment où les rapports de marché auront changé à leur tour.

Les conditions de la production de capital ne sont pas seules à s'être améliorées; il en est de même dans la sphère de circulation. Voilà qui facilite la réalisation de la plus-value. A mesure que la tendance à l'essor prend de l'ampleur, la demande croît et l'excès d'offre se résorbe. Les prix commencent à s'élever en même temps que le volume des transactions, car la concentration affecte également la sphère de circulation. Certes, les salaires eux aussi se mettent à monter, alors que la productivité du travail décline en raison du nombre accru de travailleurs employés, y compris les travailleurs les moins productifs, licenciés pendant la dépression. Mais tant que la mise en œuvre de techniques et de moyens de production nouveaux permet d'augmenter les profits plus vite qu'ils ne baissent par suite de l'amélioration de la condition ouvrière, le taux d'accumulation reste satisfaisant.

Malgré des dépressions intermittentes, chaque phase d'essor a pour effet d'augmenter la production bien au-delà du niveau précédemment atteint. Par rapport au capital accru, il y a désormais moins de capitalistes, mais ils sont plus nombreux en chiffres absolus. Il en va de même pour ce qui est des travailleurs par rapport au capital accumulé. On peut dire du capital qu'il évolue en faisant trois pas en avant et deux pas en arrière. Ce type de progression n'empêche pas une marche en avant généralisée; sa seule conséquence est de la ralentir. Si, faisant abstraction de mouvements d'expansion et de contraction fébriles, on considère le développement du capitalisme comme un processus continu et régulier, le taux d'accumulation se révèle très modéré et ne laisse rien transparaître des multiples bouleversements et luttes sociales que sa courbe n'est pourtant pas sans impliquer.

Dès lors, parler de crise capitaliste ou de cycle économique revient à parler du mode spécifique selon lequel procède l'accumulation du capital dans le cadre concurrentiel du marché, où les relations des divers facteurs de la production entre

eux s'imposent d'elles-mêmes par le biais de la crise. Dans ce système, tout mécanisme réglant quoi que ce soit doit en premier lieu contribuer à régler la relation production-rentabilité. Du fait que l'auto-expansion du capital apparaît comme le facteur déterminant du développement, la « loi de la valeur » se fait sentir de moins en moins à travers les fluctuations que les prix de marché connaissent au jour le jour; au lieu de quoi, elle exige une crise économique généralisée. Les « tendances à l'équilibre » du marché sont perceptibles non dans le fait qu'elles se réalisent en tant que telles, mais au moyen de l'expansion et de la concentration du capital. Et c'est précisément parce qu'il faut une crise pour rétablir les proportions nécessaires à la bonne formation de capital que les divers facteurs de crise s'accumulent au cours d'une phase d'essor sans pouvoir être contrecarrés, ni même décelés.

Pour Marx, chaque phase de crise constitue une manifestation du jeu de la « loi de la valeur », une « cure » dont dépend la survie du système. Les facteurs d'« équilibre » à l'œuvre sur le marché agissent en fonction d'un mécanisme opérant une « péréquation » du taux d'accumulation avec le taux de profit et qui requiert à cette fin des crises récurrentes. L'équilibre du marché, dont parlent les économistes bourgeois, relève du mythe. En effet, le seul équilibre concevable est un « équilibre dynamique » impliquant une accumulation optimale du capital et, par voie de conséquence, un accroissement du déséquilibre existant entre la « demande sociale » et les besoins sociaux réels, entre l'expansion de la production axée sur le profit et le type d'expansion et d'organisation indispensable à la satisfaction des besoins de tous.

La crise capitaliste confirme la validité de la théorie générale de l'accumulation, car c'est sur ce plan-là qu'il devient possible de vérifier *par l'observation* l'analyse abstraite de la production de capital sur une base-valeur, telle que Marx l'a conçue. L'élévation de la composition organique est un phénomène incontestable. Quant à la baisse du taux de profit qui s'ensuit, elle ne s'affirme qu'en temps de crise et de stagnation, étant donné qu'en phase d'expansion elle se trouve compensée par l'augmentation de la masse du profit par rapport au capital total élargi.

Il n'existe pas de données spécifiques sur la composition organique du capital total. Élevée en certains pays, elle est

basse en d'autres, suivant l'état de l'industrialisation. On ne peut la chiffrer que de façon très vague, même en ce qui concerne un pays déterminé, en partant de données insuffisantes, mal adaptées et trop souvent sujettes à caution, lesquelles ne font d'ailleurs ressortir que l'évidence, à savoir : que la productivité croissante du travail se manifeste au travers de l'expansion continue du capital. Un siècle après la publication du *Capital*, on se trouve encore réduit à constater qu'il est impossible pour aucun pays, « faute de données, d'examiner comme il convient la manière dont la formation et le financement du capital ont eu lieu dans le passé » (aux États-Unis en l'occurrence)¹. Voyons cependant s'il existe des données de nature à vérifier les prédictions de Marx s'agissant du cours suivi par le développement capitaliste.

En ce qui concerne la formation de capital aux États-Unis, Simon Kuznets relève que pendant la période 1869-1955 « il y eut une croissance marquée du capital par personne et par unité de main-d'œuvre. Au cours de l'ensemble de cette période, l'équipement en capital net par tête a presque quadruplé (...), à un taux décennal de 17 p. cent environ² ». Sans doute, la notion de formation de capital par tête et même par unité de main-d'œuvre ne recouvre pas la notion marxienne d'élévation de la composition organique du capital. Ces indications n'en montrent pas moins que le capital n'a cessé de croître durant la période considérée, au point d'augmenter quatre fois plus vite que la population. Kuznets dresse le tableau de la croissance en volume de la formation de capital, chiffrée en dollars de valeur constante (base 1929). Il distingue entre formation brute et formation nette, celle-ci représentant la valeur ajoutée au capital existant après déduction du capital fixe « consommé ». Cela étant, « la valeur annuelle de la formation brute de capital est passée de 3,5 milliards de dollars en 1869-1888 à 19 milliards en 1929-1955 et à 30 milliards en 1946-1955. Cette augmentation sur longue période, près de trois quarts de siècle, s'est donc faite à un rythme supérieur d'environ neuf fois au rythme initial. [...] La consom-

1. S. Kuznets, *Capital in American Economy*, New York, 1961, p. 33.

2. S. Kuznets, *ibid.*, p. 66.

mation de capital (amortissement) s'est elle aussi élevée rapidement, passant d'un niveau annuel d'environ 1,5 milliard de dollars en 1869-1888 à plus de 14 milliards en 1929-1955 et un peu plus de 19 milliards en 1946-1955. Le rythme d'augmentation a par conséquent été d'environ treize fois supérieur au rythme initial. De son côté, la formation nette de capital s'est remarquablement accrue, passant de 2 milliards de dollars par an en 1869-1888 à 4,7 milliards en 1929-1955 et à environ 10,5 milliards en 1946-1955. Augmentation près de cinq fois supérieure au rythme initial³ ».

On dispose pour certaines industries de données concernant d'un peu plus près la composition organique du capital. Ainsi, pour les cent plus grandes entreprises américaines, employant 5 millions de personnes et disposant au total d'un actif de 126 milliards de dollars, l'investissement moyen par poste de travail est passé de 12 200 dollars en 1949 à 20 900 en 1959 et à 24 000 en 1962⁴. Le tableau ci-après⁵ met en relief l'existence de variations considérables d'une branche d'industrie à une autre.

Malgré de multiples défauts, dont l'absence de distinction entre travail productif et travail improductif du point de vue capitaliste qu'implique la notion d'« unité de main-d'œuvre », les chiffres de Kuznets n'en permettent pas moins de constater que la formation de capital se poursuit en fonction du caractère-valeur de la production de capital, lequel exige que la part constante du capital croisse plus vite que sa part variable. Sauf en ce qui concerne les phases de dépression, l'évolution du taux d'accumulation montre que le taux de profit a été suffisant, puisque le capital a pu s'accumuler. En effet, c'est seulement quand ce taux diminue que la tendance latente du taux de profit à baisser devient manifeste. On peut dire aussi la même chose en inversant les termes : une chute de la rentabilité a pour expression la baisse du taux de formation de capital, laquelle à son tour met fin à l'élévation de la composition organique du capital.

Or l'une des « contre-tendances » qui, selon Marx, s'opposent

3. S. Kuznets, *op. cit.*, p. 394.

4. First National City Bank (New York) *Economic Letter*, juin 1963.

5. *Ibid.*, août 1960.

INVESTISSEMENT MOYEN PAR POSTE DE TRAVAIL EN 1959
DANS LES PLUS GROSSES COMPAGNIES INDUSTRIELLES, PAR BRANCHE

Nombre de firmes	Industrie	Investissement moyen par poste (en dollars)
21	Produits pétroliers	62 000
3	Distillerie	53 400
3	Tabacs	50 700
8	Métaux non ferreux	28 200
8	Produits chimiques	24 700
9	Sidérurgie	21 200
3	Papeterie	18 800
3	Automobile	14 800
11	Construction mécanique	13 000
6	Produits alimentaires	10 500
4	Pneumatiques et caoutchouc	10 300
5	Matériel électrique	10 100
7	Aéronautique	7 600
9	Autres fabrications	17 700
<hr/> 100		<hr/> 20 900

à la baisse du taux de profit n'est autre justement que le ralentissement de cette élévation-là, par suite de la dépréciation du capital constant. Celle-ci est rendue possible par des transformations technologiques qui accroissent la productivité du travail de telle sorte qu'une somme relativement moindre de plus-value est convertie en capital additionnel. Tandis que la mise en œuvre de moyens d'économiser du travail fait augmenter les investissements plus vite que les salaires, celle de moyens d'économiser du capital comble dans une certaine mesure l'écart, allant grandissant par ailleurs, entre les sommes investies dans le travail et les sommes investies dans le capital. Il ne peut en être autrement, attendu que les gains de productivité affectent aussi la production des moyens de production. Les innovations ayant

pour effet, soit d'économiser du travail, soit d'économiser du capital reviennent en réalité au même, en ce sens que relativement aux quantités de marchandises fabriquées on emploie de moins en moins de main-d'œuvre dans toutes les branches de la production et donc aussi dans la fabrication de biens capitaux.

Pour que le capital puisse s'accumuler, il faut que sa masse augmente malgré la dépréciation des moyens de production et à cause d'elle. Ainsi donc, cette dernière n'apparaît comme une « contre-tendance » à la baisse du taux de profit que dans la mesure où elle permet d'accélérer l'accumulation. C'est ce que rend d'emblée manifeste le fait que le développement du capitalisme a été constamment jalonné de crises et de dépressions, que la composition organique du capital fût basse ou élevée. Puisque seule une formation rapide de capital peut engendrer une demande sociale suffisamment importante pour permettre d'arriver au plein emploi, ou peu s'en faut, des ressources productives, l'accumulation doit se poursuivre sans tenir compte du niveau atteint par la composition organique. Le capital n'étant pas seulement un rapport de production, mais aussi un rapport de valeur, il faut que sa masse, au cours de n'importe quel cycle de production, soit plus élevée en valeur qu'elle ne l'était pendant le cycle précédent.

Mais revenons à Kuznets. Celui-ci constate que durant les trente dernières années la composition organique du capital américain n'a pas augmenté dans les mêmes proportions que dans le passé. Pendant une bonne soixantaine d'années, avant 1920, l'équipement par ouvrier s'est accru à une cadence élevée; à partir de cette date cependant, il a considérablement baissé. Sans doute, note Kuznets, « la période qui s'ouvre en 1929 englobe la grande crise des années 1930; mais elle comprend aussi les années d'expansion de la Deuxième Guerre mondiale et la décennie de formation particulièrement rapide de capital qui a suivi la fin de la guerre. Si l'on pose la moyenne 1929-1955 en approximation du développement séculaire, force est d'admettre que les facteurs déterminant la formation de capital ont subi des changements notables ⁶ ».

Toujours selon Kuznets, tout semble indiquer que la dimi-

nution du taux de formation de capital aux États-Unis découle de la dépréciation accélérée du capital et de l'invention de moyens de l'économiser. Tandis que de 1869 à 1888, « il fallait 1,70 dollar de formation brute de capital pour obtenir 1 dollar de formation nette », pendant la dizaine d'années qui va de 1946 à 1955, « il a fallu presque 3 dollars pour obtenir le même résultat ». Mesurée au produit national brut, la formation brute de capital a fléchi « de 22,6 p. 100 en 1869-1888 à 21,5 p. 100 en 1909-1928 et à 17,6 p. 100 en 1946-1955 ». Par suite de ce fléchissement et aussi de « l'élévation sensible du taux de consommation du capital relativement à la formation brute, le rapport de la formation nette de capital au revenu national (ou produit national net) présente une tendance indiscutable à la baisse. Il est en effet tombé de 14,6 p. 100 en 1869-1888 à 11,2 p. 100 en 1909-1928 et à 7 p. 100 en 1946-1955 ⁷ ».

L'accroissement de la « consommation » de capital, qui a pour effet de déprimer la formation nette de capital, s'explique non par une détérioration matérielle plus rapide du capital, mais par l'accélération de son obsolescence sous l'impact de la concurrence. Par ailleurs, le renouvellement du capital, en vue de le rendre plus productif, a été en général du type économisateur de capital, unissant un rendement accru à un investissement moindre par poste de travail. La « richesse » croissante de l'Amérique consiste en stocks de marchandises bien plus qu'en investissements nouveaux. Alors que dans le passé le progrès technologique avait pour résultat net d'augmenter simultanément la production et le capital, de nos jours, la production réelle par tête s'est accrue en même temps que le taux de formation de capital baissait.

Il n'est pas rare d'entendre dire que « le capitalisme est en crise [...] parce qu'il produit trop de plus-value pour pouvoir la réaliser intégralement dans le cadre d'une accumulation progressive du capital ⁸ ». Des transformations technologiques d'ordre qualitatif auraient ouvert « la possibilité de créer une plus-value additionnelle sans augmentation correspondante du capital investi, la forme principale que prend sa réalisation — la conversion de la plus-value en capital — se dégradant du

7. S. Kuznets, *op. cit.*, p. 68.

8. J. M. Gillman, *The Falling Rate of Profit*, New York, 1963, p. 126.

même coup⁹ ». Il s'ensuit de là que le produit national grandit plus vite que le capital.

Voilà qui n'est pas nouveau cependant. Selon Marx, nous l'avons vu, la production et la productivité du travail grandissent toujours plus vite que la valeur du capital. A tout moment, par tous les moyens, les capitalistes cherchent à rogner leurs frais de capital et leurs coûts salariaux en vue d'obtenir un profit maximal. En outre, pendant toutes les dépressions économiques, la plus-value, cristallisée en marchandises invendables, ne peut être convertie en capital additionnel, cette abondance apparente provoquant la pléthore du marché. Mais revenons une fois de plus au principe fondamental : l'élévation de la composition organique du capital ne réduit pas le taux de profit *effectif* tant que le capital s'accumule plus vite que celui-ci ne baisse. Si le capital s'accumule sans élévation correspondante de composition organique, c'est-à-dire si de nouveaux capitaux de basse composition organique font constamment apparition au sein de l'économie de marché par suite de l'extension du mode de production capitaliste, et diminuent ainsi la composition *moyenne* du capital, on verra augmenter la masse de la plus-value et le taux de profit. Des innovations ayant pour effet d'économiser du capital et donc d'amoindrir sa composition organique, devraient avoir le même résultat; pourtant, Gillman *dixit*, elles auraient entraîné au xx^e siècle une surabondance de plus-value. A croire Gillman, cette plus-value ne peut être réalisée en tant que capital *nouveau*, pas plus qu'elle ne peut l'être sur le plan de la consommation en raison du caractère antagonique du système de distribution propre au capitalisme. C'est déplacer de la sphère de production à la sphère de distribution les difficultés du capitalisme, attribuer la cause de la crise à des facteurs inhérents à la réalisation de la plus-value, non à sa création. Il s'agit là d'un rejet catégorique de la théorie marxienne de l'accumulation du capital, qui sous-entend celui de la théorie de la valeur-travail. Tel « déplacement » n'a d'ailleurs rien à voir avec les conditions sociales particulières au xx^e siècle, attendu que le problème de la production de capital a pu de tout temps être *présenté* comme un problème de réalisation. Dès le siècle dernier, Malthus, entre autres, faisait de ce problème de la réalisation

9. J.M. Gillman, *op. cit.*, p. 61.

le nœud des difficultés auxquelles le capitalisme se heurtait. Et, au début du siècle actuel, la marxiste Rosa Luxemburg voyait dans ce même problème la raison objective des crises et des guerres ainsi que de la disparition finale du capitalisme.

Tout cela n'a pas grand-chose à voir avec Marx qui, tout en estimant, il va de soi, que le monde capitaliste réel était en même temps processus de production et processus de circulation, soutenait néanmoins que rien ne peut circuler qui n'a été produit au préalable, et accordait pour ce motif la priorité aux problèmes de la production. Dès lors que seule la création de plus-value permet une expansion accélérée du capital, quel besoin a-t-on de supposer que le capitalisme se trouvera ébranlé dans la sphère de circulation ?

En raison de la baisse tendancielle du taux de profit, il ne peut jamais y avoir excès de plus-value par rapport aux exigences de l'accumulation du capital. Certes, il se peut que, par suite de disproportions du marché, certaines industries connaissent un problème de réalisation ; mais ces mêmes disproportions, provoquant une répartition nouvelle du travail et du capital plus conforme au principe de la rentabilité, auront pour effet de résoudre le problème. On ne saurait expliquer par des disproportions du marché une surproduction de capital et de marchandises capable d'affecter simultanément toutes les sphères et branches de la production. Étant donné que cette surproduction affecte à des degrés divers les capitaux individuels, elle porte à la réalisation de la plus-value une atteinte telle qu'une simple réallocation du travail et du capital existants ne saurait d'évidence la relancer.

Selon la théorie marxienne, une augmentation adéquate de la masse de la plus-value suffit à transformer la stagnation en expansion. Considérons, par exemple, la stagnation relative de l'économie américaine comme une crise prolongée, ce qu'elle est d'ailleurs en fait. Rien dans la théorie de Marx n'exclut la reprise d'une expansion accrue, bien que la *situation réelle* du capitalisme américain paraisse de nature à la rendre impossible. Qui dit stagnation dit crise. Dans ce cadre, tout est fait pour accroître la rentabilité du capital. L'échec de ces efforts en vue d'accélérer l'accumulation, loin de dénoter l'existence d'un trop-plein de plus-value par rapport aux exigences de l'accumulation, signifierait au contraire qu'il n'y a pas assez de plus-

value quelle qu'en soit la masse, pour remplir ce but-là. Si cette situation particulière se prolongeait longtemps, il apparaîtrait nettement que la crise est insoluble, car une *production en essor continu mais sans accumulation* cesse d'être véritablement une production capitaliste. En ce cas, une part croissante du surtravail perdrait en effet son caractère-valeur avec pour conséquence une diminution correspondante de la rentabilité du capital. On serait dès lors en droit de parler d'une « crise permanente », ce qui revient à dire que les mécanismes de la crise se sont révélés incapables de rétablir les conditions indispensables au redémarrage de l'économie.

Marx ne s'est jamais penché sur le cas d'une entreprise ou d'un pays particulier que dans la mesure où ce cas lui permettait de tirer au clair le caractère du système capitaliste comme tel. Dans ce dessein de démonstration, il recourut à l'exemple de l'Angleterre, notant à ce sujet que « le pays le plus développé industriellement ne fait que montrer à ceux qui le suivent sur l'échelle industrielle l'image de leur propre avenir¹⁰ », mais cette image est relative uniquement aux conditions de production et d'échange et n'exclut nullement l'existence de différences entre nations à d'autres égards. L'exemple anglais lui servit à étayer la théorie générale de l'accumulation du capital mais, une fois qu'il l'eut formulée, celle-ci ne concernait plus un pays considéré en particulier. Le processus général de l'accumulation concurrentielle laisse aux capitaux individuels des chances de réussite variables, et, de même, aux pays individuels. Au niveau du monde entier cependant, le processus d'accumulation capitaliste reste déterminé soit par l'augmentation soit par la diminution de la plus-value au regard de la masse accrue du capital total. S'il y a stagnation dans un pays donné, un autre pourra grâce à cela accumuler plus vite. Mais c'est la grandeur inconnue du capital total et son rapport à la plus-value globale qui déterminent les chances de réussite du système tout entier. Voilà qui suppose que certains pays subissent une pénurie *générale* de plus-value sous la forme *particulière* d'un déficit du fonds d'investissement, au moment même où d'autres connaissent la même situation mais inversée, sous forme cette fois d'une « pléthore » de plus-value irréalisable. De toute

10. *Capital*, I, E. S., I, p. 29; P. I, p. 559.

façon, la plus-value irréalisable cesse de constituer de la plus-value, si bien que l'absence de rentabilité devient un phénomène général.

Cela n'est pas à dire qu'une disproportion de l'offre et de la demande du marché aboutit à l'incapacité et de vendre et d'acheter. Car c'est une pénurie réelle qui *crée cette disproportion*. Si le capitalisme dans son ensemble pouvait se développer plus vite qu'il ne le fait en réalité, il serait possible de convertir intégralement la plus-value en capital additionnel. Même en ce cas cependant, le taux de profit ne baisserait pas moins par suite de l'élévation de la composition organique du capital, ce qui une fois de plus provoquerait une surproduction et transformerait le problème de la production en un problème de réalisation.

Dans l'optique marxienne, les diverses théories des crises existantes — qui ramènent le problème soit à une sous-consommation soit à une surproduction de marchandises —, ne font que décrire du dehors les mécanismes de la crise. Suivant Marx en effet, la surproduction périodique de moyens de production et de marchandises, qui empêche la réalisation de la plus-value, n'est rien d'autre qu'une surproduction de moyens de production inaptes à fonctionner comme capital, c'est-à-dire à permettre d'exploiter le travail à un degré d'intensité donné. Et quoique la surproduction de marchandises soit un fait avéré, la théorie de Marx n'est nullement sous-consommationniste. Aux yeux de son auteur en effet, la production capitaliste est antinomique — et ne peut que le rester — avec le pouvoir de consommation qu'elle a elle-même engendré, et cela en temps de prospérité comme en temps de crise.

Il faut donc expliquer l'augmentation de la demande sociale de biens de consommation, inhérente aux phases d'essor du système, non par une croissance du « pouvoir de consommation » proportionnelle à celle de la production, mais par l'accroissement du nombre de travailleurs désormais mis en œuvre. Pendant les phases d'expansion, les prix montent plus vite que les salaires, ce qui a pour effet de réduire le revenu individuel du travailleur tout en augmentant celui de sa classe, ou encore de n'augmenter les revenus individuels que dans la mesure où ils sont fonction d'un labeur constant et prolongé. En outre, ce n'est pas la hausse de la consommation de la population non

travailleuse qui comble l'écart séparant la production d'avec la consommation sociale, puisque le surcroît de plus-value est en grande partie réinvesti. Le bond en avant de la demande de biens de consommation s'explique par l'expansion vigoureuse de la demande de biens de production, laquelle contribue à répartir le travail social en conséquence. Au début d'une dépression, les prix baissent plus vite que les salaires, et la condition du travailleur individuel s'améliore alors que celle de sa classe, qui comprend les chômeurs, se dégrade. La situation change à partir du moment où une nouvelle stabilité s'établit sur la base de la dépression; dès lors, le pouvoir d'achat des salaires versés aux travailleurs maintenus en activité ne manque pas de diminuer. Mais il s'agit déjà en l'occurrence d'un aspect de la tendance subséquente à la reprise. De même, à l'apogée de la prospérité, les augmentations de salaires qui accompagnent, voire dépassent parfois, la hausse des prix, constituent à bien des égards un symptôme de la crise qui approche. Bref, le cycle économique n'est nullement suscité par les fluctuations du pouvoir d'achat, celui de la classe ouvrière en particulier; bien au contraire, c'est le cycle qui détermine ces fluctuations.

Abstraction faite de ces considérations toutefois, la cause dernière de toutes les crises « reste la pauvreté et la consommation restreinte des masses, face à la tendance de la production capitaliste à développer les forces productives comme si elles n'avaient pour limite que le pouvoir de consommation absolu de la société¹¹ ». Eu égard en effet tant aux capacités effectives de production qu'au pouvoir de consommation restreint des masses, la cause *observable* de la crise demeure l'incapacité manifeste de consommer ce qui a été produit. Qu'il s'agisse là d'une condition fondamentale de l'existence du système ne change rien au fait qu'il s'agit aussi d'une contradiction entre la production et la consommation. Au cours de la crise réelle, si on laisse de côté les mécanismes cachés de la crise que traverse la production de capital, il y a, face à la masse des marchandises inécoulables, un pouvoir d'achat en contraction constante et des capacités de production conçues en prévision d'une expansion constante. En bonne théorie capitaliste, on attribue

11. *Capital*, III, E. S., 2, p. 145; P. II, p. 1206.

cela à une disparité de l'offre et de la demande exprimées en argent, disparité génératrice de fluctuations des prix du marché qui finalement la feront disparaître. Selon Marx, en revanche, cette disparité ne peut être comblée que provisoirement par une accumulation accrue du capital, laquelle a pour effet d'approfondir l'écart séparant la production d'avec la consommation. A son avis, la crise ne peut être éliminée ni par une diminution de la production, ni par une augmentation de la consommation, ni par une conjugaison de l'une et de l'autre. Celle-ci n'équivaudrait-elle pas d'ailleurs à mettre fin au système capitaliste lui-même? Ni la sous-consommation ni la surproduction ne s'expliquent d'elles-mêmes. Pour les comprendre, il faut les replacer dans le contexte de la production de capital.

CHAPITRE X

L'expropriation du capital

La production capitaliste est vouée à aller de l'avant. Pour elle, faire du sur-place serait rétrograder, cesser d'accumuler signifierait saper l'édifice social qui sert de base au système. Toute analyse statique des rapports qui lui sont inhérents revient à une fiction et n'est admissible que dans la mesure où elle permet de saisir sa dynamique réelle. Pour créer la masse de plus-value en progression constante qu'exige en permanence l'accumulation du capital (condition nécessaire au préalable, en système capitaliste, d'une production sociale plus ou moins satisfaisante en termes réels — tels que le maintien de l'existence sociale), le capitalisme doit tout autant révolutionner perpétuellement la sphère de la production, afin de fabriquer toujours davantage de plus-value, qu'élargir ses marchés en vue de convertir cette dernière en capital additionnel. Pourtant la réalisation de la plus-value est liée non seulement à l'élargissement du marché, mais aussi à un marché qui permette au capital de grossir, en revêtant la forme de moyens de production nouveaux, seuls capables d'assurer la réalisation de la plus-value en tant que *capital*.

L'accumulation est fondée sur la concurrence. Non que le sort du capitalisme dépende de la concurrence, mais tout se passe comme si celle-ci était le véritable mode de mouvement de celui-là. « Tant que le capital est faible, écrit Marx, il cherche à s'appuyer sur les béquilles d'un mode de production disparu ou en voie de disparition; sitôt qu'il se sent fort, il se débarrasse de ces béquilles et se meut conformément à ses lois propres. De même, sitôt qu'il commence à se sentir et à être senti

comme une entrave au développement, il cherche refuge dans des formes qui, tout en semblant parachever son règne, annoncent en même temps, par les freins qu'elles imposent à la libre concurrence, sa dissolution¹. » En d'autres termes, un capitalisme « sain » est un capitalisme rigoureusement soumis à la concurrence, et il faut voir dans les imperfections de la concurrence aux premiers et aux derniers stades du développement du système autant de troubles propres soit à un capitalisme infantile soit à un capitalisme sénile. Car un capitalisme qui met un frein à la concurrence ne peut plus bénéficier de la « régulation » indirecte qui en découle sur le plan des prix et des mouvements du marché, lesquels tirent leur origine des rapports de valeur inhérents au processus de production.

Marx a traité du capitalisme de son temps, fondé sur la propriété privée et progressant sous le fouet de la concurrence. Ce capitalisme-là ou bien se développe au moyen de l'accumulation, ou bien sombre dans la crise et la dépression. Quand Marx parle d'« auto-expansion » du capital, d'« accumulation pour l'accumulation », il désigne un besoin dévorant, perpétuel et contraignant de valeur d'échange. Ce besoin, tout en ayant fait du capitalisme le système de production sociale le plus productif à ce jour, explique aussi ses difficultés économiques et sociales et, en fin de compte, sa tendance à stériliser les forces productives chaque fois que la poursuite de leur développement se heurte aux rapports de production qui lui sont spécifiques. C'est le principe de l'accumulation qui rend compte de l'essor et du déclin du système. Les contradictions propres à la formation de capital — qu'on peut toutes ramener au caractère-valeur de la production de capital — ont pour effet tout à la fois de stimuler et de retarder le développement général des pouvoirs productifs de la société. Mais, une fois le processus d'accumulation parvenu à un certain point, « le développement des forces productives devient une barrière pour le capital; en d'autres termes, le système capitaliste devient un obstacle pour l'expansion des forces productives du travail. Arrivé à ce point, le capital, ou plus exactement le travail salarié, entre dans le même rapport avec le développement de la richesse sociale et des forces productives que le système

1. *Fondements*, II, pp. 167-168; P. II, p. 295.

des corporations, le servage, l'esclavage, et il est nécessairement rejeté comme une entrave [...]. C'est par des conflits aigus, des crises, des convulsions que se traduit l'incompatibilité croissante du développement créateur de la société avec les rapports de production établis. L'anéantissement violent du capital par des forces venues non pas de l'extérieur, mais jaillies du dedans, de sa propre volonté d'autoconservation, voilà de quelle manière frappante avis lui sera donné de déguerpir pour faire place nette à une phase supérieure de la production sociale². »

C'est en examinant les effets de la productivité croissante du travail sur les rapports capitalistes, pris en tant que rapports de valeur économiques que Marx put prévoir dans ses grandes lignes l'expansion du capital, même si ces prévisions concernaient uniquement « la *tendance historique* de l'accumulation capitaliste³ » au sens large. Le modèle extrêmement abstrait qu'il conçut à cette fin ne peut rendre compte que des raisons pour lesquelles le capital se meut par alternances d'expansion et de contraction et pour lesquelles ce genre de mouvement se heurte toujours davantage aux obstacles que dressent devant lui la masse sans cesse accrue du capital, sa concentration et centralisation, l'élévation de sa composition organique et les conséquences néfastes qui s'ensuivent pour sa rentabilité. Mais ces découvertes sont des conclusions logiques tirées d'un modèle lié à un nombre restreint d'hypothèses économiques qui, pour fondamentales qu'elles soient au regard du système capitaliste, ne prétendent pas restituer ce dernier dans tous ses détails concrets.

Bien qu'il soit impossible de comprendre vraiment un ordre donné de réalité si l'on ne part pas d'une théorie du développement, une telle théorie offre seulement une *direction de recherche* à qui s'efforce d'appréhender l'évolution réelle du monde de la production du capital. Il se peut que le point d'aboutissement logique de cette évolution, prise en tant que processus d'expansion-valeur, ne s'inscrive pas dans les faits; mais la théorie n'en constitue pas moins à tout moment une base d'orientation pour une analyse plus restreinte et aussi plus concrète des *mouvements effectifs* de la production de capital.

2. *Fondements*, II, pp. 276-277; P. II, pp. 272-273.

3. *Capital*, I, E. S., 3, p. 203; P. I, p. 1237.

S'il arrivait au capitalisme de dépouiller le vieil homme, pour ainsi dire, et de devenir subitement autre chose que ce qu'il est, l'analyse de l'expansion-valeur du capital serait du même coup parfaitement superflue. Cependant, tout mode de production repose obligatoirement sur des rapports sociaux déterminés et qui demeurent tels quels, quelques modifications que le mode de production puisse subir. Tant que les rapports sociaux restent des rapports de valeur économiques et déterminent le développement général comme tel, l'accumulation capitaliste obéit à la *tendance historique* détectée par Marx.

La théorie du développement capitaliste constitue à la fois une théorie générale de l'accumulation et une théorie particulière des crises; ce qui revient à dire qu'on ne peut considérer l'une indépendamment de l'autre. Posant en hypothèse l'expansion ininterrompue du capital dans le cadre d'un système clos, la théorie générale fait voir que le taux de profit baisse par suite de l'élévation de la composition organique du capital. Toutefois, cette tendance générale n'apparaît au grand jour qu'en temps de crise, avec la surproduction de capital. Seul ce cours des choses *effectif* confère à la théorie générale son importance *pratique*. Les limitations *réelles* du système capitaliste se manifestent au travers des *conditions concrètes* propres à la crise de suraccumulation, et non de la tendance abstraite du taux de profit à baisser, telle que le modèle-valeur la met en lumière.

Le seul aspect de la théorie générale de l'accumulation qui soit directement relatif à la crise concerne le point à partir duquel il devient impossible de créer de la plus-value en quantité suffisante pour vaincre les effets de la baisse tendancielle du taux de profit grâce à une expansion accélérée du capital. Rien ne permet, dans le monde réel, de déceler le moment où ce point est atteint. Le processus effectif de l'accumulation peut se trouver ralenti et, de fait, se trouve constamment ralenti par des dépenses de capital non productives, c'est-à-dire non rentables, par l'anéantissement pur et simple de capital (en temps de guerre) et par des interventions d'ordre politique dans l'économie. Calculé sur longue période, le taux moyen de l'accumulation se révèle des plus modérés et ne paraît pas de nature à justifier l'idée que la baisse tendancielle du taux de profit finira par entraîner l'effondrement du système, comme il ressort du modèle marxien de l'accumulation du capital.

Mais il ne faut jamais perdre de vue que modèle et réalité sont choses différentes.

Cependant, ce n'est pas le taux moyen de l'accumulation en longue période qui détermine les activités sociales, mais l'état réel de la production de capital à *quelque moment que ce soit* — en phase de prospérité comme en phase de dépression. La théorie générale de l'accumulation élaborée par Marx montre que « *la véritable barrière de la production capitaliste, c'est le capital lui-même*. Voici en quoi elle consiste : le capital et son expansion apparaissent comme le point de départ et le point d'aboutissement, comme le but et le mobile de la production ; la production est uniquement production pour le *capital*, au lieu que les instruments de production soient des moyens pour un épanouissement toujours plus intense du processus de la vie pour la *société* des producteurs ⁴ ». Pourtant, du fait même que la production de capital revêt ce caractère, elle peut pendant un certain temps surmonter les obstacles qu'elle a dressés elle-même sur son chemin. Ce n'est qu'une fois ce mode de production devenu une entrave avérée et permanente à l'essor continu des pouvoirs productifs de la société que ces barrières immanentes se révéleront des barrières absolues, dans le cadre concret de la production.

Si la loi générale de l'accumulation met en évidence l'existence de limites historiques au développement du capitalisme, rien ne permet cependant de dire à quel moment ces limites seront atteintes — c'est-à-dire quelles fluctuations particulières de la production de capital plongeront le système dans une crise dont il sera incapable de venir à bout. Mais puisque le capitalisme est en butte à des crises aux effets toujours plus destructeurs, les convulsions sociales engendrées par chaque crise pourraient — avec de la chance — mettre fin au système. En même temps que ce dernier, a surgi la classe nouvelle des ouvriers d'industrie. Que ces ouvriers prennent conscience de leur situation de classe et du fait que le capitalisme a fait son temps, et il n'est pas inconcevable qu'ils optent alors pour la voie qui consiste à abolir leur condition propre — l'exploitation et les privations qu'ils endurent — en abattant le système capitaliste par des moyens politiques.

4. *Capital*, III, E. S., I, p. 263 ; P. II, p. 1032.

C'est là une virtualité de développement qui, loin de rester seulement concevable, a pris corps dans une certaine mesure avec l'essor d'un mouvement ouvrier anticapitaliste. De son côté, l'histoire enseigne que, dans le passé, des rapports de classes fondés sur des modes de production différents, ont été abattus par des moyens politiques et l'on ne voit vraiment pas pourquoi il faudrait admettre que ce type d'évolution historique ait pris fin avec l'apparition du capitalisme. Marx ne prévoyait pas, quant à lui, un effondrement « automatique » ou « économique » du système capitaliste. Seule la puissance des actions révolutionnaires de la classe ouvrière était apte, selon lui, à montrer si la crise du système à un moment donné en constituait ou non la « crise finale ».

Nous n'avons pas à nous demander, dans le cadre présent, si Marx ne s'est pas fié par trop en matière de développement social à des précédents historiques, ou s'il n'a pas péché par excès d'optimisme, ou encore s'il se berçait d'illusions quand il annonçait l'essor d'un prolétariat révolutionnaire — comme tout ce qu'on sait des conditions politiques du capitalisme au xx^e siècle paraît le démontrer. Ce qui nous intéresse ici, c'est que l'analyse du développement capitaliste sur la base de la valeur ne permet que des prédictions d'une validité restreinte. Marx n'ignorait d'ailleurs pas ce « point faible », qui refusait de prédire la fin du capitalisme autrement qu'en termes très généraux. Mais, quelles qu'aient pu être les limites de sa théorie, en raison du niveau d'abstraction élevé qui la caractérise, elle n'en reste pas moins la seule que le cours effectif du développement a confirmé. Qu'il s'agisse de l'élévation de la composition organique du capital; de la baisse tendancielle du taux de profit telle que les crises la mettent en évidence; de la gravité toujours accrue de ces crises; de la création d'une armée industrielle de réserve; de la misère noire qui demeure le lot de la plus grande partie de la population mondiale malgré l'accroissement de la richesse sous sa forme capital; de l'élimination de la concurrence par la concurrence (ou concentration, centralisation et monopolisation croissantes du capital); dans tous ces cas-là, on retrouve nettement le modèle de développement conçu par Marx.

La monopolisation, concentration et centralisation du capital sont des faits généralement admis et les données ne font certes

pas défaut à ce sujet. Pour n'en donner qu'un exemple : « quelque 50 p. 100 de l'industrie manufacturière américaine — soit tout ce qui n'est pas banques et transports — est aux mains de 150 compagnies, du moins à juger d'après la valeur de leurs actifs. Si l'on ajoute à cela les banques et les transports, le total augmente. Si l'on prend un groupe assez large, les statistiques montreront vraisemblablement que les deux tiers environ des avoirs productifs des États-Unis, à l'exclusion de l'agriculture, appartiennent à un groupe n'excédant pas 500 compagnies. Il s'agit là de propriété de fait. Sur le plan du pouvoir, compte tenu des titres de propriété, non seulement les deux tiers de l'économie non agricole sont soumis à 500 compagnies, mais aussi, au sein de chacune de ces compagnies, c'est un groupe plus restreint encore qui décide en dernière instance. Telle est bien la concentration la plus poussée du pouvoir économique que l'histoire ait jamais connue. Les États-Unis fabriquant aujourd'hui près de la moitié des articles manufacturés produits dans le monde, ces 500 groupements [...] incarnent une concentration absolument sans précédent du pouvoir économique ⁵ ».

Toutefois la loi générale de l'accumulation capitaliste, formulée par Marx, doit son importance *réelle* moins aux changements que le système capitaliste a subis au cours de l'accumulation, qu'aux effets de ces changements sur la condition ouvrière. Répétons-le : la concurrence oblige toutes les entreprises à élargir leur capital et à l'élargir plus vite que la main d'œuvre qu'elles emploient. A mesure que les capitaux les plus forts absorbent les plus faibles, la quantité minimale de capital à engager dans les affaires augmente. La croissance du capital social total, tout en impliquant l'apparition et l'essor d'une foule de capitaux individuels, accroît aussi le degré de concentration du capital accumulé. La concentration revient donc à un processus de centralisation, métamorphosant de multiples capitaux faibles en un capital unique et plus fort. N'exigeant qu'un simple changement dans la répartition du capital disponible, elle se poursuit, que le capital s'accumule ou non, en phase de prospérité comme en phase de dépression. Ses effets sont encore accrus par le crédit qui devient « une arme additionnelle et terrible de la guerre de la concurrence, et se transforme

5. A. A. Berle, *Economic Power and the Free Society*, New York, 1957, p. 14.

enfin en un immense mécanisme social destiné à centraliser les capitaux ⁶ ».

Selon Marx, la centralisation parachève l'œuvre de l'expansion du capital. L'accumulation seule, c'est-à-dire « l'accroissement graduel du capital au moyen de la reproduction en ligne spirale, n'est qu'un procédé lent comparé à celui de la centralisation qui en premier lieu ne fait que changer le groupement quantitatif des parties intégrantes du système social ⁷ ». Dans une branche de production particulière, « la centralisation n'aurait atteint sa dernière limite qu'au moment où tous les capitaux qui s'y trouvent engagés ne formeraient plus qu'un seul capital individuel. Dans une société donnée, elle n'aurait atteint sa dernière limite qu'au moment où le capital national tout entier ne formerait plus qu'un seul capital entre les mains d'un seul capitaliste ou d'une seule compagnie de capitalistes ⁸ ». En attendant, la tendance à la centralisation vient ajouter à l'exploitation du travail l'expropriation du capital par le capital, laissant augurer sa disparition finale. Marx a récapitulé l'ensemble de ce processus au moyen de sa célèbre thèse qui fait de l'expropriation du capital la conséquence directe des lois immanentes de la production capitaliste. « Corrélativement à cette centralisation, écrit-il, à l'expropriation du grand nombre des capitalistes par le petit, se développent sur une échelle toujours croissante l'application de la science à la technique, l'exploitation de la terre avec méthode et ensemble, la transformation de l'outil en instruments puissants seulement par l'usage commun, partant l'économie des moyens de production, l'entrelacement de tous les peuples dans le réseau du marché universel, d'où le caractère international imprimé au régime capitaliste. A mesure que diminue le nombre des potentats du capital qui usurpent et monopolisent tous les avantages de cette période d'évolution sociale, s'accroissent la misère, l'oppression, l'esclavage, la dégradation, l'exploitation, mais aussi la résistance de la classe ouvrière sans cesse grossissante et de plus en plus disciplinée, unie et organisée par le mécanisme même de la production capitaliste. Le monopole du capital devient une

6. *Capital*, I, E. S., 3, p. 68; P. I, p. 1138.

7. *Ibid.*, E. S., 3, p. 69; P. I, p. 1140.

8. *Ibid.*, E. S., 3, p. 68; P. I, p. 1139.

entrave pour le mode de production qui a prospéré avec lui et sous ses auspices. La socialisation du capital et la centralisation de ses ressorts matériels arrivent à un point où elles ne peuvent plus tenir dans leur enveloppe capitaliste. Cette enveloppe se brise en éclats. L'heure de la propriété capitaliste a sonné. Les expropriateurs sont à leur tour expropriés⁹. »

Seules nous intéressent ici les tendances générales sous-jacentes à la production de valeur et à l'accumulation du capital. Cette dernière a pour effet d'accroître en chiffres absolus le nombre des capitalistes et des travailleurs, tout en le réduisant relativement à la masse croissante du capital. Quand il y a baisse du taux d'accumulation, ce déclin relatif tend à devenir absolu. Les ouvriers cessent de produire de la plus-value et les capitalistes de se l'approprier, et du même coup cessent aussi d'être des capitalistes. La diminution du nombre des capitalistes ne fait qu'augmenter celui des prolétaires, employés ou chômeurs. Par conséquent, l'accumulation et la centralisation du capital polarisent la société : moins de détenteurs de capitaux font face à plus de non-propriétaires — lesquels ne peuvent subsister que grâce à la vente de leur force de travail.

Le double caractère de la production capitaliste, qui s'exprime dans la double nature de la marchandise comme valeur d'échange et comme valeur d'usage, et, au niveau de la société, dans la contradiction opposant la production matérielle à la production de capital, réapparaît et détermine le développement du capital dans ses diverses manifestations et dans son mode de mouvement par alternances d'expansion et de contradiction. Les conditions de vie des masses non propriétaires dépendent des mouvements du capital tels qu'ils se trouvent déterminés par les conditions de rentabilité; et plus le capital s'accumule, plus cet état de dépendance devient précaire. Si elle entraîne un accroissement du prolétariat, l'accumulation du capital suscite aussi une diminution de la demande de main-d'œuvre relativement au capital accru. Elle a pour conséquence de créer un excédent de population laborieuse, lequel est en même temps la condition première de sa bonne marche puisque les besoins variables de l'expansion du capital exigent une masse tantôt

9. *Capital*, I, E. S., 3, p. 205; P. I, p. 1239.

plus grande tantôt plus réduite de force de travail exploitable. « Dans son ensemble, la forme sous laquelle l'industrie moderne se meut repose sur la transformation constante d'une partie de la population laborieuse en chômeurs complets ou partiels ¹⁰. » Ainsi donc l'accumulation du capital est-elle simultanément une accumulation de la misère. Selon Marx : « La réserve industrielle est d'autant plus nombreuse que la richesse sociale, le capital en fonction, l'étendue et l'énergie de son accumulation, partant aussi, le nombre absolu de la classe ouvrière et la puissance productive de son travail, sont plus considérables. Les mêmes causes qui développent la force expansive du capital amenant la mise en disponibilité de la force de travail, la réserve industrielle doit augmenter avec les ressorts de la richesse. Mais plus la réserve grossit, comparativement à l'armée active du travail, plus grossit aussi la surpopulation consolidée dont la misère est en raison directe du labeur imposé. Plus s'accroît enfin cette couche des Lazare de la classe salariée, plus s'accroît aussi le paupérisme officiel. *Voilà la loi générale, absolue, de l'accumulation capitaliste.* L'action de cette loi comme de toute autre, est naturellement modifiée par des circonstances particulières ¹¹. »

La misère croissante, dont le processus de l'accumulation s'assortit, est considérée en l'occurrence comme une *tendance générale* sous-jacente aux mouvements effectifs du travail et du capital, mais susceptible toutefois de se modifier, au sens où le processus d'accumulation lui-même se modifie en raison de la *nature spécifique* de ses alternances d'expansion et de contraction à quelque moment que ce soit. Marx ne pensait pas que l'accroissement de la misère se ferait en permanence, pas plus que la baisse du taux de profit n'était à ses yeux un fait toujours observable. De même que l'expansion du capital, dans la mesure où elle se traduit par une masse accrue de capital, compense les effets de cette baisse, de même, dans la mesure où elle aboutit à réduire, voire à éliminer, l'armée de réserve industrielle, elle provoque une augmentation de la demande de main-d'œuvre et du prix du travail. Pour devenir un facteur social signifiant, l'accroissement de la misère doit s'accompagner d'une baisse graduelle et

10. *Capital*, I (cf. *supra*, chap. VIII, p. 96, n. 3).

11. *Ibid.*, E. S., 3, p. 87; P. I, p. 1162.

constante de la demande de main-d'œuvre. Elle ne peut prendre un caractère permanent qu'en cas de crise, de dépression et de stagnation du capital. Néanmoins, dans le cadre de la production de capital, l'absence de misère à grande échelle et en progrès constants reste un phénomène tout provisoire et limité aux seules phases d'expansion. La fréquence croissante des crises, l'allongement des phases de dépression, les obstacles de plus en plus grands auxquels se heurte l'accélération du processus d'accumulation — considéré dans son ensemble, périodes de « haute » et de « basse » conjoncture confondues — posent à la fois en fait social et en « loi générale, absolue, de l'accumulation capitaliste » la croissance de la misère.

Cette dernière ne découle cependant du jeu de la loi de la valeur que pour autant que l'accumulation du capital entraîne une diminution de la demande de main-d'œuvre par rapport à la masse accrue du capital, créant par là une armée de réserve industrielle. C'est en fonction de l'expansion et de la contraction alternatives de la production de capital qu'oscille le volume de l'emploi. Une baisse constante du taux d'accumulation aurait pour effet d'accroître en permanence la réserve industrielle et du même coup le nombre des individus paupérisés vivant des miettes que la société veut bien leur laisser. Mais tant que subsiste la possibilité d'une expansion accélérée du capital, cette armée de réserve, justifiant son nom, fournit au processus d'accumulation tout le matériel humain dont il réclame l'exploitation. S'attendre à la paupérisation absolue d'une fraction toujours plus grande du prolétariat revient donc à s'attendre à une baisse perpétuelle du taux d'accumulation. Marx voyait en cela la conséquence ultime de l'accumulation capitaliste, quand bien même rien ne permettait de prédire à quelle époque elle viendrait s'inscrire dans les faits.

Telle que Marx l'a conçue, l'analyse-valeur de l'accumulation du capital suppose que la force de travail est toujours payée intégralement à sa valeur d'échange, soit ses coûts de production et de reproduction. Sur la base de cette hypothèse, la misère, loin d'être générale, concerne uniquement le travail salarié. Mais il y a des compressions de main-d'œuvre, engendrant un surcroît de misère, parce que « la force de travail ne reste vendable qu'autant qu'elle conserve les moyens de production comme capital, qu'elle reproduit son propre équivalent comme

capital et qu'elle crée au capitaliste un surplus de capital¹² ». Toute autre force de travail, sans valeur ni d'usage ni d'échange, cesse d'être partie intégrante du processus de la production sociale et, par conséquent, de la société elle-même. Mais à supposer même que ceux qui travaillent reçoivent la valeur de leur force de travail, l'accumulation n'en trouve pas moins son « terme logique » dans la baisse du taux de profit.

En théorie, la valeur de la force de travail est déterminée par ses coûts de production et de reproduction. Mais ceux-ci varient eux-mêmes dans certaines limites. D'où la possibilité, pour la force de travail, d'avoir un prix ou supérieur ou inférieur à sa valeur. En cas de fort excédent démographique, par exemple, la nécessité de reproduire la population active dans son ensemble disparaît et, dès lors, certaines catégories de travailleurs au moins risquent de subir une diminution de salaires ne tenant aucun compte des exigences de leur reproduction. Dans des conditions différentes, il arrive que les salaires de nombreux travailleurs excèdent la valeur de leur force de travail, en particulier lorsque la demande dépasse l'offre de main-d'œuvre. On peut voir aussi les salaires progresser par suite de luttes ouvrières, ou encore la monopolisation de certaines sortes de travail ou des interventions d'ordre politique sur le marché de l'emploi venir compenser des fluctuations dues au jeu de l'offre et de la demande. Quoi qu'il en soit, si l'on considère la classe ouvrière globalement, dans le cadre de la concurrence, les « variations du taux général des salaires » sont déterminées par des « mouvements d'expansion et de contraction alternatifs correspondant à leur tour aux vicissitudes du cycle industriel¹³ ». En toutes circonstances, la hausse du salaire ou « diminution du travail gratuit que doit fournir l'ouvrier [...] ne peut jamais aller assez loin pour porter préjudice au système capitaliste [...]. C'est la grandeur de l'accumulation qui constitue la variable indépendante, et celle du salaire la variable dépendante, et non l'inverse¹⁴ ».

Les salaires de la population *travailleuse* ne sauraient baisser — et peuvent même augmenter — au cours de l'accumulation,

12. *Capital*, I, E. S., 3, pp. 59-60; P. I, p. 1128.

13. *Ibid.*, E. S., 3, p. 80; P. I, p. 1153.

14. *Ibid.*, E. S., 3, p. 60; P. I, p. 1129. [La seconde phrase de ce passage ne figure pas dans la version française remaniée par Marx; cf. M.E.W., 23, p. 666. N.d.T.]

mais cela ne met nullement fin pour autant à la misère de la fraction excédentaire de la population. En outre, toujours selon Marx, la valeur effective de la force de travail ne coïncide pas nécessairement avec le minimum matériel de subsistance; en effet, « elle varie suivant le climat et le niveau du développement social; elle ne dépend pas seulement des besoins physiques, mais encore des besoins sociaux, développés au cours de l'histoire, et qui deviennent une *seconde nature*. Mais, dans chaque pays, ce salaire moyen régulateur est, dans une période donnée, une grandeur donnée¹⁵ ». Quel que soit le niveau de vie qu'il permette, ce salaire moyen correspond au travail nécessaire, ou valeur de la force de travail. Les capitalistes peuvent ne pas juger bon de le réduire, ou ne pas trouver un moyen d'y parvenir. Et si la productivité du travail est assez forte pour créer une plus-value suffisant à satisfaire aux exigences de l'accumulation, la quantité ou la qualité des marchandises qui constituent l'équivalent de la valeur de la force de travail, ou qui s'expriment dans le taux de salaire social moyen, importe peu. Seul compte alors le fait que cette situation, caractérisée ainsi par le haut niveau des profits et des salaires, requiert une forte productivité du travail et donc une composition organique du capital élevée, doublée d'une accumulation rapide. Mais de même que les salaires atteignent un summum peu de temps après le démarrage d'une crise particulière, l'accumulation du capital dans sa tendance générale, et tout en s'accompagnant de hausses de salaires, devait selon Marx arriver à un point à partir duquel la plus-value disponible ne suffirait plus à alimenter les profits habituels et la bonne marche de l'expansion. Dès lors l'accumulation ne pourrait se faire qu'aux dépens du travail nécessaire, en ramenant les salaires au-dessous de leur valeur établie par l'histoire. Dès lors, la poursuite de l'accumulation signifierait, au sens le plus strict, la paupérisation du prolétariat.

Il convient de rappeler à ce propos que *Le Capital* a été rédigé il y a un siècle. Dans les conditions sociales et technologiques qui prédominaient à l'époque, une projection du développement capitaliste pouvait aisément amener à sous-estimer le ressort du capitalisme par suite d'une surestimation des difficultés qu'il était appelé à rencontrer. La condition ouvrière était alors

15. *Capital*, III, E. S., 3, p. 235; P. II, p. 1458.

épouvantable et la quête frénétique de plus-value, attisée encore s'il se peut par une âpre concurrence, avait pour effet d'accélérer l'expansion du capital et de susciter crises sur crises, alors que les niveaux de vie ne faisaient que de lents progrès. Le capitalisme ne semblait certes pas promis à un destin enchanteur. Et puis Marx souhaitait qu'il crevât au plus vite.

La théorie de Marx peut assurément se passer de voir confirmées en tous points ses prédictions en matière de développement social. Il serait donc d'autant plus stupide de contester que Marx s'attendait à ce que le processus effectif de l'accumulation exacerberait la misère sociale d'une façon bien plus rapide et extensive que ce ne fut le cas en réalité. S'il avait pu constater que le capitalisme, loin d'aggraver la condition de la plupart des prolétaires, était capable de l'améliorer, il aurait sans doute été obligé de reviser le pronostic subjectif, conditionné par son époque, qu'il portait sur l'évolution concrète du système, mais non point sa théorie générale de l'accumulation. Celle-ci ne concerne nullement en effet une période de temps spécifique; tant que le capitalisme évolue de la manière prévue par Marx, les conséquences sociales de ce développement peuvent être différées, mais non définitivement écartées.

La théorie marxienne du développement fait d'ailleurs état de « contre-tendances » qui, pour un temps, battent en brèche le processus d'« autodestruction » qui s'ensuit des contradictions inhérentes au capital. Ces « contre-tendances », n'étant rien d'autre que des réactions à l'évolution générale, ne vont donc pas sans la confirmer. Conditionnées par l'histoire, à l'instar du capitalisme dans son ensemble, elles ont des conséquences variables selon les moments. Et si l'on ne saurait juger d'avance de l'effet qu'elles auront sur l'évolution du système, il reste néanmoins possible d'observer leur action effective et d'en évaluer l'influence sur le cours suivi par l'accumulation du capital.

Marx n'a signalé qu'un petit nombre de ces contre-tendances : l'élévation du degré de l'exploitation intensive; l'abaissement du salaire au-dessous de sa valeur; la dépréciation de la partie constante du capital; la surpopulation relative; l'augmentation de l'équipement; enfin, le commerce extérieur. Toutes ses contre-tendances se situent *hors* du cadre propre à la loi générale de l'accumulation, conçue sur la base d'un système clos fonction-

nant de manière rigoureusement conforme au principe de la valeur. En ce sens également, les crises représentent une contretendance comme, pour la même raison tout *phénomène concret* qui contribue soit à augmenter la plus-value allant aux capitaux en fonction, soit à diminuer la valeur de ces capitaux relativement à la plus-value disponible. La seule façon de porter un jugement sur la durabilité ou la fragilité du système capitaliste consiste donc à explorer les événements réels et à jauger l'importance spécifique qu'ils revêtent par rapport au schéma général de l'expansion du capital, ou *inversement*, à considérer ce dernier en partant du monde capitaliste tel qu'il se comporte dans la réalité.

Bien que l'accumulation du capital implique des gains de productivité constants, l'ampleur de ceux-ci demeure imprévisible, étant donné qu'elle dépend tant des progrès de la technologie et de ses révolutions récurrentes que de ses effets spécifiques sur le processus d'accumulation. Pour évaluer les conséquences de l'élargissement du marché mondial sur la création et la réalisation de la plus-value et, par là, sur le rythme et la viabilité de l'expansion du capital, il faut prendre en considération non seulement la diffusion du système de la production marchande, mais aussi la « division internationale du travail » et l'exploitation des territoires extra-capitalistes.

Si Marx avait sous les yeux les aspects destructeurs des crises industrielles, qui coupaient court à la disparité allant croissant entre la rentabilité et l'accumulation, il ne pouvait, bien entendu, imaginer des destructions de capital comparables à celles que provoquèrent les deux guerres mondiales. Et moins encore songer à une hécatombe nucléaire comme terme possible du capitalisme. Visant l'abolition du système, non sa réforme, il ne s'intéressa pas assez à l'éventualité de modifications de sa structure interne par suite d'interventions réitérées de l'État. Et il avait en outre la conviction intime qu'aucune réforme du capitalisme ne changerait jamais rien d'essentiel ni au rapport capital-travail, ni au caractère-valeur du type de production sociale qui lui était inhérent. Réformé ou pas, le système était voué à subir le destin qu'il avait prévu pour le capitalisme du laissez-faire classique, celui de son temps.

CHAPITRE XI

Pour sauvegarder le capitalisme

Malgré son caractère extrêmement abstrait, l'analyse marxienne du capital s'est révélée douée d'un pouvoir de prédiction remarquable. Le cours réel de l'accumulation n'a-t-il pas suivi les grandes lignes de développement qu'elle lui avait en quelque sorte tracée par anticipation? De fait, l'évolution de l'économie capitaliste, telle que Marx l'a prédite, n'a jamais été mise en question; seules ces causes ont donné lieu à des interprétations différentes, dont celle de Keynes. Tout en expliquant autrement la tendance « à long terme » de la production de capital, Keynes en a proposé une description qui ne se distingue de celle de Marx que par la terminologie, et de même en ce qui concerne les conditions observables des crises. Cette interprétation se ramène à la thèse très simple selon laquelle les investissements dépendent de la rentabilité — courante et prévisible — et tendent à diminuer au même rythme qu'elle.

Contrairement à certains de ses disciples, Keynes admettait que le capitalisme eût un but. Selon lui, ce « but », que la formation de capital tendait à remplir, n'était autre que la disparition de « la valeur conférée au capital par sa rareté » (*scarcity-value*) et il se disait persuadé que ce but serait atteint dans une génération ou deux. « Nous sommes convaincus, écrivait-il, que la demande de capital est strictement limitée en ce sens qu'il ne serait pas difficile d'accroître l'équipement jusqu'à ce que son efficacité marginale tombe à un chiffre très faible. Cela ne veut pas dire que l'usage des biens capitaux ne coûterait presque rien, mais seulement que le revenu qu'on en tirerait n'aurait guère à couvrir que la dépréciation due à l'usure et à la désué-

tude, augmentée d'une marge pour compenser les risques ainsi que l'exercice de l'habileté et du jugement. En bref, l'ensemble des revenus procurés par un bien durable au cours de son existence ne couvrirait rien de plus, comme c'est le cas pour les biens éphémères, que la somme des coûts du travail servant à les produire, des coûts de l'habileté et de la surveillance, et d'une allocation correspondant aux risques¹. »

On ne saurait dire que Keynes raffolât beaucoup de la notion de capital « productif ». Il se plaisait à soutenir au contraire que « la seule raison pour laquelle on peut attendre d'un bien capital qu'il procure des services dont la valeur globale soit supérieure à son prix d'offre initial, c'est qu'il est *rare*; et il reste rare parce que le taux d'intérêt attaché à la monnaie permet à celle-ci de lui faire concurrence. A mesure que le capital devient moins rare, l'excès de son rendement diminue, sans qu'il devienne pour cela moins productif — du moins au sens physique du mot² ». Ce peu d'empressement à parler de « productivité » du capital, comme la prévision — que Keynes formulait sans le moindre regret — d'une baisse de rentabilité consécutive à la diminution constante de la rareté du capital, n'étaient pas faites pour enchanter des capitalistes guère enclins à la subtilité, et certains keynésiens eux-mêmes s'en sont offusqués³. La notion de profit lié à la rareté n'est cependant qu'une autre forme de la doctrine de la « productivité » du capital : pas plus celle-ci que celle-là n'explique l'origine du profit, et toutes deux servent à justifier l'exploitation.

D'après Marx, la « demande de capital » revient à une demande de profits. Et cette demande d'exploitation du travail augmente

1. *Théorie générale*, p. 369.

2. *Ibid.*, p. 221.

3. Ainsi, Joan Robinson note que l'idée de Keynes, disant que « le travail est le seul facteur de production », ne saurait être justifiée par le fait qu'« il admettait la possibilité de mesurer le produit en unités de salaire ». Si Keynes en usait de la sorte, affirme-t-elle, c'est « parce qu'il s'intéressait principalement à des situations à court terme dans lesquelles l'équipement est donné de telle manière que le produit réel se trouve en corrélation avec l'emploi ». Cependant, ajoute-t-elle, dès que le produit par personne à un niveau d'emploi donné commence à se modifier, l'unité de salaire cesse de mesurer le produit réel. Tout en accordant à Keynes que « la détention de capitaux n'est pas une activité productive », elle estime plus pertinent de dire que « le capital et l'application de la science à l'industrie sont immensément productifs » (J. Robinson, *op. cit.*, pp. 21-27).

constamment, et d'autant plus vite que le capital s'accroît rapidement. Vue sous cet angle, la thèse de Keynes — « la demande de capital trouve sa limite dès lors que l'augmentation de l'équipement atteint un point à partir duquel son efficacité marginale tombe à un chiffre très faible » — devient absurde. Hausse de l'offre et baisse de la demande de capital sont en effet choses différentes. Supposer que cette demande soit circonscrite par l'augmentation de l'équipement revient à supposer que le capitalisme, loin d'être ce qu'il est, constitue un système de production n'obéissant à l'impératif du profit qu'en vue de multiplier les moyens de production pour en finir avec la création de profits. En réalité, cet accroissement des moyens de production vise uniquement, il va de soi, à conserver ou relever un niveau donné de rentabilité.

Si, comme le veut Keynes, la pléthore du capital met fin à l'« excès de son rendement », s'agissant notamment de l'intérêt, il s'ensuit qu'elle a également pour conséquence de réduire l'investissement. Ainsi, l'absence d'investissements qui freinait hier l'essor du système devient maintenant le grand bienfait de la pléthore du capital. Tout ce que cela signifie, selon Keynes, c'est que « la demande de capital est strictement limitée ». Autrement dit, le système de production qui, de Marx à Keynes, servit d'objet à la théorie économique s'est volatilisé.

Cherchant à pousser sa thèse jusqu'à son « terme logique », Keynes n'hésite pas à reprendre à son compte ce que les marginalistes disaient de la tendance à « long terme » du capital et fait aller sa théorie au-delà des limites du capitalisme. Que cette vision d'un appareil de production suffisamment puissant pour satisfaire les besoins sociaux, au point même de rendre vaine toute nouvelle expansion notable du capital, concerne un au-delà du capitalisme, voilà qui ressort en effet des propos de Keynes affirmant qu'« à mesure que le capital devient rare l'excès de son rendement diminue, sans qu'il devienne pour cela moins productif — du moins au sens physique ». Or ce côté « physique » du capitalisme n'est autre que cet aspect du mode de production qui fait échec à ses motivations propres : la soif de valeur d'échange, de profit et d'accumulation.

Qu'il y ait pléthore ou pénurie de capital, la production de capital n'en persiste pas moins, d'après Marx, à être soumise au préalable de la rentabilité. Que cette dernière connaisse un

déclin prolongé, et il y aura baisse du taux d'accumulation, soit un facteur de crise que seule une expansion accélérée permettra d'éliminer. La disparition de l'« excès de rendement » — quelque sens qu'on donne à cette expression — ne peut signifier qu'une chose : la fin du capitalisme, et non celle de la rareté du capital. Quant à l'état de pléthore relativement stationnaire, projeté par Keynes, où la « demande » de capital ne saurait excéder le gaspillage et l'obsolescence indispensables à la bonne marche de la production et où les profits, égaux aux « coûts de l'habileté et de la surveillance », couvrent les besoins de l'entrepreneur en matière de consommation, il reste inconcevable dans le cadre de la formation de capital privé. Il y a toujours identité entre le processus de la reproduction et celui de l'accumulation du capital. Cela n'exclut certes pas des phases de « reproduction simple », voire de déclin temporaire; mais jamais, au grand jamais, Marx n'a considéré que le capitalisme pût être à la fois stationnaire et prospère.

Tout en présentant comme un « jugement pratique » de sa part, non comme un « impératif théorique », la thèse du primat de la formation de capital sur la consommation, même en système capitaliste « mûr », Keynes admettait la possibilité de voir la thèse inverse se trouver justifiée dans un avenir relativement proche. Cela étant, il soutenait que c'était « manquer d'intelligence » que de supposer qu'il fallait recourir à des solutions radicales pour mettre fin à la disparité existant entre le rendement effectif et le rendement virtuel de l'économie. Le socialisme, qu'il définissait comme la propriété des moyens de production par l'État, était selon lui parfaitement superflu, la propriété en soi n'ayant plus guère d'importance une fois donnée la possibilité de régler à volonté le flux de l'investissement. Il se disait persuadé qu'« une assez large socialisation de l'investissement s'avérera le seul moyen d'assurer approximativement le plein emploi, ce qui ne veut pas dire qu'il faille exclure tous les genres d'arrangements et de compromis permettant à l'État de coopérer avec l'initiative privée⁴ ». Et l'expérience seule peut indiquer, assurait-il, « dans quelle mesure il convient d'orienter la volonté publique, telle qu'elle s'exprime par la politique du gouvernement, vers le renforcement de

4. *Théorie générale*, p. 371.

l'incitation à investir, et dans quelle mesure il convient de stimuler la propension moyenne à consommer ⁵. »

Outre qu'ils tiennent le keynésianisme pour une théorie de la transformation du capitalisme « libéral » en capitalisme semi-dirigiste, les défenseurs dogmatiques de la propriété privée proclament que cette transformation marquerait le commencement de la fin du système lui-même. A leurs yeux, la seule façon d'échapper au « nouveau servage », à la société totalitaire en gestation, consiste à rétablir coûte que coûte l'économie de marché dans son intégralité. Quand bien même ce diagnostic aurait quelque fondement, il n'en reste pas moins que Keynes ne penchait nullement pour le totalitarisme. Certes, il admirait l'État national-socialiste pour autant que celui-ci avait su mettre au point des moyens de créer et de maintenir le plein emploi, mais, faute de discerner les liens qui existent nécessairement entre la politique économique et la structure politique de la société, il croyait possible de faire de même en Angleterre sans rien changer aux institutions. Ne disait-il pas du système russe que celui-ci « ne renferme ni ne saurait renfermer, en ce qui concerne la technique économique, aucun élément utile auquel nous ne puissions recourir, si jamais nous le décidions, dans le cadre d'une société demeurant conforme aux idéaux du bourgeois britannique ⁶ »? L'unique apport de la Russie à la science économique, ajoutait-il en substance, c'était d'avoir fait la preuve que grâce à une gestion centralisée l'économie pouvait connaître une croissance harmonieuse. Toutefois, le mérite en revenait non pas au bolchevisme comme tel, mais à la centralisation du pouvoir économique, système auquel les techniques évoluées, dont le monde occidental disposait, étaient même de nature à conférer une efficacité plus grande encore.

Le keynésianisme, dans sa version libérale, ne fait que refléter le degré de laissez-faire qui reste possible à l'époque de la « maturité » du capitalisme. Il représente, a-t-on dit, un « genre de système hybride » permettant de « préserver les principes de base du capitalisme : la souveraineté du consommateur, la liberté d'investir et celle de changer d'emploi ⁷ ». Aux yeux

5. *Théorie générale*, p. 370.

6. J. M. Keynes, *Laissez-Faire and Communism*, op. cit., p. 130.

7. S. E. Harris, *Saving American Capitalism*, New York, 1950, p. 369.

de Keynes, il n'était plus question de choisir entre une économie « libre » et une économie dirigée : la seule possibilité qui subsistait, c'était d'opter pour un type de dirigisme ou pour un autre. Comme l'assurait l'un de ses disciples, « le fascisme est la forme que la société présente est appelée à prendre, à moins que nous ne réussissions à mettre en place soit les réformes préconisées par Keynes, soit une économie socialiste ⁸ ». Keynes assurément n'ignorait pas qu'un appel à la raison ne suffirait jamais à décider tous les capitalistes à s'adapter de bon cœur à la nouvelle situation. C'est pourquoi il jugeait du devoir de tous les gouvernements de sauver les hésitants des conséquences de leur propre folie. Selon lui, les prérogatives de l'entrepreneur ne seraient nullement atteintes si le soin de régler la vie économique était désormais usurpé par l'État. Certes, tout allait bien dans la sphère de la production, mais, mieux que le capital privé, l'État se trouvait apte à collecter et à investir l'épargne collective. Ne lui fallait-il pas prendre en main la direction de l'activité économique dans son ensemble, puisqu'il n'existait pas d'autre moyen de venir à bout de l'inertie des capitalistes ?

La doctrine économique bourgeoise voyait dans l'absence d'organisation consciente de l'économie une forme d' « ordre » spécifique : la conséquence automatique des échanges sur le marché, une « loi de la valeur » réglant tous les aspects économiques de la vie sociale. Et de fait, à certaines périodes, une conjoncture relativement stable devait induire les agents économiques à se comporter conformément aux modèles classiques, tandis que les lois du marché paraissaient aboutir à une certaine sorte d'ordre. Pendant les phases d'expansion régulière du capital, les mécanismes du marché tournaient assez convenablement. Les crises étaient surmontées sans trop de difficultés et, comme les capitalistes réinvestissaient la plupart de leurs profits, le luxe caractérisant éventuellement leur mode de vie ne tirait guère à conséquence du point de vue économique, en raison de leur petit nombre par rapport à celui de la population laborieuse. Dans l'optique capitaliste, tout se passait comme si une main ferme, mais invisible, régenterait la situation.

La guerre et des dépressions prolongées firent voler en éclats cette vision idyllique et provoquèrent un essor ininterrompu

8. L. R. Klein, *op. cit.*, p. 167.

du dirigisme (*government controls*). Ce qui paraissait hier répondre à une conjoncture bien particulière, à une nécessité toute provisoire, devint dès lors la règle, si bien que l'assujettissement partiel des intérêts privés à l'intérêt national prit un caractère quasi permanent. Du même coup, les économistes virent leur rôle commencer à changer. Ils avaient désormais la possibilité de proposer des politiques et d'étudier les conséquences des interventions étatiques dans tel ou tel secteur de l'économie. Cependant, les « expériences sociales » constituent des réponses plutôt hâtives à des problèmes réclamant d'urgence une solution et qui déterminent le genre de décisions à prendre. Si la forme que revêt l'exécution de celles-ci peut varier en fonction de l'expérience, les problèmes qui surgissent au sein du capitalisme et les solutions susceptibles d'y être apportées sont en général clairs et évidents. C'est pourquoi on n'a jamais vu jusqu'à présent mettre en pratique une politique dont la théorie aurait été faite au préalable. Toutes les mesures monétaires et fiscales proposées par Keynes avaient déjà été prises à des moments divers par des gouvernements soucieux de conserver le pouvoir tout en sauvegardant la société aux destinées de laquelle ils présidaient. En donnant droit de cité dans la théorie économique aux méthodes changées du capital de son temps, Keynes ne fit que soutenir l'extension des pouvoirs de l'État tant sur le plan de la pratique que sur celui de l'idéologie.

Dans le cadre du laissez-faire, les capitalistes ne se sentent pas obligés d'assumer la responsabilité des conséquences sociales de leurs activités, et rien ne leur permet de déceler si c'est en bien ou en mal qu'elles affectent la société globale. Par « économie appliquée », ils désignent tout bonnement leur désir d'acheter bon marché et de vendre cher. L'action des travailleurs se trouve elle aussi conditionnée par leur désir de vendre au meilleur prix leur force de travail. « Économie appliquée » est synonyme à leurs yeux de luttes salariales acharnées. Le soin de réaliser le fétichiste « ajustement automatique » de l'offre et de la demande revient donc en partie à la lutte ouverte entre les hommes. Plus cette lutte s'étend et s'intensifie, plus le secteur « manipulé » de l'économie tend à croître. Mais, la « manipulation » en cause ne servant que des intérêts particuliers, le degré accru d'organisation économique dont elle s'assortit ne fait qu'aggraver la désorganisation sociale. Et cette dernière, seule

une accumulation accélérée permet de se prémunir contre ses effets; dès lors, à l'affaiblissement du fétichisme du marché vient correspondre un renforcement des attitudes fétichistes à l'égard de l'accumulation.

Du point de vue de la société capitaliste, considérée comme une totalité, la distribution des marchandises par le détour du marché ne peut avoir qu'un caractère de classe. Le travail et le surtravail, quelle qu'en soit la productivité, sont réductibles en dernière analyse à des unités de temps. Le travailleur individuel reçoit tant d'unités de temps sous forme de produits, et inversement pour le capitaliste individuel; il en est de même pour le capital social total ou la classe ouvrière dans son ensemble. Il se peut que la part allouée au travailleur individuel ne lui permette pas de reproduire sa force de travail et que celle du capitaliste ne lui permette pas de conserver son statut social. Mais il est indispensable qu'avec ce qui leur revient respectivement, la population travailleuse puisse se reproduire et la classe capitaliste reproduire sa structure sociale. Quant au processus de la reproduction sociale, il faut qu'une certaine quantité du travail social qui, sous forme de marchandises, est offerte au marché le soit « sans nécessité » pour ainsi dire, attendu que le marché ne peut que rendre plus complexes les exigences impérieuses et proportionnellement déterminées du processus de reproduction. Du fait que celui-ci commande le processus de production, seul le surtravail (soit le temps de travail incorporé aux marchandises qui reste en excédent une fois couverts les besoins de la reproduction simple) n'est pas « déterminé au préalable » par les exigences matérielles d'une production sociale qui, sur la base de rapports sociaux donnés, maintient en place un certain niveau de production, après qu'il a été atteint.

A mesure que le capital se concentre, la somme de plus-value à répartir entre un nombre d'entreprises relativement moindre augmente, le marché perdant du même coup une certaine partie de ses fonctions. Dès que les mécanismes du marché cessent d'« harmoniser » l'offre et la demande grâce à l'expansion du capital, la formation d'un taux de profit moyen commence à se compliquer. Rappelons que le taux de profit moyen, préalable obligé à la coexistence de toutes les industries nécessaires — quels que soient leurs taux de profits respectifs — implique une « mise en commun » de la plus-value telle qu'elle permette

de satisfaire les besoins matériels de la production qui se font valoir au travers de la demande sociale. Du fait qu'elle restreint la demande, la stagnation du capital interdit à un nombre toujours accru de capitaux individuels de recevoir une quote-part suffisante du fonds de plus-value social. Si la société ne peut se passer de leur concours, l'État se trouve contraint de les subventionner. Et si le chômage prend des proportions de nature à menacer la stabilité sociale, le fonds de plus-value, déjà en voie de contraction, doit assurer la subsistance des chômeurs. La survie du système capitaliste exige dès lors une gestion centralisée de ce fonds, l'État intervenant d'une façon ou d'une autre dans la répartition des profits.

Théoriquement parlant, il importe peu que la séparation nécessaire de la valeur d'avec la plus-value et la répartition non moins nécessaire de cette dernière se fassent par le détour d'un marché « libre » ou d'un marché manipulé par les autorités étatiques. En pratique, ceux des capitalistes que le fonctionnement « convenable » du système risque de léser, considèrent bien entendu la chose d'un tout autre œil. L'État, en intervenant dans la répartition des profits, agit du même coup sur la rentabilité des entreprises; que les surprofits soient détaxés, par exemple, et certaines d'entre elles seront ruinées, au moment même où le gouvernement en favorisera d'autres. Tant qu'il reste impossible de savoir quelles catégories d'entreprises tireront avantage du dirigisme, tout contribue à entretenir l'opposition à ce système comme tel. Mais dès qu'il devient manifeste que le dirigisme renforcera certains capitaux individuels aux dépens des autres, cette opposition hier unanime se brise en éclats.

Bien qu'il n'existe pas forcément de rapports entre les raisonnements théoriques de Keynes et l'« économie appliquée » de nos jours, l'« économie mixte » n'en demeure pas moins un fait et réclame des justifications d'ordre conceptuel. Au début, les interventions de l'État destinées à combattre la dépression étaient censées « amorcer la pompe » en provoquant la relance des activités économiques privées. On voyait dans les dépenses liées aux travaux publics et à l'assistance sociale autant de sources de revenus nouveaux et générateurs, à leur tour, d'activités économiques. Ce fut R. F. Kahn qui mit en forme cette idée à l'aide du concept d'« effet multiplicateur ». Selon des éva-

valuations faites alors, l'augmentation de la « demande effective » financée par l'État devait avoir pour conséquence de doubler — et selon d'autres de quintupler — l'investissement initial, sous forme de revenus additionnels. Si ces calculs hypothétiques restent invérifiables au niveau des faits, ils semblent convaincants à celui de la théorie, laquelle néglige les peu discernables tendances du secteur capitaliste privé à neutraliser les effets de la dépense publique. En vérité, ces évaluations comportent par trop de « si » pour permettre des prévisions sérieuses. D'aucuns ont même reconnu franchement que « le multiplicateur n'est pas une formule magique qui aurait la vertu de nous rendre capable de prévoir, avec quelque précision que ce soit, l'influence éventuelle de l'investissement public. Étant donné que l'importance attribuée aux divers facteurs varie à l'extrême, les uns concluent que l'investissement public a un effet générateur de revenus énorme, les autres qu'il exerce tout compte fait un effet négatif sur l'emploi et le revenu ⁹ ».

Toutefois, puisque les mesures anti-crisis contribuent dans certaines limites à grossir le volume de l'emploi, on peut toujours soutenir que la théorie keynésienne a été confirmée par tout où elle fut mise en application et dans la mesure où elle le fut. On en donne comme exemple le *New Deal* notamment, quoique Keynes ait personnellement condamné les vacillations de la politique suivie par Roosevelt. Les adeptes de cette théorie comptent la voir « développée et appliquée de manière à ne s'écarter du laissez-faire que légèrement, dans la mesure où le souci d'efficacité l'impose, c'est-à-dire à utiliser le pouvoir d'État pour agir sur la dépense et la demande globales, et les faire mieux concorder avec la somme potentielle de biens et services produits ¹⁰ ». Dans cette perspective, l'État a pour fonction de garantir à l'entreprise privée et son existence et sa prospérité. Outre l'effet global des mesures monétaires et fiscales, les industries en difficulté peuvent bénéficier de facilités particulières de crédit. Les programmes de travaux publics sont conçus en tenant compte des besoins du capital privé — routes pour l'industrie de l'automobile, aéroports pour la construc-

9. D. Dillard, *op. cit.*, p. 12.

10. O. H. Taylor, *The Classical Liberalism, Marxism, and the Twentieth Century*, Cambridge, 1960, p. 118.

tion aéronautique, etc. En même temps que les investissements nouveaux bénéficient d'un traitement préférentiel, la propension à consommer se voit stimulée par le biais de systèmes de sécurité sociale servant à maintenir la stabilité économique.

Une économie mixte présuppose qu'une fraction notable des capacités de production existantes est possédée et gérée par le capital privé. Puisque l'État ne dispose que de fonds provenant de l'impôt ou, le cas échéant, des profits fournis par les entreprises qui lui appartiennent, il lui faut emprunter au capital privé des fonds additionnels. Le financement par accroissement de la dette publique est censé gonfler la « demande effective ». Mais il ne s'agit pas en l'occurrence de « demande effective » au sens capitaliste, car le marché ignore la demande de travaux publics, d'assistance sociale et d'armements. Certes, il connaît une demande de marchandises intermédiaires destinées au secteur de la production induite par l'État (*government induced-production*). Mais cette demande-là n'existerait pas à défaut d'achats d'ordre gouvernemental. Les fonds qui servent à payer la production induite par l'État, y compris les profits encaissés par ses fournisseurs privés, sont collectés par l'impôt et par l'emprunt; autant dire par conséquent qu'ils proviennent du secteur privé de l'économie. Ce qui signifie tout bonnement que l'État use de moyens de production appartenant au capital privé et tire du secteur privé de quoi subvenir aux besoins d'une masse de travailleurs. Les fonds empruntés ne sont que l'expression monétaire du pouvoir qu'a l'État de mettre en œuvre des facteurs de production inemployés. Mais la croissance de la dette publique montre que ce pouvoir ne lui a été concédé qu'à titre provisoire et, au demeurant, onéreux (intérêt versé aux détenteurs de fonds d'État, et autres).

Alors que la production de capital aboutit à un capital élargi, la production entretenue par l'État aboutit à une production élargie. L'appareil productif qu'engendre cette dernière ne peut fonctionner que pour le compte de l'État. Tout en restant aux mains du capital privé, il ne peut tourner à plein régime que si le gouvernement passe des ordres à cet effet. Et, du point de vue de l'entreprise privée, toute production liée à des commandes de l'État, qu'il s'agisse de travaux publics, d'assistance sociale ou d'armements, doit être rangée dans la sphère de la circulation. De fait, la production induite par l'État inverse

bel et bien le sens habituel de l'accumulation. Au lieu que l'accumulation du capital se fasse au détriment de la consommation, celle-ci augmentant moins vite que celle-là, elle se fait au profit de la consommation, bien qu'il s'agisse d'une « consommation » de travaux publics et d'armements.

Jusqu'à présent, l'expansion de la production induite par l'État, sur la base de l'économie mixte, a eu pour effet de créer le plein emploi en n'accroissant que la demande de produits non directement consommables, dont la valeur ne peut être « réalisée » dans le cadre du processus de circulation capitaliste. Dans la mesure où ce résultat a été obtenu par la voie du déficit budgétaire, il y a eu augmentation constante de la dette publique, compensée cependant par l'inflation monétaire, qui en diminue le montant, et parfois même l'annule complètement, aux dépens du capital privé. Mais, même en l'absence d'inflation, il faut tirer du secteur privé le coût des intérêts de la dette publique et celui de son remboursement définitif. Et comme les fonds dépensés par l'État ne fournissent pas de profits, ils ne peuvent pas non plus porter intérêt. Certes, la « nation » étant garante de la dette publique, il est possible de payer les intérêts et de rembourser les bons du Trésor et autres tant que le revenu national augmente plus vite que la Dette. Tout cela n'en signifie pas moins que, pour tenir les engagements d'hier, il faut aujourd'hui créer toujours davantage de richesses nouvelles.

CHAPITRE XII

Le keynésianisme à l'envers

Les interventions de style keynésien au sein de l'économie devaient tout d'abord se montrer assez peu efficaces. Keynes en donna pour explication que « le remède prescrit avait été trop chichement administré ». Le problème du chômage ne fut pas résolu avant que l'approche de la Deuxième Guerre mondiale eût contraint les gouvernements à réaliser ce qu'ils n'avaient pas voulu ou pas pu entreprendre pendant la dépression. Toutefois, lorsque la production de guerre se mit à démarrer, Keynes se dit définitivement convaincu que sa théorie trouverait enfin confirmation : on allait voir maintenant « quel niveau de consommation il faut à une collectivité libre, moderne [...], pour arriver à proximité de l'emploi optimal de ses ressources¹ ».

Cependant, les mesures liées à l'état de guerre n'avaient rien à voir avec l'idéologie keynésienne, alors en voie de développement. Ni elles ne différaient des mesures prises au cours de la guerre précédente, ni elles ne variaient d'un pays à l'autre, dont tous pourtant n'avaient pas opté pour la « révolution keynésienne ». Déjà, « lors de la Première Guerre mondiale, il s'était révélé possible de consacrer au combat près de la moitié des ressources globales de la collectivité », tandis que « l'adaptation de l'industrie aux exigences de la guerre » se faisait « sous la contrainte directe que l'État exerçait sur elle² ». Toutes les mesures associées à l'économie dirigée de la Deuxième Guerre mondiale — épargne forcée; contrôle des changes, du crédit,

1. *The New Republic* (New York), 29 juillet 1940.

2. A. C. Pigou, *The Political Economy of War*, Londres, 1940, pp. 43 et 71.

des prix et de l'emploi; priorités; rationnement; emprunts d'État, etc. — avaient déjà été mises en vigueur pendant le conflit précédent, alors que les conceptions « orthodoxes » prédominaient encore en économie.

On ne saurait dire que la théorie keynésienne ait beaucoup contribué durant la grande dépression à augmenter la « propension à consommer »; elle n'en fut pas moins glorifiée pour l'avoir réduite, pendant la guerre, grâce à l'épargne obligatoire : un « brillant succès », assurait-on. Or, tout en s'étant révélée incapable d'accroître l'investissement de manière à créer le plein emploi, elle ne put empêcher la pénurie de postes de travail qui s'ensuivit d'énormes destructions de capital. Appliquer une théorie à l'envers ne peut signifier qu'une chose : la mettre au rebut. Mais le piquant de l'affaire, c'est qu'on vit dans le sacrifice de la théorie un indice « de la souplesse et de la fécondité pratiques du mode de pensée qui a débouché dans la théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie ». Et d'ajouter : « Rien dans les plans que Keynes élaborait pour combattre l'inflation en temps de guerre ne contredit l'interprétation qu'il donnait du chômage en temps de paix. Le plan de financement de la guerre insiste sur la nécessité de l'épargne obligatoire, tandis que dans la *Théorie générale* l'accent est mis sur les inconvénients sociaux de l'esprit d'épargne. Le retournement de la situation, le passage de la paix à la guerre, nécessitait ce déplacement d'accent ³. »

Il est difficile cependant de voir en cela un simple « déplacement d'accent ». Car la théorie keynésienne reposait sur le concept de capitalisme arrivé à « maturité » et désormais incapable d'engendrer de lui-même un volume d'investissement suffisant à réaliser le plein emploi. Elle visait en fin de compte à fournir les moyens de remédier à cette incapacité en l'absence de guerre ou de prospérité, de venir à bout de la dépression en recourant *non plus* aux méthodes orthodoxes — se lancer dans la guerre ou attendre passivement que la crise ait fini d'exercer ses ravages —, mais à la méthode nouvelle et « rationnelle » de la demande induite par l'État. Il serait plus exact d'ailleurs de dire que Keynes mit sa théorie de côté « jusqu'à la Saint-Glin-

3. D. Dillard, *op. cit.*, p. 242.

glin ». En fait, son fameux plan, destiné à assurer le financement de la guerre, proposait tout bonnement d'exécuter par la voie de la dictature ce qu'il s'agissait auparavant d'accomplir grâce à la persuasion.

Keynes, invoquant l'« élasticité » des salaires, s'était naguère opposé aux politiques déflationnistes; maintenant, et pour la même raison, il prenait position contre l'inflation. Dans un cas comme dans l'autre, il ne cherchait pas à transformer une pratique entrée dans les faits, mais à la rendre plus efficace en masquant son caractère. De même qu'il avait professé à un moment donné qu'une baisse des salaires réels serait mieux tolérée si les salaires nominaux ne bougeaient pas, voire montaient, il soutenait maintenant qu'« aux yeux de chacun, pris en particulier, tout change selon que l'excès de ce qu'il encaisse sur ce qu'il consomme lui est repris par l'impôt ou par l'emprunt. Pour lui, personnellement, le bon du Trésor représente un surcroît de richesse, de sécurité, de tranquillité pour ses vieux jours. Il possède ainsi une traite tirée sur les ressources futures de la collectivité. Cette traite, quelqu'un devra l'honorer. Mais ce quelqu'un ne sera pas forcément lui et, même si c'était le cas, il lui conviendra sans doute bien mieux, et ce sera pour lui un moindre sacrifice, de se séparer par fractions de ses ressources personnelles et de posséder, en attendant, un titre de richesse qu'il pourra céder en cas de besoin ⁴ ».

La « richesse » consommée en temps de guerre ne peut être prélevée sur une richesse à venir, c'est là chose évidente. « Tirer une traite sur les ressources futures » veut donc dire tout bonnement travailler plus à l'avenir, travailler assez pour produire l'équivalent-marchandises des salaires versés à ce moment-là, plus l'équivalent-marchandises de l'épargne de guerre. Il est vrai que les souscripteurs d'emprunts de guerre ne liquident leurs titres que progressivement, le surtravail nécessaire à les rembourser se trouvant ainsi réparti sur une durée plus longue. Mais voilà qui ne change rien au fait que le pouvoir de consommation accru, issu de l'achat de ces titres, ne peut être épongé que par une production additionnelle. L'individu de Keynes détient une traite illusoire, et entretient cette illusion en se

4. J. M. Keynes, « Paying for the War », *The Times* (Londres), 4 novembre 1939.

refusant à considérer la société comme une totalité. A un moment donné, « un autre devra l'honorer, sa traite », mais à un autre moment ce sera à lui de payer la traite de quelqu'un d'autre. Keynes s'était dit naguère convaincu qu'il fallait apprendre à considérer la société et ses problèmes du point de vue de la totalité. Mais, dans l'intérêt de la cause, il renonçait maintenant à cette conviction et comptait voir les travailleurs, au moins eux, conserver toutes les illusions qui les menaient à consentir au redoublement d'exploitation nécessité par l'état de guerre.

Tout en formulant des propositions destinées à permettre de financer la guerre, Keynes envisageait l'avenir sous un autre angle encore. Il craignait en effet que l'après-guerre ne ressemblât fort à l'avant-guerre, et ne fût caractérisé comme lui par le manque de demande et le chômage qui s'ensuit. Contrairement à l'avant-guerre toutefois, il y aurait alors une explosion de demande effective différée, de nature à favoriser l'activité industrielle en accroissant la « propension à consommer ». Bien que laissée de côté pendant la durée des hostilités, sa théorie recouvrerait sa validité dès le « retour à la normale » accompli.

Quant à la guerre elle-même, elle ne fit que renforcer Keynes dans l'idée qui lui était chère, à savoir : que tout système économique, s'il y tient, peut jouir du plein emploi. Il ne soupçonna pas un instant qu'à notre époque, seules la guerre et la préparation à la guerre permettent d'y arriver. Mais d'autres que lui s'en aperçurent, et certains de ses disciples n'ont pas hésité à présenter la guerre comme « une grande industrie nouvelle, dont la demande colossale stimule l'activité dans tous les coins et recoins du système économique », quand bien même « les avantages qu'on peut en escompter, et qui viennent augmenter l'efficacité marginale des investissements de l'État, soient d'ordre militaire et social bien plus que pécuniaire ⁵ ». Toutefois, l'« esprit » keynésien apparaît mieux en général chez ceux qui font valoir les aspects « socialistes » du dirigisme. Ainsi, vers la fin de la guerre, William Beveridge élaborait un plan de plein emploi qui prévoyait « la socialisation de la

demande sans socialisation de la production ⁶ ». Fondé sur les principes keynésiens, ce plan, qui devait être réalisé grâce à des moyens fiscaux, visait à recréer en temps de paix le plein emploi du temps de guerre.

Les craintes d'un retour du chômage massif à la fin de la guerre se révélèrent en fin de compte très exagérées. Certes, dans les pays vaincus, le chômage constitua au moins provisoirement un problème, mais un problème politique et non point économique. Causé par les destructions et le chaos consécutifs à la guerre, il persista un certain temps en raison de la politique de freinage de l'économie adoptée par les puissances occupantes. Dans le camp des vainqueurs, en revanche, par suite de la nécessité de consolider les avantages acquis, de renouveler les moyens de production usés, de tenter de regagner les marchés perdus et de préparer une éventuelle troisième guerre mondiale, le chômage à grande échelle ne reparut pas dans l'immédiat après-guerre, tandis que le maintien partiel de l'économie de guerre s'assortissait d'un niveau d'emploi élevé. Du fait d'ailleurs que la différence entre économie de paix et économie de guerre cessait de se faire sentir, il était inutile de recourir au plan Beveridge — ou à tout autre — en vue d'arriver au plein emploi des ressources nationales.

Alors que dix années de dépression et d'interventions étatiques, n'avaient pu établir des conditions propices à l'accumulation du capital, l'expansion devint après la guerre la grande affaire des gouvernements. Partout où il fut réalisé, le plein emploi des ressources productives découla de l'extension de la production « non rentable » induite par l'État. Si une partie de cette production additionnelle était liée à des mesures d'assistance sociale locale et d'aide à l'étranger, la plus grande partie l'était à des dépenses militaires ⁷. De temps à autre, on tâchait

6. W. H. Beveridge, *Du travail pour tous dans une société libre*, trad. H. Laufenburger et J. Domarchi, Paris, 1945, p. 28.

7. Au cours de ses sept premières années d'existence, l'Organisation du Traité de l'Atlantique-Nord (O.T.A.N.) a dépensé à des fins militaires près de 312 milliards de dollars, dont 252 milliards versés par les États-Unis. De 1946 à 1955, le budget américain de la Défense nationale a atteint 309 milliards de dollars, soit l'équivalent du revenu national global de l'année 1955. Depuis lors, il a absorbé environ 10 p. 100 du produit national annuel, compte non tenu de la fraction de celui-ci que le capital privé a utilisé pour son compte propre à augmenter ses capacités de production d'armements. En 1960, le budget fédéral a dépassé

de rétablir l'équilibre budgétaire et de dégager des excédents destinés à amortir la Dette. Mais bientôt une récession venait mettre un terme à ces velléités. Ce fut au moyen de l'inflation, de l'accroissement de la dette publique, de la préparation à la guerre et de la guerre elle-même que les grandes puissances capitalistes parvinrent à se rapprocher du plein emploi. Voilà qui fortifia le keynésianisme et amena le grand nombre à croire que le « quasi-boom » entretenu par les dépenses de l'État allait durer à l'infini.

En raison de sa mort prématurée (1946), Keynes ne put assister à la « confirmation » de ses théories, telle qu'elle s'ensuivit de la manipulation des économies d'après-guerre par les autorités compétentes. Soit dit une fois de plus, celle-ci s'effectua grâce à la guerre et à la préparation à la guerre. Dans l'optique keynésienne, il s'agissait là d'un fait extrêmement déplorable, mais, d'un point de vue « logique », on aurait pu obtenir le même résultat sur une base pacifique. De fait, c'est au premier chef parce que Keynes se prononçait pour la paix entre les nations et la prospérité du monde qu'il s'était institué le défenseur d'une politique d'investissements publics. A son avis, cette dernière serait de nature à éliminer les facteurs économiques de guerre, attendu qu'« aucun pays n'aurait plus un motif puissant d'imposer ses produits aux autres pays et de refuser les leurs [...]. Le commerce international cesserait d'être ce qu'il est, c'est-à-dire un expédient désespéré pour préserver l'emploi intérieur des pays en stimulant les ventes et en restreignant les achats au-dehors, moyen qui, lorsqu'il réussit, ne fait que transférer le problème du chômage au pays le moins bien placé dans la lutte. » Au lieu de quoi, « il deviendrait un échange de biens et services, réalisé librement et sans obstacles, pour le plus grand avantage de tous ⁸ ».

Tout en restant partisan de la doctrine néo-classique, Keynes ne s'embarassait pas de dogmatisme et recommandait le protectionnisme chaque fois que les intérêts de l'Angleterre

80 milliards de dollars, dont 48 milliards destinés aux dépenses militaires. Cette même année, la dette publique se montait à près de 290 milliards de dollars, le service des intérêts absorbant de son côté près de 9 milliards et demi de dollars. D'après l'*Arms Control and Disarmement Agency*, les dépenses militaires du monde entier ont atteint plus d'un trillion de dollars depuis 1964, et plus de 200 milliards de dollars pour la seule année 1969.

8. *Théorie générale*, p. 375.

lui paraissent l'exiger. Pendant la grande crise des années 1930, il fit même un pas de plus et redécouvrit un « élément de vérité scientifique dans la doctrine mercantiliste⁹ », qui se souciait peu du monde dans son ensemble. A ce moment-là, il voyait dans l'étalon-or la cause principale de l'extension du chômage, attendu que, sur cette base, « les autorités n'ont à leur disposition qu'un seul moyen orthodoxe de lutter contre le chômage : créer un excédent d'exportations et importer du métal monétaire au détriment des nations voisines¹⁰ ».

Keynes se déclarait en faveur d'une politique économique « dégagée des préoccupations internationales » et visant à créer un volume optimal d'emploi à l'échelon national. C'est seulement à condition de procéder ainsi dans tous les pays, disait-il, qu'il deviendrait possible « de rétablir au niveau international la santé et la force économiques, qu'on mesure celles-ci au montant de l'emploi intérieur ou au volume du commerce international¹¹ ». N'ignorant pas les dangers d'une telle option, il comptait les éviter en soustrayant certains secteurs de l'économie nationale aux effets de la concurrence internationale. Si tous les pays en faisaient autant, le plein emploi pourrait régner partout.

Avec ou sans l'étalon-or, une politique de plein emploi signifie des choses différentes pour des pays différents et pour les diverses classes sociales dont ils se composent. Sa réussite ou son échec est fonction des richesses naturelles du pays intéressé, de la place qui lui revient dans la « division internationale du travail » et dans le commerce mondial. Pour certains pays en effet, le plein emploi importe moins que l'état de leur balance des paiements. Ils ne peuvent survivre, et à plus forte raison encore arriver au plein emploi, qu'à condition de se « préoccuper » au plus haut point de l'économie mondiale. Keynes ne regrettait d'ailleurs ces « préoccupations internationales » que dans la mesure où elles se rattachaient au règne de l'étalon-or, lequel ne possédait pas le pouvoir « équilibrer » qu'on lui prêtait si volontiers. Il souhaitait le voir remplacer par des accords conclus après un examen approfondi des besoins

9. *Ibid.*, p. 331.

10. *Ibid.*, p. 344.

11. *Ibid.*, p. 345.

économiques mondiaux. De même qu'il jugeait possible que l'État intervienne dans l'économie sans nuire à l'entreprise privée, il pensait que des organismes internationaux seraient à même de régler l'économie mondiale sans léser les intérêts particuliers d'aucun pays. Sans doute, il faudrait disposer pour cela d'informations plus complètes et mettre en place des instances de contrôle nouvelles, mais — selon lui — il n'existait pas d'obstacles insurmontables à l'extension au monde entier des mesures qu'il proposait de prendre à l'échelon national.

Au milieu de la Deuxième Guerre mondiale, et en prévision de la paix à venir, Keynes suggéra la création d'une monnaie et d'un système de crédit internationaux qui, atténuant les dépressions et donnant aux échanges mondiaux des bases solides, permettraient d'éliminer les facteurs de guerre. Un organisme de *clearing* international et une unité de compte nouvelle, le *bancor*, tels seraient les moyens de faire renaître le commerce multilatéral et d'instaurer un système de paiements qui conserverait les avantages de l'étalon-or tout en supprimant ses inconvénients. C'est ce plan qui, adopté sous une forme abâtardie à la conférence de Bretton Woods, donna naissance à la *Banque internationale pour la reconstruction et le développement* et au *Fonds monétaire international*.

Bien qu'on soit unanime à trouver la coopération économique chose aussi désirable que nécessaire à l'échelle internationale, peu de progrès ont été faits dans cette direction. Après la dernière guerre mondiale, Keynes lui-même se mit à comprendre à quel point il serait ardu d'améliorer le fonctionnement du système capitaliste. « Personne ne peut être certain de rien en cette époque où tout passe et tout change, écrivait-il à ce moment. Alors que nous disposons de moyens plus grands que jamais de satisfaire nos aspirations matérielles, les niveaux de vie sont en baisse; alors que nous serions mieux à même que jamais de nous offrir ces satisfactions, le champ laissé aux décisions individuelles va se rétrécissant. Cela dénote l'existence d'une contradiction fondamentale dans chaque secteur de l'économie actuelle. A une telle époque, aucun plan ne saurait avoir des effets certains ¹². » Il se hâtait d'ajouter cependant que « si tous

12. J. M. Keynes, « The Balance of Payments of the United States », *The Economic Journal*, juin 1946, p. 85.

les plans échouaient, tout un chacun et nous-mêmes essayerions quelque chose d'autre ». Il faudrait « s'en tenir à l'hypothèse optimiste jusqu'à ce qu'elle se soit révélée erronée ». L'optimisme, selon Keynes, consistait à s'en remettre à la « vérité permanente de la doctrine classique », au « courant profond d'une loi de la valeur » qui, à la manière de « forces naturelles » ou de la « main invisible », chère à Adam Smith, rétablirait l'ordre économique. Mais Keynes n'en soutenait pas moins qu'il était inutile d'attendre passivement le jour où les « forces naturelles » se mettraient en mouvement. Le processus serait dans l'ensemble facilité et accéléré si des mesures rationnelles venaient étayer l'action des tendances naturelles à l'équilibre.

Étant donné l'énormité des destructions causées par la guerre en Europe et en Asie, faisait valoir Keynes, il reviendrait à l'Amérique de relever l'économie mondiale. Les Américains auraient pour tâche, dans cette perspective, de « découvrir des modes de vie qui, comparés à ceux des régions moins fortunées du globe, devront tendre à réaliser un équilibre externe, non à s'en éloigner¹³ ». La mort évita à Keynes de préciser ce qu'il entendait par là en pratique. Quant à ses disciples, ils n'ont abordé le problème que dans une optique ou bien strictement commerciale ou bien philanthropique. Les crédits et les investissements privés à l'étranger ne suffisant pas à ranimer et à développer les économies extra-américaines, il faudrait que des prêts et des dons du gouvernement fédéral prissent le relais. Si les États-Unis, a-t-on dit, « coopèrent à la mise en œuvre d'accords monétaires et financiers internationaux, et que les crédits sont investis de manière productive et efficace, tout porte à croire qu'ils seront remboursés, intérêts et principal. Relativement réduits en proportion de l'ensemble des transactions mondiales, les crédits seront obtenus sans difficultés dans un monde suffisamment stable et prospère¹⁴ ». Des keynésiens moins modérés ont mis en avant l'idée d'un « prêt-bail » (*lend-lease*) pour temps de paix, avec annulations périodiques des soldes créditeurs internationaux, en alléguant que « l'existence de surplus de production ne devrait pas faire problème tant

13. J. M. Keynes, *loc. cit.*

14. A. H. Hansen, *America's Role in the World Economy*, New York, 1945, p. 136.

que des hommes, en quelque partie du monde que ce soit, sont sous-alimentés et ont des conditions de vie inférieures à la normale, et cela jusqu'au jour où, suivant une formule prêtée à Keynes, "le dernier des Hottentots roulera en Rolls" ¹⁵ ».

D'un point de vue keynésien, l'aide à l'étranger au moyen de dons, en matière de travaux publics et d'armes notamment, peut être considérée comme un instrument pour réaliser le plein emploi dans le pays donateur. De toute façon, il est plus facile de se débarrasser de marchandises que de populations excédentaires. Salaires et « coûts de production » étant synonymes, la rentabilité des entreprises ne manquerait pas de souffrir si jamais ces marchandises excédentaires étaient réparties sous forme de rémunérations élevées. En outre, comme dans le cadre du système salarial ne travaille que celui qui s'y trouve contraint et forcé, ce système-là rend impossible toute « distribution gratuite ». De toute façon, une grande partie du surplus se compose de produits non consommables directement. Éliminer la surproduction grâce à l'aide à l'étranger paraît dès lors la solution idéale, puisqu'elle laisse intactes les conditions socio-économiques prédominant au sein des pays donateurs.

Seulement les entrepreneurs de ces pays ne gagnent rien à un tel « partage des richesses ». Certaines entreprises, qui ne peuvent tourner à plein régime sans une demande constante, y trouvent sans doute leur compte; mais le montant de l'aide doit être prélevé sur l'ensemble de la production intérieure. De même que la distribution des surplus par la voie du système salarial, leur distribution par celle de l'aide à l'étranger se heurte à des barrières, et cela dans le pays donateur aussi bien que dans le pays receveur. Pour autant que les surplus sont distribués gratis ou mis en vente à prix « bradés », ils pèsent sur la « demande effective » dont bénéficient encore les producteurs privés, sinon dans le pays donateur, du moins dans d'autres. Par ailleurs, cette aide, bien qu'inévitable, ne correspond pas toujours, loin de là, aux intérêts du capital privé des pays aidés. La pénurie est génératrice de surprofits et la distribution de marchandises gratis ou à bas prix n'est pas sans retentir sur les rapports de prix

15. S. McBride, *The Statist* (Londres), 19 décembre 1949.

du marché local. C'est pourquoi, de part et d'autre, on préfère le commerce à l'aide. On voit dans cette dernière, en particulier quand elle revêt la forme de prêts, un moyen indispensable à la création, dans l'avenir, de relations commerciales et d'investissements fructueux. L'« équilibre externe » qu'on cherche à réaliser reste donc en fait l'équilibre du marché.

CHAPITRE XIII

La « transformation » du capitalisme

Un économiste, voulant apprécier l'œuvre de Keynes, s'efforcera de « distinguer les problèmes qu'il sut mettre en lumière des solutions qu'il préconisa. Qu'on modifie les solutions keynésiennes, ou qu'on les abandonne et remplace, cette œuvre ne reste pas moins révolutionnaire en ce qu'elle s'ouvre à des problèmes nouveaux et admet la possibilité d'une solution qui soit différente de la solution retenue jusqu'ici et qui bloque désormais les progrès de la recherche¹ ». Et d'ajouter que si Keynes « a réussi là où ses devanciers hérétiques ont échoué, c'est en partie parce qu'il est venu à son heure, alors que l'époque était mûre pour accueillir ses idées² ». Selon un autre économiste, « bien que la théorie [keynésienne] de la stagnation reprenne, sous une forme moderne, certains éléments propres à la théorie de l' "effondrement" de Marx, notamment la sous-consommation chronique, la surproduction généralisée et la baisse séculaire du taux de profit, il reste pourtant cette différence, capitale du point de vue pratique, que Keynes cherchait à y remédier par une "action délibérée de l'État" visant à modifier le capitalisme du laissez-faire, tandis que Marx rejetait dogmatiquement l'idée de toute intervention de ce genre, laquelle, à ses yeux, ne pouvait inévitablement et invariablement que tourner à l'avantage de la "classe capitaliste", et non de la société dans son ensemble³ ».

1. J. M. Clark, *Alternative to Serfdom*, New York, 1960, p. 98.

2. *Id.*

3. K. K. Kurihara, *The Keynesian Theory of Economic Development*, New York, 1959, p. 20.

D'où l'hypothèse suivante : « certains économistes ont décidé d'adopter Keynes par horreur de l'interprétation marxiste de la grande crise » ; or, bien que cette interprétation pût sembler supérieure aux autres, et quand bien même « Marx eût anticipé Keynes », il leur était impossible d'adhérer au marxisme en raison des « dispositions misanthropiques [de celui-ci] envers la culture occidentale, dispositions peu compatibles avec le souci qu'un économiste d'Occident peut avoir de sa carrière ⁴ ».

C'est en invoquant l'aspect concerté par l'État, ou « keynésien », du capitalisme d'aujourd'hui et en fondant sur lui une critique aussi tardive qu'inévitable du capitalisme d'hier, qu'on prétend réfuter le marxisme. Même lorsqu'on reconnaît que « les lois du mouvement, que le modèle marxien du capitalisme a portées au grand jour, se manifestent encore au sein du capitalisme américain », on s'obstine à soutenir que le jeu de ces lois se heurte dorénavant à « un ensemble de palliatifs issus d'attitudes sociales que Marx ne pouvait absolument pas imaginer ⁵ ». En Europe, et non seulement en Amérique, on fait état d'une métamorphose du capitalisme, soulignant par exemple que quoique « nous continuions à nous représenter l'Angleterre et la France comme des pays capitalistes, elles ne le sont plus au sens où Marx et ses contemporains l'entendaient ⁶ ». Dans cette optique, c'est Keynes, œuvrant à la transformation du capitalisme, qui a fait « l'apport individuel de tous le plus grand aux techniques de transition démocratique. Il a contribué par là à montrer à l'Occident le chemin d'un progrès qui ne doit rien à la guerre totale entre les classes — guerre que les salariés d'Occident se refusent à mener maintenant qu'ils ont pu mesurer ses effets destructeurs ⁷ ». Ainsi donc Keynes est-il glorifié non seulement comme le sauveur du Capital, mais aussi comme le sauveur du Travail.

Il est indéniable que le capitalisme contemporain diffère de celui que Marx analysa. Ce dernier n'a certes pas prévu tous les changements survenus depuis lors. La transformation du capitalisme fut la conséquence non seulement économique mais

4. J. McDonald, *Fortune* (New York), décembre 1950, p. 134.

5. R. L. Heilbroner, *The Worldly Philosophers*, New York, 1953, p. 159.

6. J. Plamenatz, *German Marxism and Russian Communism*, Londres, 1954, p. 303.

7. J. Strachey, *Contemporary Capitalism*, New York, 1956, p. 312.

encore sociale et politique de l'accumulation concurrentielle du capital à l'échelle internationale, laquelle, en débouchant sur deux guerres mondiales et sur des révolutions, a provoqué une croissance rapide du dirigisme étatique et parfois son triomphe total. Cependant, et même si Marx avait prévu ce cours des choses, sa théorie n'en eût pas été affectée pour autant, car il s'agit en l'occurrence de réactions d'ordre politique à des situations de crise économique. Marx, ayant découvert les contradictions du capitalisme, était convaincu que l'expansion et l'extension du système ne feraient que les approfondir et les exacerber; il s'attachait donc bien moins à méditer sur l'éventuelle aptitude du capitalisme à subsister, qu'à pousser au développement d'une force révolutionnaire capable de l'abattre.

Cet « échec » du marxisme, dont on fait si grand cas, concerne en premier lieu non la théorie économique, mais les prévisions sociales et politiques fondées sur elle. Certes, il s'agit aussi d'un « échec » de la théorie économique dans la mesure où son application à la réalité a conduit à sous-estimer la capacité du système à se métamorphoser. Mais il serait tout de même déraisonnable d'exiger de Marx qu'il ait prédit, dans toutes ses manifestations concrètes, le cours réel du développement social et économique. Et, pour autant que de telles prédictions soient possibles, Marx y est arrivé comme personne, ainsi que le succès du keynésianisme le démontre. Keynes n'a-t-il pas repris à son compte, mais sans le dire, les découvertes de Marx, tout en cherchant à « remédier » aux contradictions ainsi dévoilées par le biais d'interventions délibérées dans les mécanismes du marché?

Marx n'a jamais été un réformateur social, soucieux d'améliorer et de perpétuer les rapports de production existants. S'il concluait que le capitalisme n'avait pas d'avenir, c'est parce que celui-ci se transformait déjà sous ses yeux. En effet, considérée dans une optique révolutionnaire, et non plus conservatrice, l'expansion du capital signifiait simultanément son déclin. Marx se donna à tâche, sur le plan théorique, non pas tant de procéder à l'analyse raisonnée d'une évolution politique essentiellement mouvante, mais bien plutôt de déceler la tendance générale du développement du capital dans les tout premiers temps de son hégémonie mondiale.

Anticiper le cours des choses n'est possible que sur la base

des connaissances actuelles et, pour pouvoir émettre des prédictions, il faut poser en hypothèse qu'un modèle connu d'évolution passée conserve une certaine fiabilité pour l'avenir. Celle-ci n'est nullement garantie sans doute mais, faute de mieux, les connaissances actuelles permettent de prévoir et donc de passer à des actions dont les résultats confirmeront ou non le bien-fondé des prédictions en question. Partant ainsi du modèle d'évolution historique dont il disposait et de son expérience propre, Marx avait la ferme conviction que le développement du capitalisme, en provoquant l'essor d'un prolétariat révolutionnaire, aboutirait *ipso facto* à l'abolition du système. Pas un instant, il n'imagina que des interventions de l'État pourraient insuffler une « seconde vie » au capitalisme. Pas plus, il ne fut en mesure d'imaginer que le « marxisme » lui-même se transformerait en une idéologie au service d'un capitalisme d'État accélérant par des moyens politiques les tendances à la concentration et à la centralisation inhérentes au processus d'accumulation du capital. Jusqu'à présent, les prévisions politiques de Marx ne se sont pas vérifiées. A elles seules, l'existence d'un capitalisme modifié et l'inexistence d'un mouvement ouvrier révolutionnaire paraissent de nature à réfuter ses théories politiques.

Le tournant de siècle vit s'affirmer deux tendances parallèles : d'une part, la « socialisation » progressive et objective de la société bourgeoise et, d'autre part, l'« embourgeoisement » progressif et subjectif du mouvement ouvrier. Quand il s'avéra que la condition ouvrière pouvait s'améliorer dans le cadre du système capitaliste, le mouvement ouvrier, hier révolutionnaire, se métamorphosa en une institution servant de pilier supplémentaire au *statu quo* social. Les expériences mêmes que ce mouvement avait faites, donnèrent naissance à l'idée qu'il était possible de transformer graduellement, par la voie de réformes, le capitalisme en un certain genre de « socialisme ». Quoique moins raffinées que lui, les théories des fabiens et des révisionnistes marxistes anticipèrent le keynésianisme. Or ce furent elles qui servirent d'idéologies au mouvement ouvrier réformiste. On a pu dire que l'importance politique de la *Théorie générale* de Keynes est liée au fait qu'« en tous points, sans la moindre exception, elle est en parfaite harmonie avec la politique du travaillisme [anglais] et, chose plus capitale encore, qu'elle exprime sous une forme économique appropriée ce qui, de tout

temps, fut implicite dans l'attitude du mouvement travailliste⁸ ». Pour être en rupture avec les espérances révolutionnaires de Marx, tout cela n'en demeure pas moins conforme à l'une de ses idées de base, à savoir : que les conditions socio-économiques déterminent l'idéologie dominante.

Bien que Marx n'eût pas envisagé l'éventualité d'une transformation du système capitaliste par la voie du dirigisme, sa théorie économique ne l'exclut nullement. Rien, selon lui, ne s'oppose à des interventions d'ordre politique dans les processus économiques. Ainsi de la guerre, et, tout aussi bien, de la révolution sociale. L'important, aux yeux de Marx, c'était d'analyser le développement capitaliste en partant de l'hypothèse que le fétichiste processus d'accumulation restait exempt de toute intervention extérieure. Faute de ce préalable en effet, on ne saurait déceler les contradictions et limitations inhérentes au capitalisme. La théorie de Marx ne conteste pas que le plein emploi puisse bel et bien être créé soit par des investissements induits par l'État, soit par un accroissement de la propension à consommer. Tout simplement, elle s'abstient de prendre en considération pareilles politiques : celles-ci restent assurément possibles, à condition cependant de ne pas porter vraiment atteinte aux rapports de classes prédominants.

Keynes, pour sa part, avait parfaitement conscience de cette barrière. « Hors la nécessité d'un contrôle central pour maintenir en équilibre la propension à consommer et l'incitation à investir, écrivait-il, il n'y a pas plus de raison qu'auparavant de socialiser la vie économique⁹. » Partisan de l'ordre établi, il disait de pas voir « pourquoi le système actuel ferait un très mauvais usage des facteurs de production employés », attendu que « c'est le *volume* et non la *destination* de l'emploi que le système a été incapable de déterminer correctement¹⁰ ». Ne concernant que le volume de la production, les interventions de type keynésien ne font que réaliser un « équilibre » de la production et de la consommation, de nature à favoriser l'« investissement ». Tels « ajustements » ne prétendent certes pas éliminer « le paradoxe de la pauvreté au sein de l'abondance », et ne sont nulle-

8. A. L. Rowse, *Mr. Keynes and the Labour Movement*, Londres, 1936, p. 12.

9. *Théorie générale*, p. 372.

10. *Id.*

ment conçus à cette fin. C'est justement la raison qui les rend « efficaces », pour autant du moins qu'ils n'aillent pas contre la tendance générale de la production capitaliste à « accumuler pour accumuler ».

Contrairement à Keynes, Marx voyait dans le capitalisme un mode de production sociale irrationnel. Mais, comme il n'existe pas de processus économiques qui soient indépendants de l'activité humaine, il qualifiait l'irrationalité capitaliste de comportement fétichiste. Et c'est la fétichiste expansion du capital qui détermine et le volume et la destination de la production. A l'inverse, la gestion sociale de l'économie signifierait la détermination consciente et de l'un et de l'autre. Voilà qui constituerait un changement radical des rapports sociaux actuels, fondés en fait sur l'asservissement de la population laborieuse par le biais de la production de valeur. En soulignant que seul le volume de la production, et non sa destination, peut être planifié par l'État, Keynes prouvait implicitement qu'il songeait uniquement à écarter les dangers pesant en temps de crise sur les rapports sociaux actuels, non point à modifier ces derniers.

Les gouvernements capitalistes se sont vus contraints d'intervenir dans l'économie pour des raisons parfaitement étrangères à leur volonté. Loin de procéder d'une quelconque tendance à la réforme, ces interventions révèlent tout bonnement que le système éprouve des difficultés de plus en plus grandes à résoudre ses problèmes par des méthodes purement capitalistes. Vue sous l'angle d'une idéologie capitaliste conséquente, la « nouvelle science économique » dénote l'échec, non le succès. Les interventions de l'État peuvent certes ajourner la dépression ou en atténuer la gravité, mais le fait même qu'elles s'imposent atteste la profondeur de la crise.

Avec la possibilité de juguler la crise va de pair celle de maîtriser les effets du boom; dès lors, le « cycle économique » paraîtra lié aux mouvements d'expansion et de contraction alternatifs de la production induite par l'État. De même que cette dernière est en mesure de parer aux conséquences de la baisse du taux d'expansion du capital privé, elle peut être diminuée quand l'investissement privé reprend. Par surcroît, elle est capable de stimuler le rythme de la croissance. Une « prospérité », plus spectaculaire que celle qu'avaient pu susciter

les conditions du laissez-faire, peut prendre son essor, et ni le capital ni les autorités compétentes ne cherchent à changer cet état de choses tant qu'il persiste. De toute façon, l'histoire contemporaine a démontré que les économies mixtes étaient capables de se développer dans un cadre de « prospérité ».

L'accumulation du capital privé sous le fouet de la concurrence a pour préalable ce qu'il est convenu d'appeler le marché libre mondial et la libre circulation de la main d'œuvre et des capitaux tant d'un pays à l'autre qu'à l'intérieur de chacun d'eux. Bien que jamais ces conditions n'aient été intégralement réunies, elles n'en existaient pas moins jusqu'à un certain degré à l'époque du laissez-faire. Cette époque s'est vue glorifiée comme celle du capitalisme par excellence. En fait cependant, il s'agissait surtout d'une phase de monopolisation de la production industrielle et du marché mondial par quelques pays qui purent de la sorte accumuler du capital en quantités énormes et à un rythme accéléré. Ces situations de monopole furent souvent brisées par des moyens extérieurs au marché, tels que les subventions publiques, le protectionnisme et la guerre. Comme la concurrence sur le marché mondial est le fait non du capital abstrait, mais d'unités de capital nationales, les rivalités économiques entre ces dernières prennent la forme de luttes pour l'hégémonie politique. La concurrence « strictement » économique n'était possible que de nation à nation et, même en ce cas, elle n'a jamais été « pure ».

L'accumulation du capital a pour effet d'élargir le marché mondial et de déterminer son caractère. Mais, à défaut d'une rentabilité suffisante, le processus de l'accumulation se ralentit, voire s'interrompt. Il y a des *causes concrètes* à ce manque de rentabilité, lesquelles, du fait que le capitalisme constitue un système mondial de marché, dépendent et de la structure de l'économie mondiale et de celle de chaque pays capitaliste. En raison de l'anarchie et du caractère national de la production de capital, il est impossible de déceler une séquence quelconque de causes de stagnation. Ce qui semble la « raison » de la dépression n'est que le résultat de causes, rebelles à toute investigation empirique. Pour le capitaliste individuel, la crise revêt l'aspect d'un fléchissement de la demande de ses marchandises et, pour le pays individuel, celui d'une baisse de production suscitée par l'absence de débouchés. Afin de tenir tête à la concurren-

rence étrangère, ce dernier essaiera donc de conserver et d'agrandir au détriment d'autres pays la part du marché qui lui revient.

L'essor de la grande entreprise (*big business*) dans un pays donné signifie qu'elle a réussi à reproduire la structure de son capital. Cette opération, tout en étant indispensable à la formation continue de capital, est bien plus difficile à l'échelon international. Devenue trop vaste pour son cadre national, la grande entreprise ne devait pas tarder à se déployer dans tous les pays capitalistes, provoquant ainsi l'exportation de capitaux et la création de trusts et de cartels internationaux de tous genres. Mais l'« internationalisation » réalisée de la sorte constituait bien moins une internationalisation authentique du processus de concentration et de centralisation déterminé par le marché qu'une tentative de faire face à celle de la production et des échanges capitalistes sans renoncer à la forme nationale propre, dès l'origine, à la grande entreprise. Elle exprimait en outre la difficulté de mettre les exigences de « l'accumulation pour l'accumulation » à l'unisson des institutions sociales, plus stables à tous égards, qui s'étaient développées au sein des divers États nationaux. Jamais n'a été trouvé un moyen réellement efficace de répéter à l'échelon international le processus d'accumulation et de concentration concurrentielles du capital qui s'était déroulé séparément dans chaque pays.

Étant donné que l'« expansion automatique » du capital a lieu en dépit des besoins particuliers des États nationaux, les gouvernements se sont rarement souciés de pratiquer un strict laissez-faire en matière de relations économiques internationales. Par ailleurs, l'« auto-expansion automatique » se heurtait à l'opposition acharnée de toutes les catégories sociales dont les intérêts procédaient de l'État national, entendu comme une entité relativement indépendante du développement général du capital. Peu partisans de l'« internationalisation » monopolistique de la grande entreprise, qui *tendait* à stopper bien plus qu'à stimuler l'expansion générale du capital, les gouvernements, représentant leur capital national respectif, coulaient leur « internationalisme » propre au moule d'une politique d'expansion nationale. L'« internationalisme » du capital s'avéra donc un nationalisme impérialiste. Voilà cependant qui présupposait une certaine unité de l'État et du Capital, unité

réalisée par la collaboration, le compromis ou la force, et qui devait assigner des limites aux formes que la concurrence individuelle prit en premier lieu, avant d'y mettre un terme définitif. Pour remplir leurs fonctions nouvelles — ou plutôt complémentaires —, les gouvernements, entrant dans l'arène de la concurrence internationale, disposèrent de prérogatives plus étendues, sinon même de tous les pouvoirs. À ce premier type de système — une concurrence économique soutenue par l'État — succéda une concurrence d'un type voisin de la guerre, voire la guerre proprement dite — soutenue par l'économie nationale tout entière.

Tant que les crises et les dépressions suffirent à modifier les conditions de production et la structure du capital et, par là, à relancer l'expansion, un état de suraccumulation à un certain niveau de production finit par déboucher sur un état de suraccumulation à un niveau de production supérieur. Dans les conditions du XIX^e siècle, une crise affectant plus ou moins toutes les unités de capital à l'échelle internationale arrivait sans difficultés excessives à résorber la suraccumulation. Mais au tournant de siècle fut atteint un point à partir duquel les crises et la concurrence ne parvinrent plus à détruire du capital dans des proportions suffisantes pour transformer la structure du capital total dans le sens d'une rentabilité accrue. Le cycle économique, en tant qu'instrument d'accumulation, avait dès lors visiblement fait son temps; plus exactement, il se métamorphosa en un « cycle » de guerres mondiales. Bien qu'on puisse donner de cette situation une explication politique, elle fut tout autant une conséquence du processus de l'accumulation capitaliste.

Désormais le capital « s'accumula » toujours davantage sous forme de matériels de guerre. Si la course aux armements relança l'expansion industrielle, ce fut non parce qu'elle était « rentable » au sens précis du terme, mais parce qu'une fraction croissante des profits pouvait être « réalisée » par le biais des achats de l'État. A coup sûr, l'expédient « extra-économique » de la production de guerre ne fut pas adopté uniquement pour pallier le marasme des affaires, et il devait être également rationalisé sous forme d'objectifs d'ordre politique et idéologique. Les guerres ne sont certes pas l'apanage du capitalisme, mais les guerres capitalistes ont des objectifs qui, eux, le sont. Si

l'on néglige toutes les motivations imaginaires, l'objectif principal de ces guerres, que la politique des vainqueurs a toujours rendu patent, c'est la destruction des nations ou de la coalition rivales. Dans ses conséquences, la guerre est donc une forme de concurrence internationale. Mais il s'agit bien moins de concurrence par des moyens « extra-économiques » que de l'apparition au grand jour de la concurrence dans sa vérité nue : une lutte sanglante et barbare opposant l'homme à l'homme.

La reprise de l'accumulation du capital, consécutive à une crise « strictement » économique, s'accompagne d'une augmentation généralisée de la production. De même, la guerre a pour effet de ranimer et d'amplifier l'activité économique. Dans un cas comme dans l'autre, le capital refait surface à un moment donné, plus concentré et plus centralisé que jamais. Et cela, en dépit et à cause, tout à la fois, de la destruction du capital. Voilà qui, dans un monde où des unités de capital nationales s'affrontent à l'échelle internationale, n'est pas sans impliquer des changements dans le rapport des forces économiques et, par voie de conséquence, politiques. S'il caractérise à tous moments le processus de l'accumulation, ce cours des choses s'accélère en temps de guerre et devient alors on ne peut plus évident. Malgré les pertes subies par certains pays, les gains enregistrés par d'autres sont assez grands pour permettre le démarrage d'une nouvelle phase d'expansion du capital, appelée à surpasser bientôt, s'agissant de la production mondiale, le niveau d'activité économique de l'avant-guerre.

Le processus général de l'accumulation du capital, après s'être déroulé dans le cadre d'une économie mondiale dominée par la Grande-Bretagne, finit par déplacer lentement le centre de la puissance économique. Longtemps avant que la Première Guerre mondiale n'éclatât, l'Allemagne et les États-Unis avaient pris la relève de l'Angleterre. Si ce fut là l'une des causes de la guerre, l'une de ses conséquences fut de transférer ce centre d'Europe en Amérique. Tandis qu'avant la guerre de 1914-1918, une course aux armements induite par l'État venait remédier à la stagnation relative du capital européen, le déclenchement des hostilités ne tarda pas à mettre fin à la baisse du taux d'expansion du capital américain. Ce taux se redressa en 1915 « sous l'effet de la demande de matériels de guerre émanant

des gouvernements européens ». L'expansion de la production fut « financée partie par l'impôt partie par le placement de fonds d'État auprès des particuliers et des organismes bancaires », de sorte que l'économie américaine se rétablit grâce à « une multiplication du pouvoir d'achat consécutive au gonflement des encaisses publiques. Elle n'eut donc pour point de départ ni une expansion de la demande de biens de consommation courants, ni un accroissement de la production de biens capitaux privés¹¹ ».

Bien que l'augmentation de la production eût été due à l'initiative des gouvernements participant à la guerre ou en tirant profit, la production mondiale dans son ensemble s'accrut dans des proportions inouïes. Mais l'après-guerre devait être pour les anciens pays belligérants d'Europe une époque non point de prospérité mais de lent retour au niveau de production d'avant-guerre, insuffisamment élargi. Qui pis est, ce résultat, déjà décevant, ne fut acquis qu'au prix d'un endettement croissant envers l'Amérique et d'une exploitation toujours plus poussée du travail, et donc d'une dégradation sensible de la condition ouvrière. Mais la prospère Amérique jouissait en 1929 d'une richesse supérieure de deux fois et demie à ce qu'elle était en 1914. Mesurée à la production mondiale, l'activité économique avait grimpé en flèche et le capital s'était accumulé. A la façon des phases de dépression précédentes, la guerre avait provoqué une nouvelle phase d'expansion du capital et concentré celui-ci dans le pays capitaliste le plus puissant. Le cours pris par les relations financières des États-Unis avec l'étranger en témoigne éloquemment. Alors que « les investisseurs américains possédaient en 1914 moins de 1 milliard de valeurs étrangères, la somme de ces avoirs privés atteignait en 1924 près de 4,6 milliards de dollars — et même 5,4 milliards si l'on y ajoute les crédits à court terme. En outre, les créances du gouvernement fédéral sur les États étrangers atteignaient un total de 11,8 milliards de dollars. Ainsi donc, en l'espace de dix ans, le montant des valeurs détenues par l'Administration et les personnes privées américaines avait été multiplié plus de quinze fois par rapport à tout ce qui avait été accumulé jusqu'alors, au cours des cent trente années d'existence du pays¹² ».

11. H. G. Moulton, *The Formation of Capital*, Washington, 1935, p. 65.

12. The Brookings Institution, *America's Stake in International Investments*, Washington, 1938, p. 375.

Il faut souligner cependant que si les États-Unis virent ainsi grossir leur production et leur richesse, « la fraction du produit national allant directement au processus de reproduction de la richesse continua de décliner¹³ ». En d'autres termes, il y eut fléchissement du taux d'accumulation; loin d'augmenter en pourcentage par rapport aux richesses non productives, le capital productif s'amenuisa. Il ne s'agissait donc plus du type de production de capital qui avait caractérisé le XIX^e siècle. Telle qu'après avoir été amorcée par la guerre, elle se poursuivit la paix revenue, dans le cadre d'une économie soumise aux lois du marché, l'expansion de la production demeura trop faible pour se généraliser. Après dix ans d'une prospérité médiocre, et restreinte pour l'essentiel aux États-Unis, un nouvel effondrement du système de marché obligea l'État à intervenir derechef dans l'économie. Mais ces interventions ne réussirent qu'à stabiliser, sans plus, la situation de crise; il fallut attendre la Deuxième Guerre mondiale pour voir se réaliser le plein emploi et reprendre le développement des ressources productives¹⁴.

13. R. R. Doane, *The Measurement of American Wealth*, New York, 1933, p. 16.

14. D'après S. Kuznets, le rapport des investissements nets au revenu national des États-Unis suivit une courbe ascendante jusqu'au tournant de siècle, puis plafonna avant de tomber à un niveau voisin du néant au court de la période 1929-1938.

FORMATION NETTE DE CAPITAL EN POURCENTAGE DU REVENU NATIONAL
(Base : prix 1929)

<i>Années</i>	<i>Taux de formation</i>	<i>Années</i>	<i>Taux de formation</i>
1869-78	13,7	1904-13	13,1
1874-83	14,4	1909-18	13,0
1879-88	14,6	1914-23	11,4
1884-93	16,1	1919-28	10,2
1889-98	16,2	1924-33	6,0
1894-03	14,8	1929-38	1,4
1899-08	13,6		

(SOURCE : National Bureau of Economic Research, *National Income — A Summary of Findings*, New York, 1946, p. 53.)

Considérée dans ses effets, la « production de guerre » fut non point une « production pour le gaspillage » (*waste-production*), mais un instrument pour relancer le processus d'accumulation. En ce sens, les subventions versées à l'industrie de guerre eurent pour conséquence d'améliorer à plus long terme la rentabilité du capital. Telle est d'ailleurs l'une des raisons pour lesquelles les capitalistes, du moins en général, s'opposent au lancement de programmes de travaux publics utiles ou d'assistance sociale, mais non à l'accroissement du budget de la « défense ». Pour peu qu'elle soit dégagée de toutes considérations idéologiques, l'expérience prouve que la guerre constitue une virtualité intrinsèque de l'accumulation du capital et que seule la victoire finale permet d'accélérer l'expansion.

La guerre de 1914-1918 et l'après-guerre s'accompagnèrent d'une extension considérable des pouvoirs économiques de l'État : le « socialisme de guerre », comme on disait alors. Certains pays revinrent ensuite très vite à ce qu'il était convenu d'appeler la « normale », soit la réduction au minimum des prérogatives de la puissance publique en matière d'économie. Mais d'autres se virent contraints de transposer au temps de paix le dirigisme du temps de guerre en vue de faire face tant à leurs difficultés intérieures qu'à l'évolution de la conjoncture mondiale. Ainsi le régime bolcheviste adopta — sous une forme plus systématique — le socialisme de guerre comme modèle pour reconstruire l'économie russe et pour étatiser la production de capital privé.

De même, pendant la Deuxième Guerre mondiale et ensuite, il fallut partout recourir à un dirigisme extrêmement étendu, d'abord pour faire la guerre avec une efficacité maximale, puis — après la fin des hostilités — pour maintenir la stabilité. Bien que cette guerre, à la façon de la précédente, eût fait monter la production mondiale bien au-dessus de son niveau antérieur, cet accroissement ne put entretenir rien d'autre que le « boom » américain d'après-guerre. Au début de 1950, le chômage rede vint une fois de plus un grave problème. Dans tous les pays occidentaux, à la seule exception de la Grande-Bretagne, la stratégie anti-crise de Keynes connut un regain de faveur; tel fut plus particulièrement le cas aux États-Unis. Aux Nations Unies, on s'efforça de mettre au point un plan d'ensemble destiné à combattre le chômage à l'échelle mondiale. Mais toutes

les délibérations à cet égard devaient rester vaines; elles aboutissaient inmanquablement à demander aux « pays créanciers » — c'est-à-dire l'Amérique — de consentir de nouveaux crédits aux pays débiteurs. En 1949, toutefois, les États-Unis subirent une dépression qui eut des répercussions immédiates dans le monde entier. « La baisse de 5 p. 100 du produit national américain a provoqué un fléchissement de 30 p. 100 des importations américaines et pendant quelque temps, durant l'été de 1949, a menacé de réduire à néant tous les progrès accomplis au cours de la première année du plan Marshall¹⁵. »

Une fois de plus, la guerre vint changer la situation. Certes, les conditions créées par la Deuxième Guerre mondiale et la reprise de la production d'armements suscitée par la guerre de Corée n'expliquent pas à elles seules tous les aspects du « boom » américain d'après-guerre. Mais il n'en reste pas moins évident que la dépression qui précéda la guerre de Corée était directement liée à la réduction colossale des achats gouvernementaux. Avant la guerre de Corée, et malgré une aide de 20 milliards de dollars à l'Europe, les dépenses du gouvernement fédéral étaient tombées notablement au-dessous de leur niveau du temps de guerre. Les avoirs bancaires en bons du Trésor et autres avaient diminué de 25 milliards de dollars. Lorsque la nouvelle guerre vint renverser la tendance au « désarmement », on enregistra non seulement en Amérique mais encore dans l'ensemble du monde occidental une vigoureuse reprise de l'activité économique. Pourtant, malgré l'augmentation constante du budget militaire, qui ensuite alla de pair avec la guerre froide, le plein emploi ne fut jamais atteint. Ce fut donc uniquement dans le cadre d'une guerre mondiale effective, absorbant près de la moitié du produit national brut, que les ressources productives furent intégralement mises en œuvre.

Après la deuxième conflagration mondiale, il devint manifeste que la guerre n'avait pu donner à l'accumulation du capital privé déterminée par le marché qu'une impulsion insuffisante pour permettre une réduction de la demande induite par l'État. Toute baisse un tant soit peu importante des achats gouvernementaux déprimait en effet l'économie globale à tel point que seule une reprise de ces achats était capable de relancer l'activité.

15. *The Economist* (Londres), 11 février 1950.

Dès lors, tout ce qu'on pouvait espérer de mieux, c'était d'arriver à établir un rapport stable entre production privée et dépense publique. Voilà qui avait cependant pour préalable un taux de croissance déterminé, permettant et de conserver à l'économie sa compétitivité, et d'empêcher le chômage de proliférer. Sans doute on avait réussi dans une certaine mesure à stabiliser les dépenses publiques, mais, en longue période, cette stabilisation dépend à son tour d'une formation de capital toujours accrue. Sinon, le défaut de formation de capital fixe doit être compensé par une augmentation de la dépense publique. Aux États-Unis, par exemple, « la production réelle a marqué de 1947 à 1953, un taux de croissance annuel de 4,6 p. 100, taux qui devait tomber à 2,9 p. 100 entre 1953 et 1963 ¹⁶ ». Le tableau ci-dessous donne la répartition en pourcentage des grands postes du produit national brut américain, en dollars courants et entre 1948 et 1963, à des dates correspondant à l'apogée d'un cycle économique déterminé ¹⁷.

POSTES	1948	1953	1957	1960	1963
<i>Dépenses publiques</i>	13,3	22,7	19,5	19,8	21,4
<i>Investissement intérieur brut (privé)</i>	16,6	13,8	14,9	14,3	14,1
<i>Consommation des ménages</i>	68,7	63,7	64,4	65,3	63,8
<i>Exportations nettes</i>	1,3	0,1	1,1	0,6	0,7
<i>Total</i>	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Alors que les gouvernements capitalistes s'efforcent de stimuler l'accumulation du capital privé par tous les moyens dont ils disposent, leur échec les contraint d'augmenter la part de l'État dans l'économie globale, ce qui ne va pas sans aggraver les difficultés auxquelles l'expansion du capital privé se heurte. A certains moments, on met en œuvre (ou, à tout le moins, on envisage) deux politiques : accroître les gains du

16. B. G. Hickman, *Investment Demand and U. S. Economic Growth*, Washington, 1965, p. 123.

17. *Ibid.*, p. 135.

capital grâce à des réductions d'impôts, tout en augmentant la dépense publique par le biais du déficit budgétaire. Mais ce dernier devant être couvert par la production du secteur privé, voilà une politique qui revient en définitive à reprendre d'une main ce qu'on a donné de l'autre, quand bien même l'opération s'étale sur une longue période.

De nos jours, tout le monde reconnaît que les conditions propres au capitalisme du XIX^e siècle — l'accumulation relativement libre, et déterminée par le marché, du capital privé — ne pourront plus jamais être rétablies. « Personne, écrit un expert, ne conteste sérieusement que l'État doive jouer un rôle positif en contribuant à maintenir l'activité économique à un niveau élevé; ce dont on discute aujourd'hui, ce n'est plus la nécessité de diriger les cycles économiques, mais seulement la nature de l'intervention étatique, son opportunité à un moment donné et son ampleur ¹⁸ ». Son ampleur, en particulier; en effet, si l'extension du dirigisme a transformé l'économie du laissez-faire en économie mixte, de nouveaux progrès dans cette direction ne pourraient que métamorphoser cette dernière à son tour. Or, tout en admettant le caractère irréversible du processus qui l'a engendrée, on continue de professer que l'économie mixte, assurant à l'initiative et à la production de capital privées ce degré d'autonomie qu'elles possèdent encore en son sein, va désormais se poursuivre indéfiniment.

Naguère, la forme traditionnelle de la production de capital était elle aussi tenue pour immuable, et cependant elle a bel et bien mué. A l'origine de cette mutation se trouvent des interventions politiques dans les mécanismes apparemment indépendants du marché. Allant de la réforme à la révolution, et du protectionnisme à l'impérialisme, ces interventions ont amené la naissance d'institutions sociales dont l'action a modifié et le caractère et l'orientation du développement du capital, tout en rendant irréversible le processus qui les avait mises en place. Il paraît évident, par exemple, que les transformations institutionnelles, consécutives tant à la révolution bolcheviste qu'à la victoire de la Russie à l'issue de la dernière guerre, sont des faits accomplis sur lesquels on ne pourra revenir de sitôt. Et, dans les pays occidentaux, au capitalisme nominalement

18. A. F. Burns, *New York Times*, 19 octobre 1954.

privé, l'usurpation des prérogatives économiques par la puissance publique constitue un phénomène tout aussi irrévocable. En effet, même si du point de vue économique il se révélait possible de réduire le « secteur public », les instances liées à l'existence de ce secteur, loin d'abdiquer de leur plein gré, useraient au contraire de leur pouvoir institutionnel pour se perpétuer. En ce domaine, la seule éventualité concevable, économiquement parlant, reste une expansion accélérée du capital privé qui porterait un coup d'arrêt à la croissance du « secteur public ».

L'économie capitaliste n'a jamais reposé uniquement sur l'entreprise privée; bien loin de là, elle s'est assortie de tout temps d'un secteur public d'une importance variant en fonction des conditions historiques qui ont régi le développement de chacun des pays capitalistes. On voyait pourtant dans ce secteur non point un secteur autonome, mais en quelque sorte des faux frais indispensables au bon fonctionnement de l'économie de marché. Tel était le cas lors même que le secteur public comprenait — outre le « capital de guerre » — les moyens de transport, les services publics et autres industries. En fin de compte, quelle que fût son étendue, le secteur public a toujours été partie intégrante de l'économie nationale.

En matière d'entreprises publiques, aucun pays ne ressemble exactement à un autre, quand bien même la tendance générale à un dirigisme accru soit partout sensible. Les États-Unis furent (et demeurent) le pays le moins touché par la nationalisation des industries. La différence qui existe à cet égard entre l'Amérique et l'Europe a plus d'une fois amené à dire que « rares sont les pays européens — il n'en est peut-être aucun — qui méritent d'être qualifiés de capitalistes au sens donné à ce terme aux États-Unis et au Canada, où les éléments non capitalistes n'interviennent que d'une façon secondaire¹⁹. » Même en Amérique cependant l'utilisation directe des ressources humaines et matérielles par l'État n'a cessé de grandir. Tandis que de 1900 à 1949, « le volume de l'emploi doublait dans les entreprises privées, il quadruplait dans les administrations locales et dans celles des États, et se trouvait multiplié par douze

19. M. Salvadori, in *Europe's Needs and Resources*, New York, 1961, p. 737.

dans les services fédéraux. En 1900, un travailleur sur vingt-quatre était employé à un titre quelconque par des organismes publics; cette proportion atteignit un sur quinze en 1920, un sur onze en 1940, un sur huit en 1949. En 1920, sur quatorze dollars d'avoires capitaux (équipements militaires exceptés), un seul appartenait à l'Administration, en 1949, cette proportion était d'un sur quatre ²⁰ ». Et la tendance se poursuit. « Alors qu'en 1929 moins d'un dollar sur dix du produit national devait son origine à des achats gouvernementaux, aujourd'hui environ un dollar sur cinq de tous les biens et services produits aux États-Unis est vendu à un organisme public ²¹. » Le rôle économique croissant qui de nos jours revient à l'État est un fait trop avéré pour qu'il soit nécessaire de s'y attarder ici. Il se manifeste non seulement dans l'emploi direct du travail et du capital par l'État, mais aussi dans le gonflement des forces armées, les relations financières avec l'étranger, la conclusion d'accords commerciaux, le niveau de la dette publique et même dans le fait que « près de la moitié des économistes américains sont entretenus sur le budget fédéral ²² ».

Dans les pays totalitaires, le dirigisme sert en théorie — abstraction faite de la pratique réelle — les intérêts de la société en général, et non ceux d'une classe particulière. Aux États-Unis en revanche, le dirigisme reste soumis, même au niveau de la théorie, aux rapports de propriété capitalistes et, par voie de conséquence, aux intérêts de la grande entreprise. Pour autant qu'on puisse parler de redistribution des revenus en Amérique, il s'agit dans une large mesure d'un transfert de l'argent des contribuables, qui passe d'un secteur non subventionné à un secteur subventionné de l'économie; l'impôt et le déficit budgétaire, c'est-à-dire un impôt différé, « ont été transformés en instruments destinés à garantir la puissance économique de l'entreprise privée ²³ ». L'économie est ainsi cogérée par l'État et le grand capital à un point tel que, pour tout ce qui

20. A. F. Burns, *The Frontiers of Economic Knowledge*, Princeton, 1954, p. 40.

21. R. L. Heilbroner, *The Making of Economic Society*, Englewood Cliffs, 1962, p. 175.

22. *New York Times*, 25 février 1953.

23. P. K. Crosser, *State Capitalism in the Economy of the United States*, New York 1960, p. 97.

concerne la pratique, celui-ci se confond avec celui-là et inversement.

Les subventions publiques ont largement contribué à concentrer le capital, en favorisant les gros producteurs, qui couvrent la plus grande partie de la demande créée par l'État. « En 1962, près des trois quarts de tous les contrats de première main sont allés à cent grandes entreprises. Un peu moins d'un cinquième de ces contrats-là fut conclu avec de petites entreprises, définies comme des entreprises employant moins de cinq cents personnes. Même compte tenu du fait que l'exécution d'un nombre notable des contrats fut confiée en sous-traitance à de petites entreprises il n'en demeure pas moins que les proportions dans lesquelles la fabrication de matériels de guerre revient à de grandes entreprises sont élevées ²⁴. » Dans les branches de production nouvelles, les entreprises, souvent créées grâce à des subventions publiques, bénéficient en outre d'un afflux constant de contrats d'État et d'autres formes d'aide.

Le capital américain a atteint un degré de concentration tel que la survie de l'économie globale est désormais liée au maintien et à la croissance des grandes entreprises. Que ce capital, extrêmement concentré, employant la grande masse de la population active, ait une défaillance tant soit peu accentuée, et l'on irait au-devant d'une catastrophe nationale. Sa puissance est énorme, mais si elle diminuait ou se trouvait menacée, les pouvoirs publics se verraient contraints, pour éviter l'effondrement économique, de le renflouer. L'argent des contribuables fait retour à l'industrie privée par le biais des contrats d'État; du même coup, l'entreprise privée devient « dans sa phase majeure — la phase de la formation de capital — une entreprise financée par l'État ²⁵ ». On a estimé, par exemple, que « l'argent des contribuables injecté annuellement à l'industrie privée depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale, sous forme de contrats d'ordre militaire, équivaut à peu près à la somme totale de la formation nette de capital de toutes les industries américaines, telle qu'elle est représentée par le taux d'expansion annuelle de l'industrie nationale ²⁶ ».

24. E. Ginzberg, *The Pluralistic Economy*, New York, 1965, p. 151.

25. P. K. Crosser, *op. cit.*, p. 28.

26. P. K. Crosser, *op. cit.*, p. 27.

Bien entendu, l'État en soi ne saurait rien subventionner du tout; il fait en sorte qu'une partie de l'économie subventionne l'autre et que les profits soient répartis de manière à permettre le bon fonctionnement du système. En un sens, tel a toujours été le cas, à l'époque de la concurrence comme à celle des monopoles. Mais ce que le marché réalisait hier « automatiquement », c'est aujourd'hui, dans le cadre de la stagnation du capital, la demande créée par l'État — le versement de subventions, autrement dit — qui l'accomplit.

Voilà qui n'empêche pas les économistes de compter ensemble la production déterminée par le marché et la production induite par l'État, quand ils veulent établir le bulletin de santé de l'économie, comme si la base de tout diagnostic en ce domaine était le volume de la production, non sa rentabilité. Pourtant, la perte de vitesse relative du secteur non subventionné jointe aux effets de la concentration continue du capital ne peut manquer de mettre une barrière à la croissance du produit national.

En Europe de l'Ouest, la nationalisation des industries et du secteur des services a été poussée incomparablement plus loin qu'aux États-Unis, quoique son extension varie fortement d'un pays à l'autre et, de même, le type de branches concernées. Les chemins de fer, les charbonnages, les hydrocarbures, les travaux publics et la métallurgie, telles sont les principales branches d'industrie placées intégralement ou partiellement sous contrôle étatique. En Autriche, par suite des transformations institutionnelles que l'occupation russe a provoquées à l'issue de la dernière guerre, les industries de base sont toutes devenues monopoles d'État. A la seule exception de la Suisse, toutes les banques centrales sont étatisées, et tel est le cas également de la plupart des chemins de fer nationaux. Dans certains pays, la Norvège notamment, la nationalisation pure et simple est remplacée par une participation très importante de l'État aux entreprises privées. Quoi qu'il en soit, les industries nationalisées jouent un rôle considérable dans tous les pays d'Europe de l'Ouest. En 1955, par exemple, « les caisses publiques de diverses sortes [y] ont dépensé une somme évaluée à 62 milliards de dollars (non compris les dépenses de fonctionnement et les entreprises appartenant à l'État). Cette somme représentait 28 p. 100 du produit national brut de l'Europe occidentale,

lequel avoisina 221 milliards de dollars cette année-là²⁷. »

Une « économie mixte » peut constituer un mélange dans lequel le capital privé conserve la prépondérance; c'est le cas aujourd'hui en Europe de l'Ouest et, bien plus encore, aux États-Unis. Mais à l'inverse la prépondérance peut revenir à la propriété d'État; les premières années du régime bolcheviste en Russie en offrent un exemple. La propriété d'État et l'entreprise privée peuvent coexister sans empiéter l'une sur l'autre, comme on l'a vu en divers pays, dans une mesure plus ou moins grande et pendant plus ou moins longtemps. Dans ce cas, les deux sphères ne se confondent en aucun point, et la production privée fonctionne dans un monde pour ainsi dire rétréci. Lorsque certaines industries sont monopoles d'État, toute concurrence cesse entre elles et le secteur privé. Celui-ci peut parfois tirer avantage de la situation, parfois non, la politique des prix poursuivie par l'État pouvant être conçue à des fins de fiscalité indirecte et de subventions sélectives.

Dès lors que le capital privé voit son champ d'opération s'amenuiser, il ne tarde pas à toucher les limites de son expansion. C'est pourquoi il lui faut mettre obstacle à l'extension de la production et du capital publics. Les gouvernements, qui représentent les intérêts du capital privé, se gardent bien d'empiéter sur la sphère de la production privée. En optant pour des mesures monétaires et fiscales, ainsi qu'en développant la production pour le gaspillage, ils montrent leur volonté d'éviter tout recours à la nationalisation. Partout où des nationalisations ont eu lieu, ce fut sous la pression de mouvements opposés à l'entreprise privée ou à ses pratiques monopolistiques. En France, certaines entreprises furent nationalisées à la fin de la Deuxième Guerre mondiale parce que leurs propriétaires avaient collaboré avec l'ennemi. En Angleterre, le Labour Party, arrivé au pouvoir après la guerre, décida de nationaliser les houillères et les moyens de transport non pas tellement parce que ces mesures figuraient à son programme, mais en raison surtout de l'état catastrophique où se trouvaient ces industries. Quoi qu'il en fût de causes particulières de tel ou tel acte de nationalisation, on voyait dans la mise en place d'une économie mixte non une transformation partielle de

27. J. O. Coppeck, in *Europe's Needs and Resources*, *op. cit.*, p. 404.

l'entreprise privée en entreprise d'État, mais la création, à l'initiative du gouvernement, du plein emploi nécessaire à relancer la production sans sortir du système de l'entreprise privée. Hors le fait qu'elle était désormais indispensable à doses plus ou moins fortes à la survie du système, la nationalisation de l'industrie était une mesure d'inspiration socialiste, et non point keynésienne, le programme socialiste considérant les décrets de nationalisation partielle comme autant d'étapes franchies en direction de l'étatisation intégrale de l'économie.

Prise au sens keynésien, l'économie mixte apparaît comme une alternative — et la seule concevable — à la socialisation (ou étatisation). La nationalisation progressive du capital est liée au déclin constant de l'entreprise privée, déclin qui à son tour accélère le processus de nationalisation. Une fois que la propriété d'État est devenue la forme de propriété prépondérante, l'entreprise privée ne peut que disparaître lentement, sous l'effet non seulement de la concurrence, mais aussi de mesures politiques qui prennent leur origine dans le secteur capitaliste d'État de l'économie et dans les nouvelles institutions qui s'y rattachent. Pour éviter à la production privée d'être étatisée, il faut que le secteur à gestion étatique soit maintenu à un niveau minimal. C'est pourquoi des mouvements sociaux ayant renoncé à leurs convictions socialistes d'autrefois se sont abstenus de procéder à la nationalisation globale de l'industrie, même quand la possibilité s'en présentait. Le Labour Party, par exemple, s'était fixé comme *but* de nationaliser 20 à 30 p. 100 de l'industrie britannique. Mais il devait rester bien en-deçà de ce programme. « Le secteur nationalisé a-t-on pu dire, restera toujours minoritaire au sein de l'économie anglaise. L'étatisation intégrale des moyens de production et d'échange, que les doctrines socialistes recommandaient à l'origine, est chose étrangère à la notion moderne de socialisme, telle qu'elle existe en Grande-Bretagne ²⁸. »

Le socialisme n'étant plus le but des « organisations socialistes », celles-ci n'ont plus d'autre ressource que de reprendre à leur compte le concept keynésien d'économie mixte. Désormais, l'économie mixte est conçue comme la voie de passage du capitalisme libéral au moderne État-Providence, et ce dernier

28. F. Williams, *Socialist Britain*, New York, 1949, p. 91.

comme la réalisation du concept *moderne* de socialisme, c'est-à-dire de *socialisme à base de propriété privée*, soit encore le « capitalisme populaire », comme on le dit crûment en Amérique. Pour autant qu'une égalité plus grande des revenus est posée en préalable souhaitable et nécessaire à la création du plein emploi, il semble que des manipulations d'ordre monétaire et fiscal suffisent à remplir ce but. Dès lors tout dépend du caractère du gouvernement; aussi tient-on pour indispensable l'arrivée au pouvoir d'un « gouvernement socialiste », seul capable d'assurer le bon fonctionnement du « socialisme moderne à base de propriété privée ».

A l'instar du Labour Party, tous les partis socialistes d'Europe de l'Ouest ont cessé d'attacher de l'importance à la propriété et à la gestion publiques de l'industrie. En Allemagne de l'Ouest, en France et en Italie, ces partis ont même rayé de leurs programmes les articles concernant la propriété publique des moyens de production. Dans les pays scandinaves, ils se disent satisfaits du contrat d'association implicite qui règle les rapports du gouvernement socialiste avec l'entreprise privée. Sauf pour les partis communistes qui en font une formule creuse, l'idée de nationalisation ne joue plus aucun rôle politique aux Pays-Bas, en Belgique, en Suisse, etc. On considère que la question de la propriété n'a plus rien à voir avec les grands problèmes sociaux et économiques qui paraissent dorénavant solubles sur la base du *statu quo* lié à l'économie mixte. Bien entendu, cette attitude la plus répandue a pour origine non seulement le changement de caractère du mouvement ouvrier, dont l'existence même dépend du maintien du *statu quo*, mais aussi une prospérité relative due à la reconstruction des économies européennes ruinées par la guerre.

« En 1955, l'Europe de l'Ouest a investi 45 milliards de dollars, soit plus du cinquième de son produit total brut; les deux tiers de cette somme sont allés à la construction d'usines, de machines et d'équipements divers. De 1949 à 1959, la formation de capital fixe a augmenté plus vite que le produit national. En 1959, le produit national brut était en effet supérieur de 48 p. 100 à la moyenne des années 1949-1959, alors que la formation de capital fixe l'était de 69 p. 100²⁹. » Dès qu'il

29. J. O. Coppeck, in *Europe's Needs and Resources*, *op. cit.*, p. 450.

y a expansion économique, on cesse de revendiquer des nationalisations, celles-ci étant une réaction à l'échec du capitalisme, non à son succès, même si ce succès est momentané et en partie illusoire.

Les investissements en question ont été en grande partie la conséquence de décisions d'ordre politique bien plus que d'initiatives individuelles. Les gouvernements firent en sorte d'instituer une épargne forcée, ou quasi telle, et d'inciter les entreprises à réserver à l'autofinancement une forte part de leurs profits. L'expansion fut financée à l'aide du déficit budgétaire et d'une « inflation à peu près généralisée, et telle qu'il ne s'en était jamais produit d'aussi colossale en temps de paix. Entre 1947 et 1957, les prix augmentèrent de 67 p. 100 en Europe occidentale. Ce qui signifie un taux d'accroissement composé de 5 p. 100, taux équivalent en gros au rapport des bons du Trésor (avant impôt)³⁰. » Ainsi donc, seule la réduction de la consommation au profit de l'« épargne », c'est-à-dire de l'accumulation du capital, a permis de réaliser des investissements d'une ampleur pareille. Appuyé par l'État, le capital put ainsi se développer comme au bon vieux temps.

Pour éviter tout malentendu, il convient de souligner cependant que la capitalisation intensive de l'Europe occidentale ne fut pas la conséquence d'une application des « théories économiques modernes ». Plus exactement, si cette « application » agit en ce sens-là, ce fut en raison des conditions qui prédominaient en Europe de l'Ouest à l'issue de la guerre. Des destructions de capital, énormes en valeur et tout autant du point de vue matériel, physique, jointes à la désuétude d'une grande partie de l'appareil productif, rendirent possible — et exigèrent — une formation rapide de capital, seul moyen d'éviter l'effondrement total du système de la propriété privée. Le Capital comme le Travail, obtempérant aux injonctions gouvernementales, acceptèrent d'œuvrer en vue non de consommer plus, mais de concourir à la formation de capital. Et, comme dans le passé, l'accroissement de la consommation devint un effet secondaire de l'expansion accélérée du capital.

Aux États-Unis cependant, semblable « politique économique » n'eut pas du tout les mêmes résultats. A la fin de la

30. J. O. Coppeck, *op. cit.*, p. 461.

guerre, la capacité productive du pays excédait la demande solvable du marché. Alors que les économies européennes se remettaient à accumuler au détriment de la consommation, une nouvelle et rapide expansion de l'économie américaine n'aurait abouti qu'à gonfler le volume des capacités de production excédentaires. Bien que les dépenses militaires eussent recréé en temps de paix une situation simulant celle du temps de guerre, cela ne permettait pas d'utiliser à plein régime les ressources productives. Au moment où les États européens recouraient à des manipulations monétaires et fiscales pour stimuler l'accumulation du capital productif, les États-Unis faisaient de même mais en vue, cette fois, de subventionner la production pour le gaspillage. La prospérité capitaliste réelle a comme préalable une formation accélérée de capital, cette dernière seule étant capable d'engendrer une demande globale assez importante pour mettre en mouvement les ressources productives. Or, « il ressort nettement de l'examen des principales composantes de la demande globale que c'est l'atonie en matière d'investissements fixes qui provoqua le ralentissement de la demande après 1957³¹ ». Cette atonie était l'expression d'un taux de profit médiocre par rapport à l'équipement fixe et aux stocks de marchandises. « Aux États-Unis, le taux de profit fut constamment en baisse pendant les années 1950. Malgré un investissement cumulatif d'environ 125 milliards de dollars dans l'industrie manufacturière au cours de cette décennie, on n'enregistra même pas une tendance à la hausse des profits³². » A l'inverse, en Allemagne, « le niveau absolu des profits atteignait en 1960 près de trois fois et demie ce qu'il était en 1950 »; quant au rendement moyen du capital pendant la même période, il fut « d'environ 28 p. 100 en Allemagne contre environ 18 p. 100 aux États-Unis³³ ».

Les interventions de l'Administration fédérale ne purent venir à bout de la stagnation relative du capital américain. On vit même un colloque réunissant une vingtaine d'économistes parmi les plus éminents faire appel, en désespoir de cause, à un « nouveau Keynes³⁴ ». Les catégories keynésiennes ne permet-

31. B. G. Hickman, *op. cit.*, p. 9.

32. A. Maddison, *Growth in the West*, New York, 1964, p. 54.

33. *Id.*

34. *The New Republic*, 20 octobre 1962.

taient plus, disait-on, de « diagnostiquer les tendances de l'économie depuis le milieu des années 1950 », d'où la nécessité d'une « approche métakeynésienne ³⁵ ». En raison du fléchissement relatif marqué en longue période par la demande de capital productif, le problème était « non plus de savoir si des manipulations fiscales pourraient pallier le retard provisoire de la demande, mais de savoir comment remodeler l'économie de telle sorte qu'on puisse trouver des sources *permanentes* de demande ³⁶ ». Vu la famine ou les graves carences alimentaires dont souffrent les deux tiers de la population mondiale et la masse de moyens de production en tous genres dont les pays sous-développés éprouvent le plus urgent besoin, la solution paraissait évidente; mais aussi d'une « évidence » dont personne ne songeait à s'aviser, alors que, même dans les pays avancés, des dizaines de millions d'hommes attendaient encore de voir satisfaits leurs besoins les plus immédiats. La prospérité — quoi qu'on ait pu désigner par ce terme — fut à bien des égards un effet secondaire de la guerre froide, laquelle a « bel et bien démontré qu'il n'est pas d'autre moyen d'éviter les récessions que les dépenses d'armements, et, puisqu'il faut entretenir la tension internationale pour justifier ces dépenses, il devient clair que le remède est mille fois pire que le mal ³⁷ ».

35. B. Caplan et H. Malmgreen, « More than Keynes », *The New Republic*, 1^{er} décembre 1962.

36. *Id.*

37. J. Robinson, « Latter Day Capitalism », *New Left Review* (Londres), juillet août 1962, p. 43.

CHAPITRE XIV

L'économie mixte

Les prédictions de Marx concernant le déclin du laissez-faire et sa disparition finale ont été indiscutablement confirmées par le cours réel des choses : la prépondérance de l'économie mixte montre en effet avec toute la netteté désirable que si une partie notable de l'activité économique n'était pas induite par l'État, le capitalisme sombrerait dans la dépression. Mais quelles sont donc les conséquences de cette intervention pour ce qui est de l'entreprise privée ?

A coup sûr, l'intervention de l'État a pour effet d'accroître la production et, par là, l'appareil productif. Dès lors cependant que cette intervention vise à stabiliser l'économie de marché, elle ne remplira son but que si la production induite de la sorte ne se situe pas sur le plan de la concurrence. Que l'État achète des biens de consommation et des biens durables pour en faire don, et il réduit d'autant la demande de ces articles sur le marché privé. Si les entreprises d'État se mettaient à fabriquer des articles de ce genre et à les vendre, leurs concurrents du secteur privé devraient affronter de nouvelles difficultés, étant donné le rétrécissement de la part du marché qui leur revenait jusqu'alors. Il faut donc que les achats d'ordre gouvernemental restent extérieurs au système de marché ; la production induite par ce biais doit venir s'ajouter à la production pour le marché. C'est pourquoi l'État s'intéresse avant tout à des biens et services n'ayant rien à voir avec le marché, c'est-à-dire les travaux publics et autres dépenses gouvernementales.

Bien entendu, la division entre production privée et pro-

duction publique n'a rien d'absolu. Les gouvernements se voient poussés, pour des raisons politiques, à pénétrer dans la sphère de la production privée, par exemple, en subventionnant certaines fabrications, ou encore en achetant des excédents de production destinés à alimenter des programmes d'assistance sociale locale ou d'aide à l'étranger. Il y a parfois chevauchement des activités publiques et privées dans diverses branches de production, et aussi en matière de marketing et de financement. Mais en général on peut parler d'une division de l'économie en un secteur privé, axé sur le profit, et un secteur public, plus restreint et non soumis à des considérations de rentabilité. Le premier doit réaliser ses profits sur une base commerciale. Le second fonctionne indépendamment du marché, tout en affectant par son existence et par son comportement les rapports de marché qui régissent le secteur privé.

L'État accroît la « demande effective » au moyen d'achats à l'industrie privée, lesquels sont financés soit avec l'argent des contribuables, soit par des emprunts lancés sur le marché des capitaux. Dans la mesure où il recourt à la première méthode, il se borne à transférer au secteur public de l'argent « fait » dans le secteur privé, ce qui peut changer le caractère de la production, mais ne contribue pas forcément à augmenter celle-ci, alors que les emprunts d'État et le déficit budgétaire ont toujours cet effet. Le capital existe soit sous forme « liquide », c'est-à-dire d'argent, soit sous forme fixe, c'est-à-dire de moyens de production. L'argent emprunté par l'État met en mouvement des ressources productives. Propriété privée, ces ressources, pour fonctionner comme *capital*, doivent être reproduites et élargies. N'étant pas réalisables sur le marché, les amortissements et les profits liés à l'exécution de contrats publics sont « réalisés » grâce à l'argent emprunté par l'État. Mais cet argent lui aussi est propriété privée — ou prêté à l'État à un taux donné. Tandis que la production augmente par ce moyen, la dette publique s'accroît d'autant pour en couvrir le coût.

L'État doit pour rembourser ses dettes et les intérêts y afférents utiliser l'argent des contribuables ou contracter de nouveaux emprunts. En d'autres termes, les produits qu'il « achète » ne sont pas vraiment achetés : ils lui sont en fait remis gratis, étant donné qu'il n'a rien à offrir en échange que sa caution laquelle, à son tour, n'a d'autre base que la somme

des impôts qu'il peut lever et l'accroissement de la circulation fiduciaire qu'il peut se permettre. Quelle que soit la manière dont l'expansion a été mise en branle puis manipulée dans le cadre d'une production induite par l'État et allant croissant, une chose est certaine : les échéances de la Dette, principal et intérêts, ne peuvent être honorées qu'au prix d'une réduction des revenus — présents aussi bien que futurs — créés dans le secteur privé. Bien que des capacités de production en sommeil soient mises en œuvre pour exécuter les contrats dus à l'initiative gouvernementale, les « profits » effectués et le « capital accumulé » de cette manière ne sont ni plus ni moins que des données comptables qui se rapportent à la dette publique. Il ne s'agit en aucun cas de nouveaux moyens de production *générateurs de profits*, lors même que l'appareil de production matériel se soit élargi en même temps que la production. Si la production induite par l'État augmente relativement plus vite que la production sociale globale, on assiste à une baisse relative de la formation de capital privé. Cette baisse est compensée par l'augmentation de la production pour compte gouvernemental, dont les « profits » prennent la forme de créances sur l'État. En Amérique, par exemple, « le secteur non axé sur le profit s'est développé de façon relativement rapide au cours des années 1930, pour faire face aux multiples problèmes suscités par la crise économique, et très rapidement dans la première moitié des années 1940, pour faire face aux exigences de la guerre. Bien que la seconde moitié de cette décennie-là ait vu une expansion dynamique du secteur axé sur le profit, à la fin des années 1940, l'autre secteur avait grossi relativement plus vite que lui. Ce qui devait se répéter, mais en plus grand, au cours des années 1950 [...]. Il est évident que depuis 1929 le secteur non axé sur le profit a grossi relativement plus vite que l'autre, tant du point de vue du volume de l'emploi que de celui du revenu national ¹ ».

L'État peut sans doute répudier ses engagements, annuler les créances dont se compose la dette publique; en ce cas, les « profits » réalisés grâce à la production induite par l'État apparaîtront ce qu'il sont en fait : des profits imaginaires. Bien que cette mesure puisse devenir inévitable un jour, les

gouvernements, représentant le capital privé, feront tout pour la reporter le plus tard possible, notamment parce qu'en soi elle ne saurait provoquer la relance d'une accumulation profitable du capital. En attendant, on assiste à une dépréciation lente mais constante des revenus et des titres de créance par suite de l'inflation, cette conséquence inévitable de l'expansion de la production induite par l'État et financée par le déficit budgétaire.

Malgré la longue durée de la conjoncture dite de prospérité, que les pays industriels avancés ont connue, rien ne permet de supposer que la production de capital a pu venir à bout des contradictions qui lui sont inhérentes par le biais d'interventions étatiques. Au contraire, la multiplication de ces dernières dénote la persistance de la crise subie par la production de capital, tandis que la croissance du secteur déterminé par l'État rend manifeste le déclin toujours plus accentué du système de l'entreprise privée. Pour arrêter ce déclin, il faudrait mettre fin à l'énorme expansion de la production induite par l'État et recréer la capacité d'expansion automatique de la production de capital, bref, renverser la tendance générale du développement capitaliste au xx^e siècle. La chose étant des plus improbables, l'État sera contraint d'intervenir sans cesse davantage dans le secteur privé, risquant ainsi de se muer en agent de destruction de l'économie de marché. Le gouvernement, lorsqu'il représente le capital privé, ne s'y résout certes pas sans hésiter grandement, ni sans se heurter à l'opposition acharnée de ses mandants. Ces hésitations peuvent avoir pour effet de transformer une « prospérité » apparente en crise effective.

Le dirigisme a de tout temps suscité une vive opposition — l'idéologie du laissez-faire en constitue un exemple —, mais le conflit objectif qui met aujourd'hui aux prises les pouvoirs publics et l'entreprise privée revêt un caractère tout différent, par suite de la croissance relativement plus rapide de la production induite par l'État au cours de l'expansion générale du capital. La transformation quantitative laisse augurer une transformation qualitative, aussi peu recherchée qu'elle est inéluctable, l'accroissement continu du dirigisme ne pouvant aboutir qu'à la disparition de l'entreprise privée. Encore voilée, cette opposition objective prend pour le moment l'aspect d'une coopération subjective des pouvoirs publics et de l'entre-

prise privée dans le cadre d'une économie dite de marché. Pourtant, s'il y a coopération, c'est uniquement dans la mesure où la politique du gouvernement reste conforme aux intérêts du grand capital. Or, ces intérêts-là vont à l'encontre des besoins de la société globale, et les conflits sociaux engendrés de la sorte se changeront en conflits relatifs au rôle économique de l'État, c'est-à-dire en luttes politiques visant à restreindre ou à accentuer les interventions étatiques.

Bien que le rôle économique de l'État semble être de diviser l'économie entre un « secteur public » et un « secteur privé », il n'existe, cela va de soi, qu'une économie et une seule au sein de laquelle l'État intervient. L'économie mixte se caractérise non par la propriété d'État, mais par le dirigisme. Certes, la propriété d'État, qui coexistait déjà avec le capitalisme du laissez-faire, couvre aujourd'hui un domaine étendu et allant croissant. Mais, quand bien même certaines entreprises d'État font leurs frais, voire des profits, il n'en demeure pas moins que l'État prélève une part de plus en plus grande de la richesse créée dans le secteur privé.

Le capitalisme d'aujourd'hui n'a donc un caractère « mixte » qu'en apparence, du fait que la production induite par l'État stimule l'économie dans son ensemble. D'évidence, les travaux publics et la production pour le gaspillage absorbent des machines, des matériaux et de la main-d'œuvre. Il y a accroissement général de la production à mesure que l'initiative gouvernementale crée des marchés additionnels aux capitaux fabriquant des articles qui vont au secteur de la production induite par l'État, y compris les biens de consommation qui vont aux travailleurs employés dans ce secteur. Toutefois, le *produit final* de ce secteur-là, issu d'une longue série de processus intermédiaires, ne revêt nullement la forme d'une *marchandise* écoulable avec profit. Quelle que soit la somme de travail dépensée pour le fabriquer, cette somme, qui représente le coût de production du produit final, ne peut être recouvrée par un acte de vente, attendu que le marché n'est pas acheteur de travaux publics et de production pour le gaspillage.

Cela n'empêche pas le système du double secteur de se présenter sous l'aspect d'une économie « mixte » avantageuse et au capital privé et à la société globale. Bien que chaque secteur obéisse à ses règles propres, l'un étant soumis à des

considérations de rentabilité et l'autre non, ils n'en restent pas moins indissolublement liés tant au niveau de la production qu'à celui de l'écoulement des articles fabriqués. Ainsi donc, même si la production induite par l'État ne peut qu'être soustraite du profit total afférent à la production sociale totale, et non venir y ajouter quoi que ce soit, l'économie actuelle reste *en pratique* une économie « mixte ».

Au stade du laissez-faire, le caractère social des divers processus de travail individuels n'était perceptible qu'avec difficulté et d'une manière tout indirecte, à travers le jeu de l'offre et de la demande solvable. Et c'est d'une façon analogue que la croissance du système des banques et du crédit, comme celle des sociétés par actions, devaient refléter la « déprivatisation » accrue du capital. Voilà qui cependant, en remédiant à l'individualisation des ressources de l'entreprise privée et aux limites que les mécanismes du marché imposaient aux unités particulières de capital, fut à l'origine d'un essor considérable de la production. Le système moderne de banque et de crédit a eu entre autres effets celui de différer le profit et de permettre ainsi de le récolter plus tard, en quantité accrue. Même dans ce cas cependant, un profit doit, bien entendu, finir par apparaître. On le « mesure » alors au capital investi : si le profit prévu n'est pas réalisé, on juge l'investissement « improductif », quand bien même il a créé un appareil de production nouveau.

Ce qu'on appelle formation de capital n'est autre que cette expansion « anticipée » de la production. Et ce fut la baisse du taux de formation de capital qui poussa Keynes et ses disciples à préconiser une intervention de l'État dès que le capital privé porterait atteinte à la situation présente en négligeant l'avenir. Le gouvernement n'étant pas lié, dans l'esprit de Keynes, à des groupes capitalistes spécifiques, cherchant à réaliser leurs profits habituels, il se trouvait en mesure d'assurer son empire sur une production que limitait seule le volume des ressources productives existantes. Il ne ferait ainsi que remplir une mission à laquelle le capital privé avait renoncé, sans empiéter vraiment sur ce dernier, dont la baisse du taux d'investissement avait mis en lumière les faiblesses.

Que l'État débourse plus qu'il n'encaisse par la voie de l'impôt, et le volume de l'emploi peut grossir. C'est à cela que revient le financement par le déficit budgétaire, ou expansion

de la production consécutive à des injections massives de crédits à l'économie. L'équilibre budgétaire, fait-on valoir, n'est nullement indispensable. Le gouvernement devrait s'accommoder d'un budget en déficit en phase de dépression quitte à augmenter les impôts en phase de prospérité pour dégager un excédent destiné à éponger la dette publique à ce moment-là. Ainsi serait en fin de compte réalisé un équilibre budgétaire, mais désormais étalé sur longue période. En attendant, les effets du cycle économique seraient amortis, ni l'inflation ni la déflation n'ayant plus un caractère excessif, et l'on pourrait enrayer les dépressions courantes en tirant des traites sur la prospérité à venir. Au lieu des fluctuations violentes du cycle économique, on se trouverait dès lors devant une croissance harmonieuse et constante.

Voilà qui est négliger le fait que seule une formation de capital accélérée crée les conditions de ce qu'il est convenu d'appeler la prospérité, et que ces conditions ont pour préalable nécessaire une crise profonde, provoquant la destruction massive de valeurs-capital. Pour sa part, Keynes envisageait une production stationnaire, un capitalisme « mûr », exempt de hautes comme de basses conjonctures; il y aurait en permanence « quasi-boom » entretenu par l'État et assorti d'un taux de formation de capital en baisse. Toutefois, la plupart de ses disciples contestent la possibilité d'états stationnaires de ce genre. Il faut, professent-ils, non « maximaliser » mais « optimaliser » le taux d'accumulation du capital, c'est-à-dire le maintenir dans des limites plus compatibles avec la stabilité économique et sociale. Or, contrairement à la théorie, les expériences de financement par le déficit ont démontré qu'en intervenant au cours de la dépression, on empêche le retour d'une conjoncture suffisamment élevée pour permettre de dégager un excédent budgétaire. Il y a eu simplement gonflement de la dette publique, et non point alternances de déficits et d'excédents.

« Comme la dette publique, faisait observer Marx, est assise sur le revenu public, qui en doit payer les redevances annuelles, le système moderne des impôts était le corollaire obligé des emprunts nationaux. Les emprunts, qui mettent les gouvernements à même de faire face aux dépenses extraordinaires sans que les contribuables s'en ressentent sur-le-champ, entraî-

nent à leur suite un surcroît d'impôts; de l'autre côté, la surcharge d'impôts causée par l'accumulation des dettes successivement contractées contraint les gouvernements, en cas de nouvelles dépenses extraordinaires, à avoir recours à de nouveaux emprunts. La fiscalité moderne, dont les impôts sur les objets de première nécessité — et partant l'enchérissement de ceux-ci — formaient de prime abord le pivot, renferme donc en soi un germe de progression automatique ² ». Mais, en cas de reprise de l'accumulation du capital privé, le financement des activités de l'État par le déficit budgétaire peut être « avantageux » à l'« économie du pays ». Il en ira de la sorte pour autant que les activités en question contribuent à créer ou à bonifier les conditions nécessaires à l'expansion et à l'extension du capital privé national. Les dépenses publiques extraordinaires, concernant les emprunts internationaux, la colonisation ou la guerre, en offrent autant d'exemples, puisque tout en étant consacrées à des entreprises qui sortent du domaine propre de la production de capital privé, elles se font finalement au bénéfice dudit capital.

Si jamais le gouvernement, en recourant au financement par la voie du déficit budgétaire pour accroître la production nationale dans des proportions ou dans des secteurs qui ne correspondent pas aux intérêts spécifiques du capital, enfreint le principe de la rentabilité, il provoquera une levée de boucliers. Les keynésiens ne manquent pas de soutenir que le « test de la rentabilité », pour décisif qu'il soit en matière d'investissements privés, ne saurait concerner les investissements publics. « Un investissement, a-t-on fait valoir en ce sens, peut être hautement rémunérateur d'un point de vue social, même si le profit direct est nul, dès lors que le revenu de la communauté s'accroît en conséquence de son investissement. ³ » En outre, on se plaît à supposer que « chaque fois que l'État dépense de l'argent, du revenu est créé au profit des producteurs des articles achetés. Le revenu ainsi créé aboutit à des dépenses accrues de la part de ceux qui l'ont encaissé, engendrant du même coup un supplément de revenu pour d'autres encore, tant et si bien que le revenu total se trouve augmenté de plusieurs

2. *Capital*, I, E. S., 3, p. 198; P. I, pp. 1218-1219.

3. W. H. Beveridge, *op. cit.*, p. 425.

fois le volume de la dépense initiale. Les deux cent quatre-vingt-dix milliards de dollars de dépenses gouvernementales (aux États-Unis) — qui, financées par l'emprunt, ont amené la dette publique à son niveau actuel — ont donc eu pour conséquence à ce jour de grossir de plusieurs fois cette somme notre revenu national — de mille milliards de dollars peut-être ⁴ ».

Il s'agit en l'occurrence de la notion, ci-dessus évoquée, de « multiplicateur », c'est-à-dire de l'idée selon laquelle un revenu accru, engendré par la dépense publique, a un effet multiplicateur de revenus qui se totalisent par une somme plus élevée que la dépense initiale. L'investissement a pour répercussion d'augmenter l'emploi et, par là, la masse des revenus, ce qui permet à son tour à la consommation de croître. De cette façon, les fournisseurs de biens de consommation encaissent eux aussi un revenu supplémentaire qui leur donne la possibilité de consommer plus; et leurs fournisseurs peuvent dès lors en faire autant. Ainsi la dépense initiale aura créé des revenus par réaction en chaîne. Tout le monde cependant ne consommera pas intégralement son revenu. Le montant de ce qui sera dépensé est censé dépendre de la « propension à consommer » régnante. Si cette propension est faible, c'est-à-dire si une part relativement réduite du nouveau revenu est consacrée à des dépenses de consommation, le rapport multiplicateur du revenu à l'investissement demeurera lui aussi à un bas niveau; dans le cas contraire, il s'élèvera. En d'autres termes, plus l'épargne additionnelle engendrée par le revenu supplémentaire est restreinte, plus l'effet multiplicateur est grand.

L'effet créateur de revenus, lié à l'investissement, diminue progressivement, assure-t-on, par suite des « déperditions » de son pouvoir générateur que provoquent l'épargne, l'impôt et le commerce extérieur. Si la propension à consommer est faible — cas d'une économie de marché hautement développée, selon la théorie économique courante —, l'effet créateur de revenus des nouveaux investissements sera réduit, de sorte qu'il faudra procéder à une dépense supplémentaire. On escompte que la dépense publique encouragera les entrepreneurs à maintenir leurs investissements à leur niveau actuel, voire à les augmenter. Elle sécrètera de la sorte tant un revenu

4. A. P. Lerner, *Everybody's Business*, New York, 1964, p. 112.

additionnel, par le détour de la consommation, que des investissements privés; le déficit budgétaire qui a rendu la dépense possible aura ainsi pour effet d'accroître non seulement le revenu national, mais aussi la capacité de production du pays. Bien que le revenu créé par cette voie soit contrebalancé par l'augmentation de la dette publique, on suppose que l'épargne nouvelle, suscitée par le revenu accru, compensera à son tour cette augmentation-là. Autrement dit, on professe que la dépense réalisée grâce au déficit budgétaire peut être financée à l'aide de l'épargne qu'elle a elle-même engendrée.

En laissant entendre que la somme totale des augmentations successives de revenus est plus élevée que le montant global de la dépense financée par le déficit, le concept de multiplicateur nourrit l'illusion selon laquelle (par analogie avec la rotation de la monnaie) toute unité de revenu supplémentaire se multiplie du seul fait de passer d'un groupe de revenus à un autre. La réalité est différente, cela va de soi, de même qu'un changement dans la vitesse de rotation de la monnaie ne signifie nullement un changement du volume d'argent ou de marchandises en circulation. En ce cas, une quantité d'argent identique sert tout bonnement à effectuer un plus grand nombre de transactions de la forme marchandise à la forme argent et vice-versa.

Le nouvel investissement induit par l'État ne tombe évidemment pas du ciel : il représente des valeurs-marchandises sous forme argent destinées à être échangées contre d'autres marchandises. Pour pouvoir dépenser un milliard de dollars, l'État doit soit prélever cette somme par l'impôt, soit l'emprunter sur le marché financier. Dans un cas comme dans l'autre, ce milliard représente l'équivalent de valeurs-marchandises préalablement fabriquées. A supposer — hypothèse assurément peu réaliste — que ce milliard de dollars soit uniquement consacré à l'achat de biens de consommation, il tombe sous le sens que ces transactions ne sont possibles que parce que ces biens existent déjà ou vont être produits. Leurs possesseurs, ou producteurs, les échangeront contre le milliard de dollars. S'ils le dépensent à leur tour en biens de consommation, ils ne feront que dépenser sous une autre forme ce qu'ils avaient déjà possédé, puis échangé contre la somme dépensée à l'origine. Il en est de même pour toutes les transactions commerciales

qui s'ensuivent. Dans chaque cas, il faut, pour que la transaction soit possible, ou bien que les marchandises existent déjà, ou bien qu'elles soient fabriquées. Quoiqu'elle puisse se trouver à l'origine d'un revenu nouveau, la dépense initiale en soi ne provoque pas la moindre multiplication de revenus; c'est seulement dans la mesure où elle aboutit à une production accrue qu'elle s'assortit d'une augmentation du revenu.

A mesure que la production s'accroît grâce à eux, tous les investissements, publics ou privés, contribuent à augmenter le revenu national. Toutefois, le capital ne peut s'accumuler que si la production est rentable : que celle-ci s'élève sans que les profits augmentent, et le capital restera ce qu'il est. N'étant pas liée à des considérations de rentabilité, la production induite par l'État peut aboutir à un élargissement de la production sociale totale, mais non point du capital total. Il est néanmoins concevable que le seul accroissement ou maintien d'un volume de production donné, échappant à toute considération de rentabilité, puisse donner un coup d'arrêt à une baisse de l'activité économique, voire contribuer à renverser cette tendance. Bien que le financement de la production non rentable par la voie du déficit budgétaire n'accroisse que l'activité du capital total, il transforme effectivement le degré de rentabilité des capitaux individuels qui exécutent des contrats d'État et permet l'accumulation de créances productives d'intérêt. Voilà qui est de nature à créer une ambiance plus favorable à la reprise des investissements privés. Et, toute dépression suscitant naturellement des efforts pour rétablir la prospérité, les efforts conjugués de l'État et du capital privé, cherchant à renverser la tendance à la baisse d'activité, ont dès lors des chances de succès. (En fait, on a vu tout d'abord dans le financement par le déficit budgétaire un moyen sans doute temporaire et restreint de lutter contre la dépression en atténuant la misère sociale et en mettant fin au déclin économique, lui-même conçu comme un phénomène provisoire.) Comme ce mode de financement a pour effet de diminuer le chômage et d'augmenter la production, il peut, dans certaines conditions, induire une accélération des investissements privés. Le cas échéant, le revenu total se trouverait accru dans des proportions supérieures à celles du revenu lié au déséquilibre budgétaire, mais cette « multiplication » serait alors directement impu-

table aux investissements rentables supplémentaires, et non à la dépense initiale.

Quoi qu'il en soit, le financement des dépenses publiques par le déficit budgétaire, en tant que « régulateur » de l'activité économique, rallie aujourd'hui la plupart des suffrages, et se trouve mis en pratique autant par conviction que par nécessité. Dans la mesure où des sentiments ambivalents persistent à son égard, ils proviennent du fait que ce mode de financement, drainant les fonds vers les sphères de production non rentable, ne va pas sans provoquer une certaine redistribution des revenus. Bien qu'en raison du manque d'investissements, résultant de l'absence de rentabilité, ces fonds soient au premier chef réduits à l'oisiveté, c'est néanmoins en faire mauvais usage, dans l'optique capitaliste, que de les employer à des fins non rentables. En effet, le capital fonctionne comme tel pour autant uniquement qu'il rapporte du profit. Quels que soient les taux de profit, plus est grande la fraction du capital social total engagée dans la production induite par l'État, plus sera faible le profit global réalisé par rapport au capital total. Quand bien même ce dernier ne ferait pas plus de profits s'il n'existait pas de dépenses publiques non rentables, ce type de dépense ne saurait les accroître, ses profits. Les choses étant ce qu'elles sont, une fraction plus large de la production totale accrue — rentable et non rentable — va désormais à la sphère de consommation, et une fraction proportionnellement plus réduite à la formation de capital, sous forme d'un surcroît de capital générateur de profits.

La transformation du volume de l'emploi, que provoque la production induite par l'État, diminue la rentabilité du capital total par rapport à la production sociale totale. C'est cette baisse de la rentabilité que traduit le gonflement de la dette publique, et c'est ce dernier qui dénote le fléchissement de la formation de capital privé, en dépit et à cause de l'augmentation de la production. En bonne doctrine bourgeoise, le produit national brut, ou demande globale, équivaut au total de la consommation, de l'investissement et des dépenses publiques. Toutefois, le financement de ces dernières par la voie du déficit budgétaire procède non pas de la demande globale réelle, mais d'une politique délibérée visant à produire au-delà de cette demande. Les entrepreneurs se soucient certes

peu de la nature de la demande qu'ils couvrent. Qu'elle soit d'origine privée ou publique, c'est tout un, à leurs yeux. De même, les financiers prêtent indifféremment à l'État ou à des entreprises privées, pourvu que ces prêts soient garantis et rapportent l'intérêt voulu. Quant à l'individu, il lui est parfaitement égal de produire des marchandises pour le marché ou pour la « consommation publique ». En pratique, aucune distinction n'est faite entre les deux secteurs, et dans l'un comme dans l'autre les transactions s'effectuent en argent, ce qui a pour effet de voiler les effets sociaux de ces opérations. Du point de vue de l'individu, la production induite par l'État peut être tout aussi lucrative et compter autant que la production pour le marché, tandis que le gonflement de la dette publique se confond avec une accumulation de créances privées sur l'État équivalente à une accumulation d'argent et de capital.

Financer les dépenses publiques par le déficit budgétaire revient à dépenser de l'argent tiré des ventes de bons du Trésor. A la manière de la consommation en général, la « consommation publique » n'ajoute rien à la formation de capital. Mais elle n'en accroît pas moins la dette publique dont le coût, c'est-à-dire les intérêts servis aux porteurs de bons, doit être prélevé sur les profits réalisés dans le secteur privé en voie de rétrécissement relatif. Quand on verse des intérêts, on transfère du capital productif au capital prêteur d'argent une certaine fraction des profits. Mais, alors que dans le cas de la production de capital privé, l'intérêt représente toujours une partie du profit réalisé, l'intérêt servi aux porteurs de bons du Trésor n'a pas pour contrepartie un profit de ce genre, puisqu'il est payé sur le capital non générateur de profits. Le gonflement de la dette publique ne doit pas être mis en parallèle avec le capital total, tel qu'il est déterminé par la production publique et par la production privée réunies, mais avec la fraction de ce total qui n'a pas été injectée dans l'économie par la voie du déficit budgétaire. L'autre fraction tombe en dehors de l'économie en tant que système créateur de profit. Elle produit du revenu sans doute, mais un revenu qui, faute de rapporter un profit véritable, ne constitue pas une matière réellement imposable et, partant ne saurait être considéré comme un facteur compensatoire de l'accroissement de la dette publique.

Que fait donc le gouvernement quand il attelle de la main-d'œuvre au capital en sommeil en vue de produire des biens non vendables ? Les impôts représentent une partie du revenu réalisé au travers de transactions commerciales. Tirés du capital, ils réduisent sa marge de profits, que ceux-ci aient été destinés ou bien à être consommés, ou bien à être réinvestis dans du capital additionnel. Si tel n'était pas le cas, le capital oisif, sous sa forme argent, serait thésaurisé. Dès lors, il ne pourrait fonctionner comme capital, pas plus qu'il ne le peut quand l'État s'en sert pour financer des travaux publics et une production pour le gaspillage également non rentables. Au lieu d'une thésaurisation, bonne à rien du point de vue capitaliste, on se trouve devant une production de biens et de services tout aussi peu utiles de ce point de vue. Il y a une différence pourtant : tandis qu'en l'absence d'impôts les capitalistes se trouveraient à la tête d'une masse d'argent thésaurisé, lorsque l'impôt est appelé à financer la dépense publique, le capital se voit « exproprié » de ce qu'il aurait peut-être thésaurisé sans cela.

L'argent prélevé par le fisc revient aux capitalistes sous forme de contrats d'État. Ce sont les capitalistes qui, par le biais de l'impôt, paient la production liée à l'exécution de ces contrats. Rentrant en possession de leur argent grâce aux commandes de l'État, ils fournissent à ce dernier une quantité équivalente de produits. Et c'est de cette quantité-là que l'État les « exproprie ». La grandeur de cette quantité détermine le degré auquel la production a cessé d'être production de capital ; quant à l'ampleur que prend la production financée par l'impôt, elle dénote le déclin du système capitaliste en tant que système de l'entreprise privée axée sur le profit. Non seulement ce type de production n'est pas rentable, mais en outre il ne doit d'exister qu'à la fraction du capital total qui rapporte encore un profit suffisant pour payer des impôts permettant d'élargir la production publique. Plus la rentabilité diminue, plus il devient ardu d'accroître la production par ce moyen.

L'État se procure aussi par l'emprunt des fonds supplémentaires qui reviennent également aux capitalistes en paiement des contrats d'État exécutés par eux. Les frais de la production induite par l'État viennent en partie gonfler la dette publique. On tient ce gonflement pour inoffensif tant que le revenu national croît plus vite que la Dette. Pour justifier la thèse qui

veut que le financement par le déficit budgétaire s'assortisse d'une augmentation du revenu national, on a donc accoutumé de comparer la croissance de la dette publique avec celle du revenu national. Or cette thèse a pour fondement une assez singulière méthode comptable, car, rappelons-le, l'accroissement de la Dette ne doit pas être mis en parallèle avec le capital total, mais seulement avec la fraction de ce total que l'État n'a pas injecté dans l'économie. C'est parce qu'on fait ainsi d'une *dépense* un *revenu* que se répand l'illusion selon laquelle la croissance de la dette publique serait neutralisée par l'augmentation du revenu national.

A moins que le montant de la dette publique ne soit effectivement recouvré grâce à un revenu additionnel créé dans le secteur privé, c'est-à-dire *un revenu additionnel en sus du revenu injecté dans l'économie par l'État*, le « revenu » provenant de cette dernière façon de faire reste, pour autant que le capital soit concerné, ni plus ni moins qu'une dépense d'ordre gouvernemental. La mise en œuvre des ressources productives du secteur privé à des fins non rentables constitue une « expropriation » partielle du capital. Le capital « exproprié » de la sorte se trouvait dans l'incapacité de fonctionner pour son compte propre, mais cela n'empêche pas les capitalistes d'exiger des compensations pour l'usage que l'État a fait de leurs ressources productives, quand bien même la possibilité de faire face aux échéances de la Dette ne se réalisera pas si le capital privé n'arrive pas à être rentable à ce moment-là. Dans ce cas, le revenu additionnel d'aujourd'hui représentera demain une perte sèche.

Le secteur privé doit fournir par l'impôt des moyens de satisfaire les besoins courants de l'État *en même temps* que d'éponger la dette publique. Tandis qu'une part plus grande de ses profits va au fisc, une part proportionnellement plus petite va à la formation de capital. On eut tout d'abord recours au financement par le déficit pour remédier à l'insuffisance du taux de croissance du capital. Or, si la ponction fiscale reste sans effet sur ce taux, elle peut servir à accroître la production non rentable. Les gains de productivité, qui favorisent désormais la production induite par l'État bien plus que l'accumulation du capital privé, permettent d'accroître cette ponction. Au lieu de former du capital, une part toujours accrue du profit social est dissipée en dépense publique additionnelle.

A défaut d'une expansion notable du capital privé, les gains de productivité ne font qu'accroître les virtualités de la production induite par l'État, c'est-à-dire pousser les pouvoirs publics à recourir à l'impôt et à l'emprunt. Or il est évident que seule une partie du revenu national peut être collectée par ces deux moyens-là. Dans tous les pays capitalistes, le secteur non rentable de l'économie n'a pourtant cessé de s'étendre. Aux États-Unis, par exemple, il est passé de 12,5 p. 100 du produit national brut en 1929 à 27,3 p. 100 en 1963. Si cette tendance devait se poursuivre, un moment arrivera nécessairement où le secteur non rentable l'emportera sur l'autre et, partant, le menacera dans son existence même. Il faut donc qu'il y ait une limite à l'expansion du secteur non rentable. Que cette limite soit atteinte un jour, et c'en sera fini du financement par le déficit budgétaire et de la production induite par l'État comme moyens de parer aux conséquences sociales de la baisse du taux d'accumulation. On s'apercevra alors que les solutions keynésiennes étaient factices, aptes à différer, mais non à faire disparaître définitivement les effets contradictoires de l'accumulation du capital, tels que Marx les avait prédits.

Ainsi donc la production induite par l'État a pour barrière les limitations de la production privée elle-même. Pour changer cette situation par le biais d'interventions considérablement accrues encore dans l'économie, il faudrait des gouvernements désireux et capables d'éliminer la domination sociale du capital privé comme de prendre en main la direction de l'économie dans son ensemble. C'est pourquoi les partisans de mesures fiscales compensatoires, eux-mêmes, ne sont pas sans craindre les conséquences d'une augmentation continue et rapide des impôts et de la dette publique. Mais tant que les dépenses publiques affectent uniquement les ressources productives en sommeil, et non la masse de la main-d'œuvre et du capital encore employés d'une façon productive, on préfère entretenir une production non rentable plutôt que de sombrer dans une dépression, sans cela immanquable. Et l'on a bon espoir que la production financée par le déficit budgétaire restera toujours une part secondaire de la production sociale totale, un élément propice — et non point néfaste — à l'expansion continue du capital privé. Cependant, pour limiter l'essor de ce type de production et préserver ainsi la structure du marché, on cherche

tout naturellement à restreindre la portée des interventions de l'État, exposant par là le système à subir une fois de plus, tôt ou tard, les vicissitudes du cycle économique, voire une crise permanente.

A l'issue de la dernière guerre mondiale, Keynes — comme il a déjà été signalé — ne s'attendait pas à voir reparaître les conditions de l'avant-guerre. Il mourut avant que les gouvernements adoptent ses plans de plein emploi. La manière dont sa théorie fut mise en pratique ne lui aurait peut-être pas plu; pourtant, la pratique devait démontrer que, même au stade du capitalisme « mûr », l'initiative gouvernementale est en mesure d'augmenter le volume de l'emploi. Depuis la fin de la guerre toutefois, il y a eu de courtes dépressions (ou récessions, comme on dit aujourd'hui), et le plein emploi fut l'exception et non la règle. Voilà qui a engendré bien des craintes et l'on a plus d'une fois souligné que « tous les changements structurels et les aspects nouveaux du mouvement des prix et de la production devraient nous détourner de conclure hâtivement à la disparition de l'ancien cycle [économique] ⁵ ». Selon les keynésiens, la recrudescence des dépressions est, bien entendu, imputable aux gouvernements qui n'ont pas administré leurs remèdes avec toute l'énergie voulue et négligé en particulier d'accroître la propension à consommer grâce à une redistribution planifiée des revenus en faveur des classes les plus pauvres. Aussi préconisent-ils sans cesse un renforcement de ce qu'ils appellent les « stabilisateurs programmés » (*built-in-stabilizers*), soit des mesures d'ordre monétaire et fiscal répondant à des déséquilibres économiques et capables d'élargir la demande sociale et le volume de l'emploi.

Les économistes keynésiens se répartissent en deux tendances, l'une conservatrice, l'autre radicale. Ceux d'entre eux qui ne remplissent *pas* de fonctions officielles recommandent de multiplier les travaux publics utiles au moyen d'une augmentation des dépenses publiques et de susciter une hausse généralisée des niveaux de vie jusqu'au moment où le plein emploi sera enfin réalisé — quand bien même il faudrait pour cela que

5. E. Lundberg, in *The Business Cycle in the Post-War World*, New York, 1955, p. xv.

l'État intervienne de façon massive, comme il ne l'a jamais fait à ce jour qu'en temps de guerre. Quand ils sont au service du gouvernement, ils disent ne pas renoncer à cet objectif, mais compter y parvenir par des procédés moins brutaux, c'est-à-dire en renforçant l'entreprise privée, bien plutôt qu'en l'affaiblissant. Tout se passe comme si les keynésiens « radicaux » voyaient dans le gouvernement une instance indépendante et neutre, uniquement soucieuse du bien-être de tous et capable de prendre des mesures appropriées à cette fin. En réalité, il va de soi, aucun gouvernement n'a l'intention de toucher aux rapports sociaux actuels et donc ne songe à « socialiser » l'économie dans la mesure où cela est indispensable à réaliser le rêve des keynésiens « radicaux ».

Préconiser un relèvement du pouvoir d'achat des classes pauvres, c'est oublier que le capitalisme « mûr », même sous forme d'économie mixte, reste un système axé sur la recherche du profit. S'il est hors de doute que la capacité de production — effective ou virtuelle — de ce système permet une « économie d'abondance », le capitalisme n'en demeure pas moins, du fait de ses exigences de profit, une « économie de pénurie ». La production d'objets utiles n'étant pour lui qu'un moyen de créer du profit et de grossir le capital, son succès — ou son échec — se mesure au taux de profit et au taux d'accumulation, non à l'abondance ou à la pénurie des marchandises.

Salaires et « coûts de production » sont synonymes. A défaut d'une élévation correspondante de la productivité du travail, toute hausse des salaires diminue la rentabilité du capital. Pour effective qu'elle soit en système capitaliste, cette hausse a comme préalable obligé une formation rapide de capital, issue de l'excédent éventuel de la production sur la consommation. La formation de capital peut s'assortir et en général s'assortit d'un accroissement de la consommation, mais celle-ci ne saurait quant à elle être génératrice de capital. Chaque unité de capital, petite ou grande, doit s'efforcer de réduire au minimum ses coûts salariaux pour obtenir un profit maximal. Les surprofits, engendrés par la monopolisation et par les manipulations de prix, contribuent à exacerber la concurrence entre les unités de capital les moins bien placées sur le marché et à transférer les profits des entreprises les plus faibles aux entreprises les plus fortes. Certaines d'entre elles parviennent à échapper

en partie aux pressions de la concurrence, ce qui leur permet de se soucier moins de leurs coûts de production, mais, de ce fait même, ce souci redouble pour d'autres. En longue période, la baisse de rentabilité qui s'ensuit pour les entreprises les plus compétitives a naturellement pour effet de comprimer aussi la somme des profits transférable aux moins compétitives. Tant que la concurrence prévaut, elle a pour pivot les coûts de production et, en ce sens, détermine le point à partir duquel les salaires deviennent trop élevés pour être compatibles avec la rentabilité de l'entreprise. Dans la mesure où une rentabilité plus grande s'établit grâce aux transferts de profit que réalisent les mécanismes du marché et des prix, des salaires plus élevés ici sont compensés par des salaires plus bas ailleurs. De même que le profit social total ne peut être accru par la répartition « inégale » des profits, le total des salaires reste à n'importe quel moment ce qu'il est, indépendamment de la manière dont il peut se trouver réparti entre les diverses catégories de la population active.

La fixation autoritaire des salaires implique la fixation autoritaire des prix, et réciproquement; l'une comme l'autre sont impossibles (sauf par la voie de l'impôt) dans le cadre de l'économie de marché, qu'elle soit mixte ou non. Recommander d'accroître la propension à consommer au moyen de hausses de salaires revient donc à proposer la liquidation de l'économie de marché. Voilà qui a toutefois pour préalable la mise en place d'une gestion centralisée, planifiée, de l'économie globale et, par conséquent, la fixation autoritaire des taux de production, de consommation et de croissance. Faute de cela en effet, la propension à consommer varie en fonction de la capacité d'accumuler du capital. C'est pourquoi les hausses de salaires dues à l'initiative gouvernementale ne figurent pas dans la panoplie des « stabilisateurs programmés »; c'est pourquoi aussi le salaire le plus bas sert toujours de base au calcul du salaire minimum garanti par la loi.

Une élévation de la propension à consommer, consécutive à une redistribution des revenus au bénéfice des classes les plus pauvres ne manquerait pas d'apparaître dans les statistiques du revenu. Or il est généralement admis qu'au sein de l'économie prékeynésienne, et malgré l'augmentation généralisée des salaires, la répartition des revenus entre les diverses catégories

sociales est restée immuable. On affirme cependant que l'économie keynésienne tend à réaliser une certaine redistribution des revenus. Cette tendance statistique se rapporte à ce qu'il est convenu d'appeler le *produit réel*, soit la fraction du revenu national effectivement susceptible d'être consommée ou épargnée. Sur ce plan, le revenu allant aux capitalistes dans leur ensemble a, dans certains pays, diminué par rapport à celui des travailleurs dans leur ensemble. Étant donné que, par suite de la concentration du capital, il y a aujourd'hui moins de capitalistes qu'hier et, par conséquent, plus de salariés et de personnes appointées, voilà qui n'a rien pour surprendre, surtout dans des conditions voisines du plein emploi. Toutefois, ce mouvement statistique du revenu disponible, qui du « capital » passe au « travail », ne nous apprend pas grand-chose sur le rapport profits-salaires, et cela d'autant moins que si les capitalistes ont vu diminuer la fraction du revenu global qui leur revenait, c'est dans une certaine mesure en raison des dispositions qu'ils prennent pour échapper au fisc. Plutôt que de lui céder une partie de leurs dividendes, ils préfèrent en effet les réinvestir sous forme de profits non distribués, dans l'espoir de pouvoir se dédommager de leurs « pertes » de revenus immédiats à un moment plus favorable. Des études américaines de date récente ont montré que, malgré l'augmentation des salaires, la répartition du revenu national entre les diverses catégories sociales n'a pas changé. Dans la classe des revenus élevés des changements ont eu lieu, dont certains reflètent indiscutablement l'expansion du secteur public au détriment du secteur privé. Pourtant, en ce qui concerne la production sociale totale, à la fois publique et privée, et en dépit de cette évolution, l'écart entre la production et la consommation va s'élargissant, et non l'inverse. Du fait qu'une fraction toujours accrue de la production sociale est soustraite à l'impératif de la rentabilité, la baisse de la production du capital privé prend en apparence l'aspect d'une redistribution des revenus, sans qu'il y ait cependant accroissement de la propension à consommer, surtout pas par le biais de salaires plus élevés.

Les mesures de caractère social, du type assurance-chômage, maladie et vieillesse, passent également pour des bienfaits du keynésianisme, bien que la plupart d'entre elles furent prises à l'époque prékeynésienne de l'économie libérale. Ces mesures

n'ont rien à voir avec quelque redistribution des revenus que ce soit, quand bien même, dans certains pays, des groupes spécifiques s'insurgent contre elles et les qualifient d'anticapitalistes. Elles ne sont « sociales » que dans la mesure où elles ont été consacrées par la loi et s'inscrivent ainsi dans la tendance générale à l'emprise croissante de l'État sur la vie sociale. Mais elles ne contribuent nullement à augmenter le revenu des travailleurs, ceux-ci versant en impôts et en cotisations à de multiples caisses de prévoyance bien plus qu'ils ne perçoivent sous forme d'aide sociale. Aux États-Unis notamment, « les dépenses d'assistance publique n'ont rien changé à l'inégalité des revenus, pas plus qu'elles n'ont eu pour effet d'élever le niveau de vie des classes de revenus les plus basses au-dessus du seuil qui aurait été atteint s'ils n'avaient pas été soumis à la fiscalité fédérale ⁶ ».

Comme le principe de la rentabilité, inhérent à l'entreprise privée, exclut la répartition des excédents de production par le truchement du système salarial, ces excédents grossissent et prennent la voie de la production pour le gaspillage. Les subventions que l'État injecte dans l'économie pour accroître la production alimentent essentiellement le budget dit de « défense », la « formation de capital de guerre » et des entreprises non rentables — la technologie nucléaire et spatiale notamment — qui n'ont pas d'applications concevables à d'autres domaines et ne sont pas commercialisables. Ce type de production stérilise de la main-d'œuvre, des matériaux et des machines, et aboutit à des produits d'usage strictement politico-militaire. Si ces produits restent inemployés, ils n'ont pas la moindre fonction. En effet, ils ne peuvent servir à augmenter ni le capital générateur de profits, ni le bien-être social, contrairement à d'autres travaux publics, tels que la construction d'écoles et de routes, l'aménagement de parcs, etc. Du fait qu'une partie aussi importante de la production induite par l'État est destinée à ce qu'il est convenu d'appeler « défense nationale », l'Armée intervient en tiers dans la gestion des fonds publics. L'existence d'un « complexe militaro-industriel » a pour expression le fait que les postes les plus élevés de l'industrie et du commerce sont

6. G. Kolko, *Wealth and Power in America*, New York, 1961, p. 39.

occupés par d'anciens officiers de carrière. Qu'il s'agisse de l'État, de la propriété privée ou de ce complexe, on a partout intérêt à la perpétuation de l'actuel édifice économique et au maintien de sa rentabilité dans le cadre de la stagnation relative du capital.

CHAPITRE XV

Monnaie et capital

Les keynésiens considèrent l'économie comme une économie monétaire et tendent à oublier qu'il s'agit en l'occurrence d'une économie qui *fait de l'argent*. Dans leur optique, la monnaie n'est qu'un instrument pour accroître par manipulation une production sociale insuffisante. Une croissance excessive de la masse monétaire, par suite de l'expansion du crédit et de l'impasse budgétaire, peut être un facteur d'inflation, de même que la contraction du crédit et de la masse monétaire tend à avoir des effets déflationnistes. Pour éviter ces deux extrêmes, il faut qu'il existe la « bonne quantité » de monnaie, et le gouvernement a pour fonction de veiller à cela. En un sens, les mesures fiscales elles aussi procèdent de la politique monétaire, puisqu'elles visent à orienter la « bonne quantité » de monnaie dans la direction la plus favorable à la stabilité et à la croissance économiques. Mais pour comprendre la dynamique de l'économie mixte, il est nécessaire de comprendre la relation existant entre la monnaie et le capital.

Ce fut bien avant dans le XIX^e siècle que divers pays se mirent à adopter des étalons monétaires métalliques — l'or ou l'argent, ou les deux à la fois. L'un comme l'autre de ces métaux furent à l'origine non seulement utilisés comme agents d'échange, mais aussi jugés, en raison de leur commodité et de leur inaltérabilité relative, un excellent moyen de mettre la richesse en réserve. Que les métaux précieux eussent été produits à l'intérieur des économies monétaires, ou pillés à l'extérieur par des colonisateurs et des aventuriers, la soif d'or de l'époque pré-capitaliste fut au premier chef une soif de monnaie. La richesse

des individus, comme celle des nations, s'évaluait en monnaie, c'est-à-dire en fonction de la quantité d'or et d'argent thésaurisée. On amassait de la monnaie pour amasser de la monnaie, bien plus que pour la transformer en d'autres formes de richesse matérielle. Le système capitaliste adapta à ses fins propres, toutes différentes, le système monétaire mercantile.

En tant que capital, la monnaie est tout à la fois de la monnaie et quelque chose de plus. Bien que le capital, pris conceptuellement, soit de la monnaie, cette catégorie englobe non seulement l'or, mais aussi toutes les autres marchandises, car n'importe quelle marchandise peut remplacer la monnaie du fait que sa valeur marchande s'exprime en valeur monétaire. Les détenteurs de capital ne cherchent pas à amasser une marchandise particulière — l'or en l'occurrence —, mais à accumuler la valeur monétaire de leurs capitaux, susceptibles de revêtir toutes les formes. Amasser de la monnaie, même sous la forme d'or, ne leur rapporterait rien d'autre en effet que leur tas d'argent. La monnaie ne rapporte une valeur additionnelle qu'à condition d'être employée à des fins productives. Et l'accumulation de la monnaie présuppose l'accumulation du capital, même si, au départ, celle-ci exige celle-là.

Le capital emploie du travail : pour que la monnaie puisse fonctionner comme capital, il lui faut d'abord cesser d'être monnaie et se transformer en équipements destinés à être mis en mouvement par les ouvriers. Ces équipements, les moyens de production, sont des marchandises ayant une valeur, ou plutôt un prix, exprimée en monnaie. En soi, ils sont tout aussi improductifs que l'est la monnaie sous sa forme monnaie. Seul le processus du travail les rend productifs. Le travail non seulement reproduit le capital existant et, par là, sa valeur exprimée en monnaie, mais aussi produit un excédent grâce auquel la production capitaliste se convertit en formation de capital. Cela implique un nouveau passage par le stade monétaire, afin d'ajouter au capital existant déjà l'excédent converti en capital; comme devant toutefois, l'addition de « monnaie » ne va pas sans l'addition de moyens de production dans le cadre d'un processus continu d'expansion du capital.

Le capital accumulé représente des valeurs monétaires qui revêtent non la forme de monnaie mais celle de marchandises et de capital. Ce dernier ne se reproduit que progressivement,

car les moyens de production ne se détériorent, ou ne sont frappés d'obsolescence, qu'au bout d'un certain nombre d'années. Cette dépréciation lente se calcule et, en tant qu'amortissement, vient s'ajouter avec tous les autres coûts au prix des marchandises offertes au marché. Celles-ci doivent être achetées avec de la monnaie; toutefois, les marchandises achetées ou vendues à un moment quelconque ne représentant qu'une fraction du capital total actuel, seule une fraction de la richesse totale de la société a besoin d'exister sous la forme monnaie.

L'échange, ou circulation des marchandises d'un lieu à un autre, peut se passer d'agent monétaire (ou agent d'échange). Il est mené à bonne fin par le travail humain et par les moyens de transport mis en œuvre par ce dernier. Ce que la monnaie médiatise et fait circuler, ce ne sont pas des marchandises, mais des titres de propriété attachés aux marchandises. Pourtant c'est seulement par le biais de ces titres de propriété que fonctionne le processus effectif de production et de distribution. Voilà cependant qui ne nécessite pas forcément un type spécifique de monnaie; tout agent apte à représenter les droits et obligations de toutes sortes, nés dans le processus de l'échange, fera l'affaire aussi bien qu'un autre.

En tant que monnaie, l'or n'entre ni dans la production ni dans la consommation; le travail et le capital dépensés dans sa production ne laissent pas d'exédents. Les producteurs d'or font certes du profit dans leur branche, exactement comme les autres capitalistes en font dans leurs branches respectives; mais, du point de vue de la société globale, l'or monétaire constitue des frais de circulation. Moins l'or sert d'agent monétaire, moins onéreux est le processus de l'échange. Les coûts de production du métal précieux, économisés de ce fait, peuvent être employés à d'autres fins, rentables celles-là. Bien que la monnaie ait été jadis l'incarnation même de la richesse et de la puissance, en système capitaliste, elle s'inscrit dans les coûts de circulation. C'est pourquoi, dès les premières étapes du développement capitaliste, on a pu observer une tendance marquée à faire passer l'agent d'échange de l'état matériel à l'état idéal, c'est-à-dire à remplacer la monnaie-marchandise par la monnaie-symbole.

L'évolution qui aboutit à l'adoption généralisée de l'étalon-or devait s'accompagner de l'apparition de catégories nouvelles

et différentes d'agents monétaires, tels que les billets de banque et les chèques. Il existait donc des moyens de paiement matériels et d'autres qui ne l'étaient pas; un certain rapport se trouvait maintenu entre ceux-ci et ceux-là au moyen d'une couverture or servant de garantie contre une émission excessive de papier-monnaie. Par suite de l'essor des institutions de crédit, le système monétaire prit un caractère de plus en plus complexe. Et le crédit bancaire devint le principal instrument de paiement tandis que la monnaie courante était petit à petit reléguée au second plan.

Voilà qui fit naître l'idée que le système de crédit et débit rend superflu l'argent liquide. Bien que le concept de monnaie, a-t-on dit, dépende de celui de dette — car chaque vente de biens ou de services engendre une « dette » dans l'intervalle qui sépare l'achat de la vente — le concept de dette ne dépend pas de celui de monnaie, étant donné qu'une dette peut être annulée par une autre, sans intervention de la monnaie. Le crédit bancaire peut donc exister en l'absence de monnaie. Mais toutes les dettes n'en sont pas moins libellées en monnaie. Et même au cas où les paiements sont effectués par chèques et où le système de la compensation bancaire se charge de l'annulation réciproque des chèques, ces transactions sont liées à d'autres transactions survenues, elles, au sein du processus de production et de distribution, et dans le cadre desquelles le numéraire sert d'agent d'échange. Qui plus est, les affaires ne se font pas pour que les créances d'une entreprise sur une autre soient annulées par d'autres créances, mais pour réaliser du profit. Les recettes doivent être supérieures aux dépenses : il faut « faire de l'argent ». Tout système de paiement quasi monétaire n'est rien d'autre qu'un instrument destiné à faciliter cela. Voir dans le système de paiement par crédit et débit une forme de monnaie revient à voir dans la monnaie un agent d'échange et rien de plus. Or, bien que l'échange capitaliste soit un échange de marchandises ou de services traités en marchandises, la monnaie constitue quelque chose de plus qu'un agent d'échange parce que l'échange marchand n'est lui-même qu'un moyen d'augmenter le capital.

La richesse des nations comme la propriété individuelle s'expriment en termes de monnaie aussi bien qu'en termes de jouissance de biens physiques. Mais cette richesse n'existe pas

deux fois, une fois sous forme de propriété réelle, une autre sous forme de monnaie. Une entreprise se vend ou s'achète pour une certaine quantité d'argent. En ce cas, la monnaie n'est pas un agent d'échange : elle s'échange directement contre la propriété, représente l'équivalent de choses réelles, l'équivalent de la propriété. Pour pouvoir s'échanger, les avoirs monétaires ne doivent pas différer des avoirs réels. Cela étant, on ne saurait dire que le crédit bancaire puisse exister en l'absence de monnaie, car le crédit consenti est octroyé contre une garantie monétaire, même si cette « monnaie » revêt pour le moment la forme d'une propriété réelle.

En système capitaliste, la monnaie existe en tant que capital, lequel a deux formes : fixe ou « liquide ». Sous cette dernière forme, il peut revêtir ou le caractère de monnaie-marchandise (or), ou celui de papier-monnaie représentant soit de l'or soit une autre marchandise qui renferme de la richesse matérielle. Puisque tous les avoirs réels sont en puissance des avoirs monétaires et réciproquement, les entrepreneurs n'ont pas besoin de faire la différence entre quasi-monnaie et monnaie réelle. L'une et l'autre servent également à régler les rapports d'échange entre les entreprises. Mais, s'il en est bien ainsi, c'est uniquement parce que l'une et l'autre sont couvertes par des biens capitaux. Pas de biens capitaux réels, pas de crédit monétaire. Bien entendu, des avoirs réels en apparence et servant de garantie à des crédits monétaires, risquent toujours de se révéler parfaitement factices; dans ce cas, il reviendra aux tribunaux d'ordonner la liquidation de dettes nanties sur la « quasi-propriété ».

A l'arrière-plan des transactions monétaires se trouvent les valeurs-capital des entreprises, non seulement en tant qu'elles sont exprimées en argent, mais aussi en tant qu'elles constituent, sous leur forme marchandise, des entités matérielles. Les salariés et détenteurs de traitements ne disposent pas en général de garanties de ce genre. Mais il leur arrive de posséder des biens personnels susceptibles de nantir un prêt d'argent. Vendant contre de l'argent leur force de travail devenue marchandise, ils sont payés *après* avoir exécuté leurs tâches, à intervalles journaliers, hebdomadaires ou mensuels. Le travail déjà accompli, tel est le service (la marchandise) rémunéré. Le revenu monétaire total des salariés, moins leur épargne, est

égal au prix total des marchandises qu'ils achètent. Il y a donc échange de marchandises contre des marchandises. La monnaie médiatisant cet échange apparaît dès lors comme un simple instrument comptable et, comme tel, n'a pas à prendre la forme marchandise.

On mesure d'ordinaire la valeur de la monnaie à son pouvoir d'achat effectif en matière de biens et de services. Par exemple, la valeur d'une livre sterling ou d'un dollar est déterminée par la somme de ce qu'il est possible d'acheter avec une livre ou un dollar. Voilà qui cependant n'explique pas le pourquoi de la chose. La livre ou le dollar doivent avoir quelque chose d'égal à ce qui adhère aux marchandises qu'ils permettent d'acquérir. Du point de vue de la théorie objective de la valeur, il est facile de trouver une réponse : l'or étant de la monnaie en même temps qu'une marchandise, les coûts de production de l'or que renferme un dollar, ou une livre, sont considérés comme égaux aux coûts de production des marchandises qu'ils permettent d'acheter — modifiés, il va de soi, par le jeu de l'offre et de la demande solvable,

En théorie, la monnaie a donc une valeur marchande égale à son coût de production. Mais en pratique il en va tout autrement. La valeur marchande de l'or s'écarte de sa valeur monétaire, même si les autorités compétentes les fixent l'une et l'autre au même prix. En outre, la monnaie-marchandise ne représente qu'une fraction de la masse monétaire totale; du temps même de l'étalon-or seule une fraction de cette masse était convertible de papier en or. Dans la mesure où cette monnaie a une forme non-marchandise, sa valeur ne saurait être liée à son coût de production. Certes, il est possible d'estimer la valeur de la monnaie non-marchandise en se fiant aux coûts de production de la monnaie-marchandise; mais toute évaluation de ce genre est entachée d'arbitraire. Et puisque dans la plupart des pays la monnaie est à présent inconvertible en or, il est évident qu'au moins sur le plan national la monnaie possède un pouvoir d'achat sans avoir de valeur marchande.

Étant donné que la soif d'argent est devenue aujourd'hui une soif de capital, l'histoire moderne de la monnaie reflète l'histoire de la formation de capital. La période où l'usage de la monnaie-marchandise fut le plus répandu remonte aux premiers stades du développement capitaliste, caractérisés par une

moindre intégration du système de production et d'écoulement des marchandises. Moins concentré, le capital fonctionnait aussi de façon moins routinière, et le crédit à long terme était loin d'avoir la fréquence qu'il a de nos jours. On préférait la monnaie métallique non seulement parce qu'on en avait l'habitude, mais aussi parce que l'accumulation du capital passait par la thésaurisation. Puisqu'il fallait que la monnaie gardât sa valeur, la meilleure façon d'y arriver était de lui conserver sa forme marchandise. Qui plus est, l'or avait si longtemps servi de monnaie courante qu'il était difficile de le remplacer par une monnaie-symbole. La circulation des pièces d'or et la certitude que le papier-monnaie était convertible en or, telles étaient les bases de la confiance dans la stabilité du système monétaire et dans la valeur du numéraire.

La préférence marquée à l'origine pour la monnaie-marchandise devait s'étendre au monde entier et avoir pour justification rationnelle l'« automatisme » de l'étalon-or, considéré comme le « régulateur » des échanges internationaux. En vertu de l'étalon-or, la valeur d'une monnaie nationale quelconque se trouvait rattachée, par la fixation du prix de l'or, tant à sa valeur-or propre qu'à celle des autres monnaies. Un dollar représentait une certaine quantité d'or, de même que la livre sterling et les autres devises rattachées à l'étalon-or. Dire que la livre était cotée quatre dollars voulait dire qu'il y avait autant d'or dans une livre que dans quatre dollars. Bien entendu, l'échange des devises n'obéissait pas (et n'obéit pas) à des règles aussi strictes, les cours variant en fonction de l'offre et de la demande du marché international des changes. Mais ces fluctuations finissent à la longue, au travers d'une multitude de transactions commerciales, par aboutir à un cours moyen. Lorsque les soldes créditeurs et débiteurs des divers comptes nationaux ne se correspondent pas — cas le plus fréquent —, les créances résiduelles sont épongées par des transferts d'or; on obtient ainsi une balance des paiements parfaitement équilibrée, même si c'est à titre provisoire.

Une partie seulement de l'or fraîchement extrait sert à des fins monétaires. L'autre partie — sans doute moins de la moitié de la production totale — est consacrée à des usages artisanaux et industriels. Pour que le prix fixé soit respecté, il faut que l'offre d'or n'excède pas la demande; tant que la

production de métal jaune reste supérieure à la demande de l'industrie, l'excédent doit être stocké à des fins monétaires, que le besoin s'en fasse sentir ou non. De nos jours, il a fallu, pour maintenir le prix fixé, écouler de l'or sur le marché privé, l'Angleterre et les États-Unis se voyant dès lors obligés de vendre une certaine fraction de leurs stocks d'or monétaire sur la place de Londres.

Pas plus que la monnaie elle-même, l'étalon-or ne fut destiné à faciliter, d'un point de vue matériel quelconque, la circulation internationale des marchandises; il avait pour but d'exprimer et de garantir les droits de propriété attachés aux marchandises et au capital apparaissant sur le marché mondial. Les transactions internationales en argent devaient être couvertes par de la monnaie-marchandise, attendu qu'il n'existait pas d'autre forme réaliste de liquidation des créances.

L'étalon-or fut établi d'un commun accord à l'époque du capitalisme libéral; comme tel, il constitua une intervention délibérée dans les mécanismes du marché. Il avait été conçu pourtant comme un système d'autorégulation, fonctionnant parallèlement aux mécanismes autocorrecteurs du marché. Sur le plan national, il eut pour effet de contraindre les banques centrales à posséder une certaine réserve d'or, préalable nécessaire au maintien de la parité de leur unité de monnaie propre avec les autres devises rattachées à l'étalon-or. Cette obligation devait, pensait-on, assigner une limite déterminée à l'émission de papier-monnaie. L'étalon-or servit donc d'instrument pour circonscrire les mouvements d'expansion et de contraction du crédit et, par là, les tendances à l'inflation ou à la déflation qui s'exprimaient dans la hausse ou la baisse des prix. En cas de disparité de l'offre et de la demande sur les marchés des changes, l'or quittait les pays à balance commerciale défavorable pour rejoindre les pays en bonne posture à cet égard. On professait qu'un pays touché par le drainage d'or irait vers la réduction de ses activités économiques, et donc vers la déflation et la baisse des prix, alors qu'un afflux d'or aurait des résultats exactement contraires. Les prix fléchissant dans le premier cas et s'élevant dans le second, le pays ayant perdu de l'or serait de ce fait mieux placé que l'autre sur le marché. Mais cette mutation des courants commerciaux finirait à son tour par provoquer un renversement des mouvements de l'or. C'est en raison de ces conséquences

des mouvements de l'or sur le niveau des prix qu'on voyait dans l'étalon-or un mécanisme d'équilibre international.

Cependant, l'étalon-or, en tant que « mécanisme d'équilibre », devait se révéler tout aussi inefficace que le marché lui-même. On tenait pour établie une liaison étroite entre l'encaisse métallique et le niveau des prix qui en réalité n'existait pas : les mouvements d'or d'un pays à l'autre restent sans effet sur les prix. De temps à autre, certains pays jouissaient d'une balance des paiements si favorable qu'elle semblait devoir rester telle à l'infini, tandis que d'autres ne parvenaient pas à combler le déficit de leur commerce extérieur, malgré des mesures résolument déflationnistes. Quoi qu'il en fût, la Première Guerre mondiale, en interrompant les échanges commerciaux et en disloquant le marché mondial, porta un coup fatal à l'étalon-or. Les États empruntaient et émettaient de la monnaie sans se soucier du niveau de leurs réserves d'or. Ils payaient en or les importations de produits indispensables, ce qui permettait aux pays vendeurs d'en accumuler des quantités. Après la guerre, on se mit partout à abandonner l'étalon-or, par nécessité ici, à dessein là. Les gouvernements recouraient à l'inflation tant pour purger les énormes dettes contractées pendant la guerre, que pour réduire la consommation en vue de former du nouveau capital. Dans certains pays, l'inflation galopante finit par menacer d'anéantir toute forme d'activité économique; ce moment arrivé, des réformes monétaires venaient y mettre bon ordre et conférer du même coup aux agents monétaires une stabilité suffisante à permettre une relance des échanges et de la formation de capital.

C'est à coup sûr non pas la seule disponibilité de crédits — consécutive à un afflux d'or —, mais bien la rentabilité future des investissements telle que la rentabilité actuelle permet de l'escompter, qui induit de nouveaux investissements et crée les conditions de la prospérité. Et ce n'est pas plus la contraction du crédit — consécutive à des sorties d'or — qui entraîne la stagnation économique, mais le manque de rentabilité actuel qui étouffe l'incitation à investir et, par ricochet, la demande de crédits.

L'accroissement du capital productif augmente la productivité du travail et, de ce fait, la compétitivité du capital ainsi élargi. En même temps que l'expansion du crédit pousse à

investir, elle fait diminuer de prix la production par rapport à celle de pays au taux de formation de capital inférieur. Mis à même de vendre moins cher, les pays les plus productifs envahissent les marchés de ceux qui le sont le moins. On ne saurait dire par conséquent que l'expansion du crédit constitue immanquablement un facteur d'inflation. Si les gains de productivité sont tels que l'offre, après avoir couvert la demande, vient à l'excéder, les prix, loin de monter, baisseront. Au lieu de perdre de l'or en raison d'une position défavorable sur le marché, des économies en voie d'expansion rapide voient s'accroître leurs réserves d'or et sont en mesure dès lors d'augmenter leur offre de monnaie en conformité avec leurs politiques de crédit. Que la rentabilité du capital décline, en revanche, et les investissements comme les opérations de crédit diminuent. Voilà qui ne provoque pas forcément une augmentation du commerce extérieur, car les prix réduits des pays dont l'économie se trouve en voie de contraction, risquent toujours d'être encore supérieurs à ceux de pays jouissant d'une productivité plus élevée dans le cadre d'une économie en expansion. En ce cas, la monnaie n'affluera pas de l'extérieur pour venir stimuler l'activité économique de pays en stagnation relative.

Qui plus est, une fois le marché mondial établi, la prospérité, la stagnation et la dépression s'universalisèrent : quand bien même ces phénomènes affectaient différents pays à des degrés divers, aucun ne demeurerait indemne. Tous les pays capitalistes tendaient à multiplier les crédits en période favorable et à les réduire quand la conjoncture était basse. Mais chacun d'entre eux, lorsqu'il cherchait à accroître la masse des crédits, se heurtaient à la barrière que constituait sa réserve d'or. Pendant les phases de dépression, celle-ci restait à l'abri de pressions de ce genre, puisque la demande de crédits destinés à l'investissement se trouvait au plus bas. A ces moments-là, et dans l'attente d'un retournement de la conjoncture, on se lançait dans une concurrence accrue pour s'ouvrir de nouveaux marchés et acquérir de l'or.

Malgré ses résultats décevants, l'étalon-or ne fut pas aboli sans tergiverser et seule la grande crise des années 1930 obligea à mettre fin à son règne. Mais la monnaie-marchandise restant en dépit de tout indispensable au règlement des balances de paiement internationales, on lui substitua un mécanisme

d'échange fondé sur l'or. Désormais, et bien que l'or circule encore d'un pays à l'autre, ces flux n'affectent pas nécessairement l'offre de monnaie intérieure. Du fait que le métal jaune n'est maintenant considéré que comme une sorte de monnaie, une monnaie internationale, les mouvements de l'or ont la plupart du temps cessé de déterminer la politique monétaire des États. L'inflation ou la déflation sont consécutives à des décisions d'ordre gouvernemental, en vertu desquelles on augmente (ou diminue) l'offre de monnaie et de crédits. Voilà aussi pourquoi les partisans d'une économie de marché intégrale voient d'un mauvais œil les méthodes actuelles et brûlent de revenir à l'« automatisme » de l'étalon-or.

Comme tout ralentissement de l'activité économique revêt l'aspect d'une contraction monétaire, on en a déduit que ce phénomène avait pour cause un manque de monnaie, provenant à son tour des obstacles que l'étalon-or mettait à l'expansion du crédit. Keynes, rappelons-le, était convaincu que l'étalon-or portait en grande partie la responsabilité de la crise qui suivit la Première Guerre mondiale. Selon lui, la thèse des libéraux, qui reprochaient au système mercantile d'être voué à une absurde accumulation d'or, avait perdu toute espèce de poids attendu que c'était justement l'étalon-or du laissez-faire qui avait fait d'une faim insatiable de métal précieux la condition première de la prospérité intérieure. En effet, si l'on devait s'en tenir strictement à l'étalon-or, « les autorités [n'avaient] à leur disposition qu'un seul moyen orthodoxe de lutter contre le chômage : créer un excédent d'exportations et importer le métal monétaire au détriment des nations voisines ¹ », au risque de susciter une contraction et du marché intérieur et des échanges mondiaux. Keynes préconisait donc des mesures destinées à soustraire la monnaie et la politique de crédit nationales aux exigences de l'étalon-or international.

Or, l'existence de l'étalon-or ne devait nullement empêcher une formation assez rapide de capital d'avoir lieu au tournant de siècle, alors qu'à partir du moment où le système fut supprimé le taux d'accumulation se mit à baisser. Il est donc manifeste que ni l'expansion ni la contraction de la production ne dépendent de l'existence ou de l'inexistence de l'étalon-or.

1. *Théorie générale*, p. 344.

Dans une économie à la population, à la production et à la productivité allant grandissant, on observe en permanence un accroissement de la quantité de monnaie, modifié sans doute par le recours à des agents d'échange non monétaires et par la baisse du niveau des prix consécutive à des gains continus de productivité. De son côté, le développement de la banque et du crédit devait accélérer notablement le processus de la formation de capital. Non seulement les ressources monétaires, en grande partie éparses jusqu'alors, se trouvèrent de la sorte centralisées, constituées en fonds communs, mais encore, dans le cadre du système des réserves minimales, cette mise en commun fournit une large base à une expansion du crédit dans de multiples directions. Et tandis que le crédit permettait aux activités industrielles et commerciales de s'étendre rapidement, l'expansion de la production ainsi stimulée autorisait et réclamait une extension nouvelle du système de crédit. Ce processus réciproque aboutit à substituer petit à petit le papier-monnaie à la monnaie-marchandise.

Toutefois, si les banques se mettaient à créer du crédit comme elles l'entendaient, la monnaie ne tarderait pas à perdre de sa valeur. Quand l'offre de monnaie est limitée, l'extension du crédit l'est tout autant. Et l'offre d'or étant limitée, l'offre de monnaie et de crédit l'était à son tour. Du jour où les devises furent détachées de l'étalon-or, chaque pays eut la possibilité de prendre indépendamment les mesures nécessaires à relancer l'activité économique : expansion du crédit, inflation et déficit budgétaire.

Si tout le monde s'accorde à professer que la valeur de la monnaie se mesure à son pouvoir d'achat, il n'en est plus de même s'agissant des facteurs qui influent sur ce dernier. Selon la plus répandue de ces interprétations divergentes, un changement survenu dans le volume de la monnaie ne manquera pas de se répercuter sur le niveau général des prix. On ne fait qu'appliquer ainsi la théorie de l'offre et de la demande à la théorie de la monnaie : des quantités de monnaie sont posées face à des quantités de marchandises. Au nombre des principes sur lesquels repose la théorie quantitative de la monnaie figure le principe de la rotation, qui veut qu'une même unité de monnaie fonctionne dans plus d'une transaction commerciale. Hors le fait historique que l'expansion de l'économie s'assortit d'une

expansion de la masse monétaire, la vitesse de rotation de la monnaie varie en fonction des fluctuations de l'activité économique. Quand cette vitesse a tendance à ralentir, c'est en raison de perturbations réelles du marché, bien plus que de difficultés d'ordre monétaire, même si le ralentissement précité contribue, de son côté, à aggraver ces perturbations.

A croire la théorie quantitative, la monnaie est une force économique indépendante qui détermine les mouvements alternatifs d'expansion et de contraction de l'activité, la baisse et la hausse des prix comme celles des revenus. En réalité, la croissance de la production et des revenus ne dépend nullement d'un volume déterminé de la masse monétaire : loin que les prix montent ou diminuent selon que ce volume est plus ou moins élevé, c'est parce que les prix montent ou diminuent qu'il y a plus ou moins de monnaie en circulation. Si tous les prix doubleraient d'un seul coup, il faudrait d'évidence doubler également l'offre de monnaie, faute de quoi la moitié des marchandises offertes au marché resteraient invendues. Et inversement, si les prix diminuaient de moitié. Mais on peut doubler l'offre de monnaie, la quantité ou la valeur des marchandises ne seront pas pour autant multipliées par deux. Les prix des biens et services, tout en étant exprimés en monnaie, ne sont pas déterminés par la quantité et la vitesse de rotation de la monnaie, au contraire, c'est ceux-ci qui déterminent celles-là.

Si jamais la monnaie était exclusivement monnaie-marchandise (monnaie-or, par exemple), son pouvoir d'achat varierait assurément à la manière du prix des autres marchandises. Une quantité plus ou moins grande de monnaie s'échangerait contre une quantité plus ou moins grande de marchandises. L'effet d'un manque de monnaie serait d'augmenter la valeur de la monnaie-marchandise relativement à d'autres denrées, induisant ainsi un accroissement de la production d'or appelé à mettre bientôt fin à la disette monétaire. Au cas où il serait impossible d'augmenter cette production, la seule conséquence en serait qu'une quantité d'or réduite devrait servir à exprimer les prix d'une masse de marchandises accrue. Mais le prix de l'or est dorénavant un prix fixe et la monnaie, qui ne se trouvait rattachée à l'or qu'en fonction d'une réserve minimale de métal jaune, échappe par là totalement à ses anciennes contraintes. Dès lors,

porter la quantité de monnaie en circulation au-delà de ce que serait sa croissance « normale » dans le cadre d'un accroissement des transactions commerciales revient purement et simplement à modifier l'expression monétaire de valeurs-marchandises constantes. Ainsi une hausse « inflationniste » de tous les prix sans exception obligerait à réviser en hausse l'ensemble des tarifs, mais, ceci mis à part, rien ne serait changé. L'augmentation de la masse monétaire aurait été vaine.

Toutefois, si, par suite de l'inflation, certains prix montent plus vite que d'autres, il s'ensuivra toute une série d'avantages et d'inconvénients. On enregistre certes en permanence des fluctuations de prix, en hausse ou en baisse, consécutives à des gains de productivité ou à l'évolution du rapport des forces sur le plan de la concurrence. Mais ces changements de prix de type courant n'ont rien à voir avec les effets de l'inflation ou de la déflation, qui touchent le niveau général des prix bien plus que le prix de marchandises particulières.

Ainsi donc l'inflation, tout en affectant le niveau général des prix, frappe certains prix plus que d'autres. Dans un tel cas, les salaires, par exemple, montent moins vite que les autres prix. Comme ils sont partie intégrante du prix des marchandises offertes au marché, leur augmentation inflationniste sera contrebalancée par la hausse plus rapide des prix, ceux-ci étant établis après fixation ou paiement des coûts salariaux afférents à la fabrication des marchandises. La première retardera donc toujours sur la seconde, avec cette conséquence que, par rapport au prix des marchandises qu'elle produit, la force de travail verra le sien diminuer.

C'est ainsi que l'inflation généralisée provoque la hausse de certains prix au détriment des autres. Mais l'augmentation ou la diminution de la masse monétaire n'influe sur l'activité économique que parce qu'elle suscite une certaine redistribution des revenus. Le mouvement des salaires étant plus lent que celui des prix de marché, l'inflation est un facteur de profits accrus et par là, de rotation accélérée des marchandises et de formation non moins accélérée de capital. Dans la mesure où cela contribue à maintenir l'emploi à son niveau actuel, l'inflation paraît, même aux yeux des ouvriers, préférable à la déflation toujours susceptible d'engendrer un chômage massif. L'inflation ne fait certes pas l'affaire de tous les capitalistes, pas plus que celle des

catégories sociales à revenus fixes durement frappées par la hausse des prix. Certains groupes sociaux ont donc intérêt à l'inflation et d'autres y sont opposés, d'où des luttes politiques pour faire triompher l'une ou l'autre de ces options.

Selon la définition qu'on en donne le plus généralement, l'inflation survient quand le revenu nominal augmente plus vite que le revenu réel, c'est-à-dire quand il y a pléthore de monnaie par rapport à la masse de biens disponibles. En cas de plein emploi, l'inflation apparaît dès lors que les dépenses en matière de biens et de services croissent plus rapidement que le produit social virtuel. Il est possible, assure-t-on toujours, de voir l'inflation résorbée soit par une intervention délibérée, soit par un mécanisme automatique : dans le premier cas, sous l'effet d'une contraction de l'offre de monnaie provoquée par les autorités compétentes; dans le second, parce que — suivant la théorie bourgeoise — la demande accrue de monnaie a pour conséquence d'élever le taux de l'intérêt, ce qui à son tour ralentit l'expansion.

Il est évident que les prix montent en cas de pénurie de marchandises et baissent en cas de pléthore, quelle que soit par ailleurs l'offre de monnaie. A un niveau de revenu donné, cela signifie simplement qu'on pourra acheter moins à certains moments et plus à d'autres. Certains seront perdants là où d'autres seront gagnants. Si la demande sociale peut être inférieure à l'offre sociale, le contraire n'est pas vrai, car ce qui n'existe pas ne se vend ni ne s'achète. En cas d'offre réduite, une injection de monnaie dans l'économie, loin d'accroître la demande réelle, provoquera une augmentation du prix des marchandises en stock. Seule une production additionnelle peut engendrer une offre accrue, mais elle dépend de la rentabilité du capital, non de la quantité de monnaie en circulation.

En réalité, ce sont les autorités compétentes qui déterminent la quantité de monnaie en circulation du fait qu'elles décident de mettre, par l'intermédiaire des banques, de l'argent à la disposition des prêteurs et des investisseurs. L'offre de monnaie est une affaire politique, elle ne résulte nullement du jeu de facteurs économiques échappant à toute espèce de contrôle : les difficultés économiques peuvent être résolues par le recours soit à l'inflation soit à la déflation. Ces deux méthodes sont conformes aux principes capitalistes; si, à un moment donné, l'on choisit

l'une de préférence à l'autre, c'est parce qu'elle semble la plus efficace et la plus viable du point de vue politique.

Une phase de formation extensive de capital peut ne pas avoir un caractère inflationniste, si cette formation a pour base une rentabilité suffisante et des gains de productivité constants. De même, une phase de stagnation n'est pas forcément marquée par la déflation. Tel est habituellement le cas cependant, parce que le stade précédent d'expansion a laissé une masse de capital et de capacités de production trop fortes pour s'accommoder d'autre chose que d'une expansion accélérée. D'où la mise en sommeil d'une partie des moyens de production et le licenciement d'une partie de la main-d'œuvre, la chute des prix par suite d'une concurrence redoublée et la contraction du système dans son ensemble. Après quoi, le système se restructure lentement jusqu'au jour où les conditions d'une expansion rentable sont à nouveau réunies. Étant donné la baisse des investissements (voire leur disparition complète) en phase de dépression, on ne se trouve pas seulement en face de ressources productives en sommeil, mais aussi de monnaie oisive, c'est-à-dire de fonds cherchant en vain un emploi lucratif. Paradoxalement, c'est cette monnaie et ce crédit oisifs qui donnent l'impression toute superficielle d'un manque généralisé d'agents d'échange. Une situation de ce genre ne requiert pas l'émission d'agents d'échange supplémentaires, mais un redressement de la rentabilité, seul capable de revigorer l'incitation à investir.

L'inflation découle de mesures monétaires visant à améliorer la rentabilité du capital à l'intérieur du pays et à élever sa capacité concurrentielle sur les marchés extérieurs. La déflation, qui peut avoir le même effet, fut dans le passé la méthode la plus utilisée pour venir à bout des crises. A cette époque, la contraction de l'économie tirait son origine non pas tant de l'assujettissement aux règles de l'étalon-or que du processus déflationniste lui-même, lequel maintenait cet assujettissement. En d'autres termes, la préférence qu'on accordait alors à des agents monétaires pour contrecarrer la baisse de la rentabilité, s'explique par le principe du laissez-faire, la non-intervention au sein de l'économie et la foi dans la « résorption automatique » du marasme des affaires. Pour jeter les bases d'une structure capitaliste plus concentrée et plus productive, il fallait dévaluer et détruire non la monnaie, mais le capital. On procédait à des baisses de salaires

sans guère tenir compte de leurs éventuelles répercussions sociales.

Mais les dépressions devaient perdre leurs vertus « curatives » ou, à tout le moins, prendre un caractère de plus en plus intolérable. En effet, dans les conditions du xx^e siècle, les méthodes déflationnistes tendaient à susciter de graves convulsions sociales. Aussi l'inflation devint-elle le moyen préféré, sinon inévitable, de combattre les dépressions et de faire en sorte que le niveau d'activité économique restât conforme aux exigences de la stabilité sociale. Aujourd'hui on recourt à des doses d'inflation d'intensité variable en cas de plein emploi comme de chômage, de stagnation comme d'expansion. La dépréciation de la monnaie est un fait constant et universel, bien que le taux de dépréciation ait varié et varie, souvent considérablement, d'un pays et d'une phase à l'autre. Quand les prix montent plus vite que les revenus destinés à être consommés (les salaires, en particulier), la possibilité s'ouvre de convertir en capital additionnel une fraction accrue de la production totale. Si les non-détenteurs de capital sont victimes de la dépréciation monétaire, ses détenteurs conservent et augmentent le leur, grâce à ce même processus, à condition, il va de soi, de pouvoir réaliser leurs profits sur le marché. Mais une bonne chose en amène une autre : la réalisation des profits est elle-même facilitée par l'inflation. On dépense plus volontiers une monnaie qui se déprécie sans cesse qu'une monnaie stable.

La dépréciation d'une devise donnée accroît non seulement la rentabilité du capital national, mais aussi sa compétitivité internationale. Cependant, comme tous les pays indépendants ont la faculté de dévaluer leur monnaie, si l'un d'eux s'y résout, il ne manque pas de provoquer des dévaluations en chaîne. En fin de compte, ce sera de nouveau la structure capitaliste réelle, non la structure monétaire, qui déterminera la capacité concurrentielle relative des pays.

Les achats que l'État paie avec de l'argent emprunté ont pour effet de monétiser la dette publique; la fraction ainsi transformée en monnaie, et non pas thésaurisée, de la Dette contribue à augmenter la demande sociale. En Amérique comme en Europe, le financement par élévation de la Dette a eu des conséquences inflationnistes. Le pouvoir d'achat du dollar a diminué d'un tiers au cours des douze ans qui ont immédiatement suivi la

guerre, les prêteurs d'argent à long terme s'étant vus, dans cette même proportion, dépouillés d'une partie de leurs intérêts et d'une partie de leur principal. Tous les détenteurs de revenus plus ou moins fixes ont de manière identique perdu une fraction de leurs revenus. Des pertes pareilles ne peuvent guère être épongées par des augmentations de salaires, sauf si celles-ci sont réellement indexées sur le coût de la vie, cas plutôt exceptionnel, comme on le sait. Institutionnalisée, l'inflation monétaire « a été soumise à la cogestion de l'État et de tous les détenteurs de revenus privés, parmi lesquels les entreprises financièrement les plus puissantes bénéficient d'une situation privilégiée² ». L'inflation constitue donc une forme de subsides versés par l'État au grand capital. Elle n'est qu'une des techniques au moyen desquelles le revenu se trouve transféré de la masse de la population aux firmes protégées par le gouvernement.

C'est en temps de guerre que l'intervention de l'État au sein de l'économie de marché est le plus marquée. L'inflation sert alors à réduire la consommation en abaissant le pouvoir d'achat de la monnaie, de telle sorte qu'une plus grande partie de la production puisse aller à l'effort de guerre. De même à bien des égards, en temps de « paix », quand il faut qu'une bonne fraction de la production induite par l'État vienne compenser la faiblesse de la formation de capital privé. La substitution de la demande induite par l'État à une demande solvable par trop insuffisante est devenue un facteur d'inflation. Voilà qui infirme nettement l'idée que l'inflation a pour origine la pléthore de la monnaie par rapport à l'offre de marchandises. Dans une économie qui ne peut se passer de la demande induite par l'État, la demande du marché ne saurait en aucun cas excéder l'offre.

L'inflation a des effets différents selon qu'elle contribue à relancer l'expansion ou à financer le secteur public. Dans le premier cas, ces effets consistent à répartir le revenu d'une manière propre à stimuler la formation de capital; dans le second, à couvrir les frais de la production induite par l'État. On pose généralement en hypothèse qu'en cas de plein emploi la dépense publique aura des conséquences inflationnistes du fait qu'elle engendre une augmentation de la masse monétaire par rapport à la masse effective de marchandises produites.

2. P. K. Crosser, *op. cit.*, p. 104.

Il n'en serait pas de même en cas de chômage et de ressources en sommeil, fait-on valoir, attendu qu'elle suppléerait dès lors à la carence de la demande sans accroître l'offre et, partant, n'agirait plus en facteur d'inflation. Mais, comme il est inutile de recourir à des dépenses publiques compensatoires en cas de plein emploi, il est inutile de s'attarder à la première hypothèse. Quant à la seconde, elle est liée à une conception nettement erronée du caractère de l'économie capitaliste.

Quoique les gouvernements aient la faculté de créer de la monnaie à leur gré, ils le font dans le cadre de l'économie d'entreprise privée. Organes d'État, les banques centrales ont pour mission de fabriquer la monnaie et d'en contrôler l'offre. Elles peuvent modifier la capacité de crédit des banques commerciales en manipulant le taux d'escompte (c'est-à-dire le taux d'intérêt auquel les banques centrales prêtent aux banques d'affaires), en modifiant le taux des réserves obligatoires applicable aux dépôts des banques, et en achetant ou vendant des fonds d'État en Bourse. D'où cette conséquence que c'est le système bancaire dans son ensemble qui crée des moyens de paiement additionnels par le biais du gonflement des réserves, consécutif aux opérations monétaires des banques centrales. Les banques sont donc des organismes à la fois commerciaux et sociaux, parties prenantes à l'émission comme à l'allocation de monnaie. Elles ont ainsi la possibilité fructueuse d'intervenir et en qualité d'agents d'affaires, et en qualité de chargés d'exécution des mesures monétaires. Elles tirent des profits et des intérêts non seulement de l'argent déposé en compte chez elles, mais aussi des multiples sommes créées par le système des réserves minimales et par la croissance des réserves consécutive aux émissions monétaires des banques centrales.

Bien que ce soit le gouvernement qui décide de majorer l'offre de monnaie, il n'utilise nullement cet argent pour augmenter par ses commandes la demande du marché. Il finance ses dépenses à l'aide de l'impôt et d'emprunts lancés sur les places financières. Aux yeux des fournisseurs de l'État, la demande induite de la sorte en vaut une autre. L'argent qu'ils reçoivent est appelé à conserver sa valeur assez longtemps pour leur permettre de récupérer la valeur absorbée par l'exécution des commandes gouvernementales et de réaliser les profits habituels. Si, par suite d'une dépréciation trop rapide de la monnaie, ils

gagnaient moins qu'ils n'ont dépensé, ils se trouveraient en état de désinvestissement. C'est pourquoi il est nécessaire de diriger le processus inflationniste, chose possible puisque celui-ci dépend non du fonctionnement de la planche à billets, mais de la capacité d'emprunt de l'État, que limitent les dispositions légales relatives à l'augmentation de la dette publique.

Le système bancaire draine vers la production induite par l'État les fonds en sommeil et la monnaie nouvellement émise. Mais la plupart des produits qui voient ainsi le jour ne sont ni de nouveaux moyens de production capitaux, ni un surcroît de marchandises à écouler sur le marché; matérialisation de la dépense publique, ils diminuent d'autant la masse totale du profit privé par rapport à la masse totale du capital actuel. Pour arriver à réaliser les profits habituels, il faut donc passer par la hausse des prix, laquelle nécessite de nouvelles émissions de monnaie. Faute de quoi, la baisse du taux de profit moyen, engendrée par l'expansion du secteur public, aurait pour effet de réduire plus encore la production de capital privé et, par là, d'annuler pour bonne part, voire complètement, le bond en avant de l'activité économique dû à la production pour compte gouvernemental. Il est donc indispensable de tolérer une hausse permanente des prix, donc d'augmenter sans cesse l'offre de monnaie. Ce n'est donc pas, comme on l'a soutenu, la pression d'une demande accrue sur l'offre créée dans le secteur « public » qui engendre l'inflation. Loin de là, l'inflation n'est autre que le moyen permettant de compenser en partie, grâce à la hausse des prix, le caractère non rentable de la production que le gouvernement induit par le biais de l'impasse budgétaire.

« Normalement », la formation de capital dénote la persistance d'un excédent de production une fois les exigences de la consommation satisfaites. Accumuler du capital, c'est accumuler des moyens de production additionnels générateurs de capital. Or, l'accumulation va décroissant à mesure que grandit la part des produits non susceptibles de servir d'équipements générateurs de capital qui se trouvent incorporés à la production totale. Quel que soit son caractère, celle-ci est « écoulable » soit sur le marché des biens réels, soit par le détour des achats gouvernementaux; mais une fraction de l'argent réalisé de la sorte, qui devrait prendre la forme de capital, ne peut plus avoir cette destination. La cause en est qu'une partie de la demande

actuelle de biens non consommables, loin d'avoir pour conséquence ultime l'apparition d'un profit destiné à la formation de capital, est liée à l'exécution de commandes publiques qui ne concernent pas le capital productif, sinon incidemment. Bien que l'offre et la demande globales puissent concorder, le taux de formation de capital baisse.

Tout en s'assortissant d'un taux de formation de capital privé en stagnation, voire en baisse, l'augmentation de la production reste pourtant prodigieuse. La prospérité semble donc régner. Mais il n'en demeure pas moins que la formation de capital privé paraît en proie à une crise insoluble ou, plus exactement, que la crise de la production de capital, qui caractérise le *xx^e* siècle, n'a pas encore été résorbée. Considéré sous l'angle de la création de profit, le présent se distingue du passé en ceci que la dépression de type inflationniste a pris la relève de la dépression de type déflationniste. Dans ce dernier cas, la production diminue parce qu'une certaine fraction des marchandises productibles ne peut être vendue dans des conditions rentables, ce qui coupe court à la réalisation du profit et à sa conversion en capital additionnel; alors qu'en cas d'inflation, et malgré le manque de rentabilité, la production se poursuit grâce à l'expansion du crédit.

L'inflation dirigée, c'est en germe la répudiation de toutes les dettes, y compris la dette publique, une répudiation lente sans doute, mais continue. Elle a pour effet de répartir sur une période plus longue et sur l'ensemble de la société le coût de la production induite par l'État. Bien que celle-ci contribue à augmenter la production, elle ne peut accroître la rentabilité du capital privé global et, par là, restituer à ce capital un taux de croissance qui rendrait superflue une demande compensatoire créée par l'État. Les profits capitalistes ne peuvent s'élever que par suite de gains de productivité et de la multiplication du capital apte à fonctionner comme tel; et l'existence de disponibilités monétaires en soi reste sans effet à cet égard.

CHAPITRE XVI

Technologie et économie mixte

Indépendamment de ses aspects irrationnels, l'économie mixte peut subsister tant qu'une productivité toujours accrue donne naissance à un produit social suffisant. Il faut que le volume de la production permette de maintenir la rentabilité du capital privé en stagnation, voire en baisse relative, de sauvegarder les niveaux de vie actuels et d'assurer l'extension permanente du secteur de la production non rentable. Puisqu'il est possible de consolider à nouveau la dette publique, seuls les intérêts qu'elle porte doivent être couverts soit par les impôts soit par de nouveaux emprunts. Et puisque le taux de l'investissement privé décroît, les fonds disponibles pour l'emprunt augmentent. En longue période toutefois, et vu la croissance persistante du secteur « public » à un rythme plus rapide que celui du secteur « privé », la production pour le profit ne peut manquer de se contracter. Pour mettre un terme à cette évolution, il est indispensable de faire en sorte que la production induite par l'État ne dépasse pas une certaine proportion de la production totale. Faute de pouvoir lui assigner des limites déterminées, on verra le système de marché finir par céder la place à un système de production dirigé par des moyens politiques, système aussi éloigné de l'économie mixte que celle-ci l'est du capitalisme du laissez-faire.

Une fois que la production non rentable est devenue une partie institutionnalisée de l'économie, un cercle vicieux se met en place. A l'origine du développement de la production induite par l'État, il y a la baisse de l'accumulation du capital privé. Et le recours à cette méthode a pour effet de restreindre encore

cette accumulation-là; du même coup, le domaine de la production non rentable s'élargit. Tant que le secteur privé prédomine, le domaine précité ne peut s'étendre qu'au détriment de la production rentable. En dernière analyse, les limites de la production pour le profit se confondent avec celles de la production induite par l'État. Pour que des interventions étatiques de plus grande ampleur viennent transformer cette situation, il faut l'arrivée au pouvoir de gouvernements capables et désireux d'abattre la domination du capital privé et de passer du stade dirigiste au régime de la propriété d'État.

Quelle proportion du produit national un gouvernement est-il à même de collecter par l'impôt ou par l'emprunt? Pas la totalité, c'est évident. La moitié, peut-être? Voilà qui serait revenir aux conditions du temps de guerre. De fait, au cours de la Deuxième Guerre mondiale, l'Administration fédérale américaine acheta près de la moitié du revenu national. Mais le taux d'investissement ne dépassa plus dès lors 2,9 p. 100 du produit national brut — soit un taux légèrement inférieur à ce qu'il avait été durant la grande crise (sauf en 1932, où il tomba à 1,5 p. 100). La perpétuation de l'économie de guerre signifierait à la longue la disparition du système capitaliste. Aux États-Unis cependant, la production pour le gaspillage, c'est-à-dire le budget militaire, a absorbé jusqu'à la fin de 1965 environ 10 p. 100 du produit national brut, tandis que les dépenses publiques absorbaient dans l'ensemble près du quart de ce même revenu. Les conditions du temps de paix restaient ainsi, comme elles le restent au moment où ces lignes sont écrites, considérablement éloignées des conditions propres à l'économie de guerre.

Bien que le capital privé s'accommode de dépenses publiques élevées au regard du produit national, et même prospère par ce moyen, il existe sans nul doute un seuil à partir duquel les impôts servant à les financer deviendront si lourds qu'ils auront pour conséquence de faire baisser la production sociale. Rien ne permet de déterminer ce seuil absolu, ni de prévoir quand il sera atteint. Lorsque le volume de la production induite par l'État prendra des proportions telles que la formation de capital privé s'en trouvera empêchée, les avantages liés à ce type de production seront réduits à néant, en raison du manque à gagner que représente la production que sans cela le capital privé aurait fait démarrer pour assurer son expansion. L'exemple de l'écono-

mie de guerre fera mieux comprendre ce processus; ce sont en effet des restrictions tant à la consommation qu'à l'investissement qui permettent d'accroître énormément la production pour le gaspillage. Or voilà qui, en dernière analyse, n'est possible qu'au détriment de la consommation, car tout accroissement de la production pour le gaspillage suppose au préalable un remplacement et une extension de l'appareil productif en place.

Quand bien même des impôts élevés n'impliquent pas forcément la substitution de la production d'État à l'entreprise privée, certains keynésiens admettent qu'« un taux d'imposition élevé s'apparente de très près au socialisme [...]. Quand l'État prélève par l'impôt la moitié des profits d'entreprise, et subit aussi la moitié des pertes dû au "manque à gagner" qui en résulte, tout se passe comme s'il possédait la moitié des entreprises [...]. Il serait plus juste de dire que des taux d'impôt élevés *sont* du socialisme que de prétendre qu'ils le *menacent*¹ ». C'est pourquoi les keynésiens « socialisants » ne s'attendent pas à voir des gouvernements capitalistes appliquer dans son intégralité le « traitement » qu'ils prescrivent, et comptent sur des gouvernements socialistes pour conjuguer « une politique économique keynésienne avec les mesures socialistes traditionnelles d'étatisation et de réforme sociale² ».

Les limites de la production pour le profit se confondant avec les limites de la production induite par l'État, plus cette dernière s'accroît, plus elle perd de son efficacité. On ne peut donc considérer une économie mixte prospère que comme un état provisoire, ou comme un stade transitoire entre le capitalisme du laissez-faire et le capitalisme d'État. Alors que Keynes pour sa part ne recula jamais (en théorie) devant l'idée que le développement de l'économie mixte pourrait déboucher un jour sur une économie totalement dirigée par l'État (et donc non mixte), ses disciples bourgeois tiennent ce système pour permanent. Mais leur seule réaction aux difficultés qui surgissent au sein de l'économie mixte consiste à préconiser un interventionnisme accru lequel finira nécessairement par en réduire la « permanence » à néant.

D'après Marx, les marchandises ont simultanément une valeur

1. A. P. Lerner, *op. cit.*, p. 125.

2. J. Strachey, *op. cit.*, p. 294.

d'échange et une valeur d'usage. En système capitaliste, la production de valeurs d'usage cesse dès que celles-ci ne peuvent plus fonctionner comme valeurs d'échange. Au stade de l'économie mixte cependant, la production matérielle (production de valeurs d'usage) se poursuit lors même qu'aucune valeur d'échange ne s'y rattache. S'il se produit plus de « valeurs d'usage », revêtant d'ailleurs des formes le plus souvent dépourvues d'utilité, il se produit relativement moins de valeurs d'usage aptes à servir de valeurs d'échange. Ainsi réapparaît, modifiée sans doute, la disparité entre production matérielle et production de valeur que Marx a tirée au clair. A l'époque du laissez-faire, cette disparité, que seules les crises de surproduction faisaient ressortir, étaient à l'origine de dépressions prolongées qui venaient rétablir entre l'une et l'autre production la « bonne » relation indispensable au fonctionnement du système. Mais, au stade de l'économie mixte, cet « équilibre dynamique », et la « bonne » relation entre accumulation et rentabilité du capital dont il s'assortit, ne se rétablit plus de lui-même; au lieu de quoi, une part grandissante de la production sociale s'effectue hors du système du profit, ce qui ne va pas sans dénoter à proportion le déclin du capitalisme.

La rentabilité du capital actuel, en stagnation relative, peut néanmoins être maintenue grâce à des gains de productivité accélérés, c'est-à-dire grâce à la mise en service de moyens nouveaux d'économiser du travail ou du capital. Plus le volume de la production induite par l'État s'élargit, plus il devient urgent d'accroître la productivité du travail pour conserver au capital sa rentabilité. Pourtant, l'élévation constante des niveaux de production et de productivité a pour effet de reproduire à une échelle toujours plus considérable la nécessité de ces gains de productivité, et cela, sur la base d'une production de capital privé en voie de rétrécissement perpétuel. Même si la mise en service de moyens nouveaux d'économiser du capital permet d'enrayer les progrès de la disparité entre le capital investi dans les moyens de production et le capital investi dans la force de travail et, par là, de freiner la baisse du taux de profit, le remplacement continu de la main-d'œuvre par des moyens d'économiser du travail contribue de son côté à rendre effective cette baisse tendancielle. Or le capitalisme ne dispose pas d'autre moyen que celui-là pour conjurer les menaces que la masse croissante de la

production non rentable fait peser sur le comportement du taux de profit. L'élévation de la productivité par ce moyen permet sans doute au capitalisme de se ménager une issue, mais cette voie aboutit à une impasse.

Tout état du capitalisme est par définition passager, même s'il peut être de très longue durée. C'est seulement en fonction des lois générales du développement capitaliste que la nature transitoire de ses divers stades historiques apparaît clairement. Dès lors, le problème consiste à savoir s'il est possible de contrecarrer l'action de ces lois par des moyens technologiques ou politiques capables de pourvoir tant aux besoins de profit du capital privé qu'au « bien commun » grâce au seul expédient de la production non rentable. Car c'est là exactement ce qui s'est produit. Voir en cela une pratique sociale permanente et appelée à prendre sans cesse plus d'ampleur revient à supposer que le capitalisme peut se transformer de lui-même en un système différent et dans lequel — pour reprendre la terminologie de Marx — le règne de la valeur d'échange céderait la place au règne de la valeur d'usage.

Selon Marx, des rapports sociaux donnés, ou rapports de production, engendrent des forces productives sociales qui leur correspondent et sont liées à leur existence. La relation capital-travail détermine le progrès technologique qui se poursuit dans le cadre de l'accumulation du capital. Ce n'est que dans ce cadre-là que la science et la technologie ont pour effet, en élevant la productivité du travail, d'augmenter les capacités de production sociale. Le capital se compose de surtravail coagulé sous forme de plus-value; il se nourrit de travail vivant et se développe sur cette base. Dans la mesure où le progrès technologique est fonction de la formation de capital, le capital accumulé matérialise du temps de travail non payé. La diminution du temps de travail implique également celle du temps de travail non payé. Certes, la possibilité existe d'accroître la part du temps de travail non payé au détriment de la part du travail payé à l'ouvrier, quand bien même le temps de travail total diminuerait en raison des gains de productivité. Comme on n'a besoin que d'un moindre temps de travail pour produire l'équivalent en marchandises du revenu ouvrier, une partie plus grande du temps de travail total peut prendre la forme de produits que les capitalistes s'approprient. Pourtant, la réduction continue du

temps de travail, consécutive à des compressions de main-d'œuvre, entraîne aussi, en fin de compte, une diminution du temps de travail non payé. Ainsi donc : pas de travail, pas de surtravail et, par conséquent, pas d'accumulation du capital.

Quels que soient le degré de l'automatisation et l'étendue du parc d'ordinateurs, les moyens de production ne fonctionnent ni ne se reproduisent tout seuls. Si, par improbable, leurs propriétaires capitalistes s'engageaient eux-mêmes dans la production, ils cesseraient du même coup d'être des capitalistes, c'est-à-dire d'acheter de la force de travail pour l'exploiter. A supposer, chose plus probable déjà, qu'ils réussissent à réduire continuellement le nombre des ouvriers productifs, ils amoindriraient encore le temps de travail non payé par rapport à la masse du capital accumulé. Il deviendrait ainsi de plus en plus ardu de poursuivre l'accumulation, laquelle n'est rien d'autre que l'accumulation du temps de travail non payé, converti en nouveaux moyens de production générateurs de profit.

Les rapports capital-travail sont des rapports de valeur; autant dire que les moyens de production, tout en étant moyens de production représentent des valeurs-capital et que la force de travail, tout en étant force de travail, constitue la source de la valeur et de la plus-value. Pour que le processus de la production capitaliste puisse se poursuivre, il faut que la masse de la plus-value suffise à assurer sa reproduction élargie. Comme les rapports de valeur sont des rapports de temps de travail, une réduction du temps de travail, susceptible de porter atteinte à la nécessaire relation entre la plus-value et le capital, est évidemment incompatible avec la production capitaliste. Toutefois, si la diminution du temps de travail social finit par nuire à la production de capital, la réduction des coûts salariaux demeure un impératif absolu pour chaque entreprise capitaliste, dont les profits n'augmentent que dans la mesure où elle parvient à comprimer ces coûts. Voilà pourquoi il est impossible, sur la base de la formation concurrentielle de capital, de mettre fin à la substitution du capital au travail, même si les fondements de la société capitaliste s'en trouvent ébranlés.

La condition première de tout progrès social, c'est de produire plus avec une somme de travail moindre. Le capitalisme ne fait pas exception à la règle. Le progrès technologique entraîne toujours des compressions de main-d'œuvre, ce qui revient à

dire que la production s'accroît à mesure que la productivité du travail s'élève. Toutefois, en cas de formation accélérée de capital, le nombre des travailleurs peut augmenter en chiffres absolus, tout en diminuant relativement à la masse en expansion du capital. C'est donc seulement en cas de stagnation relative du capital que le progrès technologique aboutit à la diminution en chiffres absolus du nombre de travailleurs.

Bien que Marx ait pu constater à quel point le chômage était un fait social, il n'en regardait pas moins le plein emploi comme tout aussi possible que le chômage. A ses yeux, le volume de l'emploi dépendait du taux de formation de capital, l'industrialisation se résumant en définitive au remplacement du travail humain par la machine. Et ce même processus, selon lui, transformait la productivité du travail en « productivité du capital ». Quoique les moyens de production représentent une somme de valeurs déterminée et ne soient productifs du point de vue capitaliste que si cette somme se trouve grossie, c'est la quantité et la qualité des moyens de production sous leur forme matérielle, bien plus que celles du temps de travail, qui expriment la croissance des pouvoirs productifs du travail social. Mais tant que la production demeure axée sur la valeur d'échange, les quantités de temps de travail restent la source et la mesure de la richesse capitaliste. Quand bien même « le développement du capital fixe montre à quel point l'ensemble des connaissances sociales (*knowledge*) est devenu une force productive immédiate et, par conséquent, à quel point les conditions du processus vital de la société sont soumises au contrôle de l'intelligence générale (*general intellect*) et transformées selon ses normes ³ », l'apport particulier du capitalisme à cet état de choses consiste, sans plus, à avoir augmenté « le temps de surtravail des masses par tous les moyens de l'art et de la science, parce que sa richesse est directement fonction de l'appropriation du temps de travail ⁴ ».

N'étaient les rapports de production capitalistes, la croissance de la richesse sociale se caractériserait par une réduction constante du temps de travail direct, et la richesse de la société se « mesurerait » *non au temps de travail, mais au temps libre*. D'après Marx,

3. K. Marx, *Fondements*, II, p. 223; P. II, p. 307.

4. *Ibid.*, II, p. 224; P. II, p. 307.

« dès que le travail sous sa forme immédiate aura cessé d'être la grande source de la richesse, le temps de travail cessera et devra cesser d'être de la richesse, tout comme la valeur d'échange cessera d'être la mesure de la valeur d'usage ⁵ ». La diminution du temps de travail, comme source et mesure de la valeur, a déjà lieu en système capitaliste, quoique sous une forme antagonique. Car, en l'occurrence, elle ne va pas sans une diminution de la plus-value relativement à la masse croissante du capital. Et, sur ce plan, c'est la productivité du travail, non la « productivité du capital », qui explique le profit capitaliste. Certes, le profit a pour préalable l'existence du capital. Mais les profits ne sont rien d'autre que la différence entre le travail payé et le travail non payé à l'ouvrier. S'ils devaient découler, on ne sait trop comment, de la « productivité du capital », indépendamment du travail qui a tout d'abord mis ce capital en mouvement, il n'existerait pas de profits au sens capitaliste, puisqu'ils ne proviendraient plus de l'exploitation du travail. Sans doute, le capital continuerait encore de représenter du surtravail passé et transformé, mais il ne serait plus déterminé par le travail vivant. En réalité, le capital suppose le travail salarié et réciproquement : il s'agit là des deux aspects nécessaires des rapports de production capitalistes. Que le capital n'intervienne plus dans la production, et il n'y a pas de production capitaliste; que le capital cesse de dépendre du travail salarié, et c'en est fini du capitalisme.

Seul un accroissement prodigieux de la productivité permet à la production privée et à la production d'État de croître côte à côte. Mais la prospérité qui s'ensuit est fallacieuse, car le crédit, qui stimule l'essor de la production, se fonde sur des profits à venir, lesquels se feront ou ne se feront pas. Cette pseudo-prospérité exige donc une élévation perpétuelle et accélérée de la productivité, exigence allant grandissant à mesure que la « prospérité » se poursuit. Les moyens de production les moins productifs doivent sans cesse être remplacés par de plus productifs, et il faut utiliser à cette fin, comme capital additionnel, une certaine fraction des profits réalisables.

Par suite des progrès actuels de l'automatisation, on s'aperçoit de plus en plus que la disparité croissante du travail et du capital

tend à atteindre un point à partir duquel cessera l'expansion progressive du capital liée à l'exploitation. Cette conviction ne va pas sans une acceptation inconsciente de la loi marxienne de l'accumulation, la seule différence étant peut-être qu'on n'exprime pas cette idée à l'aide du vocabulaire de Marx. Au lieu de déduire de la croissante « productivité du travail », c'est-à-dire de l'accumulation du capital, l'effondrement final du capitalisme, les « marxistes » à l'envers le déduisent de la croissante « productivité du capital » et de sa tendance à se substituer à la force de travail. Dans un cas comme dans l'autre, le système de production de capital fondé sur l'exploitation arrive à son terme. Puisque la productivité croissante du travail sous-entend la productivité croissante du capital, attribuer la fin du capitalisme à l'essor de l'automation et l'attribuer à un manque de plus-value revient au même.

Quoi qu'il en soit de la théorie cependant, on ne saurait dire que la fin du capitalisme soit aujourd'hui en vue. Il se crée de la plus-value dans une mesure qui suffit à maintenir la rentabilité du capital, malgré la baisse de son taux d'expansion; et l'automation, replacée dans le contexte mondial, ne constitue encore guère autre chose qu'une exception rare et contrastant avec l'état plutôt stagnant de la technologie. Dans l'optique de Marx, le progrès technologique a pour limite les conditions propres à la production de capital : la réalisation intégrale de ses virtualités passe par la destruction des rapports de production capitalistes. A un certain point de son développement, le système capitaliste devient une lourde entrave à l'essor des forces sociales de production; hier progressif, il prend aujourd'hui un caractère régressif. Toujours dans cette optique, la classe ouvrière révolutionnaire est désormais la seule capable de renverser la barrière qui s'oppose au développement de la société. En mettant fin au système capitaliste, elle va ouvrir la voie à un progrès social et technologique qui permettra en fin de compte de supprimer le travail humain ni désiré ni agréable. Ainsi, ce sont les rapports de classes et d'exploitation qui font du capitalisme un système économiquement limité et un obstacle au progrès technologique.

Sur ce plan encore, Marx paraît s'être trompé. N'a-t-on pas assisté à ce qu'il est convenu d'appeler la seconde révolution industrielle, placée sous le signe de l'énergie nucléaire et de

l'automation? L'étonnant toutefois, c'est que ce triomphe, infirmant « une fois de plus » les sombres pronostics de Marx, est rarement glorifié comme la solution enfin découverte des problèmes sociaux actuels. On voit au contraire s'y dessiner des difficultés inédites et peut-être insurmontables. Et de soupçonner quelque incompatibilité entre la technologie nouvelle et les rapports socio-économiques prédominants, ainsi qu'en témoigne la littérature toujours plus ample consacrée à l'automation. Alors qu'en apparence on est venu à bout de la plupart des difficultés inhérentes au système capitaliste, tout se passe comme si le chômage permanent et massif restait la dernière — et la plus grave — des contradictions du capitalisme.

Il n'y a certes pas pléthore de données relatives à l'automation. Quotidiens et revues spécialisées publient à ce propos statistiques sur statistiques. En perpétuelle évolution, ces statistiques font ressortir tout bonnement une élévation de la productivité, de la production et de la rentabilité liée à des compressions de main-d'œuvre. L'automation a des effets variables selon les industries concernées. Plus particulièrement poussée dans le textile, les charbonnages, les industries du pétrole, la sidérurgie, les produits chimiques, les chemins de fer et la construction d'automobiles, elle touche sans cesse davantage toutes les sortes de production en série, de même que les services commerciaux, administratifs et autres, voire — jusqu'à un certain point, sans doute — l'agriculture. Elle élimine employés et ouvriers; ceux-ci plus que ceux-là, pour le moment, mais rien ne prouve que cette tendance ne se renversera pas un jour.

Malgré tout, l'automation en est encore à ses premiers pas, et le chômage actuel n'est peut-être pas imputable aux compressions d'effectifs qu'elle suscite. Assurément, un certain nombre de travailleurs ont perdu leur emploi à cause d'elle, mais il se peut que ce soit le déclin de la formation de capital qui les empêche de se reclasser ailleurs. Aussi bien, l'Amérique a compté seize millions de sans-travail pendant la grande crise des années 1930. Phénomène constant, la substitution de la machine à l'ouvrier est allée de pair avec la croissance ininterrompue des effectifs au travail. On exprime pourtant volontiers la crainte que l'automation présente avec les progrès antérieurs de la technologie une différence quantitative telle qu'elle revient à une différence qualitative. Elle est censée poser un problème

social sans précédent, qu'aucune analogie avec le passé ne permet de résoudre.

Un chercheur, Donald Michael, après avoir évalué les répercussions sur l'économie américaine de l'automatisation, a tenté de dégager ses éventuelles conséquences sociales au cours des vingt ans à venir. Son essai ⁶ repose sur un certain nombre d'hypothèses qui, toutes, postulent que l'évolution actuelle, telle qu'elle ressort des dix dernières années, est appelée à se poursuivre sans changements fondamentaux. Michael recourt au concept de *cybernétisation*, pour désigner la combinaison de l'« automation » et de l'« ordinateur » qui caractérise en général l'application de la cybernétique aux processus de production. Laisant de côté les extraordinaires possibilités, actuelles ou virtuelles, de la cybernétisation, nous nous bornerons à énumérer les avantages qui se rattachent à elle, aux yeux de Michael et de bien d'autres auteurs. L'État comme l'entreprise privée ont un avantage évident à voir « la production monter en flèche et ses coûts baisser », condition même du succès face à la concurrence. Quant aux autres avantages dont Michael fait état, ils concernent tous d'une façon ou d'une autre la diminution des prix de production. La cybernétisation n'a-t-elle pas pour effet, selon lui, « de réduire l'ampleur des problèmes de relations humaines au sein de l'entreprise; d'accroître la rationalisation des tâches de gestion; d'affranchir les cadres de direction d'une foule de petites servitudes; de donner une liberté plus grande en matière d'implantation d'entreprises », etc.? Comme le dit Michael en termes galants : « Si l'on prend pour critères l'autorité, la compétence et le profit, tout semble indiquer que le gouvernement et les chefs d'entreprise aient intérêt à étendre la cybernétisation le plus vite possible et soient même contraints de le faire ⁷. » A la longue cependant, les possibilités de reconversion, de l'industrie au secteur des services, finiront par disparaître. « Si le travail humain, souligne Michael, revient plus cher que celui des machines — soit en raison de son prix, soit en raison des difficultés de gestion qu'il implique —, on sera fortement enclin à le remplacer d'une manière ou d'une autre dans le secteur des services, où il accomplit la plupart du temps des

6. D. N. Michael, *Cybernation : The Silent Conquest*, Santa Barbara, 1962.

7. D. Michael, *op. cit.*, p. 13.

tâches de routine, arrêtées d'avance⁸. » Et la technologie permettant d'obtenir plus de travail avec un effectif réduit, beaucoup de cadres moyens verront eux aussi disparaître leur emploi.

Certes, il reste possible de faire face à la situation grâce notamment au recyclage et à la promotion de la main-d'œuvre, à la réduction du temps de travail sans diminution de salaire, voire à des baisses de prix élargissant la demande d'articles de consommation courante. Mais, comme la cybernétisation affecte tous les postes de travail, Michael pense que le problème ne sera pas encore résolu pour autant. Il propose donc de mettre en chantier tout un programme de travaux publics, car, « quand bien même la cybernétisation a pour effet de diminuer la main-d'œuvre nécessaire à l'exécution d'une tâche quelconque, il n'en demeure pas moins que le total des tâches à exécuter pourra égaler, sinon même dépasser, en chiffres absolus le nombre de personnes aptes à les remplir⁹ ». Il reconnaît toutefois que des projets de ce genre contreviennent à l'esprit capitaliste. La libre entreprise, en poussant à la cybernétisation, risque donc de creuser sa propre tombe.

Bien que la cybernétisation soit de nature à nuire au système de l'entreprise privée, il faut développer l'une pour sauvegarder l'autre. Tel est le dilemme, selon Michael : l'avenir que la cybernétisation nous réserve est sombre, mais il le sera tout autant sans elle. Dans cette optique, le dirigisme accru et la planification n'offrent que des solutions partielles. Quant à l'indispensable centralisation du pouvoir, elle « semble inséparable de la mise en place d'une élite dirigeante, jouissant du soutien de la population ». Au cas où la formation d'attitudes nouvelles ne viendrait pas rendre tolérable l'avenir « cybernétisé », la frustration et le sentiment d'absurdité de la vie pourraient s'exacerber à tel point qu'ils « risqueraient de provoquer une guerre de désespoir — en apparence dirigée contre un ennemi extérieur mais qui, en réalité, aurait pour objet de ramener le monde à la mesure de l'homme en détruisant la plus grande partie de la base technologique hypertrophiée de la société¹⁰ ». Mais il est manifeste que cette guerre verrait bien

8. D. N. Michael, *op. cit.*, p. 16.

9. *Ibid.*, p. 26.

10. *Ibid.*, p. 46.

plutôt la technologie hypertrophiée servir à exterminer la plus grande partie du genre humain.

Cependant, le progrès technologique comme la formation de capital ont pour base des relations sociales déterminées et sont susceptibles de changer en même temps qu'elles. Si l'automatisation contribue à relancer le développement capitaliste, celui-ci se heurte à la barrière des actuels rapports capital-travail. Phénomène bien connu, la monopolisation est l'instrument à la fois de l'expansion et de la contraction d'un capital dont la course au profit amenuise la rentabilité. Aussi, avant de pouvoir juger de l'avenir de la cybernétisation, il faut se demander jusqu'à quel point l'ordre établi est capable de prendre en charge ce processus. Le possible de la technique ne correspond pas forcément au possible de l'économie, ni ce dernier au possible social.

Alors que Michael aborde les problèmes de l'automatisation sous l'angle de la technologie, les économistes les abordent en général du point de vue économique. Simon Kuznets, par exemple, croit bon de distinguer entre progrès accomplis et progrès virtuels. « Le concept de changement technologique potentiel, écrit-il, est chose ardue à définir avec précision, et plus encore à mesurer; mais il se révèle extrêmement utile, car il permet de constater que seule une partie des énormes progrès technologiques, mis tels quels à la disposition de la société, se trouve finalement intégrée à l'appareil productif, en raison principalement des limites tant du capital que du discernement des entrepreneurs ¹¹. » Kuznets n'en professe pas moins que les trente prochaines années verront s'accélérer le progrès technologique, par suite surtout du vif essor de la recherche scientifique. Il paraît acquis, selon lui, « que le progrès des applications non militaires de la physique nucléaire, de l'électronique à l'automatisation et aux systèmes de communication, aura des répercussions immenses dans le domaine de la production ¹² ». Voilà qui ne manquera pas de stimuler la demande de liquidités et, toujours suivant Kuznets, tout porte à croire que la technologie nouvelle exigera — du moins en premier lieu — une quantité de capital telle qu'elle ne pourra être rassemblée qu'au détriment du produit national. Autrement dit, pour mettre

11. S. Kuznets, *op. cit.*, p. 442.

12. *Ibid.*, p. 443.

en œuvre les technologies de pointe, il faudra réserver une part plus grande de la production totale à la fabrication d'équipements nouveaux, une part d'autant plus faible revenant dès lors à l'utilisation et à la consommation immédiates.

De tout temps, il en a été de même dans le cadre de la formation de capital. Et bien que les exigences de celle-ci soient à l'époque de la seconde révolution industrielle infiniment plus élevées que lors de la première, il est sans doute possible de les satisfaire. Cela d'autant plus que la technologie nouvelle peut, en définitive, se contenter d'une quantité de capital plus restreinte que la technologie « classique », tout en produisant davantage. Mais il faudra financer les nouveaux investissements. Tout le problème est donc de savoir « si les conduites d'épargne propres au secteur privé permettront de dégager des fonds correspondant à la demande prospective de capital ». Il s'agit en l'occurrence du secteur privé et de lui seul, car « il est peu probable que le secteur public arrive en longue période à faire de l'épargne nette. Au contraire, il risque fort d'être obligé de puiser dans celle du secteur privé ¹³ ». La propension à épargner du secteur privé marquant un déclin effectif, Kuznets est d'avis que « la demande de biens va continuer de freiner l'offre d'épargne ». Comme il le déclare avec circonspection, « il se pourrait que pendant la décennie 1948-1958 une demande de biens de consommation élevée, venant s'ajouter à des prélèvements ininterrompus et considérables destinés à la consommation courante de l'État, ait eu pour effet de maintenir l'épargne privée et la formation de capital au-dessous du niveau requis pour que les gains de productivité puissent contrebalancer les poussées inflationnistes ¹⁴ ». Cela étant, et compte tenu de l'augmentation prévue de la population inactive, des dépenses publiques et des niveaux de consommation, Kuznets craint que l'offre volontaire d'épargne ne suffise pas à couvrir la demande. Aussi, « les poussées inflationnistes ont toutes chances de persister, avec cette conséquence qu'une fraction de l'épargne nécessaire à la formation de capital et à la consommation publique sera extraite par le biais de ce mécanisme particulier ¹⁵ ».

13. S. Kuznets, *op. cit.*, p. 453.

14. *Ibid.*, p. 457.

15. *Ibid.*, p. 460.

Ainsi donc, tout en constituant sa raison d'être, la pénurie de capital à investir freine la cybernétisation. L'augmentation escomptée de la rentabilité est censée entraîner par ricochet un accroissement du volume de la production et de l'emploi tel qu'il sera en mesure de remédier aux compressions d'effectifs dues au progrès technologique. C'est ce qui ressort de la thèse selon laquelle les perfectionnements technologiques créent, tôt ou tard, de nouveaux postes de travail. On invoque d'ordinaire à l'appui de cette thèse des exemples relatifs à des entreprises et à des situations très particulières. Ainsi, Ritchie Calder rapporte qu'en France « la Régie Renault, entreprise étatisée, a pu devenir après la guerre l'usine d'automobiles la plus automatisée d'Europe », moyennant quoi, « elle emploie aujourd'hui trois fois moins d'ouvriers qu'avant la mise en place de l'automatisation ». Et Calder de voir là « un bon exemple des effets en cascade de la technologie moderne ¹⁶ ».

Voilà qui est assurément exact en ce qui concerne la Régie Renault, du moins à l'heure actuelle. Et qui l'est sans doute tout autant pour beaucoup d'entreprises, sinon toutes, de cette Europe de l'Ouest dont l'économie en expansion a connu le même processus de croissance qui — pour diverses raisons — eut lieu plus tôt en Amérique. Mais si le taux de la formation de capital a été plus élevé ici que là, au cours des dix dernières années, rien ne permet de supposer qu'il en sera indéfiniment de la sorte.

Un capital particulier se trouvera toujours bien des gains de productivité engendrés par l'automatisation, si ces gains lui permettent d'élargir ses marchés en éliminant des concurrents aux rendements plus bas. S'intéressant uniquement à ses coûts salariaux et à ses bénéfices sur ventes, il ne tient pas compte, et ne peut pas tenir compte, du manque à gagner consécutif à la déperdition de surtravail social. Quelles que soient les conséquences sociales de l'automatisation, le capital privé s'efforcera toujours d'élever sa productivité pour réaliser des surprofits, voire tout simplement pour se maintenir à un seuil de rentabilité donné. Une baisse du taux d'épargne ne mettra pas fin à la cybernétisation de grandes entreprises disposant d'une

trésorerie suffisante. Mais, comme l'automatisation accélère l'obsolescence des moyens de production, les entreprises moins puissantes, incapables d'acquérir assez vite un équipement automatisé, resteront sur le carreau. L'automatisation accentuée par là le processus de concentration inhérent à la concurrence capitaliste.

La concentration du capital exige et permet tout à la fois l'extension continue de l'automatisation. Faute d'une élévation permanente du taux d'expansion, le chômage est voué à grossir. Or, cette expansion accélérée est désormais on ne peut plus improbable, de sorte que le surcroît de rentabilité, né de l'automatisation, risque d'être réduit à néant par l'augmentation simultanée de la dépense publique nécessaire à faire face aux conséquences sociales de l'automatisation. Celle-ci aura sans doute pour effet de diminuer le prix des produits vendus à l'État et, dans cette mesure-là, d'alléger le fardeau pesant sur le capital privé. Mais cet allègement peut se trouver contrebalancé par une augmentation de la demande publique au secteur privé — ce qui en soi précipitera le rythme de l'automatisation, loin de le freiner.

Il n'arrivera rien de tout cela si, dans le proche avenir, la situation sociale n'encourage ni les progrès de l'automatisation ni la croissance du « secteur public » de l'économie; autrement dit, si la société en général parvient à « figer » les conditions sociales actuelles. Mais voilà qui nécessite une direction centralisée de l'ensemble de l'économie que le gouvernement est fort éloigné d'exercer. Si tel était le cas d'ailleurs, il ne présiderait plus aux destinées d'une économie de la libre entreprise. Abstraction faite des difficultés inhérentes à un état stationnaire, le maintien du *statu quo* économique est interdit du fait que tout pays se trouve en contact avec l'extérieur. L'automatisation, fait-on valoir, doit permettre de surmonter le handicap que constituent les salaires plus bas de l'étranger, en élevant la productivité nationale. En outre, les pays capitalistes se font concurrence non seulement sur le plan économique, mais aussi sur le plan militaire; et la production d'armements est étroitement assujettie à la technologie de l'automatisation.

Beaucoup d'entreprises qui le voudraient n'ont sans doute pas les moyens de s'automatiser. Des subventions de l'État, analogues à celles que certains secteurs de l'agriculture per-

çoivent déjà, le leur permettraient. Voilà qui se pourrait tout aussi bien (et obéirait au même principe) que le versement aux chômeurs d'allocations prélevées sur la production courante. Dès lors, une partie de l'entreprise privée (sous sa forme technologiquement arriérée) viendrait s'agréger au « secteur public », cas depuis longtemps de certaines fractions du grand capital. A moins que ne soient révoqués les privilèges dont jouit ce dernier (priorité pour les marchés de l'État; dégrèvements fiscaux; conditions spéciales d'amortissement), le secteur rentable, qui va se rétrécissant, devra céder une portion plus grande encore de ses profits au secteur public. Telle évolution arrivera à son terme « logique » quand les exigences de l'État auront tué la rentabilité du secteur privé.

Tout en étant déterminé par le jeu d'intérêts divers et contradictoires, le cours réel des choses est cependant rarement « logique », sinon même jamais. Ni la logique ni l'économie ne s'opposent, par exemple, à la coexistence d'une industrie hautement automatisée et du chômage de la moitié de la population active. En pratique, pourtant, pareille conjoncture est parfaitement inconcevable, car elle ne manquerait pas de susciter de graves convulsions sociales. De même, si l'automation accentuait encore la concentration du capital, il est on ne peut plus probable que des mouvements politiques feraient irruption et chercheraient à couper court, par tous les moyens, à cette tendance. Quand la théorie se trouve en rupture avec les nécessités réelles, les attitudes fétichistes envers le système de production et sa technologie perdent leur force d'emprise; dans ce cas, plutôt que d'avoir à se plier indéfiniment à la structure sociale, on s'efforcera de la transformer. En dernier ressort, c'est l'action politique qui décidera de l'avenir de la cybernétisation.

Aussi bien existe-t-il à l'extension de l'automation des limites strictement économiques et qui se font sentir dès qu'elle porte atteinte à la rentabilité du capital. De toute façon, le processus est appelé à durer longtemps, puisqu'il exige le remplacement de la plupart des équipements actuels. Mettre au rebut la masse du capital lié aux technologies classiques revient à mettre au rebut le travail coagulé de générations d'hommes. Et il faudra aussi des générations pour créer le capital correspondant à une technologie foncièrement nouvelle.

Quelle que soit la nature de la société, la cybernétisation ne peut être mise en place que par étapes. Mais en système capitaliste elle se trouve doublement freinée parce qu'elle n'est réalisée que dans la mesure où elle protège et stimule la croissance du capital existant.

A juger d'après l'évolution passée et la situation présente, l'avenir de la cybernétisation n'apparaît guère prometteur, sauf peut-être en ce qui concerne quelques industries, notamment la fabrication d'armements. Comme on l'a fait observer, « les applications pratiques des vastes complexes cybernétiques sont excessivement réduites [...]. Dans la paix du moins. Car il y a la guerre... Alors la cybernétique régnerait ¹⁷ ».

Pour faire face aux conséquences de la productivité accrue qui s'ensuit de l'automatisation, on pourrait réduire la durée du travail et accroître ainsi le temps libre. Mais ce projet se heurte presque toujours au scepticisme, sinon même à une fin de non-recevoir catégorique, sous prétexte que « la société n'a pas réussi à créer des loisirs qui aient du sens ». (Et non parce qu'il est incompatible avec les mécanismes capitalistes.) On voit dans l'ennui un problème grave, voire un péril, étant donné qu'« à vrai dire, l'homme heureux est très souvent celui qui ne dispose pas d'assez de temps pour se demander s'il est heureux ou non ¹⁸ ». Le loisir, dit-on, est père de crimes et de délits de toutes sortes; aussi, avant de l'augmenter, convient-il de charger des autorités compétentes de l'« organiser ». Il est aisé de réfuter cette thèse imbécile et mensongère. Les « gens bien » ont toujours estimé que les loisirs des « petites gens » sont d'une vulgarité insupportable et menacent leurs loisirs propres. Ainsi, Eugène Delacroix, considérant les prodiges de la première révolution industrielle, s'apitoyait déjà sur le sort « des pauvres gens [qui] ne trouveraient pas le bonheur dans la disparition du travail. Regardez, s'écriait-il, ces oisifs condamnés à traîner le fardeau de leurs jours et ne sachant que faire de leur temps libre que les machines augmentent de plus en plus ¹⁹ ». Pourtant le loisir est justement ce dont les hommes,

17. P. de Latil, *La Pensée artificielle*, Paris, 1953, pp. 251-252.

18. R. Theobald, *The Challenge of Automation*, New York, 1962, p. 86.

19. E. Delacroix, *Journal* (Y. Hucher, éd.), Paris, 1963, p. 248.

dans leur grande majorité, ont le plus besoin et ce dont ils manquent le plus. Car le loisir de l'homme qui crève de faim n'a rien à voir avec le loisir vrai, puisqu'il lui faut en consacrer chaque instant à trouver des moyens de survivre. Sans accroissement des loisirs, pas d'amélioration réelle de la condition humaine.

A l'heure actuelle, la question ne saurait se poser. Certaines catégories de travailleurs, bénéficiant de circonstances très particulières, parviennent sans doute à arracher une réduction du temps de travail sans diminution de salaire. Mais c'est là l'exception qui confirme la règle. En effet, une réduction générale du temps de travail n'affectant en rien la feuille de paie enlèverait tout intérêt, du point de vue capitaliste, au progrès technologique et ferait de l'automation une entreprise absurde. Celle-ci n'a d'utilité, de ce point de vue, que dans la mesure où elle permet de comprimer les coûts salariaux par rapport au coût global des « facteurs de production » et de compenser l'élévation du coût du capital par des gains de productivité. On n'aurait pas tort de soutenir que la nécessité d'une formation extensive de capital a disparu et qu'il suffit simplement, désormais, de remplacer et de moderniser l'appareil productif déjà en place pour satisfaire tous les besoins sociaux. Ceci étant, tout gain de productivité pourrait se traduire immédiatement par des hausses de salaires ou par la réduction du temps de travail, ou encore par les deux. Voilà certes qui est concevable, mais *pas* au sein du capitalisme, et les partisans sincères de cette solution doivent se prononcer également pour la transformation du système.

Le capitalisme ne résout le problème de l'automation ni en augmentant les salaires, ni en raccourcissant la durée du travail; sa « solution » consiste à élever le seuil de rentabilité et à élargir le capital dont il dispose. Chaque entreprise emploie le minimum de main-d'œuvre par rapport au capital investi; chacune, il va de soi, s'efforce d'accroître ce minimum par le biais d'investissements accrus de façon correspondante. Économiquement parlant, les entreprises capitalistes cherchent à mettre en mouvement non pas de la force de travail en quantités plus ou moins grandes, mais la force de travail qui rapporte le plus de profit possible. Elles n'ont cure, et ne peuvent avoir cure, de la force de travail nationale; c'est à l'État de prendre en charge les

chômeurs, bien qu'il ne puisse les entretenir que grâce à des fonds prélevés sur la société globale.

En système capitaliste, la production est le fait d'une foule d'entreprises, régies par les lois de la rentabilité, fonctionnant chacun de son côté et se faisant concurrence entre elles; aussi n'existe-t-il aucun moyen de répartir le volume de travail disponible sur l'ensemble de la main-d'œuvre. Il y aura surmenage ici, chômage ailleurs. Les patrons ne diminueront pas la durée du travail sans réduire les salaires; et les travailleurs les mieux lotis n'auront en tête que d'accomplir un nombre d'heures qui leur permette de conserver leur mode de vie habituel. Loin que la durée du travail diminue, la masse des chômeurs ira grossissant. Le capitalisme doit veiller au sort de ses victimes, du moins assez pour qu'elles se tiennent tranquilles. Mais le système ne tolérera cette perte de substance que si elle est compensée par des gains de productivité. Que la croissance de la productivité devienne elle-même un facteur de chômage massif et permanent, et le capital n'a plus intérêt à la pousser : les frais d'entretien de la population réduite à l'inactivité absorberont les profits créés de la sorte. Dès lors, le capital aura cessé de fonctionner comme capital.

Telle est, sur la base de la production de capital, la tendance générale du progrès technologique accéléré. En réalité, du fait qu'elle ne cadre pas avec les rapports de production capitalistes, elle restera toujours à l'état de simple tendance, constamment déjouée par les réactions sociales qu'elle suscite. Mais elle n'en assure pas moins la perpétuation des conditions de crise. Ainsi, la production de capital, parvenue au stade de l'économie mixte, se trouve menacée et par l'expansion rapide du secteur public et par une technologie qui ne fait que comprimer l'emploi. Plus l'automation s'étend, plus il est nécessaire de pallier ses conséquences sociales en augmentant la dépense publique. Plus l'État dépense, plus l'automation devient un impératif absolu. En 1964, le Congrès américain décida de mettre sur pied une Commission de la technologie et du progrès économique, chargée d'étudier les effets de l'évolution des techniques. Cette commission devait conclure que le problème était encore « soluble », pour autant que le progrès technologique fût assorti de « mesures fiscales rigoureuses », destinées à « stimuler la croissance économique et la création d'emplois par l'État pour

tous ceux qui n'arrivent pas à trouver du travail²⁰ ». Or, de « rigoureuses mesures » de ce genre ne peuvent être qu'aussi néfastes au système de l'entreprise privée que le sont les conséquences sociales de l'automation à l'époque de la stagnation relative du capital.

20. *New York Times*, 24 janvier 1966.

CHAPITRE XVII

Formation de capital et commerce extérieur

En raison du caractère de plus en plus organisé que prend l'économie mixte, certains économistes et sociologues croient bon de parler à ce propos de système « post-capitaliste ». Depuis longtemps d'ailleurs, bien des théoriciens ont évoqué — qui pour s'en réjouir, qui pour s'en affliger — la possibilité d'une économie capitaliste organisée. Rudolf Hilferding, notamment, devait construire un modèle de capitalisme intégralement organisé et fondé sur un système de distribution échappant à l'antagonisme des classes¹. Cependant, un capitalisme non concurrentiel, pour être concevable à la rigueur sur un plan national, ne l'est plus du tout sur le plan mondial et, de ce fait, ne saurait être réalisé que d'une manière très partielle au niveau d'un pays quelconque. A quelque degré qu'elle ait été poussée, l'organisation d'une économie nationale a en premier lieu constitué une réaction à la concurrence internationale; plus elle s'est étendue aux mécanismes du marché et les a transformés, plus le système capitaliste est devenu chaotique et destructeur. Les rapports de propriété capitalistes interdisent toute forme effective d'organisation sociale de la production. C'est seulement lorsque ces rapports ont été abolis, en Russie par exemple, que la gestion centralisée de l'économie s'est jusqu'à un certain point révélée possible. Mais, même en ce cas, la concurrence internationale continue de déterminer le caractère de l'économie planifiée, laquelle contribue dans cette mesure, et tout organisée qu'elle

1. Cf. R. Hilferding, *Das Finanzkapital*, Vienne, 1910 (trad. M. Ollivier, Paris, 1970).

soit, à perpétuer l'anarchie générale de la production de capital.

Bien que Keynes eût donné pour base à sa théorie un système clos, il se trouva bien obligé de la rattacher au monde réel, c'est-à-dire à la production de capital. Persuadé que la doctrine du laissez-faire, en mettant l'accent sur la nature autocorrectrice du marché, vouait la société aux dépressions et au déclin des échanges mondiaux qui s'ensuivait, il espérait que les divers capitaux nationaux comprendraient que leur intérêt propre était d'accroître leur production au moyen d'interventions de l'État et reconsidéreraient dans cette optique nouvelle l'ensemble des problèmes de la finance et du commerce internationaux. On est aujourd'hui quasi unanime à penser que l'État se trouve en mesure de commander le comportement de l'économie nationale. Mais cette conviction ne s'étend pas au plan international, l'économie mondiale étant de temps à autre secouée de crises dues à des difficultés de paiement, telles que le *dollar-gap* [déficit ouest-européen en matière de balances-dollar] du second après-guerre, ou celles que l'Angleterre et les États-Unis ont connues plus récemment; sans parler des pays sous-développés du point de vue capitaliste qui, en permanence, n'arrivent pas à équilibrer leurs échanges.

Pour Marx, la crise du système capitaliste prend son origine non dans le processus de l'échange, mais dans le processus de l'accumulation : les mouvements alternatifs d'expansion et de contraction du premier, comme ceux des autres sphères de l'économie, ne font que traduire les exigences du second. Marx ne partageait nullement l'illusion des Classiques professant que le libre-échange est également bénéfique à tous les pays, du fait qu'il aboutit à une division internationale du travail conforme et aux conditions naturelles et aux besoins des hommes. Loin de là, cette division du travail, créée et renforcée par le commerce international, était, selon lui, déterminée en grande partie par l'accumulation du capital. Comme il le soulignait, « de même que tout est devenu monopole, il y a aussi de nos jours quelques branches industrielles qui dominent toutes les autres et qui assurent aux peuples qui les exploitent le plus, l'empire sur le marché de l'univers ² ». Cette situation de monopole recouvre

2. K. Marx, *Discours sur le libre-échange*, E. S. (en annexe à *Misère de la philosophie*, op. cit), p. 212; P. I, p. 155.

une situation d'exploiteurs. Rien d'étonnant dès lors, écrivait Marx, « si les libre-échangistes ne peuvent pas comprendre comment un pays peut s'enrichir aux dépens de l'autre, puisque ces mêmes messieurs ne veulent pas non plus comprendre comment, dans l'intérieur d'un pays, une classe peut s'enrichir aux dépens d'une autre classe ³ ». Malgré tout, il se déclarait en faveur du libre-échange, en faisant valoir que, « de nos jours, le système protecteur est conservateur, tandis que le système du libre-échange est destructeur » et « pousse à l'extrême l'antagonisme entre la bourgeoisie et le prolétariat ⁴ ».

Le développement économique « a été un processus de croissance à partir d'un centre; si les pays placés à la périphérie de ce centre ont dû leur développement (et souvent leur existence même) aux mouvements de facteurs, et aussi de biens, en provenance de ce centre, les pays du centre ont, quant à eux, dû leur développement à ces mouvements principalement ⁵ ». Dans ces conditions, le commerce international constitue un indéniable « gain économique ». Seulement, ce gain-là va pour la plus grande part et d'une façon nettement disproportionnée à quelques pays capitalistes et assure leur empire sur le marché mondial, de sorte que le destin de celui-ci dépend de l'expansion de ces pays, voire à certains moments d'un seul d'entre eux.

Dans un monde exempt de barrières douanières, de contingentements et d'autres restrictions aux importations, l'échange reste inégal, la puissance des divers partenaires variant en fonction de leur productivité, de leur degré d'industrialisation et de leur richesse en ressources naturelles. Aussi, sur longue période, « en cas de taux de croissance allant s'écartant, l'échange deviendra progressivement moins favorable aux pays dont la productivité s'élève le plus lentement ⁶ ». On voit donc pourquoi le « libre-échange » fut le leitmotiv des pays capitalistes les plus développés, et pourquoi les « libre-échangistes » ne se soucièrent de la liberté du commerce que dans la mesure où elle signifiait une économie et un marché mondial en expansion.

3. K. Marx, *loc. cit.*

4. *Ibid.*, E. S., p. 213; P. I, p. 156.

5. J. H. Williams, *Economic Stability in a Changing World*, New York, 1953, p. 24.

6. *Ibid.*, p. 38

Cette liberté très particulière fut à son tour à l'origine d'une vague nouvelle de protectionnisme qui fit son apparition dès que la formation de capital laissa à désirer.

Des économies riches et diversifiées sont moins étroitement assujetties à la progression des échanges mondiaux que les économies plus spécialisées et plus faibles. L'Amérique ne dépend que d'une manière restreinte des produits extra-métropolitains : tout ce qui se produit ailleurs peut la plupart du temps être produit sur son sol ou, dans la négative, remplacé par des succédanés, si c'est indispensable. Du fait que la rentabilité est la seule limite admise par l'expansion du capital, les économies puissantes n'useront qu'en « cas d'urgence » de leur faculté de vivre en autarchie. Mais, comme ces économies sont celles qu'une détérioration du commerce international atteint le moins, elles se trouvent à même d'imposer leurs conditions d'échange. Aussi, bien que l'avantage économique du commerce extérieur consiste évidemment en ce qu'il offre l'occasion non de se débarrasser des exportations, mais d'obtenir en contre-valeur le maximum d'importations, les pays ayant besoin d'importer à tout prix sont souvent forcés de se lancer dans des activités commerciales on ne peut plus opposées à leurs « intérêts économiques ».

Le fait qu'un seul pays jouisse d'un monopole mondial ne nuit pas obligatoirement au commerce international : au XIX^e siècle, la puissance exceptionnelle du capital anglais, qui s'assortissait de fortes exportations de capitaux, devait au contraire le stimuler. Pourtant les transformations structurelles du capitalisme mondial peuvent avoir un effet négatif à la fois sur l'accumulation du capital et sur le commerce international. On a souvent allégué la faiblesse de ses exportations de capitaux et le pourcentage réduit de biens qu'elle exporte par rapport à sa production totale, pour soutenir que l'Amérique ne pouvait être taxée d'« impérialisme économique » et que, pour les mêmes motifs, il ne fallait pas rejeter sur la concurrence américaine la responsabilité des difficultés économiques dans lesquelles le monde entier se débat. Dans une perspective rigoureusement capitaliste cependant, tout porte à voir dans cette absence d'« impérialisme économique » — quelles qu'en soient les causes — la grande raison de la contraction du marché mondial. De 1879 à 1913, par exemple, « la Grande-Bretagne

a investi outre-mer les deux cinquièmes environ de son épargne, soit quelque chose comme le dixième de son revenu. En 1913, ses investissements extérieurs, équivalant à près des quatre neuvièmes de ses investissements intérieurs, représentaient le tiers de tous les investissements européens et lui rapportaient le dixième de son revenu national ⁷ ». Par comparaison avec l'économie américaine, qui aujourd'hui domine le monde, « l'équivalent serait un investissement extérieur d'environ 600 milliards de dollars, rapportant 30 milliards de dollars par an et croissant à la vitesse de quelque 15 milliards par an ⁸ ». Or, loin de là, les investissements extérieurs du capital privé américain sont, après la Deuxième Guerre mondiale, restés longtemps inférieurs à 1 milliard de dollars par an, soit 0,3 p. 100 du revenu national, pour s'élever ensuite lentement à 3 milliards de dollars en 1957 et à 4,5 milliards les années suivantes.

Le problème toujours récurrent des échanges et des règlements internationaux date de la Première Guerre mondiale et a pris à la suite de la Deuxième un caractère apparemment insoluble. Si les pays européens ont eu une balance commerciale constamment déficitaire, ce fut pour bonne part la conséquence de ces deux guerres qui leur firent perdre la plupart de leurs avoirs à l'étranger, les endettèrent auprès du fournisseur américain et entraînèrent le rétrécissement de leurs marchés traditionnels. En raison de la disette relative de produits alimentaires et de matières premières qu'ils subirent pendant et après ces guerres, les termes de l'échange leur devinrent défavorables. La situation s'aggrava encore par suite de la détérioration du commerce Est-Ouest, consécutive en partie à une évolution d'ordre politique, mais aussi et surtout à l'industrialisation de pays jusqu'alors à peu près uniquement producteurs de matières premières. La prépondérance de l'Amérique, devenue la plus grande puissance non seulement industrielle mais aussi agricole du monde, eut pour effet de déséquilibrer plus encore la déjà précaire « balance économique internationale ».

A l'origine d'un déficit de la balance des paiements, se trouve l'échange marchand, les mouvements de capitaux ou les exigences de la guerre. Il y sera fait face par divers moyens :

7. W. L. Thorp, *Trade, Aid, or What?*, Amherst, 1954, p. 183.

8. *Id.*

liquidation des avoirs à l'étranger; réduction des échanges, touchant à la fois les importations et les exportations; facilités consenties aux exportateurs et quotas d'importation pour les produits jugés « superflus »; enfin, octroi de crédits et d'aides aux puissances étrangères. En soi, une balance des paiements équilibrée n'est pas forcément un signe de santé économique et de prospérité. Mais un déficit continu en matière de transactions internationales trahit en revanche la désagrégation du système de marché. Après la Deuxième Guerre mondiale, l'Amérique fit figure de créancier hors d'état de recouvrer son argent, et l'Europe, d'un concert de nations toutes incapables de payer leurs dettes. Entre 1946 et 1952, les échanges des nations « libres » avec les États-Unis se soldèrent par un déficit d'environ 34 milliards de dollars, dont près de 4 milliards furent couverts par de l'or et des balances-dollar européennes, et plus de 30 milliards par l'aide américaine.

Équilibrée comme elle l'était à grand renfort de prêts et de dons, la « balance favorable » de l'Amérique relevait à l'évidence de la fiction; pour reprendre les paroles d'un membre du Sénat américain, « il est franchement stupide de dire " favorable " une situation où l'on voit les sorties excéder les rentrées [...]. C'était là chose défavorable, mais inévitable, à l'époque où nous étions un pays débiteur et où il nous fallait, pour tenir nos engagements, déboursier plus que nous n'encaissions. Mais maintenant que nous sommes créanciers, nous persistons dans cette voie. Tout ce qui est de nature à augmenter nos importations et/ou à réduire nos exportations tend à pallier les effets de notre aberrante coutume d'expédier au loin des articles appelés à rester impayés⁹ ». Or cette « aberrante coutume » reflétait l'interdépendance nécessaire à la survie du capitalisme international. Cherchant à maintenir la propriété privée partout où faire se pouvait, les États-Unis se voyaient du même coup empêchés de mener une politique extérieure conforme aux bonnes règles du commerce.

Le capitalisme a toujours été un système social simultanément productif et destructif, aux temps de la concurrence classique comme à l'ère des crises et des guerres mais, en ce dernier cas, sous une forme accélérée et concentrée. La destruc-

9. R. E. Flanders, *The American Century*, Cambridge, 1950, p. 49.

tion de valeurs-capital sur la base tant de la concurrence pacifique que de la concurrence belliciste a contribué à engendrer de nouveaux bonds en avant de la production de capital. Pour servir d'instrument à l'accumulation, il faut toutefois que le potentiel destructif du capital conserve une certaine relation avec ses pouvoirs productifs. La destruction de valeurs-capital, lors d'une phase de dépression, ne concerne qu'une fraction restreinte du capital sous sa forme physique. Quant à l'appareil de production matériel, il demeure pour l'essentiel intact; tout simplement le nombre de ses propriétaires s'est amoindri. En temps de guerre, il y a destruction de capital sous forme physique comme sous forme valeur; et si jamais la fraction du capital matériel ainsi anéantie s'avérait excessive, les capitaux survivants se trouveraient ramenés à un stade « antérieur » du développement, de sorte que le progrès technologique qui leur est incorporé prendrait un caractère anachronique. Comme leurs profits sont fonction d'une masse déterminée de la production mondiale, une diminution par trop importante de cette dernière aurait pour conséquence probable de réduire la rentabilité du capital survivant. Pour relancer le processus général d'accumulation, il faudrait au préalable éliminer les disproportions consécutives aux destructions et à la rupture des courants d'échange provoquées par la guerre.

En 1948, les États-Unis eurent une balance favorable de 5,5 milliards de dollars tandis que leur production était supérieure de 70 p. 100 à celle de 1937. Le déficit des pays du plan Marshall atteignait alors 5,1 milliards de dollars et leur production plafonnait au-dessous du niveau d'avant-guerre. Leur part dans les importations des États-Unis était tombée de 2 p. 100 du P.N.B. américain au tournant du siècle à 0,5 p. 100 en 1948. Dès lors, on ne pouvait laisser au marché et à ses aléas le soin de régler la question des échanges et des règlements. Dès lors, le procédé contraire à toutes les règles du commerce qui consiste à déboursier plus sous forme d'aides que ce qu'on encaisse grâce aux échanges commerciaux devenait inévitable.

Après la Deuxième Guerre mondiale, les États-Unis jouirent d'un empire indiscutable sur les mouvements de capitaux, alimentés la plupart du temps par la Trésorerie fédérale. L'aide américaine mit les États européens à même de pousser leur reconstruction et leur expansion bien au-delà de ce qu'ils

auraient pu faire sans elle. Cette aide constitua ni plus ni moins qu'une extension à l'échelle internationale du système de la production induite par l'État. De même que celle-ci a pour objet, sur le plan intérieur, d'assurer le volume d'activité jugé indispensable au maintien de la stabilité sociale, l'aide aux puissances étrangères a pour raison d'être la nécessité inéluctable de soutenir, sur le plan extérieur, le régime de la propriété privée. Dans les deux cas, il est escompté que les actuelles dépenses non rentables se trouveront compensées par un futur essor généralisé de l'activité économique.

C'est aussi vers cette époque que, pour accélérer l'expansion générale du capital et élargir ses marchés, il apparut nécessaire de mettre en place une intégration économique des diverses économies européennes, cloisonnées en marchés nationaux; les États-Unis s'engagèrent à fond dans cette direction. L'intégration économique peut signifier une foule de choses, de l'« automatisme » d'un marché libre mondial à l'unification politique doublée d'interventions supranationales concertées au sein de l'économie. Tel fut précisément le type d'« intégration » que visait le projet nazi d'Europe dominée par l'Allemagne. Pendant la guerre, on entendit parfois préconiser en Angleterre la création d'une Europe unie sous la férule britannique. Mais la guerre fit tomber la Grande-Bretagne au rang de puissance de second ordre, malgré ses liens avec un Commonwealth, vaste sans doute mais en voie de désagrégation. C'était désormais la lutte ouverte entre la Russie et les États-Unis pour le pouvoir mondial qui semblait devoir déterminer l'avenir et le caractère de l'Europe continentale. Or, pour vaincre, voire seulement pour conserver son acquis, l'Amérique ne pouvait se passer d'une Europe rétablie, et rétablie dans les plus brefs délais. D'où le plan Marshall et l'acceptation par les États-Unis de mesures allant à l'encontre de leurs intérêts strictement économiques.

Bien que la notion d'« intégration européenne » fût d'ordre à la fois économique et politique, elle dut le jour à des considérations purement monétaires, conformément à la vision keynésienne des choses selon laquelle toutes les activités économiques relèvent en premier lieu de la finance. La permanente labilité de la cote des changes, conjuguée à une inflation variable selon les pays mais toujours importante, avait fait de l'incon-

vertibilité des devises une règle. On voyait dans le rétablissement d'une convertibilité au moins partielle le point de départ d'un accroissement du commerce et, par voie de conséquence, de la production. Le premier pas accompli dans cette direction fut la création d'une Union européenne des paiements, conçue d'après le projet d'Union internationale de clearing que Keynes avait élaboré pendant la guerre. Cette institution visait à faciliter le transfert des devises européennes, condition préalable — professait-on — de l'élimination du contingentement des importations, des subventions aux exportateurs et autres pratiques qui freinaient le développement des échanges inter-européens. On la considérait également comme une étape sur le chemin conduisant à la convertibilité universelle au sein d'un monde revenu enfin au libre-échange.

Cependant, ces problèmes économiques furent bientôt rejetés à l'arrière-plan par les questions de la défense du monde occidental et de l'insertion de l'Allemagne dans l'O.T.A.N., questions qui l'emportaient sur toutes les autres. En effet, au cours des années qui suivirent Potsdam, il devint évident que les énormes destructions qu'avait subies l'industrie allemande et les entraves mises à son développement faisaient le jeu du nouvel adversaire russe. Au printemps de 1951, les Occidentaux revisèrent le statut d'occupation en échange de l'engagement pris par l'Allemagne de payer ses dettes d'avant et d'après-guerre, et de coopérer dans la mesure de ses forces à la défense du « monde atlantique ».

La décision de ranimer la puissance économique de l'Allemagne signifiait tout autre chose pour la France et l'Angleterre que pour les États-Unis. Ces derniers y voyaient une décision d'ordre essentiellement militaire : dans l'éventualité d'une offensive sur Moscou, l'armée allemande « aguerrie » servirait de fer de lance aux divisions européennes épaulées par l'immense capacité productive de l'Amérique. Pour la France, la résurrection à la fois industrielle et militaire de l'Allemagne n'était acceptable que si elle s'assortissait de garanties lui assurant une situation dominante en Europe. Pourtant, les hommes d'État français, conscients de la faiblesse de leur pays et de son incapacité de faire échec à la politique américaine, cherchèrent à remédier par avance aux dangers que pouvait comporter cette évolution.

Ce fut le plan Schuman, dont le but était la création d'un marché commun du charbon et de l'acier, couvrant tous les pays d'Europe occidentale. Les plus faibles d'entre eux se virent contraints d'y adhérer, le plan bénéficiant d'un parrainage franco-allemand. Seule la Grande-Bretagne s'y refusa, se bornant à des échanges d'informations avec les services de la nouvelle « Communauté européenne ». On salua dans la mise en place de cette institution supranationale les débuts d'une ère nouvelle dans les relations intereuropéennes, et la promesse d'un avenir meilleur encore. Un fois réalisées l'extension du marché unique à d'autres produits que les deux premiers, et l'entrée en application d'un programme européen d'énergie atomique, les bases d'une Fédération de l'Europe de l'Ouest, des États-Unis d'Europe, seraient définitivement jetées.

Toutefois, sur un plan plus terre à terre, la Communauté Charbon-Acier se révéla n'être qu'un prolongement du cartel européen de l'acier d'avant-guerre. En France et en Allemagne, les gisements de houille et de minerai de fer se trouvent à proximité de la frontière séparant les deux pays, en Sarre, en Lorraine et en Rhénanie. Depuis un siècle, les deux États se sont toujours efforcés d'unir le minerai lorrain au charbon rhénan. Le cartel de l'acier, qui se perpétua jusqu'à la Deuxième Guerre mondiale, avait pour base un accord réglementant les prix, dans lequel il faut voir un indice sûr de la stagnation du capital qui caractérisait déjà l'époque. Et, en 1950, au moment où le plan Schuman fut conçu, certains signes dénotaient l'apparition imminente d'excédents de charbon et d'acier; il n'est donc pas improbable que le plan fut en partie inspiré par le désir d'éviter un retour à la concurrence à outrance. Mais, à l'époque où il fut ratifié et pendant celle qui le précéda immédiatement, un retournement de la conjoncture vint favoriser la production des deux matériaux de base. Une collaboration franco-allemande devenait nécessaire bien moins pour conserver la mainmise sur le marché que pour accroître la production. Quelles que fussent ses perspectives d'avenir, la Communauté Charbon-Acier donnait toutes satisfactions à ceux qui l'avaient patronnée. Pour l'Amérique, elle contribuait à augmenter le potentiel de guerre de l'Ouest; à l'Allemagne, elle offrait une chance de se rétablir plus vite et, à la France, la possibilité d'exercer un droit de regard sur le développement inéluctable du poten-

tiel de production et le réarmement de son puissant voisin.

En un sens, le plan Schuman consacra le redressement de l'Allemagne, présenté un peu partout comme un « miracle » et comme une manifestation de la capacité d'expansion inentamée du capitalisme. Ce « miracle » fut — il va sans dire — la conséquence d'une colossale destruction de capital, qui tout à la fois permit et rendit impérative une reconstruction à la mesure de la catastrophe. Le redressement allemand fut facilité par une énergique réforme monétaire, par l'aide américaine et surtout par des conditions politiques telles que l'instinct de conservation à lui seul avait pour effet d'inciter les travailleurs à subir une exploitation poussée au summum. La durée du travail en Allemagne était la plus élevée d'Europe. Alors que les salaires allemands ne dépassaient pas la moitié des salaires anglais, les investissements représentaient 25 p. 100 du revenu national en Allemagne contre 16 p. 100 en Angleterre. La consommation ouest-allemande par tête équivalait à 60 p. 100 seulement de la consommation des Britanniques; dans aucun pays d'Europe de l'Ouest, un pourcentage aussi réduit du produit national brut n'allait à la consommation des ménages. Ce taux d'exploitation exceptionnel tendait, bien entendu, à rejoindre la moyenne européenne; mais en fait c'est grâce à lui que l'Allemagne dut de reprendre sa place au premier rang des économies européennes.

Ce qui vaut d'être noté à cet égard, c'est l'étroite liaison existant entre la résurrection de l'Allemagne, le redressement européen et des facteurs nouveaux — tels l'Union européenne des paiements, le plan Schuman, etc. —, tous liés au programme de défense de l'Occident sous la direction des États-Unis. De fait, la Communauté Charbon-Acier et la Communauté européenne de défense furent censées à l'origine avoir une Cour de justice et une Assemblée communes. En vertu du Traité de l'Atlantique-Nord, une armée supranationale, dotée d'un commandement unifié, devait être mise sur pied. L'échec final de ce projet influa par ricochet sur le destin de la Communauté européenne du charbon et de l'acier. Bien que cette dernière fût entrée dans les faits pendant l'été de 1952, aucun progrès ne fut réellement accompli en direction d'un marché unique. Certes, le Marché commun devait être réalisé par étapes seulement, en tenant compte et de la situation intérieure des pays membres,

et de la diversité des articles produits par leurs industries respectives. Ainsi, l'acier italien et le charbon belge furent laissés à l'écart du Marché commun pour une durée de cinq ans, tandis que certaines subventions à la sidérurgie et aux houillères étaient maintenues. La récession de 1954 mit des obstacles encore plus grands au développement de la Communauté, dont la Haute Autorité dut bientôt se reconnaître incapable d'instaurer les conditions d'une concurrence authentique sur les aciers comme d'en fixer les prix conformément aux conventions communautaires. Le Marché commun n'était marché et commun que de nom. « Si l'on décidait demain de supprimer la Communauté, a-t-on pu dire alors, il n'y aurait rien de changé et personne ne s'apercevrait qu'on a tué un organisme vivant ¹⁰. »

Toutefois, la Communauté prit un nouveau départ après le déclenchement de la guerre de Corée. Elle vit sa compétence étendue à tous les types d'énergie. En 1959, un premier train de réduction des tarifs douaniers s'assortit de l'intention proclamée d'arriver en 1965 ou en 1970 à la mise en place d'un tarif préférentiel pour les pays membres. Bien que la portée réelle de ces réductions fût assez mince, elles n'en contribuèrent pas moins à donner l'impulsion à des transformations d'une tout autre ampleur. Une série d'accords entre industriels aboutit à de multiples fusions au sein des États membres et entre eux. Ces accords concernaient la création d'organismes de vente et de production de compte à demi, la mise en commun des ressources, la spécialisation et la rationalisation.

Comme dans les phases de prospérité précédentes, l'essor économique qui s'ensuivit créa une atmosphère d'optimisme propice à la levée de certaines mesures outrancièrement protectionnistes. Mais la suppression d'entraves aux échanges étant de nature à encourager tout à la fois la concurrence et la protection contre la concurrence, elle accélère la concentration du capital. Les entreprises les moins productives cédèrent la place aux plus productives, ce qui n'alla pas sans renforcer la compétitivité des industries communautaires. Voilà qui provoqua un regain de concurrence à l'échelle internationale, tout en signifiant assurément un « progrès » pour les Six. Mais, en cas

10. Déclaration de M. P. Ricard, président de la Chambre syndicale de la sidérurgie française, au *New York Times*, 22 février 1955.

d'expansion économique généralisée, la concurrence ne fait qu'accentuer le bond en avant. La production européenne s'accrut, d'où aussi une augmentation des exportations qui ramena l'excédent des échanges américains à son plus bas niveau depuis la fin de la guerre. En 1959, la prospérité régnait dans les pays du Marché commun, qui n'étaient pas loin d'atteindre au plein emploi.

Le Marché commun s'étant fait réalité, la Grande-Bretagne fonda avec six autres pays¹¹ une Association européenne de libre-échange, destinée à contrebalancer les avantages que les pays du Marché commun pourraient éventuellement retirer de leur participation à la Communauté. Conservant toute autorité dans leur cadre national, y compris en matière de tarifs douaniers applicables aux pays non associés, les Sept s'engageaient à réserver un traitement préférentiel à leurs produits respectifs, à pratiquer une concurrence loyale, à réaliser une péréquation des conditions d'offre et à poursuivre une politique de plein emploi. Mais les blocs commerciaux créaient autant de problèmes qu'ils en résolvaient. Tout en ayant pour conséquence d'accroître les échanges d'un pays à l'autre, ils tendaient à entraver le commerce international. Et les nouvelles zones de libre-échange faisaient voler en éclats les rapports commerciaux issus des anciennes structures de production. S'il est vrai que le capital circulait plus aisément au sein des blocs, il passait beaucoup moins facilement d'un bloc à l'autre. Censée préluder à l'unification du marché mondial, la mise en place des deux blocs devait surtout démontrer la vanité d'un tel espoir. Bien que les nouvelles institutions aient été présentées comme des étapes préliminaires, les seules possibles, à l'intégration du marché mondial, elles furent elles-mêmes constamment menacées par les besoins particularistes et fluctuants des États membres, ainsi que les crises réitérées du Marché commun l'ont fait ressortir. Glorifiées par certains comme autant de signes de la disparition progressive d'un nationalisme économique à courte vue, ces institutions sont jugées futiles par d'autres, alléguant que leur caractère régional tend à bloquer bien plus qu'à encourager l'intégration mondiale.

11. Autriche, Danemark, Norvège, Portugal, Suède, Suisse.

Quoi qu'il en soit des espérances et des craintes suscitées par l'apparition en Europe de systèmes de marché séparés, une chose est nette : l'existence même de ces systèmes démontre qu'il devient de plus en plus impossible et de s'en tenir à une politique économique strictement nationale, et de revenir au marché « libre » mondial d'autrefois. Cela n'empêchera sans doute pas que de vaines tentatives soient faites dans l'une ou dans l'autre de ces directions. Partout et toujours, dès que lieu il y a, on s'efforce de protéger l'économie nationale contre les effets néfastes de la concurrence internationale. Pourtant, on n'a jamais cessé en même temps d'aspirer et d'œuvrer au rétablissement d'une économie mondiale intégrée « automatiquement » ou par tout autre moyen. Les associations régionales constituent une manière de « compromis » entre ces deux attitudes extrêmes, un compromis ayant pour but de surmonter les limitations inhérentes aux économies nationales dans un monde qui ne se prête pas à des contrôles internationaux de nature désintéressée. De l'Afrique à l'Amérique latine, les blocs commerciaux européens inaugurèrent une vague d'unions douanières et d'accords préférentiels (tous promis à rester en grande partie illusoire). Mais, tout en paraissant la seule concevable, la « solution » régionale ne peut en être une que si elle joue contre l'intégration de l'économie mondiale, non en sa faveur.

On conçoit donc la solution « définitive » du problème des échanges et des règlements internationaux sous la forme d'une unification des diverses zones commerciales et de « la fusion économique de toutes les nations du monde libre¹² ». On admet, bien entendu, qu'une telle « fusion », qui présuppose l'élimination des barrières douanières et autres restrictions aux échanges, rendrait plus rudes encore les obstacles rencontrés par les concurrents des États-Unis. Pour en venir à bout, il est préconisé les moyens suivants : « circulation relativement libre des hommes et des capitaux » ; « accroissement considérable des facilités de crédit consenties par les pays « forts » aux pays « faibles » afin de leur permettre de surmonter leurs difficultés de paiement » ; création, enfin, d' « un fonds international pour alléger les maux que le chômage et la liquidation des capitaux

provoquent dans les segments de l'économie durement frappés par le processus d'intégration¹³ ».

Cependant, la « circulation relativement libre » du capital a un double effet. Il n'est pas douteux, en un sens, que d'importants transferts de capitaux d'un pays « fort » à un pays « faible » amélioreront la balance des paiements de ce dernier. Ainsi, le récent essor des exportations de capitaux américains a pour conséquence, à l'heure actuelle, d'atténuer les difficultés de paiement des pays importateurs de capitaux; mais la situation peut changer du tout au tout. Car les rapatriements de profits et d'intérêts risquent fort d'excéder le montant des investissements créés par le capital exporté. Les profits réalisés sous d'autres cieux doivent pouvoir revenir à la base américaine. Faut de quoi, le capital exporté cesserait d'être du capital américain et fonctionnerait comme un capital étranger faisant concurrence à l'Amérique et au reste du monde.

Pour l'économie d'un pays donné, il importe peu en définitive que le capital investi sur son territoire soit d'origine intérieure ou extérieure (à condition toutefois que les transferts de profits à des investisseurs étrangers ne nuisent pas au rythme de la formation de capital); mais les capitalistes autochtones ne sauraient assister sans réagir à l'invasion de leur sphère traditionnelle d'expansion par des capitaux extérieurs. Ils peuvent sans doute en faire autant, à leur tour, et investir leurs capitaux à l'étranger; dès lors, il y aurait de nombreux propriétaires européens d'entreprises américaines et vice versa, de même qu'en d'autres pays on trouverait une foule d'entreprises appartenant tant à des Européens qu'à des Américains. En ce cas, les profits iraient (comme ils le font effectivement) d'Europe en Amérique et vice versa; les capitalistes n'auraient fait que changer de champ d'activité, tout le reste demeurant en l'état, à moins que ce processus se révèle beaucoup plus favorable à l'un des groupes ou pays capitalistes concernés qu'à l'autre.

Les mouvements des capitaux sont régis par des considérations de rentabilité et de sécurité. Plus une économie rapporte de profits, plus elle attire de capitaux, plus aussi sa rentabilité s'accroît. Du même coup, la compétitivité des pays les moins productifs diminue, leur rentabilité fléchissant d'autant. Et,

13. R. Vernon *loc. cit.*

à mesure que le capital se concentre dans les pays déjà riches en capitaux, le flux *général* du capital s'amenuise. Ces mouvements de capitaux, allant des pays les moins rentables et sûrs aux pays qui le sont le plus, n'ont pas le moindre effet « équilibrer »; au contraire, ils ne manquent pas d'élargir encore l'écart séparant les pays « forts » des pays « faibles ». Pour qu'ils aient un effet « équilibrer », il faudrait renoncer au principe de la rentabilité, la *libre* circulation des capitaux cédant dès lors la place à une répartition rationnelle des capitaux conforme aux exigences de l'économie mondiale, telles qu'elles découlent des besoins généraux de l'humanité. Or voilà qui est inconcevable tant que l'économie reste dominée par l'entreprise privée; qui plus est, le seul moyen de combler un tant soit peu ces besoins — de manière à obtenir le degré voulu de stabilité sociale et de bons rapports entre nations — reste l'intervention de l'État, qui tend à « socialiser » les pertes engendrées de la sorte.

Tout en revêtant l'aspect de problèmes de marché et de monnaie, les problèmes socio-économiques tirent en vérité leur origine de l'incompatibilité toujours accrue des rapports de propriété actuellement prépondérants et de la forme nationale du capitalisme avec l'évolution constante des forces productives et l'impérative nécessité d'intégrer la production et la distribution mondiales en fonction de principes n'ayant rien à voir avec le principe de la rentabilité. Bien moins qu'une crise du système monétaire et commercial international, le monde subit une crise de la production de capital. Aux yeux des partisans du système capitaliste, il s'agit bien entendu non de s'attaquer au système lui-même, mais seulement à ses déséquilibres provisoires, soit en s'abstenant de toute ingérence dans les mécanismes du marché, comme le veut la doctrine du laissez-faire, soit en y intervenant au contraire, conformément à la théorie keynésienne. Mais, quelles que soient la théorie et la pratique adoptées, le monde capitaliste continue d'être perturbé par les problèmes d'échange et de règlements internationaux et le restera tant que la production de capital subsistera.

Comme on l'a déjà signalé, les pays d'Europe n'eurent rien à vendre au cours des années qui suivirent immédiatement la dernière guerre mondiale, tout en ayant beaucoup à acheter, mais sans avoir les moyens financiers de le faire. Ils durent par conséquent sacrifier la plupart de leurs investissements à

l'étranger et de leurs avoirs en or et en dollars. Par suite d'une balance commerciale régulièrement favorable, l'or ne cessa d'affluer aux États-Unis jusqu'en 1949, date à laquelle ce pays détenait 70 p. cent du stock d'or monétaire mondial. Mais, après, la situation se mit à changer. A la base de ce retournement de la conjoncture, on trouve tant les programmes d'aide à l'étranger et les engagements militaires contractés auprès d'autres puissances, que les exportations de capitaux. En 1965, les réserves d'or fédérales se trouvaient réduites à quelque 15 milliards de dollars.

Les banques centrales et les citoyens étrangers détiennent des dollars dans leurs pays propres comme aux États-Unis, sous forme soit de comptes de dépôts, soit de valeurs mobilières convertibles en dollars. Et l'étranger possède beaucoup plus de dollars qu'il n'existe d'or aux États-Unis pour les racheter. Or les détenteurs de ces dollars sont en droit, à tout moment, d'en exiger le remboursement en or, les États-Unis s'étant engagés à céder de l'or aux banques centrales étrangères, qui le demanderaient, sur la base de 35 dollars l'once. En temps « normal », il est inutile que la réserve d'or soit en mesure de couvrir l'ensemble des avoirs en dollars des banques centrales, des négociants et des investisseurs étrangers du fait que cette opération ne rime pas à grand-chose. Car l'or, en tant que tel, ne rapporte pas de profit contrairement à des dollars investis. Dès lors, s'il y a « ruée sur l'or », c'est parce que la confiance dans le dollar a disparu.

Les États-Unis ont abandonné l'étalon-or en 1933. En vertu du *Gold Reserve Act* de 1934, tout l'or détenu par les banques fédérales de réserve fut transféré à la Trésorerie américaine, toutes les pièces d'or retirées de la circulation et la détention d'or monétaire interdite aux personnes privées. Le dollar fut dévalué et le prix de l'or porté de 21 à 35 dollars l'once, prix toujours en vigueur au moment où ces lignes sont écrites. En 1937, les États-Unis, le Royaume-Uni et la France se rallièrent à l'étalon de change or qui permet de régler sur une base or les transactions internationales, chaque État restant maître par ailleurs de mener comme il l'entend sa barque monétaire. C'est le prix fixe de l'or qui détermine la valeur du dollar sur laquelle est indexée celle des autres devises.

Alors qu'en 1934 l'or était surévalué par rapport au dollar,

il est désormais sous-évalué à cet égard, vu la hausse des prix exprimés en dollars. Mais la possibilité d'une augmentation du prix de l'or n'en subsiste pas moins, et donc celle d'une dévaluation du dollar — comme on le vit déjà en 1934. Le dollar et, dans une bien moindre mesure, la livre sterling servent de monnaies de réserve, tant et si bien que le système monétaire mondial dépend de décisions prises par Washington, soit de manière unilatérale, soit de concert avec Londres. Si les diverses autorités monétaires nationales avaient la certitude d'une augmentation du prix de l'or libellé en dollar, elles n'auraient cure de détenir des devises américaines, tandis que si elles avaient la certitude contraire, elles ne songeraient pas à se dessaisir de leurs avoirs en dollars ou en livres. Mais, loin de là, l'incertitude règne en ce domaine, en conséquence de quoi les banques centrales se ruent sur l'or dès que la stabilité des monnaies de réserve paraît compromise. Leur préférence pour l'or reflète leur désir de protéger leurs réserves contre les risques de dépréciation.

Depuis un certain nombre d'années, le déficit de la balance américaine des paiements oscille entre deux et quatre milliards de dollars par an; il est occasionné en partie par des exportations de capitaux. On attribue généralement un rôle positif aux mouvements de capitaux, censés aboutir à des investissements là où ils se révèlent être les plus productifs, c'est-à-dire les plus rentables. Les fonds inemployés aux États-Unis ont pour la plupart gagné l'Europe de l'Ouest, renforçant ainsi la tendance à l'expansion qui s'y manifestait déjà. Voilà qui eut pour résultat de faire passer un nombre toujours accru d'entreprises européennes, tout autant que de nouvelles entreprises étrangères sises en Europe, sous la coupe de firmes américaines. En d'autres termes, les investisseurs américains, en échange de leurs dollars, ont acquis des biens réels. Ces dollars, il est vrai, restent convertibles en marchandises ou en devises aussi bien qu'en or. Pour les personnes privées et les entreprises prenant part à ces transactions, tout cela est sans aucun doute une bonne affaire. Mais, d'un « point de vue national », la conséquence ultime en est que les Européens se retrouvent en fin de compte avec des réserves en or et en dollars multipliées, alors que les investisseurs américains disposent quant à eux de biens productifs de capital.

Les économies européennes en voie de re-capitalisation se

sont révélées génératrices de profits plus grands que l'économie américaine en stagnation relative. Pour la même raison — le profit étant toujours l'élément déterminant —, les capitalistes européens n'avaient réellement aucun motif de contrebalancer la pénétration du capital américain en exportant leurs capitaux aux États-Unis. Assurément, on continue de professer que, le boom de la reconstruction européenne une fois achevé, le sens des mouvements va de nouveau s'inverser par suite des rachats d'avois détenus aujourd'hui par des groupes américains, d'achats de valeurs américaines et d'investissements directs de firmes européennes aux États-Unis. Et cela ne serait guère surprenant; rien ne s'oppose en effet à ce que persiste l'actuelle différence d'activité économique entre l'Europe de l'Ouest et l'Amérique. Mais, dans l'immédiat, les gouvernements européens se montrent de moins en moins enclins à faire bon accueil aux capitaux américains, bien que leurs pays étant eux-mêmes exportateurs de capitaux, ils n'aient aucun moyen de mettre directement obstacle à la circulation internationale du capital.

Il n'existe à l'émission de dollars aucune autre limite que celle que la Trésorerie fédérale veut bien s'imposer. Les exportations de capitaux en provenance des États-Unis constituent une extension indirecte des crédits internationaux consentis par les autorités fédérales mais, par ce biais, le capital américain encaisse des profits réalisés outre-mer. Voilà qui a provoqué à l'échelle internationale une énorme accumulation de balances-dollar, dont la masse a atteint en 1965 environ 13 milliards de dollars. Elle va donc bientôt excéder la valeur des réserves d'or fédérales. Même si Washington tenait à rembourser « jusqu'au dernier lingot » ses dettes extérieures, il n'est pas du tout certain qu'il puisse y arriver. Malgré tout, c'est le dollar, en voie de dépréciation constante, et non son équivalent en or à prix fixe, qui continue de couvrir les dettes américaines.

Fondamentalement, c'est la rentabilité et le taux de formation de capital qui déterminent l'état du système international des paiements, dans la mesure où il est lié à des importations et exportations de capitaux. L'argent, que l'économie stagnante des États-Unis s'avère incapable de convertir en capital, va se chercher un emploi capitaliste dans les pays en expansion. Puisque le taux de croissance que connaissent ces derniers est contrebalancé par un taux inférieur aux États-Unis, le taux de

croissance *général* est manifestement trop bas pour permettre une expansion à la fois généralisée et rentable du capital mondial. Et puisque l'augmentation de la demande de capitaux est le fait de quelques pays seulement, le capital disponible afflue vers ces pays, ce qui contribue à déséquilibrer plus encore le système international des paiements.

Il n'en va pas très différemment en ce qui concerne le commerce international. Si un pays souffre d'un déficit permanent de sa balance des paiements, c'est visiblement parce qu'il achète à l'extérieur plus qu'il ne lui vend. Sa production ne peut soutenir la concurrence de celle des autres pays. Par exemple, l'Angleterre, pays autrefois le plus avancé industriellement, utilisa sa prépondérance pour devenir le courtier monopolisant les grandes opérations internationales de commerce et d'investissement. Elle se mit à préférer toujours davantage à son développement propre l'hégémonie financière qu'elle exerçait sur l'économie mondiale et dont elle était pour bonne part redevable aux énormes réserves monétaires qu'elle avait accumulées à l'époque de sa prépondérance industrielle. Mais l'édifice de la finance mondiale, fondé sur l'Angleterre, se défit au cours de dizaines d'années de dépressions et de guerre, par suite de la désagrégation de l'Empire britannique et de la suprématie financière à laquelle étaient parvenus certains de ses concurrents. Après avoir été le banquier du monde, la Grande-Bretagne devint un pays débiteur, ne surmontant une crise des paiements que pour tomber dans une autre, et ne sortant de chacune que grâce à des emprunts contractés à l'extérieur. Il n'existe pas le moindre moyen monétaire d'échapper à cette situation précaire, qui a pour base réelle une insuffisante formation de capital. En réalité, le déficit de la balance des paiements représente en l'occurrence un déficit de la production de capital.

C'est seulement en supprimant ses causes, qu'on peut mettre fin au déficit de la balance des paiements. Au cas où ce dernier provient d'exportations de capitaux excessives, un décret ou diverses pénalités d'ordre économique, qui les rend moins lucratives, peuvent venir arrêter le flux de ces exportations. De même, quand un gouvernement craint que les importations de capitaux aient pour effet une inflation dangereuse et la substitution du capital étranger au capital autochtone, il peut interdire ces importations ou les décourager par des mesures

ad hoc. Dans les deux cas, il est à même d'agir sur la conjoncture. Toutefois, en restreignant les importations de capitaux, il restreint d'autant l'activité économique du pays et, par ricochet, la production mondiale. La récente expansion de l'Europe de l'Ouest a été due, au moins en partie, au déficit des paiements américains, dans la mesure où celui-ci était la conséquence d'exportations de capitaux. Ainsi, diminuer le déficit américain en limitant autoritairement les exportations de capitaux signifie déprimer l'activité économique des pays importateurs. Mais, si jamais les déficits consécutifs aux mouvements de capitaux prenaient fin ou se trouvaient notablement réduits, ils s'ensuivrait une pénurie de monnaie, même s'il était possible de lui trouver des emplois rentables, et le rétablissement de l'équilibre de la balance internationale des paiements pourrait bien, dès lors, coïncider avec une contraction de l'activité économique.

Toutefois, le déficit des paiements n'est causé qu'en partie par des exportations de capitaux et, du moins en ce qui concerne les États-Unis, pas du tout par les échanges commerciaux. Tel en revanche est dans une certaine mesure le cas de la Grande-Bretagne, tentant de préserver autant que faire se peut la zone sterling et ce qui lui reste encore d'un grand empire. Les sorties constantes de monnaie que l'Angleterre consent à cette fin ne sauraient être compensées par des rentrées comparables à celles qui tôt ou tard s'ensuivent d'exportations de capitaux. La Grande-Bretagne et l'Amérique ne peuvent éliminer ces dépenses « extra-économiques » qu'à condition de changer de politique étrangère et de renoncer à leurs ambitions et positions de force impérialistes. Mais, à défaut de transformations sociales d'un caractère fondamental, il est vain de s'attendre à pareils changements.

L'or demeure à ce jour le seul instrument de paiement international ayant mondialement cours. Les monnaies de réserve, le dollar et la livre sterling, ne sont quant à elles acceptées que pour autant qu'on reste persuadé de leur convertibilité en or. Que cette confiance disparaisse, et elles ne pourraient plus faire office de moyens de paiement internationaux. Or cette confiance s'effrite par suite du déficit des paiements persistant des deux pays dont les unités de monnaie suppléent le métal jaune. A mesure que le pouvoir d'achat de leurs devises respectives et leurs réserves d'or diminuent, la confiance dans les méca-

nismes de l'étalon de change ne peut aller que s'amenuisant. Mais résoudre les problèmes de paiements des pays déficitaires paraît tout aussi désastreux que de les laisser subsister. Car, si l'on y arrivait, on risquerait par là de mettre fin à la « liquidité » internationale, c'est-à-dire à la possibilité de mettre des quantités d'argent suffisantes à la disposition du capital et des marchés en voie d'expansion. Pour échapper à ce dilemme, on a envisagé toutes sortes de réformes monétaires, du retour à l'étalon-or d'autrefois à l'abandon total de l'or en qualité d'instrument de paiement et à l'internationalisation des réserves monétaires dont la gestion serait confiée à des organismes tels que le Fonds monétaire international.

De ces propositions, la moins réaliste est sans conteste le retour à l'étalon-or, préconisé par Jacques Rueff. Tout porte à croire qu'il s'agit là bien plus d'une rationalisation de la politique suivie ces dernières années par la France convertissant en or ses avoirs en dollars, que d'une confiance véritable dans les vertus d'un étalon-or ressuscité. Personne n'a encore expliqué clairement pourquoi l'étalon-or fonctionnerait mieux aujourd'hui que dans le passé, et l'on se borne à déclarer avec optimisme qu'il serait mis fin par ce biais à l'inflation dont souffrent à l'heure actuelle tous les pays. Or l'inflation est justement devenue partout un moyen de faire face aux problèmes que la baisse du taux de formation de capital privé pose à la production capitaliste.

A cette thèse devait s'opposer immédiatement la thèse contraire : la démonétisation de l'or permettrait de lever les difficultés que connaissait le mécanisme de l'étalon de change or. Si l'Amérique refusait unilatéralement d'acheter et de vendre de l'or à usage monétaire, affirmait-on, le monde entier serait obligé d'accepter un étalon-dollar sans base or. Moyennant quoi, le métal jaune deviendrait une marchandise soumise comme les autres au jeu de l'offre et de la demande. La demande d'or privée étant restreinte, l'or monétaire ainsi rendu disponible affluerait sur le marché, ce qui ferait baisser son prix au-dessous de son coût de production *. Du même coup, le dollar retrouve-

* Cette proposition s'est trouvée réalisée « à moitié » au printemps de 1968, par suite de la constitution d'un double marché de l'or. Voulant couper court à la hausse du métal jaune, sans en offrir au marché, les gestionnaires du pool de l'or, dont le siège est à Londres, ont alors décidé de laisser le cours de l'or flotter

rait un pouvoir d'attraction sans pareil et se verrait promu au rang de suprême agent d'échange international. Cet audacieux projet n'avait que le tort d'oublier que les conditions réelles du capitalisme américain lui interdisent de faire tourner son appareil de production à plein régime autrement qu'au prix d'une dévaluation continue du dollar. Si l'or cessait d'être accepté comme instrument de paiement, un dollar en dépréciation permanente le serait à bien plus forte raison encore.

Une internationalisation partielle, quoique extrêmement limitée, des réserves monétaires a déjà eu lieu dans le cadre du Fonds monétaire international (F.M.I.), dont la création atteste notamment l'existence des forces contradictoires qui sont à l'œuvre au sein de l'économie internationale fondée sur l'entreprise privée. D'une part, en effet, les capitalistes de chaque pays font concurrence aux capitalistes des autres pays par tous les moyens dont ils disposent, y compris les moyens monétaires. D'autre part, on se trouve devant un désir général de restreindre cette concurrence par le truchement d'accords internationaux de nature à régler et stabiliser un tant soit peu les rapports commerciaux et monétaires. Le F.M.I. a pour mission d'aider ses membres à résoudre leurs problèmes de paiements en mettant à leur disposition ses réserves propres, en or et en devises, sur la base d'un système de quotas. Tout pays membre en difficulté a la possibilité d'effectuer un tirage sur le Fonds, afin de ne pas avoir à prendre chez lui des mesures restrictives en attendant de voir sa situation se redresser. Le déficit est considéré comme un phénomène passager; toutefois, s'il devait se prolonger, les crédits consentis par le F.M.I. finiraient par être épuisés tandis

librement, en fonction de l'offre et de la demande du marché privé, les banques centrales continuant comme avant de s'acheter et de se vendre du métal jaune au prix fixe (américain) de 35 dollars l'once. On escomptait ainsi une baisse des cours qui ne devrait rien à un amoindrissement correspondant des stocks d'or monétaire. Tandis qu'en cas de hausse sur le marché privé, les banques centrales et les organismes financiers privés auraient été moins tentés de détenir des dollars, en cas de baisse au-dessous du cours officiel, l'or stocké aurait été dévalué. On n'en espère pas moins que le prix marchand de l'or ne s'éloignera pas trop, ni dans un sens ni dans l'autre, de son prix monétaire. Mais, étant donné la croissance de la demande d'or et la dépréciation chronique du dollar, tout porte à croire que le prix du métal jaune sur le marché libre se maintiendra au-dessus du cours officiel de 35 dollars l'once, et que la disparité entre celui-ci et celui-là aura pour effet de recréer les difficultés qui avaient poussé à mettre en place le système du double marché.

que leur montant viendrait grever d'autant l'État débiteur. Quoi qu'il en soit, et compte tenu de ses ressources limitées, le fonctionnement du F.M.I. paraît avoir donné satisfaction aux puissances intéressées. C'est pourquoi on a proposé d'en faire le seul gestionnaire des réserves monétaires des pays membres.

Les propositions visant la création d'une autorité monétaire de ce genre diffèrent sur des points de détail, tels que la longueur de la période de transition du contrôle national au contrôle international de la monnaie, ou encore la nature des réserves (faut-il abandonner totalement l'or ou continuer de l'utiliser d'une façon ou d'une autre en qualité de réserve monétaire?). Mais, quelles que soient les particularités des divers projets en présence, ils consistent tous, fondamentalement, en une extension à l'échelon international des systèmes de manipulation monétaire utilisés jusqu'à ce jour à l'échelon national. Pour pouvoir réussir dans leur tâche, les autorités monétaires internationales devraient avoir les coudées aussi franches que les gouvernements nationaux émettant de la monnaie comme ils l'entendent. Elles pourraient ainsi mettre cette monnaie à la disposition des 106 États membres du F.M.I., en fonction de leurs besoins spécifiques et fluctuants, régissant par là leurs activités économiques. Bref, elles devraient pouvoir se comporter à la façon d'un gouvernement des finances mondiales — soit l'une de ces utopies dont les cervelles capitalistes sont farcies. Car la transformation du F.M.I. en une gigantesque banque centrale, détenant les réserves de tous les pays et habilitée à créer de la monnaie, rendrait superflu le maintien de réserves métalliques. A la base or succéderait ainsi le droit international. Les lingots entreposés dans les caves de la Banque mondiale appartiendraient à tout le monde et à personne; c'en serait fini de la monnaie-marchandise. Une fois le métal jaune dépouillé de sa qualité de réserve monétaire, la nécessité de « réserves » monétaires disparaîtrait intégralement. Et c'est seulement dans la mesure où la monnaie conserve au moins partiellement la forme marchandise qu'elle conserve son caractère de forme indépendante de la valeur d'échange, son caractère de capital.

La réforme du système monétaire international, sur laquelle on se mit finalement d'accord en 1967 (et qui attend encore d'être ratifiée par les gouvernements intéressés) ne doit strictement rien à la foule des avant-projets de réforme, y compris

ceux qui s'inspiraient de l'Union internationale de clearing, ou Banque mondiale, conçue par Keynes comme un instrument capable de faire face à l'ensemble des besoins monétaires, fluctuants par définition, du commerce international. L'accord se fit néanmoins sur la création d'un type de monnaie nouveau qui servirait à regonfler les réserves des pays membres du F.M.I., en vue de les aider à surmonter leurs difficultés de paiements. Il s'agit des droits de tirage spéciaux (D.T.S.) alloués aux États membres au prorata des quotas qui leur avaient été impartis dans le cadre du F.M.I. Cette « monnaie » d'un genre nouveau se compose naturellement de signes de crédit, mais, afin de lui donner l'air d'une monnaie réelle, on l'a pourvue d'une garantie or. La dotation du F.M.I. en monnaie-or, dollars et autres devises — forme un « pool monétaire » sur lequel les États membres peuvent tirer des prêts à court terme pour surmonter leurs difficultés de paiement. A l'inverse, les D.T.S. constituent non des emprunts mais des « additions » à l'offre mondiale de monnaie, quand bien même ces dernières n'ont aucune contrepartie matérielle, tels que l'or ou les devises convertibles. Jusqu'à présent, le pool monétaire du F.M.I. n'a pas servi de base à la « création » de monnaie; réunissant les souscriptions au Fonds de tous les pays membres, il était partie intégrante de leurs « réserves monétaires ». Désormais, cette même monnaie peut faire office de « monnaie internationale de réserve » comme de couverture des D.T.S. Voilà qui a pour conséquence de réduire d'autant la base monnaie réelle des signes de crédit à l'échelle internationale, ou de diluer le caractère monnaie des « réserves élargies » des États membres du Fonds monétaire international.

Tout semble indiquer que la théorie, qui se trouve à l'arrière-plan de la réforme, a pour origine la crainte de voir les échanges internationaux se contracter par suite de perturbations d'ordre monétaire, lesquelles provoqueraient à leur tour une contraction de la production. L'augmentation des échanges mondiaux, fait-on valoir, a pour préalable celle de l'offre de monnaie. Si les gouvernements ont sur le plan intérieur la faculté de mettre cette offre en harmonie avec le volume éventuellement accru des transactions, on n'est pas encore parvenu à organiser l'offre internationale de monnaie. Les droits de tirage spéciaux représentent un premier pas dans cette direction. S'ils sont nécessaires,

dit-on, c'est parce que l'élévation de l'offre internationale de monnaie, par le biais de celle des réserves, a jusqu'à présent été conditionnée par une production et un marché de l'or qui non seulement sont irréguliers à l'extrême, mais en outre croissent bien moins vite que le volume et la valeur des transactions internationales. En réalité cependant, les réserves mondiales de métal jaune ont augmenté au même rythme que les échanges. Si les stocks d'or ne suffisent plus à satisfaire aux exigences du commerce mondial, c'est beaucoup moins en raison d'une impossibilité effective d'augmenter la production d'or que du peu d'empressement qu'on montre partout à immobiliser du capital sous forme de réserves métalliques. Quoi qu'il en soit, les D.T.S. sont censés prendre la place du lingot comme ultime moyen d'achat des autres devises. On crée ainsi des « réserves d'or » sans production d'or, ce qui ne peut signifier qu'une chose, à savoir : que la couverture totale d'or décroît dans des proportions correspondantes à l'accroissement de l'offre totale de monnaie.

Une fois qu'il est généralement convenu qu'on peut créer des réserves monétaires avec du vent, au lieu d'avoir tout d'abord à les produire, les D.T.S. peuvent fonctionner comme réserves additionnelles de la manière même dont le papier-monnaie fonctionne comme monnaie-marchandise. Dès lors que les D.T.S. sont substitués au métal jaune, ils deviennent transférables d'un pays à l'autre, au lieu et place de devises, pour éponger les disparités persistantes des balances des paiements. Mais, à la façon de l'offre d'or, l'offre de D.T.S. est limitée. Tandis que les pays affligés d'un déficit chronique risquent de voir se tarir à la fois leurs réserves classiques et leurs comptes au F.M.I., les pays dotés d'une balance régulièrement favorable accumuleront et des D.T.S. supplémentaires et de l'or monétaire. Tout bonnement, ces deux processus dureront plus longtemps. On reste fidèle à l'idée qui veut que le déséquilibre des échanges et règlements internationaux soit chose passagère par définition et que tôt ou tard les tendances naturelles du marché à l'équilibre reprendront le dessus et viendront y mettre fin. Seulement, tout portant à croire que cet heureux jour est encore lointain, il faut gagner du temps. Ainsi les pays en mauvaise posture, ayant accès à des réserves monétaires plus importantes, bénéficieront d'un répit qui leur permettra de remplir

leurs obligations graduellement, et non d'un seul coup, et l'on pourra de la sorte éviter les conséquences désastreuses de brutales mesures restrictives et la contraction des échanges internationaux qui ne manque pas de s'ensuivre.

De même que, sur le plan national, on justifie le recours au déficit budgétaire comme moyen de financement en invoquant ses effets dilatoires — c'est-à-dire l'idée qu'en retardant l'ouverture de la crise, grâce au développement de la production induite par l'État, on peut relancer un courant d'affaires capable d'engendrer une masse de profits suffisante à contrebalancer le coût de la fraction non rentable de la production —, de même, l'offre organisée de monnaie est censée avoir pour effet d'ajourner une crise monétaire, voire de l'éviter tout à fait. Mais, à l'image exacte du financement par le déficit budgétaire, la manipulation de l'offre internationale de monnaie est nécessairement restreinte en raison du caractère marchand de l'économie. Si elle n'avait *aucune* limite, il serait inutile de balancer les comptes internationaux et le commerce mondial n'aurait plus pour cadre la propriété privée; il ne serait plus question de dettes à régler et de profits à réaliser, et les échanges cesseraient de se faire sur une base capitaliste. Toutefois, les choses étant ce qu'elles sont, l'ajournement des crises monétaires n'a de sens que si, contrairement à l'évidence, il existait une tendance à l'établissement d'un équilibre extérieur, qui se manifesterait dès que l'occasion lui en serait donnée.

Il est inutile d'entrer dans le détail administratif du projet de réforme monétaire. Ce qu'il importe de retenir, c'est que, de l'aveu général (comme l'implique l'idée même de réforme), le dirigisme à l'échelon national exige à l'échelon international certaines manipulations monétaires venant s'ajouter et se superposer au jeu « régulateur » des lois du marché. Toutefois, ce projet d'organisation de l'offre internationale de monnaie a des ambitions modestes, puisqu'il se borne à envisager un accroissement annuel des réserves ne dépassant pas 1,4 à 2,8 p. 100 des réserves actuelles, soit 71 milliards de dollars. Sur cinq ans, on arriverait ainsi à un accroissement de 5 à 10 milliards de dollars. Les droits de tirage sont limités à due proportion des autres réserves, et ils seront rémunérés par un loyer faible afin de les rendre plus attrayants que l'or. On pense que la nécessité de réserves accrues va se faire sentir dans un

proche avenir, étant donné qu'on prévoit une progression annuelle des échanges internationaux de l'ordre de 7 à 10 p. 100 par rapport à la moyenne actuelle, progression contribuant à aggraver encore le problème des paiements au lieu d'en faciliter la solution.

Pour le moment, les réserves continuent de se composer obligatoirement d'or et de devises acceptables; et qui dit monnaie acceptable dit monnaie convertible en métal jaune. La plupart des pays européens conservent en lingots la majeure partie de leurs réserves, tandis que certains pays, le Canada et le Japon notamment, procèdent à l'inverse. Ailleurs, les réserves sont de beaucoup inférieures, et en or pour une fraction plus réduite encore. Jusqu'en 1961, les États-Unis disposaient de réserves intégralement métalliques. A l'heure actuelle, ces réserves comprennent également de petites quantités de devises convertibles. Par suite du déficit des paiements américains, les stocks d'or monétaire se trouvent désormais mieux répartis, la part des États-Unis se montant à quelque 37 p. 100 des stocks du « monde libre », à peu de chose près ce qu'elle était trente ans plus tôt.

La couverture or du dollar est fixée légalement à 25 p. 100 de la masse totale des billets de banque en circulation et du total des comptes de dépôt des banques affiliées au système de réserve fédéral. « A la fin de 1964, le total des dépôts atteignait 19 milliards de dollars, et celui des billets en circulation, 35 milliards. L'ensemble, soit 54 milliards, nécessitait par conséquent une réserve d'or de 13,5 milliards de dollars. Il ne restait à l'époque qu'environ 1,5 milliard de dollars d'or disponible pour servir de réserve face aux créances étrangères, officielles ou non. Le total des réserves obligatoires tendant à croître au rythme de quelque 750 millions de dollars par an, en raison de l'augmentation normale du volume des transactions, des crédits bancaires et des billets en circulation, cela signifie qu'en cours d'année 1966 la marge d'or disponible aura absolument disparu¹⁴. »

Naguère, en vertu de la loi, la réserve d'or constituait une limite à ne pas dépasser en matière de création de réserves et d'émissions de billets par le système de réserve fédéral. Cette règle a été abrogée et l'ensemble des réserves métalliques sert

14. P. Douglas, *America in the Market Place*, New York, 1966, p. 291.

aujourd'hui uniquement à garantir la convertibilité du dollar en or. Pourtant, les États-Unis ne possèdent plus que 15 milliards de dollars d'or monétaire. Étant donné la conversion constante de créances étrangères en métal jaune, consécutive au déficit chronique des paiements américains et la dépréciation constante du dollar — par rapport non pas à l'or, mais bien à son pouvoir d'achat réel —, l'amenuisement perpétuel des avoirs en or fédéraux ne peut signifier que le déclin du dollar, autant comme monnaie internationale que comme agent de réserve pouvant se substituer à l'or.

Bien que cela ne presse pas encore, les États-Unis seront contraints de mettre fin au drainage de l'or sous sa forme de tendance à long terme. L'existence d'une réserve obligatoire ne faisant plus barrage à l'inflation, le dollar se verra de moins en moins bien accepté en qualité d'instrument de paiement, tandis qu'on se mettra à convertir en or, plus promptement que jamais, ses avoirs en dollars. L'Amérique doit donc disposer et d'une offre de monnaie appropriée, pour faire face aux problèmes que soulève la production non rentable induite par l'État — et que la guerre du Viêt-nam vient aggraver encore —, et d'une réserve d'or capable de garantir au dollar sa position internationale. Mais ce sont là nécessités qui s'excluent réciproquement : le processus même qui a pour effet d'accroître l'offre de dollars a aussi celui de réduire les réserves d'or.

Si les États-Unis ont mis plus d'empressement que les autres pays à soutenir le projet de réforme monétaire internationale, c'est parce que leurs réserves d'or allaient décroissant. Les pays européens, aux réserves mieux garnies, ne voyaient guère l'intérêt de constituer des réserves nouvelles et imaginaires au moment où le déficit considérable de la balance américaine des paiements fournissait les « liquidités » indispensables à la poursuite des échanges internationaux. Dans ces conditions, la création de « réserves » nouvelles risque fort de détourner les États-Unis et autres puissances déficitaires de s'employer à venir à bout de leurs difficultés de paiement, chose qui finira par nuire bien plus aux échanges internationaux qu'une diminution de leurs dépenses à l'étranger et de leurs exportations de capitaux. Cependant, comme la bonne rentabilité du capital américain exige une expansion perpétuelle et, par conséquent, la continuation des dépenses impérialistes, le seul moyen de

combler le déficit consiste à augmenter le revenu intérieur en important des capitaux d'outre-mer, d'une part, et à obtenir une balance commerciale plus favorable, d'autre part.

Mais tel est le cas de tous les pays capitalistes et, aussi, la raison pour laquelle le redressement de l'Europe, si nécessaire qu'il fût, ne pouvait être pour les États-Unis que d'un avantage douteux. Malgré toutes les déclarations — voire certaines mesures pratiques — en sens contraire, l'Amérique ne saurait encourager vraiment l'apparition d'une économie mondiale qui marcherait fort bien mais au détriment de sa prépondérance. Celle-ci découle non seulement de ses efforts propres, mais aussi des deux guerres mondiales qui ont relégué l'Europe au second plan. Les États-Unis doivent au moins en partie leur croissance exceptionnelle à des circonstances tout aussi exceptionnelles, et dont le bénéfice s'amenuise au fur et à mesure que l'Europe se redresse et rattrape son retard en matière de production et de productivité. Du fait que son expansion est nécessairement axée sur le marché mondial, le capital ouest-européen ne peut préserver sa rentabilité qu'en se taillant une nouvelle part des marchés américains et extra-américains. Il se voit donc contraint de concurrencer le capital américain et les pays du bloc oriental, dont l'existence contribue à restreindre plus encore l'expansion extérieure des capitalismes américain et européens. Et la situation exceptionnellement favorable, dont l'Amérique a joui pendant la première moitié du xx^e siècle, semble appelée à disparaître petit à petit sous les coups de la concurrence que lui font l'Europe et les pays de l'Est.

Après avoir volé en éclats durant la guerre et l'après-guerre, le « modèle traditionnel » des échanges devait revenir « à la normale » grâce à la stabilisation des cours des changes et à la suppression graduelle des pratiques commerciales discriminatoires. On espérait à l'origine que les blocs commerciaux d'Europe finiraient par fusionner et que le libre-échange à l'europpéenne ne cesserait de gagner du terrain dans le monde. Mais ces espoirs furent catégoriquement déçus ; bien au contraire, le grand but du marché paneuropéen s'estompe à mesure que les années passent. Les nouvelles structures de la concurrence et du dirigisme se renforcent tout en se développant, et il semble qu'il sera plus difficile encore de dissoudre les ententes régionales en place que d'abolir le protectionnisme à l'échelon national.

Si les parties prenantes à ces ententes y trouvent largement leur compte, elles ne se montreront guère enclines à les sacrifier sur l'autel du libre-échange, quand bien même l'application de ce dernier principe serait réservée au seul marché intereuropéen. Par exemple, la Grande-Bretagne tient aujourd'hui à adhérer au Marché commun en vue de bénéficier de l'expansion plus rapide de l'économie ouest-européenne et de la barrière douanière commune; or, non seulement sa candidature est sabotée en sous-main par les puissances que les ententes actuelles favorisent tant sur le plan économique que sur le plan politique, mais encore ses bonnes dispositions risquent de disparaître complètement si jamais les économies du Marché commun se mettaient à stagner.

Dans le monde d'après-guerre, les tarifs douaniers et le commerce international devaient être fixés en fonction et des besoins particuliers mais « temporaires » des nations intéressées, et du but commun, l'élimination des barrières douanières. En vertu du *General Agreement on Tariffs and Trade* (G.A.T.T.) s'amorça en 1947 un processus de réductions tarifaires multilatérales grâce à quoi les droits de douane se trouvèrent vingt ans plus tard (à l'issue des négociations dites du « Kennedy Round ») ramenées à leur niveau le plus bas. Mais ces accords venaient à peine d'être rendus publics que le Congrès des États-Unis se voyait proposer de nouvelles mesures protectionnistes. Il s'agissait de détablir des quotas d'importation rigoureux, frappant le tiers des produits soumis aux droits de douane, dont les aciers, les hydrocarbures, les produits chimiques, le plomb, les textiles, la viande et les produits laitiers; et cela, bien que l'Amérique exporte encore plus qu'elle n'importe. Si elles étaient adoptées, ces mesures entraîneraient naturellement des représailles de la part des pays concernés et l'accroissement prévu des échanges, consécutif aux réductions tarifaires, n'aurait pas lieu. De toute façon, la libéralisation du commerce ne changera rien aux difficultés économiques actuelles, car ce sont elles, précisément, qui furent au premier chef à l'origine des pratiques restrictives.

Au cours des dix dernières années, les échanges internationaux ont connu une croissance (qui atteignit en 1967 l'équivalent de 200 milliards de dollars) imputable — il va de soi — à l'expansion de la production. Dans les pays industriels, les échanges augmen-

tèrent même à un rythme plus rapide que la production, ce qui dénote la spécialisation internationale accrue des entreprises industrielles et l'essor des groupes multinationaux. Cependant, si les profits doivent être réalisés à travers la circulation, il faut d'abord qu'ils naissent au niveau de la production. Toute baisse de la production pour le profit diminue d'autant le profit réalisable. Seule l'activité du secteur « public », en maintenant à un certain niveau le volume de la production, peut parer aux conséquences d'un fléchissement de la rentabilité. Bien que le produit final de ce secteur ne soit pas écoulable sur le marché (à quelques exceptions près), il traverse des processus intermédiaires qui, eux, s'inscrivent dans les rapports nationaux et internationaux de marché. Que les échanges augmentent au même pas que la production, voire plus vite qu'elle comme ces dernières années, voilà qui ne modifie nullement la tendance à la baisse de la rentabilité du capital. Les profits que l'échange permet de réaliser sur le marché ne sont ni plus ni moins que les profits créés dans le secteur rentable de l'économie. Dès lors, le gonflement des échanges, loin de marquer un bond en avant de la *production de capital*, signifie seulement une production accrue; il dénote l'intensification de la concurrence que suscitent des profits en contraction, à réaliser sur une production mondiale en expansion. Alors que le taux de croissance du commerce international reste fonction de celui de la production, le caractère mixte que revêt le capitalisme d'aujourd'hui interdit toute organisation effective des rapports de marché et de paiements. La combinaison de production libre *et* de production dirigée, de commerce libre *et* de commerce dirigé, s'oppose autant à une intégration « automatique » qu'à une intégration « organisée » de l'économie mondiale. Certes, elle n'exclut pas les manipulations du marché et autres, mais ces manipulations, visant uniquement à satisfaire des intérêts particularistes, ne sauraient en rien remédier à la situation de l'économie mondiale.

CHAPITRE XVIII

Le développement économique

La théorie de Keynes concerne le capitalisme « mûr » et l'incapacité à se développer « automatiquement » qui visiblement le caractérise. Cette option se double d'une indifférence à peu près totale à l'égard des problèmes du développement des régions industriellement arriérées. Keynes, rappelons-le, expliquait par la rareté toujours moindre du capital, consécutive à l'affaiblissement constant de la propension à consommer, l'insuffisance de la demande et de l'emploi dans les pays capitalistes développés. Dans les régions où le capital demeure rare et, par conséquent, la propension à consommer élevée, ce problème n'existe pas, car « une communauté pauvre a tendance à consommer la part de beaucoup la plus importante de sa production et un très faible montant d'investissement y suffit à assurer le plein emploi ¹ ». Il affirmait en outre qu'« au cours de l'histoire de l'humanité la propension à épargner a constamment tendu à être plus forte que l'incitation à investir » et que la faiblesse de cette dernière a « de tout temps fourni la clé du problème économique ² ». Tout semble donc indiquer que la propension à épargner non seulement découle du recul de la propension à consommer, mais aussi qu'elle existe indépendamment de la rareté du capital, ou de sa rareté moindre. Quoi qu'il en soit, Keynes devait en fin de compte n'accorder qu'une attention distraite aux pays arriérés, du fait qu'il « envisageait l'*homo-*

1. *Théorie générale*, p. 55.

2. *Ibid.*, p. 343.

généralisation économique internationale comme la voie royale de la prospérité et de la paix universelles³ ».

Parler de capitalisme pleinement développé, c'est parler de production marchande et de commerce planétaires, c'est parler de marché mondial. Quand Marx s'appuyait sur l'exemple de l'Angleterre pour dépeindre l'avenir du capitalisme, il entendait par là non que tous les autres pays passeraient par les mêmes étapes de développement, mais que le marché mondial constituerait une extension des rapports socio-économiques de base régnant dans le pays capitaliste le plus avancé du temps. La concurrence et l'accumulation du capital caractériseraient l'économie mondiale comme elles avaient caractérisé l'économie anglaise. Le « modèle » britannique était celui d'un laissez-faire conjugué à l'exploitation des colonies et à une situation de monopole en matière de finance et de commerce internationaux. Lors même que les États en voie de développement sur le mode capitaliste se dressaient contre le principe du laissez-faire, ils n'avaient d'autre but, ce faisant, que de renforcer leur compétitivité en vue de fonctionner plus efficacement sur la base de ce principe. Eux aussi, ils aspiraient à se conquérir une situation de monopole dans une sphère ou dans une autre de la production et du commerce mondiaux, et rivalisaient à qui mieux-mieux pour la possession de colonies, destinées à leur valoir des privilèges spéciaux. Tout cela, impliquant la concentration du capital dans les pays les plus avancés et l'exploitation des régions les plus misérables par ces mêmes pays, tout cela, donc, a eu pour effet une hétérogénéité, et non une « homogénéisation », internationale.

Mais pas plus que Keynes ne s'intéressait au fait de l'exploitation dans les nations développées, il ne se souciait de celle que subissaient les pays sous-développés. Et de même qu'il se disait convaincu qu'on pourrait éliminer l'exploitation « injustifiée » (rendements extraordinaires du capital) sans modifier les relations sociales actuelles, de même il pensait que les intérêts des puissances exerçant l'hégémonie s'accorderaient un jour avec ceux des pays sous-développés sans qu'il fût nécessaire pour cela de changer rien de fondamental à la structure sociale

3. K. K. Kurihara, *op. cit.*, p. 22.

de ces deux groupes. Tout le problème était, selon lui, de « rendre la propension à épargner des pays riches compatible avec les impératifs du développement des pays pauvres ⁴ ».

Considérée dans l'optique du capitalisme occidental, la politique keynésienne envers les pays sous-développés se consume en aide au développement, à grand renfort de dons, de prêts et d'investissements. Bien que souvent tenus pour une forme d'aide, les investissements privés n'ont bien entendu rien à voir avec une assistance quelconque aux nations étrangères; ils sont conçus uniquement à des fins d'exploitation. Les prêts, eux aussi, qu'ils soient d'origine publique ou privée, ne constituent pas une aide; portant intérêt, ils permettent dans cette mesure de prendre part à l'exploitation de la production qu'ils ont servi à financer. Le capital va s'investir là où il peut escompter des profits et des intérêts, et c'est surtout l'importance prévisible de ces derniers qui détermine la direction prise par le flux du capital, soit vers les pays développés, soit vers les autres. Il n'y a donc rien de spécifiquement « keynésien », ni même de « nouveau », en matière d'investissements ou de prêts à l'étranger; la seule nouveauté, c'est de vouloir les « rendre compatibles » avec les impératifs du développement des pays pauvres, avec leur développement capitaliste, soit dit en d'autres termes.

Partant de l'hypothèse que le capitalisme occidental a résolu ses problèmes grâce aux méthodes keynésiennes, dont la mise en œuvre a engendré une « abondance » généralisée, et faisant abstraction du risque de guerre atomique, on accorde aujourd'hui la priorité aux problèmes du sous-développement. D'où vient que ce problème se pose? Selon toute apparence, il n'existait pas au siècle dernier. Comme à l'époque de Ricardo, certains économistes persistent à croire qu'« il est dans la nature des pays les moins développés d'être principalement producteurs de denrées primaires, à savoir : les produits agricoles et miniers. Étant donné le peu d'hommes compétents et de capitaux dont ils disposent, le type de production qui pourrait leur valoir un avantage relatif sera d'ordinaire lié aux ressources naturelles. Ils sont poussés dans ce sens non seulement du "côté de l'offre", mais aussi du côté de la demande, car le grand besoin des pays

4. K. K. Kurihara, *op. cit.*, p. 22.

pauvres, c'est l'alimentation. Pour financer leurs importations, les pays sous-développés devront exporter des matières premières. Or il n'est pas fréquent que la conjoncture soit à cet égard de nature à favoriser leur développement⁵ ». En théorie, une augmentation de la demande mondiale de denrées primaires, suffisante et à provoquer une montée des cours et à combler l'écart qui subsiste entre les importations et les exportations de ces pays, permettrait de résoudre le dilemme. Une autre solution consisterait à accroître la production des moyens de subsistance au détriment des exportations. Grâce à cet accroissement, entraînant par ricochet celui de la production d'articles manufacturés, les pays sous-développés seraient à même de réduire leurs importations. Mais le préalable obligé d'une demande accrue de denrées primaires dans le monde n'est autre qu'un taux de formation de capital bien supérieur à celui qui prévaut aujourd'hui dans les pays développés. Pour arriver à ce taux, il faudrait notamment que les pays développés aient la possibilité d'exporter plus et donc d'importer des denrées primaires à des prix en baisse. Enfin, l'industrialisation des pays arriérés pourrait bien ne pas susciter un enthousiasme débordant dans les États capitalistes qui dépendent de l'offre de denrées primaires d'outre-mer, cela risquant de nuire à leur situation favorable sur le marché mondial.

Un ralentissement du rythme de l'expansion du capital dans les pays développés, en faisant se contracter le marché mondial, frappe le plus durement les régions les moins industrialisées. Il s'ensuit une diminution de la demande de denrées primaires, dont les cours fléchissent sans que, pour ces régions, la nécessité d'importer faiblisse en rien. Mais, sauf rares exceptions, même une expansion accélérée des pays développés ne profite guère aux économies sous-développées. Par exemple, les investissements massifs auxquels procédèrent les pays riches en capital à l'issue de la dernière guerre mondiale absorbèrent la plupart des capitaux disponibles dans le monde, en laissant peu de reste à la disposition des pays pauvres. Cette « prospérité » de l'Occident a provoqué de fortes hausses de prix sur les machines et autres produits finis, les pays sous-développés voyant ainsi les termes de l'échange se détériorer plus encore à leur détri-

5. J. Tinbergen, *Shaping the World Economy*, New York, 1962, p. 15.

ment. En phase de prospérité comme en phase de dépression, la concurrence ne manque jamais de jouer contre eux. Les fluctuations du marché se répercutent brutalement sur les cours des denrées primaires qu'ils exportent. On a estimé que de 1901 à 1950 les gains à l'exportation des producteurs de matières premières ont varié en moyenne de 23 p. 100 par an ⁶. Après 1956, la chute des cours a eu pour effet d'annuler tout le bénéfice de l'aide accordée jusqu'à cette date aux régions sous-développées par les puissances occidentales. Voilà qui veut dire en pratique que cette « aide » n'a servi qu'à compenser en partie les pertes que ces régions ont dû essuyer sur le plan des échanges internationaux, pertes qui se traduisent par autant de profits pour les États développés importateurs. Selon les données publiées par le département de la statistique des Nations Unies ⁷, le niveau des prix des denrées primaires, comparé à celui des produits finis, était en 1964 inférieur de 22 p. 100 à son niveau de 1950. En ce qui concerne les termes de l'échange exprimés en valeur, les pays sous-développés ont encouru une perte de 4 milliards de dollars par rapport à ce qu'étaient leurs revenus quinze ans auparavant.

Les prêts étrangers et les importations de capitaux ont dans une certaine mesure « aidé » à capitaliser et à industrialiser les régions arriérées du monde et, par suite de l'essor relatif de la production marchande, accéléré leur passage de l'état féodal à l'état semi-capitaliste. Ces investissements ont en grande partie servi à perfectionner l'extraction des denrées primaires, soit à développer les plantations et à augmenter le rendement des industries minières et pétrolières. Ce modèle de base n'a subi aucun changement. Ainsi, les investissements américains en Afrique qui, en 1964, se montaient au total à 1,6 milliard de dollars sont « allés aux industries extractives, travaillant pour l'exportation, seule une proportion relativement modeste allant aux industries et au commerce locaux ⁸ ». Dans l'ensemble, les exportations de capitaux en direction des pays sous-développés se sont grandement amenuisées et même,

6. Nations Unies (Département des affaires économiques), *Instabilité des marchés d'exportation des pays insuffisamment développés*, New York, 1952, II, p. 1.

7. Novembre 1965.

8. *New York Times*, 31 janvier 1966.

en certains cas, ont complètement cessé. Bref, on n'investit pas assez dans ces pays pour que leur croissance économique soit stimulée et, le plus souvent, on leur arrache plus sous forme de profits qu'on ne leur injecte sous forme d'investissements nouveaux. « Les profits tirés d'activités productives dans les pays sous-développés ont servi la plupart du temps à financer des investissements dans les zones développées de l'économie mondiale ⁹ », tant et si bien qu'à certains égards du moins, les progrès d'une partie du globe se sont faits au détriment de l'autre.

La pénétration américaine dans les pays sous-développés a des effets semblables à ceux du colonialisme européen. Par exemple, les pays d'Amérique latine font office de sources de matières premières et de marchés pour les produits finis. L'Amérique a exercé son hégémonie sur eux au moyen de la politique dite de la « porte ouverte », fondée sur une productivité supérieure, l'exportation de capitaux et, le cas échéant, l'intervention militaire. Malgré tout, l'état de sous-développement de ces pays n'est pas comparable à celui des États d'Afrique et d'Asie. Ainsi, le Mexique et le Brésil connaissent un taux de formation de capital autochtone élevé. Ces dernières années, il a été au Mexique d'environ 15 p. 100 de la production nationale totale. Pour près des deux tiers, cet investissement est d'origine privée. Au Mexique, les investissements privés américains concernent non seulement les sources de matières premières traditionnelles, mais aussi des industries modernes, comme les produits chimiques, l'électricité, le matériel téléphonique, la construction d'automobiles et d'avions, les banques et les assurances. Cela ne va pas sans créer du ressentiment, attendu que « la puissance économique de grandes entreprises étrangères constitue une grave menace pour l'intégrité de la nation et pour la liberté du pays de planifier lui-même son développement ¹⁰ ». Mais les investissements à l'étranger rapportent gros : de 10 à 20 p. 100 par an, dont la moitié environ est réinvestie sur place, et l'autre rapatriée.

9. P. A. Baran, *Économie politique de la croissance* (trad. L. Mozère), Paris, 1967, p. 227.

10. O. Lewis, « Mexico Since Cardenas », in *Social Change in Latin America Today*, New York, 1961, p. 306.

Si l'on classe les différents pays du monde en trois grandes catégories de revenus, on obtient pour l'année 1949 le tableau suivant ¹¹ :

PAYS	POURCENTAGE DU REVENU MONDIAL	POURCENTAGE DE LA POPULATION MONDIALE	REVENU PAR TÊTE (en dollars)
A revenus élevés	67	18	915
A revenus moyens	18	15	310
A revenus bas	15	67	54

L'Amérique du Nord, Canada inclus, comprend « tout au plus le dixième de la population mondiale, mais près des trois quarts du revenu planétaire s'y trouvent concentrés. En revanche, les trois quarts de la population mondiale, dont le revenu est inférieur à 125 dollars par personne et par an, perçoivent à eux tous le dixième peut-être du revenu planétaire ¹² ». Quelle que soit la part d'arbitraire dont des comparaisons de ce genre s'assortissent toujours, elles n'en révèlent pas moins qu'« il se passe aujourd'hui sur la scène internationale un drame qui risque fort de se terminer par une catastrophe au sens marxien, mais à une échelle infiniment plus vaste que celle que Marx put imaginer. Entre pays riches et pays pauvres, l'écart de revenus est tout simplement énorme, et les masses, ce sont les pays pauvres. L'écart va croissant. Les pays pauvres arrivent à la conscience de classe. Mais il se peut qu'une fois de plus des concessions, faites par les privilégiés à mesure que les déshérités se renforcent, créeront une harmonie nouvelle ¹³ ».

Il s'agit bien là de concessions puisque le processus lui-

11. R. Nurske, *Problems of Capital Formation in Underdeveloped Countries*, Londres, 1953, p. 63.

12. P. F. Drucker, *Landmarks for Tomorrow*, New York, 1959, p. 164.

13. G. Myrdal, *Planifier pour développer* (trad. R. Baretje), Paris, 1963, p. 200.

même est irréversible. Et cela signifie le sacrifice d'une partie au moins des privilèges que les États développés doivent à ce processus. Autrement dit, il faudrait que des investissements de capital plus importants et une aide accrue de l'étranger vissent accélérer le développement industriel des pays pauvres. Si la préférence va au capital privé, l'aide publique est tout aussi nécessaire, car il a y une foule d'entreprises dans lesquelles le capital privé investit rarement, voire jamais. Ces entreprises concernent ce qu'il est convenu d'appeler l'infrastructure industrielle : routes, barrages, canaux, ports, écoles, services de santé, et souvent moyens de transport et énergie, indispensables à presque toutes les autres industries. De nos jours, il vaut mieux de l'aveu général en laisser retomber la charge sur les pouvoirs publics, quand bien même la création d'une infrastructure soit aussi l'un des préalables de l'essor du capital privé. Comme les capitalistes des deux groupes de pays y ont intérêt les uns et les autres, ces grands travaux représentent bien moins une forme d'aide aux pays sous-développés qu'une aide au capital privé en général. Et, partout où les autres rapports économiques entre pays développés et pays sous-développés restent en l'état où ils étaient avant le développement, l'infrastructure aidera ceux-ci beaucoup plus que ceux-là. Ce type d'aide constitue une subvention versée aux entreprises privées sur le dos du contribuable, à la fois dans les pays donateurs et dans les pays receveurs.

Toute autre forme d'assistance, telle que les livraisons de produits alimentaires et autres biens de consommation aux populations dans le besoin, ne manquerait pas d'interférer avec les rapports de marché actuels et les intérêts qui s'y rattachent. Alors que, dans les États « mûrs », cela signifie simplement qu'il faudra résoudre le problème de la surproduction chronique par la production pour le gaspillage, bien plus que par la mise en place de niveaux de vie élevés, dans les pays arriérés, cela signifie souvent la famine effective dans le cadre de multiples tentatives de créer les conditions premières du développement du capital.

L'aide consentie aux pays sous-développés ressort en majeure partie à l'assistance militaire, forme sous laquelle elle nuit le moins aux intérêts privés. Du fait que grâce à elle ces pays se voient déchargés d'une certaine part de leurs dépenses de

« défense », les fonds ainsi rendus disponibles peuvent aller (du moins en théorie, pas forcément en pratique) aux dépenses de développement. L'assistance militaire vise à soutenir les régimes qui font corps avec les classes sociales résolues à empêcher toute transformation des rapports de propriété sur le plan intérieur et des relations internationales sur le plan extérieur. On a pu dire que le fait que « les unités spécialisées des armées péruvienne, colombienne et vénézuélienne se sont montrées capables d'anéantir ou de maîtriser les groupes de guerilleros d'inspiration communiste, qui tentaient de monter des opérations de grande ampleur, n'a pas été sans avoir des répercussions économiques. Ces tentatives de créer des fronts de libération nationale n'ont pu ébranler le moral du pays concerné¹⁴ ». Une part mineure de l'aide à l'étranger présente un caractère non militaire. Relevant d'un genre auxiliaire de l'assistance militaire, cette sorte d'aide est déterminée par les besoins politico-militaires des pays donateurs, non par ceux des pays auxquels elle est destinée. Fournir une aide plus importante et d'une autre nature serait courir au-devant de transformations radicales de l'édifice social et économique des pays aidés, lesquelles ne peuvent que nuire aux intérêts économiques et politico-militaires du pays aidant. Car il y a de fortes chances que l'arrivée au pouvoir de forces sociales nouvelles, engendrées par le processus de développement, s'assortisse d'un renversement des alliances politiques et des courants commerciaux traditionnels, et cela, en premier lieu, parce que, dans l'état de choses actuel, une évolution socio-économique accélérée exige un dirigisme tendant au capitalisme d'État. Or, l'aide à l'étranger est allouée dans le dessein de combattre cette tendance-là, non de l'encourager.

Au demeurant, il serait rien de moins qu'étonnant qu'on se souciât vraiment des pays arriérés. Des masses énormes d'énergies n'ont-elles pas été mobilisées et dilapidées, au cours des deux guerres mondiales, à seule fin de réduire au sous-développement des régions industrielles avancées ? Et n'accumule-t-on pas aujourd'hui des masses d'énergies plus énormes encore dont le déferlement métamorphoserait la terre entière en un univers désolé et peut-être même incapable à jamais de se

14. *New York Times*, 31 janvier 1966.

développer de nouveau? Les luttes entre puissances impérialistes, rivalisant pour l'hégémonie mondiale, interdisent à elles seules toute réelle assistance aux pays déshérités. Ainsi, le bombardement des centrales électriques du Yalou, pendant la guerre de Corée, « anéantit en une nuit plus d'équipement que les États-Unis n'investissent en un an dans l'ensemble des zones sous-développées du globe ¹⁵ ». Cette « politique » se trouve répétée à une plus vaste échelle au Viêt-nam, et il n'est pas invraisemblable, loin de là, qu'elle soit étendue aux régions développées de la Chine et de l'Asie du Sud-Est.

En 1959, les dons et prêts consentis par les États industriels du « monde libre » aux pays moins développés étaient estimés *grosso modo* à 4 milliards de dollars, dont les deux tiers versés par l'Amérique, et la plus grande partie du reste par la Grande-Bretagne et la France. Voilà qui représentait en fait bien moins de 1 p. 100 du produit national brut de ces puissances. Aussi bien, lorsqu'en 1961 il fut proposé de consentir un nouvel effort en faveur de ces pays, c'est le chiffre de 1 p. 100 du P.N.B. qui fut retenu comme base souhaitable pour les dépenses d'assistance. Le flux total des fonds publics *et* privés d'Europe et d'Amérique du Nord aux pays sous-développés a plafonné en moyenne un peu au-dessous de 7 milliards de dollars par an de 1956 à 1959. Il se composait de dons et de prêts d'origine publique à concurrence de 3,6 milliards de dollars; de crédits et d'investissements privés à concurrence de 2,7 milliards de dollars; et de versements à des organismes internationaux d'aide aux pays sous-développés à concurrence de 600 millions de dollars. Ces données sont relatives à onze catégories d'« aide » différentes, allant des dons d'ordre gouvernemental aux achats de bons de la Banque mondiale pour compte privé, en passant par les crédits à l'exportation avec garantie d'État, les réinvestissements sur place de bénéfices réalisés par des compagnies privées, les paiements de réparation, etc., ces diverses têtes de chapitre étant classées sous la rubrique générale « aide à l'étranger » parce qu'elles se rattachaient toutes à un flux d'argent en direction des pays sous-développés.

Jusqu'à présent, cette « aide » a été trop faible pour influencer sur les conditions d'existence dans ces pays, pas plus qu'elle

15. *New York Times*, 5 septembre 1952.

n'a été de nature à stimuler leur croissance. Loin par conséquent de servir à combler l'écart de revenus entre pays riches et pays pauvres, elle a contribué à l'accroître. Dans l'optique keynésienne, il faudrait donc l'augmenter, cette aide, et peut-être la répartir différemment ou la modifier qualitativement. De même que les keynésiens préconisent l'extension de la production induite par l'État pour résoudre le problème de la stagnation du capital dans les pays avancés, ils voient dans une aide accrue de l'étranger le moyen d'accélérer la croissance économique des régions arriérées. Ayant conclu de la sorte, ils passent à autre chose, car il n'entre pas dans leurs attributions de traduire leurs théories dans les faits.

Mais la générosité des experts en keynésianisme est aussi utopique que l'aide de l'étranger, dans sa ladrerie, reste sans effet. Comme on l'a déjà signalé, la production pour le gaspillage induite par l'État n'est jugée superflue ni par les gouvernements des pays développés, ni par leur population d'ailleurs. Au contraire, on l'estime indispensable à la sécurité intérieure et extérieure, et du pays, et du capitalisme occidental. Qui plus est, et à moins d'enfreindre les principes de la libre entreprise, il n'existe aucun moyen de transférer des fonds de la sphère de la production pour le gaspillage à la sphère de l'aide à l'étranger, sauf si cette aide s'insère dans le mécanisme de défense du capitalisme occidental; auquel cas, elle ne constitue qu'une autre forme de production pour le gaspillage. Voilà qui explique pourquoi les fonds publics sont toujours rares, quelle que soit la destination qui leur est assignée. La course aux armements allant bon train, il y a peu de chances que les dépenses d'aide à l'étranger puissent augmenter dans une mesure suffisante pour changer quelque chose au sous-développement des pays pauvres. Du reste, même si le volume de la production induite par l'État baissait par suite d'un désarmement généralisé, cela n'aurait pas pour effet d'accroître sensiblement les dépenses précitées, puisque l'aide à l'étranger obéit aux impératifs de profit des nations industrielles.

On n'en soutient pas moins que cette aide ne laissera pas d'être avantageuse aux pays avancés à mesure que l'essor industriel des régions jusqu'à présent arriérées donnera une impulsion au développement général du capitalisme. Loin d'appauvrir les pays riches, l'essor des pays pauvres les enrichira

plus encore. Cette idée est étayée par la théorie keynésienne, selon laquelle tous les États capitalistes risquent d'arriver à un point de « maturité » à partir de quoi la demande de capital tombera au-dessous du niveau de la propension à épargner. Il s'agit donc de savoir comment rendre cette dernière compatible avec les besoins des pays pauvres en matière de développement. Et la réponse est simple : il revient aux pouvoirs publics de s'en charger. Mais c'est justement parce que la propension à épargner des pays riches est *incompatible* avec les besoins des pays pauvres que ni le capital privé ni le gouvernement, qui le représente, ne peuvent admettre les thèses keynésiennes.

La stagnation économique des États capitalistes avancés s'assortit de la stagnation des économies arriérées, étant donné que dans un cas comme dans l'autre les investissements n'offrent pas une rentabilité suffisante. Manifestement, la stagnation ne résulte pas d'une politique délibérée ; les capitalistes en souffrent, comme tout un chacun, pour des raisons sur lesquelles ils ne peuvent rien, et même qu'ils ignorent complètement. Pour eux, le problème n'est pas de savoir quoi faire d'une « épargne » qui ne peut s'investir de manière rentable, mais, au contraire, d'élever la rentabilité du capital de manière à faire de cette « épargne » un usage capitaliste. Or, pour autant que l'« épargne » puisse s'investir, elle en trouve la possibilité d'abord dans les pays avancés, non dans les pays arriérés dont le sous-développement rend, même en cas de démarrage de l'industrialisation, la productivité et, partant, la rentabilité inférieures à celles des États capitalistes plus anciens. Ainsi donc, leur croissance même aura pour effet d'accroître la disparité entre pays développés et pays sous-développés.

Il n'est pas rare d'entendre soutenir que les pays arriérés « ont l'avantage de pouvoir adopter l'équipement le plus récent sans être obligés de mettre au rebut l'équipement actuel ni être handicapés par des installations désuètes ¹⁶ ». Mais, en réalité, cet avantage n'existe que sur le papier. Pis encore, la lente industrialisation des pays sous-développés ne fait qu'agrandir l'écart de productivité entre États « riches » et États « pauvres », pour cette raison bien simple que les premiers jouissent de tous les avantages de la technologie moderne.

16. P. Einzig, *The Economic Consequences of Automation*, New York, 1957, p. 65.

Certaines innovations trouvent sans doute dans les régions sous-développées un vaste champ d'application — ainsi, dans les industries extractives —, mais c'est le capital étranger bien plus que le développement autochtone qui en bénéficie.

La rentabilité des industries extractives s'établit dans les pays sous-développés à un niveau indiscutablement très élevé. Dotées d'équipements les plus modernes et disposant de techniciens venus de l'étranger, ces industries sont capables de tenir tête à la concurrence des pays développés. De fait, elles rapportent souvent des profits énormes, non seulement parce qu'elles sont compétitives, mais aussi parce qu'il existe un besoin de concurrence. Les cours mondiaux du pétrole brut, par exemple, sont fixés de manière à rendre rentable l'extraction pétrolière aux États-Unis, malgré ses coûts supérieurs. Ces cours sont sans rapport avec les coûts de production bien inférieurs du pétrole dans les pays sous-développés. « Vendre 100 shillings la tonne une denrée qu'on produit pour 13 shillings la tonne (dans le golfe Persique, par exemple) est une performance remarquable. Une marge pareille supporte aisément la restitution aux États arabes de la moitié (voire plus) du profit en question ¹⁷. » Voilà donc pourquoi les investissements privés étrangers se concentrent en majeure partie dans les industries extractives. La monopolisation de certaines branches d'industrie garantit à l'entreprise privée le maintien de la rentabilité de ses investissements à l'étranger et lui permet d'exiger des prix ne correspondant en rien à ses coûts de production. Mais, même en ce cas, et hors quelques domaines particuliers, l'arriération générale s'assortit d'une rentabilité très basse et donc peu propice à attirer le capital étranger.

Dans la mesure où l'investissement privé étranger pouvait contribuer au développement des pays arriérés, il l'a déjà fait, et dans la mesure où il peut encore le faire, il n'y manquera pas — indépendamment de toute incitation d'ordre étatique. La persistance d'un effroyable état de sous-développement dans le monde prouve que le mode de production capitaliste — en particulier sous sa forme privée — est incapable de mettre sur pied l'intégration de l'économie mondiale et la division rationnelle du travail qui pourraient assurer l'existence et le

17. J. Strachey, *The End of Empire*, New York, 1960, p. 159.

bien-être de la population mondiale. Car, de même que dans tous les pays capitalistes les investissements s'arrêtent dès qu'ils cessent d'être rentables, et sans qu'il soit tenu compte des besoins réels de la société, de même, exactement, le volume des investissements actuels dans le monde entier dénote les limites que la rentabilité lui assigne. Cette situation atteste l'incapacité où le capitalisme se trouve d'étendre son mode de production à l'échelle mondiale. Tout ce qu'il a pu créer, c'est le marché mondial, création qui, à son tour, eut pour effet de diviser le monde en pays « riches » et en pays « pauvres ».

La notion même d'investissement étranger implique que l'investisseur ne réside pas dans le pays d'accueil. Il a la possibilité de ramener dans son pays de résidence tout ou partie des profits réalisés à l'extérieur. Ainsi, les capitalistes exploitent la main-d'œuvre d'autres pays sans accumuler sur place beaucoup de capital. Ce faisant, ils mettent assurément au travail un certain nombre d'individus qui sans cela se verraient réduits à l'oisiveté ou cantonnés dans des emplois moins rémunérateurs; mais ils sont loin de stimuler le développement économique dans toute la mesure où l'exploitation de cette main-d'œuvre le permettrait. Quant aux capitalistes autochtones, ils ne se privent pas, eux aussi, d'expédier à l'étranger tout ou partie de leurs profits, pour des raisons de rentabilité ou encore de sécurité. Toutes ces activités sont tenues pour légitimes (du moins tant qu'elles ne sont pas déclarées illégales), car elles correspondent à l'idéal capitaliste de la « libre » circulation des capitaux sur un « libre » marché mondial. La course au maximum de profit et de sécurité, tel est précisément le mécanisme censé répartir le capital de la façon la plus « économique » et le faire, en outre, de la façon qui convient le mieux aux intérêts de la population mondiale. En vérité, elle a pour conséquence directe de perpétuer et d'accentuer l'écart de revenus entre pays « riches » et pays « pauvres ». Les États développés retirent des régions arriérées plus d'argent qu'ils n'y investissent. Par exemple, selon le Département du commerce, les investissements nord-américains en Amérique latine, y compris les bénéfiques réinvestis sur place, se sont montés en 1958 à 317 millions de dollars, contre 653 millions rapatriés aux États-Unis. Pour les années suivantes, ces chiffres furent respectivement :

	INVESTISSEMENTS (en millions de dollars)	RAPATRIEMENTS
1959	347	600
1960	267	641

Prenons également l'exemple d'un seul pays : « Au Chili, de 1943 à 1958, l'investissement privé étranger a atteint près de 250 millions de dollars. Au cours de ces mêmes quinze années, près de 600 millions de dollars de profits réalisés de la sorte quittèrent le pays. Ces sorties d'argent, en direction des États-Unis surtout, représentent un cadeau de 50 dollars fait par chaque homme, chaque femme et chaque enfant du Chili. Or, le pays a un besoin urgent de recevoir de l'aide, non d'en donner ¹⁸. » Toutefois, ces doléances sont viciées à la base, car le capitalisme ne se soucie de faire la charité que quand cela lui rapporte.

Bien que les profits enrichissent la plupart du temps les pays développés plus que les sous-développés, ces derniers n'en persistent pas moins à solliciter un surcroît d'investissements étrangers pour maintenir en place les actuels rapports de propriété. Le capital cependant ne brûle pas d'exaucer ces vœux, en raison non seulement de la demande concurrente des pays développés, mais aussi de l'insécurité des investissements dans beaucoup de pays sous-développés — qui vivent en état de crise permanente. Axés principalement sur les ressources naturelles — minerais et hydrocarbures —, les investisseurs étrangers sont à l'origine d'un développement restreint à des branches spécifiques, lequel perpétue la dépendance des pays pauvres et s'oppose à un développement plus harmonieux. On trouve bien entendu quelques exceptions à cette règle, toutes dues à la proximité géographique. Ainsi, au Mexique et à Cuba, le capital américain s'est efforcé de pénétrer dans toutes les branches d'industrie qui comptent. Il détenait 60 p. 100 de l'industrie cubaine, de la fabrication des cosmétiques à celle

18. J. Becket et K. D. Griffin, *The New Republic*, 29 décembre 1962.

du sucre de canne. Mais cette proximité n'a pas empêché l'essor de mouvements sociaux révolutionnaires. Une fois en selle, les nouveaux régimes ont rogné les prérogatives du capital étranger, l'ont même exproprié parfois, se dressant ainsi contre les exigences de profit particulières aux grands empires industriels et financiers. Comme ces mouvements naissent et renaissent sans cesse, le capital privé ne tient pas à investir dans les régions sous-développées, où il court désormais des risques non plus seulement économiques, mais encore politiques.

Ainsi donc, l'aide d'État à État a pour double fonction de contribuer à maintenir les rapports de propriété dans le pays aidé et à élargir le champ d'opération des capitalistes du pays aidant. A quelques exceptions près, liées à des considérations purement politiques, l'aide ne va pas aux entreprises étatisées, sauf quand elles concernent les travaux d'« infrastructure ». Voulant encourager les exportations de capitaux vers les régions arriérées, les États avancés accordent souvent aux investisseurs une garantie contre les risques de crise monétaire, de contrôle des changes, de fiscalité dite « spoliatrice » et d'expropriation. Toutefois, cette élimination des risques aux frais des contribuables, elle-même, n'incite pas beaucoup à investir à l'étranger; ce que le capital recherche, ce sont des profits supérieurs à ceux qu'il peut réaliser dans son cadre national, et rien d'autre.

L'incapacité — tant objective que subjective — d'industrialiser les régions économiquement arriérées, qui caractérise le système capitaliste, a eu pour effet l'apparition de mouvements nationalistes et révolutionnaires qui mettent l'accent sur le rôle de l'État en matière de croissance. Cette option ne résulte pas d'une longue expérience de dirigisme toujours accru, comparable à celle que connaissent les pays avancés. Elle vise bien plutôt à faire démarrer le processus de développement du capital qui, dirigé à la fois contre l'arriération et contre l'hégémonie étrangère, s'assortit souvent d'une expropriation du capital autochtone aussi bien qu'étranger. Du même coup, l'habituelle course au profit est érigée en question d'intérêt national et appuyée par une politique de force. Ainsi, on a vu certaines firmes occidentales, dont les biens avaient été « nationalisés » (en Iran, au Guatemala), bénéficier du soutien actif de leur gouvernement, grâce à quoi elles furent rétablies dans

l'intégralité de leurs privilèges. Comme il existe déjà, d'une manière ou d'une autre, une étroite liaison entre les affaires des grandes entreprises et la politique de leur État respectif, les gouvernements interviennent pour ainsi dire automatiquement. Le commerce extérieur engage les intérêts et le prestige de l'État. Il est encouragé et protégé par des moyens politiques. Qu'un gouvernement cherche à soustraire son pays aux conséquences désastreuses de sa situation de producteur exclusif de matières premières, qu'il revendique une politique de prix plus favorables à ses intérêts, et ces tentatives seront taxées de « conspiration » non seulement contre telle ou telle entreprise, mais encore contre la civilisation occidentale en son entier.

Alors que les considérations d'ordre politique et militaire découlent d'intérêts économiques et de nécessités inhérentes à l'accumulation du capital, et que le fait soit souvent des plus manifestes — comme dans le cas des ressources naturelles de l'Asie du Sud-Est ou du pétrole du Moyen-Orient —, les formes nationales que revêt la concurrence dissimulent la relation étroite qui existe entre intérêts politiques et intérêts économiques. Ces derniers, assurément, ont toujours concerné bien plus que la rentabilité immédiate ou prévue d'entreprises particulières. Mais jamais, au grand jamais, l'accumulation du capital ne s'est trouvée à ce point liée tant à l'impérialisme qu'au nationalisme. C'est là une autre manifestation encore du déclin général de l'économie de marché et de sa lente transformation en une économie dirigée dont la bonne marche est en premier lieu fonction de territoires et de sources de matières premières possédées *de facto*, de potentiel de main-d'œuvre et de monopole des réseaux de communication, et non plus du jeu de l'offre et de la demande dans un monde considéré comme un vaste marché ouvert à tous les produits. Par voie de conséquence, et tout en restant de nature économique, les intérêts nationaux ou impérialistes sont rarement, sinon même jamais, exprimés en termes commerciaux.

Dans le passé aussi, le développement industriel n'alla pas sans un effort considérable de l'État. Au Japon par exemple, la crainte de la colonisation et de l'exploitation étrangère poussa l'État à introduire délibérément le capitalisme dans le pays. Dès ses premiers pas, le développement du Japon s'assortit de traits « keynésiens », appelés à caractériser plus

tard le capitalisme moderne. Grâce à de strictes restrictions à l'importation de capitaux, l'État nippon réussit à conserver une très large marge d'indépendance économique et, bien que cela exigeât un incroyable degré d'exploitation, il parvint à ses fins : la création d'un capitalisme capable de rivaliser avec les autres puissances. Soutenue par des banques jouissant de l'appui de l'État, l'industrialisation avait pour objectif de répondre tant aux nécessités de la concurrence économique qu'à des besoins militaires. « Ces industries extrêmement perfectionnées sur le plan technique et conçues d'après les modèles les plus récents de l'Occident firent la fierté de la bureaucratie d'État qui continua de veiller sur elles, même après que le capital privé en eut acquis des pans entiers¹⁹. » Mais le Japon devait rester une exception. Sa transformation accélérée eut lieu vers le tournant de siècle, à un moment d'apogée de l'expansion internationale du capital, et alors que l'offensive américaine contre le colonialisme européen en Extrême-Orient créait un contexte politique qui lui était propice. Ce que les puissances européennes avaient arraché par l'intervention armée, l'Amérique cherchait à l'obtenir par le commerce, et la politique de la « porte ouverte » était vouée à jouer autant contre les empires coloniaux que contre les pays sous-développés.

Les crises et les guerres du xx^e siècle firent disparaître presque intégralement le colonialisme européen. Mais l'indépendance politique à elle seule ne suffit pas à provoquer le « décollage » économique des ex-colonies, que des dizaines d'années de stagnation avaient par trop paupérisées. On a décrit leur situation comme un « cercle vicieux » : « Un bas niveau d'équipement signifie un bas niveau de production et, par conséquent, de revenu. Mais un bas revenu ne permet pas une forte épargne et, de ce fait, il est difficile d'accroître l'équipement²⁰. » Sans industrialisation, pas d'augmentation de revenus; sans revenus plus élevés, pas d'industrialisation. Mais on ne saurait atteindre un palier de revenus supérieur en vendant des produits non manufacturés. Pour y arriver, il faut qu'à l'intérieur du pays une exploitation plus impitoyable que jamais crée des excédents assez importants pour libérer

19. E. H. Norman, *Japan's Emergence as a Modern State*, New York, 1946, p. 135.

20. J. Tinbergen, *op. cit.*, p. 14.

la main-d'œuvre destinée à mettre en place une base industrielle, sans que diminuent pour autant les exportations indispensables à régler les importations que l'industrialisation exige.

Outre le régime colonial et l'inégalité commerciale, un autre facteur de sous-développement est l'insuffisance relative de ressources naturelles telles que la terre arable et les gisements de minerais, d'où l'impossibilité de former des excédents et, par voie de conséquence, de jeter les bases de la croissance industrielle. Dès lors, le seul développement concevable ne peut être que d'origine extérieure et ne concerne que des ressources déterminées, — le pétrole et le gaz naturel du Sahara, par exemple. Mais le sous-développement persiste dans certaines régions, dotées ou non de ressources naturelles adéquates. On le trouve même au sein de pays capitalistes, en Italie notamment, où le Nord hautement industrialisé et le Sud arriéré et agricole reproduisent sur un plan national la division internationale entre territoires riches et territoires pauvres. S'il est vrai que certaines régions du globe ne se prêtent à aucune forme rationnelle de croissance industrielle, cela n'a rien à voir avec l'arriération économique de pays dont les capacités de développement restent à l'état virtuel.

En langage économique, un pays est dit en voie de progression s'il consomme moins que son produit net, de telle sorte qu'un supplément net peut venir s'ajouter à l'équipement actuel. Selon diverses évaluations, le taux d'investissement net dans les pays sous-développés a été ces dernières années de 3 à 5 p. 100 du produit national, alors que dans les pays développés il atteignait au même moment de 10 à 15 p. 100. De plus, l'augmentation de la production s'est trouvée largement compensée, dans le cas des premiers, par une croissance démographique équivalente. Ces pays, affirme-t-on, consomment plus qu'ils ne produisent; c'est exact, sans doute, mais à condition de ne tenir compte ni de l'épargne, que les riches s'abstiennent de convertir en capital, ni de cette fraction des excédents qui disparaît par la voie du commerce pour refaire ensuite surface dans les pays développés sous forme de capital.

Étant donné que les pays sous-développés ont des coûts de production élevés, on y enregistre un chômage considérable tant dans l'agriculture que dans l'industrie. Selon Keynes, la

cause du chômage au stade du capitalisme « mûr » n'est autre qu'une insuffisance de la demande effective, laquelle résulte d'une surépargne consécutive à la pléthore relative du capital. Cela ne s'applique pas aux pays sous-développés. Certes, on y obtient des excédents, mais on ne les emploie pas à des fins productives. Les riches autochtones tendent à thésauriser leur fortune, non à la placer dans la production de capital. Les disparités de revenus y sont plus grandes que dans les pays développés, ou du moins paraissent telles par suite du bas niveau de vie de la grande majorité de la population. Parfaitement satisfaites de l'ordre établi, les classes riches des pays sous-développés ne voient pas la moindre raison de changer une situation à laquelle elles doivent leurs privilèges.

Suivant la doctrine économique bourgeoise, y compris sa version keynésienne, les inégalités de revenus sont justifiées en tant qu'elles constituent une source de formation de capital. Seuls les riches sont à même d'« épargner » vraiment; plus ils « épargneront », plus le développement progressera. Ce n'est qu'au cas où il existerait déjà une « épargne » excédentaire, soit au stade du capitalisme « mûr », qu'une plus grande égalité de revenus peut être le préalable d'un accroissement de la demande. Comme ces conditions-là sont à l'opposé de celles qui prédominent dans les pays sous-développés, la théorie keynésienne se borne à proposer ce que toutes les autres théories bourgeoises préconisent de leur côté et qui, en vérité, n'est autre que la pratique capitaliste, à savoir : augmenter l'épargne grâce à une exploitation accrue, cette épargne étant ensuite mise au service de la croissance industrielle.

Keynes, répétons-le, se disait convaincu que l'incitation à investir fut tout au long de l'histoire plus faible que la propension à épargner. N'affirmait-il pas que « le désir de l'individu d'augmenter sa richesse personnelle en s'abstenant de consommer est en général plus puissant que le motif de l'entrepreneur à accroître la richesse nationale en employant de la main-d'œuvre à la création de richesses durables ²¹ »? Or, bien que les pauvres ne puissent faire autrement que de s'abstenir de consommer, leur misère n'en augmente pas moins. Et les riches, tout en ayant une consommation extraordinairement élevée, ne

21. *Théorie générale*, p. 343.

cessent pourtant de s'enrichir. Keynes, quant à lui, ne songeait qu'aux riches des pays développés et sous-développés, vivant dans des conditions capitalistes aussi bien que précapitalistes. Au stade du capitalisme « mûr », l'incitation à investir est faible du fait que la « maturité » sape la rentabilité du capital, alors que la « non-maturité », en raison justement de l'absence de développement capitaliste, donne au petit nombre le moyen de devenir riche et de le rester. « La non-consommation, écrit un disciple de Keynes, n'a pas forcément pour conséquence de rendre disponible le genre précis de ressources humaines et matérielles qui permettent de produire des biens capitaux sans grands problèmes ²². » Les riches des régions arriérées devraient donc non seulement « s'abstenir de consommer », mais encore le faire en vue d'investir dans « la création de biens durables ». Bref, le programme keynésien d'industrialisation, c'est le capitalisme, et c'est à cela que se ramène à peu de chose près tout l'apport de Keynes à la « théorie de la croissance économique ».

Si mince que soit cet apport, il n'empêche qu'on qualifie aujourd'hui de « keynésien » ou de « socialiste » le développement industriel, réel ou prévu, des pays arriérés, développement reposant sur une participation toujours accrue de l'État à la formation de capital. Bien que les interventions étatiques aient dans les conditions précapitalistes une fonction toute différente de celles que Keynes envisageait pour résoudre les problèmes des pays avancés, la possibilité subsiste néanmoins de mettre en œuvre les « techniques » keynésiennes pour accélérer la formation de capital dans les pays sous-développés. Le dirigisme a précédé l'apparition de la théorie de Keynes, non seulement au sens « keynésien » restreint de *direction* étatique, comme le Japon l'a connue, mais aussi au sens non keynésien et plus rigoureux de *propriété* étatisée des moyens de production, telle qu'elle fut instaurée en Russie pour la première fois dans l'histoire.

Tout en conservant une nature fondamentalement capitaliste, les révolutions nationales ont chacune revêtu une forme et un caractère conformes tant à l'histoire des pays où elles eurent lieu qu'à la conjoncture mondiale du moment. En Russie, la proximité du monde occidental, le volume considérable

22. K. K. Kurihara, *op. cit.*, p. 57.

(tout réduit qu'il fût au regard de la taille et des besoins du pays) des investissements étrangers dans les industries de pointe, la faiblesse de la bourgeoisie au sein des groupes sociaux dirigeants et une population rurale qui s'efforçait d'échapper à un régime semi-féodal, devaient donner à la révolution d'Octobre le caractère d'une « révolution par en bas », d'une insurrection d'ouvriers et de paysans pauvres alliés à la petite bourgeoisie contre toutes les formes connues d'exploitation, celle des propriétaires fonciers comme celle du capital étranger ou autochtone. Cette révolution, se réclamant d'une idéologie marxiste, se donna à tâche de réaliser le socialisme par le truchement d'un État révolutionnaire. Aux Indes, le ferment révolutionnaire fut d'une tout autre nature. Une identité d'intérêt vint s'affirmer lentement, sur place, dans le cadre du régime colonial, entre la bourgeoisie métropolitaine et la bourgeoisie indigène. En fin de compte, les péripéties des deux guerres mondiales aboutirent à la fusion du capital étranger et du capital autochtone, ainsi qu'à la rapide expansion de ce dernier. Toutefois, par suite de l'état plus primitif de l'agriculture et de l'industrie, et du défaut de perception de la réalité sociale qui s'ensuivait, les aspirations révolutionnaires prirent aux Indes l'aspect d'un mouvement nationaliste tablant sur le déclin de l'impérialisme britannique pour accéder à l'indépendance politique. Tandis que la Russie passe pour avoir mis en place un système de socialisme ou de capitalisme d'État, au sens non keynésien de propriété étatisée des moyens de production, l'Inde, qui se considère aujourd'hui comme un État de type socialisant, représente, au moins sur le plan idéologique, un « système keynésien » où l'État se borne à « diriger » l'économie. Dans l'« Inde socialiste », celle de 1958, « on estimait que 90 p. 100 des entreprises, y compris dans le secteur agricole entièrement aux mains de propriétaires indépendants, appartenaient à des personnes privées et fournissaient 92 p. 100 du revenu total du pays, 8 p. 100 seulement de ce revenu provenant d'entreprises étatisées ²³ ».

La métamorphose de la Russie en grande puissance industrielle et l'émergence du bloc oriental après la Deuxième Guerre mondiale eurent pour effet de diviser les pays du monde, déve-

23. V. M. Deans, *New Patterns of Democracy in India*, Cambridge, 1959, p. 106.

loppés et sous-développés, en systèmes de propriété d'État, d'une part, et en systèmes dirigistes, d'autre part. Cette division n'a rien d'absolu; les pays ayant adopté l'un ou l'autre principe leur restent fidèles à des degrés divers. Il n'existe pas deux pays qui, à cet égard, soient exactement semblables, pas plus parmi les États dits communistes que parmi les nations composant le monde dit libre ou les pays qui se disent « non engagés ». Mais partout l'État comme tel intervient d'une manière ou d'une autre au sein de l'économie. On s'accorde à penser que dans les États « communistes », c'est le gouvernement qui décide lui-même du volume et de la nature des investissements. Dans les économies dirigistes, ou mixtes, développées ou non, ceux-ci sont fixés par le jeu du marché sur lequel le gouvernement cherche à peser par des moyens monétaires et fiscaux, et qu'il complète tant en investissant directement dans les entreprises publiques qu'en recourant à la production induite par l'État. Les mesures d'ordre monétaire et fiscal, qu'il est désormais convenu d'associer au nom de Keynes, sont en vigueur dans tous les systèmes économiques actuels, indépendamment du caractère spécifique de ces systèmes et du stade de développement où ils se trouvent.

Tandis que dans les pays « mûrs », les mesures de type keynésien servent à *stabiliser* l'économie, elles visent dans les pays sous-développés à organiser et à coordonner la croissance. Ainsi, le gouvernement peut prendre des mesures monétaires et fiscales tendant à répartir le revenu national d'une manière propre à augmenter le fonds d'accumulation, ou l'État se charger lui-même du soin d'épargner et d'investir, réalisant de la sorte ce que Keynes concevait comme une socialisation à peu près complète de l'investissement au moyen de la collecte de l'épargne sociale. S'il ne voyait en cela qu'une option à réaliser plus tard, il n'en était pas moins convaincu, ou disait l'être, des avantages qu'elle présentait en raison non seulement du recul de la propension à consommer, mais aussi de la capacité supérieure, qu'il prêtait à l'État, de prévoir à long terme la rentabilité, ou efficacité marginale, du capital et de tenir compte comme il convenait de l'« intérêt général ».

Toutes les propositions de Keynes, en vue d'en finir avec la stagnation du capital et le déclin des pays développés, concernent un certain degré de « planification » à introduire dans les

mécanismes du marché. Mais si une « planification » partielle est concevable, la planification totale l'est tout autant. Rien dans le keynésianisme n'empêche de l'appliquer à des systèmes capitalistes ou socialistes d'État. Les partisans de ces derniers rejettent d'ailleurs les théories de Keynes non parce qu'elles recommandent de manipuler le revenu pour obtenir la relation voulue entre l'investissement et la consommation, mais parce que leur auteur n'entendait faire qu'un usage limité de ces techniques de manipulation.

Bien que la mise en œuvre des techniques précitées puisse s'accommoder de tous les systèmes capitalistes, quel qu'en soit le niveau de développement, la « théorie générale de l'emploi » perd son caractère « universel » dès qu'on se penche sur le problème du chômage dans les pays sous-développés. Car le chômage découle en ce cas non de l'abondance mais du manque de capital. Prenant l'aspect d'une surpopulation par rapport aux moyens de production en place, le chômage fait lui-même obstacle à la formation de capital, non seulement par suite du bon marché de la main-d'œuvre comparé au coût du capital, mais aussi parce qu'il faut en l'occurrence que le développement planifié soit générateur d'emploi bien plus que de capital. L'alternative est la suivante : ou bien les organismes du Plan prendront pour base de départ un genre de planification sociale qui ne soit pas de nature à précipiter la formation de capital, ou bien il sera nécessaire d'exterminer une partie notable de la population. Dans un tel cadre, les techniques keynésiennes ne suffiront jamais à créer les excédents indispensables au démarrage du développement du capital.

Il arrive qu'un pays soit à ce point paupérisé que les mesures monétaires et fiscales restent incapables de faire passer les fonds de la consommation à l'investissement. Dès lors, on peut trouver expédient d'organiser la production et la consommation par des moyens purement politiques et d'imposer à la population des types de conduite permettant de réaliser des excédents impossibles à obtenir par toute autre voie. La collectivisation de l'agriculture russe, comme le système de la terreur stalinienne dans son ensemble, constitua précisément une entreprise de ce genre. Et, parce qu'il n'existe pas d'autre moyen de former du capital, la Chine d'aujourd'hui en offre un autre exemple, quoique modifié. « En face d'une société

agraire, surpeuplée et arriérée, a-t-on dit, tout économiste insensible eût pu prescrire à peu près tout ce qui se fait actuellement en Chine, même s'il ignorait le mot communisme²⁴. »

Tous les pays sous-développés ne se trouvent pas, sans doute, à ce niveau de misère; pourtant, même ce cas, un capitalisme d'État totalitaire ne permettrait pas à certains d'entre eux de résoudre leurs problèmes de développement. Il est fréquent en effet de voir une puissance capitaliste avancée empêcher un pays sous-développé d'adopter un modèle capitaliste d'État, ou exercer sur lui une emprise telle qu'il ne saurait envisager seulement cette option-là. Les systèmes capitalistes d'État doivent dans une certaine mesure s'émanciper des rapports traditionnels du marché mondial. Il leur faut se montrer capables de subsister en autarchie au moins relative et de résister aux pressions des puissances impérialistes. C'est pourquoi ils ne s'implantent que sur de vastes territoires, riches en hommes et en ressources naturelles. Depuis la fin de la dernière guerre mondiale cependant, les nations capitalistes d'État forment un bloc qui, sur le plan des relations économiques, se présente un peu comme un « second marché mondial ». Voilà qui permet à des pays, même petits ou faibles, de briser les liens de dépendance qui les rattachaient jusqu'alors au marché mondial privé et d'organiser leur vie économique conformément aux principes du capitalisme d'État.

Il semble plus aisé de synchroniser entre elles diverses économies nationales que de les « intégrer » à un marché mondial monopoliste par la voie du commerce privé. Et de même que les puissances occidentales accordent une « aide » aux pays arriérés relevant de leur sphère d'intérêts respective, les États les plus forts du bloc oriental viennent en « aide » à leurs alliés effectifs ou éventuels. En 1960, l'« aide » économique du bloc « soviétique » aux pays sous-développés atteignait l'équivalent de 3 milliards de dollars. La plupart du temps, elle consiste en prêts et en crédits, dont une partie (750 millions de dollars) concerne les matériels de guerre. A l'Ouest, on a vu dans cette « aide » un genre de concurrence, et tel est bien le cas. Comme l'« aide » occidentale, elle vise en effet à promouvoir les intérêts politiques et économiques des nations prépondérantes au sein

24. T. Mende, *La Chine et son ombre* (trad. M. Paz), Paris, 1960, p. 28.

d'un bloc donné. Grâce à la mainmise directe ou indirecte qu'ils exercent par ce biais sur les pays sous-développés, les systèmes capitalistes d'État disposent d'importantes sources de matières premières, qui leur permettent et de consolider leurs positions de force, et de soustraire ces ressources au potentiel du « monde libre ».

Tout en ayant les mêmes buts que l'« aide » octroyée par les pays de l'Ouest, l'« aide » orientale est souvent offerte à des conditions autrement avantageuses. Ainsi le taux d'intérêt des prêts russes à l'étranger est de 2,5 p. 100 alors que les puissances occidentales prêtent à des taux allant de 4,5 à 5,5 p. 100. La Russie se contente d'un rendement de 10 p. 100 pour ses investissements dans l'industrie pétrolière indienne, mais les sociétés anglo-saxonnes exigent quant à elles 50 p. 100. Et qui plus est, si les installations édifiées grâce à l'aide soviétique deviennent la propriété du pays d'accueil, les investissements privés occidentaux continuent d'appartenir aux sociétés étrangères et d'être gérées par leurs soins. La part des accords de troc et des échanges d'État à État est plus élevée dans le premier cas, chose favorable aux économies arriérées qui échappent de la sorte aux problèmes des règlements internationaux. En outre, l'aide soviétique, ne comportant aucune restriction ou préférence relative au type de développement industriel, concerne des établissements de toutes catégories, livrés « clés en main » avec détachement sur place de forts contingents de techniciens. Aussi les échanges entre le bloc soviétique et les pays sous-développés vont-ils croissant, sans prendre pour autant une ampleur telle que la situation des seconds soit appelée à changer réellement dans le proche avenir.

Ces échanges se firent à l'origine sur une base des plus étroites. Mais aujourd'hui, « on peut s'attendre à ce que le commerce du bloc soviétique fasse un apport positif, quoique nettement marginal, aux pays sous-développés, pris en tant que groupe. Toutefois, même en cas d'accroissement notable des échanges, l'avenir économique dudit groupe restera étroitement lié au commerce du monde libre²⁵ ». Or, ce commerce-là ayant pour but l'appropriation privée du profit, il dépend des conditions qui règnent dans les pays développés, non ailleurs. Et puisqu'il n'a

25. J. S. Berliner, *Soviet Economic Aid*, New York, 1958, p. 94.

guère bénéficié jusqu'ici aux pays sous-développés, on ne voit pas pourquoi il en serait différemment à l'avenir — un avenir d'ores et déjà bouché de surcroît par l'existence et la croissance de systèmes capitalistes d'État compétitifs.

La constitution de blocs de puissances à l'Ouest et à l'Est ne tire certes pas son origine de l'existence de « deux marchés mondiaux ». Tout au contraire, si les deux marchés mondiaux ont une certaine réalité, ils la doivent au fait que la concurrence (et la coopération) internationale a pris désormais un caractère politique et militaire. Les puissances occidentales cherchent à maintenir les rapports de propriété capitalistes et ne recourent au dirigisme que dans la mesure où il se révèle indispensable tant à sauvegarder ces rapports qu'à en favoriser l'essor dans les pays en voie de capitalisation. Leur politique étrangère a pour objet de raffermir la propriété privée partout où faire se peut et de contrecarrer les aspirations au capitalisme d'État partout où elles se manifestent. Quant aux relations économiques avec les systèmes opposés, les puissances occidentales s'efforcent de les réduire à un minimum, voire de les supprimer tout à fait, s'il reste vrai que certaines d'entre elles y mettent plus d'acharnement que d'autres. Aux États-Unis, par exemple, le commerce avec la Chine, la Corée du Nord et Cuba a été déclaré crime en vertu du *Trade with the Enemy Act*. Le marché international dont disposent les pays capitalistes d'État se trouve donc restreint à bien des égards aux nations de même type et à celles qui ne se sont jusqu'à présent « engagées » ni dans un camp ni dans l'autre.

La plupart des pays sous-développés ont été soumis, et continuent de l'être, au joug et de l'exploitation étrangère et de l'exploitation autochtone. Des luttes sociales s'y poursuivent, à la fois contre les classes dirigeantes locales et contre le capital étranger. Ces deux formes de lutte mettent en question le régime actuel de la propriété, dans la mesure où il est devenu indispensable de remodeler les conditions de production et d'échange en vue de les faire mieux correspondre à l'« intérêt national », quand bien même celui-ci recouvre de nouveaux intérêts particuliers qui ont pour base le contrôle du pouvoir d'État. « Dans les sociétés sous-développées, a-t-on souligné plus d'une fois, ce sont des groupes issus des classes moyennes qui représentent l'élément prométhéen, les seuls agents de transformation

sociale conscients, actifs et capables. Les communistes ont découvert depuis longtemps le rôle capital qui revient aux classes moyennes et ont tout fait pour les gagner à leur cause. Par comparaison, l'Ouest ne s'est pas assez soucié d'exploiter contre les communistes les avantages dont il dispose²⁶. » On ne saurait dire pourtant que les puissances capitalistes de l'Ouest bénéficient sur ce plan d'avantages quelconques; loin de là, la transformation sociale des pays sous-développés ne peut leur être que préjudiciable. C'est justement par suite de cette transformation, ou de la volonté de la réaliser, que les pays sous-développés se trouvent en état de rébellion ouverte ou latente non seulement contre leurs classes dirigeantes propres mais aussi contre les partisans de ces dernières dans les nations avancées. Ces rébellions ne peuvent avoir qu'un objectif : changer les conditions actuelles et, par là, les rapports de propriété qui sous-tendent ces conditions. Et c'est parce que les « classes moyennes » des régions arriérées ne voient s'ouvrir à elles aucune perspective de promotion véritable, pas plus que leurs pays respectifs n'en trouvent dans un monde capitaliste dominé par les monopoles, que tout effort réel de développement se double d'une idéologie et d'un programme capitalistes d'État, même s'il peut, pour le moment, ne pas aller en fait au-delà de mesures dirigistes à la Keynes.

Le développement des pays pauvres en capital a par conséquent pour préalable la victoire de mouvements sociaux révolutionnaires sur les forces sociales qui soutiennent le *statu quo*. Il s'agit donc au premier chef d'une question politique. Comme la nation constitue pour des raisons historiques l'unité de base de toute organisation capitaliste cohérente, et comme la situation varie d'un pays à l'autre, le développement prend l'aspect d'un impératif national. Il doit d'une manière ou d'une autre être coordonné aux programmes de développement analogues d'autres pays; mais cette unité d'organisation plus grande se composera d'un certain nombre d'unités nationales et n'atteindra à la permanence que le jour où l'État national aura été aboli dans les faits. Développement du capitalisme et essor de l'État national sont toujours allés de pair. Hier, l'État national avait

26. The National Planning Association, *The Political Economy of American Foreign Policy*, New York, 1955, p. 161.

pour fonction de faciliter et de protéger la croissance du capital national; aujourd'hui, il a pour fonction — dans une mesure considérablement accrue — de stabiliser le système capitaliste afin d'assurer sa survie. Étant donné le cours actuel des choses, le développement est chose infiniment plus difficile que la stabilisation des systèmes capitalistes avancés et exige une mainmise bien plus forte encore de l'État sur l'économie et la société. Affectant de façon bien différente les divers groupes sociaux, cette mainmise est le fruit de luttes politiques qui ne restent pas cantonnées au seul plan local, mais font intervenir d'autres nations dont elles mettent en cause dans un sens ou dans un autre les intérêts économiques et politiques.

Pour examiner comme il convient les problèmes des pays sous-développés, il faudrait traiter séparément de chacun de ces pays, car chacun d'eux est unique en son genre, non seulement par sa structure physique et sociale, mais encore par ses rapports aux autres nations et au monde dans son ensemble. Si l'on prend pour base le revenu par tête, la région la plus pauvre du globe n'est autre que l'Asie du Sud-Est, mais il s'agit aussi d'une des régions qui donnent lieu aux plus vives rivalités entre puissances impérialistes représentant les deux systèmes sociaux concurrents. Immédiatement après, viennent la Chine et l'Inde, la première ayant opté pour le développement à base de capitalisme d'État, la seconde, pour celui du capital privé appuyé par l'État. Les nations d'Afrique tropicale, quoique moins développées encore, appartiennent à une catégorie totalement différente : jusqu'à présent, ni le capital étranger ni le capital autochtone n'ont tenté d'y diversifier la production. Produisant des denrées agricoles en quantité largement suffisante pour couvrir leurs besoins et relativement coupés les uns des autres, les divers États africains limitent leur production et leur commerce à des matières premières destinées aux marchés occidentaux, européens surtout. Dans ces pays, le capital qui compte est d'origine étrangère et investi dans l'industrie minière. Néanmoins, certains gouvernements, au Ghana et au Sénégal, par exemple, se disent « socialistes » ou socialisants parce qu'ils ont étatisé les organismes de commercialisation jusqu'alors aux mains du capital privé. On trouve au Proche-Orient de multiples degrés de dirigisme, allant de la participation de l'État aux entreprises privées et à une certaine régulation étatique de la plupart des activités écono-

miques, comme en Égypte, à une absence quasi complète d'interventions de l'État, comme au Liban. Quant à Israël, qui dépend à tous points de vue du soutien de l'étranger, il revêt le caractère d'une économie mixte, du fait essentiellement que l'assistance venue d'outre-mer est répartie par l'État et dirigée vers des entreprises étatiques ou semi-étatiques. Étant donné que cette assistance a été de dix ou vingt fois supérieure au montant des investissements privés, le rôle de facteur économique déterminant revient non aux firmes privées mais à l'État. Certains des pays les plus pauvres en fonction du revenu par tête se trouvent en Amérique latine : la Bolivie, le Paraguay, l'Équateur, notamment ; mais on y trouve également des pays en voie de développement accéléré, tels le Brésil et le Mexique. Quoi qu'il en soit, tous ces pays vivent en état de crise permanente : vu l'absence de développement, pour les uns, vu ce développement même, pour d'autres, vu les répercussions internationales que suscitent ces deux situations, enfin.

S'agissant de l'Amérique latine, la voie du développement intensif passe par une opposition résolue autant aux rapports sociaux autochtones, semi-féodaux de nature, qu'au type de relations commerciales entretenues avec les pays étrangers développés. Seuls 10 p. 100 des échanges latino-américains se font à l'intérieur du sous-continent ; le reste de ce commerce, qui porte sur des denrées primaires : café, banane, cacao, laine, viande, pétrole, sucre, cuivre, etc., s'effectue avec les États-Unis et l'Europe de l'Ouest. Voilà qui convient on ne peut mieux aux pays industriels, à la classe dirigeante héréditaire d'Amérique du Sud et aux investisseurs étrangers dans les industries primaires. *Haciendas* et *latifundia* fonctionnent sur la base du travail forcé auxquels les péons sont astreints. Bien que la main-d'œuvre locale soit d'un extrême bon marché, le capital étranger investi dans les grandes plantations s'est aperçu qu'il était plus rentable de la remplacer par des machines, bientôt suivi en cela par les grands planteurs autochtones. D'où la prolifération d'un prolétariat rural sans terre ni travail, que des dictatures militaires, dévouées aux classes dirigeantes étrangères et locales, maintiennent sous le joug. Les exploiters étrangers, Américains en particulier, ont fait cause commune — sinon toujours sur le plan idéologique, du moins dans les faits — avec les maîtres féodaux de l'Amérique latine.

A l'exception de Cuba, la puissance conjuguée des classes dirigeantes nord et sud-américaines s'est jusqu'à présent révélée capable de maintenir en place les relations sociales de base sur toute l'étendue du sous-continent, et cela, malgré des soulèvements en chaîne. Au Mexique, la révolution s'est arrêtée à mi-chemin et métamorphosée en instrument pour la formation de capital; mais aujourd'hui de nouveaux mouvements revendiquent l'achèvement du processus interrompu de nationalisation. Aussi bien, en raison de l'effervescence qui règne à l'état endémique en Amérique du Sud, les gouvernements sont obligés de temps à autre de prendre des mesures d'expropriation. Le Mexique, et après lui la Bolivie et le Brésil, ont décrété le démembrement de certains grands domaines et la nationalisation de certaines industries minières et autres. L'instabilité chronique que connaissent la plupart des pays latino-américains, et la misère toujours accrue qui se trouve à l'origine de cette instabilité, ont induit les États-Unis à leur octroyer une « aide » plus grande dans le cadre d'une nouvelle mouture de l'« Alliance pour le progrès ». Mais ce « progrès » reste conçu en termes d'économie de marché et d'accumulation de capital privé.

L'inévitable intervention de l'État dans l'économie de ces pays ne laisse pas de modifier leur développement à tel point qu'il est permis de voir dans ces nations, dites en voie de développement, des « économies mixtes en voie de développement ». Tandis que dans les régions industrialisées, l'« économie mixte » repose sur la faculté qu'a l'entreprise privée de produire plus qu'elle ne peut capitaliser, dans les pays arriérés, l'« économie mixte » doit créer les conditions propres au développement du capital. Pour dégager du capital à investir, il faut que le produit agricole s'élève pendant que la consommation baisse. Et l'inflation permet de faire diminuer la consommation malgré le surcroît d'activité économique. Dès lors, plus le peuple peine, moins il gagne. C'est ce recours préférentiel à l'inflation, plutôt qu'à d'autres méthodes de formation de capital, qui confère à ces « économies mixtes » leur coloration « keynésienne ». Mais, les populations vivant déjà à un niveau voisin de la famine, cette méthode-là ne suffira pas à sécréter le capital nécessaire à transformer les économies sous-développées en économies à industrie compétitive. Loin de là, elle aura pour effet d'accroître l'effervescence et d'engendrer des mouvements sociaux qui

chercheront à sortir de l'impasse économique actuelle par des moyens plus efficaces et moins barbares.

Partie par choix délibéré, partie par force, l'entreprise privée et les pouvoirs publics agissent de concert au sein de chaque pays et en systèmes sociaux concurrents sur le plan mondial. Ainsi donc coexistent la concurrence la plus impitoyable et généralisée, l'assujettissement de la concurrence privée aux impératifs de la concurrence de nation à nation (ou vice versa) et l'assujettissement de la concurrence de nation à nation à ceux de la concurrence supranationale mise au service de l'intérêt national et, par là, de la formation de capital privé. Du même coup, l'esprit de suite et la continuité en matière de concurrence et de coopération deviennent impossibles, et les essais multiples et fluctuants d'organisation et de collaboration qui s'ensuivent ont pour seul effet d'exacerber le caractère anarchique de la production de capital. Le nationalisme sous sa forme impérialiste et le nationalisme sous sa forme anti-impérialiste ne cessent de contribuer à la désagrégation de l'économie internationale. Et cela en un temps où les conditions mondiales et les processus de la production matérielle font de l'intégration économique la plus rigoureuse un préalable obligé à la satisfaction des besoins les plus immédiats de la population mondiale.

Au lieu d'œuvrer à cette intégration, les États industriels s'emploient à augmenter leur production agricole afin de pouvoir se suffire à eux-mêmes en cas de guerre, voire, tout simplement, pour contenter leurs paysans grâce à des mesures dignes enfin de l'« économie du bien-être ». Ils protègent à la fois leurs marchés agricoles et leurs marchés industriels contre la concurrence en lui imposant toutes sortes de droits de douane et de restrictions aux importations. Tout en laissant s'enfler le volume de leurs excédents agricoles, ils empêchent de diversifier leur production les pays voués à l'exportation de denrées primaires et dès lors obligés de restreindre une production agricole qui déjà ne suffit pas à nourrir leurs habitants. La grande masse de la population mondiale crève de faim, tandis que les excédents s'amoncellent dans des pays qui n'arrivent pas à les vendre, mais refusent d'en faire cadeau. Au moment même où elle est invitée à se serrer plus encore la ceinture pour créer le capital nécessaire à élever la productivité de son travail, les ouvriers d'industrie des pays développés se voient, quant à eux,

réduits au chômage ou employés à produire pour le gaspillage, et non pour les peuples du monde. Ces contradictions économiques irrationnelles se traduisent par des tensions d'ordre politique et par le détournement d'une partie toujours accrue de la production mondiale vers la sphère des armements. L'État national, dans son avatar dirigiste ou étatiste, se révèle une forme sociale tout aussi irrationnelle que la production de capital privé pour un marché mondial censé être libre. Non seulement les solutions de marché, mais aussi les solutions nationales restent sans prise aucune sur les obstacles auxquels l'accumulation du capital se heurte dans les pays développés comme dans les pays sous-développés.

CHAPITRE XIX

L'impératif impérialiste

Le modèle d'accumulation élaboré par Marx concerne un système clos et homogène dans lequel l'élévation de la composition organique du capital entraîne une baisse du taux de profit et, par ricochet, met un frein à l'expansion chaque fois que les conditions de la production ne permettent pas d'augmenter assez le taux d'exploitation. Mais le capitalisme n'est nullement un système clos : il parvient à ralentir l'élévation de la composition organique tant en s'ouvrant des marchés extérieurs qu'en améliorant la rentabilité du capital grâce à des importations d'outremer. Cependant, c'est l'expansion-valeur de l'actuel capital centralisé qui détermine et la taille et le caractère du marché mondial, et qui restreint la capitalisation des pays sous-développés d'une manière conforme aux besoins de profit spécifiques aux capitaux prépondérants. Étant donné l'existence de ce marché mondial, il est désormais impossible aux régions sous-développées du globe de poursuivre leur capitalisation propre indépendamment des exigences de profit des pays capitalistes hautement développés.

Le monde, pris dans son ensemble, se trouve manifestement à court de capitaux et de plus-value. S'il y a ici surproduction de capital au regard de sa rentabilité, il y a là-bas sous-capitalisation. Considéré sur le plan mondial, le capitalisme constitue un système de production sociale au fonctionnement on ne peut plus défectueux. Dans l'ensemble, la composition organique du capital n'est pas assez élevée pour que le taux de profit tombe au-dessous du niveau qu'exige la bonne marche de l'accumulation. Mais, vu le degré de centralisation et de monopolisation

atteint par le capital, les contradictions inhérentes à la production de capital mettent obstacle à son expansion bien avant que les barrières abstraites, dont parle la théorie marxienne du développement capitaliste, se dressent un tant soit peu dans les faits.

Système de production socialement progressif à l'origine, le capitalisme — en dépit de tout ce qui en apparence pourrait donner à penser le contraire — est devenu aujourd'hui régressif et destructeur. Il a eu pour effet de diviser le monde en quelques contrées hautement industrialisées, d'une part, et un grand nombre de pays incapables de se sortir tout seuls d'une misère qui va croissant. Pourtant, le sort de toutes les nations est inextricablement lié. C'est la situation mondiale qui, en définitive, détermine l'avenir des unes et des autres. Et c'est à sa lumière qu'il faut examiner les perspectives des diverses économies nationales; une fois éclairées de la sorte, ces perspectives n'apparaissent guère enchanteresses. Incapables désormais d'extraire de leur population active propre les quantités de plus-value nécessaires à une expansion accélérée et profitable du capital privé, les grandes puissances capitalistes s'aperçoivent que les sources de profits additionnels, qu'elles trouvaient dans les régions économiquement arriérées, tarissent à leur tour. Continuer de les exploiter ne manquerait pas de les rendre de moins en moins exploitables. Mais s'en abstenir signifierait affaiblir encore la déjà insuffisante rentabilité du capital. Ces puissances s'efforceront donc d'accroître l'exploitation, non de la relâcher, dans l'espoir que leur expansion propre servira de véhicule au développement des pays pauvres en capital, ou du moins aura pour effet secondaire de lui donner une impulsion décisive. La politique de l'Occident continue de reposer sur une foi profonde dans les vertus, créatrices de profits, de l'accumulation concurrentielle du capital, — foi entretenue d'ailleurs par la récente période de « prospérité » induite par l'État. L'expansion reste axée sur la concurrence au niveau le plus étendu qui soit — le marché mondial —, quoique à ce niveau-là, comme à celui de chaque nation prise séparément, l'économie de marché paraisse bel et bien perdue.

Les grandes entreprises des pays industriels, qui dominent les économies capitalistes, ne peuvent plus fonctionner dans leur cadre national; devenues des trusts multinationaux, elles sont appelées à le demeurer. « Toute entreprise vraiment importante

devra se faire internationale et multinationale si elle tient à survivre, a-t-on pu dire, car les entreprises ayant un champ d'activité mondial peuvent plus aisément que les entreprises purement nationales réduire leurs coûts en déplaçant matières premières, dispositifs de production et d'échange, main d'œuvre enfin, conformément aux critères de l'utilisation optimale des ressources¹. » Des trusts géants, tels Unilever et I.B.M., ont des intérêts presque partout dans le monde; I.B.M., notamment, présent dans une centaine de pays, a implanté une cinquantaine d'usines dans treize d'entre eux. « Près de trois mille sociétés américaines ont des filiales à l'étranger, dont les ventes atteignent le double des exportations des États-Unis. Ces sociétés mères, fonctionnant sur une base multinationale, gèrent des entreprises en sol étranger, extraient et transforment des matières premières, fournissent des services, et écoulent à une échelle internationale les biens et services ainsi créés². » La croissance des trusts multinationaux constitue un phénomène international, mais, vu la position prépondérante des États-Unis au sein de l'économie mondiale, c'est chez eux qu'elle est le plus avancée. Rien ne le montre mieux que la valeur des investissements directs américains à l'étranger. « Ces derniers sont passés de 11,7 milliards de dollars en 1950 à 31,1 milliards en 1962. Dans la seule catégorie des industries de transformation, on a enregistré une augmentation de 3,8 à 13,2 milliards de dollars. » Et, depuis la dernière guerre mondiale, « tous les présidents et tous les Congrès des États-Unis, comme d'innombrables personnalités ayant toutes un rôle public ou privé éminent, ont mis l'accent sur l'importance, pour l'intérêt national, des firmes privées fonctionnant sur une base multinationale. De 1950 à 1962, les investissements directs à l'étranger ont rapporté 29 milliards de dollars sous forme de bénéfices d'entreprise, de dividendes, de tantièmes d'administrateurs de sociétés et de redevances diverses. Ces chiffres sont à rapprocher des 16 milliards de dollars exportés des États-Unis pendant la même période en vue d'investissements directs à l'étranger³ ».

1. G. A. Steiner, in *Multinational Corporate Planning*, New York, 1966, p. 316.

2. H. H. Fowler, « National Interests and Multinational Business », in *Multinational Corporate Planning*, *op. cit.*, p. 123.

3. *Ibid.*, p. 124.

Que la structure mondiale du capitalisme tende ou non à interdire une expansion rentable du capital à l'échelle planétaire, il n'en demeure pas moins que toute entreprise et tout pays capitaliste cherche à accroître son capital propre — au détriment d'autres entreprises et pays, si nécessaire. L'élimination de la concurrence et la centralisation internationale du capital, tout en n'étant peut-être pas avantageuse pour le monde capitaliste dans sa totalité, le seront aux capitaux en voie de progression et aux nations les plus puissantes. Ainsi, l'économie canadienne passe depuis longtemps pour être un simple prolongement de l'économie américaine. « En 1963, les résidents étrangers, américains la plupart du temps, détenaient 60 p. 100 des industries manufacturières, 74 p. 100 des industries du pétrole et du gaz naturel, 57 p. 100 des mines et de la métallurgie du Canada [...] et 90 p. 100 de ses conserveries [...]. Selon certains observateurs, il faudrait attribuer à l'internationalisation croissante des affaires cette tendance persistante à des prises de participation majoritaires. Mais au Canada l'internationalisation se confond presque toujours avec l'américanisation, ce qu'on entend souvent déplorer ⁴. » En Europe de l'Ouest, l'emprise étrangère, effective ou virtuelle, sur diverses branches d'industrie suscite une résistance de plus en plus décidée. Au sein des deux blocs commerciaux d'Europe de l'Ouest, on tend à réaliser une allocation continentale des ressources en capital et à restreindre l'investissement américain. Mais voilà qui pousse les entreprises américaines à augmenter leurs investissements afin de tourner les barrages douaniers opposés à leurs exportations. En outre, les pays capitalistes développés ne couvrent qu'une partie du monde de loin la plus petite; leur avenir dépend moins d'un redoublement de concurrence que d'un élargissement de la base d'expansion du capital.

Les grandes entreprises sont vouées à produire pour un marché international en expansion et à y vendre leurs produits avec profit. Si les profits qu'elles réalisent de la sorte n'augmentent pas, elles sombreront sur leur marché national dans une stagnation qui ne manquera pas de rendre plus nécessaire que jamais le maintien de la stabilité sociale grâce à l'essor de la production induite par l'État. Ainsi pour couper court au

4. *New York Times*, 11 février 1966.

fléchissement de la production de capital privé en métropole, il faut la renforcer à l'étranger. En d'autres termes, les besoins d'expansion des grandes entreprises exigent qu'une part plus grande du monde soit capitalisée. (Telle est la raison pour laquelle les problèmes de développement, ou de croissance, dont la théorie marxienne fut pendant longtemps seule à traiter, sont devenus la préoccupation essentielle de l'économie bourgeoise.) Seulement ce développement-là, obéissant en tous points aux impératifs de l'accumulation du capital privé, a pour effet d'assujettir aux lois du marché mondial les pays en voie d'industrialisation.

Dès lors que l'économie de marché prend un caractère « mixte », la séparation antérieure du capital et de l'État disparaît, et ce dernier cesse d'être purement et simplement l'agent d'exécution politique de la classe capitaliste. Les intérêts économiques des deux partenaires s'imbriquent désormais à tel point que la politique du gouvernement et celle des grandes entreprises se confondent. La nécessité d'une expansion à l'étranger pour mettre fin à la contraction en métropole débouche sur un impérialisme agressif et une concurrence non moins impérialiste. Mais, contrairement à l'impérialisme et au colonialisme du temps du laissez-faire, il s'agit cette fois non seulement d'une lutte pour des sources de matières premières, des marchés privilégiés et des champs d'exportation de capital, mais aussi d'une lutte contre de nouvelles formes de production de capital échappant aux rapports de valeur et aux mécanismes concurrentiels du marché et donc, en ce sens, d'une lutte pour la survie du système de la propriété privée.

Selon Keynes, l'impérialisme et la guerre, tout en réagissant évidemment sur l'économie, ne sont nullement parties intégrantes du système capitaliste. En revanche, selon Marx, les changements structurels du système, tant à l'échelon national qu'à l'échelon international, impliquent la concurrence, les crises, l'impérialisme et la guerre. Il y a visiblement un lien étroit entre la Deuxième Guerre mondiale et la longue dépression qui la précéda. De même, la tendance actuelle à suppléer le jeu des facteurs économiques par des moyens politico-militaires fait ressortir la nature impérialiste de la production de capital moderne. Bien que les désastres de la guerre ne soient pas l'apanage exclusif du capitalisme, ils se rattachent nécessairement

dans leurs origines comme dans leurs conséquences, au caractère concurrentiel de l'expansion internationale du capital.

Même si l'impérialisme a pour base matérielle le processus d'accumulation et ses exigences, on peut le définir en termes politiques. La cause directe des actuelles entreprises impérialistes n'est autre que l'évolution du rapport des forces consécutive à la dernière guerre mondiale. Dès ce moment, il apparut que, faute de consentir à la division du monde en deux systèmes différents de production de capital, et donc en sphères d'intérêts séparées et soumises aux deux puissances militairement prépondérantes, la Russie et les États-Unis, cette évolution ne pouvait aboutir qu'à une nouvelle conflagration mondiale. Or, les puissances occidentales semblaient tenir la première de ces options pour « inacceptable », quand bien même elles avaient fondé sur elle leur politique d'après-guerre. Quant à la Russie, qui se croyait en mesure de vivre en sécurité, voire de l'emporter, sans passer par une troisième guerre mondiale, elle s'accommodait beaucoup mieux de la perspective dite de coexistence. Toutefois, ces « préférences » mises à part, et malgré les multiples péripéties de la « guerre froide », et même de la guerre de Corée, ni l'Est ni l'Ouest ne devaient se montrer vraiment enclins à provoquer un nouvel holocauste. Tout en s'étant trouvés souvent « à deux doigts » de la guerre généralisée, les deux camps ont toujours su jusqu'à présent reculer à temps, les choses restant dès lors plus ou moins en l'état.

Plongés jusqu'au cou dans leurs tâches de reconstruction et dans de vaines tentatives de conserver leurs possessions d'outre-mer, les États ouest-européens n'étaient pas à même de prendre en charge les intérêts « à long terme » du capitalisme occidental. Ce fut donc aux États-Unis, dont la guerre avait consacré la prépondérance, que revint le soin de consolider le bloc occidental, opération nécessaire au préalable à la reprise de toute politique de force à l'échelle internationale. Mais on ne tarda pas à s'apercevoir que la Russie, affaiblie par son effort de guerre et par les destructions qu'elle avait subies, avait besoin de temps pour se redresser et pour consolider ses avantages. Il n'était donc pas indispensable de faire face par une guerre mondiale à une nouvelle poussée russe, ni même de priver la Russie de la part de butin que l'Ouest lui avait abandonnée — non sans quelques réserves dénuées de réalisme. Cette incapacité générale de réagir

aux nouveaux problèmes, que le monde d'après-guerre posait, eut pour expression le *statu quo* du temps de la « guerre froide ».

Quant au reste, c'était affaire d'espoir : tandis qu'à l'Est on disait sa certitude de marcher dans le « sens de l'Histoire », à l'Ouest régnait la conviction que la « nature humaine » finirait par reprendre ses droits et qu'alors le capitalisme à l'occidentale regagnerait le terrain perdu. Dans un cas comme dans l'autre, on escomptait une croissance cumulative des contradictions internes du camp adverse. Pour leur part, les dirigeants américains s'attendaient à la désagrégation du bloc rival du fait que les satellites de la Russie, étant des « nations captives », donneraient en permanence du fil à retordre à leurs nouveaux maîtres, à quoi venait s'ajouter l'éventualité de divergences d'intérêt marquées entre la Russie et la Chine. Fondés ou non, ces calculs poussèrent les États-Unis à ajourner perpétuellement leurs grandes décisions en matière de politique étrangère dans l'attente d'un moment plus favorable encore.

A la base de la politique stalinienne, se trouvait également l'espoir que la paix l'emporterait en définitive, en dépit et même à cause de la guerre froide. Staline considérait le développement du capitalisme dans l'optique propre au XIX^e siècle : il s'agissait à ses yeux d'un processus suscitant crises sur crises, dressant les États les uns contre les autres et transformant les rivalités d'ordre économique en guerres impérialistes. Mais Staline n'en avait pas moins la conviction que, dans le proche avenir, l'Occident resterait incapable de se lancer dans une guerre contre son pays. Tandis que l'Europe de l'Ouest était sans moyen de défense, les répercussions de la révolution chinoise dans toute l'Asie plaçaient l'Amérique en mauvaise posture du point de vue stratégique, malgré sa puissance militaire et ses pouvoirs productifs supérieurs. D'où une politique dont le blocus de Berlin, l'oppression impitoyable des pays satellites et le soutien en sous-main des mouvements de libération nationale constituèrent autant de manifestations et dont la guerre de Corée fut l'ultime étape.

A cette époque, en effet, la situation avait déjà changé par suite du redressement partiel de l'Europe de l'Ouest, du reflux de la vague révolutionnaire d'après-guerre en Asie et, *last but not least*, des transformations survenues au sein du capitalisme occidental lui-même. A bien des égards, l'immédiat après-guerre

n'allait pas sans rappeler celui qui l'avait précédé : état de crise semi-permanente dans certains pays, durcissement de la concurrence internationale. Tout semblait indiquer, d'une part, que les accords de Potsdam auraient des effets plus durables et bénéfiques que le traité de Versailles, mais, d'autre part, que l'anéantissement du capitalisme allemand, voué à affaiblir l'Europe de l'Ouest dans son ensemble, serait à l'origine de nouveaux conflits dans la sphère occidentale. Rien de tout cela ne devait pourtant arriver. Quand bien même la politique mondiale resta comme devant soumise au jeu des divers intérêts nationaux, on s'aperçut très vite que le seul moyen de sauvegarder ces mêmes intérêts était une politique de force ayant pour préalable évident une collaboration à la fois économique et politique. Outre que l'État devait à cette fin continuer de manipuler l'économie, ce qui impliquait une transformation permanente du capitalisme en système dirigiste, il fallait donc qu'une certaine coopération s'établisse entre pays occidentaux.

Le compromis, sur lequel la guerre de Corée s'acheva, fit nettement ressortir que si l'Occident n'était pas disposé ou préparé à se lancer dans une nouvelle guerre mondiale, il ne s'en refusait pas moins à céder désormais quoi que ce fût au bloc rival. Un nouveau compromis eut lieu, à propos de l'Indochine cette fois, à Genève, en 1954. Mais l'« esprit de Genève » demeura esprit, sans plus, malgré l'insistance de la Russie désireuse d'arriver à un « règlement global » du contentieux Est-Ouest sur la base d'une délimitation claire des zones d'influence et d'une libre concurrence économique dans les régions encore « non engagées ». Cette volonté de compromis trahissait les craintes que le régime post-stalinien éprouvait face aux menaces de guerre, comme à l'effervescence régnant dans les pays satellites et aux difficultés internes que traversait la Russie proprement dite. Le régime prenait ainsi conscience que « la paix par la terreur mutuelle » — selon le principe énoncé par Churchill — ne suffisait pas à éviter une mêlée générale. Le maintien de la paix exigeait un accommodement entre les deux « Grands » qui leur permettrait entre autres choses de surveiller chacun de son côté les États dont les entreprises risquaient de les précipiter par inadvertance dans une guerre mondiale.

Toutefois, la tendance à la solution pacifique des antagonismes impérialistes, qui s'était manifestée lors de la conférence de

Genève, ne prit jamais vraiment corps. Trop de problèmes, liés à trop d'intérêts particularistes, assaillent le monde d'aujourd'hui, pour que la Russie et les États-Unis soient à même d'exercer sur les autres pays une autorité suffisante à assurer le maintien de la paix en toutes conditions. Étant donné que le cours des choses fluctue constamment et modifie en conséquence le rapport de forces international, les grandes puissances ne peuvent avoir pour la paix qu'une inclination toute provisoire. Ainsi, l'érosion du colonialisme européen s'est accompagnée de l'essor de mouvements nationalistes et révolutionnaires appelés à secouer la tutelle de l'Ouest aussi bien que celle de l'Est. En tout cas, la Russie n'a pas pu subjuguier la Chine, — l'état des relations sino-russes infirme catégoriquement les assertions de la propagande occidentale qui faisait de la Chine une « colonie » russe.

L'Occident se voit contraint de mettre un terme au déclin de son influence dans les territoires sous-développés. Or, à défaut d'intervention, il ne peut y parvenir qu'en encourageant un développement nuisible à ses intérêts. Du point de vue de l'Amérique, la fin de l'ère coloniale a créé une « vacance du pouvoir », laissant ainsi une place que l'Est viendra occuper si l'Ouest ne le fait pas avant lui. Par « avance du pouvoir », on veut dire en l'occurrence que les ex-colonies, ayant accédé à l'« autodétermination », se trouvent du même coup exposées au risque d'une « agression communiste » d'origine intérieure ou extérieure. C'est pourquoi l'Occident doit s'interposer et se porter garant de l'indépendance des nouveaux États. En d'autres termes, l'« autodétermination » n'implique nullement, pour ces États, le droit de choisir leur système social et leurs alliés comme ils l'entendent, bien qu'il leur soit laissé celui de « préférer » l'égide occidentale. En jouant ainsi les puissances « anticolonialistes », l'Amérique cherchait non à nuire délibérément à ses alliés, mais à renforcer le « monde libre » dans son ensemble. Il était demandé aux puissances coloniales de sacrifier sur cet autel leurs intérêts d'ordre politique et administratif, afin d'inciter les mouvements nationalistes-révolutionnaires à rester au sein du « monde libre ». En fin de compte, ce n'était pas la faute des États-Unis, mais simplement une conséquence du développement international du capital, si l'intérêt de l'« ensemble » du monde occidental correspondait plus spécialement au leur...

Le capitalisme américain mesure les besoins du monde à l'aune de ses intérêts propres, le plus souvent particularistes et bornés, il va de soi. Autant que faire se peut, il s'efforce d'absorber les unités de capital moins fortes; il n'est donc pas exagéré de soutenir qu'en s'opposant au colonialisme des autres l'Amérique s'emploie surtout à consolider le sien. Toutefois, la politique étrangère des États-Unis n'est pas exclusivement dictée par des intérêts particuliers. Elle l'est aussi par la crainte que le rétrécissement du « monde libre », s'il se poursuivait, ait des répercussions économiques graves sur son sol et y accélère le déclin de la propriété privée. Il s'agit donc en premier lieu non pas tant de protéger des avoirs ou de conserver des marchés à l'étranger, que d'empêcher — et de faire reculer si besoin est — tout mouvement social ou tout gouvernement de prendre des mesures restreignant ou supprimant le caractère privé du capital.

Jusqu'à ces derniers temps, les mouvements de libération nationale ont cherché aide et protection du côté de la Russie plutôt qu'ailleurs. Mais aujourd'hui c'est la Chine qui menace de ruiner ce qu'il peut rester à l'Occident d'influence en sol asiatique. Ne sert-elle pas d'exemple vivant à des mouvements nationalistes-révolutionnaires susceptibles de poursuivre un jour pour leur propre compte l'exploitation de l'Asie par le capital occidental? Ce qui inquiète tellement l'Amérique, c'est beaucoup plus le « bolchevisme » que le « nationalisme » de la Chine, même si c'est la conjugaison de ces deux éléments qui se révèle mortelle pour l'entreprise privée.

Quand la classe dirigeante américaine dit se charger de défendre dans le monde la cause de la « liberté » et de la « démocratie », elle ne fait en réalité qu'affirmer son chauvinisme à l'intérieur et son impérialisme à l'extérieur. Hautement satisfaite de sa condition, et ne pouvant du reste en envisager une autre, elle ne saurait tolérer l'expansion d'un système social différent du sien. Savoir qu'il est possible de commercer avec le capital d'État aussi bien qu'avec l'entreprise privée, ne la console guère, car elle lit dans la disparition du capital privé à l'étranger l'annonce de son éventuelle atrophie en Amérique. Elle voue au capitalisme d'État — qu'à juste titre de son point de vue elle identifie au « communisme » — une haine profonde et le fait que cette haine s'exprime sur un plan purement idéologique ne change rien à cet autre fait qu'elle plonge ses racines dans les

avantages matériels dont jouissent les privilégiés du régime de l'entreprise privée. Il s'agit donc d'une réaction de classe à toute transformation structurelle de nature à nuire au capital privé, non d'une haine sans cause et superstitieuse.

La concurrence et l'antagonisme des nations sont générateurs de guerres entre États capitalistes. En un sens, une guerre opposant systèmes de capitalisme d'État et systèmes d'entreprise privée constitue également une forme de concurrence internationale. Mais avec cette différence qu'elle a pour objet non seulement de faire triompher les intérêts de groupes capitalistes organisés sur un plan national, mais encore de défendre ici et d'anéantir là-bas des structures sociales différentes. Désormais, les rivalités impérialistes comportent un élément de « guerre civile », même si ce genre de « guerre civile » se déroule non au sein des nations mais entre elles. L'« anticommunisme » signifie la résistance à tout mouvement ou aspiration menaçant soit l'existence présente soit l'avenir du capital privé.

Depuis 1945, tous les efforts des États-Unis ont tendu à maintenir l'exploitation capitaliste dans le monde. Cette politique découle directement des exigences d'expansion du capital privé et seule la destruction du système de marché pourra y mettre fin. Il arrive certes que des intérêts particuliers soient balayés; ainsi des investissements et du commerce américains à Cuba, et inversement, qu'ils soient préservés par une occupation militaire comme en République Dominicaine, ou par un renversement de gouvernement, comme au Guatemala et en Iran. Dans l'ensemble cependant, les États-Unis ne peuvent avoir d'autre politique que celle qui tend à accroître leur rôle dans l'économie mondiale et à empêcher l'avènement de systèmes capitalistes d'État dans les zones réservées à l'exploitation.

Il est fréquent d'entendre nier que l'expansion du capital obéisse à un impératif impérialiste; c'est en est fini du colonialisme européen, l'impérialisme a cessé d'être profitable, affirme-t-on à ce propos. De fait, le temps où quelques régiments permettaient de tenir en respect des centaines de millions d'hommes semble bel et bien révolu, alors que les empires coloniaux rapportent de moins en moins et coûtent de plus en plus. Hier, affaire lucrative, le « fardeau de l'homme blanc » s'est effectivement transformé en une lourde charge. Sans doute, trusts et individus continuent parfois de s'enrichir dans des

proportions inouïes, mais, du point de vue de la totalité, le colonialisme ne paie plus, tant et si bien que le principe de la rentabilité dicte de nouvelles règles de conduite en la matière. L'impérialisme par des voies détournées semble plus avantageux que le colonialisme à la mode du XIX^e siècle. Face aux mouvements nationalistes-révolutionnaires, l'emprise indirecte paraît préférable à l'exercice direct du pouvoir, exactement comme le salariat a fini par se révéler supérieur à l'esclavagisme. De même que le monopole des moyens de production suffit largement à dominer la classe ouvrière, le contrôle monopoliste de l'économie mondiale peut suffire à modeler le comportement des pays qui s'y trouvent assujettis. De toute façon, dans un cas comme dans l'autre, le pouvoir politique et les forces armées sont prêts à intervenir pour assurer le bon fonctionnement des méthodes indirectes d'autorité, et, tant que ces méthodes continuent de rapporter, l'illusion du consensus général persiste.

Quoique jusqu'à présent le capitalisme occidental se soit peu soucié de promouvoir l'industrialisation des régions sous-développées, il ne s'oppose pas à celle-ci chaque fois qu'il peut en tirer profit. Il préfère même exploiter les masses ouvrières des autres pays que celles du sien propre. C'est pourquoi il existe une franche contradiction entre la nécessité de laisser la porte ouverte dans le monde aux entreprises du capital privé et le peu d'empressement de ce dernier à agir dans ce sens. Mais cette contradiction ne fait que refléter une contradiction de la production de capital que chaque crise met au premier plan, à savoir : que la production subit un coup d'arrêt bien que les besoins de la plus grande partie de la population soient loin d'être satisfaits. Si la production ralentit, ce n'est pas parce qu'il y a pléthore de produits, mais parce qu'elle a cessé d'être rentable. Pourtant, il ne viendra jamais à l'esprit des capitalistes que l'incapacité où ils sont d'augmenter la production est une raison suffisante pour abdiquer en faveur d'un système social différent, apte, quant à lui, à aligner la production sociale sur les besoins sociaux réels. Pas plus il ne leur viendra à l'esprit qu'incapables comme ils l'ont été, et comme ils le resteront selon toute vraisemblance, d'industrialiser le monde, il leur faut passer la main à d'autres dont on pourrait espérer qu'ils y arriveront en appliquant des principes différents de ceux du capital privé. De même qu'ils défendent leur pouvoir dans

chaque pays, nonobstant la médiocrité de leurs accomplissements, de même ils le défendent au niveau du monde entier.

Comme il n'existe pas la moindre chance de briser, par le biais de la concurrence, le monopole du capital que les grandes puissances exercent de longue date, l'industrialisation des pays sous-développés doit se faire sur la base d'une organisation à l'échelon national et en rupture avec les rapports du marché mondial. Toutefois, cette possibilité ne s'offre qu'à de grands pays, tels que la Russie et la Chine, capables de se suffire assez largement à eux-mêmes. Quant aux autres, l'« indépendance nationale » ne change rien la plupart du temps à la dépendance qui reste leur lot au regard des pays développés, sauf s'ils trouvent l'occasion d'aligner leurs économies sur celles de systèmes capitalistes d'État de grande envergure. Déjà « intégrés » au marché mondial et hors d'état de faire face à leurs besoins par leurs propres moyens, ils demeurent cet objet d'exploitation par l'étranger et de rivalités impérialistes qu'il est convenu d'appeler pays du « tiers monde ».

Au lieu de s'employer à réorganiser effectivement l'édifice socio-économique, les énergies nationalistes-révolutionnaires se consomment en stériles luttes intestines pour le pouvoir. Les pays dépendants acquièrent une certaine autonomie politique sans cesser pour autant d'être soumis économiquement aux puissances impérialistes. « Les dirigeants au socialisme le plus militant, eux-mêmes, a-t-on souligné, se gardent bien de nuire à la survie économique de leur pays en nationalisant les entreprises étrangères; ils craignent trop de tuer ainsi la poule aux œufs d'or [...]. Les régimes socialistes adoptent le plus souvent une tactique analogue à celle du Ghana : majoration de l'impôt sur les sociétés; incitation à une hausse des salaires de 20 p. 100; investissement sur place de 60 p. 100 des bénéfices nets, après impôt. Ces mesures laissant aux compagnies minières des dividendes de l'ordre de 45 p. 100, elles ne sont pas de nature à les effrayer. Les compagnies en question évitent soigneusement tout ce qui pourrait ressembler à une ingérence dans l'économie nationale, et "indigénisent" rapidement leurs cadres. Mais l'économie n'en conserve pas moins un caractère "colonial" ⁵. »

L'hégémonie économique indirecte des régions sous-dévelop-

5. P. Worsley, *The Third World*, Londres, 1964, p. 241.

pées, que le capital occidental continue d'exercer, ne permet en aucun cas de satisfaire les besoins élémentaires des masses et, pas plus, de résoudre les problèmes essentiels de la création de profit qu'affronte ce capital lui-même. Son seul effet, c'est de ralentir pour un temps la désagrégation de l'économie capitaliste mondiale. Encore cela exige-t-il la répression féroce des moindres manifestations de mécontentement qu'une misère toujours accrue et jamais soulagée ne manque pas de susciter. On peut donc prévoir sans grand risque d'erreur que, dans les régions sous-développées tout du moins, la misère va entraîner des révoltes en chaîne visant les puissances impérialistes comme leurs collaborateurs autochtones, qu'ils appartiennent aux classes dirigeantes traditionnelles ou aux nouvelles, que les mouvements anticolonialistes ont portées au pouvoir.

Le colonialisme d'hier est mort, c'est indéniable. Lui a succédé un néo-colonialisme sur la base duquel les nations, tout en jouissant d'une indépendance de façade, continuent d'être exploitées par le capital étranger. Dès lors, la lutte que les deux grands systèmes de capitalisme, l'étatique et le privé, se livrent en vue d'accroître leur part respective de la production et des échanges mondiaux, ne peut que retentir également sur le sort des pays du « tiers monde » jusqu'à présent « non engagés ». Que ces derniers adoptent des méthodes capitalistes d'État, et ils mettront dorénavant obstacle à toute nouvelle pénétration du capital privé dans leurs économies; en outre, ils exerceront sur leurs relations commerciales un contrôle qui aura pour effet de diminuer, voire de supprimer, l'exploitation à laquelle les pays capitalistes les soumettent. Voilà qui freinera l'expansion du capital privé en général et renforcera le « camp socialiste », tandis que le capitalisme passera à un rythme accéléré de sa phase privée à sa phase étatisée. L'impérialisme n'est donc pas simplement un instrument d'exploitation et d'enrichissement; il est aussi le seul moyen de sauvegarder l'avenir du capital privé dont le bloc occidental dispose.

A la façon du colonialisme d'hier, le néo-colonialisme est mis en œuvre non dans l'intérêt général du pays impérialiste, mais dans l'intérêt particulier de sa classe dirigeante, et surtout de la puissante fraction de cette classe qui brasse des affaires dans le monde entier et codétermine la politique étrangère de la nation. Marx se posant un jour la question : « Que rapporte

vraiment la possession des Indes à l'État et au peuple britanniques? », y répondait en ces termes : « Directement, sous forme de tribut, d'excédent des recettes sur les dépenses, rien, absolument rien, ne revient à la Trésorerie [...]. Cela étant, il est évident que les avantages retirés par la Grande-Bretagne de son empire des Indes se bornent aux profits que des sujets britanniques empochent à titre individuel [...]. Mais il y a aussi le revers de la médaille. Le budget militaire et naval, entretenu aux frais du peuple anglais, n'a fait que s'étendre en même temps que les possessions indiennes [...]. Quand on aura ajouté à cela la série ininterrompue de conquêtes et d'agressions dans laquelle la possession des Indes a précipité les Anglais, on aura tout lieu de se demander si, au total, cet empire ne risque pas de coûter tout autant qu'il pourra jamais rapporter⁶. » Et, de fait, l'une des raisons pour lesquelles le néo-colonialisme a remplacé l'assujettissement direct, c'est que la domination impériale a fini par coûter incomparablement plus cher qu'elle ne rapportait.

Les profits du régime colonial vont à des particuliers, alors que ses frais sont réglés par la masse des contribuables; mais la différence entre les uns et les autres ne peut à la longue dépasser un certain seuil, car il y a une limite à la capacité de prélever par l'impôt de quoi fournir les subventions nécessaires. Tant que ce seuil n'est pas franchi, le fait que les revenus tirés de l'exploitation coloniale soient inférieurs aux dépenses publiques qu'elle requiert, loin de détourner de cette voie, incite au contraire à y persévérer dans l'espoir qu'un jour les recettes viendront enfin excéder les dépenses. On ne saurait dire que le gouvernement américain consent aux frais, si élevés, d'interventions massives à l'étranger uniquement pour sauvegarder les revenus de groupes capitalistes particuliers; s'il le fait, c'est parce qu'il compte voir ces derniers augmenter. Ces efforts, tout porte à croire qu'ils resteront vains et que, dans le meilleur des cas, ils n'auront d'autre effet que de garantir aux revenus menacés leur niveau actuel. Mais voilà qui n'empêche pas pour autant les pays capitalistes d'être soumis à la nécessité contraignante de commercer à l'échelle internationale.

Même si elle était isolationniste, même si elle n'était pas

6. K. Marx, « Les revenus britanniques aux Indes », in *Textes sur le colonialisme*, Moscou, s. d., pp. 177-181.

impérialiste, l'Amérique n'en serait pas moins forcée de subventionner par le biais des dépenses publiques ses groupes capitalistes dirigeants, ne serait-ce que pour éviter la stagnation de l'économie. Ces subventions ne peuvent être prélevées que sur la production totale; les revenus du capital subventionné impliquent les « frais » sociaux de la production pour le gaspillage. Tel est précisément le dilemme dont le capitalisme cherche à sortir au moyen de l'expansion extérieure et que l'impérialisme fait passer du plan national au plan international. Mais il y a une différence toutefois. Si la production promise au gaspillage, sous forme de dépenses à des fins impérialistes, arrivait à rétablir les conditions premières d'une expansion accélérée du capital privé, les « revenus » futurs auraient de fortes chances d'excéder les « frais » actuels. Dès lors, la production de gaspillage aboutirait à la production de capital, elle représenterait le coût inévitable d'une exploitation accrue, comme tel fut le cas de toutes les entreprises impérialistes à ce jour. Tandis qu'à l'échelon national la production pour le gaspillage ne fait qu'accentuer les difficultés de l'expansion, dont elle n'est d'ailleurs qu'une expression, on peut supposer que, par le biais de la guerre, elle amènera des transformations structurelles de l'économie mondiale et du rapport des forces politiques permettant aux puissances victorieuses de bénéficier d'une nouvelle phase d'expansion.

Ces calculs cyniques reposent sur l'illusoire croyance à l'absence de limites historiques au développement du capitalisme en général, et du capitalisme américain en particulier. Pourtant, même si les capitalistes ont conscience de la tendance progressive à la désagrégation du système de marché, ils ne peuvent agir autrement que comme si elle n'existait pas, ou comme si l'on pouvait la stopper ou la renverser. Régis en fait par cette tendance, ils recourent toujours davantage à une politique impérialiste en vue d'endiguer, voire d'anéantir, les systèmes économiques différents du leur. Plus leurs économies deviennent mixtes, plus ils sont impérieusement poussés à couper court à l'extension des « nationalisations » et autres « socialisations » au sein de l'économie mondiale, non seulement pour pouvoir mieux la diriger, mais encore pour restreindre chez eux l'essor de la production induite par l'État. C'est pourquoi l'économie mixte reste axée sur la guerre et la mobilisation pour la guerre; de fait, elle n'est rien d'autre qu'une économie sur pied de guerre

semi-permanente. Ce qui pendant la dépression des années 1930 prenait l'aspect d'une solution possible aux problèmes économiques du système de marché se révèle être maintenant une cause supplémentaire d'impérialisme capitaliste.

Or les conséquences de la guerre dépendent de l'état atteint par les forces de production. Et, dans leur état actuel, celles-ci rendent possible l'anéantissement de la plus grande partie de la planète et de ses habitants, ce qui paraît exclure l'utilisation de la guerre à des fins d'accumulation du capital. Aux lendemains de la dernière guerre mondiale, on pouvait encore présenter la guerre comme une « industrie nouvelle », capable de résoudre les problèmes capitalistes, y compris ceux du profit financier. « La destruction du capital européen, soulignait-on alors, a permis à l'économie américaine d'en finir avec les problèmes de demande effective. Pendant la dépression, nous n'arrivions à rien. La carence la plus grave, c'était le défaut de demande effective. Depuis peu, cette demande s'est créée par la force des choses. [...]. Nous voici à l'aube de l'ère de développement industriel la plus grandiose que ce pays ait connue ? » Mais ce genre d'optimisme a cessé de prévaloir en raison des capacités de destruction propres aux armes modernes, dont les engins atomiques.

Dans un monde irrationnel, il est cependant impossible d'agir de façon rationnelle. Savoir que la guerre n'est plus un moyen de résoudre les problèmes qui harcèlent le monde capitaliste ne change nullement un type de comportement susceptible à tout moment de mener à la guerre. Pas un capitaliste n'a jamais désiré qu'une crise lui fasse perdre de l'argent, mais cela ne l'empêche pas de livrer à ses rivaux une concurrence implacable, facteur de crises et de dépressions; autrement dit, la crise « anormale » tire son origine d'une conduite « normale ». De même pour la guerre : la pulsion permanente à conserver ou acquérir la prépondérance politique ou économique n'est autre que l'aboutissement et la somme de tous les comportements asociaux qui caractérisent la vie sociale dans le cadre du capitalisme. Savoir que la guerre peut conduire à un suicide général, point sur lequel l'unanimité est d'ailleurs loin d'être faite,

7. *Proceedings of a Conference sponsored by the Economic and Business Foundation, New Wilmington, Penn., 20 décembre 1948, p. 18.*

n'affaiblit en rien la tendance à une nouvelle guerre mondiale. Les responsables des décisions politiques se trouvent dans cette impasse au même titre que les masses impuissantes et apathiques. Tout simplement, en prenant les décisions « correctes », telles que les imposent les besoins de leur pays respectif et le maintien de ses structures sociales, ils risquent de disparaître en même temps que la plupart de leurs congénères. Dans le monde d'après guerre, la politique étrangère a eu pour fonction essentielle de préparer la guerre, et seule la perspective de la guerre a permis la collaboration toute partielle qui s'est manifestée au sein des alliances occidentales. A part cela, il n'y a pas eu de « politique » du tout, sinon ce brouillamini impénétrable d'actions et de réactions contradictoires au moyen desquelles d'innombrables intérêts particuliers tentent de se faire valoir ou de se défendre. La politique américaine d'après-guerre devait avoir pour traits distinctifs la doctrine Truman, le plan Marshall, l'Organisation du Traité de l'Atlantique-Nord, la guerre de Corée, la déclaration de Caracas, l'Organisation du Traité de l'Asie du Sud-Est, le traité de défense « mutuelle » avec Formose, le pacte de Bagdad et la doctrine Eisenhower; bref, une politique étrangère ayant pour raison d'être la réalité ou l'attente de la guerre.

La défense du capitalisme occidental s'exprime généralement en termes d'idéologie politique. On lutte contre l'« agression communiste » non pour faire de l'argent — du moins, pas directement —, mais pour défendre la « liberté » même là où elle n'existe pas, puisqu'on l'identifie aux institutions démocratiques propres aux États-Unis et à l'Europe de l'Ouest. Par suite de la position qui lui revint à l'issue de la Deuxième Guerre mondiale, l'Amérique s'est trouvée engagée toujours davantage en Asie du Sud-Est. L'effondrement de la Chine nationaliste ne fit qu'accélérer ce mouvement. « Du fait de son idéologie, déclarait une sommité de la politique américaine, la Chine communiste est, pour ainsi dire, un modèle de totalitarisme on ne peut plus opposé au type de développement qui, à notre avis, contribuerait véritablement à la promotion de ces pays. Sans chercher à obtenir une situation économique privilégiée dans cette région [...], nous nous y efforçons de faire face à la puissance communiste la plus agressive et à ses satellites en mettant obstacle à leur expansion; telle est la première étape, une étape

essentielle, vers l'établissement de relations appelées certes à évoluer par la suite⁸. » Bref, il s'agit d'endiguer l'essor de la Chine, autrement dit, d'empêcher les pays d'Asie et du Sud-Est asiatique de quitter le bercail occidental.

Vu la faiblesse des bourgeoisies du « tiers monde », il est évident que les nouveaux États se réclamant de la démocratie ont une structure politique aussi totalitaire que celle des nouveaux États se réclamant du communisme. En l'occurrence, ces deux notions de « démocratie » et de « communisme » sont d'ordre purement idéologique et connotent deux tendances de développement différentes, l'une en direction du capitalisme d'État et de la rupture avec l'hégémonie occidentale, l'autre, en direction d'une économie de marché liée au maintien d'un statut néo-colonial. Pour que s'impose cette seconde tendance, il faut de temps à autre une intervention directe des forces armées américaines et parfois aussi un retour au colonialisme vieux style. Selon le secrétaire d'État Dean Rusk, la guerre dans le Sud-Est asiatique non seulement constitue un impératif catégorique, mais encore est dictée par l'intérêt national. « D'ici dix ou vingt ans, a-t-il affirmé, la Chine continentale comptera un milliard d'habitants, et disposera d'engins atomiques sans qu'on puisse être certain de son attitude envers le reste de l'Asie. Or, d'un point de vue stratégique, ce n'est pas une perspective très séduisante que celle d'un monde que couperait en deux un communisme asiatique gagnant l'Asie du Sud-Est et l'Indonésie, puisque tel est notoirement son objectif; et pas plus de penser que les millions d'hommes des pays libres d'Asie se trouveraient soumis à la pression constante et redoutable des autorités de Pékin, si bien que leur avenir serait bloqué par la peur. Pour nous, qui sommes une puissance du Pacifique aussi bien que de l'Atlantique, il s'agit là de questions d'une importance vitale. En fin de compte, c'est par le Pacifique que la Seconde Guerre mondiale est venue nous frapper et c'est en Asie que vivent les deux tiers de la population mondiale. Dès lors, nous avons un intérêt primordial à ce que les peuples libres d'Asie puissent vivre en paix et à ce que la Chine continentale, se consacrant désormais aux besoins pragmatiques de sa population, se

8. W. P. Bundy, « The United States and Asia », in *China and the Peace in Asia* (A. Buchan, éd.), Londres, 1965, pp. 17-21.

détourne de l'aventurisme doctrinaire et idéologique⁹. » Mais l'Amérique n'est pas seulement une puissance du Pacifique, elle est aussi une puissance capitaliste et c'est comme telle qu'elle souhaite une Asie « paisible » et capitaliste, hors d'état qu'elle est d'appliquer pour sa part les conseils qu'elle prodigue à la Chine, à savoir : concentrer son attention sur les « besoins pragmatiques de sa population ».

9. *New York Times*, 13 octobre 1967.

CHAPITRE XX

Capitalisme d'État et économie mixte

Si la théorie marxienne de l'accumulation rend compte effectivement de l'économie mixte, elle paraît avoir perdu sa validité en ce qui concerne l'économie totalement dirigée par l'État, c'est-à-dire les systèmes de capitalisme ou socialisme d'État des pays dits communistes du bloc oriental, où la production, la distribution et la croissance sont réglées par les décisions du gouvernement et les organismes du Plan. Loin d'être l'ultime conséquence d'une transformation progressive de l'économie mixte en économie étatisée, ces systèmes ont été engendrés par la guerre et la révolution. Alors qu'en pratique ils n'ont fait que prolonger et étendre le dirigisme du temps de guerre, ces régimes prétendent, en théorie, réaliser le socialisme de Marx. Prétention qui en vaut d'autres pour autant qu'on se rallie à l'interprétation « orthodoxe » du marxisme selon laquelle l'exploitation a pour cause principale, sinon unique, les rapports de propriété privée. Mais, en fait, les conditions qui, d'après Marx, devaient conduire à l'« expropriation du capital » n'existent même pas dans les pays industriellement sous-développés et servant de cadre à une révolution sociale. Leurs dirigeants n'en restent pas moins convaincus d'abord que l'étatisation de l'ensemble des activités économiques aura pour effet d'accélérer le développement du capital beaucoup plus que cela ne serait possible sur la base des rapports de marché, et ensuite que, sous la direction de gouvernements socialistes, ce type de développement permettra d'assurer un lent passage au socialisme.

Que le développement de la production de capital puisse

se faire sous le signe du « socialisme » et du « communisme », c'est là un paradoxe trop absurde pour avoir seulement pu effleurer l'esprit de Marx. Voilà pourtant qui, à l'examen rétrospectif, n'a rien d'étonnant. Le modèle marxien de production de capital — bien qu'il ait été construit surtout d'après l'observation du capitalisme anglais, le plus pur de forme et le plus avancé de l'époque — se rapportait non à une économie nationale quelconque ou à l'économie mondiale, mais constituait un système imaginaire, réduit à la relation fondamentale capital-travail. Dans la réalité, le développement du système donna naissance à de multiples types de pays plus ou moins industrialisés, de colonisation et d'impérialisme. Cela n'empêchait nullement l'économie mondiale d'être intimement liée à l'expansion du capital dans les États capitalistes prépondérants et d'en dépendre étroitement. S'agissant des pays sous-développés, la théorie révolutionnaire devait tenir compte non seulement des conditions précapitalistes qui s'y perpétuaient, mais aussi des rapports autrement importants du capital et du travail, lesquels régissaient l'économie mondiale. Comme la seule voie de développement ouverte aux nouvelles économies indépendantes était la résistance aux puissances monopolistes et à leur expansion fétichiste du capital, les mouvements nationalistes-révolutionnaires n'avaient que faire de l'idéologie capitaliste régnante, et cela, d'autant moins que les classes précapitalistes encore au pouvoir ne s'y maintenaient que grâce à une collaboration étroite avec les forces impérialistes. Tout en ayant pour fonction réelle d'œuvrer au développement du capital national, l'idéologie révolutionnaire ne pouvait être qu'anticapitaliste. Et, comme les porte-parole de cette idéologie agissaient au xx^e siècle et non au xviii^e, ils associaient à la notion de progrès, par le biais de la production de capital, non plus la propriété privée et la concurrence généralisée, mais le capitalisme moderne hautement concentré, ou mixte ou étatisé. Bien qu'ils ne fussent capables que de mettre en place les conditions mêmes que le socialisme de Marx se donnait à tâche d'éliminer, ils pouvaient néanmoins se juger « marxistes » dans la mesure où ils cherchaient à mener de front deux révolutions : la révolution « bourgeoise », jetant les bases des rapports capital-travail inhérents à l'industrie moderne, et la révolution « socialiste », interdisant au capital privé de prendre

la tête de ce développement et de le capter à son profit.

Il vaudrait mieux qualifier de « keynésiennes » les révolutions de caractère capitaliste ou socialiste d'État, effectuées au nom de Marx. Keynes fut le premier à théoriser le fait des interventions massives de l'État dans l'économie et c'est en ce sens qu'on parle généralement de « révolution keynésienne ». Si la théorie de Keynes eut en pratique une coloration réformiste bien plus que révolutionnaire, c'est uniquement parce que son auteur se souciait uniquement du capitalisme « mûr ». Mais, en tant qu'elle préconise des réformes qui ne vont pas au-delà de l'« économie mixte », elle est en définitive vouée à l'échec, car, tout en contribuant sans doute à ralentir la désagrégation du système de la propriété privée, elle ne saurait l'empêcher. Né en même temps que l'économie mixte, le capitalisme d'État peut être considéré comme le plus conséquent et le plus achevé des systèmes keynésiens. Certes, il ne s'agit pas d'économie mixte au sens restreint de Keynes, visant à sauvegarder le capital privé au moyen du dirigisme. Il s'agit d'économie mixte conçue dans un sens beaucoup plus large, celui d'une « socialisation systématique de l'investissement », qui promet de remédier à « la répartition injuste des richesses et des revenus », en laissant à « la volonté de tous incarnée par l'État » le soin de fixer « jusqu'à quel point il est bon de stimuler la propension moyenne à consommer » dans une économie de plein emploi, exempte de crises. Qui plus est, le capitalisme d'État demeure une économie mixte du fait qu'il est partie intégrante de l'économie mondiale, largement déterminée encore par la production axée sur le profit privé, comme il l'est du fait qu'il reste marqué par tous les antagonismes inhérents à la production de capital privé, sauf ceux qui découlent de l'appropriation privée du profit.

Alors que l'économie mixte, au sens restreint de Keynes, a pour barrière la nature de la production pour compte privé, dans son sens élargi de système de capitalisme d'État intégral, elle a pour barrière la concurrence internationale. En théorie, le capitalisme d'État devrait permettre de fixer au moyen d'un plan le volume et la destination de la production. En pratique, cette « planification » est étroitement soumise aux impératifs de la production de capital dans le cadre de la concurrence mondiale pour le capital et pour le pouvoir. Ce que le capitalisme

d'État — lié au destin du capitalisme en général — pourrait comporter d'avantages ne se réalise jamais que d'une façon partielle. Et, sur une telle base, l'expansion économique cesse d'être du type qui caractérisa l'essor du capitalisme, pour devenir du type qui caractérise son déclin. Désormais, les premiers stades de la formation de capital, et même ceux de l'« accumulation primitive », s'accompagnent d'une « surproduction » à des fins de gaspillage, consécutive à la course au pouvoir mondial. Comme dans le capitalisme d'hier, la destination de la production est dictée par les besoins de l'accumulation du capital, non par les besoins réels des producteurs.

Qu'il s'agisse d'économie mixte ou d'économie étatisée, la formation de capital ressortit à l'initiative gouvernementale; aussi ce qui, dans l'optique keynésienne, distingue le « capitalisme » du « socialisme » se ramène en fait à une question de degré dans l'extension des prérogatives de la puissance publique. Mais, le capitalisme ayant selon Keynes tendance à « se socialiser de lui-même », on définit aujourd'hui le socialisme comme un « capitalisme intégralement socialisé ». En ce sens, le capitalisme d'État s'identifie au « socialisme », et tel est bien le nom que les porte-parole du « marxisme » comme ceux de l'« anti-marxisme » lui accolent en général. La désagrégation du système de la propriété privée, par suite de la concentration du capital entre les mains de monopoles dont certains « constituent des unités qu'il faut se représenter de la manière un peu dont on se représentait jusqu'ici les nations ¹ », a transformé — disent d'aucuns — l'économie capitaliste en « quelque chose qui diffère du système russe ou système socialiste surtout par son contenu philosophique ² ». Mais on a pu faire valoir en sens contraire que si le terme *capitaliste* est encore employé pour désigner les économies du monde occidental, « il ne faudrait pas en réduire l'usage à la seule propriété privée, mais l'appliquer à toute communauté qui croit à la possibilité d'accroître perpétuellement sa capacité de créer des richesses au moyen d'investissements constants des ressources dans du capital productif. Pris en ce sens, le terme « capitaliste » ne prête plus à controverse, puisque les principaux exemples de progrès

1. A. A. Berle Jr., *Economic Power and the Free Society*, New York, 1957, p. 15.

2. *Ibid.*, p. 13.

réalisés grâce au capital ne sont autres, dans le monde d'aujourd'hui, que les États-Unis et l'Union soviétique³ ».

Pendant la grande crise des années 1930, le président Roosevelt notait déjà que « ce que nous sommes en train de faire aux États-Unis, ce sont certaines des choses qui ont été faites en Russie et même certaines des choses qui ont été faites sous Hitler en Allemagne. Seulement, nous, nous les faisons posément⁴ ». C'est en raison de l'affinité existant entre l'économie mixte et le capitalisme d'État que l'inimitié actuelle des deux systèmes est dans une très grande mesure attribuée aux « philosophies » différentes qui sont censées déterminer leurs institutions politiques, mais non leurs structures socio-économiques respectives. Certes, le « marxisme orthodoxe » soutient que l'économie mixte demeure du capitalisme à l'ancienne mode, de même que la doctrine bourgeoise « orthodoxe » affirme avec insistance que l'économie mixte n'est que du socialisme camouflé. Mais, en règle générale, on considère que les deux types d'économie restent fidèles au principe du progrès réalisé grâce à l'accumulation du capital.

Keynes cependant devait s'écarter de ce principe lors de la grande crise des années 1930, quand il caressait l'idée de faire passer la consommation avant l'investissement, dans le cadre d'une société où l'abondance de capital rendrait superflu le socialisme tel que le concevait ses fondateurs et ses partisans déclarés. Ce fut précisément cette déviation qui distingua sa théorie d'avec l'« orthodoxie » de ses contemporains. Après la guerre, toutefois, la théorie bourgeoise proclama de nouveau la nécessité d'une formation de capital accélérée. « Les extraordinaires progrès de la Russie, et la tendance capitaliste qu'ils manifestent distinctement, disait-on alors, ont vivement impressionné le reste du monde et contribué à ce changement général d'attitude. Jamais, jusqu'à présent, aucun peuple ne s'est imposé des restrictions aussi sévères en vue d'accumuler une épargne destinée à être convertie en capital réel. On s'aperçoit maintenant que cet immense déploiement de force [russe] prend son origine dans une offre abondante de capital créée

3. *The Economist* (Londres), 16 octobre 1934.

4. *The Secret Diary of Harold L. Ickes. The First 1000 Days, 1933-36*, New York, 1953, p. 104.

par une réduction anormale de la consommation courante. Partout dans le monde, on exige une politique économique susceptible d'engendrer des progrès comparables à ceux de la Russie ⁵. » Tandis que dans les pays les moins développés du point de vue capitaliste ces « exigences » masochistes prennent la forme de tentatives d'imiter l'exemple russe, dans les pays capitalistes développés elle prend celle d'efforts frénétiques pour rattraper le taux de formation de capital plus élevé de la Russie.

Voilà qui amena les économistes bourgeois à mettre au premier plan la question de la « croissance », tout en effectuant — non sans gêne — ce retour à l'économie politique qui caractérise aujourd'hui, en théorie comme en pratique, l'intérêt qu'ils portent à la « macro-économie » et à sa dynamique. Cependant, prenant le contre-pied de Marx, ils soutiennent que le capitalisme est réformable et se trouve désormais en voie de résoudre posément tout ce qu'il lui reste de problèmes. Dès lors, à quoi bon faire de la lutte des classes la force motrice du développement social, et même à quoi bon assigner une origine sociale aux tares qui continuent de marquer le système ? Ces tares-là, il faudrait en traiter dans une optique humaniste, et non plus sociale. (Ce qui, soit dit en passant, n'est pas sans expliquer la vogue actuelle du socialisme humaniste propre au jeune Marx, qui tenait l'aliénation du travailleur pour une conséquence de « l'aliénation de l'homme par rapport à sa vraie nature ». Ce Marx non marxien fait parfaitement l'affaire de l'« État-Providence » et peut même lui servir dans la guerre de propagande qu'il mène contre le marxisme idéologique de son adversaire capitaliste d'État.)

Qui plus est, il existe de nos jours une tendance à présenter le développement des deux grands types d'économie comme un développement convergent, dont le terme serait la mise en place d'une structure socio-économique aussi éloignée de l'entreprise privée que de l'économie caporalisée. « Le système soviétique, a-t-on fait valoir, n'est pas plus immuable que le système occidental. Les deux systèmes évoluent, et évoluent dans un sens généralement convergent ⁶. » Et d'ajouter qu'il

5. G. Cassel, « The Role of Capital in the National Economy », *Skannaviska Banken Quarterly Review*, janvier 1945.

6. J. Tinbergen, *op. cit.*, p. 34.

est désormais inexact de dire que « ces systèmes sont diamétralement opposés »; ils ont au contraire « de nombreux traits communs; des éléments de chacun d'eux pourraient se combiner et entraîner dès lors l'apparition de systèmes mixtes d'un genre nouveau ⁷ ». Mais, s'il est hors de doute que les deux systèmes s'accordent sur l'importance à donner à la formation de capital, ils se séparent sur la question bien plus importante encore de savoir à quelles catégories sociales cette formation de capital doit profiter.

A cet égard, le capital étatique se trouve aux antipodes du capital privé, quand bien même — pour ce qui est des producteurs — les deux formes de production de capital reposent semblablement sur l'exploitation. C'est de cette caractéristique commune que se nourrit l'espoir — sans fondement — d'une convergence finale; mais, sur tous les autres plans, les deux systèmes se distinguent nettement l'un de l'autre. L'économie étatisée a cessé d'être une économie de marché, même si elle peut s'accommoder de la persistance ou du rétablissement de certains rapports de type marché, étroitement contrôlés par les pouvoirs publics. Et elle s'assortit d'une planification plus ou moins réussie de la production et de l'échange, bien que la nature de celle-ci soit elle-même déterminée également par des nécessités intérieures, par le marché mondial et par les exigences fluctuantes des rivalités impérialistes.

Il semble qu'il y ait contradiction entre cet antagonisme rigoureux de la propriété privée et de la propriété étatique des moyens de production, de l'économie capitaliste soumise aux lois du marché et de l'économie capitaliste consciemment organisée, d'une part, et l'existence de l'« économie mixte » et de sa projection au niveau international en tant que moyen d'une éventuelle coexistence harmonieuse de systèmes sociaux différents, d'autre part. Pourtant l'idée d'une coexistence pacifique indéfinie des économies axées sur le marché et des économies capitalistes d'État est tout aussi illusoire que celle de l'existence indéfinie de l'« économie mixte » comme économie de marché. De fait, les progrès du dirigisme au sein des économies d'entreprise privée ont justement pour conséquence d'accentuer le conflit entre les deux systèmes différents. Il

7. J. Tinbergen, *op. cit.*, p. 39.

ressort clairement des guerres d'hier, entre systèmes identiques, que la concurrence pour le capital débouche sur la concurrence impérialiste et que des guerres auraient lieu de toute manière, même s'il n'existait pas un seul pays capitaliste d'État. La Deuxième Guerre mondiale a démontré que systèmes étatiques et systèmes « libéraux » pouvaient s'allier provisoirement tout en demeurant par ailleurs fondamentalement opposés en raison non seulement de l'apparition de nouveaux facteurs impérialistes, mais aussi de leurs différences de structure sociale. Loin de rapprocher le capitalisme « traditionnel » des économies étatisées, l'avènement de l'économie mixte ne fait qu'augmenter leur inimitié, quand ce ne serait, au sein des économies de marché, que pour restreindre l'essor du dirigisme.

Le capitalisme à base privée ne se transformera pas de lui-même en capitalisme d'État; de fait, une révolution capitaliste d'État présente autant de difficultés qu'une révolution socialiste. Comme l'organisation consciente de la production sociale a pour préalable l'expropriation du capital privé, pareille métamorphose ne peut être que le terme d'un processus révolutionnaire, non d'un processus évolutif. En théorie, certes, il pourrait en aller différemment. Il n'est pas absolument inconcevable en effet qu'un gouvernement, arrivé au pouvoir par des voies « démocratiques », entreprenne de nationaliser l'industrie à un rythme plus ou moins rapide. Mais, dans la mesure où le capitalisme s'identifie à la propriété privée des moyens de production, ce gouvernement devrait être révolutionnaire, anticapitaliste. Pour réaliser son programme, il lui faudrait substituer le système de plan au système de marché. Les capitalistes ne manqueraient pas de lire en cela leur arrêt de mort. Et comme il est peu vraisemblable qu'ils ne réagissent pas à de telles mesures, tout porte à croire que leur mise en vigueur déclencherait la guerre civile. C'est donc la crainte des conséquences sociales de nationalisations étendues qui détourne les partisans de cette méthode d'essayer de l'inscrire dans les faits.

Bien qu'il n'en existe pas le moindre précédent, on peut poser à titre d'hypothèse la possibilité de voir un capitalisme d'État mis en place avec le consentement des capitalistes. En ce cas, l'économie mixte aurait représenté une étape dans cette direction. Étant donné le « climat social » créé par des réformes

de type keynésien conjuguées à l'intervention de mouvements politiques cherchant à les promouvoir, la majorité des capitalistes finirait par juger inévitable, voire souhaitable, la nationalisation complète des industries de base. Un *modus vivendi* serait adopté en vertu duquel les droits de propriété, en tant qu'ils concernent le revenu, seraient sauvegardés, tandis que la gestion de la production serait confiée à des organismes d'État. Divers projets de « socialisation », tous fondés sur l'indemnisation des détenteurs de capital, visent à remplir ce but dans le cadre de la structure légale de la démocratie politique. Quel que soit le mode d'indemnisation retenu, toutefois, la nationalisation de l'industrie signifierait l'abdication des capitalistes privés en tant que classe dirigeante, à moins, bien entendu, qu'ils ne retrouvent cette position au sein de l'appareil d'État. Les indemnités seraient fixées au prorata de la valeur du capital transféré à l'État. Dès lors, l'accumulation concerne uniquement le capital d'État et le gouvernement décide souverainement de l'emploi de la plus-value. Tout en étant prélevées sur celle-ci, les indemnités ne peuvent être accumulées productivement pour compte privé. Le revenu qu'elles assurent n'est garanti par rien d'autre que par le bon vouloir de l'État, qui peut à tout moment révoquer ce droit à des rentes, parachevant ainsi l'expropriation du capital privé. Qu'elle soit consentie ou qu'elle résulte d'une révolution, l'étatisation du capital met fin à la domination de classe du capital privé.

Si l'envie leur en prenait, les adeptes du capitalisme d'État n'auraient pas de mal à monter en épingle les contradictions et l'inanité du néo-libéralisme propre aux économies mixtes. Ils pourraient notamment faire ressortir que le capitalisme privé vire toujours davantage au capitalisme d'État. Longtemps cependant, ils se refusèrent à admettre l'idée que les groupes dirigeants puissent un jour renoncer au pouvoir de leur plein gré, dans l'intérêt du développement général. Jamais les bolcheviks, par exemple, ne nourrirent l'illusion d'une coexistence pacifique du capitalisme et du « socialisme », fondée sur des alliances militaires et sur la « similitude » croissante de l'État-Providence de type keynésien et du capitalisme d'État. Ils pensaient au contraire que seules des luttes sociales permettraient de passer d'un système de production semi-dirigiste au stade du capitalisme d'État totalitaire; quand ils songeaient

à un monde enfin unifié, ils se le représentaient à l'image de leur système, qu'ils étaient résolus à défendre autant pour ses mérites propres que par amour de la « révolution mondiale ». Convaincus de leur vocation au progrès, les bolcheviks ont une attitude optimiste et une politique « dynamique », qui fait contraste avec les efforts des néo-libéraux cherchant à figer le développement au point auquel il est arrivé.

A l'instar de tous les groupes sociaux, les bolcheviks sont toujours prêts à brûler aujourd'hui ce qu'ils adoraient hier. La notion de coexistence s'accommode de multiples interprétations et, de même, le contenu et la stratégie du « marxisme ». En plus d'une occasion, ce dernier s'est vu reléguer au magasin des accessoires. Tel fut le cas, par exemple, à l'époque où, grâce à la « grande alliance », on découvrit entre la Russie et les puissances occidentales en guerre contre le nazisme une harmonie dont nul jusqu'alors ne s'était avisé de l'existence. Cette opération répondait par ailleurs à des besoins de politique intérieure, la guerre « nationale » que menait la Russie exigeant un retour aux idéologies traditionnelles. En revanche, à la fin de la guerre et par suite de l'extension de la puissance russe dans le monde, l'accent fut mis de nouveau sur le caractère offensif de l'idéologie et de la pratique bolchevistes, et le « communisme » russe refit surface, aidé en cela par l'« anticommunisme » occidental. Mais, après la mort de Staline, la Russie prit l'initiative de la détente. En raison de la précarité de la situation internationale et, bien plus encore, de la situation intérieure, le décès du dictateur risquait en effet de provoquer des troubles graves en Russie et dans le monde. Aussi ses successeurs devaient-ils s'efforcer de réduire les tensions existant sur ces deux plans, d'abord en infléchissant quelque peu le cours de la politique intérieure conçue par leur défunt maître ⁸, ensuite, en se mon-

8. Selon le dernier de ses écrits, qu'il consacra en 1952 aux *Problèmes économiques du socialisme en U.R.S.S.* (Paris, 1971), Staline était d'avis que les rivalités entre puissances capitalistes donneraient à la Russie le temps et la tranquillité nécessaires à développer ses capacités de production au moyen d'un renforcement des pouvoirs de l'État. A ses yeux, la faiblesse du socialisme russe venait de ce que l'État ne contrôlait qu'imparfaitement encore le secteur agricole collectivisé. « Pour élever la propriété kolkhozienne au niveau de la propriété nationale, disait-il, il faut que les excédents de la production kolkhozienne soient éliminés de la circulation des marchandises et intégrés au système d'échange de produits entre l'industrie d'État

trant disposés à ouvrir au commerce capitaliste l'accès du marché « socialiste »⁹.

Il va de soi que quiconque est saisi d'horreur devant la perspective d'une nouvelle guerre mondiale, plus exterminatrice encore que la précédente, aspire à voir la concorde régner entre la Russie et les puissances occidentales et, de même, ceux qui envisagent une future réconciliation de l'Est et de l'Ouest sur des bases économiques. Ces derniers admettent que le progrès des rapports dans les deux sens a pour préalable des changements décisifs de part et d'autre, et s'efforcent d'y contribuer en propageant une idéologie appropriée. Selon eux, l'industrialisation des pays totalitaires et l'essor de leur commerce extérieur va les transformer en systèmes plus démocratiques, plus proches du capitalisme de l'État-Providence moderne. Aussi invite-t-on les Russes à abandonner en partie leur « marxisme » dans l'intérêt tant de leur survie immédiate que de leur triomphe final. Le « marxisme de notre temps », fait-on valoir, se confond avec un programme de plein emploi, même si celui-ci ne doit pas être obligatoirement d'inspiration keynésienne. Comme de toute façon le capitalisme privé est promis à disparaître, il est inutile d'insister sur son déclin

et les kolkhoz » (*op. cit.*, p. 101). Autant dire que, pour Staline, le taux d'exploitation du travail dans les fermes collectives n'était pas satisfaisant. Et, comme il est évident que dans un pays encore agricole en grande partie la croissance du potentiel industriel est fonction de la rentabilité accrue de la production agricole, Staline préconisait une politique préjudiciable à la paysannerie. Ses héritiers s'attaquèrent à leur tour aux problèmes agricoles, mais sans oser compter, semble-t-il, sur une paix prolongée. Leur perspective paraît la suivante : si la guerre était imminente, il serait imprudent de s'aliéner les paysans ; et, dans le cas contraire, on pourrait accroître les rendements agricoles en recourant à des méthodes plus douces, quoique aux effets plus lents. Mais, en premier lieu, il est nécessaire de bénéficier d'une longue période de paix.

9. Dans l'optique de Staline, la désagrégation du marché mondial avait engendré « deux marchés mondiaux parallèles, s'opposant l'un à l'autre », le camp capitaliste et le camp socialiste. Il prévoyait que les pays du camp « socialiste » non seulement « n'auront bientôt plus besoin d'importer des marchandises provenant des pays capitalistes, mais encore éprouveront eux-mêmes la nécessité de vendre à l'étranger les excédents de leur production », ce qui ne manquerait pas d'aggraver les difficultés des pays capitalistes et de les pousser à s'entre-détruire (*op. cit.*, p. 34). Il s'agissait donc d'un programme d'« autarcie », impliquant une perpétuation de la guerre froide en matière de commerce international. À l'inverse, les successeurs de Staline n'ont cessé de proclamer l'intérêt qu'ils portaient au renforcement des liens économiques internationaux comme facteur de détente mondiale.

inéluçtable. La tendance générale à la régulation de l'économie, qui se réalise de son propre mouvement, servira mieux la cause du bolchevisme que le rabâchage absurde de questions dépassées telles que l'expropriation des capitalistes et l'effondrement du système. Si les Russes ne sont pas en état de changer l'idéologie, qu'ils laissent au moins à d'autres le soin de faire ce qu'ils s'interdisent. Et l'on poursuit en soulignant que la propagande marxiste dans les pays capitalistes de longue date « ne perdrait pas nécessairement sa force d'attraction s'il était affirmé clairement aux non-Russes, aux non-Chinois et autres que l'évolution à venir de leurs modes de vie ne saurait être alignée sur des expériences propres à des sociétés dont les antécédents historiques sont tout différents¹⁰ ». Dans cette optique, la propagande bolcheviste aurait une efficacité plus grande si elle renonçait « à préconiser la réalisation maximale du modèle marxiste d'origine », du fait que, par suite du recul des tendances égalitaires au sein du camp marxiste, le désir « de nationalisation intégrale, en tant qu'elle diffère de celle des grands centres du pouvoir économique, a perdu sa raison d'être¹¹ ».

S'il fallait juger le bolchevisme sur ses paroles, et non sur ses actes, le capital occidental n'aurait guère de raisons de s'opposer aux totalitaires, étant donné que leur système social ne paraît pas très différent de celui que l'avenir lui réserve. Ces considérations valent également dans l'autre sens, bien entendu, car si les pays occidentaux tendent à adopter un certain nombre d'innovations distinguant le capitalisme d'État, l'Est bolcheviste semble, de son côté, s'adapter au style occidental. « Ainsi, on a renoncé à certaines options, découlant en droite ligne des conceptions premières du communisme mais se révélant difficiles à mettre en pratique. On a cessé de soutenir que les ouvriers étaient capables de gérer eux-mêmes les unités de production, que tous les revenus devraient être plus ou moins égaux ou que la monnaie est superflue. On a rattaché les revenus à la productivité et les organes du Plan recourent de plus en plus à des concepts monétaires. Bien que l'intérêt ne soit pas posé en source de revenu privé, on a fini par voir en lui un élément réel de coût. La valeur de l'échange

10. R. Schlesinger, *Marx : His Time and Ours*, New York, 1950, p. 293.

11. *Ibid.*, p. 369.

international des produits a été de mieux en mieux saisie, tandis que fléchissaient certaines préférences pour l'autarchie. Une certaine décentralisation a été réalisée en matière de décision économique; quant au nouveau programme du parti, il fait une place plus grande à la consommation. Hier considérées comme "bourgeoises", les méthodes mathématiques sont aujourd'hui appliquées toujours davantage à la planification¹². »

Cependant, s'il est fort improbable qu'à défaut de révolution sociale l'économie de marché puisse se transformer progressivement en économie planifiée, il l'est tout autant qu'après étatisation une économie puisse revenir aux rapports de marché capitalistes. Le rétablissement du marché signifierait la restauration *de facto*, sinon *de jure*, du capital privé. Une conception fautive mais très répandue dans les pays occidentaux est celle du « capitalisme populaire », qui veut que l'extrême fragmentation de la propriété des valeurs mobilières ait pour effet de séparer la propriété du capital d'avec sa gestion, séparation censée métamorphoser les cadres supérieurs non propriétaires en capitalistes suppléants. Du moment qu'il est possible d'exercer les fonctions du capitaliste sans détenir de titres de propriété, les dirigeants effectifs sont en mesure de toucher également les revenus de la propriété. Bien que cela reste passablement douteux, il n'est pas inconcevable que les cadres dirigeants de l'industrie russe, agissant de concert avec le gouvernement et approuvés par de larges couches de la population, se mettent à rétablir une économie de marché fondée sur la concurrence et la création de profit, chaque entreprise fonctionnant dès lors à la manière de n'importe quelle entreprise privée de l'Occident capitaliste. L'État continuera comme devant à prélever par l'impôt, sur le travail payé et sur le travail non payé, de quoi couvrir ses besoins. Mais, sous les apparences d'une « révolution des directeurs » (*managerial revolution*), on se trouverait en réalité face à une contre-révolution capitaliste privée, laquelle réintroduirait sur-le-champ au sein de l'économie russe toutes les contradictions immanentes à la production concurrentielle de capital privé¹³.

12. J. Tinbergen, *op. cit.*, p. 34.

13. Le « socialisme de marché » yougoslave, par exemple, dans le cadre duquel les entreprises industrielles et commerciales sont gérées par une combinaison de conseils ouvriers et de personnel de direction sur la base du principe de la renta-

Une économie d'entreprise privée a toujours la possibilité d'opter pour une certaine forme de pseudo-planification et, de même, une économie étatisée celle de rétablir un certain genre de pseudo-marché. Mais le recours à une planification de façade ou à une concurrence faussée à la base dénote l'existence de difficultés au sein du système concerné. Pour combattre ces difficultés, il faudra savoir renoncer en temps voulu à pareilles méthodes qui, tout en se révélant provisoirement utiles, n'en restent pas moins étrangères par nature au système auxquelles on les applique et à ses besoins spécifiques. Dans la négative, les caractéristiques fondamentales du système concerné seraient en effet menacées. Système de marché et système de plan se repoussent réciproquement, quand bien même ils ont en commun certains traits économique-techniques, en tant que ces derniers ne mettent pas en cause les rapports socio-économiques de base.

Tous les systèmes capitalistes d'État s'apparentent à l'économie de marché du fait que les rapports capital-travail s'y trouvent perpétués. Les moyens de production, au lieu d'appartenir à des personnes privées, sont propriété de l'État. Ce dernier assigne une certaine valeur (en monnaie) aux ressources productives et exige du processus de production qu'il lui rende une valeur supérieure (en monnaie). Les salaires sont versés en espèces aux travailleurs, qui ont pour fonction de créer une valeur plus grande que celle que représente leur paie. Cet excédent est ensuite réparti conformément aux instructions gouvernementales. Il sert à entretenir la population non travaillante, à couvrir les besoins de la défense nationale et le coût des équipements collectifs, et une fraction en est réinvestie. Toutes les transactions ou bien ressortissent à l'échange ou bien en présentent l'aspect. La force de travail se vend à une entreprise et les salaires permettent d'acheter des marchandises à une autre. Entre la direction d'une entreprise et celle d'une autre, il existe des relations voisines du type marché, semblables à celles qui unissent les divers départements d'une grande

bilité et de la concurrence interentreprises, tandis que l'agriculture se trouve principalement aux mains de paysans individuels, souffre de toutes les contradictions qui caractérisent les rapports de marché capitalistes : disparités de développement, faillites, chômage, fluctuations brusques du cycle économique, etc.

entreprise dans tous les pays capitalistes et qui atteignent leur forme achevée dans l'économie intégralement centralisée. Formellement, il n'y a pas grande différence de l'un à l'autre système, si ce n'est, dans le cas de l'étatisation, un contrôle plus centralisé du surproduit.

A l'heure actuelle, on ne trouve de systèmes d'économie étatisée que dans les pays pauvres en capital. L'impératif auquel ces pays doivent satisfaire en tout premier lieu, c'est la formation de capital, condition première de leur indépendance nationale comme de la socialisation souhaitée de la production et de l'échange. Soumis peu ou prou (en fonction du pays et de sa situation spécifique) aux règles de la « division internationale du travail », ils se voient contraints de raccorder leurs économies respectives au marché mondial et de prendre part à la concurrence commerciale internationale. Voilà qui les oblige — en partie, sinon même en tout — à faire de l'économie monétaire et de son expansion le ressort essentiel de leurs activités.

En l'occurrence, la « socialisation » des moyens de production ne saurait aller au-delà de la *nationalisation du capital en tant que capital*. Bien que la propriété privée ait disparu, les moyens de production conservent leur caractère de capital du fait qu'ils sont gérés par l'État au lieu d'être mis à la disposition de la société globale. Et quoique l'accumulation de capital privé soit désormais exclue, l'exploitation de l'homme par l'homme se poursuit au moyen d'un échange inégal au niveau de la production comme à celui de la consommation. Cette inégalité a pour effet tant de perpétuer la concurrence, sous forme de lutte pour les situations les plus lucratives et les emplois les mieux payés, que de reporter au sein du capitalisme d'État des antagonismes sociaux inhérents au capitalisme dit classique.

Si le capitalisme d'État continue d'être un système générateur de « plus-value », il n'est plus « réglé » par la concurrence et les crises. Le surproduit n'a plus besoin d'être réalisé comme profit par le détour du marché; ce sont les organismes du Plan qui décident de son caractère matériel spécifique et de sa répartition. Que ces décisions-là soient codéterminées par la concurrence internationale, politique aussi bien qu'économique, et par les exigences de l'accumulation ne change rien au fait qu'en l'absence de marché intérieur il faut que des instances

centralisées disposent souverainement et de l'allocation du travail social total et de la distribution du produit social total.

Dans ces conditions, le recours à des relations voisines du type marché est affaire de convenance, pour ainsi dire, non de nécessité, même s'il a pu être imposé aux systèmes capitalistes d'État par des circonstances auxquelles ils ne cherchaient pas à résister. En U.R.S.S., par exemple, les rapports de quasi-marché laissent aux entreprises une quasi-autonomie, aux consommateurs une quasi-liberté de choix et aux ouvriers une quasi-liberté d'emploi. Mais tous ces rapports de quasi-marché demeurent en dernier ressort à la discrétion de l'État.

Ce « libre jeu » restreint des forces du marché, il est possible, dans une mesure déterminée, de lui donner du champ ou de le réduire encore, sans affecter gravement pour autant le système de plan lui-même. A l'heure actuelle, on s'efforce de l'accroître en vue d'augmenter du même coup l'« efficacité » du système sans que diminue son rendement. Voilà qui implique une certaine décentralisation du pouvoir de décision et une autonomie accrue pour les entreprises — le but restant d'asseoir plus solidement l'emprise des autorités centrales sur l'économie dans son ensemble. On vise de la sorte non à changer le caractère de l'économie, mais seulement à conférer une rentabilité plus grande à cette dernière grâce à un usage plus étendu des « stimulants matériels ».

Les entreprises se voient accorder plus de libertés en matière d'organisation de la production, de façon à pouvoir remplir et dépasser les normes du Plan, tandis qu'on essaie de tenir mieux compte des désirs des consommateurs en espérant par là faciliter l'exécution du Plan et éliminer le gaspillage. Désormais, le capital emprunté va porter intérêt, mesure dont on attend une rationalité plus grande des décisions d'investissement; et les directeurs d'entreprise ont dans une certaine mesure la faculté de fixer l'éventail des salaires et de disposer d'une fraction donnée des profits dus à des gains de productivité pour augmenter les rémunérations de base. Ces « innovations » et d'autres encore tendent uniquement à accentuer un état de choses des plus anciens, à savoir : l'usage de stimulants capitalistes en économie capitaliste d'État. Elles ne touchent en rien les prérogatives de la puissance publique en ce qui concerne tant les investissements que l'orientation de la production sociale

totale et sa répartition conformément à un plan général. Dès que les résultats de ces « innovations » nuisent à la bonne exécution du Plan, le gouvernement est en mesure d'intervenir soit en prenant des décrets, soit en manipulant les prix. A tout moment, le jeu restreint laissé au « marché libre » peut être interrompu en fonction des rapports de forces réelles, sous-jacents aux rapports de pseudo-marché.

De toute façon, il est évident qu'à une époque où les systèmes d'entreprise privée eux-mêmes ne peuvent subsister qu'au moyen d'interventions de l'État, aucun système capitaliste d'État n'empruntera jamais la voie du rétablissement de l'entreprise privée. De fait, le seul avantage de ce dernier système sur le premier, c'est de permettre un contrôle total de la vie économique, lequel sert à contrebalancer son inefficacité au regard des systèmes de capitalisme privé hautement développés. Le capitalisme d'État ignore la contradiction entre production rentable et production non rentable dont souffre le système rival et qui ne lui offre d'autre alternative que la stagnation ou la désagrégation lente. Échappant désormais au second de ces périls, le capitalisme d'État peut produire de manière rentable ou non sans tomber dans la stagnation.

CHAPITRE XXI

Marxisme et socialisme

Tout en étant tenue pour un fait acquis, la concertation de l'entreprise privée et du plan d'État n'engendre pas réellement une économie « mixte ». Rapports automatiques de marché et orientation consciente de la production sont en effet choses qui ne peuvent que subsister côte à côte. Tôt ou tard, l'un de ces éléments doit l'emporter sur l'autre, ce qui signifie selon les cas le maintien de l'économie de concurrence ou celui de l'économie de plan. Mais, comme nous l'avons déjà vu, il ne suffit pas de restreindre le développement de l'économie mixte pour lui éviter d'aboutir au capitalisme d'État, car une économie nationale ne saurait désormais vivre à l'écart du marché mondial. L'expansion continue d'un système impliquant la contraction de l'autre, il faut donc couper court à la tendance générale au capitalisme d'État. Et, de fait, la guerre froide qui perturbe le monde en profondeur ne découle pas d'une lutte entre le capitalisme et le socialisme, mais d'une divergence d'intérêt entre systèmes de production de capital organisés par l'État en tout ou seulement en partie. Si le capitalisme a cessé d'être ce qu'il fut longtemps, le « socialisme » n'a rien à voir avec la société sans classes qu'anticipait la théorie de Marx. L'actuelle concurrence politique et économique oppose bien plutôt l'économie mixte au capitalisme d'État, et les idéologies traditionnelles, qui autrefois séparaient capitalisme et socialisme, ne font que lui servir d'expression.

L'assimilation du capitalisme d'État au socialisme a été précédée par celle du socialisme au capitalisme d'État. Le marxisme révolutionnaire fut le produit d'une période de

développement au cours de laquelle l'accumulation du capital signifia effectivement, pour les masses laborieuses, une misère toujours accrue. Vers le tournant de siècle cependant, il devint manifeste que, sur ce plan décisif, le développement réel ne correspondait plus aux prévisions de Marx, autrement dit, la classe des ouvriers d'industrie ne subissait pas une paupérisation continue et les ouvriers eux-mêmes loin d'acquiescer une conscience de classe plus marquée, se satisfaisaient toujours davantage de leur condition. Ce processus devait arriver à son apogée lors de la Première Guerre mondiale, pendant laquelle l'idéologie nationaliste eut raison de l'intérêt de classe. Certains socialistes allèrent même jusqu'à considérer l'« étatisation » du capital et du travail, propre au temps de guerre, comme le commencement de la fin de l'antagonisme des classes, comme une synthèse dialectique grâce à laquelle le travail et le capital se trouvaient élevés à un degré supérieur d'unité sociale.

Pour d'autres socialistes toutefois, il s'agissait là d'une trahison du marxisme par des bureaucrates corrompus. Le mouvement ouvrier se scinda en deux tendances, les « radicaux » et les réformistes, se plaçant chacune sous le signe du « retour à Marx ». Cette scission avait eu pour prélude des controverses qui tournaient autour de propositions visant à présenter en toute honnêteté la pratique social-démocrate comme une pratique démocratique bourgeoise, au lieu de recourir à une phraséologie marxienne passée de mode. Le « révisionnisme » social-démocrate était lié à la phase de prospérité relative qui précéda la guerre de 1914-1918. Comme dans la perspective de Marx cette prospérité ne pouvait annoncer qu'une crise nouvelle, les socialistes les plus rigoureux s'attachèrent à faire ressortir les contradictions impérialistes plutôt que la croissante harmonie des classes qui, en tout état de cause, ne concernait que quelques pays développés. Le débat « réforme ou révolution », révisionnisme ou orthodoxie, conserva un caractère académique jusqu'au moment où la guerre et la révolution lui donnèrent une signification pratique. On se mit à établir une relation d'identité entre l'« orthodoxie » marxiste et le bolchevisme de Lénine, tandis que les ajustements auxquels la droite socialiste procédait en théorie et en pratique la transformaient en un mouvement antimarxiste (sans que le caractère marxiste de son passé fût mis toutefois en question). De ce moment, toute

discussion des problèmes soulevés par Marx devint une discussion de la théorie et de la pratique du bolchevisme et de ses rapports avec les conceptions de Marx. Le triomphe de la révolution russe permit l'assimilation à peu près complète d'une version spécifiquement russe du « marxisme » avec le maxisme en général. Plus les Russes proclamaient leur « orthodoxie », plus les socialistes occidentaux s'appliquaient, en un premier temps, à se dresser contre ladite « orthodoxie », puis, à prendre leurs distances par rapport au marxisme lui-même.

L'« orthodoxie » de Lénine tirait son origine d'une adaptation du socialisme occidental à la situation russe. Plus d'une fois déjà, on a souligné que cette situation était, au début du siècle, comparable à bien des égards à la conjoncture révolutionnaire que l'Europe traversa vers le milieu du siècle dernier. De même que Lénine plus tard, Marx se trouva confronté à une révolution démocratique bourgeoise tardive qui ne pouvait, ou ne voulait, pas réaliser ses propres revendications en raison, *primo*, des potentialités révolutionnaires de la classe ouvrière, et, *secundo*, de la nécessité immédiate d'opposer une barrière protectionniste à la concurrence des pays déjà hautement développés. Or voilà qui obligeait les bourgeois démocrates à collaborer étroitement avec leurs gouvernements encore réactionnaires pour l'essentiel. A la base de l'attitude positive que Marx adopta envers les révolutions bourgeoises, il y avait l'espoir que l'élément prolétarien, participant à ces révolutions, serait capable de les pousser au-delà des objectifs restreints de la bourgeoisie. Liée à l'état de sous-développement, propre au capitalisme occidental de 1848, la théorie politique de Marx n'était pas sans présenter une certaine ambiguïté au regard tant de la révolution bourgeoise que de la révolution prolétarienne. Marx ne pouvait en effet faire autrement que de porter l'intérêt le plus vif à la première, celle-ci étant le préalable de celle-là. Cette ambiguïté devait frayer la voie au marxisme réformiste et axé sur la collaboration des classes de la II^e Internationale et, en fin de compte, aux théories bolchevistes. Dans l'optique de Lénine, la bourgeoisie russe était plus incapable encore d'accomplir sa révolution démocratique que l'avait été la bourgeoisie ouest-européenne. C'est pourquoi la classe ouvrière était appelée à mener de front et la révolution « bourgeoise » et la révolution « prolétarienne », en passant par une

série de bouleversements sociaux qui constitueraient une « révolution permanente ».

En Occident, le mouvement ouvrier du xx^e siècle faisait face à l'alternative suivante : ou opter pour une révolution purement prolétarienne, ou se ranger aux avis des révisionnistes marxistes et œuvrer à la lente transformation du capitalisme en socialisme. Le marxisme de 1848 y avait donc perdu toute espèce de sens. En revanche, aux yeux de Lénine, il gardait sa valeur d'incitation à participer activement à la révolution russe et à soutenir partout les mouvements qui se dressaient contre les États avancés aussi bien qu'arriérés. Tout portait à voir dans la situation nouvelle une répétition de 1848, mais à une échelle beaucoup plus vaste puisqu'elle concernait non plus l'Europe et elle seule, mais le monde entier. Au lieu des alliances provisoires qui autrefois unissaient la cause de l'internationalisme prolétarien à celle de la démocratie bourgeoise, on se trouvait maintenant devant un amalgame de forces révolutionnaires d'un caractère à la fois social et nationaliste. Ces forces, selon le leader bolchevik, il était possible de les entraîner au-delà de leurs fins limitées, en direction du grand but socialiste.

S'agissant de la révolution russe toutefois, les faits ne justifiaient qu'en partie la confiance que Lénine accordait à la théorie marxienne de la révolution. Certes, la révolution démocratique ne tarda pas à céder la place à une dictature bolcheviste; mais la « révolution permanente » se révéla signifier ni plus ni moins que la lente consolidation et centralisation du pouvoir aux mains du parti de Lénine. Loin de lutter pour une révolution mondiale visant à mettre fin à l'arriération et à l'oppression, les bolcheviks ne songeaient qu'à conserver un pouvoir menacé de l'intérieur comme de l'extérieur. C'est cette option fondamentale qui devait déterminer le caractère des changements structurels de la société russe tant au niveau politique qu'au niveau économique.

La critique du bolchevisme tourne autour des aspects « bourgeois », capitalistes, de la révolution russe. Les réformistes voyaient dans la dictature bolcheviste une abomination pure et simple; ils en niaient la nécessité — seul le libéralisme économique étant à leur avis générateur de changements sociaux progressifs — et, pis même, ils la jugeaient dangereuse, le type de pouvoir qu'elle avait engendré risquant d'entraver

le cours même du progrès en Occident. Le dogmatique Lénine avait élaboré et appliqué un programme qui allait bien au-delà de ce qu'exigeait une réforme démocratique et, par là, savait les bases mêmes d'une évolution de la société bourgeoise à la société socialiste.

A gauche, on fit du bolchevisme une critique plus intéressante, mais aussi moins connue. Il était en substance reproché aux bolcheviks de ne pas exploiter la situation révolutionnaire à fond et à des fins strictement prolétariennes, de sombrer dans l'opportunisme et de manipuler l'extrême-gauche internationale en fonction des besoins spécifiques de la Russie, lesquels devinrent bientôt synonymes des besoins de l'État-Parti léniniste. On apercevait maintenant dans le bolchevisme lui-même l'origine des aspects « bourgeois » de la révolution russe : selon la tendance de gauche du mouvement ouvrier, le léninisme était partie intégrante de la social-démocratie internationale et ne s'en distinguait vraiment que sur des questions de tactique.

Les conceptions léninistes du socialisme et du rôle du parti n'étaient pas sans confirmer cette analyse. Le capitalisme d'État — autrement dit, la nationalisation de ressources productives — était aux yeux de Lénine la première étape, la plus décisive, du processus de transformation de la société. Marx, également, se prononçait pour une nationalisation des moyens de production, mais conçue comme un acte révolutionnaire préluant à l'instauration du socialisme. Selon lui, le système des entreprises d'État, voire celui des sociétés par actions, constituait une abolition partielle du mode de production capitaliste au sein de la production capitaliste elle-même, un indice de la décadence du capitalisme, qu'il assimilait au régime de la propriété privée. Jamais cependant il ne songea à l'éventualité de systèmes capitalistes d'État tels ceux qui régissent la partie dite socialiste du globe.

A croire Lénine toutefois, « le socialisme n'est autre chose que le monopole capitaliste d'État *mis au service du peuple entier* et qui, pour autant, *a cessé d'être un monopole capitaliste* ¹ ». Le capitalisme des monopoles lui-même tendait à muer en capitalisme d'État, tant et si bien que, toujours dans l'optique

1. V. Lénine, *Problèmes d'organisation de l'économie socialiste*, Moscou, 1969, p. 47.

de Lénine, les révolutions sociales avaient dorénavant pour fonction principale de parachever une évolution en cours. Les réformistes, eux aussi, professaient que le développement du capitalisme déboucherait sur une certaine forme de capitalisme d'État qu'il serait possible dès lors de convertir en socialisme par le biais des actuelles institutions démocratiques. Et cette perspective paraissait même plus plausible en Europe occidentale qu'en Russie, pays arriéré, encore essentiellement agricole. C'est d'ailleurs ce qui, selon Lénine, ne faisait que rendre plus nécessaire la dictature bolcheviste, seule une direction centralisée du développement économique pouvant permettre à la Russie de rattraper un jour les pays plus évolués de l'Ouest.

Une bourgeoisie libérale comme la bourgeoisie russe, attachée aux méthodes d'accumulation du capital traditionnelles, se trouvait assurément dans l'incapacité de développer le pays par ce moyen-là. Mais les fonctions incombant jusqu'alors à l'entreprise et à la concurrence privées revinrent désormais à l'État bolcheviste. Du fait qu'il s'appropriait une fraction du produit social et se chargeait de répartir les ressources productives, le parti qui avait combattu le monopole capitaliste de la production et de l'échange se métamorphosait en monopoleur du travail et du capital. Si la « tranquillité d'esprit » des capitalistes a pour base un certain consensus sur le rôle indispensable du capital et de l'initiative privée, la situation nouvelle de la Russie exigeait une idéologie socialiste établissant une relation d'identité entre les intérêts des dirigeants et ceux des dirigés. L'idéologie marxiste devait satisfaire à ces exigences jusqu'au jour où la séparation des dirigeants et des dirigés prit définitivement le caractère d'une séparation des exploités et des exploités. Et si la centralisation de la production et de l'échange réalisée par le pouvoir d'État peut éliminer certains des antagonismes sociaux inhérents au système de l'entreprise privée, la polarisation de la société en dirigeants et en dirigés donne naissance à des antagonismes bien plus vifs encore; en vérité, les antagonismes d'hier sont non point éliminés, mais seulement modifiés.

Tout est fait pour que la majorité dirigée se figure que le pouvoir auquel elle se trouve assujettie est en réalité mis à son service. Mais, si tel était le cas, cela ne manquerait pas de se

manifestent dans les rapports des autorités avec la population globale, dans la politique, dans la vie aux champs et à l'usine ou dans la sphère de la distribution. Or rien en Russie ne permet de déceler une évolution en direction du socialisme. Bien entendu, on cherche à justifier cet état de choses en invoquant, par exemple, la thèse de Marx selon laquelle le socialisme a pour condition première un niveau élevé de production sociale. D'entrée de jeu, la théorie bolcheviste fut en rupture au moins partielle avec cette thèse puisqu'elle prétendait que la planification centralisée, du seul fait qu'elle imposait des normes de consommation égalitaires, sur la base du niveau alors atteint par la production, allait entraîner une amélioration presque instantanée des conditions d'existence. Ce furent des arguments de cette espèce qui amenèrent certains représentants de la bourgeoisie à soutenir que tout ce que les bolcheviks étaient capables de réaliser, c'était une « péréquation de la misère ». Mais l'élite bolcheviste ne devait pas tarder de professer que la différenciation des revenus a pour effet de stimuler l'effort individuel et, donc, profite à tout le monde. Cet argument, qui justifie l'inégalité capitaliste comme un préalable à la formation de capital, sous prétexte que cette dernière constitue un impératif social, devint l'échappatoire favorite des théoriciens bolchevistes. Pour que la condition de tous pût s'améliorer à long terme, il fallait d'abord améliorer celle de quelques-uns. A la course au profit personnel succéda la course à la promotion, aux postes les plus lucratifs, soit d'une façon avouée, en argent, soit d'une façon cachée, en privilèges. Tout semble indiquer que ces postes furent alloués selon l'importance des fonctions sociales exercées par les nouveaux promus.

Pour accélérer encore davantage l'expansion de la production, il fut recouru de plus en plus à des stimulants « positifs » — sous forme d'autorité personnelle et de revenus accrus — et « négatifs » — le travail forcé et la terreur en permanence. Plus les intérêts des dirigeants s'écartaient de ceux des dirigés, plus on mettait d'acharnement à les proclamer identiques. Après avoir en premier lieu servi de véhicule à une grande espérance, l'idéologie socialiste prit toujours davantage l'aspect d'un instrument de contrainte. Tout en continuant de passer pour le mode d'organisation propre à la « période de transformation », la nouvelle structure sociale fut bientôt présentée comme un

état de choses souhaitable, qu'il fallait défendre contre toute tentative de le changer. Les dirigeants cessèrent de prôner la transformation des rapports sociaux de base, tandis qu'ils multipliaient les promesses — vouées d'ailleurs à rester inexécutées — d'améliorer l'existence des individus dans le cadre de l'ordre établi. Si l'État socialiste réussissait à triompher de ses ennemis extérieurs et à développer sa production, assurait-on, un jour viendrait où il serait possible enfin de consommer plus et de travailler moins. Mais les inégalités en matière de niveaux de vie devraient persister longtemps encore, avant que n'arrive le moment où l'on pourrait faire le saut définitif du « socialisme » au « communisme » et où le principe *socialiste* « à chacun selon ses capacités » céderait la place au principe *communiste* « à chacun selon ses besoins ».

Toutefois, en attendant ce beau jour, il existe une « égalité des chances » en vertu de laquelle chacun est responsable de son propre sort. Bien entendu, ce principe ne saurait s'incrimer dans les faits, au sein d'une société où la division du travail est poussée à l'extrême et où l'inégalité règne sur tous les plans, hors celui de la « chance »; mais, en tant qu'idéologie, il sert à justifier les inégalités dans les pays socialistes de la manière même dont il sert à les justifier ailleurs. Il s'agit en fait d'une expression idéologique de la réalité, celle de la concurrence frénétique pour le pouvoir et les privilèges personnels.

En soi, se faire concurrence de la sorte constitue déjà le privilège d'une minorité. Quant aux masses, elles sont soumises à des organisations multiples qui les utilisent à leurs fins propres. L'État se perpétue en réprimant toutes les activités qu'il ne peut contrôler et les manifestations de pensée douées d'une portée sociale. Et, du fait qu'il assure la pérennité de rapports sociaux donnés et de leur couverture idéologique, renforcés par l'usage de la terreur, il maintient en place toutes les contradictions sociales auxquelles il a dû de naître. En ce sens, la société totalitaire se révèle n'être qu'un essai, parmi tant d'autres, de sauvegarder le système d'exploitation au prix de certaines modifications. Au contrôle inorganisé qu'exerçait le capital privé succède désormais le contrôle organisé de la vie sociale dans son ensemble par un État omnipotent.

Ce processus se double d'une vigoureuse tendance à idéaliser les nouveaux rapports dont s'assortit le pouvoir étatique.

Il s'agit en l'occurrence d'unifier les catégories privilégiées et de désorganiser plus encore les exploités, en faisant ressortir les chances de promotion qui ne sont pas peu considérables en temps de transformation sociale et d'expansion économique. De plus en plus la destination et le volume de la production sont dictés par les besoins de la nouvelle classe dirigeante. Pareil système ne saurait cependant engendrer l'abondance qu'il est censé devoir procurer. Car, pour entretenir une division du travail qui laisse subsister intégralement les privilèges, malgré la fameuse « égalité des chances », il faut faire en sorte que la pénurie persiste, qu'elle soit ou non objectivement inévitable. Cette question a toutefois perdu de son acuité, la concurrence impérialiste ayant pour conséquence d'éliminer ou d'atténuer la nécessité d'une pénurie artificiellement créée. Dans une situation de ce genre, la préservation des conditions de l'exploitation se présente en effet comme un impératif de défense nationale.

Dans le cadre d'une société où l'on pourrait réduire à un minimum le travail nécessaire, toutes les causes objectives des antagonismes sociaux disparaîtraient. En revanche, dans toutes les sociétés de classes, et cela concerne les sociétés actuelles fondées sur la production de capital, le développement des forces sociales de production² se voit entravé dès qu'il risque de nuire au bien-être et à la survie de la classe socialement dirigeante. L'abondance économique enlèverait toute espèce de sens à la structure sociale de classes. Si la possibilité d'une telle abondance sous-tend la perspective socialiste, elle a pour préalable évident l'extirpation des rapports de classes, condition impossible à réaliser sur la base de l'économie mixte comme sur celle du capitalisme d'État.

A la différence des économies occidentales régies par la concurrence, les économies centralisées de la Russie et de ses

2. Par forces sociales de production, nous n'entendons, il va de soi, rien d'autre que l'activité des hommes cherchant de mille façons à accroître la production et la productivité du travail. Voilà qui en système capitaliste s'accomplit par le biais de l'accumulation du capital. Du fait qu'il est lié à l'activité des hommes, l'essor des forces productives peut être ou arrêté ou stimulé. C'est parce que le socialisme promet d'être un système plus productif que le capitalisme, que Marx voyait dans l'existence de la classe ouvrière et dans ses efforts d'émancipation la plus grande des forces productives engendrées par le système.

satellites ne semblent pas devoir craindre les conséquences de l'automatisation. Elles ont une production et une productivité inférieures à celles de l'Occident, et l'automatisation — dans la mesure où ces conditions la permettent — ne saurait y engendrer un chômage massif. En gros, la moitié de la population russe travaille encore dans l'agriculture et le pays — au regard de son étendue et du nombre de ses habitants — souffre d'une pénurie générale de moyens de production, sans même parler des biens de consommations durables, voire courants. Certes, la Russie, elle aussi, possède des entreprises hautement automatisées, mais pas assez pour égaler l'Ouest en matière de productivité sociale moyenne.

En théorie tout du moins, la nature centralisée du capitalisme d'État permet d'automatiser les processus de la production sociale à une échelle plus vaste que cela n'est possible en Occident. Et cela laisse prévoir à son tour une accélération de l'automatisation allant de pair avec l'essor général de la productivité du travail. Le domaine du Plan, notamment, ouvre à la cybernétique un champ d'application des plus importants. Tandis que, dans les économies régies par la concurrence, la « planification » secrète la « contre-planification », dans les économies centralisées, elle peut prendre un caractère unitaire et global. C'est pourquoi on invoque si fréquemment, dans les milieux où l'on attend l'abondance d'une automatisation accrue, la nécessité d'une planification à l'échelon national.

Bien que les rapports sociaux inhérents au capitalisme d'État soient nettement fondés sur l'exploitation du travail humain, la nature de la classe dirigeant le système ne cesse pas, pour autant, de faire problème aux yeux de beaucoup. Pour le résoudre, ce problème, il convient d'interroger le processus du développement capitaliste lui-même, puisqu'on retrouve au sein du capitalisme d'État la relation entre « capitaliste » et directeur d'entreprise, et entre « propriété » et gestion effective, caractérisant déjà les grands trusts modernes. Suivant Marx, le capitaliste consomme de la force de travail, mais ne crée pas de valeur. Il commence par se soustraire au processus direct du travail. Puis, disait Marx, « quand son capital grandit et avec lui la force collective qu'il exploite, il se démet de sa fonction de surveillance immédiate et assidue des ouvriers et groupes d'ouvriers et la transmet à une espèce particulière de

salariés. Dès qu'il se trouve à la tête d'une armée industrielle, il lui faut des officiers supérieurs (directeurs, gérants) et des officiers inférieurs (surveillants, inspecteurs, contremaitres) qui, pendant le processus du travail, commandent au nom du capital ³ ». Mais le capitaliste ne demeure pas le maître « parce qu'il est directeur industriel; il devient au contraire chef d'industrie parce qu'il est capitaliste ⁴ ».

Cependant, l'accumulation du capital et les mutations structurelles et technologiques dont elle s'accompagne ont fini par affranchir (ou priver) toujours davantage les capitalistes de leurs fonctions de direction. La « déprivatisation » du capital par le jeu du crédit, des sociétés par actions, du système des pouvoirs en blanc, de la représentation à de multiples conseils d'administration, des sociétés holdings, de la bureaucratie industrielle et, enfin, de l'intervention croissante de l'État en matière de production et d'expansion du capital, a eu pour effet de substituer le management à l'entrepreneur capitaliste. Tout en continuant d'obéir au principe de la rentabilité, le directeur d'industrie prend souvent ses décisions sans en référer au préalable aux détenteurs du capital. « L'unité industrielle géante parfaitement bureaucratisée, comme le notait Schumpeter, n'élimine pas seulement, en "expropriant" leurs possesseurs, les firmes de taille petite ou moyenne, mais, en fin de compte, elle élimine également l'entrepreneur et exproprie la bourgeoisie en tant que classe appelée à perdre, de par ce processus, non seulement son revenu, mais encore, ce qui est infiniment plus grave, sa raison d'être ⁵. »

D'après Marx, l'expansion du capital se ramène en gros à la reproduction des capitalistes et des salariés. Il jugeait « absolument fausse l'idée de certains socialistes selon laquelle nous avons besoin du capital, non point des capitalistes », attendu que « le concept de capital implique que les conditions objectives du travail — et produites par le travail — se personnifient face au travail, autrement dit, qu'elles sont posées comme la propriété d'une personne étrangère au travailleur : le concept

3. *Capital*, I, E. S., 2, p. 24; P. I, p. 871.

4. *Ibid.*, E. S., 2, p. 25; P. I, pp. 871-872.

5. J. Schumpeter, *Capitalisme, socialisme et démocratie* (trad. G. Fain), Paris, 1951, pp. 231-232.

de capital inclut les capitalistes ⁶ ». Tout en discernant que « le mode de production capitaliste est arrivé à ce point que le travail de direction, complètement séparé de la propriété du capital, court les rues ⁷ », Marx voyait dans l'essor de la fonction de direction un indice du fait que les capitalistes étaient devenus tout aussi superflus, au niveau de la production, que l'étaient à leur avis les prêteurs d'argent et les propriétaires fonciers. « Un chef d'orchestre, soulignait-il, ne doit nullement être le propriétaire des instruments de musique, et il ne lui appartient pas de s'occuper du salaire de ses musiciens ⁸. » Toutefois, le capitaliste type d'aujourd'hui n'a plus grand-chose à voir avec celui de Marx et, de même, le « directeur industriel » dont parlait Marx est devenu quelque chose de plus qu'un officier supérieur agissant au nom du propriétaire. Il n'est plus le « chef d'orchestre » qui ne possède rien et n'a pas à se mêler de questions salariales. Sans que les instruments de production lui appartiennent forcément, il achète de la force de travail et s'approprie de la plus-value. Il personnifie le capital face aux travailleurs, et, sous sa direction, l'expansion-valeur reste reproduction de capitalistes et de salariés. La seule différence, c'est que la classe capitaliste comprend désormais, outre les propriétaires privés du capital, aisés à distinguer, des propriétaires partiels et quasi capitalistes. Mais toutes ces catégories composent néanmoins une classe sociale déterminée, ayant intérêt à la perpétuation du salariat. Ni le passage de la fonction d'entrepreneur aux mains du directeur, ni le fait que le capitaliste soit devenu superflu, ne changent rien aux rapports de production capitalistes.

Les fonctions de direction sont des fonctions productives. Le capitaliste d'autrefois, lui aussi, mettait « la main à la pâte » : pour exploiter les autres, il faut travailler soi-même. Mais le « salaire » (c'est-à-dire le profit), auquel il prétendait, était égal au montant de la plus-value réalisable qu'il avait extraite de ses ouvriers et ne dépendait nullement de l'intensité de ses efforts. La rémunération des directeurs, considérée non comme un profit, mais comme un salaire, est souvent plus élevée que

6. *Fondements*, I, p. 478 ; P. II, p. 358.

7. *Capital*, III, E. S., 2, p. 51 ; P. II, p. 1147.

8. *Id.*

celle de beaucoup de capitalistes. Aussi bien, la plupart d'entre eux détiennent des actions des entreprises qu'ils dirigent, et exercent donc également des fonctions de capitalistes. Le revenu du directeur — salaire, primes et avantages divers, dividendes — est sans rapport aucun avec les aptitudes à la création de valeur qui peuvent être les siennes. En fait, l'élévation de son rang est le plus souvent proportionnelle à la distance qui le sépare du travail productif. Le directeur type confie à ses subordonnés l'exécution des tâches de direction courantes et se réserve les décisions d'ordre général. Son revenu est à la mesure du prestige de la firme qui l'emploie, sans avoir le moindre lien avec les fonctions remplies. Fixé de manière tout arbitraire, puisqu'il résulte de tractations au sein des entreprises et entre elles — « salaire politique », pour ainsi dire — ce revenu révèle dans une certaine mesure le degré d'emprise que le management exerce sur les actionnaires de la firme considérée.

La grande masse du capital est détenue par des individus, sous forme de valeurs mobilières qui représentent une participation à une ou plusieurs sociétés anonymes et se négocient en Bourse comme des marchandises. Dans une large mesure, la « propriété du capital » renvoie donc non à des personnes précises, et aux droits de ces personnes sur des entreprises particulières et sur leurs profits, mais aux droits de personnes successives sur de multiples entreprises et sur leurs dividendes. Le capital comme ses propriétaires partiels reste impersonnels; tout ce que les derniers nommés savent en général de leur affaire, c'est le prix qu'elle vaut et le profit que ce prix permet d'escompter. De son côté, la société anonyme ne connaît pas ses propriétaires en tant que personnes concrètes, mais seulement en tant qu'entités abstraites, au prorata du nombre de leurs actions. Il existe encore, sans doute, de petites entreprises dont le capital demeure intégralement aux mains de personnes et de familles déterminées, de même que de très grosses affaires — dans l'industrie minière et l'immobilier notamment — dont l'ensemble des actifs reste propriété personnelle. Mais, la plupart du temps, le capital est contrôlé par de grandes sociétés et revêt la forme de valeurs mobilières. La possession de ces titres de propriété est fragmentée à l'extrême, dans un certain sens, et on ne peut plus concentrée, dans l'autre : bien que les porteurs d'actions soient fort nombreux, seule une petite

minorité en possède un gros paquet. La dissémination de ces titres dans le public n'a pas eu d'effet sur la répartition du revenu national, laquelle est restée proportionnellement semblable à ce qu'elle était, malgré l'augmentation rapide de la foule des porteurs d'actions. Bien que la première ait été contrebalancée par une concentration allant croissant, le fait que les seconds soient devenus si nombreux a amené plus d'un à parler d'un « capitalisme populaire » dans lequel chacun posséderait une certaine part du capital social total. Voilà qui n'empêche pas qu'en Amérique (par exemple), 2 p. 100 de tous les détenteurs d'actions ordinaires contrôlent environ 58 p. 100 de toutes les actions ordinaires, et 1 p. 100 des détenteurs d'actions de préférence 58 p. 100 des actions de préférence.

Propriété et gestion effective sont choses différentes. Il est évident en effet que les deux millions d'actionnaires de l'American Telephone and Telegraph Company n'ont aucun moyen d'exercer quelque contrôle que ce soit sur la gestion de cette société. L'énorme dissémination de la propriété des actions ne permet pas seulement le contrôle de la grande entreprise par une minorité : elle l'exige; et plus elle est poussée, plus le paquet d'actions nécessaire à s'assurer le contrôle d'une firme géante est réduit. En théorie, les actionnaires disposent du droit de licencier un directeur qui ne leur donnerait pas satisfaction, mais, en pratique, une minorité de gros actionnaires coalisés au management usurpe tous les pouvoirs et il est à peu près impossible de s'opposer à ses décisions. Les cadres dirigeant l'entreprise en sont généralement actionnaires, mais leur autorité a pour fondement beaucoup moins leur paquet d'actions que leur rang dans la hiérarchie.

Ce capitalisme d'un type nouveau est censé faire passer l'intérêt général avant les considérations de rentabilité. Selon Keynes, « la situation des sociétés par actions ayant atteint un certain âge et une certaine taille rappelle beaucoup plus celle des entreprises publiques que celle de l'individualiste entreprise privée. L'un des faits nouveaux les plus intéressants, mais resté inaperçu, de ces dernières dizaines d'années a été la tendance des grandes entreprises à se socialiser. A partir d'un certain point de leur développement [...], les propriétaires du capital, c'est-à-dire les actionnaires, se trouvent à peu près complètement écartés de la gestion, avec cette conséquence

que leur intérêt personnel direct à faire de gros profits est relégué au second plan. Ce seuil franchi, le management accorde la priorité à la stabilité et à la bonne renommée de l'entreprise, non plus à la recherche d'un profit maximal⁹. » En réalité, c'est exactement le contraire : l'ensemble de l'économie nationale sert à maintenir la rentabilité des firmes géantes.

Bien que propriété et gestion ne coïncident pas au sein de la grande entreprise moderne, il n'y a normalement aucune divergence d'intérêts entre les actionnaires passifs et les cadres supérieurs actifs. Les uns et les autres visent également à accroître au maximum le profit d'entreprise. A l'instar du capital en général, la société anonyme ne fonctionne que pour réaliser du profit et former du capital. Si elle n'y parvient pas, elle est vouée à disparaître. Pas plus, il n'existe de différence d'intérêts entre les propriétaires d'une affaire et ses gérants effectifs, car la situation et les revenus de ces derniers sont liés à l'existence et donc à la rentabilité de la firme qu'ils dirigent. Le directeur qui ne tient pas compte de l'impératif du profit va, par là même, à l'encontre de ses intérêts propres. En fait, la classe « directoriale » constitue cependant le groupe particulier le plus grand de la population des actionnaires, si bien que son intérêt à la rentabilité de la firme découle à la fois de sa position d'actionnaire et de sa position de gestionnaire.

Tout en ayant le même intérêt à faire du profit, le management et les actionnaires diffèrent souvent d'avis quant à sa répartition. Ainsi, le management, qui se compose ordinairement des directeurs de la firme et de ses cadres supérieurs, cherche fréquemment à tirer avantage de sa position de force au sein de l'entreprise pour s'octroyer de très gros salaires, des indemnités de fonction, des options d'achat d'actions, des primes diverses et des retraites, au détriment des dividendes perçus par les actionnaires. La question de savoir si l'on va conserver les bénéfices ou les distribuer, ou la fixation de politiques à long terme, qui ne restent pas sans effet sur le montant des dividendes, peuvent également donner lieu à des divergences, mais non l'impératif du profit auquel l'entreprise est soumise. En dépit de ce qui se dit en sens contraire, la séparation partielle, voire totale, de la

9. J. M. Keynes, *Laissez-Faire and Communism*, *op. cit.*, p. 61-62.

propriété d'avec la gestion ne change rien aux contraintes qui s'exercent sur l'entreprise.

Il y a dans l'expropriation sans indemnités et la nationalisation du capital privé une rupture radicale avec le principe de l'appropriation privée de la plus-value. Si le système du salariat reste intact, la bureaucratie d'État constitue désormais une nouvelle classe dirigeante, et ce sont ses membres qui « personnifient » le capital. Dans ce système, les anciens rapports capital-management cèdent la place à des rapports administration centrale-management. La bureaucratie d'État est aussi superflue sur le plan de la production que les capitalistes privés l'étaient naguère, mais les pouvoirs des directeurs d'industrie n'ont nullement diminué. En raison des fréquentes permutations du premier au second de ces corps, il arrive que les fonctions de l'un et de l'autre se chevauchent. Mais, dans l'ensemble, le management est contraint de mettre obstacle à la planification centralisée pour conserver les prérogatives qu'il a acquises dans le cadre de l'entreprise privée; attaché à une entreprise particulière ou à un trust spécifique, il n'a cure d'une planification au niveau national et, plus encore s'il le peut, au niveau international.

Les systèmes capitalistes d'État sont, quant à eux, bien plus enclins à traiter le directeur d'industrie à la manière du « chef d'orchestre » de Marx, c'est-à-dire à la manière d'un « salarié » comme les autres. L'opposition d'intérêts entre le travailleur et le directeur persiste, bien entendu, du fait que l'existence d'une hiérarchie institutionnelle est à l'origine d'inégalités de pouvoir, de revenu et de prestige. Mais, pour tirer profit de cette division sociale, les directeurs devraient se lancer dans une lutte politique au sein de l'appareil d'État ou du Parti, celui-ci servant tout à la fois de pépinière et de base à celui-là. Or il est douteux que des luttes pareilles puissent être avantageuses à telle ou telle entreprise et à son management autrement que d'une façon indirecte, dans la mesure où elles provoqueraient un changement de politique affectant le pays tout entier. On pourrait s'attendre à voir les directeurs, en tant que groupe social, revendiquer des privilèges spéciaux; toutefois, pour les obtenir, il leur faudrait non seulement être indispensables, mais aussi disposer de positions inexpugnables et d'un mode d'organisation spécifique. Tel n'est pas du tout le cas. En système capitaliste d'État, la base du pouvoir reste l'appareil de coercition — l'armée et la police —

entièrement à la dévotion du gouvernement. Dès lors, ce dernier a les moyens d'exercer une autorité sans partage sur tous les groupes sociaux, directeurs compris. Pour influencer sur lui, il faudrait noyauter l'appareil d'État (ou le Parti) et en prendre les leviers de commande. Toute lutte catégorielle, pour autant qu'elle soit possible, devient donc une lutte pour le pouvoir et pour le remplacement, au sein du gouvernement, de certaines personnes par d'autres.

Comme sur la base du système du salariat le processus de capitalisation ne peut se passer ni d'une hiérarchie industrielle ni d'une hiérarchie politique, le management représente en un sens le bras de l'État sur les lieux de production. Il a pour fonction d'assurer une production maximale et son salaire est lié à la réalisation de cet objectif. Du fait que l'État gère la production nationale — en théorie, au nom de la société; en pratique, au nom d'une nouvelle classe dirigeante —, il dispose et du pouvoir politique et du pouvoir économique. Cette étroite coordination des deux pouvoirs n'existe pas dans les formes de capitalisme « libre », voire « mixte », où l'on ne recourt à la force publique la plupart du temps qu'en cas d'urgence, la contrainte économique suffisant en général à permettre à l'exploitation du travail de se poursuivre. Quand bien même elle détruit le capitalisme traditionnel, la nouvelle combinaison de coercition politique et économique a pour effet de renforcer le mode de production capitaliste. Et, comme Marx l'a mis en lumière, « bien qu'une certaine forme de salariat puisse faire disparaître les tares inhérentes à d'autres, aucune ne peut supprimer les tares du travail salarié lui-même¹⁰ », ni d'ailleurs le pouvoir exclusif d'une classe en matière de production et de répartition des biens.

10. *Fondements*, I, p. 56; P. II, p. 194.

CHAPITRE XXII

Valeur et socialisme

Loin de répondre aux exigences pratiques de la lutte de classe moderne, internationale et anticapitaliste, le marxisme de Lénine fut conditionné par des conditions spécifiques à la Russie. Mais il s'agissait en l'occurrence bien moins d'émanciper le prolétariat d'industrie que de le créer, bien moins de mettre fin à l'accumulation du capital que de l'accélérer. Les bolcheviks triomphèrent du régime tsariste et de la bourgeoisie russe en invoquant le nom de Marx et en employant des méthodes révolutionnaires ; mais ce ne fut que pour instaurer leur dictature sur les ouvriers et les paysans. Et cela, dans le dessein proclamé de les conduire à la fin des fins, au moyen d'une répression et d'une exploitation accrues, au socialisme. L'« orthodoxie » marxiste de Lénine n'eut jamais qu'une forme idéologique, celle de la fausse conscience inséparable d'une pratique non socialiste.

Les thèses de Lénine concernant l'organisation socialiste de l'économie ont un caractère presque exclusivement pragmatique et leur auteur n'a jamais cherché à les rattacher à la théorie de Marx. C'est à bon droit cependant qu'il notait que, de tous les socialistes qui s'étaient jusqu'alors penchés sur ces questions, aucun n'en avait traité concrètement. Or, déclarait Lénine, « aujourd'hui, le socialisme est au bout de toutes les avenues du capitalisme contemporain, le socialisme apparaît directement et *pratiquement* dans chaque disposition importante constituant un pas en avant sur la base du capitalisme moderne ¹ ». En d'autres termes, réaliser le socialisme revenait, selon lui, à faire ce que le

1. V. Lénine, *op. cit.*, p. 48.

capitalisme accomplissait automatiquement, mais en le faisant mieux que lui et dans l'intérêt de la classe ouvrière.

Voilà qui ne pouvait aller sans une augmentation de la productivité du travail et une meilleure organisation de la production. C'est pourquoi Lénine rappelait que « le dernier mot du capitalisme sous ce rapport, le système Taylor, allie, de même que tous les progrès du capitalisme, la cruauté raffinée de l'exploitation bourgeoise aux conquêtes scientifiques les plus précieuses concernant l'analyse des mouvements mécaniques dans le travail » et autres accomplissements. Et d'ajouter : « Nous pourrions réaliser le socialisme justement dans la mesure où nous aurons réussi à combiner le pouvoir des Soviets et le système soviétique de gestion avec les plus récents progrès du système Taylor, son expérimentation et son adaptation systématiques ². » En matière de gestion, le socialisme, disait Lénine, « exige une unité de volonté rigoureuse, absolue, réglant le travail de centaines, de milliers et de dizaines de milliers d'hommes. Sur le plan technique, économique et historique, cette nécessité est évidente, et tous ceux qui ont médité sur le socialisme l'ont toujours reconnue comme une de ses conditions. Mais comment une rigoureuse unité de la volonté peut-elle être assurée ? Par la soumission de la volonté de milliers de gens à celle d'une seule personne ³ ». Dès lors, « toute immixtion directe des syndicats dans la gestion des entreprises doit être reconnue pour absolument inadmissible et néfaste ⁴ ». En résumé, il fallait gérer les choses de la manière dont elles l'avaient toujours été, mais, cette fois, en fonction de la « société dans son ensemble » et non plus des exigences de l'accumulation du capital privé. Aux yeux du leader bolchevik, la reconstruction de la société posait non plus des questions sociales, mais des questions techniques : le redémarrage de l'industrie, l'augmentation de la production agricole, le rétablissement de l'équilibre financier, l'électrification, etc.

S'agissant de l'organisation d'une société socialiste, Marx s'en est tenu à quelques observations d'ordre général. Dans ses travaux d'économiste, il visait non à enrichir la « science

2. V. Lénine, *op. cit.*, pp. 124-125.

3. *Ibid.*, p. 135.

4. *Ibid.*, p. 368.

économique », mais à dévoiler les rapports sociaux réels que l'économie politique avait traduits en catégories fétichistes. Bien que du point de vue du prolétariat l'économie politique soit, « de par sa nature même, le terrain de l'ennemi ⁵ », il était nécessaire de s'en mêler pour montrer que les « relations économiques » ne font que travestir les rapports d'exploitation capitalistes, et pour mettre en lumière le caractère de classe des contradictions dans lesquelles la pratique bourgeoise et le développement capitaliste se débattent. Les « lois » découvertes par l'économie politique ne sauraient, selon Marx, concerner le socialisme, lequel, au contraire, devra les abolir. En effet, la production et la répartition des biens seront désormais réglées en toute connaissance de cause par les producteurs associés, les moyens qu'ils emploieront à cette fin étant de nature technico-organisationnelle.

Lorsque les planificateurs bolchevistes se mirent à l'œuvre, ils prirent néanmoins pour point de départ théorique l'idée de Marx faisant de la production sociale un processus de reproduction. Dans leur esprit, les schémas de la reproduction simple et de la reproduction élargie que Marx avait tirés du *Tableau économique* de François Quesnay, le physiocrate, et qu'il avait développés dans le deuxième volume du *Capital* ⁶, étaient applicables à toutes les formations sociales et plus particulièrement utiles pour résoudre les problèmes d'une économie socialiste. C'est sur cette base que les économistes soviétiques construisirent des modèles macro-économiques destinés à démontrer la possibilité d'une économie planifiée en équilibre ⁷.

Les schémas de Marx visaient à mettre en évidence les conditions auxquelles la production et l'échange doivent satisfaire pour que le processus de la production de capital se déroule correctement en fonction de la valeur et de la valeur d'usage des marchandises produites. « Tant que nous avons considéré la production de la valeur et la valeur des produits du capital sur le plan individuel, écrivait Marx, la forme naturelle du produit-marchandise était, pour l'analyse, tout à fait indiffé-

5. K. Korsch, *op. cit.*, p. 98.

6. Cf. *Capital*, II, chap. xx et xxi.

7. On trouvera une traduction anglaise de certains de ses essais in *Foundations of Soviet Strategy for Economic Growth* (N. Spulber, éd.), Bloomington, 1964.

rente [...]. Pour autant que nous envisagions la reproduction du capital, il suffisait de supposer qu'à l'intérieur de la sphère de circulation la partie du produit-marchandise qui représente la valeur-capital se reconvertit en ses éléments de production et reprend donc sa forme de capital productif; tout comme il suffisait de supposer qu'ouvrier et capitaliste trouvaient sur le marché les marchandises pour lesquelles ils dépensent respectivement leurs salaires et leur plus-value. Ce mode de présentation purement formel ne suffit plus lorsqu'il s'agit d'étudier le capital social dans son ensemble, et la valeur de ses produits. La reconversion en capital d'une partie de la valeur des produits, l'entrée d'une autre partie dans la consommation individuelle de la classe capitaliste et de la classe ouvrière constituent un mouvement à l'intérieur de la valeur du produit, elle-même créée par le capital total, et dans lequel ce n'est pas seulement la valeur, mais c'est encore la matière qui est reproduite; ce mouvement est donc conditionné tout autant par les proportions relatives des composants de la valeur du produit social global que de leur valeur d'usage, de leur forme matérielle⁸. »

Dans le cadre de cet ouvrage, il est inutile de reprendre les schémas de Marx; il suffira de rappeler que Marx divisait la production sociale totale en deux sections : l'une concernant les moyens de production, l'autre les moyens de consommation. Chacune d'elles, composée de capital constant et de capital variable, produit de la plus-value. Les transactions entre ces deux sections se font de manière telle que le capital est reproduit en laissant une plus-value consommée par les capitalistes. « La reproduction simple, notait Marx, a essentiellement la consommation pour fin [et,] dans la mesure où la reproduction simple est une partie [...] de toute reproduction annuelle sur une échelle élargie, ce mobile va de pair avec celui de l'accumulation de richesses comme telle, tout en s'y opposant⁹. » La différence entre la reproduction simple et la reproduction élargie réside dans le fait que, dans le cadre de la seconde, une fraction de la plus-value globale est non pas consommée par les capitalistes, mais convertie en capital additionnel. Ce qui est changé, dès lors, « ce n'est pas la quantité, c'est la destination qualitative des

8. *Capital*, II, E. S., 2, p. 48; P. II, pp. 753-754.

9. *Ibid.*, E. S., 2, p. 64; P. II, p. 781, n. a.

composants de la reproduction simple, et cette modification est la condition matérielle de la reproduction subséquente sur une échelle élargie ¹⁰ ».

Quels que soient les mérites méthodologiques des schémas de Marx, on ne saurait y voir un système d'équilibre général voisin de la théorie bourgeoise de l'équilibre. Le processus de reproduction qu'ils représentent n'est concevable, Marx le soulignait, qu'à condition que « la société contrôle les moyens matériels de sa reproduction propre. Mais, au sein de la société capitaliste, il constitue un élément d'anarchie ¹¹ ». Ce contrôle a pour préalable l'abolition de l'aspect valeur de la production capitaliste; c'est en effet le mouvement contradictoire de la production de valeur et de la production de valeur d'usage qui explique l'anarchie du système, c'est-à-dire son incapacité d'organiser d'une manière rationnelle la production et la reproduction du capital. « Le fait que la production marchande est la forme générale de la production capitaliste, écrivait Marx, implique déjà le rôle que l'argent y joue non seulement comme moyen de circulation, mais aussi comme capital-argent, et engendre certaines conditions particulières aux transactions d'échange normales au sein de ce mode de production, et donc particulières au cours normal de la reproduction, tant sur une échelle simple que sur une échelle élargie. Ces conditions se transforment en autant de causes de mouvements anormaux, de facteurs de crises, puisque l'équilibre — vu la mise en forme spontanée de cette production — est lui-même purement fortuit ¹². »

Marx entendait montrer à l'aide des schémas précités comment fonctionne, en le réduisant à l'essentiel, un processus de la reproduction capitaliste en « équilibre », où il y a harmonie entre production de valeur et production matérielle. Mais cet « équilibre » n'est concevable que sur un plan abstrait; dans la réalité capitaliste concrète, il ne se réalise jamais que par accident, comme le parfait accord de l'offre et de la demande, ou de la valeur et du prix. Les économistes russes, en prenant pour base de leurs modèles d'économie socialiste les schémas marxistes

10. *Capital*, II, E. S., 2, p. 151; P. II, p. 841.

11. *Ibid.*, E. S., 2, p. 117; P. II, p. 802.

12. *Ibid.*, E. S., 2, p. 141; P. II, p. 829.

de la reproduction, ne songeaient qu'à l'aspect strictement matériel de ces modèles, non à leur aspect valeur. Pour établir un tableau économique de ce genre, disait l'un d'eux, il faut « se représenter les relations de la production et de la distribution dans leur aspect matériel, c'est-à-dire comme la somme des produits concrets dans leur mouvement concret du producteur au consommateur [...], et considérer l'économie sociale comme une sorte d'économie naturelle où la mesure de la production est la somme des matériaux et des objets produits au cours d'une année et où la répartition des produits s'étudie dans son expression matérielle¹³ ». Même si l'argent « y joue le rôle d'étalon, de moyen de réduire au même dénominateur les fruits assortis de la production sociale [...], le tableau économique étudie la production et la consommation en tant que processus matériel¹⁴ ».

De fait, la planification russe fut conçue en termes matériels, en fonction des objectifs définis par le gouvernement central. Ces objectifs n'étaient autres que la croissance économique et l'essor industriel, soit — en langage bourgeois — l'accumulation du capital. Une fois les prix et les salaires fixés administrativement, il devenait possible de calculer, de façon approximative mais directe, et le montant de la production totale qui devrait aller à la consommation des producteurs, ainsi que ses modalités de répartition, et celui qui irait à l'agrandissement de l'appareil productif. Dès lors, les salaires et les prix servent d'instruments pour créer et répartir le produit social conformément à un plan d'ensemble, lequel ne prend en considération que des grandeurs physiques, que la production matérielle. Ce sont les autorités qui assignent à la production et à la distribution les proportions qu'elles jugent nécessaires ou souhaitables.

Selon Marx, « la mesure du travail, c'est le temps. C'est seulement parce que les produits exigent du travail, qu'on peut les mesurer en temps de travail¹⁵ ». Mais, en système capitaliste, « le prix n'est pas égal à la valeur, aussi l'élément qui détermine la valeur — le temps de travail — ne peut être l'élément où

13. P. I. Popov, « Introduction to the Balance of the National Economy », in N. Spulber, *op. cit.*, p. 18.

14. *Id.*

15. *Fondements*, II, p. 117; P. II, p. 291.

s'expriment les prix¹⁶ ». Du fait que, dans ce cadre-là, « le temps de travail n'existe qu'idéalement en tant que mesure de la valeur, il ne peut servir d'élément pour la comparaison des prix¹⁷ ». Il n'en a pas moins été soutenu fréquemment que la régulation indirecte du système capitaliste par le biais de la loi de la valeur — telle qu'elle ressort du schéma-valeur de développement proposé par Marx — pouvait servir de base à la régulation directe de la production en système socialiste. On est censé y parvenir grâce à une sorte de « re-transformation » des prix en valeurs, bien que ces valeurs, cessant d'être établies indirectement par le jeu de la concurrence, soient fixées directement par le planificateur. P. Sweezy, par exemple, admet implicitement la possibilité d'une « re-transformation » de ce genre quand il prétend qu'« à la différence des autres théories de la valeur, celle de Marx a le mérite de correspondre rigoureusement aux catégories comptables réelles des entreprises capitalistes¹⁸ ». Si tel était le cas, on serait sans doute en droit de présumer que seule la forme prix, expression imparfaite de la valeur, disparaîtra dans une société socialiste, mais non la valeur elle-même. Ainsi, Joan Robinson croit bon de dire que si la loi de la valeur ne servait à rien ou peu s'en faut en système capitaliste, Marx avait probablement raison de penser qu'elle « jouirait de sa validité pleine et entière¹⁹ » en régime socialiste.

Or, on ne trouvera pas la moindre trace d'une telle idée chez Marx. Par contre, certains économistes russes ont bel et bien professé que la loi de la valeur s'appliquait au capitalisme comme au socialisme; d'après eux, la valeur correspondait aux coûts de production, et la planification sociale restait inconcevable sans une connaissance préalable de ces coûts. D'autres économistes russes, notamment N. I. Boukharine et E. A. Préobrajensky, ont soutenu pour leur part que la loi de la valeur ne jouait que dans le cadre d'une économie marchande soumise aux lois du marché, et non dans celui du socialisme, ou toutes les catégories bourgeoises — argent, prix, salaires, intérêt, rente foncière, profit, etc. — disparaissent pour céder la place à une comptabi-

16. *Fondements.*, I, p. 74; P. II, p. 201.

17. *Id.*

18. P. Sweezy, *op. cit.*, p. 63.

19. J. Robinson, *op. cit.*, p. 23.

lité directe, en grandeurs physiques, des processus économiques. Aux yeux de Prébrazjensky, quiconque prêtait une validité générale à la loi de la valeur confondait tout bonnement le processus régulateur de la production marchande avec le rôle régulateur de la dépense de force de travail dans n'importe quel système de production. Dire que la loi de la valeur était l'unique régulateur de l'économie soviétique, c'était dénier à l'U.R.S.S. tout caractère socialiste. « Il suffit d'imaginer que la loi de la valeur règle la production socialiste, déclarait-il, ou que le principe de planification règle la production marchande, pour comprendre qu'on ne peut séparer le mécanisme régulateur de la structure totale d'une économie donnée ²⁰. »

La thèse suivant laquelle la loi de la valeur est valide en système socialiste devait susciter une longue controverse que Staline en personne trancha péremptoirement. « Là où il y a marchandises et production marchande, affirmait Staline à cette occasion, la loi de la valeur existe nécessairement. La sphère d'action de la loi de la valeur s'étend chez nous tout d'abord à la circulation des marchandises par achat et vente, à l'échange surtout des marchandises d'usage personnel. Dans ce domaine, la loi de la valeur conserve, dans certaines limites bien entendu, un rôle régulateur. L'action de la loi de la valeur ne se borne pas cependant à la sphère de circulation des marchandises. Elle s'étend de même à la production. Il est vrai que la loi de la valeur ne joue pas un rôle régulateur dans notre production socialiste. Mais elle agit néanmoins sur la production [...]. Sous ce rapport, des questions telles que le calcul économique et la rentabilité, les prix de revient, les prix, ont aujourd'hui une importance d'actualité dans nos entreprises. C'est pourquoi nos entreprises ne peuvent ni ne doivent se passer de la loi de la valeur ²¹. »

Qu'est-ce que cela signifie concrètement, ne pas se passer de la loi de la valeur ? D'après Staline, cela veut dire, en premier lieu, que les « dirigeants de l'industrie apprennent ainsi à évaluer le potentiel de production [...], à améliorer systématiquement les méthodes de production, à réduire les prix de revient, à pratiquer le calcul économique et à rendre les entreprises rentables ²² ».

20. E. Prébrazjensky, *La Nouvelle économie* (trad. B. Joly), Paris, 1966, p. 68.

21. J. V. Staline, *op. cit.*, p. 21.

Bien que chez Marx la théorie de la valeur-travail concerne la production capitaliste et elle seule, et le concept de plus-value l'exploitation du travail et elle seule, chez Staline, la théorie de la valeur n'est nullement compatible avec les exigences du socialisme. Il suffit simplement de « renoncer à certaines notions empruntées au *Capital* [...], "travail nécessaire" et "surtravail", "produit nécessaire" et "surproduit", "temps de travail nécessaire" et "temps de travail supplémentaire"²³ ». Et Staline d'ajouter : « Il serait plus qu'étrange de se servir actuellement de ces notions, alors que la classe ouvrière, loin d'être privée du pouvoir et des moyens de production, détient au contraire le pouvoir et possède les moyens de production. Les propos sur la force de travail comme marchandise et sur le "salarariat" des ouvriers sonnent d'une façon assez absurde sous notre régime : comme si la classe ouvrière, possédant les moyens de production, se salariait elle-même et se vendait à elle-même sa force de travail. Il n'est pas moins étrange de parler aujourd'hui de travail "nécessaire" et de "surtravail" : comme si, dans nos conditions, le travail que les ouvriers fournissent à la société en vue d'élargir la production, de développer l'instruction, la santé publique, d'organiser la défense nationale, etc., n'était pas aussi nécessaire à la classe ouvrière, aujourd'hui au pouvoir, que le travail dépensé pour subvenir aux besoins personnels de l'ouvrier et de sa famille²⁴ ».

Les thèses de Staline sur la valeur en régime socialiste continuent pour l'essentiel de prédominer dans la Russie d'aujourd'hui. Depuis 1956, la validité restreinte ou générale de la loi de la valeur a donné lieu à force polémiques. Régit-elle uniquement le marché des biens de consommation, ou bien l'ensemble des marchandises circulant dans le pays ? D'aucuns, niant le caractère marchand de la production en U.R.S.S., concluent de là à la nécessité de faire usage de la loi de la valeur au sens où Marx parlait de l'« économie de temps », c'est-à-dire en qualité de critère objectif pour mesurer, épargner et répartir le produit social. Mais on entend dire, à l'inverse, que l'économie russe, justement parce qu'il faut la considérer comme une « forme

22. J. V. Staline, *op. cit.*, pp. 21-22.

23. *Ibid.*, p. 19.

24. *Ibid.*, pp. 19-20.

planifiée de production marchande », devrait « avoir pour base la loi de la valeur et les rapports marchandises-argent ²⁵ ». Comme pour ajouter à ce singulier désordre des esprits, d'autres économistes encore font intervenir la théorie bourgeoise de l'utilité marginale et des facteurs de production autres que le travail, tout en cherchant à adapter la programmation linéaire et les techniques de l'informatique à la planification. Les économistes bourgeois se félicitent, quant à eux, de cet état de choses, qu'ils qualifient d'abandon de la théorie marxienne de la valeur-travail par les « marxistes » eux-mêmes : comme si la théorie de la valeur avait réellement été la théorie de la pratique économique russe ou pouvait être la théorie économique du socialisme.

S'il règne au sujet de la loi de la valeur une confusion aussi crasse, ce n'est pas seulement parce que les théoriciens ont les idées brouillées ; cette confusion trouve en effet son origine dans une volonté de peindre aux couleurs du socialisme un système de production et de distribution rien moins que socialiste. Les économistes russes s'y croient autorisés du fait que, pour eux, le socialisme se définit par l'étatisation des moyens de production et la planification centralisée de l'économie. Est par conséquent conforme à la loi de la valeur, sur cette base, toute planification qui ajuste les besoins sociaux aux nécessités économiques. Dès lors, on peut se permettre d'affirmer : « En système capitaliste, la loi de la valeur agit comme une loi première du marché, inévitablement liée à la destruction de forces productives, aux crises, à l'anarchie de la production. En système socialiste, elle agit comme une loi de la gestion planifiée de l'économie, dans les conditions de développement d'une économie échappant aux crises ²⁶. »

Dire que la loi de la valeur sous-tend des processus économiques revient à dire que la production sociale est soumise à une régulation bien déterminée, encore que celle-ci soit absolument impossible dans le cadre des rapports de propriété privée et que d'ailleurs personne ne se soucie de la réaliser. Cette « régulation », c'est la concurrence et les crises qui l'engendrent.

25. Y. Libermann, « The Soviet Economic Reform », *Foreign Affairs* (New York), octobre 1967, p. 53.

26. Cf. « Teaching of Economics in the Soviet Union », *The American Economic Review*, septembre 1944, p. 525.

Mais que la propriété privée du capital, la concurrence, l'accumulation privée soient abolies, la production planifiée, les prix et les salaires réglementés, l'expansion de la production consciemment organisée, et il est alors exclu qu'apparaissent les *conséquences* de la concurrence et des crises, ces modes de manifestation de la loi de la valeur. Faire un usage « conscient » de la loi de la valeur en système socialiste ne pourrait signifier qu'une chose, à savoir : qu'on a incorporé les effets de la concurrence et des crises au mécanisme de planification — en d'autres termes, qu'on a rétabli le marché et la propriété privée, ce qui est évidemment absurde.

C'est peut-être pour cette raison que Staline parlait d'une loi de la valeur qui « exerce son action dans un cadre strictement limité », une loi ne jouant à plein que dans la sphère de la circulation restreinte à la consommation personnelle et n'« influant » sur la sphère de production que dans la mesure où celle-ci ne saurait se soustraire au principe de la rentabilité, même modifié par l'intervention consciente du planificateur. Toutefois, bien que la loi de la valeur ainsi « modifiée » fût censée affecter la production et régir la distribution, Staline ne faisait pas la distinction sociale entre travail nécessaire et surtravail, étant donné que, selon lui, la production sociale appartenait désormais *par définition* à tous et à chacun.

En U.R.S.S., on mesure le produit social soit en grandeurs physiques, soit en argent. Tout en restant catégories économiques, les prix, les salaires et les profits ont cessé d'avoir un rôle actif autonome : ils ne sont que les manifestations de grandeurs physiques globales, directement fixées par le planificateur. Sur cette base, l'allocation des ressources n'a rien à voir avec des rapports de prix ; plus exactement, prix, salaires et profits servent à assurer l'allocation des ressources qu'exige l'accomplissement du Plan. Comme c'est là une entreprise des plus ardues en pratique, le Plan ne comporte que des approximations très générales, sujettes à des remaniements constants. Jusqu'à présent, la planification n'a été partout qu'une « planification de fortune », tentée dans des conditions peu propices à un contrôle rigoureux de l'économie. Elle a été mise en œuvre dans des pays industriellement sous-développés dont le plus urgent besoin était d'accumuler du capital le plus rapidement possible. L'industrialisation forcée, réalisée par des moyens

politiques, est passé du dirigisme à la gestion étatique directe, les conditions d'un développement planifié se mettant en place au cours de ce processus. Quant aux plans, ils reflétaient l'arriération générale; ils ne pouvaient être plus satisfaisants que la situation qu'ils avaient pour mission d'amender.

L'U.R.S.S. a un revenu social total censé être égal à la valeur globale du produit matériel total, lequel, à son tour, est égal à la somme totale des prix de vente finals des biens matériels — amortissement du capital fixe non compris. C'est le contrôle et des revenus personnels et de l'allocation des ressources productives qui permet de moduler la demande sociale. Les prix ont théoriquement pour base les prix de revient moyens de toutes les entreprises produisant les marchandises considérées. Au stade du détail, les prix des biens et services sont fixés de manière à correspondre au niveau des revenus personnels. Ils oscillent en fonction de l'offre et de la demande de biens de consommation offerts au marché, tandis que des politiques de prix *ad hoc* servent à manipuler les salaires nominaux. Enfin, l'État collecte les profits par le biais surtout d'une taxe sur le chiffre d'affaires, frappant la différence entre le prix de détail et le prix de revient réel.

Après fixation administrative des salaires et des prix, il devient possible d'établir de façon approximative mais directe le montant de la production sociale totale destinée à l'entretien de la main-d'œuvre et sa composition en marchandises. Les autorités fixent le prix des biens de consommation de manière à restreindre *en pratique* l'assortiment de produits offerts aux travailleurs à ce qu'elles jugent bon pour eux, et à raréfier encore certains articles déjà rares pour les réserver aux catégories sociales privilégiées. Toutes les formes de production sociale ininterrompue sont soumises à la nécessité de faire vivre et travailler les masses laborieuses; en système capitaliste, cette nécessité s'exprime dans la valeur de la force de travail, laquelle a pour effet de déterminer et d'assigner les limites de la plus-value (ou temps de surtravail) qu'on peut tirer d'une population active quelconque. Mais, dès lors qu'on prétend que le temps de travail et le surtravail sont devenus *immédiatement* la propriété collective des producteurs socialisés, il ne rime à rien de poser la loi de la valeur en régulateur de la distribution sociale et de parler des effets de cette régulation sur le processus de produc-

tion. Si le produit social total était vraiment propriété collective, il serait tout aussi simple d'en exprimer la division sectorielle — consommation, reproduction et expansion — à l'aide des quantités de travail directement dépensées, et régies non plus par des rapports de valeur, mais par des aménagements purement techniques permettant à la production sociale et au processus de reproduction de s'effectuer correctement.

Il n'y a qu'une seule raison, mais contraignante, de ne point démodre de la définition russe de la loi de la valeur : conférer les apparences d'une « loi économique » au type d'inégalités sociales inhérent au système capitaliste d'État. Étant donné qu'en Russie le « marxisme » fait office d'idéologie officielle, il ne suffit pas d'expliquer que la production implique la reproduction et le progrès la reproduction élargie, ce qui oblige à diminuer la consommation présente pour pouvoir consommer plus à l'avenir ; il faut en outre expliquer que les différences de revenus entre travailleurs et cadres administratifs, loin de résulter de l'arbitraire d'une nouvelle classe dirigeante, découlent d'une « loi économique » en vertu de laquelle chacun reçoit son dû selon l'apport particulier qu'il a fait à la société. Comme en Russie tout le monde est censé remplir des fonctions productives, on est conduit à expliquer les différences de niveau de vie par des différences de productivité et par la nécessité de tenir compte de ces dernières, du moins au stade actuel d'évolution historique.

Rémunérer le travail selon sa productivité signifie donner plus au travailleur qualifié qu'au non-qualifié. En raison des frais d'apprentissage, le coût de reproduction du premier est supérieur à celui du second. Il est donc possible d'attribuer les différences de revenus à la productivité différente des diverses sortes de travail et à leur intensité variable. Du fait que le travail réel est inégal par nature, l'égalité des revenus signifierait que le travailleur le moins productif « exploite » le plus productif. Voilà qui, dans l'esprit du bolchevik comme dans celui du bourgeois, aurait pour effet d'enlever au travailleur toute incitation à se doter d'une qualification plus élevée et à la mettre au service de la collectivité. Le développement de la société aurait donc pour préalable une différenciation des revenus.

Rappelons ici que la théorie marxienne de la valeur réduit à du travail simple abstrait toutes les sortes de travail. Le concept de valeur renvoie, quant à lui, à des *agrégats sociaux abstraits*

de temps de travail nécessaire et de temps de surtravail. Voilà qui permet de considérer le travail qualifié comme du travail simple multiplié, de même que d'établir une identité entre la valeur et le prix. Mais les salaires et les prix s'écartent de leurs valeurs définies en temps de travail. Prétendre que la loi capitaliste de la valeur s'applique à l'économie planifiée revient à dire que, dans ce cas encore, elle se rapporte à des agrégats sociaux abstraits de travail nécessaire et de surtravail, lesquels concerneraient désormais non plus des grandeurs inconnues, mais des données fournies par un inventaire social calculé en unités de temps de travail ou en sommes d'argent représentant ces unités. L'apport concret des individus, ou des catégories d'individus, à la masse globale des produits auxquels la quantité totale de temps de travail dépensée à leur production se trouve incorporée ne sera sans doute pas mis en lumière pour autant. Mais la possibilité n'en subsistera pas moins de déceler, grâce aux variations survenant entre les agrégats précités, si l'exploitation à des fins d'accumulation a augmenté ou diminué. Le capitalisme d'État permettrait ainsi de constater les fluctuations en hausse ou en baisse de l'exploitation, contrairement au capitalisme privé, où elles ne se manifestent que par suite des mouvements du marché, de la prospérité à la dépression. D'où la possibilité qu'il offre, théoriquement, de remanier les agrégats sociaux, si besoin est, au moyen de décisions d'ordre politique visant à intensifier l'exploitation ou à la réduire.

Selon Marx, c'est le *temps de travail social général* qui détermine la valeur. Par conséquent, la valeur des marchandises dépend non de la quantité spécifique de travail qu'elles renferment, mais de la part relative du temps de travail social général qu'elles représentent. Il s'ensuit de là qu'on ne saurait diviser l'économie en une sphère que la valeur gouvernerait et une autre qui lui échapperait. Ou bien l'ensemble de l'économie est réglé par la loi de la valeur, ou bien il ne l'est pas. Dès lors il est impossible de soutenir, avec Staline, que la loi de la valeur régit la sphère de consommation, mais non la sphère de production : elle régit l'ensemble de l'économie, ou rien du tout.

La valeur abstraite de la force de travail ne rend nullement compte des salaires réels et de leur différenciation. Marx ne portait aucun intérêt à la détermination de l'offre et de la demande de tel ou tel salaire. Les différences de salaires qu'on

rencontre dans la réalité se rapportent en gros aux différents coûts de reproduction des diverses sortes de travail. Mais ces différences disparaissent grâce à la réduction du travail qualifié au travail simple multiplié qui sert à analyser les agrégats sociaux de valeur et de plus-value et leurs relations fluctuantes dans le cadre de l'accumulation du capital. Le concept abstrait de la valeur est rigoureusement inutile en matière de détermination des salaires individuels; considérer ces derniers comme des entités effectives, c'est les admettre uniquement comme des faits historiquement donnés.

En système capitaliste d'État, la loi de la valeur ne saurait concerner que les agrégats sociaux de capital constant, de capital variable et de la plus-value créée dans la production, ainsi que leurs relations fluctuantes dans le cadre de la formation de capital. Dans les conditions inhérentes à l'accumulation concurrentielle du capital privé, l'expansion physique du capital ne peut se poursuivre que comme une accumulation de valeurs d'échange. Mais il n'en est pas forcément ainsi au sein du capitalisme d'État, où tous les moyens de production sont soumis à une autorité centrale. Dans une économie de ce type, on pourrait soit mesurer l'accroissement de la richesse sous une forme abstraite, en valeurs-capital additionnelles, soit organiser la production et la distribution sociales en fonction des biens et services réels, physiques, sans tenir compte des rapports de valeur.

Marx n'a pas prévu l'apparition de systèmes capitalistes d'État tels ceux qui sont aujourd'hui posés en accomplissements du « socialisme marxien ». Selon lui, le socialisme signifiait essentiellement la fin de la production de la valeur et, du même coup, celles des rapports de production capitalistes. « Au sein de la société coopératrice fondée sur la propriété collective des moyens de production, écrivait-il, les producteurs n'échangent pas du tout leurs produits; le travail incorporé à ces produits n'apparaît pas davantage ici comme valeur de ces produits, comme une qualité objective qu'ils possèdent; en effet, au rebours de ce qui se passe en société capitaliste, c'est directement et non plus par un détour, que les travailleurs individuels deviennent partie intégrante du travail total²⁷. » En outre,

27. K. Marx, *Critique du programme de Gotha* (ci-après abrégé en : *Critique*), E. S. (Paris, 1950), p. 23; P. I., p. 1418.

aucun changement social réel — pour autant qu'il concernât la classe ouvrière — n'était possible, à son avis, sans une transformation des rapports de production. « Toute espèce de distribution des moyens de consommation, soulignait Marx, n'est que le résultat de la distribution des conditions de production [...]. Le mode de production capitaliste, par exemple, repose sur le fait que les conditions matérielles de la production sont réparties entre les non-travailleurs sous la forme de la propriété du capital et de la propriété foncière, tandis que les masses ne possèdent que le facteur de production personnel, à savoir : la force de travail. Une fois les éléments de la production répartis de la sorte, la distribution actuelle [capitaliste] des moyens de production s'ensuit de soi-même. Que les conditions matérielles de la production soient la propriété collective des travailleurs eux-mêmes, et il en découle évidemment une distribution des moyens de production différente de l'actuelle²⁸. »

Ainsi donc, dans l'optique de Marx, le mode de distribution reste fonction du mode de production. Dans une société où les travailleurs n'ont pas le moindre pouvoir sur les moyens de production, mais vendent leur force de travail à d'autres qui disposent de ce pouvoir, le système de distribution est tout aussi antagonique que les rapports entre producteurs et accapareurs de surtravail le sont au sein du processus de production. Le capitalisme d'État n'est ni capitaliste au sens traditionnel, ni socialiste au sens de Marx. Du point de vue du capitalisme privé, on peut le définir comme un *socialisme d'État*, du seul fait que le capital y est centralisé par l'État, mais du point de vue du socialisme prolétarien, il faut le définir comme un *capitalisme d'État*, puisqu'il perpétue la répartition capitaliste des conditions de production entre travailleurs et non-travailleurs. S'appliquant à des conditions identiques, les deux termes sont interchangeables.

Aux yeux de Marx, la loi de la valeur « régit » le capitalisme de marché, à l'exclusion de toute autre forme de production sociale. Dire qu'elle sert de « régulateur » à l'économie en l'absence de rapports de marché spécifiquement capitalistes revient à conserver les *termes* de valeur et de plus-value bien que ces termes n'expriment rien d'autre que la relation entre le

28. *Critique*, E. S., p. 26; P. I, p. 1420.

capital et le surtravail. En système capitaliste, la force de travail est une marchandise pareille à toutes les autres; c'est parce que toutes les marchandises ne sont mises en corrélation qu'au sein du processus de distribution qu'il faut les réaliser comme valeurs d'échange avant qu'elles deviennent biens utiles. Toutefois, l'économie d'État centralisée offre la possibilité de répartir le capital et le travail indépendamment des rapports de marché et des considérations de valeur. Si cette possibilité n'est pas utilisée à fond, c'est parce que le capitalisme d'État refuse de s'avouer ce qu'il est en réalité : un système d'exploitation fondé sur la domination directe d'une minorité dirigeante sur la majorité dirigée.

Ce qui distingue l'exploitation capitaliste de toutes les formes d'exploitation qui l'ont précédée, c'est l'absence de coercition immédiate dans l'extraction du surtravail. Faute de posséder les moyens de production, les travailleurs n'ont d'autre ressource que de vendre leur force de travail aux capitalistes, aux prix pratiqués sur le marché. La production sociale se poursuit au moyen de l'achat et de la vente. Ainsi donc, le processus de la vie sociale semble dépendre des rapports de marché. Et, à défaut d'une transformation de l'ensemble de la société, il va de soi que tel est bien le cas. Dans le cadre de cette société, les travailleurs consentent à l'inégalité telle que les conditions du marché la déterminent, et ne se perçoivent pas forcément comme des exploités. Ils essaient de plier à leurs fins propres les rapports de marché en se faisant concurrence pour les postes les mieux payés et en luttant pour des augmentations de salaires. C'est le marché et — à l'intérieur de limites tranchées — l'utilisation compétitive du marché qui permettent d'extraire du surtravail d'une manière plus raffinée que la contrainte physique ouverte. Bien entendu, le procédé le plus raffiné est également le plus évolué, même aux yeux des travailleurs, le travail salarié étant en effet préférable d'une façon générale au travail forcé. Ne voulant ni ne pouvant mettre un terme à l'exploitation, le système capitaliste d'État, lui aussi, préfère celui-ci à celui-là et recourt pour cette raison, chaque fois qu'il en a l'occasion, aux mécanismes de l'économie de marché.

Au sein de l'économie étatisée, et dans les conditions désormais modifiées de la formation de capital, c'est la persistance *toute de facade* des rapports de marché qui fait croire à la validité

de la loi de la valeur. Mais, en vérité, cette dernière ne peut « jouer » sur une base pareille, vu le caractère artificiel qu'y prennent les rapports de marché. Le planificateur doit se borner à orienter les plans sur le modèle de l'économie de marché capitaliste, car, outre qu'il ne saurait organiser la production et la distribution selon des principes socialistes, il n'ose pas affronter franchement les réalités de l'exploitation et de l'accumulation du capital, comme ce fut le cas notamment pendant la phase initiale du socialisme d'État en Russie. Durant cette phase — qualifiée plus tard, pour la discréditer, de « communisme de guerre » imposé de l'extérieur — l'ensemble de la production marchande, et ses catégories de valeur, prix, profit et salaire, devait se voir remplacé par une économie naturelle centralisée et gérée en fonction des nécessités et des possibilités objectives tant de la production que de la distribution.

Dans les pays sous-développés, l'impératif auquel la gestion centralisée de l'économie doit satisfaire en tout premier lieu reste l'expansion de la production et, partant, la formation de capital. Si, qui plus est, les rapports de marché ont disparu, l'État prend en charge l'organisation de la production et de la distribution avec ou sans l'assentiment des populations concernées. L'allocation des ressources se fait par décrets, mis en vigueur à l'aide de moyens dictatoriaux, et le travail salarié se transforme en travail forcé tandis que les détenteurs du pouvoir fixent vaille que vaille, après en avoir délibéré, les conditions de la production et de l'échange. Et ainsi, alors que le passage de l'économie de marché à l'économie de plan constitue un incontestable progrès, ce progrès lui-même est obtenu par des méthodes régressives. Mais, comme l'écrivait en 1920 Léon Trotski, « il ne peut y avoir chez nous d'autre moyen pour aller au socialisme qu'une direction autoritaire des forces et des ressources économiques du pays, qu'une répartition centralisée des forces ouvrières conformément au plan gouvernemental général. L'État ouvrier se considère en droit d'envoyer tout travailleur là où son travail est nécessaire. Et pas un socialiste sérieux ne viendra dénier au gouvernement ouvrier le droit de mettre la main sur le travailleur qui refusera d'exécuter la tâche qu'on lui a dévolue ²⁹ ».

En outre, toujours selon Trotski, « le principe de l'obligation du travail a remplacé tout aussi radicalement et sans retour le principe de l'embauche volontaire que la socialisation des moyens de production a remplacé la propriété capitaliste ³⁰ ». En Russie, « le paiement des salaires ouvriers s'effectue en argent, et il est à prévoir qu'il en sera ainsi pendant longtemps [...]. Dans la difficile période actuelle, les salaires ne sont pas pour nous un moyen d'adoucir l'existence personnelle de tout ouvrier, mais un moyen d'estimer ce que tout ouvrier apporte par son travail à la République ouvrière. Pour ces raisons, les salaires tant en argent qu'en nature doivent être mis en concordance le plus exactement possible avec la productivité du travail individuel. Les travailleurs qui concourent plus que les autres au bien commun acquièrent le droit de recevoir une part plus grande du produit social que les fainéants, les indolents et les désorganiseurs [...]. [Tout cela a pour objet] d'assurer le développement de l'émulation dans le domaine de la production ³¹ ».

Mais Trotski ne se demandait même pas comment on pourrait s'y prendre pour mesurer objectivement la « productivité du travail individuel ». En pratique, il y avait entre les rémunérations des diverses sortes de travaux des différences analogues à celles que présente la grille générale des salaires en système capitaliste, lors même que les taux salariaux étaient fixés par le gouvernement, et non plus par le marché du travail. L'enrégimentation complète s'étant cependant révélée impossible, elle fut bientôt remplacée par un mélange de rapports de marché et de planification, de contrainte directe et indirecte, et de méthodes de mesure en argent ou en nature, ayant pour effet de soustraire le processus de production et de distribution sociales à la *régulation* par la loi de la valeur, sans aboutir pour autant à une économie socialiste ignorant la valeur.

Étant donné que les salaires sont réglementés et les grèves interdites, que les prix sont fixés de manière à développer la consommation de tel article et à décourager celle de tel autre, que le rythme et la tendance de l'accumulation sont consciemment déterminés, diriger de force la main-d'œuvre vers certains emplois ou la persuader de les choisir au moyen de « stimulants »

30. L. Trotski, *op. cit.*, p. 208.

31. *Ibid.*, pp. 224-225.

appropriés, devient pure affaire de convenance. Dans le second cas, il existe sans doute une liberté restreinte dans le choix de l'emploi. Mais, dans le capitalisme d'État comme dans le capitalisme vieux style, cette liberté-là constitue l'exception, non la règle. Et elle ne s'accompagne pas d'énormes transferts de main-d'œuvre, du secteur agricole au secteur industriel, comparables à ceux que la collectivisation forcée et la modernisation de l'agriculture provoquèrent. De multiples obstacles d'ordre administratif dissuadent en effet les individus de changer d'emploi à leur gré, sans parler de salaires si bas qu'ils coupent court à toute velléité de mobilité sociale et d'initiative individuelle. Cependant, comme l'industrialisation est synonyme d'expansion économique, les travailleurs voient s'ouvrir des possibilités d'acquérir une qualification, de se préparer à des carrières nouvelles, de monter en grade et de rivaliser entre eux pour obtenir des emplois meilleurs. La hiérarchisation des revenus, fruit d'une politique délibérée, entretient un climat social de concurrence ne différant guère de celui du capitalisme traditionnel.

En résumé : la société capitaliste d'État n'est pas « régie » par la loi de la valeur, pas plus que ses relations économiques ne sont mises en ordre sur la base de cette loi. Quand bien même elle en ferait usage comme d'une « bonne école pratique » — c'est l'expression de Staline — pour calculer rationnellement les coûts et les profits et comme d'une méthode de comptabilité sociale pour réaliser une allocation optimale des ressources, rien ne permettrait pour autant de la qualifier de socialiste. En aucun cas, ni en société capitaliste ni en société socialiste, on ne saurait *faire* jouer, *rendre* « opérationnelle », la loi de la valeur. Dans le capitalisme, elle intervient à la façon d'une loi naturelle, du fait que les rapports d'échange *privés* excluent une organisation *sociale* consciente de la production, et, dans le socialisme, où cette répartition proportionnelle du travail social s'effectue de manière consciente et directe, elle cesse de déterminer les conditions sociales.

Une analyse de la production de capital sur la base de la valeur prend pour objet le besoin général de rationalité inhérent au processus de la production sociale, sous la forme spécifique que ce besoin général revêt en système capitaliste. Même ainsi, l'analyse-valeur s'attache non aux rapports concrets de l'échange

capitaliste, mais aux réalités négligées et pratiquement inconnais-sables qui sous-tendent ces rapports d'échange. « L'analyse des formes économiques ne peut s'aider, rappelait Marx, du microscope ou des réactifs fournis par la chimie; l'abstraction est la seule force qui puisse lui servir d'instrument ³². » La valeur-temps de travail, voilà l'« expression scientifique » des rapports économiques capitalistes. Toutefois, loin d'en être une description empirique, elle en constitue une abstraction; aussi bien est-ce par la voie de la réflexion abstraite qu'il devient possible de comprendre la situation concrète.

Ce n'est pourtant pas à dire que la valeur-temps de travail puisse devenir le principe d'organisation effectif d'un système de production et de distribution non capitaliste, ou socialiste. Critiquant les socialistes ricardiens ³³, et notamment Proudhon, qui préconisaient un système d'échange entre producteurs privés, système lié à la valeur-temps de travail, Marx faisait observer que des biens produits en tant que marchandises ne peuvent s'échanger qu'en tant que tels, c'est-à-dire sur la base du prix, non selon la valeur-temps de travail. A propos de la théorie du temps de travail comme unité de mesure immédiate de la monnaie, émise par John Gray, Marx écrivait qu'elle a pour base l'illusion « que les marchandises pourraient se rapporter directement les unes aux autres comme des produits du travail social. Or, elles ne le peuvent qu'en qualité de marchandises. Les marchandises sont les produits immédiats de travaux privés, individuels et indépendants qui, par suite de leur aliénation dans le processus de l'échange privé, doivent être reconnus pour du travail social général. En d'autres termes, sur la base de la production marchande, le travail ne devient travail social que par l'aliénation universelle des travaux individuels. Mais, du fait qu'il pose le temps de travail contenu dans les marchandises comme *immédiatement social*, Gray le pose en *temps de travail commun*, en temps de travail d'individus *directement associés*. Dès lors, effectivement, une marchandise spécifique, comme l'or et

32. *Capital*, I, E. S., 1, p. 18; P. I, p. 548.

33. T. Hodgskin, *Labour Defended Against the Claims of Capital*, 1825; W. Thompson, *An Inquiry into the Principles of the Distribution of Wealth most conducive to Human Happiness*, 1824; J. F. Bray, *Labour's Wrongs and Labour's Remedy*, 1839; J. Gray, *The Social System: A Treatise on the Principles of Exchange*, 1831.

l'argent, ne pourrait faire face aux autres marchandises en tant que l'incarnation du travail social général; la valeur d'échange ne deviendrait pas prix, mais aussi ni la valeur d'usage ne deviendrait valeur d'échange ni le produit marchandise et, de la sorte, la base même de la production bourgeoise serait supprimée³⁴ ».

Soit dit en termes légèrement différents : Si le temps de travail contenu dans le produit social représente le *temps de travail commun de producteurs directement associés*, ces produits ne revêtent pas le caractère de marchandises. Il est donc inutile qu'ils soient transformés en travail social universel (ce qu'ils sont déjà) ou qu'une monnaie-marchandise déterminée vienne exprimer leur nature sociale dans la forme prix. Puisque le temps de travail, soulignait Marx, « est la mesure immanente des valeurs, pourquoi lui adjoindre une autre mesure extérieure³⁵ ? ». Que le prix doive servir de mesure, voilà qui dénote que les produits sociaux (en qualité de marchandises) ne sont pas *immédiatement du travail social commun*, mais ne le deviennent que par le détour des rapports d'échange et des rapports monétaires inhérents à une économie de marché où les producteurs *ne sont pas associés*. Comme Marx le disait à Proudhon, la théorie de la valeur, en tant que théorie de la société bourgeoise, ne saurait être la « théorie révolutionnaire de l'avenir³⁶ ».

Dans une société communiste « disparaît en premier lieu le capital-argent, en même temps que le travestissement des transactions [économiques] qui s'ensuit. Le problème se réduit simplement à la nécessité, pour la société, de calculer d'avance la quantité de travail, de moyens de production et de moyens de subsistance qu'elle peut, sans le moindre dommage, affecter à des entreprises (la construction de chemins de fer, par exemple) qui ne fournissent ni moyens de production, ni moyens de subsistance, ni effet utile quelconque, pendant longtemps, un an et plus, tout en obligeant à prélever, sur la production totale, du travail et des moyens de production et de subsistance³⁷ ». S'il est vrai que l'« économie de temps » et la répartition planifiée

34. K. Marx, *Contribution à la critique de l'économie politique op. cit.*, pp. 115-116 P. I, p. 340.

35. K. Marx, *loc. cit.*

36. K. Marx, *Misère de la philosophie*, E. S., p. 56; P. I, p. 22.

37. *Capital*, II, E. S., 1, p. 292; P. II, p. 694.

du temps de travail entre les différentes sphères et branches de la production restent une nécessité économique, cela ne concerne en rien la *valeur-temps de travail*, c'est-à-dire la valeur d'échange de la force de travail ou de ses produits.

S'agissant du travail individuel, il est impossible de mesurer les apports spécifiques au produit social total et de répartir celui-ci en fonction de ceux-là, autant en système socialiste qu'en système capitaliste. L'exécution d'un travail particulier présente des différences quantitatives et qualitatives selon les individus qui l'accomplissent et, de même, les diverses sortes de travaux comparées entre elles. Puisqu'il n'existe pas de dénominateur commun réel entre les différents types de travail, Marx voyait dans le temps de travail leur seul dénominateur commun possible. En ce qui concerne des genres de travail spécifiques, les variations de productivité d'un individu à un autre se manifestent sans doute dans les résultats quantitativement différents de leur travail au cours d'un laps de temps donné (comme dans le travail aux pièces, par exemple). Mais ces variations ne revêtent pas une ampleur suffisante pour avoir une importance sensible, qu'il s'agisse des différences de salaires qui s'ensuivent ou de la comptabilité d'entreprise qui ne s'intéresse qu'à la productivité moyenne de la force de travail telle que l'exprime la somme totale des coûts salariaux.

Puisqu'il faut du temps pour acquérir une qualification, le coût de production du travail qualifié est supérieur à celui du travail simple. Mais, comme on peut chiffrer le montant des frais d'apprentissage, il est aisé d'en tenir compte dans le calcul des taux de salaires réels. En fait, les différences de salaires entre travail simple et travail qualifié ne sont pas assez élevées pour permettre de révoquer en doute la validité du temps de travail considéré comme dénominateur commun de la valeur de la force de travail. Il n'existe de fortes différences de revenus que dans et qu'entre les branches professionnelles où l'on ne peut absolument pas mesurer les variations de productivité ou les apports individuels à la richesse sociale générale. C'est pourquoi, quand on soulève des objections contre le temps de travail considéré comme dénominateur commun de la valeur de tous les types de travail, il est rare qu'on argüe des différences de salaires au sein de la force de travail; ces objections, on les justifie bien plutôt en mettant en avant des types de travaux et

de services exécutés par des personnes n'appartenant pas à la classe travailleuse et, la plupart du temps, des activités rémunérées qui n'ont strictement rien à voir avec le processus de la production sociale.

La productivité des différents types de travail est indissolublement liée à la productivité du *travail social* total et aux changements survenus au sein de la production sociale. En système capitaliste, ce problème, il va de soi, est abordé sous un angle non pas social, mais individuel, en raison du caractère de marchandise propre à la force de travail, et de la division capitaliste du travail, laquelle comprend la division entre travail intellectuel et travail manuel ou, plus exactement (puisqu'on ne peut séparer celui-ci de celui-là), entre bureau et usine, science et industrie. La spécialisation dans des tâches exclusives s'est assurément révélée rentable, mais il reste à démontrer qu'elle est socialement plus productive que la permutabilité des fonctions. Jusqu'ici, l'évaluation différenciée du travail intellectuel et du travail manuel, du travail qualifié et du travail simple, est restée article de foi; elle a pour effet de diviser la population active en catégories de revenus diverses, ce qui contribue à voiler l'hégémonie des rapports capital-travail en matière de relations sociales.

Selon Marx, le travail de l'individu est un composant nécessaire du travail social; en effet, dans le capitalisme, il est socialisé indirectement, et, dans le socialisme, directement. En ce dernier cas, les diverses sortes de travail se définissent en fonction de leur utilité, laquelle ne s'exprime pas cependant dans une valeur d'échange qui lui demeure attachée. Bien que la société bourgeoise se réclame du principe de l'échange égal, ce principe est d'après Marx irréalisable tant en système capitaliste qu'en système socialiste. Le concept classique de la valeur avait donné naissance à l'idée d'un échange de quantités de temps de travail égales, garantissant à tous les producteurs le produit intégral de leur travail; Marx faisait valoir là contre que l'existence d'une population inactive (enfants, vieillards, malades, etc.), la nécessité d'accomplir certaines tâches improductives et les exigences du développement social en général s'y opposaient. En fait, toujours selon Marx, le produit « intégral » du travail ne pouvait être qu'un produit « partiel », bien que « la part retirée au producteur, en sa qualité d'individu privé, lui revienne

directement ou non en sa qualité de membre de la société ³⁸ ».

Toutefois, ces déductions faites, le producteur reçoit de la société ce qu'il lui a donné, « son quantum individuel de travail. Par exemple, la journée sociale du travail se compose de la somme des heures de travail individuel; le temps de travail individuel de chaque producteur est la portion de la journée de travail social qu'il a fournie, la part qu'il y a prise. Il reçoit de la société un bon certifiant qu'il a fourni telle somme de travail (après déduction du travail effectué pour les fonds collectifs) et, avec ce bon, il retire des réserves sociales exactement autant d'objets de consommation que lui a coûté son travail. Le même quantum de travail qu'il a donné à la société sous une forme, il le reçoit en retour sous une autre ³⁹ ». De cette façon, des quantités de temps de travail égales « s'échangent » contre des quantités de temps de travail égales et « le droit des producteurs est proportionnel au travail qu'ils fournissent. L'égalité consiste en l'occurrence dans le fait que le travail fait fonction de *mesure commune* ⁴⁰ ». Mais ce « droit égal » au produit du travail est, en réalité, un droit inégal puisque, en raison de l'inégalité des situations personnelles, le travail reste inégal. « C'est donc, dans sa teneur, un droit fondé sur l'inégalité, comme tout droit ⁴¹. »

Si l'on adoptait le temps de travail comme mesure pour déterminer la distribution des parts à restituer du produit social destiné à la consommation, on obtiendrait des rémunérations égales, car « il est dans la nature de la grande industrie que le temps de travail soit égal pour tous ⁴² ». Mais si tous les producteurs recevaient ainsi une part égale de biens de consommation, part fixée au prorata de leurs apports respectifs au produit social et mesurée en temps de travail, il s'ensuivrait une inégalité des niveaux de vie, puisque certains ont à leur charge un nombre de personnes plus ou moins élevé, et d'autres pas du tout. Pour qu'il y ait égalité sur ce plan, le droit au produit du travail devrait donc être inégal.

Qui plus est, comme Marx le rappelait, certains hommes

38. *Critique*, E. S., p. 22; P. I, p. 1418.

39. *Ibid.*, p. 23; P. I, p. 1419.

40. *Ibid.*, E. S., p. 24; P. I, *id.*

41. *Ibid.*, E. S., *id.*; P. I. p. 1420.

42. K. Marx, *Misère de la philosophie*, E. S., p. 87; P. I, p. 50.

jouissent d'avantages physiques ou intellectuels qui leur permettent de fournir, dans un même temps, plus de travail que d'autres. Pourtant, « le travail, pour servir de mesure, doit être calculé d'après la durée ou l'intensité, sinon il cesserait d'être un étalon de mesure ⁴³ ». Or, dès lors que le travail est mesuré en fonction de son *intensité*, il ne l'est plus en fonction du temps : il est en fonction d'une productivité qui varie selon les individus et les branches professionnelles. Dans ce cas, toutefois, l'inégalité résulterait non de l'emploi d'une *mesure égale* pour tous, mais du fait qu'on mesurerait des apports individuels au produit du travail social total, apports inégaux par définition. On mesurerait ainsi le produit spécifique du travail, non le temps de travail. Tel est probablement ce que Marx avait en tête quand il disait que le droit de chacun à son travail propre reste fondé sur le même principe que le droit bourgeois, « bien que le principe et la pratique ne se querellent plus; tandis que dans l'échange des marchandises, l'échange des équivalents n'existe qu'en *moyenne* et non pour chaque cas particulier ⁴⁴ ». Persister à considérer le travail de l'individu comme incorporé à son produit individuel, et non comme un composant de l'ensemble du travail social, c'est persister à le considérer d'un point de vue bourgeois et non socialiste. Pourtant, c'est cette distinction entre la *durée* et l'*intensité* du travail qui sert à justifier l'inégalité régnant dans les pays qui se disent socialistes.

En raison de leur formulation imprécise, les thèses de Marx à ce sujet ont donné lieu à diverses interprétations. Quant à nous, nous les résumerons ainsi : Que l'étalon de mesure soit la durée du travail, ou son intensité, il y aura dans un cas comme dans l'autre inégalité dans les conditions de vie d'individus aux aptitudes et aux situations personnelles différentes. Pour éviter ces inégalités, il faudrait qu'au lieu d'être égal le droit au produit du travail fût inégal. Dès lors de deux choses l'une : ou bien l'on ne tient pas compte de l'apport de l'individu au travail social général, et les biens de consommation peuvent être répartis de manière équitable; ou bien, le travail continue d'être mesuré en fonction de sa durée ou de son intensité,

43. *Critique*, E. S., p. 24; P. I, p. 1419.

44. *Id.*

et l'on se trouve devant une répartition inéquitable. Loin de vouloir dire que Marx prenait position contre l'égalité, cela signifie qu'à ses yeux le principe d'égalité fondé sur les apports de travail n'était *pas un principe socialiste*, tout en pouvant sans doute servir de principe directeur pour la période de transition au socialisme.

Le droit de l'individu au produit de son travail peut, selon Marx, continuer de régir la société qui vient d'émerger de la société capitaliste, une société, donc, « qui, à tous égards, économique, moral, intellectuel, porte encore les stigmates de l'ancien ordre où elle a été engendrée ⁴⁵ ». Dans son esprit cependant, l'égalitarisme était affaire non de rémunération liée à un principe abstrait d'égalité, mais bien de rapports sociaux rationnels excluant l'exploitation et permettant à tous de disposer librement des biens et services produits. Le développement de la société dans le monde post-capitaliste devait avoir pour expression non la réalisation, sans plus, d'une « égalité » au niveau de l'échange — en fonction de l'apport de l'individu au processus de travail social —, mais une tendance à la réalisation du principe : « de chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins ⁴⁶ ». La socialité elle-même constitue un processus évolutif dans le cadre duquel « l'étroit horizon du droit bourgeois » finira par disparaître grâce à l'abondance croissante des biens de consommation, laquelle fera de la comptabilisation des apports individuels à la production une tâche à la fois vaine et ridicule.

45. *Critique*, E. S., p. 23; P. I, p. 1419.

46. *Ibid.*, p. 25; P. I, p. 1420.

En guise de conclusion

Marx n'envisagea jamais la possibilité d'un stade intermédiaire entre le capitalisme et le socialisme. La distinction nette qu'il avait établie entre féodalité, capitalisme et socialisme le poussait à prévoir, non sans « simplicité », une révolution « conforme à l'ordre des choses ». Mais il n'en reconnaissait pas moins que l'histoire de la genèse du capitalisme, telle qu'il l'avait retracée, concernait l'Europe occidentale et elle seule, et il s'élevait d'avance contre toute tentative de la métamorphoser en « une théorie historico-philosophique de la marche générale, fatalement imposée à tous les peuples, quelles que soient les circonstances historiques où ils se trouvent placés ¹ ». Marx, à l'égal d'Engels, ne professait nullement que l'évolution suivie par l'Europe occidentale fût la seule concevable et ne croyait pas impossible que la victoire d'une révolution prolétarienne permît aux pays précapitalistes de brûler les étapes en direction du socialisme. Les deux hommes tenaient les tendances au capitalisme d'État, qui se manifestaient dans les pays développés, pour des indices de la révolution socialiste en gestation, sans prévoir le rôle qui reviendrait à celles-ci dans la transformation de systèmes de production précapitalistes en systèmes capitalistes d'État.

Aujourd'hui, il est évident que les révolutions sociales des pays sous-développés du point de vue capitaliste ni ne sont ni ne peuvent être conformes au modèle de développement du

1. K. Marx, « Lettre à la rédaction d'*Otetchestvennie Zapiski* », P. II, p. 1555.

capitalisme occidental et qu'elles tendent bien plutôt à mettre en place des structures capitalistes d'État. Il ne s'agit pas en l'occurrence de révolutions socialistes, au sens où Marx l'entendait, même si elles se réclament d'une idéologie marxiste. L'idée qu'une révolution capitaliste d'État signifie la victoire du socialisme même dans les pays industriellement avancés jouit d'une certaine crédibilité du fait et que les révolutions de ce genre semblent pousser jusqu'à son terme logique l'organisation croissante de la production et de la vie sociale en général par les soins de l'État, et qu'elles suivent la voie tracée par les systèmes de capitalisme d'État établis, généralement considérés comme socialistes. Mais en ce dernier cas, l'instauration du capitalisme d'État a eu pour fonction, non d'abolir la condition prolétarienne, mais d'accélérer le développement d'une classe ouvrière et, du même coup, la formation de capital. Dans les pays industriellement avancés, en revanche, le capitalisme d'État serait tout aussi irrationnel que le système qui l'a précédé, car seule la suppression de l'exploitation, et non son intensification, permettrait alors d'éliminer les difficultés auxquelles la production de capital se heurte.

La possibilité n'en subsiste pas moins de voir des régimes capitalistes d'État entretenir le système des différences de classes dans les pays avancés, comme ils le font dans les pays pauvres en capital. Certes, ils n'auraient plus l'« excuse » du sous-développement, mais rien ne les empêcherait de créer un appareil de répression destiné à extirper le besoin de ces justifications-là. A coup sûr, il y aurait eu révolution, mais pas une révolution socialiste. En effet, une révolution socialiste signifie ni plus ni moins que la mise en place d'une structure sociale permettant aux producteurs *eux-mêmes* de gérer le produit de leur travail et sa répartition. Cette révolution, seule la classe ouvrière peut l'accomplir et mettre fin, par là, aux rapports de classes. « Ce que Marx — et avant lui, en 1843, Flora Tristan — exprimait à l'aide de cette formule : "l'émancipation des travailleurs doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes", demeure le postulat implicite de toute pensée authentiquement socialiste ². »

2. M. Rubel, « Reflections on Utopia and Revolution », in *Socialist Humanism* (E. Fromm, éd.), New York, 1966, p. 216.

Marx devait garder la conviction que la contradiction entre l'essor des forces sociales de production et les rapports de production capitalistes, trop étroits désormais pour les contenir, serait surmontée grâce à une révolution qui, en abattant la structure de classe de la société — son antagonisme de base —, inaugurerait la marche au socialisme. Aucune révolution de ce genre n'a eu lieu, pas plus que la contradiction de la production sociale en tant que production de capital n'a été levée. Partout dans le monde, la production reste production de capital, et l'univers capitaliste donne toujours naissance à des crises.

Dans ce contexte, la doctrine keynésienne ne fait que refléter le passage du capitalisme de sa phase de marché libre à sa phase d'étatisme, et fournit une idéologie à tous les bénéficiaires provisoires de cet état de choses. Mais elle ne touche en rien les problèmes qui se trouvaient au centre de la théorie de Marx. Et cette théorie conservera sa pertinence tant que le mode de production capitaliste prévaudra, étant donné qu'elle ne s'intéresse ni à telle ou telle technique de production de capital, ni aux changements survenant dans le cadre du système, mais uniquement à sa suppression définitive.

Il se peut que le socialisme soit une chimère et que la société soit vouée à rester une société de classes. Mais le fait que les révolutions contemporaines n'aient pas entraîné l'abolition des rapports d'exploitation ne saurait à lui seul justifier pareille conclusion. Les révolutions du ^{xx}e siècle ont visé un capitalisme incapable d'élargir les conditions de son existence propre, d'accroître le prolétariat industriel et, par là, son domaine. Mais il n'en a pas moins perturbé, puis détruit, les formes d'organisation sociale et les modes de production qui l'ont précédé en soumettant la production universelle aux lois d'un marché mondial où prédominent les intérêts particuliers des grands centres de la production de capital. Les anciennes classes dirigeantes des pays ruinés de la sorte n'avaient ni la volonté ni la force de résister aux empiètements du capital étranger. Il devait donc revenir aux peuples appauvris eux-mêmes de se dresser autant contre la double oppression exercée par les exploiters autochtones et les exploiters étrangers, que contre le chômage toujours accru qui résultait d'un degré d'exploitation insuffisant. Confrontés tout à la fois à un pouvoir de classe et à l'hégémonie étrangère, les mouvements de libéra-

tion ont pris le caractère nationaliste et révolutionnaire qu'ils gardent aujourd'hui encore.

Vu la totale absence d'un mouvement ouvrier, internationaliste et révolutionnaire, capable d'ouvrir à ces luttes nationales un champ d'opération plus vaste, ces mouvements ne peuvent pas avoir des objectifs allant au-delà de l'implantation du capital par des moyens révolutionnaires. Quels que soient leurs accomplissements, ces révolutions ne sauraient conduire au socialisme, conçu comme l'alternative au capitalisme. Elles ne sont rien d'autre qu'une des nombreuses manifestations de la désagrégation de l'économie de marché en tant que système mondial, et c'est uniquement en tant que telles qu'elles contribuent à satisfaire le besoin général d'un système de production plus rationnel. Les problèmes des pays arriérés ne peuvent être résolus indépendamment des problèmes propres aux pays développés. On ne viendra à bout des premiers comme des seconds que par une transformation révolutionnaire des pays développés, laquelle fraiera la voie à l'intégration socialiste de l'économie mondiale. Car de même que les pays arriérés sont hors d'état de se développer dans un sens socialiste au sein d'un monde soumis aux lois de la production de capital, ils ne sauraient se développer dans un sens capitaliste au sein d'un monde régi par des systèmes de production socialistes. Le développement des pays arriérés sur une base socialiste a donc pour préalable la transformation socialiste des pays industriellement avancés.

Le moins qu'on puisse dire pourtant, c'est que la situation réelle n'est guère propice à la réalisation de ce préalable. Les régions avancées du globe ont certes les moyens d'industrialiser les pays sous-développés dans des délais assez courts, et d'éliminer presque instantanément la faim et la misère, en dirigeant tout simplement vers des filières productives les fonds destinés à la production pour le gaspillage. Mais on chercherait en vain une force sociale véritablement décidée à inscrire ce projet dans les faits, assurant du même coup la paix et la tranquillité du monde. Bien au contraire, les aspects destructeurs du capital vont s'exacerbant sans cesse : sur le plan intérieur, par suite du gonflement constant de la production pour le gaspillage; sur le plan extérieur, par la dévastation de territoires dont les populations refusent de se soumettre aux

exigences de profit de puissances étrangères, sachant que cela causerait leur perte.

Une chose est évidente : jamais les bénéficiaires du *statu quo*, dont le sort actuel et futur est lié au maintien de celui-ci, ne renonceront de bon gré à leur situation de classe dirigeante. Grâce à l'« économie mixte », ils sont parvenus jusqu'ici à empêcher l'apparition de conditions propres à engendrer des mouvements sociaux anticapitalistes. En ce sens, le keynésianisme a été le « sauveur » du capitalisme, quand bien même, de par sa nature comme de par celle du système, il ne peut avoir qu'une utilité temporaire. L'économie mixte, assortie ou non du plein emploi, est un fait dans tous les pays capitalistes ; dans certains d'entre eux, elle s'est révélée apte non seulement à éviter le déclenchement de crises profondes, mais encore à établir les conditions d'une « prospérité » telle que le monde n'en avait jamais connue auparavant, permettant ainsi aux gens aisés de peindre le capitalisme sous les traits d'une société d'abondance.

La Deuxième Guerre mondiale et ses répercussions ont provoqué une éclipse quasi totale du socialisme ouvrier, sur le plan de la pratique comme sur celui de l'idéologie. Mais, pour que le capitalisme demeure exempt de toute opposition effective, il lui faudrait être à même de maintenir à leur niveau actuel les conditions d'existence de la population laborieuse. Si cela se révélait impossible, la cohésion sociale présente risquerait fort de disparaître — comme ce fut le cas, dans le passé, lors de crises de longue durée. C'est seulement en partant de l'hypothèse que tous les problèmes sociaux sont solubles dans le cadre des institutions existantes, qu'on peut contester à la classe ouvrière — soit la grande majorité de la population des pays industriellement avancés — tout rôle dans l'histoire, rôle d'opposition nécessairement et qui a donc pour mode de manifestation une conscience révolutionnaire ressuscitée ou faisant sa réapparition.

Le succès provisoire des politiques d'inspiration keynésienne a donné le jour à la conviction qu'on arrivera en définitive à trouver les moyens d'en finir une fois pour toutes avec les difficultés auxquelles achoppe le capitalisme et, par là, avec les virtualités révolutionnaires du système. Mais il s'agit là d'une illusion qui n'a pour base que le voile monétaire recouvrant les

activités capitalistes. Que ce voile se déchire, et l'on s'apercevra que la mise en œuvre permanente des méthodes keynésiennes ne peut engendrer que l'autodestruction de la production de capital. La « nouvelle science économique », dans son optimisme, confond l'ajournement d'un problème avec sa disparition.

Mais, qu'il existe un lien ou non entre l'émergence d'une conscience révolutionnaire et la misère, une chose en tout cas est certaine : les tourments guettant la population mondiale vont aller au-delà de tout ce qu'on a enregistré à ce jour et finiront même par frapper la minorité privilégiée des travailleurs des pays industriellement avancés, qui se croient encore à l'abri des conséquences de leurs propres activités. Cependant que le niveau général d'oppression s'élève, la conjoncture très spéciale d'« abondance » faiblit, car la concurrence meurtrière à laquelle donnent lieu des profits en voie de diminution réduit à néant les avantages procurés par les gains de productivité. Dans le passé, les deux guerres mondiales et leurs séquelles ont déjà provoqué une misère sociale d'une gravité et d'une ampleur inconnues même aux heures les plus sombres de la révolution industrielle et excédant tout ce que Marx a pu rapporter de la condition affreuse des masses laborieuses de son temps. C'est seulement à condition de faire abstraction du coût en vies et en souffrances humaines des guerres et des crises qu'il est possible de soutenir que le développement du capitalisme n'est pas synonyme d'une augmentation constante de « la misère, l'oppression, l'esclavage, la dégradation, l'exploitation ». Et c'est seulement à condition de rester sur l'étroit terrain des statistiques salariales qu'on peut dire que Marx s'est trompé en prévoyant que l'accumulation du capital s'accompagnerait d'une misère allant croissant. Mais, à coup sûr, cette prévision-là découle de la *loi générale de l'accumulation capitaliste* et de sa *tendance historique*, telles que Marx avait su les dégager, et non pas simplement du caractère marchandise de la force de travail et de ses fluctuations sur le marché de l'emploi. Elle englobe tous les aspects du développement capitaliste, lié à la concurrence, aux crises et aux guerres. Prétendre que la prospérité que quelques pays ont connue à l'issue de la dernière guerre mondiale et que l'amélioration des conditions d'existence de leur population qui s'est ensuivie suffisent à

compenser l'état de crise à peu près permanent qui règne dans la plus grande partie du monde et les souffrances, l'exploitation et la dégradation incommensurables que des centaines de millions d'hommes ont subies pendant et après la guerre, c'est visiblement se moquer du monde.

Les niveaux de vie élevés, dont jouissent de larges couches de la classe laborieuse des pays avancés, risquent eux-mêmes de nuire à l'expansion du capital. Pour qu'ils restent ce qu'ils sont, alors que la rentabilité décroît, il faut élargir en permanence le secteur de la production non rentable. Voilà qui, à son tour, oblige à augmenter sans cesse la productivité du travail, ce qui, dans les conditions actuelles, signifie la montée régulière du chômage. Les allocations aux sans-travail représentent des frais en voie de gonflement constant et qui, de concert avec les autres frais de l'« abondance », finiront par grever au maximum le potentiel économique et technique, si considérable qu'il soit. Cela veut dire non point que l'« abondance » engendrera forcément la révolution, mais que des sentiments d'opposition peuvent apparaître en l'absence de toute paupérisation absolue. Il n'est nullement nécessaire, en effet, que les hommes soient réduits à la famine pour qu'ils commencent à se révolter; loin de là, il n'est pas exclu qu'ils le fassent à la première atteinte portée à leurs niveaux de vie habituels, voire s'ils ne pouvaient plus jouir des conditions d'existence qu'ils jugent normales. Mieux on vit, plus les privations deviennent intolérables, plus on s'acharne à sauvegarder son mode de vie. C'est en ce sens qu'une diminution de l'« abondance » peut suffire à faire voler en éclats le consensus actuel.

« Le prolétariat est révolutionnaire, ou il n'est rien », a dit Marx. À présent, il n'est rien et risque fort de continuer à n'être rien. Mais ce n'est pas certain. On sait que les idées subversives ne prennent leur essor que s'il règne un mécontentement profond, tel qu'il n'en existe pas dans la société d'aujourd'hui, si fallacieuse que soit sa prospérité. Dans les économies mixtes, la pauvreté ne frappe encore qu'une minorité d'hommes qui, tout en étant nombreuse assurément, demeure minorité, une minorité dont l'opposition ne parvient pas à prendre corps. Elle ne saurait se transformer en force sociale capable de battre en brèche les intérêts matériels que l'idéologie dominante exprime. Les autorités, qui représentent une majorité satisfaite

de son sort, laquelle comprend toujours la classe ouvrière, viennent aisément à bout de révoltes sporadiques causées par le désespoir. Et les conditions mêmes d'existence qui sont faites à la sous-catégorie des hommes privés de tout, risquent de la décimer. Mais que cette sous-catégorie s'accroisse — et tel est bien le cas — et ses actes de révolte iront se multipliant; du même coup, ceux qui jusqu'alors étaient satisfaits de leur condition seront de plus en plus nombreux à se dire que leur tour viendra, qu'un jour, et un jour proche, ils se verront eux aussi mis au rebut de la société. A juger d'après le passé, la misère sociale, à mesure qu'elle grandit, devient un élément de force, d'une force génératrice d'actions visant consciemment à mettre fin à la misère. Certes, il peut en aller différemment à l'avenir; l'ère des révolutions est peut-être close. Mais juger d'après le passé reste le seul moyen de porter quelque jugement que ce soit dont nous disposons. Dès lors, tout est possible, — même une révolution ouvrière.

Voilà cependant qui a pour préalable la permanence du prolétariat. Or celui-ci est censé se trouver en voie de disparition, non seulement parce qu'il ne manifeste pas la moindre conscience de classe, mais aussi parce qu'il perd ses fonctions sociales. On prétend souvent qu'il faut distinguer la « classe ouvrière classique », c'est-à-dire le prolétariat d'industrie dont parlait Marx, de la population active moderne, dont seule une petite partie est engagée dans la production. Distinction spécieuse, cependant, car c'est le fait que le prolétariat n'est pas maître de son existence faute de posséder les moyens de production qui le distingue de la bourgeoisie, non des différences d'activités professionnelles. Bien que le nombre de travailleurs accomplissant des tâches non productives, dans ce qu'il est convenu d'appeler le secteur des services, se soit notablement accru, leur situation par rapport aux capitalistes n'a nullement changé. Par suite de la concentration du capital et de l'élimination de la petite-bourgeoisie propriétaire, il y a aujourd'hui plus de prolétaires que jamais. Certes, une bonne partie de ces employés jouissent de revenus qui leur procurent des niveaux de vie petits-bourgeois, et parfois même bourgeois. Mais la plupart du temps ils rentrent dans la catégorie des salariés, si improductif que leur travail puisse être.

Quand Marx déclarait que la classe ouvrière avait pour

« mission historique » d'abattre le système capitaliste, c'est de l'expropriation de quelques-uns par la grande masse qu'il parlait, — comme il ressort de sa théorie de l'accumulation. Il ne se trompait pas en disant que l'expansion du capital a pour conséquence de polariser la société en une petite minorité de capitalistes et une immense majorité de travailleurs sans biens, forcés pour subsister de vendre leur force de travail. Le prolétariat industriel du siècle dernier, faisant boule de neige, s'est métamorphosé en une masse amorphe de salariés, répartis en une foule de professions qui ont toutes pour trait distinctif d'être soumises aux fluctuations du marché et aux vicissitudes du processus d'accumulation. Quelque idée que ces salariés se forment de leur état, ils appartiennent non point à la classe dirigeante, mais à la classe dirigée.

Nonobstant les différences de situation sociale au sein de chaque classe, la société capitaliste comprend seulement deux classes fondamentales. C'est la classe dirigeante qui prend toutes les décisions utiles; quant à l'autre, quelles que soient ses différenciations internes, elle est à la merci de ces décisions qui, prises en fonction des exigences particulières du capital, déterminent les conditions générales de la société. La classe dirigeante ne peut se comporter autrement qu'elle le fait : par tous les moyens, d'une manière imbécile, ou avec intelligence, elle agit en vue de perpétuer ses pouvoirs. Il arrive sans doute à ceux qui demeurent exclus du processus de prise de décision d'être en désaccord avec les instructions reçues, quand elles heurtent leurs intérêts ou quand ils penchent pour d'autres solutions. Mais, pour changer ces décisions, il leur faudrait disposer d'un pouvoir propre.

Les décisions une fois prises, il reste à les exécuter dans la sphère de production, tel genre de distribution dépendant de tel genre de production. Pas de pouvoir souverain sur le plan de la production, et pas de classe dirigeante, puisqu'il est impossible en ce cas de faire appliquer aucune décision. Ce pouvoir, c'est le contrôle des moyens de production, l'idéologie et le recours à la force qui permettent de l'exercer. Mais, à eux seuls, les droits de propriété, les valeurs idéologiques et l'usage de la force ne peuvent rien produire. Tout l'édifice social repose donc sur le travail productif. Et, par voie de conséquence, les travailleurs productifs disposent d'un pouvoir latent supé-

rieur à celui de chacun des autres groupes sociaux comme à celui de tous les autres réunis. Il suffit que les producteurs parviennent à saisir les réalités sociales et à mettre ce savoir au service de leurs fins propres pour que ce pouvoir latent se transforme en pouvoir effectif.

Nier ce fait, telle est la grande affaire de l'idéologie bourgeoise, comme l'attestent ses doctrines économiques et le mépris général dont le travail productif est l'objet. En dépit cependant de l'idée reçue, selon laquelle l'importance du prolétariat d'industrie va décroissant, on accorde à ce dernier plus d'attention que jamais, parce que jamais autant qu'aujourd'hui il n'a disposé d'une aussi grande capacité virtuelle de gérer en maître la société. La « socialisation » technico-organisationnelle, c'est-à-dire l'interdépendance de l'ensemble de la population dans un flux de production ininterrompu, a pour effet de nantir la classe ouvrière d'un pouvoir de décider de la vie et de la mort de la société : qu'elle cesse le travail, et c'en est fini de la vie sociale. Dans la mesure où cela risquerait de leur nuire, puisqu'ils font partie eux aussi de cette société, les travailleurs ne se laisseront peut-être pas aller à pareille extrémité; mais il n'en reste pas moins qu'ils ont le pouvoir d'ébranler la société jusque dans ses fondements pour peu qu'ils aient résolu d'en remodeler la structure. Voilà pourquoi les syndicats ouvriers, cherchant à garder la direction des conflits sociaux, se sont adaptés au cadre capitaliste; voilà pourquoi les gouvernements, lors même qu'ils se disent socialistes, restreignent le « droit » de grève, tandis que les régimes totalitaires, mieux au fait du pouvoir latent des travailleurs en lutte, mettent carrément la grève hors la loi.

Du fait que le prolétariat d'industrie est en mesure de changer les bases de la société s'il y est enclin, il demeure aujourd'hui, comme il l'était hier, la classe de l'action de laquelle dépend la transformation effective du monde. Que cette possibilité se révèle illusoire, et il est inutile d'espérer vaincre les forces matérielles de répression. Toute lutte sociale se double assurément d'une lutte idéologique mais, à défaut d'un levier matériel qui permette de renverser l'ordre établi, le succès de la lutte pour un monde nouveau reste inconcevable. A la limite, rien n'empêche de penser que l'irrationalité croissante, qui caractérise le capitalisme, engendrera une réaction massive de la

population, en dehors de ses appartenances de classe, et la conviction toujours plus ferme que les rapports de classes, les rapports d'exploitation, ont fait leur temps et perdu toute espèce de sens, puisqu'il est possible désormais de réorganiser la société de manière à satisfaire les besoins de tous et de chacun. Mais une chose est certaine : la lutte pour cette société-là exigera la mise en œuvre de tous les moyens disponibles, autant sur le plan des idées que dans le domaine des rapports de forces réels.

A juger sur la conduite actuelle de la classe travailleuse, tout semble indiquer que la réalisation du socialisme se trouve reportée à une date plus lointaine que jamais. Mais il est on ne peut plus douteux que cette classe subisse indéfiniment sans réagir l'avenir d'horreurs toujours renouvelées que le système capitaliste lui réserve. Il suffit de songer à ce qui se passera selon toute vraisemblance en l'absence de révolution socialiste pour admettre la possibilité d'un changement radical dans le comportement des masses laborieuses. Et ce qui doit nécessairement arriver commence déjà d'arriver, dans une certaine mesure du moins; dès lors une simple projection quantitative du présent sur l'avenir montre à quel point il est utopique de vouloir résoudre les problèmes sociaux du système par des moyens capitalistes. La guerre que l'Amérique est en train de mener en Asie du Sud-Est, par exemple, n'a-t-elle pas de fortes chances de s'étendre à l'Extrême-Orient et, de là, au monde entier? Cela étant — et sans même parler des crises inévitables vers lesquelles le capitalisme mondial s'achemine —, il ne reste au genre humain que cette seule alternative : le socialisme ou la barbarie.

BIBLIOGRAPHIE

- Baran, P. A., *Économie politique de la croissance* (trad. L. Mozère), Paris, 1967.
- Berle, A. A., *Economic Power and the Free Society*, New York, 1957.
- Berliner, J. S., *Soviet Economic Aid*, New York, 1958.
- Bernstein, E., *Socialisme théorique et socialdémocratie pratique* (trad. A. Cohen), Paris, 1912.
- Beveridge, W. H., *Du travail pour tous dans une société libre* (trad. H. Laufenburger et J. Domarchi), Paris, 1945.
- Böhm-Bawerk, E. von, « Zum Abschluss des Marschen Systems », in *Festgaben für Karl Knies*, Berlin, 1896.
- Bucharin, N., *Oekonomie der Transformationsperiode*, Hambourg, 1922.
- Burns, A. F., *The Frontiers of Economic Knowledge*, Princeton, 1954.
- Clark, J. M., *Alternative to Serfdom*, New York, 1960.
- Crosser, P. K., *State Capitalism in the Economy of the United States*, New York, 1960.
- Denian, J. F., *The Common Market*, New York, 1960.
- Deans, V. M., *New Patterns of Democracy in India*, Cambridge, 1959.
- Dillard, D., *The Economics of John Maynard Keynes*, New York, 1948.
- Doane, R. R., *The Measurement of American Wealth*, New York, 1933.
- Drucker, P. F., *Landmarks of Tomorrow*, New York, 1959.
- Eaton, J., *Marx against Keynes*, Londres, 1951.
- Einzig, P., *The Economic Consequences of Automation*, New York, 1957.
- Engels, F., *Anti-Dübring* (trad. E. Bottigelli), Paris, 1950.
- Flanders, R. F., *The American Century*, Cambridge, 1950.
- Gesell, S., *Die Natürliche Wirtschaftsordnung durch Freiland und Freigeld*, Berlin, 1916.
- Gillman, J. M., *The Fall of the Rate of Profit*, New York, 1958.
- Gillman, J. M., *Prosperity in Crisis*, New York, 1965.
- Grossmann, H., *Das Akkumulations- und Zusammenbruchsgesetz des kapitalistischen Systems*, Leipzig, 1929.

- Hansen, A. H., *America's Role in the World Economy*, New York, 1945.
- Harris, S. E., *Saving American Capitalism*, New York, 1950.
- Harrod, R. F., *The Life of John Maynard Keynes*, Londres, 1951.
- Hawtrey, R. G., *The Gold Standard in Theory and Practice*, Londres, 1931.
- Heilbroner, R. L., *The Worldly Philosophers*, New York, 1953.
- Heilbroner, R. L., *The Making of Economic Society*, Englewood Cliffs, 1962.
- Hickman, B. G., *Investment Demand and U.S. Economic Growth*, Washington, 1965.
- Hilferding, R., « Böhm-Bawerk Marx-Kritik ». *Marx-Studien* (Vienne), I, 1904.
- Hilferding, R., *Le Capital financier* (trad. M. Ollivier), Paris, 1970.
- Holbrook, S. H., *L'Age des colosses* (trad. P. et M. Péju), Paris, 1955.
- Keynes, J. M., *Les Conséquences économiques de la paix* (trad. P. Franck), Paris, 1920.
- Keynes, J. M., *Laissez-Faire and Communism*, New York, 1926.
- Keynes, J. M., *A Treatise on Money*, New York, 1930.
- Keynes, J. M., *Essais de persuasion* (trad. H. Jacoby), Paris, 1933.
- Keynes, J. M., *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie* (trad. J. de Largentaye), Paris, 1969 (nouvelle édition) — abrégé en : *Théorie générale*.
- Klein, L. R., *The Keynesian Revolution*, New York, 1947.
- Kolko, G., *Wealth and Power in America*, New York, 1962.
- Korsch, K., *Karl Marx* (trad. S. Bricianer), Paris, 1971.
- Kritsman, I., *Die heroische Periode der grossen russischen Revolution*, Vienne, 1929.
- Kurihara, K. K., *The Keynesian Theory of Development*, New York, 1959.
- Kuznets, S., *Capital in the American Economy*, New York, 1961.
- Lange, O., *Political Economy*, New York, 1963.
- Lange, O., *On the Economic Theory of Socialism*, Minneapolis, 1938.
- Lénine, V. I., *Problèmes d'organisation de l'économie socialiste*, Moscou, 1969.
- Lerner, A. P., *The Economics of Control*, New York, 1944.
- Lerner, A. P., *Everybody's Business*, New York, 1964.
- Lichtheim, G., *Marxism*, Londres, 1961.
- Lister, L., *Europe's Coal and Steel Community*, New York, 1960.
- Lundberg, E., *The Business Cycle in the Post-War World*, Londres, 1955.
- Luxemburg, R., *L'Accumulation du capital* (trad. I. Petit), 2 vol., Paris, 1967.
- Luxemburg, R., *La Révolution russe* (trad. Bracke), Paris, 1964.
- Maddison, A., *Economic Growth in the West*, New York, 1964.

- Marcuse, H., *Le Marxisme soviétique* (trad. B. Cazes), Paris, 1963.
- K. Marx-F. Engels, *Œuvres complètes de Karl Marx et de Friedrich Engels*, Paris (dates diverses), Éditions sociales — abrégé en : E. S.
- K. Marx, *Œuvres. Économie* (trad. M. Rubel et alii), Paris, Gallimard, Bibliothèque de la Pléiade, I, 1963; II, 1968 — abrégé en : P. I et P. II.
- K. Marx, *Misère de la philosophie*, E. S., 1961.
- K. Marx, *Contribution à la critique de l'économie politique* (trad. L. Lafargue), Paris, 1909.
- K. Marx, *Le Capital. Critique de l'économie politique*, livres I, II et III, E. S., 1948 sq. — Abrégé en : *Capital*, I, II et III.
- K. Marx, *Fondements de la critique de l'économie politique* (trad. R. Dangeville), 2 vol., Paris, 1969. — Abrégé en : *Fondements*.
- K. Marx, *Histoire des doctrines économiques* (trad. J. Molitor), Paris, 1924 sq.
- K. Marx, *Critique du programme de Gotha*, E. S., 1950. — Abrégé en : *Critique*.
- K. Marx-F. Engels, *Lettres sur Le Capital* (trad. G. Badia et alii), E. S., 1964. — abrégé en : *Lettres*.
- Means, G. C., *The Corporate Revolution in America*, New York, 1964.
- Mende, T., *La Chine et son ombre* (trad. M. Paz), Paris, 1960.
- Michael, D. N., *Cybernation : The Silent Conquest*, Santa Barbara, 1962.
- Moulton, H. G., *The Formation of Capital*, Washington, 1935.
- Myrdal, G., *Planifier pour développer* (trad. R. Baretje), Paris, 1963.
- Nove, A., *The Soviet Economy*, New York, 1962.
- Norman, E. H., *Japan's Emergence as a Modern State*, New York, 1946.
- Nurske, R., *Problems of Capital Formation in the Underdeveloped Countries*, Londres, 1953.
- Pigou, A. V., *The Political Economy of War*, Londres, 1940.
- Pollock, F., *Automation*, Francfort, 1964.
- Préobrajensky, E., *La Nouvelle économique* (trad. B. Joly), Paris, 1966.
- Robinson, J., *An Essay on Marxian Economics*, Londres, 1942.
- Rowse, A. L., *Mr. Keynes and the Labour Movement*, Londres, 1936.
- Schlesinger, R., *Marx : His Time and Ours*, New York, 1950.
- Schumpeter, J., *Capitalisme, socialisme et démocratie* (trad. G. Fain), Paris, 1951.
- Spulber, N., *Foundations of Soviet Strategy for Economic Growth*, Bloomington, 1964.
- Staline, J. V., *Les Problèmes économiques du socialisme en U.R.S.S.*, Paris, 1971.

- Strachey, J., *Contemporary Capitalism*, New York, 1956.
- Strachey, J., *The End of Empire*, New York, 1960.
- Sweezy, P. M., *The Theory of Capitalist Development*, New York, 1942.
- Tinbergen, J., *Shaping the World Economy*, New York, 1962.
- Tinbergen, J., *Central Planning*, New Haven, 1964.
- Thorp, W. L., *Trade, Aid or What?*, Amherst, 1954.
- Trotsky, L. D., *Terrorisme et communisme*, Paris, 1963.
- Vernon, R., *Trade Policy in Crisis*, Princeton, 1958.
- Wilkinson, J. D., *Politics and Trade Policy*, Washington, 1960.
- Williams, F., *Socialist Britain*, New York, 1949.
- Williams, J. H., *Economic Stability in a Changing World*, New York, 1953.
- Worsley, P., *The Third World*, Londres, 1964.

INDEX

Abondance : 15, 42, 360, 400, 401.

Abstinence : 25, 72.

Achats :

de l'État ne sont pas payés en réalité : 186;

de l'Administration fédérale comparés au P.N.B. américain : 229.

Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) : 279.

Accumulation du capital : 11, 21, 22, 23, 34, 54-57, 70-72, 75-91, 93, 96, 101-109, 113, 115-117, 120, 129, 133, 134, 138, 139, 143, 147, 164-166, et *passim*;

loi générale : 77, 127, 130, 134;

masse de capital indispensable à l'— : 88;

accélérée : 80, 88, 99;

cause et remède des crises : 88;

fruit de la concurrence : 121;

clé de l'essor et du déclin du capitalisme : 122;

théorie générale : 124;

taux d'— : 191;

à l'échelle internationale : 167;

suraccumulation à des niveaux de production en progression constante : 168;

sous forme de production d'armements : 168;

fléchissement du taux d'— aux E.-U. (statistiques) : 170;

et guerre : 171;

déterminée par le marché : 172;

— en voie de disparition : 174;

liée à des achats de l'État revient à une simple comptabilisation de données relatives à la dette publique : 186;

conséquences sociales de la baisse du taux d'— : 198;

travail non payé : 232;

modèle marxien de l'— : 328;

primitive : 337.

Actions :

sociétés par actions : 190;

emprise du management sur les actionnaires : 363;

paquet d'— nécessaire pour contrôler une grande entreprise : 363, 364;

propriété d'actions (statistiques) : 364;

population d'actionnaires : 365.

Afrique : 262, 309.

Agriculture : 127, 237, 360;

collectivisation de l'— russe : 304;

production agricole : 312.

Aide à l'étranger : 152, 157, 158, 172, 187, 289, 310;

et assistance sociale : 186;

aide et commerce américains (statistiques) : 267;

raison d'être de l'— : 261;

aide et investissements américains : 259;

facteur de développement économique : 283;

- comme subventions à l'entreprise privée : 288;
 des pays développés aux pays sous-développés (statistiques) : 290;
 d'État à État : 296;
 russe (statistiques) : 305.
- Allemagne : 11, 168, 183, 256, 257, 258, 259, 338;
 « miracle économique » : 259;
 salaires, durée du travail et investissements au lendemain de la deuxième guerre mondiale (statistiques) : 259.
- Allemagne de l'Ouest (R.F.A.) : 181.
- Alliance pour le progrès : 311.
- Amérique, voir : États-Unis.
- Amérique latine : 310.
- Amortissements : 156.
- Analyse sur la base de la valeur : 387;
 capacité de prévision : 126;
 confirmation : 126.
- Angleterre, voir : Grande-Bretagne.
- Argent, voir : Monnaie.
- Armée de réserve industrielle : 32, 130, 131, 132.
- Armements : 146;
 la course aux — atténuée la stagnation : 167;
 production d'— : 170;
 dépenses d'— : 184;
 course aux — : 291.
- Asie : 156, 286, 320, 323, 332, 333.
- Asie du Sud-Est : 309, 331, 332, 405.
- Association européenne de libre-échange (A.E.L.E.) : 261.
- Automation : 235, 236, 237, 238, 240, 243, 246, 360; voir aussi : Cybernétisation;
 provoque la disparition du capitalisme : 236;
 exception rare : 236;
 et rentabilité : 247.
- Autriche : 178.
- Balance des paiements : 253, 254;
 déficit de la — américaine : 266, 269, 276, 277;
 système international des paiements : 265;
 le déficit de la — peut coïncider avec une contraction de l'activité économique : 269.
- Banque;
 banques centrales : 178, 225, 265;
 système des banques et du crédit : 190;
 crédit bancaire : 210;
 taux des réserves obligatoires : 225.
- Banque internationale pour la reconstruction et le développement (Banque mondiale ou B.I.R.D.) : 272, 273.
- Base matérielle : 28.
- Belgique : 181.
- Berlin (blocus de —) : 320.
- Beveridge, William : 151.
- Blocs de puissance : 307;
 occidental : 172, 319 sqq., 307, 343;
 oriental : 305;
 « vacance du pouvoir » : 322;
 liaison étroite de la puissance économique et de la puissance politique : 366.
- Böhm-Bawerk : 60.
- Bolchevisme : 345, 352;
 régime bolcheviste : 171, 179;
 bolcheviks : 342, 354, 368;
 dictature bolcheviste : 354, 356;
 théorie bolcheviste : 357;
 esprit du bolchevik : 380.
- Bolivie : 310, 311.
- Boom (économique) : 105, 107, 164, 171, 172;
 situation voisine du boom (quasi-boom) : 30, 153, 191.
- Boukharine, N. I. : 374.
- Bourgeois : 41;
 révolution bourgeoise et révolution socialiste : 335;
 révolution démocratique bourgeoise tardive : 353.
- Brésil : 310, 311.
- Bretton Woods : 155.
- Calder, R. : 242.
- Capacités de production : 74;
 des E. U. : 183;
 — inemployée : 183;
 en sommeil : 222.
- Canada : 175, 276, 317.
- Capital : 14, 21, 23-28, 30, 34, 37, 52,

- 54, 55, 67, 68, 70, 72, 79, 83, 100, 182, 186, 232, 235 et *passim* ;
 réel : 15 ;
 fonction : 34 ;
 productif : 34, 36, 137 ;
 surévaluation : 36 ;
 industriel : 37 ;
 total : 57, 79, 117 ;
 aspect valeur d'usage : 90 ;
 masse du — : 81, 83 ;
 réorganisation : 91 ;
 structure : 94 ;
 conservation du — acquis : 98 ;
 croissance : 101 ;
 entrave l'essor des forces productives : 102 ;
 conversion de la forme marchandise en forme argent : 107 ;
 dépréciation : 107 ;
 par personne : 110 ;
 équipement en — : 134 ;
 — par poste de travail : 113 ;
 investi : 114 ;
 excès de rendement : 138 ;
 libre circulation du — : 165 ;
 déclin du — non subventionné : 178 ;
 accroissement du — total grâce à la production d'initiative gouvernementale : 195 ;
 taux de croissance insuffisant : 199 ;
 et monnaie : 208 ;
 pénurie : 281 ;
 pénurie dans le monde entier : 314 ;
 occidental : 323 ;
 rapports capital-travail : 391 ;
 pays pauvres en — : 348 ;
 abolition de la production de — : 397.
- Capital constant : 79, 80, 91, 112, 371, 382 ;
 matières premières : 76 ;
 instruments de travail : 77 ;
 dépréciation du — : 113.
- Capital variable : 79, 80, 81, 82, 91, 371, 382.
- Capitalisme (ou système capitaliste) : 12, 17, 27, 33, 38, 40, 42, 45, 48-50, 52, 61, 105, 377, 384, 387-391, 397 et *passim*,
 fonctionnement rationnel : 11 ;
 arrivé à maturité : 22, 26, 27, 30, 140, 149, 191, 281, 292, 300, 301, 303 ;
 pour atténuer les maux du — : 33 ;
 abolition du — : 42 ;
 premières phases : 96 ;
 disparition du — : 116 ;
 nécessité pour le — d'aller de l'avant : 121 ;
 compétitif quand il est sain : 122 ;
 limites historiques : 124, 328 ;
 effondrement économique : 126, 236 ;
 but du — : 136 ;
 semi-dirigisme : 137 ;
 sécurité du — : 144 ;
 organisé par l'État : 160 ;
 « seconde vie » : 162 ;
 irrationalité du — : 164 ;
 l'accroissement de la production par le biais de la fiscalité dénote le déclin du — : 198 ;
 le — mûr reste un système générateur de profits : 202 ;
 impossibilité d'un — concurrentiel à l'échelle internationale : 249 ;
 incapacité pour le — d'engendrer une économie mondiale intégrée : 293 ;
 fonctionnement vicié à la base : 315 ;
 transformations structurelles : 317 ;
 occidental : 325 ;
 développement effectif : 335 ;
 définition keynésienne du — : 337 ;
 possibilités de réforme : 339 ;
 libéral : 340 ;
 évolution vers le capitalisme d'État : 342 ;
 mode des transactions : 346 ;
 stade du marché libre et stade de l'intervention étatique : 397.
- Capitalisme d'État : 230, 289, 302-304, 305, 307, 324, 326, 332, 341, 347, 348, 351, 355, 360, 366, 382, 383, 395, 396 ;
 antagonisme du — et du capitalisme privé : 327 ;
 restreint par la concurrence internationale : 336 ;

- instauration avec le consentement des capitalistes : 341;
 l'économie monétaire reste la force motrice du — : 348;
 décentralisation au niveau de la prise de décision : 346;
 économies centralisées de la Russie et de ses satellites : 359, 360;
 organisation de l'économie russe : 373;
 régulation de l'économie : 383;
 économie centralisée naturelle : 385.
- Capitalistes** : 24, 58, 63, 142, 233, 361;
 nombre des — : 108, 129;
 baisse relative du nombre des — : 204;
 les — selon Marx : 360;
 les —, agents actifs : 362.
- Cartel européen de l'acier** : 258.
- Catégories économiques** : 50.
- Centralisation du capital** : 80, 101, 128, 166, 168, 314;
 à l'échelle internationale : 316.
- Chèques** : 210.
- Chili** : 295.
- Chine** : 304, 307, 309, 320, 322, 332, 333;
 nationaliste : 331;
 communiste : 331.
- Chômage** : 16-17, 19, 23, 25, 32, 106, 148, 151, 195, 217, 223, 234, 243, 244, 281, 300, 360, 397, 401;
 chômeurs : 119, 130, 144.
 d'après-guerre : 152, 225, 247;
 contradiction dernière du capitalisme : 237;
 non engendré par l'automatisation : 238;
 dans les pays sous-développés : 304.
- Circulation** : 108, 116, 280, 378;
 processus de — : 69, 89, 98;
 sphère de — : 101;
 peut se passer d'agent monétaire : 208.
- Classes** : 33, 40, 69, 143, 154, 163, 362;
 rapports de — capitalistes : 51;
 guerre des — : 160;
 les plus pauvres : 201, 203;
 moyennes : 308;
 dirigeantes : 323, 327, 360, 403;
- antagonisme des — : 249;
 contradictions entre les — : 352;
 nouvelle — dirigeante : 366;
 caractère de — du système de production et d'échange : 367;
 structure de — : 396;
 ancienne — dirigeante : 397;
 le système capitaliste comprend deux — fondamentales : 403.
- Classe capitaliste** : 143.
- Classe « directoriale »** : 365.
- Classes productives** : 41.
- Classe ouvrière** : 126, 128, 143, 325, 353, 376, 396, 402;
 condition de la — : 119;
 révolutionnaire : 236;
 paupérisation : 352, 402;
 virtualités révolutionnaires : 354;
 rôle dans l'histoire : 396;
 classique : 402;
 pouvoir quasi absolu sur la société : 404.
- Coercition** : 384.
- Coexistence** : 340, 343;
 de la propriété étatique et de la propriété privée : 179.
- Colombie** : 289.
- Colonialisme**;
 système de pillage : 96;
 colonisation : 192, 297;
 colonies : 282;
 exploitation coloniale : 282;
 offensive américaine contre le — européen : 298;
 européen : 322;
 a cessé d'être profitable : 325;
 caractère colonial de l'économie : 326;
 néo-colonialisme : 327;
 anticolonialisme : 327;
 coûte plus qu'il ne rapporte : 328.
- Commerce** :
 termes de l'échange : 103;
 international : 150, 154, 155, 157, 252, 268, 277, 279;
 balance commerciale : 214;
 et difficultés de paiements : 250, 253, 264, 268;
 la crise du capitalisme a pour origine l'accumulation, non le — : 250;

- international et difficultés monétaires : 273;
déséquilibres censés être provisoires : 274;
taux d'accroissement du — international : 276;
détérioration des termes de l'échange au détriment des pays sous-développés par suite de la prospérité comme de la dépression : 285;
du bloc oriental avec les pays sous-développés : 306;
de l'Amérique latine (statistiques) : 310;
blocs commerciaux européens et investissements américains en Europe : 317;
quasi-commerce : 347.
- Communauté européenne de défense (C.E.E.) : 259.
- Communauté européenne du charbon et de l'acier (C.E.C.A.) : 258-259.
- Communisme : 305, 323, 335, 343, 358;
voir aussi : Parti communiste;
pays communistes : 303;
communistes : 308;
« agression communiste » : 322;
anticommunisme : 324;
société communiste : 389; voir aussi : Société sans classes.
- Composition du capital : 55, 115;
matérielle : 77;
organique : 55-56, 61, 76-77, 79-80, 87, 90-91, 101, 109, 113-115, 118, 133, 314,
statistiques, 112;
technique : 76;
valeur : 77.
- Conception matérialiste de l'histoire : 42, 48.
- Concentration du capital : 36, 91, 101, 126, (statistiques), 143, 166, 168, 178, 243, 244, 260, 282;
consécutive à la guerre : 169;
et subventions étatiques (statistiques) : 176, 177;
et monopolisation : 315.
- Concurrence : 57, 58, 63, 67, 71, 107, 165, 167, 202, 222, 242, 312, 317, 336, 348, 358, 377, 384, 387, 400;
exacerbation de la — : 134;
soutenue par l'État : 165;
aspect belliciste : 165;
économie fondée sur la — : 173;
pour la promotion sociale : 357;
américaine : 322;
obsolescence due à la — : 114.
- Concurrence internationale : 154, 249, 271, 321, 324;
avec les E.-U. : 262;
entre l'Europe, les pays de l'Est et les E.-U. : 278;
intensification : 279;
entre l'Est et l'Ouest : 306;
avantages dont jouissent les pays industrialisés de longue date : 353.
- Conditions du xix^e siècle : 167.
- Conscience de classe : 402;
fausse conscience : 368.
- Consommation : 12, 13, 21, 23, 45, 71-73, 97, 98, 114, 147-150, 157, 169, 182, 183-193, 196, 202, 215, 224, 241, 300, 301, 311, 338, 339, 346, 373, 381, 383;
des capitalistes : 11;
des non-travailleurs : 98;
« pouvoir de consommation » : 119;
sous-consommation : 159;
ajustement de la — à la production : 163;
écart entre la — et la production : 203;
normes de — égalitaires : 357;
biens de — : 193, 194;
future : 380.
- Contradictions : 79;
entre la nécessité de maintenir en place la libre entreprise et le refus du système de tirer parti des occasions qui s'offrent à lui sur ce plan : 325.
- Convergence :
du système soviétique et du système occidental : 339-341;
l'Est adopte les méthodes de l'Ouest : 345.
- Coûts :
de la production globale : 19;
prix de revient : 58;
salariaux : 108, 233;

- de production : 202;
 calcul des coûts et profits : 387;
 de production du travail simple et
 du travail qualifié : 390.
- Crédit : 13, 14, 210, 211.
 système du — : 34, 96, 218;
 facilités de — : 145;
 contrôle du crédit : 148;
 pays créanciers : 172;
 manipulé par l'État : 187;
 crédits : 191;
 le — bancaire ne peut exister indé-
 pendamment de la monnaie : 211;
 exige des avoirs réels en capital :
 211;
 et inflation : 217;
 expansion du — : 217;
 gagé sur des profits à venir : 235.
- Crises : 27-29, 37, 73, 78, 86, 92, 106,
 107-113, 114, 116, 124, 131, 134,
 135, 141, 161, 164, 167, 188, 217,
 231, 348, 377, 399; voir aussi :
 Dépression, récession;
 monétaires : 34, 275;
 cause et remède : 88;
 gravité croissante : 88;
 permanente : 88, 201, 401;
 conditions premières de la cessa-
 tion de la — : 89;
 explication par la disparition d'un
 taux d'exploitation convenable : 91;
 périodicité : 93;
 cause apparente : 120;
 cause décisive : 126;
 ajournement de la — : 275;
 semi-permanente : 321.
- Croissance : 164, 173, 268, 303, 373;
 limites de la — : 94;
 harmonieuse et constante : 191;
 théorie de la — : 301, 339.
- Crusoé, Robinson : 44.
- Cuba : 307, 311, 324.
- Cybernétisation : 238, 239, 240, 242,
 244, 245;
 raisons de l'inclination de l'État et
 de l'entreprise privée pour la — :
 238;
 perspectives du capitalisme défav-
 orables avec — ou sans : 238;
 et profits : 244;
- et nature de la société : 245;
- Cycle économique : 12, 27, 108, 119,
 167, 191, 201;
 théorie du — : 96;
 phénomène mondial : 216.
- Défense :
 dépenses de — : 183, 205;
 des nations occidentales : 257, 259;
 mécanismes de — du capitalisme
 occidental : 291;
 nationale : 359.
- Déficit budgétaire : 146, 147, 174, 176,
 182, 186, 188, 192, 194, 199, 200,
 207, 275;
 doit être couvert par la production
 privée : 174;
 favorise le capital privé : 192;
 type de dépenses financées par l'épar-
 gne qu'elles créent : 194;
 et dépense publique : 197;
 et appels de fonds : 198;
 effets inflationnistes : 223.
- Déflation : 214, 220, 221, 222.
- Demande :
 globale, 18, 21, 25, 196;
 fléchissement de la — : 18;
 effective : 18, 21, 22, 23, 27, 145,
 147, 157, 186;
 des travailleurs : 21;
 sociale : 56, 107, 379;
 restreinte par le système capita-
 liste lui-même : 95;
 de capital : 97, 137;
 de marchandises : 98;
 du marché : 99, 104, 183, 185;
 absence de — : 144;
 de main-d'œuvre : 130, 132;
 totale : 145;
 d'après-guerre : 151;
 de marchandises d'origine nationale :
 165;
 retard provisoire de la — sur l'offre :
 184;
 sources permanentes de — : 184;
 insuffisante : 165;
 la destruction de l'industrie euro-
 péenne permet aux E.-U. de résoudre
 leurs problèmes de — effective :
 330.

- Denrées primaires : 283;
 demande mondiale de — : 283, 284;
 prix des — (statistiques) : 285;
 régions productrices de — : 297;
 produits non manufacturés : 199;
 sources de — : 318.
- Dépression : 107, 115, 127, 131, 144, 172, 191, 200, 201, 216, 222, 268, 318, 330, 331;
 grande crise des années 1930 : 114, 154, 161, 216, 257, 330, 338;
 mesures anticrises : 145;
 internationale : 155;
 causes échappant à l'analyse empirique : 165;
 stabilisation des conditions de la — : 170;
 américaine (1949) : 170;
 expansion de la production non rentable préférable à la — : 172;
 dépression d'origine inflationniste accompagnée d'une expansion de la production : 226;
 conditions premières de la — : 329.
- Développement :
 pays développés : 103, 282, 283, 284;
 théorie du — : 124, 134, 396;
 compatibilité de l'investissement étranger avec les exigences du — : 283;
 processus du — : 290;
 exigences du — : 292;
 économique : 294;
 effets sur le — de la demande de capital concurrente des pays avancés et de l'insécurité des investissements : 296;
 unilatéral : 295;
 exceptions au — unilatéral : 295;
 industriel : 300;
 perspectives de — dans le cadre de l'hégémonie capitaliste mondiale : 308;
 le —, problème politique : 308;
 contrôle du — par l'État : 309;
 excédents de production et chômage dans les pays développés, famine dans les pays sous-développés : 312;
 « développement historique » : 320.
- Destruction du capital : 27, 86, 124, 135, 149, 168, 182, 191, 222.
- Dévaluation du capital : 91, 222.
- Développement du capital : 40, 64, 76, 85, 86, 129, 161, 174, 304, 334;
 schéma abstrait du — : 78;
 théorie du — : 85;
 l'auto-expansion, facteur déterminant du — : 109;
 loi générale du — : 232.
- Dette publique : 147, 187, 194, 199, 200, 228;
 remboursement de la — : 153;
 annulation : 187;
 ne produit pas une contrepartie réellement imposable : 197;
 limites légales : 226;
 annulée par l'inflation : 227.
- Devises : 276.
- Dirigisme : 142, 144, 161, 163, 175, 176, 188, 189, 275, 279, 301, 307, 334, 340, 341.
 au service de la grande entreprise : 174, 189;
 en phase de dépression freine le retour à la prospérité : 191;
 comme en temps de guerre : 202.
- Distribution : 94, 264, 383, 385;
 marché : 143;
 mode de — : 383;
 dépend du mode de production : 403.
- Division internationale du travail : 102, 135, 154, 250, 348.
- Doctrine économique (bourgeoise) : 142.
 échec de la — : 161;
 l'économie politique, terrain de l'ennemi : 370.
- Dollar :
 stabilité du — : 265;
 et livre sterling : 266, 269;
 et réserves d'or : 271;
 couverture or du — (statistiques) : 276;
 convertibilité internationale du — en or : 277;
 dépréciation : 267, 277.
- Dons : 156.

- Douglas (Major) : 32.
 Droits de tirage spéciaux (D.T.S.) :
 273, 274.
 Durée du travail : 75, 245.
- Échange : 10, 21, 40, 41, 46, 47, 59-62,
 65, 67, 251, 253, 382;
 agent d'— : 207, 209, 210;
 l'— marchand, seul moyen d'aug-
 menter le capital : 210;
 dans l'— de marchandises contre
 marchandises, la monnaie n'est
 qu'une unité de compte : 212;
 international : 345;
 accumulation de valeurs d'— :
 382;
 et rapports monétaires : 389;
 de quantités égales de temps de
 travail : 392;
 égalité au niveau de l'— : 394.
- Économie :
 appliquée : 144;
 nouvelle : 164;
 moderne : 182;
 de temps : 376, 389.
- Économies autarchiques :
 riches et diversifiées : 252;
 l'économie des E.-U. ne dépend
 pas des autres pays : 252;
 affaiblissement de la préférence pour
 l'autarchie : 346.
- Économie classique : 26; voir aussi :
 Doctrine économique;
 théorie classique : 16, 31, 32, 33,
 156.
- Économie internationale (régulation
 de l'—) : 155.
- Économie de marché : 48, 203, 297,
 346, 389;
 le secteur public, inévitable « faux
 frais » de l'— : 175;
 déterminée par le marché : 22, 189.
- Économie marxienne :
 son objet : 122; voir aussi : Théories
 de Marx.
- Économie mixte : 144-147, 179, 180,
 202, 207, 228, 231, 247, 311, 329,
 336, 338, 340, 341, 342, 351, 359,
 399;
 permanente : 174;
- aboutit nécessairement au dirigisme :
 228;
 axée sur la guerre : 330;
 affinités entre — et capitalisme
 d'État : 337.
- Économie mondiale : 154, 250, 262,
 315, 329, 398;
 hégémonie américaine : 253;
 impossibilité d'intégrer l'— : 280.
- Économie de pénurie : 202.
- Économie socialiste : 141, 370.
- Économistes : 142, 178, 183;
 russes : 374-375.
- Effet multiplicateur : 144, 195;
 concept d'— : 193;
 multiplication du revenu : 193.
- « Égalité des chances » : 359.
- Égypte : 310.
- « Elite dirigeante » : 259.
- Emploi : 16-27, 132, 140, 145, 153,
 154, 163, 190, 196, 221, 242; voir
 aussi : Plein emploi;
 dépend du taux de formation de
 capital : 234.
- Endettement :
 envers les E.-U. : 169, 254 (sta-
 tistiques);
 pays débiteurs : 172;
 l'Amérique hors d'état de recou-
 vrer son argent, l'Europe incapable
 de payer ses dettes : 254.
- Engels, Friedrich : 45, 74, 395.
- Épargne : 12, 13, 14, 19, 21, 24, 25,
 27, 37, 72, 141, 148, 241, 242, 298,
 300, 338;
 forcée : 182;
 de guerre : 150;
 additionnelle : 193;
 surépargne : 300.
- Équateur : 310.
- Équilibre économique : 16-19, 26, 67,
 68, 72, 73, 97-99, 109, 156-158;
 théorie de l'— : 31, 372;
 mécanismes d'— internationaux :
 215.
- Étalon-or : 154, 209, 212, 213, 214,
 215, 216, 217, 222, 265, 270;
 étalons monétaires métalliques :
 207;
 le travail et le capital dépensés dans

- la production d'or monétaire ne laissent pas d'excédents : 209;
 disparition pratique de l'— par suite de la 1^{re} guerre mondiale : 215;
 instrument pour encadrer le crédit : 214-218;
 réserves d'or : 217, 271, 273, 274;
 ne régit pas l'expansion et la contraction du capital : 217;
 réserves d'or des E.-U. (statistiques) : 265;
 la préférence pour l'or liée aux risques de dépréciation de la monnaie : 266;
 démonétisation de l'or : 270;
 double marché de l'or : 270.
- État :
- action : 159;
 - capitalisme organisé par l'— : 160;
 - interventions : 170, 187, 250;
 - contrôle d'— : 171, 301, 302, 308;
 - participation de l'— à l'entreprise privée : 178;
 - propriété étatisée : 179, 180, 301, 302;
 - agent de destruction de l'économie marchande : 188;
 - et développement : 296;
 - fonctions : 309;
 - incarnation de la « volonté de tous » : 336;
 - les progrès du dirigisme étatique exacerbent le conflit mondial : 340;
 - omnipotent : 358;
 - bureaucratie d'— : 366;
 - appareil d'— : 366, 367;
 - économie étatisée : 380, 383.
- État (en tant que gouvernement) :
- dirigisme : 13, 38, 141, 142, 175;
 - objectif, selon Keynes : 30;
 - et subventions : 144;
 - et financement : 145;
 - et répartition des profits : 144;
 - emprunts d'— : 146, 149;
 - contrainte exercée par l'— sur l'industrie : 148;
 - bon du Trésor : 150;
 - unité entre — et capital : 166;
 - créances de l'— américain sur les — étrangers (statistiques) : 169;
 - dépense publique : 173, 197, 225, 243;
 - détermine l'activité économique : 173;
 - rôle dans l'économie (statistiques) : 173, 176;
 - l'extension des prérogatives de l'— entrave la formation de capital privé : 174;
 - et grande entreprise : 177;
 - participations dans l'industrie européenne (statistiques) : 178;
 - politique des prix : 178;
 - nécessité de mettre fin à l'extension des prérogatives économiques de l'— : 179;
 - et institution d'une épargne forcée : 182;
 - la croissance du secteur étatisé, indice de déclin : 188;
 - conflit entre l'— et le capital privé : 188;
 - et gaspillage : 198;
 - et accumulation de la dette publique : 197;
 - capacité de lever l'impôt et de lancer des emprunts : 200;
 - a pour mission de veiller au maintien de la « bonne quantité » de monnaie en circulation : 207;
 - l'inflation et la déflation, conséquences des décisions de l'— : 217;
 - fonds d'— : 225;
 - ne peut rétablir la rentabilité du capital privé : 227;
 - plafond de la dépense publique : 229;
 - et automatisation : 247;
 - et contrôle de l'économie internationale : 250;
 - épargne et investissements : 303;
 - répartition du surplus par l'— : 347;
 - pouvoir coercitif : 367;
 - détermination de la vie sociale : 396;
 - américain : 328, 329;
 - tendance générale à l'économie régie par l'— : 345;

- et investissement : 149;
 économie dirigée par l'— : 148, 153, 157;
 demande induite par l'— : 149, 172, 177.
 État-Nation : 308, 313.
 État-Providence : 180, 339, 342, 344;
 sécurité sociale : 146;
 effet sur les niveaux de vie américains (statistiques) : 205;
 « économie du bien-être » : 312.
 Étatisation, voir : Nationalisation.
 États-Unis : 110, 114, 127, 156, 168, 170, 171, 172, 173, 175, 176, 179, 182, 183, 193, 200, 205, 214, 229, 237, 242, 250, 252, 253, 254, 255, 256, 257, 259, 262, 263, 265, 267, 276, 277 et *passim*;
 Europe : 168, 175, 278;
 économies : 183;
 blocs commerciaux : 278.
 Europe occidentale : 178, 182, 258, 356, 395;
 expansion économique (statistiques) : 182;
 économie : 242.
 Expansion du capital : 14, 15, 32, 34, 98, 100, 135, 143, 167, 382;
 taux d'— : 17, 284;
 accélérée : 116, 182, 222, 315;
 loi immanente de l'— : 79;
 nécessité d'une — accélérée : 80;
 limites de l'— : 94;
 détermine le développement de la société : 97;
 barrières à l'— : 106;
 stoppée par la monopolisation : 166;
 consécutive à la guerre : 168;
 accélération aux E.-U. après la 1^{re} guerre mondiale : 168;
 et guerre : 168;
 déclin : 314;
 et rentabilité : 316.
 Exploitation : 67, 92, 95, 100, 104, 134, 137, 151, 169, 233, 235, 259, 282, 298-300 et *passim*;
 rapports de classes fondés sur l'— : 236, 405;
 aux E.-U. : 310;
 capitaliste : 325;
 étrangère : 326-328;
 conditions de l'— : 359;
 abolition de l'— : 396;
 exploités et exploités : 356.
 Exportations : 252, 316;
 de capitaux : 166, 252, 265, 267, 269;
 excédent : 217;
 l'État encourage les — de capitaux : 296, 297;
 pays importateurs, pays exportateurs de capitaux : de capitaux des E.-U. : 262;
 importations et exportations de capitaux : 263;
 marché des — : 284.
 Expropriation : 311;
 du capital par le capital : 128;
 des expropriateurs : 129;
 du capital privé par l'État : 341, 342;
 du capital étranger et du capital autochtone : 296;
 de quelques-uns par la grande masse : 403.
 Fabiens : 162.
 Fascisme : 141.
 Famine : 184.
 Féodal (système) : 41;
 classe — : 21.
 Fétichisme :
 détermination fétichiste : 61, 244;
 de l' « ajustement automatique » : 142;
 signification de la conduite fétichiste : 164.
 Finances : 35;
 crise financière : 107;
 ententes financières internationales : 156;
 système moderne des — : 190;
 effondrement de l'édifice de la finance mondiale par suite de la guerre et de la dépression : 268;
 capital financier : 35.
 Fiscalité : 146, 169, 176, 179, 193, 199, 229, 328; voir aussi : Impôts.
 Fonds d'État : 169.

- Fonds monétaire international (F.M.I.) : 270, 271, 272, 273,
 France : 160, 179, 181, 242, 258, 265, 270, 290.
 Force de travail : 54, 76, 84, 129, 130, 131, 132, 133, 142, 143, 211, 231, 233, 246, 347, 360, 376, 379, 381, 383, 384, 390, 391, 400, 403;
 acheteurs et vendeurs de — : 33;
 répartition de la — : 48, 68;
 valeur abstraite de — : 381.
 Forces productives : 264, 359 n. 2.
 Formation de capital : 11, 12, 32, 35, 78-81, 95, 96, 102, 110, 113, 181, 300, 348;
 statistiques : 114;
 la réorganisation de la structure du capital, préalable à la — : 166;
 financée par l'État (statistiques) : 177;
 stagnation du taux de — aux E.-U. : 183;
 baisse relative de la — privé : 188, 196, 270;
 fléchissement du taux de — : 190, 224, 237;
 accélérée : 191;
 phase de — : 222;
 crises de la — : 227;
 insuffisante : 268;
 taux de — : 191;
 participation de l'État à la — : 301.
 Gesell, Silvio : 14, 15, 32, 33.
 Gold Reserve Act (1934) : 265.
 Gouvernement, voir : État (en tant que gouvernement).
 Grande-Bretagne : 140, 160, 168, 171, 180, 214, 250, 252, 256, 257, 258, 259, 265, 269, 279, 328;
 politique extérieure : 11;
 institutions : 140;
 intérêts britanniques : 153;
 secteur nationalisé : 180.
 Grande entreprise : 166, 244;
 et État : 176;
 détermine la marche de l'économie : 177.
 Gray, John : 388.
 Grève : 17, 404;
 de l'investissement : 24.
 Guatemala : 324.
 Guerre : 11, 26-27, 90, 135, 141, 148-149, 155, 163, 165-166, 192, 242, 316, 330-331, 400;
 socialisme de — : 12, 26, 174;
 épargne de — : 130;
 et préparation de la — : 151, 152;
 facteurs de — économique : 152;
 mesures liées à l'état de — : 148;
 finances de — : 149;
 la —, phénomène intrinsèquement capitaliste : 171;
 objectif principal des — capitalistes : 169;
 comme forme de la concurrence internationale : 168;
 relance et augmentation de l'activité économique grâce à la — : 169;
 transformations du pouvoir économique et politique dues à la — : 172;
 la production de —, facteur de relance de l'accumulation : 171;
 boom américain d'après-guerre : 171-172;
 reconstruction d'après-guerre en Europe : 179;
 conditions d'avant-guerre : 201;
 conditions d'après-guerre : 201;
 dettes de — : 215;
 prévention de la — : 320;
 cours vers une nouvelle — : 330-331;
 en expectative : 332;
 et révolution : 334;
 communisme de — : 385.
 Guerre de Corée : 172, 260, 319, 320, 330;
 met fin à la dépression : 172.
 Guerre froide : 172, 184, 319, 320;
statu quo de — : 320.
 Guerre mondiale : 161, 289;
 cycle de la — : 167;
 première — (1914-1918) : 148, 168, 215, 217, 253, 352; la demande européenne provoque le redressement de l'économie américaine (1915) : 168;

- a pour effet de transformer les rapports de forces : 168;
l'après-guerre ignore toute prospérité réelle : 169;
deuxième — (1939-1945) : 113, 148, 155, 170, 171, 172, 177, 179, 229, 253, 254, 255, 258, 302, 318, 331, 341, 399.
- Hilferding, Rudolf : 45, 46, 48, 149.
Hitler, Adolf : 338.
- Idéologie : 163, 308, 344, 351, 357, 380, 396;
marxiste : 302, 356, 396;
bolcheviste : 343;
nationaliste : 352;
socialiste : 356;
bourgeoise : 404;
lutte idéologique : 404.
- Impérialisme : 278, 297, 312, 318, 325, 327, 352, 359;
nationalisme impérialiste : 166;
américain et contraction du marché mondial : 252;
visées impérialistes : 269;
antagonisme des — : 290;
britannique : 302;
guerres impérialistes : 320;
impératif impérialiste : 324;
l'—, dépense inévitable : 329;
concurrence impérialiste : 326, 340.
- Importations : 299;
déséquilibre entre — et exportations : 284.
- Impôts : 69, 171, 182, 187, 191, 192, 198;
réductions d'— : 174;
les achats de l'État financés par les — ne contribuent pas forcément à accroître la production : 186;
fraude fiscale : 204;
élevés présentés comme équivalent au socialisme : 230;
taxe sur le chiffre d'affaires : 379.
- Indépendance nationale : 322.
- Inde : 302, 309, 328.
- Indonésie : 332.
- Industrialisation : 110, 251, 298, 398;
- pays industrialisés et pays non industrialisés : 102;
nations industriellement avancées : 103, 188, 296;
seconde révolution industrielle : 236, 241;
développement industriel : 268, 300;
— négligé au bénéfice de l'hégémonie financière : 268;
régions industriellement arriérées : 281;
infrastructure industrielle : 288;
l'— des pays sous-développés donne l'impulsion au progrès général du capitalisme : 291;
— a pour effet d'accroître leur retard en matière de productivité : 292;
des pays totalitaires : 344;
forcée : 378.
- Industrie : 35, 299;
moderne : 93;
récapitalisation de l'— : 215;
des services : 238, 402;
chef d'— : 360.
- Inflation : 13, 14, 27, 147, 150, 153, 182, 191, 207, 215, 220, 221, 222, 224, 270;
engendre un surcroît de profits : 220;
aux E.-U. (statistiques) : 223;
constitue une subvention à la grande entreprise : 224;
contrôlée : 225;
ne découle pas d'une pléthore de monnaie par rapport à la masse des marchandises : 225;
érosion du revenu par suite de l'— : 188;
compense en partie les effets du déficit budgétaire : 226;
n'est plus contrebalancée aux E.-U. par des réserves d'or suffisantes : 277.
- Intérêt : 14, 36, 64, 78, 138, 146, 197, 225, 228; voir aussi : Taux d'intérêt; porté par la dette publique : 186, 193; fraction du profit réalisé : 197; considéré comme un coût réel : 345.

- Interventions :
- de l'État : 27, 142, 151, 164, 183, 189, 268;
 - politiques au sein de l'économie : 124, 174;
 - sur le marché du travail : 132;
 - réactions d'ordre politique à des crises économiques : 161;
 - indépendance politique et développement économique : 298;
 - organisation de la production et de la consommation par des moyens politiques : 304.
- Inventions permettant d'épargner du capital : 114, 231.
- Investissement : 13-15, 19-23, 24-30, 34-38, 54, 56, 75-105, 108, 136, 139, 146, 149, 163, 181, 194, 195, 281, 338;
- possibilités d'— : 11;
 - taux d'— : 16, 17, 35;
 - aux E.-U. : 229;
 - incitation à investir : 27, 32, 222, 301;
 - en travail : 55;
 - abondance de fonds investissables : 89;
 - privé : 164, 192, 283;
 - fixe : 183;
 - improductif : 188;
 - public : 191;
 - déperdition du pouvoir générateur de revenu : 187;
 - non induit par l'abondance de moyens de crédit : 215;
 - en capital : 142;
 - des pays développés et des pays sous-développés : 199;
 - et État : 311;
 - socialisation de l'— : 337.
- Investissements à l'étranger : 264, 316;
- américains (statistiques) : 316;
 - américains et anglais (statistiques) : 253;
 - prêts et — concernant essentiellement les denrées primaires : 285, 286;
 - privés américains en Amérique latine : 286;
 - et profits rapatriés (statistiques) : 286;
 - effets des différences d'origine entre investissement étranger et investissement autochtone : 263;
 - le flux général de capitaux décroît à mesure que le capital se concentre : 264;
 - européens sacrifiés à l'issue de la 2^e guerre mondiale : 264;
 - antipathie des États européens à l'égard des — américains : 267;
 - filiales des sociétés américaines à l'étranger : 316;
 - créances étrangères sur les E.-U. : 265.
- Iran : 296, 324.
- Israël : 310.
- Italie : 181, 299.
- Japon : 276, 301.
- « Kennedy round » : 279.
- Keynésianisme : 140, 145, 149, 153, 161, 162, 292, 336, 397, 399 et *passim*; voir aussi : Révolution keynésienne;
- économie politique : 10;
 - interventionnisme : 148, 163;
 - esprit keynésien : 149, 204;
 - mesures recommandées pour mettre fin à la stagnation et à la crise : 171, 180;
 - concept : 181;
 - « approche métakeynésienne » : 184;
 - pseudo-solution à la crise : 200;
 - les deux courants du — : 201;
 - vision keynésienne des choses : 256;
 - système du — : 302;
 - différence entre le capitalisme et le socialisme, selon le — : 337;
 - implications révolutionnaires et réformistes du — : 336.
- Keynésiens : 192, 202;
- radicaux : 202;
 - socialisants : 230.
- Kugelman : 42, 61.
- Kuznets, Simon : 110, 113, 240.

- Laissez-faire : 142, 145, 159, 165, 166, 185, 188, 189, 190, 217, 222, 250, 282, 318;
conditions du — : 165;
politique de — : 166;
déclin et disparition : 185.
- Lange, Oscar : 43.
- Lénine, V. I. : 352, 353, 354, 355, 356, 368, 369.
- Liban : 310.
- Libération nationale : 343;
mouvements de — : 320, 332.
- Liberté : 323, 331;
dans le choix de l'emploi : 387.
- Libre-échange : 250, 251, 261, 278, 279.
- Liquidité :
préférence pour la — : 24, 25, 28, 30;
internationale : 270.
- Loi de la valeur : 45-49, 60, 68, 87, 109, 131, 141, 156, 374, 375, 376, 377, 378, 379, 382, 383-386, 387;
application en système socialiste : 377, 378;
régulation par la — : 387.
- « Loi de Say » : 18, 19, 22, 32.
- Lois économiques :
relativité historique des — : 43, 48, 50, 380, 387;
perdent leur validité avec l'avènement du socialisme : 369, 370.
- Loisirs : 245;
classe de — : 245.
- Lutte des classes : 339, 368.
- Luxemburg, Rosa : 116.
- Macro-économie : 13.
- « Main invisible » : 46, 156.
- Malthus : 21, 115.
- Management : 346, 365;
directeurs d'entreprises russes : 346;
capitaliste et directeur : 360;
directeurs : 361;
fonction de direction : 362;
emprise du — sur les actionnaires : 363.
- Marché : 12, 18, 32, 68, 71, 94, 107, 143, 214, 226, 371;
des capitaux : 55;
réalités du — : 62;
rapports de — : 69, 384;
nécessité d'élargir le — : 85;
marchandise et travail : 106;
disproportions du — : 116, 118;
— libre et — manipulé : 350;
interventions dans les mécanismes du : — 161;
absence de — : 165;
effondrement du système de — : 170;
les achats de l'État restent extérieurs au système de — : 185;
paneuropéen : 278;
production déterminée par le — : 178;
modulé par l'expansion-valeur du capital actuel : 314;
privilegiés : 318;
désagrégation du système de — : 329;
pseudo-marché : 347;
capitaliste : 347;
quasi-marché : 349;
société déterminée par le — : 374;
marché du travail : 391, 400.
- Marché commun : 259, 260, 261, 279.
- Marché mondial : 101, 103, 135, 165, 251, 261, 305, 314, 340, 348, 397;
« second marché mondial » : 305;
libre : 262;
impossible unification du — : 261;
le capitalisme pleinement développé implique le — : 282.
- Marchés extérieurs : 153, 323.
- Marginalisme : 377;
théorie de l'utilité marginale : 138;
efficacité marginale du capital : 29, 37, 38, 136, 303.
- Marshall, Alfred : 10.
- Marshall (plan —) : 255, 256;
- Marx, interprétation de — : 87;
jeune — : 359;
« retour à — » : 352.
- Marxisme : 23, 33, 161-162, 343, 344, 352, 383;
échec : 161;
révisionnisme marxiste : 162;
orthodoxe : 334, 338;

- révolutionnaire : 351;
 tendance révolutionnaire et ten-
 dance réformiste : 352;
 de collaboration de classes et de
 réforme sociale : 353;
 léniniste : 368.
- Marxistes : 335, 377;
 camp marxiste et camp antimarxiste :
 357.
- Mercantilisme : 154;
 système monétaire mercantile :
 208.
- Mexique : 286, 295, 310-311.
- Michael, Donald : 238, 239, 240.
- Micro-économie : 13.
- Militaire (sphère) : 243;
 dépenses — : 152;
 complexe militaro-industriel : 205;
 intérêt des — au maintien de l'édi-
 fice social actuel : 206;
 aide — : 288.
- Misère :
 croissante : 130, 352, 400;
 atténuation de la — : 184;
 sociale : 195, 402;
 en augmentation : 300;
 « péréquation de la — » : 357.
- Monnaie : 14, 20, 34, 40, 208-209,
 388;
 réformes monétaires : 13;
 système monétaire : 13;
 offre de — : 14;
 politique monétaire souple : 17;
 fonction de la — : 34;
 crises du système monétaire : 34;
 contrôle des changes : 148;
 accords monétaires internationaux :
 156;
 vitesse de rotation de la — : 194;
 forme — : 194;
 accumulation de — : 197;
 monnaie-marchandise : 209, 212,
 213, 214, 216, 219, 389;
 médiatisé et fait circuler non des
 marchandises mais des titres de pro-
 priété attachés aux marchandises :
 209;
 existe en tant que capital : 210;
 possède un pouvoir d'achat sans
 avoir de valeur marchande : 212;
 indispensable aux règlements inter-
 nationaux : 216;
 manque de — : 217;
 de crédit : 218;
 théorie quantitative de la — : 218-
 219;
 le volume de la masse monétaire est
 déterminé par les prix, non l'inverse :
 218;
 autorités monétaires : 221;
 dénationalisation des réserves de — :
 270;
 nécessité d'une dévaluation perpé-
 tuelle : 271;
 offre internationale de — : 273;
 voile de la — : 399.
- Monopolisation : 126, 132, 163, 165,
 177, 202, 240, 250, 314;
 monopole d'État : 178;
 situation de monopole : 252;
 — financier et commercial inter-
 national : 282;
 monopoles : 393;
 capitalisme monopoliste : 326.
- Monopolisation du travail : 132.
- Mouvement ouvrier : 126, 181;
 réformiste : 162;
 aile gauche antibolcheviste du — :
 355.
- Mouvements nationalistes-révolution-
 naires : 296.
- Moyen-Orient : 297, 309.
- Moyens de production : 44, 53, 55,
 75-77, 82, 86, 90, 106, 184, 231, 304,
 348, 383-384;
 valeur-capital des — : 80;
 dépréciation des — : 113;
 générateurs de profit : 187;
 manque de — : 360;
 contrôle des — : 403.
- Mutualisme : 14.
- Nation : 147, 308;
 forme nationale du capitalisme :
 166;
 produit national : 178;
 production nationale : 195;
 incompatibilité de la forme natio-
 nale du capitalisme avec l'évolution
 des forces productives : 164;

- intérêt national : 307;
 le destin de chaque nation est déterminé par la situation mondiale : 315;
 satellites : 320;
 non engagées : 332.
 Nations Unies (O.N.U.) : 171.
 Nationalisation : 178, 180, 296, 311, 326, 345, 348, 355, 366;
 économie nationalisée : 346;
 nécessité d'arrêter les — : 329;
 met fin à la domination de classe du capital privé : 342.
 Nationalisme : 296, 297, 312.
 National-socialiste :
 État : 140;
 projet — d'une Europe sous hégémonie allemande : 256.
 Nature : 102;
 humaine : 17, 320;
 seconde — : 133;
 « aliénation de l'homme par rapport à sa vraie — » : 339.
 Niveaux de vie : 228, 288, 300, 401, 402;
 différences de — : 358, 380;
 inégalité des — : 402.
 New Deal : 145.
 Norvège : 178.
 Obsolescence : 114, 139, 209, 243.
 Offre et demande : 18, 67, 69, 73, 89, 92, 97, 98, 99, 132, 143, 190, 379, 381;
 de devises : 213.
 Organisation du traité de l'Atlantique-Nord (O.T.A.N.) : 331.
 Paraguay : 310.
 Partis politiques : 366;
 communiste : 181;
 rôle des — : 355;
 socialistes occidentaux : 181;
 travailliste anglais : 162, 179, 180.
 Paupérisation : 133;
 de la classe ouvrière : 96.
 Pauvreté : 163, 401.
 Paysans : 302.
 Pays-Bas : 181.
 Pénurie : 18, 359; voir aussi : Économie de pénurie.
 Permutabilité des fonctions : 391.
 Pérou : 189.
 Physiocrates : 49.
 Planification : 27, 304, 336, 346, 360, 370, 374, 377, 378, 385, 386;
 principe du plan : 47, 49, 375;
 nationale : 259;
 déterminée par la concurrence internationale : 249;
 économies planifiées : 346, 381;
 système de plan et système de marché : 346;
 plan d'ensemble : 374;
 forme planifiée de la production marchande : 377;
 programmation linéaire, informatique et — : 377.
 Plein emploi : 17, 19, 29, 30, 147, 149-152, 157, 163, 180, 181, 201, 224, 234, 261, 281, 344;
 économie de — exempte de crises : 336.
 Pléthore du marché : 94, 100.
 Plus-value : 57, 58, 59, 63, 64, 69, 70, 71, 75, 80, 81, 84, 86, 88, 89, 90, 93, 94, 96, 97, 98, 99, 100, 102, 103, 114, 115, 116, 117, 118, 119, 121, 129, 133, 135, 143, 144, 232, 233, 235, 236, 314, 315, 342, 348, 362, 366, 371, 376, 379, 382, 383;
 sociale : 58;
 taux de — : 60, 78, 80, 83;
 masse de la — : 78, 81, 89, 93;
 totale : 88;
 surabondance : 115;
 création de — : 135;
 gestion centralisée du fonds de — : 144;
 séparation de la — d'avec la valeur : 144;
 système générateur de — : 348.
 Politique étrangère : 323, 327, 328.
 Population :
 excédent de — : 132, 157, 218;
 surpopulation : 134, 305.
 « Porte ouverte » (politique de la —) : 286, 298.
 Potsdam (accords de —) : 257, 321.
 Pouvoirs publics, voir : État (en tant que gouvernement).

- Préobrajensky, E. A. : 374.
- Prêts : 150, 158, 192, 283 ;
 capital productif d'intérêt : 150 ;
 d'État : 156 ;
 privés à l'étranger : 156 ;
 emprunts contractés sur le marché
 des capitaux : 186, 194 ;
 internationaux : 192 ;
 et investissements : 221.
- Prix : 9, 18, 21, 25, 40, 41, 56-63, 65-
 69, 71, 75, 89, 91, 97, 98, 107, 120,
 214, 215, 219, 220-223, 226, 372,
 373, 378, 381, 389 ;
 niveau des prix : 14, 17, 218 ;
 de production : 57-60, 64 ;
 mécanisme des — : 70 ;
 de la force de travail : 130 ;
 contrôle des — : 149 ;
 en Europe de l'Ouest (statistiques) :
 182 ;
 manipulation des — : 202 ;
 pas de liaison étroite entre l'encaisse
 métallique et le niveau des — :
 215 ;
 du pétrole brut : 293.
- Producteurs non associés : 389.
- Production : 22, 58, 60, 69, 70, 71,
 85, 94, 96, 98, 100, 118, 122, 131,
 163, 164, 178, 179, 204, 216, 370,
 373, 377 et *passim* ;
 secteurs de — : 20 ;
 au service de la consommation :
 22 ;
 « méthodes indirectes » de — : 24 ;
 rapports de — : 33, 46 ;
 temps de travail exigé par la — :
 41 ;
 processus de — : 48, 62, 69, 79, 87,
 98, 143, 383 ;
 sphère de — : 55, 56, 63, 71 ;
 caractère social de la — : 68 ;
 lois immanentes : 70 ;
 soumise à des considérations de
 valeur : 88 ;
 — aux rapports capital-travail :
 97 ;
 modes de — primitifs : 101 ;
 interdépendance : 105, 107 ;
 antinomie de la — matérielle et de
 la — de valeur : 106 ;
 contradiction entre — et consom-
 mation : 119 ;
 excédents de — : 157 ;
 volume de la — : 164 ;
 expansion de la — : 169, 385 ;
 séparation entre — publique et
 — privée : 185 ;
 déclin de la — de capital privé : 204 ;
 dépréciation : 216 ;
 volume optimal : 228 ;
 et automatisation : 237 ;
 et emploi : 242 ;
 conditions de la — : 314, 383 ;
 organisation de la — : 369 ;
 régulation de la — : 374 ;
 facteurs de — : 377 ;
 pouvoir sur le processus de — :
 405.
- Production de capital : 28, 32, 34,
 69, 74, 80, 88, 92, 95, 96, 100, 101,
 109, 119, 120, 125, 129, 131, 136,
 146, 165, 174, 227 et *passim* ;
 tendances inhérentes à la — : 79 ;
 double caractère de la — : 105 ;
 mouvements effectifs de la — : 123 ;
 tendance à long terme : 136, 138.
- Production marchande : 44, 51, 375,
 385 ;
 double caractère de la — : 85.
- Production induite par l'État : 146,
 147, 152, 178, 187, 195, 196, 317 et
passim ;
 ne doit pas empiéter sur le champ de
 la concurrence : 185 ;
 la — stimule l'économie globale :
 189 ;
 limites de — : 228 ;
 extension croissante, efficacité décli-
 nante : 230.
- Production pour le gaspillage : 179,
 189, 205, 229, 291, 329, 337, 398.
- Productivité : 19, 20, 24, 36, 52, 57,
 61, 64, 69, 77, 81, 82, 85, 94, 98-
 100, 108, 110, 112, 115, 123, 133,
 143, 199, 200, 203, 216, 218, 220 et
passim ;
 du capital : 236 ;
 supériorité en matière de — : 286.
- Produit national brut (P.N.B.) : 114.
- Profit : 14, 21, 24, 29, 32, 35, 37, 41,

- 53, 55-58, 60-63, 67-69, 71, 75, 78, 99, 108, 133 et *passim*; voir aussi : Réalisation du profit, Rentabilité, Taux de profit, Tendance à la baisse du taux de profit; prévisions de — : 14, 19; et autofinancement : 181; en Allemagne (statistiques) : 183; les — réalisés sur les achats de l'État, simples données comptables relatives à la dette publique : 186; imaginaire : 187; le coût de la production induite par l'État doit être prélevé sur le — social total : 190; sert de limite à l'extension du secteur non rentable : 200; recherche du maximum de — et du maximum de sécurité : 294; mobile du — « sacrifié » à l'intérêt général : 364; impératif du — maximal : 365; répartition : 365; en voie de diminution : 400.
- Profit (masse du —) : 78, 83; nécessité d'une augmentation de la — en grandeur absolue : 82.
- Prolétariat : 41, 96, 129, 401; révolutionnaire : 126, 162; rural : 310; industriel : 368, 397; abolition de la condition prolétarienne : 396; en grande majorité satisfait de son sort : 402; plus nombreux que jamais aujourd'hui : 402; masse amorphe de salariés : 403.
- Propension à consommer : 16, 17, 21, 22, 23, 26, 27, 146, 149, 163, 193, 201-203, 281, 336; propension à épargner : 281, 292.
- Propriété : réelle : 211; titres de — : 214; rapports de — actuels renforcés par l'investissement étranger dans les pays sous-développés : 295; système de la — privée : 318; rapports de — privée : 377; propriété collective : 379.
- Propriété (droits de —) : séparation de la — d'avec la gestion effective : 346, 360-361, 364-365; propriétaires, semi-propriétaires et quasi-capitalistes : 362; du capital : 363; de valeurs mobilières : 363; collective des moyens de production : 383.
- Prosperité : 90, 99, 105, 149, 165, 188, 191, 195, 260, 352, 401; limitée de la période d'après-guerre : 170; capitaliste : 183; due à la guerre froide : 184; conditions de — : 188; alternances de — et de dépression : 381.
- Protection douanière : 165; Protectionnisme : 252, 260; — américain : 279.
- Proudhon : 14, 388, 389.
- Quesnay, François : 32, 370.
- Réalisation du profit : 56, 72, 94, 100, 103, 108, 115-117, 135, 147; grâce aux achats de l'État : 167; favorisée par l'inflation : 223.
- Récession : 153, 184, 201.
- Réformes sociales : 354; réformistes : 356.
- Régulation de l'économie internationale : 155.
- Relations économiques internationales : 166, 288; la dépréciation de la monnaie accroît la compétitivité du capital au niveau international : 223; commerce international : 250; avantages économiques du commerce international : 251; hégémonie américaine des mouvements internationaux de capitaux : 253; manipulation internationale du marché : 175; puissance économique internationale : 168.

- Renault (régie —) : 242.
- Rentabilité : 17, 23, 26, 28, 54, 57, 63, 89, 106, 109, 117, 136, 137, 138, 157, 167, 195, 198, 202, 215, 222, 228, 231, 237, 242, 280;
insuffisante : 165;
base de la santé économique : 178;
indispensable à l'accumulation : 195;
du capital total : 196;
du secteur privé : 197;
baisse de la — : 198;
l'Europe plus rentable que les E.-U. : 267;
plus élevée dans les pays développés que dans les sous-développés : 292;
élevée des industries extractives : 293;
principe de — : 361;
production rentable et production non rentable : 350.
- Rente foncière : 15, 37, 64, 71.
- Répartition, voir : Distribution.
- Reproduction : 42, 68, 89, 106, 143, 370, 371, 380;
de la force de travail : 84;
à une échelle élargie : 70, 372;
coûts de — : 380, 382.
- Reproduction (schémas de la —) : 370;
conçus en Russie uniquement sous forme valeur : 372;
équilibre : 372.
- Ressources :
allocation des — : 12, 378;
en sommeil : 146;
absorbées par la guerre : 148;
naturelles : 154;
insuffisance relative des — : 299;
productives : 183.
- Revenu : 20, 21, 22, 24, 145, 147, 298, 345, 379;
redistribution des — : 176, 201-204;
égalité des — : 181;
créés dans le secteur privé : 187;
réel : 192;
additionnel : 193;
accru par la dépense publique : 194;
national : 199;
la dépense considérée comme un — : 199;
- mouvement statistique : 204;
répartition : 221, 303;
— au niveau mondial (statistiques) : 287;
élargissement de l'écart de — entre pays riches et pays pauvres : 291, 294;
justification de l'inégalité des — : 300;
répartition inéquitable de la richesse et du — : 356;
différenciation des — : 380;
groupes de — : 391.
- Révolution : 10, 161, 396, 397;
de la pensée économique : 31, 33, 159, 174;
optique révolutionnaire : 163;
théorie marxienne de la — : 354;
mouvements sociaux révolutionnaires : 296;
« par en bas » : 302;
chinoise : 320;
seul un processus de — peut transformer l'économie mixte en capitalisme d'État : 341;
sociale : 346;
russe : 353;
permanente : 354;
forces révolutionnaires d'un caractère social et nationaliste : 354;
aspects bourgeois, ou capitalistes, de la — russe : 354;
dans les pays sous-développés : 395.
- « Révolution des directeurs » : 346.
- Révolution keynésienne : 336.
- Révolution mondiale : 343, 354.
- Révolution nationaliste : 301, 398.
- Révolution prolétarienne : 353, 395, 402.
- Révolution socialiste : 335, 396.
- Ricardo, David : 9, 21, 31, 32, 33, 40, 41, 79.
- Ricardiens (socialistes —) : 41, 388.
- Richesse :
répartition des — : 11, 27, 34, 49-50, 64, 150, 210;
accroissement net : 19;
concentration : 36;
« partage des — » : 157;
américaine (1929) : 169;

- seule une fraction de la — totale peut exister sous forme monétaire : 209;
 le temps de travail, source et mesure de la — : 234;
 mesurée en temps de travail : 234;
 instrument de mesure de la — : 382.
- Robinson, Joan : 374.
 Roosevelt, F. D. : 145.
 Royaume-Uni, voir : Grande-Bretagne.
 Rueff, Jacques :
 Russie : 256, 301, 302, 319, 320, 322, 338, 339, 359, 368, 378, 379, 380, 385, 386;
 système : 140;
 révolution : 174;
 victoire à l'issue de la 2^e guerre mondiale : 174;
 bourgeoisie : 368;
 post-stalinienne : 376.
- Sahara : 299.
 Salaires : 14, 18, 41, 53, 69-70, 75, 100, 108, 119, 132-133, 150, 202-204, 220, 246, 373, 378, 384-386;
 méthode socialiste des baisses autoritaires de — : 17;
 diminution uniforme des — : 17, 18;
 réels : 16, 150, 222;
 nominaux : 17, 18, 150, 347;
 travail salarié : 94, 235, 384;
 salariat : 157, 362, 367;
 la fixation autoritaire des — implique celle des prix : 203;
 différences de — : 380-381, 386, 390.
- Scandinavie : 181.
 Schumpeter, J. A. : 25, 361.
 Schuman (plan —) : 258, 259.
 Secteur privé : 188, 204, 241;
 en voie de rétrécissement : 244;
 en Inde (statistiques) : 302.
- Secteur public : 186, 189, 204, 244;
 instances liées à l'existence du — : 175.
- Secteurs rentable et non rentable : ;
 croissance relative du secteur non rentable : 186;
- secteur non rentable aux E.-U. (statistiques) : 200.
 Sénégal : 309.
 Shaw, G. B. (lettre de Keynes à —) : 33.
 Smith, Adam : 46, 49, 156.
 Social-démocratie :
 pratique de la — : 352;
 « révisionnisme » : 352.
- Socialisation : 162;
 de la demande : 152;
 de l'investissement : 304;
 de la production : 404.
- Socialisme : 15, 45, 47, 48, 139, 230, 355, 357, 368, 374, 375, 376, 377, 385, 387, 390, 391, 403;
 société socialiste : 45, 301;
 aspects socialistes du dirigisme : 151;
 programme socialiste : 180;
 organisation socialiste : 180;
 moderne à base de propriété privée : 181;
 État socialiste : 309;
 capitalisme socialisé : 337;
 « le — n'est rien d'autre que le monopole capitaliste d'État mis au service du peuple entier » : 355;
 a pour préalable l'extirpation des rapports de classes : 359;
 selon Lénine : 369;
 du — comme gestion étatique : 377;
 selon Marx : 382, 383;
 du — comme disparition de la production de valeur : 382;
 socialisme d'État : 334, 385; voir aussi : Capitalisme d'État.
 transition au — : 393-394;
 l'égalité fondée sur les apports de travail n'est pas un principe socialiste : 393.
- Société de classes : 397;
 sans classes : 351.
- Sous-consommation de marchandises : 118.
- Sous-développement : 283, 299;
 société sous-développée : 22;
 expansion du capital dans les régions sous-développées : 101, 102, 314, 326;

- pays sous-développés : 184, 303, 304, 378, 385, 396;
 grandeur des investissements inférieure à celle des profits rapatriés : 286;
 dépendance économique liée au — : 326;
 nations précapitalistes : 395;
 et socialisme : 397, 398.
- Spéculation : 34, 35.
- Stabilisateurs programmés : 203.
- Stagnation : 25, 27, 90, 95, 102, 107, 116, 117, 131, 144, 165, 168, 178, 222, 248, 258, 291, 317, 329, 350;
 théorie de la — : 159;
 le progrès technologique n'entraîne une diminution du nombre absolu de travailleurs qu'en phase de — : 234;
 — dans les pays avancés = — dans les pays sous-développés : 292.
- Staline, J. V. : 320, 375, 376, 378, 381, 387;
 mort de — : 343.
- Subventions et secteur subventionné : 165, 176, 177, 178, 205, 243-244, 328.
- Suisse : 178, 181.
- Surproduction : 337;
 exclue : 18;
 de capital : 38, 86-87, 92-95, 100, 105, 118;
 de marchandises : 95, 104, 118, 157-159;
 de capital et de marchandises : 116.
- Surtravail : 51, 54, 58, 64, 70, 83, 100, 143, 233, 242, 379, 383;
 producteurs et accapareurs de — : 383.
- Sweezy, Paul : 47, 49, 374.
- Syndicats ouvriers : 404.
- Synthèse dialectique : 352.
- Tarifs douaniers : 279.
- Taux :
 d'intérêt : 13, 14, 30, 36, 137, 221;
 d'escompte : 225;
 de profit : 77, 78, 81, 82, 83, 86, 87, 95, 101, 314.
- Taylor (système) : 369;
 moyen 143;
 aux E.-U. (statistiques) : 283; voir aussi : Tendance à la baisse du taux de profit.
- Technologie : 135;
 progrès de la — : 78, 232;
 innovation : 107;
 transformations de la — : 112, 114, 140;
 le progrès technologique entraîne toujours des compressions de main-d'œuvre : 233;
 a pour barrière le capital lui-même : 236;
 objectifs capitalistes des progrès de la — : 246.
- Temps :
 de travail : 41, 44, 51, 53, 59, 61, 62, 75, 80, 373, 379, 389, 390;
 de surtravail : 143, 379;
 valeurs définies en — de travail : 381;
 de travail collectif des producteurs directement associés : 389.
- Tendance à la baisse du taux de profit : 77, 81, 96, 116, 314;
 loi de la baisse tendancielle du — : 79;
 contre-tendances : 80, 111, 134;
 contrecarrée par l'accumulation : 82, 83;
 la — de relative devient absolue : 84;
 recul de la — : 100;
 taux déclinant : 159;
 baisse du taux : 231.
- Territoires extra-capitalistes : 135.
- Terreur stalinienne : 304.
- Théorie :
 de l'accumulation du capital (Marx) : 236;
 ne couvre pas le capitalisme d'État : 334;
 classique de la valeur : 124;
 néo-classique : 99, 31, 32;
 école : 10;
 doctrine : 153;
 de la valeur-travail : 13, 40, 41, 45, 48, 50, 60, 62, 66, 67, 75, 81, 83;
 — de Marx : 376, 389;

- de la valeur : 389.
- Thésaurisation : 25, 34;
comme préalable à l'accumulation du capital : 213.
- Tiers-Monde, voir : sous-développement.
- Totalitarisme : 331;
société totalitaire : 140;
régimes totalitaires : 404.
- Travail : 19, 53, 57, 64, 74, 145, 384;
social : 43, 44, 45, 57;
« tout est produit par le travail » : 20;
réduction du — qualifié au — simple : 20;
incorporé aux marchandises : 40, 59;
abstrait : 49, 52;
intensité du — : 53, 393;
instruments de — : 128;
préalable à la vente du — : 131;
supplanté par la technologie : 242;
forcé et terrorisme : 357, 385-386;
division du — : 358, 359;
fonction régulatrice de la dépense de — : 375;
abstrait simple : 380;
valeur abstraite de la force de — : 381;
le — qualifié, — simple multiplié : 382;
universel : 389;
dénominateur commun des divers types de — : 390;
intellectuel et manuel : 391;
— qualifié et — simple : 391;
droit égal au produit du — : 392;
comme étalon de mesure : 393;
- Travail agricole : 49.
- Travail nécessaire : 70, 75, 81, 83, 133, 359, 376, 379.
- Travail non payé : 58, 87, 100.
- Travail productif :
la diminution du — aggrave les difficultés de l'accumulation : 233.
- Travail socialisé : 391.
- Travailleurs : 74-75, 79-80, 142-143, 302, 347, 383-384;
accroissement numérique : 80;
population excédentaire de — : 129;
situation de classe : 125;
les compressions de main-d'œuvre finissent par réduire le temps de travail social non payé : 233;
travaux et services exécutés par des non-travailleurs : 391;
nécessité des activités improductives : 391;
minorité privilégiée : 400;
sans propriété : 403.
- Travaux publics : 27, 145, 185, 189, 198, 201, 205.
- Tristan, Flora : 396.
- Trotsky, L. D. : 385, 386.
- Trusts : 166, 337;
multinationaux : 316.
- Union européenne des paiements (U.E.P.) : 257.
- Union internationale de clearing : 155, 257, 273.
- U.R.S.S., voir : Russie.
- Utilité : 51, 391;
sociale : 384.
- Valeur : 40, 41, 45, 52, 58-64, 69, 75, 87, 97, 381, 383;
mesure de la — : 34;
détermination de la — : 45;
production de — : 48;
rapports de — : 57, 90, 92, 379;
des marchandises : 81, 381;
expansion-valeur : 100;
détermination de la — de la force de travail : 132;
disparité entre production matérielle et production de — : 231;
mouvement contradictoire de la — et de la valeur d'usage : 372;
concept de — : 380;
valeur-temps de travail : 388.
- Valeur d'échange : 34, 36, 43, 48, 52, 53, 68, 74, 75, 77, 80, 81, 83, 88, 90, 96, 100, 232, 234, 390, 391.
- Valeur d'usage : 56, 68, 74, 75, 82, 83, 88, 231, 232, 389.
- Variabes économiques : 20.
- Venezuela : 289.
- Versailles (traité de —) : 11, 321.
- Viêt-nam : 277.

INTRODUCTION	7
I. <i>La « révolution » keynésienne</i>	9
II. <i>Marx et Keynes</i>	31
III. <i>La théorie de la valeur-travail de Marx</i>	40
IV. <i>Valeur et prix</i>	54
V. <i>De la loi de la valeur comme « mécanisme d'équilibre »</i>	67
VI. <i>Accumulation du capital et baisse du taux de profit</i>	74
VII. <i>Le « cycle économique »</i>	85
VIII. <i>La réalisation de la plus-value</i>	93
IX. <i>La crise du capitalisme</i>	105
X. <i>L'expropriation du capital</i>	121
XI. <i>Pour sauvegarder le capitalisme</i>	136
XII. <i>Le keynésianisme à l'envers</i>	148
XIII. <i>La « transformation » du capitalisme</i>	159
XIV. <i>L'économie mixte</i>	185
XV. <i>Monnaie et capital</i>	207
XVI. <i>Technologie et économie mixte</i>	228
XVII. <i>Formation de capital et commerce extérieur</i>	249
XVIII. <i>Le développement économique</i>	281
XIX. <i>L'impératif impérialiste</i>	314
XX. <i>Capitalisme d'État et économie mixte</i>	334
XXI. <i>Marxisme et socialisme</i>	351
XXII. <i>Valeur et socialisme</i>	368
<i>En guise de conclusion</i>	395
BIBLIOGRAPHIE	407
INDEX	411

*Ouvrage reproduit
par procédé photomécanique.
Impression CPI Firmin Didot
à Mesnil-sur-l'Estrée, le 20 janvier 2010.
Dépôt légal : janvier 2010.
Numéro d'imprimeur : 97446.*

ISBN 978-2-07-012789-4/Imprimé en France.